

**UNIVERSITE PARIS. DIDEROT
(PARIS7)**

ECOLE DOCTORALE :EESC 382

**UNIVERSITE ROYALE DE
PHNOM PENH**

FACULTE DES SCIENCES
HUMAINES ET SOCIALES

DOCTORAT
Histoire et civilisation

Vichheka KHUON

**BATTAMBANG ET SA REGION, DE 1939 A NOS JOURS :
INTEGRATION, SPECIFICITE ET DIVERGENCES DANS
LE CADRE DE L’HISTOIRE CONTEMPORAINE DU
CAMBODGE**

TOME I

Thèse dirigée par M. Alain FOREST
M. Samnang SORN

Soutenue le 23 septembre 2015

JURY :

Mme. Faranirina RAJAONAH
M. Somnoble CHAN
M. Alain FOREST
M. Samnang SORN

Président du jury
Rapporteur
Co-directeur de thèse
Co-directeur de thèse

REMERCIEMENTS

La présente étude n'aurait pas été possible sans le bienveillant soutien de certaines personnes. Et je ne suis pas non plus capable de dire dans les mots qui conviennent, le rôle qu'elles ont pu jouer à mes côtés pour en arriver là. Cependant, je voudrais les prier d'accueillir ici tous mes sentiments de gratitude qui viennent du fond de mon cœur, en acceptant mes remerciements.

Mes premiers remerciements vont d'abord à mon directeur de thèse, **Monsieur le Professeur Alain FOREST**, qui m'a accueilli chaleureusement dès mon arrivée à Paris en septembre 2007 et qui m'a prodigué de précieux conseils. Son soutien, sa disponibilité et la confiance qu'il m'a toujours témoignée m'ont permis de mener à bien ce travail et de préparer mon doctorat dans les meilleures conditions. Enfin, ses nombreuses relectures et corrections de cette thèse ont été très appréciables.

Je tiens à remercier infiniment mon co-directeur de thèse, **Son Excellence SORN Samnang** qui était très gentil et a toujours été disponible, à l'écoute de mes questions, et s'est toujours intéressé à l'avancée de mes travaux. Les nombreuses discussions que nous avons eues ainsi que ses conseils sont pour beaucoup dans le résultat final de ce travail.

Je remercie vivement **Madame le Professeur Faranirina RAJAONAH**, pour la connaissance qu'elle m'a prodiguée au cours de son enseignement. Je suis très honorée qu'elle ait accepté de siéger dans mon Jury de thèse et d'être rapporteur de ce travail.

J'adresse également des remerciements particulièrement à **Son Excellence CHAN Somnoble**, vice-directeur de l'académie royale de Phnom Penh, pour le soutien, l'encouragement, les précieux conseils, et pour avoir accepté de siéger dans mon Jury et d'être rapporteur de ce travail. Je tiens à remercier également à **son épouse** qui m'a apporté une aide efficace et indispensable.

Je tiens à remercier sincèrement **Madame KHIEU Sunran** et **Monsieur William DOMINGO** pour le professionnalisme et la rapidité avec lesquels vous avez effectué les corrections sur le langage de la thèse. N'étant pas de langue maternelle française, vos corrections et relectures critiques ont effectivement fait la différence.

Je voudrais remercier aussi **l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF)** pour avoir accordé une bourse pour les déplacements et la poursuite de mon travail au Cambodge et en France de 2009 à 2012.

Je remercie aussi **Son Excellence LAV Chhiv Eav**, ancien recteur de l'Université Royale de Phnom Penh (URPP), Monsieur **NGIN Vuth**, ancien directeur du département d'histoire de l'URPP pour la gentillesse et le soutien. Mes remerciements vont aussi à **tous mes enseignants** qu'ils soient à Battambang, à Phnom Penh ou en France.

Je remercie vivement Monsieur **TOP Tan Leang**, directeur du département de la culture et des beaux-arts de la province de Battambang, et Monsieur **Vorn Porn**, directeur du Comité provincial des élections, de m'avoir donné des informations, des documents et des coordonnées des gens concernés pour mon travail. Je remercie aussi Monsieur **PROM Sophan**, membre du conseil provincial, Monsieur **SIENG Sain Em**, ancien vice-directeur du département des travaux publics de la province de Battambang, Monsieur **KONG Yat**, ancien chef adjoint du district de Sangker, Monsieur **TAUCH Puthy**, directeur du bureau de l'éducation du district de Samlaut, Monsieur **LIM Peng Huy**, ancien employé de SORAPA, Monsieur **MEUL Sameth**, Monsieur **KIM Kou**, Madame **KHUON Chhuon** et tous ceux qui m'ont permis d'interviewer pour des informations très utiles pour mon travail de recherches.

Je voudrais remercier les membres des Archives nationales du Cambodge, celles de Bangkok et celles d'Aix-en-Provence pour leur amabilité et disponibilité.

Je voudrais adresser mes remerciements à **Nathaphorn THAIJONGRUK** de m'avoir donné des conseils et d'encouragement, et de m'avoir accueilli chaleureusement et hébergé durant mes séjours de recherches en Aix-en-Provence. Je remercie également aux mes amis thaïlandais à Aix-en-Provence spécialement Pajon KONGMUANG pour l'amitié, la gentillesse et l'accueil très chaleureux.

Je tiens à remercier Rippawat CHIRAPHONG et la famille de m'avoir accueilli très chaleureusement à Aix-en-Provence et à Bangkok et d'avoir partagé avec moi les idées et le temps pour réaliser ce travail.

Je remercie profondément **HUOT Sarith** pour l'encouragement et l'aide technique pour la fabrication des cartes et des schémas.

Je remercie beaucoup mes amis à la maison du Cambodge, particulièrement **NON Dara**, **KIM Chamroeunvuthy**, **YOS Banouksa**, **HIEP Chanvichet**, **MAM Pisey**, **SON Sophy**, **CHEAK Sithy**, **PRACH Chanrethy**, **SEM Sokmeta**, et **Gulhan**

TURAN, avec qui j'ai partagé des moments inoubliables, de nombreux souvenirs, et surtout leurs soutiens quotidiens inestimables sans cesse.

J'adresse également mes remerciements à ma tante **NGO Chindara**, à mon oncle **TAN Bun Ho** et leur famille, et ma tante **OU Anne et la famille** de m'avoir beaucoup aidé durant mon séjour en France et de m'avoir encouragé.

Je n'oublierai pas de remercier Madame **Kram Phan** et Madame **OU Phann** de m'avoir soutenu et aidé à s'occuper mes enfants.

Je remercie sincèrement mon mari, **EANG Rothmony**, qui m'accompagne et qui me soutient tout le temps. Et merci également, mes deux enfants, **EANG Mony Rothanak** et **EANG Rothanak Dévy**, qui étaient très sages et m'ont fait rire au moment de stresse intense.

J'exprime aussi ma particulière gratitude à mes aimables beaux-parents, **EANG Kao et LON Chanthol**, pour l'encouragement sans cesse et inestimable.

Je remercie beaucoup ma chère sœur **KHUON Dyna** de m'avoir beaucoup soutenu quotidiennement, encouragé et donné des conseils précieux... Je tiens à remercier également à **sa famille** qui m'a apporté une aide efficace et indispensable. Je remercie aussi ma chère sœur **KHUON Leakhena et la famille** pour l'encouragement et le soutien déterminant et irremplaçable en dépit de leurs éloignements.

Enfin, ce rêve n'aurait pas été possible sans mes chers parents, **KHUON Chhoeut et KHO Dany**, qui étaient toujours à mes côtés pour m'encourager, me soutenir, m'aider dans le travail des enquêtes dans leur province natale de Battambang ... Si j'en suis là aujourd'hui, c'est grâce à vous! Je vous suis infiniment reconnaissant de l'éducation et des valeurs que vous m'avez transmises.

TABLES DES MATIERES

Tome I

REMERCIEMENTS	2
----------------------------	----------

INTRODUCTION	13
---------------------------	-----------

PREMIÈRE PARTIE23 :Histoire, géographie et économie générale de Battambang et sa région avant 1939	23
---	-----------

<i>Chapitre 1:Une introduction sur la province de Battambang</i>	24
I. L'origine du nom.....	24
II. La localisation	25
III. Les communications	29
IV. Les productions	30
V. Le climat.....	31
VI. Les populations.....	31
VII. Les religions et croyances à Battambang	38

<i>Chapitre 2:Histoire brève de Battambang avant 1939</i>	55
I. La préhistoire.....	55
II. La période du Founan (I ^{er} -VI ^e siècles) et du Chenla (VI ^e -VIII ^e siècles)	56
III. L'empire khmer (VIII ^e -XV ^e siècle).....	57
IV. Après l'abandon d'Angkor	57
V. Battambang : territoire vassal du Siam (1795 à 1907)	58
VI. La province de Battambang de 1907 à 1939	72

DEUXIEME PARTIE:Battambang pendant la période thaïlandaise (1941-1946) et son retour au Cambodge (1946-1953)	75
---	-----------

<i>Chapitre 3: Battambang pendant la période thaïlandaise (1941-1946)</i>	76
I. Avant l'arrivée des Thaïlandais.....	76
II. Battambang pendant la période thaïlandaise	89
III. Les personnages et puissances.....	119
IV. Conclusion	122

<i>Chapitre 4:Le retour de Battambang au Cambodge 1946-1953 (la croisade pour l'indépendance)</i>	124
I. La réclamation territoriale	124
II. La rétrocession.....	131
III. Les revendications thaïlandaises après la rétrocession.....	144
IV. La question de l'administration de la province de Battambang après la rétrocession.....	154
V. Les Khmers Issarak	158
VI. Battambang au retour du protectorat français.....	211
VII. La « croisade pour l'indépendance »	221

Tome II

TROISIÈME Partie: Battambang sous la période de Sangkum (1955-1970).....229

Chapitre 5: Battambang : une ville et une région bien intégrées dans le Royaume du Cambodge (Organisation administrative, économique et sociale)..... 230

- I. L'organisation administrative.....233
- II. Les personnages et puissances.....237
- III. Le développement de la région de Battambang.....241

Chapitre 6: Les contestations..... 292

- I. Les Khmers Serei292
- II. La révolte de Samlaut.....313

QUATRIÈME PARTIE: Battambang pendant la guerre civile (1970-1991)334

Chapitre 7: La guerre de 1970-1975..... 335

- I. Battambang : province la plus sûre de l'ensemble du Cambodge.....337
- II. Battambang dans la lutte entre le gouvernement et ses opposants : la recherche des soutiens et les recrutements de forces militaires339

Chapitre 8: Le régime des Khmers rouges (1975-1979)..... 351

- I. La division administrative de la province de Battambang et la situation de chaque zone (*damban*).....351
- II. Battambang pendant le régime des Khmers rouges.....354
- III. Battambang entre la Thaïlande et le gouvernement du Kampuchéa démocratique364

Chapitre 9: La période de protectorat vietnamien et les oppositions militaires contre le régime provietnamien (1979-1991)..... 368

- I. Le nouveau régime du Cambodge370
- II. Les groupes anti-gouvernementaux après 1979372
- III. Les moyens de survie des groupes anti-gouvernementaux388
- IV. Battambang durant le « combat et la reconstruction » (1979-1991)400

CINQUIÈME PARTIE: Battambang de 1991 à nos jours.....432

Chapitre 10: Battambang avant l'intégration totale des Khmers rouges (1991-1998)

- 433
- I. Battambang avant l'élection434
- II. Battambang et la rivalité entre PPC et FUNCINPEC (1993-1998)439

Chapitre 11: Battambang à nos jours 455

- I. La division administrative455
- II. La vie politique et les personnages puissants456
- III. Le développement social et économique de la province459

CONCLUSION.....474

BIBLIOGRAPHIES.....478

Tome III

ANNEXES.....494

CARTES.....549

PHOTOS ET ILLUSTRATIONS.....581

INDEX.....639

TABLES DES TABLEAUX

Tableau 1	:	La population de la province de Battambang de 1921 à 2008
Tableau 2	:	Des Seigneurs de la province de Battambang
Tableau 3	:	Dates importantes concernant la perte du territoire de Battambang
Tableau 4	:	Division administrative de la province de Battambang de 1941 à 1946
Tableau 5	:	La liste des fonctionnaires de la province de Battambang qui participaient à la première formation
Tableau 6	:	La famille de Chao Phraya Aphaiphubet Chhum (famille APHAIVONG)
Tableau 7	:	Liste des dépenses de construction de la ligne de chemin de fer sur les territoires rétrocédés depuis la frontière de la Thaïlande jusqu'à Svai Don Keo
Tableau 8	:	Le premier comité de Khmer Issarak
Tableau 9	:	Trois sous-comités de KOROCHO
Tableau 10	:	Premier Comité du CLPK
Tableau 11	:	Comité du CCLN juillet 1949
Tableau 12	:	Comité du CCLN du 20 août 1951
Tableau 13	:	Le premier comité du Kampuchea Serei

TABLES DES FIGURES

Figure 3 : Battambang en 1907

Figure 4 : Battambang en 1907 par TAUCH Chhuong

Figure 5 : Photo aérienne vers la ville du Nord de Battambang

Figure 6 : Plan colonial de la ville de Battambang en 1907

Figure 7 : le parcellaire des compartiments chinois utilisés dans le plan de développement de 1907

Figure 8 : Battambang en 1926

Figure 9 : Plan du marché municipal

Figure 10 : l'évolution de la ville de Battambang

Figure 11 : La rive Est de Steung Sangker de la ville de Battambang dans les années 1960

Figure 10 : Le « mur de bambou » à la frontière khméro-thaïlandaise

TABLES DES ANNEXES

- Annexe 1 : Traité franco-siamois, 15 juillet 1867
- Annexe 2 : Pacte de non-agression entre la France et le Siam, 12 juin 1940
- Annexe 3 : Convention de paix entre la France et la Thaïlande, 9 mai 1941
- Annexe 4 : Pacte d'Alliance entre la Thaïlande et le Japon, 21 décembre 1941
- Annexe 5 : Accord franco-siamois à Washington, 17 novembre 1946
- Annexe 5 : Rapport de la Commission de Conciliation Franco-siamoise, Washington, 27 juin 1947
- Annexe 6 : Histoire légendaire du nom de la province de « Battambang »
- Annexe 7 : Les monastères de Battambang
- Annexe 8 : L'histoire de l'implantation de christianisme à Battambang
- Annexe 9: Les centres de sécurité dans la province de Battambang durant le régime des Khmers rouges
- Annexe 10: Les résultats des élections législatives dans la province de Battambang
- Annexe 11 : Les membres de l'Assemblée nationale (Province de Battambang)
- Annexe 13 : La distance et la durée de voyage interdistricts de la province de Battambang
- Annexe 12 : La gestion du centre-ville de Battambang durant la période thaïlandaise (1941-1946)
- Annexe 13 : Le changement de la division administrative de la province de Battambang durant la période thaïlandaise

TABLES DES CARTES

- Carte 1 : Le Cambodge entre 1893 et 1907
- Carte 2 : La carte actuelle du Cambodge et la localisation de la province de Battambang
- Carte 3 : La province de Battambang de 1907-à nos jours
- Carte 4 : La division administrative de la province de Battambang, 2002
- Carte 5 : La division administrative du district de Battambang
- Carte 6 : La crue de Lac de Tonlé Sap
- Carte 7 : Le réseau hydraulique de la province de Battambang
- Carte 8 : Battambang durant le protectorat français
- Carte 9 : Les territoires cédés au Siam par la Convention de Paix, le 9 mai 1941
- Carte 10 : Battambang, année soixante
- Carte 11 : Samlaut en 1967
- Carte 12: Le bombardement américain sur le territoire du Cambodge (1963-1973)
- Carte 13 : Les zones d'installation des Khmer rouge en 1969-1970
- Carte 14 : Invasion Vietnamiennne du Cambodge (décembre 1978-janvier 1979)
- Carte 15 : Les zones occupées par les Khmers rouges
- Carte 16 : L'évolution de la situation militaire de 1980 à 1982
- Carte 17 : Les camps de la résistance en 1985
- Carte 18 : Les trois zones de combats, 1985
- Carte 19 : La zone de combat autour du Tonlé Sap, 1985
- Carte 20: L'offensive vietnamienne contre les camps Khmers rouges en 1985
- Carte 21 : Les zones d'implantations vietnamiennes au Cambodge
- Carte 22 : Les postes de gardes autour du centre-ville de Battambang
durant l'occupation vietnamienne
- Carte 23 : Païlin: Les positions des saphirs et des rubis
- Carte 24 : Les monastères dans le Chef-lieu de la province de Battambang
- Carte 25 : Les monastères autour de Battambang
- Carte 26 : Les monastères avec l'architecture ou le décor peint remarquable
dans la banlieue de la province de Battambang

ABREVIATION

EMPLOYEES DANS LE TEXTE ET LES NOTE

AGKE	:	Association Générale des Khmers à l'Étranger
AMAE	:	Archives des Ministères des Affaires Étrangères
ANASE ou ASEAN	:	Association des Nations de l'Asies du Sud-Est
ANC	:	Archives Nationales du Cambodge
ANOM	:	Archives Nationales d'Outre-mer
ANS	:	Armée Nationale Sihanoukienne
ANTB	:	Archives Nationales de la Thaïlande à Bangkok
APRONUC	:	Autorité Provisoire des Nations Unies au Cambodge
BDA	:	Banque du Développement Asiatique
CCLN	:	Comité Cambodgien de Libération Nationale
CD	:	Services du conseiller diplomatique
CFK	:	Corps Franc Khmer
CIA	:	Central Intelligence Agency ou Agence centrale de renseignement
CICR	:	Comité international de la Croix-Rouge
CLPK	:	Comité de Libération du Peuple Khmer
CNS	:	Conseil National Suprême
Conspol	:	Services du conseiller politique
Cor Pol	:	Correspondance Politique
FANK	:	Forces Armées Nationales Khmères
FANLPK	:	Forces Armées Nationales de Libération du Peuple Khmer
FAO	:	Food and Agriculture Organization of the United Nations ou Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FARC	:	Forces Armées Royales Cambodgiennes
ou		
FARK	:	Forces Armées Royales Khmères
FNLPK	:	Front National de Libération du Peuple Khmer
FUKSANA	:	Front Uni Khmer pour le Salut National
FUNCINPEC	:	Front Uni National pour un Cambodge Indépendant, Neutre, Pacifique et Coopératif

GOUPECIN	:	Gouvernement Provisoire de l'État du Cambodge Indépendant
GRUNK	:	Gouvernement Royal d'Union Nationale du Kampuchéa
HCI	:	Haut-Commissariat pour l'Indochine
INDO	:	Indochine
JICA	:	Japan International Cooperation Agency
JSRK	:	Jeunesse Socialiste Royale Khmère
KI	:	Khmer Issarak
MIPRENUC	:	Mission de préparatoire des Nations Unies au Cambodge
MNUD	:	Mouvement national d'union démocratique
MOULINAKA	:	Mouvement pour la Libération Nationale du Kampuchea
ONU	:	Organisation des Nations-Unis
OTASE	:	Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est
PAM	:	Programme Alimentaire Mondial
PDH	:	Parti des Droits de l'Homme
PDLB	:	Parti Démocratique Libéral Bouddhique
PNR	:	Parti de NORODOM Ranariddh
PPC	:	Parti du Peuple Cambodgien
PPRK	:	Parti Populaire Révolutionnaire du Kampuchea
PSR	:	Parti SAM Rainsy
SPCE	:	Service de Protection du Corps Expéditionnaire
UNICEF	:	Fonds des Nations unies pour l'enfance
UNRRA	:	United Nations Relief and Réhabilitation Administration ou Administration des Nations Unies pour le secours et la reconstruction
VM	:	Vietminh
UNBRO	:	United Nations Border Relief Operation ou Opération des Nations Unies pour le secours aux frontières.
UNICEF	:	United Nations Children's Fund ou Fonds des Nations unies pour l'enfance
UNHCR	:	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
CNS	:	Conseil National Suprême
FBIS-AP	:	Foreign Broadcast Information Service- Asia Pacific

INTRODUCTION

« Battambang » pour les Cambodgiens et « Phratabang » pour les Thaïlandais est un territoire avec une histoire particulière dans l'ensemble du territoire cambodgien actuel.

Quelques sites préhistoriques prouvent que ce territoire était peuplé depuis le milieu du quatrième millénaire avant notre ère. Ses populations commençaient déjà à pêcher, à cultiver le riz et à domestiquer les bœufs et les buffles pour le travail agricole¹⁷. À partir du deuxième siècle avant notre ère, les habitants de cette région pratiquaient déjà l'inhumation. Les activités principales des hommes étaient les travaux de culture, la pêche et la chasse. Les femmes se couvraient déjà de bijoux¹⁸.

Il constitua un territoire important de l'empire angkorien¹⁹, contribuant probablement à l'approvisionnement de l'empire en riz et en poissons. Au XIII^e siècle, Malayân, probablement une région du sud de Battambang actuel, fut le théâtre de rebellions contre le couronnement du roi Jayavarman VII²⁰. Après le XV^{ème} siècle et l'abandon d'Angkor par le roi Ponhea Yat (1393-1463), le territoire constituait une sorte de zone tampon entre le territoire cambodgien dont le centre s'était déplacé vers le sud du Grand Lac et les puissants royaumes d'Ayutthaya puis de Bangkok. Cette situation, où le territoire fut exposé aux guerres incessantes entre les deux pays, lui fut extrêmement préjudiciable ; les témoignages des missionnaires européens rapportent notamment les ravages des expéditions siamoises des années 1770, qui se traduisirent par la mise en esclavage et la transplantation au Siam de presque toute la population de la ville de Battambang.

Ces guerres entre le Cambodge et le Siam étaient une conséquence des rivalités pour le trône entre les princes cambodgiens. Certains faisaient appel au roi du Viêtnam,

¹⁷ Site préhistorique de Laang Spean, à 38 km du centre-ville de Battambang actuel.

¹⁸ Site préhistorique de *Phum Snay*, à Banteay Meanchey, ancien territoire de Battambang.

¹⁹ VONG Sothea mentionne, dans *King Jayavarman VII through inscriptions*, que pendant le règne du roi Jayavarman IV (928-941) qui déplaça la capitale d'Angkor vers Koh Ker, province de Preah Vihear actuelle, la vassalité du territoire cambodgien s'étendait jusqu'à Battambang, Kampong Cham, Kampong Thom, Siem Reap, Banteay Meanchey, Takéo et au territoire thaïlandais actuel de Phimai.

²⁰ Plusieurs chercheurs mentionnent une localisation différente pour « Malayân ». Georges COEDÈS mentionne, dans *Un grand roi du Cambodge : Jayavarman VII* publié en 1935 et traduit en khmer par Kronoram CHOUN Hau, que « Malayân » se trouve au sud de Battambang actuel (p.14), tandis que Hedwige Miltzer O'NAGHTEN, chercheuse spécialisée sur le règne de Jayavarman VII, mentionne plusieurs endroits qui s'appellent « Malayân » dans le territoire du Cambodge dont un entre eux est au sud de Battambang actuel.

d'autres au roi du Siam. C'est ainsi qu'à la fin du XVIII^{ème} siècle, au terme d'incessants conflits, l'un des plus puissants ministres et généraux du royaume cambodgien dénommé Bèn, qui soutenait une alliance forte avec le roi de Siam, obtint le gouvernement de la région de Battambang, du sud des provinces de Battambang et de Siem Reap actuelles à la frontière khméro-thaïlandaise actuelle. Bientôt, ce gouverneur de Battambang, reconnaissant sa supériorité militaire, fit allégeance au roi du Siam.

À partir de ce moment, pendant une centaine d'années, la province de Battambang s'organisa en territoire doté d'une certaine autonomie. Elle devint une sorte de principauté dirigée par plusieurs générations de descendants de Bèn et, un certain temps, par les mandarins pro-siamois. TAUCH Chhuong, auteur sur le seul livre sur l'histoire de Battambang de 1795 à 1907, nomma cette période « période du seigneur de Battambang ». On peut peut-être avancer aussi qu'une certaine rivalité intellectuelle et économique commença à se faire jour entre Battambang et Siem Reap d'une part, et Oudong (la capitale du Cambodge jusqu'en 1866), d'autre part. Battambang commençait en effet à s'imposer comme un centre de passage des moines (et donc des intellectuels) entre Bangkok et le Cambodge.

Le récit de l'Allemand, Adolf BASTIAN, qui traversa la région de Battambang et de Siem Reap en 1863-1864, donne une bonne idée de la vie du territoire au moment de l'avènement du roi Norodom et de l'établissement du Protectorat français. Lorsque les Français établirent leur Protectorat sur le Cambodge, ils ne perçurent pas que le territoire de Battambang était un territoire cambodgien et, par le traité de 1867 avec le Siam, les Français acceptèrent malencontreusement que le Siam renonce à sa suzeraineté sur le Cambodge en échange de la reconnaissance de la suzeraineté du Siam sur Battambang. Pendant le règne du roi siamois Rama V-Chulalongkorn (1868-1910), quand le Siam modernisa le système administratif du pays et divisa son territoire en départements, fut créé le « *Monthon Borapha* » ou le Département de l'Est. Ce département dont Battambang était le chef-lieu englobait la province de Battambang, Siem Reap, Sisophon²¹ et Phnom Srok.

Avec l'intervention de la France, le traité du 23 mars 1907 fut signé : le Siam dut céder à la France le territoire de Battambang, Siem Reap et Sisophon, en échange des territoires de Chanthaburi, Dansai et Kratt que la France avait précédemment occupés.

²¹ Le nom original était *Serey Sorphorn*. Mais il est connu par le Français selon la prononciation thaïlandaise « Sisophon ». Cette nouvelle appellation est actuellement très courante chez les Cambodgiens et les étrangers. Certains Cambodgiens l'appellent encore *Serey Sorphorn*.

Pendant la Seconde Guerre mondiale où l'occupation par les troupes japonaises annonçait la fin de l'empire français au Cambodge, la Thaïlande, avec le soutien des Japonais, occupa encore une fois la province de Battambang, Siem Reap et une partie de la province de Kampong Thom par le traité de Tokyo signé le 9 mai 1941 (voir la convention de paix entre la France et la Thaïlande du 9 mai 1941 et la carte en annexe). Ces territoires ne furent rendus qu'après la Seconde Guerre mondiale par le traité du 9 décembre 1946 de Washington. Durant les cinq ans d'occupation, la thaïsation avait été propagée partout dans ce territoire.

Pourtant, les Cambodgiens s'intéressent et connaissent mieux l'histoire de cette province pendant la période du « seigneur de Battambang », 1795-1907, que celle de l'occupation thaïlandaise pendant la Seconde Guerre mondiale. La plupart des Cambodgiens sont persuadés que les fortes influences siamoises jusqu'aujourd'hui sont surtout des héritages de la période du « seigneur de Battambang ». Les raisons principales sont que le livre d'histoire sur cette dernière période, écrit par Tauch Chhuong déjà mentionné, est le seul support écrit accessible aux Cambodgiens. De même la résidence du Seigneur, les monastères au bord de la rivière Sangker et les constructions pro-siamoises de cette période, qui sont plus visibles aux visiteurs, en attestent aussi.

Nombre de Cambodgiens et aussi d'étrangers observent que les Battambangois ont une mode vie et une coutume particulières dans l'ensemble du Cambodge. C'est parce que Battambang semble avoir une histoire singulière mais aussi méconnue pour ce qui concerne les années 1940-2000 que, étant moi-même originaire de Battambang, j'ai d'abord voulu personnellement connaître et étudier l'histoire de cette région.

Cette thèse tente donc de faire une synthèse générale des connaissances sur l'histoire du territoire de Battambang et sa région à partir de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à nos jours. Elle étudie l'intégration, les spécificités et les divergences de cette province dans le cadre de l'histoire contemporaine du Cambodge. Elle essaie également de perfectionner et faire une synthèse plus approfondie de ce qui a été déjà esquissé dans mon mémoire de master d'histoire soutenu à l'université Paris 7- Denis Diderot en juin 2009 intitulé « Histoire de Battambang entre le Cambodge et la Thaïlande entre 1939-1969 ».

Historiquement, la ville de Battambang dominait à la fois Battambang, Siem Reap, Sisophon et Païlin. Nous serons donc obligées d'évoquer de temps en temps son

aire influence. D'une part, nous nous concentrerons sur l'histoire générale de Battambang et sa région. D'autre part, nous essaierons de voir si Battambang est une ville bien intégrée dans le Royaume du Cambodge en examinant l'organisation administrative, l'économie, le développement social et la religion. Enfin, nous essaierons d'étudier la vie politique de ce territoire et sa contribution à la démarche politique ou aux contestations au niveau national : il fut au cœur de la lutte pour l'indépendance du pays en 1953, l'abri pour des nationalistes et pour les anti-gouvernementaux à partir de la période de *Sangkum* jusqu'au commencement de l'« année zéro » (1975-1979) et le bastion des groupes anti-gouvernementaux pendant le régime de la République Populaire du Kampuchéa (1979-1989) et de l'État du Cambodge (1989-1993), groupe parmi lesquels les troupes de Khmers rouges qui s'installèrent à la frontière khméro-thaïe jusqu'en 1999.

Les années 1939- à nos jours peuvent être divisées en plusieurs périodes importantes.

De 1939 à 1946, au cœur de la Seconde Guerre mondiale, Battambang fut réoccupée par la Thaïlande. Après sa restitution, le territoire fut gouverné par une administration militaire.

De 1946 à 1953, période de la croisade pour l'indépendance du Cambodge, Battambang fut l'abri des anti-français et devint dès 1952 un secteur autonome, ce qui facilita la revendication pour l'indépendance, le 9 novembre 1953.

De l'obtention de l'indépendance jusqu'à 1969, le roi charismatique NORODOM Sihanouk, nommé par son peuple « père de l'Indépendance », fut officiellement au pouvoir – surtout après son abdication, son engagement en tant que prince dans la vie politique et la création du régime de *Sangkum Reastr Niyum* en 1955. Beaucoup de projets de développement (agricole, infrastructure, éducation etc.) furent lancés dans la région. Avec 40.000 habitants en 1962, le centre urbain de Battambang est devenu la deuxième ville du Cambodge après Phnom Penh²². Les succès du *Sangkum* ont toutefois été entachés par une révolte qui a éclaté en 1967 au sud de Battambang dans la région de Samlaut. Bien que la révolte fût rapidement calmée, Samlaut resta une région sensible et devint la base importante des Khmers rouges qui menaça la province et l'ensemble du Cambodge.

²² ANC, Fond de documentation, B.691, Id. 6285, p.3.

Après le coup d'État de 1970 et avec la fin du régime de *Sangkum Reastr Niyum*, le Cambodge plongea dans la guerre civile, par des groupes autoproclamés nationalistes et par les Américains. Battambang fut sans doute cependant, durant cette période de guerre jusqu'en 1975, une région relativement « pacifique ».

Durant la période des Khmers rouges (1975-1979), la famine et le génocide tuèrent plus de deux millions d'habitants. Battambang est devenu, comme toutes les provinces du Cambodge, une « prison sans mur ». La terre fertile de Battambang a alors accueilli beaucoup d'immigrants cambodgiens du sud du pays pendant le régime de Khmers rouges envoyés là dans le but de développer la riziculture. Sous prétexte de défaillance ou de trahison de la plupart des cadres Khmers rouges exerçant à Battambang, le gouvernement Pol Pot mena une sorte de purge dans l'ensemble de la province en s'appuyant sur les cadres khmers rouges du Sud-ouest du pays. Supervisée par *Ta Mok*, dirigeant Khmers rouges très cruel, Battambang devint la province où le régime de Khmers rouges s'exerça le plus durement. Elle fut libérée par l'intervention des Vietnamiens une semaine après Phnom Penh, en janvier 1979.

À partir de janvier 1979, sous le protectorat vietnamien, le Cambodge devint pendant dix ans « la République Populaire du Kampuchéa ». Puis, de 1989 à 1993, le Cambodge fut appelé « l'Etat du Cambodge » avec HUN Sen comme Premier ministre et ministre des Affaires étrangères. L'insécurité provoquée par les Khmers rouges et les troupes de résistances non communistes du prince NORODOM Sihanouk et celles de SON Sann, spécialement à Battambang, donnèrent encore une fois l'occasion aux troupes vietnamiennes d'intervenir à partir de janvier 1990. La situation du pays fut plus calme à la suite de la négociation et les accords de paix du 23 octobre 1991 à Paris entre les forces de l'État du Cambodge (1989-1993), d'une part, et les Khmers rouges (Kampuchéa démocratique) ainsi que les autres factions de la Résistance nationale cambodgienne, d'autre part. Cela fut suivi par l'installation de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC) dans toutes les provinces du Cambodge (28 février 1992- 24 septembre 1993). Mais, Battambang connut encore l'insécurité et des combats incessants quand les troupes de Khmers rouges installées à la frontière khméro-thaïe, dans la province de Battambang, refusèrent de participer et de reconnaître l'élection universelle organisée par l'APRONUC en 1993.

À la suite des événements de juillet 1997 qui ont conduit à la fuite du prince NORODOM Ranariddh, premier Premier ministre, Samlaut a été choisi encore une fois comme base stratégique par son fidèle, SEREY Kosal, pour lutter contre le

gouvernement. Battambang demeura en effet une province où régnait l'insécurité. Ce fut seulement après la fin de l'intervention des étrangers, particulièrement de la Thaïlande, et le ralliement de la dernière faction de Khmers rouges dirigée par Ta Muth et IEM Phan à Samlaut au début 1999, que Battambang commença à retrouver une situation stable alors que plusieurs dirigeants Khmers rouges s'intégrèrent et acceptèrent de travailler (coopérer) dans le nouveau gouvernement de Hun Sen.

Des sujets très proches et variés ont déjà fait l'objet d'études et de recherches. Quelques travaux ont essayé d'analyser la relation politique entre le Cambodge et la Thaïlande dont Battambang était l'enjeu :

En 1955, la thèse soutenue à la Sorbonne par une Thaïlandaise, Pensri Suranij DUKE: *Les relations entre la France et la Thaïlande (Siam) au XIX^e siècle d'après les archives des Affaires Etrangères à Paris*, étudie les relations gouvernementales de la France et du Siam de 1856 à 1907, surtout le problème de la frontière entre l'Indochine et le Siam.²³

En 1961, un livre *Battambang et son passé*, publié par le Ministère de l'Information du Cambodge, étudie brièvement l'histoire de Battambang depuis son origine. Il contient également une synthèse des événements et des démarches politiques concernant l'annexion à la Thaïlande de la province de Battambang pendant la période du gouverneur Bèn et pendant la Seconde Guerre mondiale²⁴.

En 1970, l'ouvrage de Mom Luang Jumsai MANICH, *History of Thailand and Cambodia, from the days of Angkor to the Present* » explique, du point de vue thaï, l'histoire de ces deux pays et leurs relations politico-étatiques de leur origine jusqu'à 1970²⁵.

En 1999, une thèse de doctorat intitulée *Les relations franco-siamoises : l'action et la position du Siam à propos des provinces occidentales du Cambodge 1863-1946* de Magali GRAILLON-WIELAND dirigée par Charles-Olivier CARBONELL, a été soutenue à l'Université Montpellier 3.

En 2005, Elphie SANTISO a rédigé un mémoire de maîtrise sur *Battambang et le Tonlé Sap dans les relations franco-siamoises de 1867 à 1907* dans lequel elle a

²³ DUKE Pensri Suvanij, *Les relations entre la France et la Thaïlande (Siam) au XIX^e siècle d'après les archives des Affaires Etrangères à Paris*, Paris, 1955.

²⁴ ANC, Fond de documentation, B. 674 : Ministère de l'information du Cambodge, *Battambang et son passé*, Phnom Penh, 1968.

²⁵ Mom Luang JUMSAI Manich, *History of Thailand and Cambodia, from the days of Angkor to the present*, Bangkok, Chalermmit, 1970.

étudié la relation politique entre le Cambodge, ou plutôt la France, et la Thaïlande à propos du problème du Tonlé Sap²⁶.

Le mémoire soutenu à l'Université Paris VII-Diderot en 2007 par Gian Luciano GARAVAGLIA et intitulé *Les relations entre le Cambodge et la Thaïlande de 1953 à 1970 : la neutralité khmère, une arme face à l'impérialisme siamois ?* » traite des relations diplomatiques et politiques entre ces deux pays²⁷.

Récemment enfin, en 2013, Nathaporn THAIJONGRAK a soutenu une thèse de doctorat, au sein de l'université Paris VII/Diderot, intitulée, *Histoire du nord du Cambodge et ses relations avec la Thaïlande pendant la période contemporaine*, sous la direction du Professeur Alain FOREST. Dans la mesure où nous avons travaillé en parfaite harmonie, je crois pouvoir dire que nos deux recherches sont tout à fait complémentaires, Nathaporn THAIJONGRAK considérant cette histoire avec un regard thaï – mais impartial – et moi avec un regard et une sensibilité cambodgienne – j'ai par exemple davantage fait appel aux témoignages.

D'autres auteurs ont étudié l'histoire de la province de Battambang de son origine jusqu'à 1907 ou d'après le régime de Pol Pot jusqu'aujourd'hui. Citons d'abord :

En 1973, DAM Chhourn écrivit un essai intitulé, *Essai sur les recherches archéologiques de la province de Battambang : préhistoire et époque préangkorienne*. Il y a réuni des documents qui mettent en valeur les caractères originaux de l'art de la province de Battambang et les problèmes que pose cet art provincial. Il étudie aussi le rôle important du brahmanisme qui a dominé les expressions religieuses officielles de l'époque angkorienne²⁸.

Un autre mémoire soutenu en 1993 à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales par Luciano LOIACONO, *Battambang : Paysages en Bataille. Recomposition du paysage de la province de Battambang, de l'Indépendance à nos jours, 1953-1993*, étudie le paysage de Battambang mais il s'intéresse plutôt à la situation de Battambang pendant et après le régime des Khmers rouges²⁹.

²⁶ SANTISO Elphie, *Battambang et le Tonlé Sap dans les relations franco-siamoises de 1867 à 1907*, Paris, Université Paris VII, 2005.

²⁷ GARAVAGLIA Gian Luciano, *Les relations entre le Cambodge et la Thaïlande de 1953 à 1970 : La neutralité khmère, une arme face à l'impérialisme siamois?*, Paris, Université Paris VII/Diderot, 2007.

²⁸ DAM Chhourn, *Essai sur les recherches archéologiques de la province de Battambang, préhistoire et époque préangkorienne*, Paris, 1973.

²⁹ LOIACONO Luciano, *Battambang, Paysages en Bataille. Recomposition du paysage de la province de Battambang, de l'Indépendance à nos jours.1953-1993*, Paris, INALCO, 1993.

Un livre publié en 1994, et écrit par TAUCH Chhuong : *Battambang Samai Lok Machas* (បាត់ដំបងសម័យលោកម្ចាស់) « *Battambang pendant la période du Seigneur gouverneur* » fournit des informations très riches sur la situation et la vie quotidienne des habitants de Battambang sous la direction de la famille du roi feudataire « Bèn », 1795-1907³⁰.

Enfin, en 2005, François PONCHAUD a écrit un essai sur Battambang : *Battambang*. Il a observé et noté la vie quotidienne des habitants et les éléments qui existent actuellement dans et autour de la ville de Battambang (la ville, les rues, les bâtiments, les statuts, les pagodes etc.)³¹.

Cette thèse est organisée en cinq parties très simplement car chronologiquement distribuées : la première concerne l'histoire, la géographie et l'économie générale de Battambang et sa région avant 1939 ; la deuxième évoque l'histoire de Battambang pendant la période thaïlandaise (1941-1946) et son retour au Cambodge (1946-1953) ; la troisième porte sur Battambang sous la période de *Sangkum* (1955-1970) ; la quatrième concerne Battambang pendant la guerre civile (1970-1991), et la dernière se consacre sur Battambang de 1991 à nos jours.

Pour comprendre l'intégration, les spécificités et les divergences de Battambang dans l'ensemble du Cambodge, la division administrative, son importance économique, le développement social et les contestations ayant lieu dans cette région durant chaque régime seront étudiés.

Pour des raisons de précision et de simplification, les termes correspondant aux décrets, aux arrêtés ministériels, aux religieux, aux titres des personnages cambodgiens et thaïlandais, et tous les termes relatifs aux circonscriptions administratives sont conservés en langue khmère ou thaïe. Et ils sont écrits en italique.

Aussi, il faut remarquer que le nom de famille des Cambodgiens, des Chinois et des Vietnamiens précède le prénom dont ce n'est pas le cas pour les Français, les

³⁰ TAUCH Chhuong, *Battambang Samai Lok Machas* (បាត់ដំបងសម័យលោកម្ចាស់) « *Battambang pendant la période du Seigneur gouverneur* », Majjhamandal ekasar srav sraj qaryadharm khmaer, Phnom Penh, 1994.

³¹ PONCHAUD François, *Battambang*, Battambang, 2005.

Thaïlandais et les Japonais. Pour que ça soit plus facile à identifier le nom de chaque personnage, les noms de familles sont écrits en lettre majuscule.

Pour accomplir ce travail, nous avons fait appel à deux séries de moyens de recherches :

1 - la lecture des livres, des articles (des journaux de l'époque) et des documents authentiques en khmer, français, siamois et anglais, déposés au Centre d'archives d'Outre-mer à Aix-en-Provence, aux Archives du Ministère des Affaires Étrangères de la Courneuve, aux Archives des Missions étrangères de Paris, à la Bibliothèque nationale de France, à la bibliothèque Sainte-Geneviève, aux bibliothèques de l'Ecole française d'Extrême-Orient à Paris, à la bibliothèque du musée Guimet, aux Archives nationales du Cambodge à Phnom Penh, au centre de documentation pour le Cambodge, aux Archives nationales de Thaïlande, ainsi qu'à la Bibliothèque nationale de Thaïlande à Bangkok. Pour des raisons que le lecteur comprendra au fil de ce qui suit et intimement liées donc à l'histoire récente de Battambang, je pratique en effet suffisamment le thaïlandais pour avoir accès aux documents et journaux en cette langue.

2 - des enquêtes accomplies sur le terrain auprès des habitants de Battambang pendant la période concernée, notamment les autochtones du centre-ville de Battambang, Sangker, Banan, Maung Russey, Thmor Kol et Samlaut.

Ce sujet est relativement difficile à traiter, faute de sources précises.

Depuis les débuts de l'histoire de ce pays jusqu'à nos jours, la plupart des documents écrits sont consacrés à la glorification des rois ou à l'exaltation patriotique. Ils ne donnent que de rares indications sur la vie du peuple et la situation précise de chaque région du pays. À partir de la chute de l'empire angkorien, faute d'inscriptions, l'histoire du Cambodge avant l'arrivée des Français, telle qu'écrite par les Cambodgiens, a été fixée en plusieurs versions dont chacune avec une différente datation et différents événements. Souvent elle est sous forme légendaire. Les documents écrits sur le Cambodge durant la période du *Sangkum Reastr Niyum* sont essentiellement consacrés aux réalisations du prince NORODOM Sihanouk pour le développement social et des infrastructures, et ceux de la période de 1970 à 1980 se concentrent principalement sur la guerre et plus particulièrement le régime des Khmers rouges.

Au Cambodge, le fonds documentaire consultable est relativement rare, tandis qu'en France certaines archives datant de moins de 60 ans sont inaccessibles ou consultables sous réserve de l'autorisation du Ministère des Affaires étrangères. En Thaïlande, beaucoup de documents sont interdits d'accès et la consultation sur place est assez stricte (la photographie du document est strictement interdite dans la salle de consultation et certains documents ne peuvent être photocopiée). Les sources trouvées sont de ce fait très dispersées.

Les difficultés surgirent aussi pendant les enquêtes. Beaucoup d'habitants de la région de Battambang sont prêts à parler de leurs expériences douloureuses mais d'autres, dont les témoignages seraient particulièrement précieux, notamment les anciens membres des groupes Khmers nationalistes (*Khmer Issarak* et *Khmer Serei*) et les anciens cadres khmers rouges, n'étaient désireux, ni de répondre aux questions ni de participer à une entrevue. C'est peut-être parce que les procès des Khmers rouges en cours suscitaient la crainte du risque d'être poursuivi (même si seuls les fonctionnaires de haut rang sont en procès).

Aussi, si les anciens Cambodgiens (dont mes parents) parlaient généralement un français correct, notre génération est loin d'avoir eu cette chance, faute d'un enseignement solide dès la petite enfance (même si les enseignants étaient remarquablement dévoués), du fait aussi que les jeunes générations auxquelles j'appartenais privilégiaient l'apprentissage de la langue anglaise...

C'est seulement à mon arrivée à l'Université que j'ai commencé à apprendre l'histoire du Cambodge... qui, hors quelques dates et personnages politiquement significatives, n'étaient pas enseignée dans le Primaire et le Secondaire au Cambodge. Il va sans dire que l'histoire mondiale et, plus encore, les ouvrages qui sont, en France, des modèles méthodologiques, demeuraient parfaitement ignorés. C'est à l'Université que quelques professeurs m'y ont initié – il n'y avait, en fait qu'un Professeur cambodgien possesseur d'un PhD, Monsieur SORN Samnang, docteur de l'Université Paris VII. De même est-ce durant mon séjour en tant que boursière à Paris que j'ai pu, à la fois, perfectionner un français encore sommaire et, notamment grâce aux cours de Monsieur Alain FOREST ou encore de Madame Faranirina RAJAONAH, découvrir l'histoire, tout en étant angoissée par tout ce que j'ignorais et que j'avais à apprendre.

PREMIÈRE PARTIE

Histoire, géographie et économie générale de Battambang et sa région avant 1939

Chapitre 1

Une introduction sur la province de Battambang

I. L'origine du nom

A propos de Battambang, Etienne AYMONIER relevait voici plus d'un siècle :
« Battambang [...] et Preah Dambang [...] sont les noms donnés à la province et plus particulièrement à son ancien chef-lieu qui était situé sur le Prêk Dambang ou Au Dambang³² [...] près de l'antique monument de Basèt [...] »³³.

« Le bâton perdu » telle est la traduction du nom de la province de « Battambang ». L'explication des événements naturels, les origines des noms de lieu ainsi que l'histoire du pays nous sont généralement transmis sous forme de « légende » et tous les habitants de la province de Battambang, mais aussi la plupart des Cambodgiens, connaissent celle de « Prom Keul » ou de « Ta Dambang Krânhoung ». On y raconte la lutte d'un « homme de mérite », Prom Keul, contre un roi possesseur d'un bâton magique, *Dambang Krânhoung*, et qui, au cours du combat, perdit celui-ci dans le territoire³⁴. Ce récit fut colporté de l'un à l'autre, et d'une génération à l'autre, sans doute bien avant son enregistrement dans la chronique royale au XVII^e siècle, et elle connut probablement bien des transformations jusqu'à ses versions contemporaines³⁵. La grande statue de « Ta Dambang Krânhoung » sur la route nationale numéro 5, à l'entrée sud de la ville, érigée en 1965 et reconstruite en 1998, renvoie encore à cette légende.

En 1973, DAM Chhourn, un chercheur cambodgien, avança une autre explication de l'origine du nom de Battambang dans son « *Essai sur les recherches archéologiques de la province de Battambang, préhistoire et époque préangkorienne* ». Le mot *tambang*³⁶ pourrait désigner une espèce de rotin de grande taille ou une canne et,

³² « Au Dambang » peut être écrit aussi « Ô Dambang ».

³³ AYMONIER Etienne, *Les provinces siamoises*, Ernes Leroux, Paris, 1901. p 279.

³⁴ Voir mémoire de master 2 d'histoire : KHUON Vichheka, *l'histoire de Battambang entre le Cambodge et la Thaïlande, 1939-1969*, soutenu à l'université Paris Diderot en juin 2009.

³⁵ Une des dernières versions est celle de Ros Chantrabot : Ros Chantrabot, *Pravattisastr Khmaer-Histoire du Cambodge : partie légendaire et lapidaire*, L'Harmattan, Paris, 2000, 250p.

³⁶ Battambang = Bat+ Tambang

ainsi, s'accorder à l'inscription trouvée à la porte ouest du temple de Basèt, construit au début du XI^e siècle sous le règne du roi Suryavarman I (1010-1050), à 20 kilomètres au nord-est du centre-ville de Battambang, et qui parle d'un : « [...] *kamsten vrai Tampon* [...] » ce qui signifie en langue khmère actuelle « l'inspecteur des troupes de la "forêt des cannes"³⁷ ». Par ailleurs, le temple d'Ô Dambang³⁸ datant du règne du roi Yaçovarman (899-917) et situé à la limite du centre-ville de Battambang actuelle, pourrait avoir été élevé dans la forêt des cannes³⁹ qui lui aurait donné son nom⁴⁰. Le nom de « Battambang » pourrait ainsi avoir la même origine que celui du temple d'Ô Dambang. DAM Chhourn explique encore que la légende de « Prom Keul » ou de « Ta Dambang Krânhoung » pourrait constituer une explication très tardive

Quand Battambang était un territoire vassal du Siam (1795-1907) puis occupé par la Thaïlande (1941-1946), cette province était appelée « Phratabang » en thaïlandais, équivalent à « Preah Dambang » en khmer, « le bâton sacré ». La prononciation du nom de la province chez les Thaïlandais se rapprochait beaucoup de « Prey Dambang » qui veut dire « forêt des cannes ». Mais, le symbole de la province présenté sur le sceau provincial⁴¹ pendant l'occupation thaïlandaise (1941-1946), était un prince tenant un bâton magique⁴². Cela prouve que les Thaïlandais avaient adopté, comme origine du nom de la province, la légende de « Prom Keul » ou « Ta Dambang Krânhoung ». Le territoire fut rendu au Cambodge depuis 1946 et est redevenu « Battambang », mais pour les Thaïlandais Battambang est toujours « Phratabang ».

II. La localisation

1. La province de Battambang

Située dans la partie ouest du territoire du Cambodge actuel, non reliée à la mer, la province de Battambang touche à l'est au Grand Lac et englobe une partie de la

Bat= Perdre

Tambang ou Dambang = une espèce de rotin de grande taille (ou une canne) ou bâton.

³⁷ Kamsten → inspecteur des troupes.

Vrai → brai (*Prei*) → forêt.

Tampon → tampan (*Dambang ou tambang*) → une espèce de rotin de grande taille (ou une canne)/ une espèce de grande tigre/ un bâton.

³⁸ Dambang=Tambang

³⁹ Il est vraisemblable que la région de Battambang en ce moment-là est riche en canne ou était la forêt des cannes.

⁴⁰ DAM Chhourn, *op.cit.*, p 39-41.

⁴¹ Depuis le gouvernement de Phibulsongkhram, les provinces thaïlandaises sont dotées chacune de leur propre sceau, utilisé par exemple sur les documents officiels.

⁴² Voir l'image du sceau dans la partie 2, Chapitre 3, II : Battambang pendant la période thaïlandaise.

chaîne des Cardamomes à l'ouest. Elle a aujourd'hui une superficie de 1.162.200 hectares, limitée au nord par la province de Banteay Meanchey, à l'est le Grand Lac de Tonlé Sap et par la province de Siem Reap, au sud par la province de Pursat et à l'ouest par la province de Pailin et la province de Sa Keo (scindée de la province de Prachinburi en 1993). Avant la création de cette dernière province, Battambang était limitrophe des provinces thaïlandaises de Prachinburi, Chanthaburi et Trat.

Plusieurs explorateurs, diplomates et missionnaires français qui ont voyagé à Battambang à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle convinrent via leurs récits de voyage et leurs livres que la province de Battambang était très grande : elle englobait en effet les trois provinces actuelles de Battambang, Siem Reap et Banteay Meanchey.

2. Le centre-ville

La ville de Battambang actuelle ne date que de l'époque du contrôle de la province par les Siamois (entre 1795-1907)⁴³. Son ancien chef-lieu était situé sur le Ô Dambang (canal de Dambang) près du monument angkorien de Basèt, à 14 km à l'est du centre-ville actuel. François PONCHAUD affirme que cette ville fut incendiée pendant un complot contre les Siamois en 1839, dirigé par le prince Ang Im⁴⁴. Sans préciser si la ville de Battambang fut incendiée ou pas, plusieurs voyageurs européens qui passèrent par Battambang⁴⁵ écrivirent que, afin de parer à une conquête éventuelle par le Vietnam et de transformer Battambang en région stratégique militaire, plus particulièrement afin d'abriter des troupes siamoises, le gouvernement siamois ordonna à son général en chef, *Chao Phraya* Bodin, de déplacer la ville vers le chef-lieu actuel et de combler le Ô Dambang (la date mentionnée par différents auteurs varie entre 1835 et 1839). De ce fait, le *stung*⁴⁶ Sangker devint la seule voie fluviale reliant le Tonlé Sap et le nouveau centre urbain - le nom de l'actuel *stung* Sangker était *stung* Chas, mais, en raison de la présence d'arbres *sangker* au bord de la rivière, devant l'actuel monastère Sangker, les gens l'appelèrent *stung* Sangker).

⁴³ MOUHOT Henri, *Voyages dans les Royaumes de Siam, de Cambodge, de Laos et autres parties centrales de l'Indochine : La découverte d'Angkor*, Genève, Olizane, 1999, p. 176.

PAVIE August, *Excursion dans le Cambodge et le royaume de Siam*, Impr. du gouvernement de Saïgon, 1884, p.91-121.

AYMONIER Etienne, *op.cit*, p 278-283.

⁴⁴ PONCHAUD François, *La cathédrale de la rizière : 450 ans d'histoire de l'église au Cambodge*, Le Sarment-FAYARD, Paris, 1990, p.64-65.

⁴⁵ Henri MOUHOT en 1860, Auguste PAVIE entre 1879 et 1885, Joseph-Marie BRIEN entre 1883-1885 et Etienne AYMONTIER entre 1879 et 1881.

⁴⁶ « *Stung* » ou « *Steung* » signifie « rivière ».

En 1838, la guerre entre le Siam et le Vietnam était vraiment intense sur le territoire du Cambodge. A l'initiative de *Chao Phraya Bodin*, une muraille en briques mesurant 480 mètres sur 720 mètres fut construite autour de la citadelle qui devint, après le départ du *Chao Phraya Bodin* en 1845, la résidence de la famille APHAIVONG (seigneur de la province de Battambang). D'une part, toujours pour défendre la citadelle, *Chao Phraya Bodin* acheta plusieurs canons d'Angleterre dont deux sont encore présents devant l'entrée actuelle de l'hôtel de ville, et installa une importante caserne dans l'enceinte de l'actuel *wat Kdol*, à environ cinq kilomètres au nord du centre-ville. Après la victoire sur les Vietnamiens et le retrait des troupes, le monastère Kdol fut fondé et nommé officiellement « *wat Prap Pram Pachamith* » ce qui veut-dire « lutter contre les ennemis ». D'autre part, selon la croyance locale, pour protéger la ville contre l'ennemi et les mauvais esprits, les autorités de Battambang organisèrent des cérémonies traditionnelles d'implantation de *seima* (bornes magiques autour de l'enceinte de la ville) dans la rivière Sangker, à la limite-sud de la ville, à Kampong Seima (actuellement dans le district de Banan) et à sa limite-nord, à Peam Seima (limite du district d'Ek Phnom actuel).

Auguste PAVIE raconte : « *Il y avait là, au commencement du siècle, deux villes proches l'une de l'autre ; Battambang, capitale de la province, entassait, au bord du Au Dambang, ses cases près des ruines de Basset (ou Basèt) ; Sangker, sans importance, avait les siennes semées sur les rives du Steung du même nom. Depuis 1835, Battambang n'existe plus, et Sangker, devenu le centre administratif du pays, a vu sa population augmenter de toute celle de la ville supprimée. Cet événement était à l'extérieur passé presque inaperçu, et, sauf dans les régions avoisinantes ayant des rapports directs avec lui, on continua de désigner le chef-lieu sous le nom de Battambang. [...] En partant pour Bangkok, le soldat de Siam n'ignorait certainement pas les dispositions de cette population, depuis si peu conquise, et, l'année suivante lorsque le gouvernement Thai commanda de combler le Au Dambang, de faire disparaître Battambang et de transférer le siège de l'administration à Sangker, il mettait évidemment à exécution les mesures jugées nécessaires par son général, tant au point de vue de la défense, que pour enlever à une révolte ses chances de succès* »⁴⁷. Pavie ajoute à propos de l'histoire du changement de la ville : « *L'année qui suivit la disparition des dernières bandes de pillards du Chao Khun (Chao Phraya Bodin), il y*

⁴⁷ PAVIE August, *op.cit.*, p.102-103.

eut récolte nulle. Ce n'était pas que ce fut chose rare ; dans ces plaines de Basset, l'inondation a des proportions considérables et nous étions habitués à voir les riz en souffrir, mais après les mauvais jours qu'on venait de traverser il en résulta un véritable découragement. Personne ne s'étonna d'entendre des gens parler d'aller porter leurs cases sur les rives plus élevées, plus fertiles du Steung. On compara cette rivière, profonde de dix mètres, gardant au plus fort de la sécheresse suffisamment d'eau pour le mouvement des barques, au Ô Dambang, à demi-ensablé, qui n'en conservait même pas assez pour notre usage. Les projets d'abandon intéressèrent, ils prirent de l'importance et se discutaient lorsque le gouverneur annonça qu'il allait fixer sa résidence à Sangker. Cette décision fit prendre à beaucoup un parti, les mandarins, les commerçants et nombre d'autres, en hâte, se choisirent des terrains ; le transport des cases commença. Le Steung Sangker était si étroit, que nous le traversions sur des passerelles, jetées sans pilotis, d'une rive à l'autre. L'opinion suivante, ayant un jour été émise, devint bientôt celle de tous : si on comblait le Ô Dambang, le Steung ne manquerait pas de s'élargir très-rapidement, et prendrait bientôt une grande importance commerciale. Des corvées furent alors levées, et le Ô barré à son entrée ; puis l'autorité ordonna aux gens restés à Battambang d'aller s'établir ailleurs, et, pour qu'il leur fut impossible de s'y réinstaller dans la suite, combla, en y jetant ses berges, le lit de la rivière dans toute la région précédemment habitée. Les arbres qui y ont crû sont maintenant si gros qu'un homme ne les saurait embrasser. C'est depuis cette époque qu'on appelle Steung Chas (ancienne rivière), la partie comprise entre Basset et le Grand lac. [...] L'installation à Sangker terminée, le Chao Khun arriva pour y élever la citadelle actuelle. Le pays travailla deux ans à cette construction. [...]»⁴⁸.

La nouvelle ville de Battambang était très petite. Elle s'étendait surtout sur la rive ouest du *stung* Sangker, de *wat* Kamphèng, tout près de la résidence du gouverneur (l'hôtel de ville actuel), jusqu'à *prek* Mohatep (à peu près l'hôpital provincial actuel)⁴⁹. Elle se situait à 40 kilomètres à l'est de la limite extrême de l'inondation du grand lac de Tonlé Sap. À nos jours, la ville a quadruplé. La limite urbaine s'étend alors jusqu'à Chamka Samrong au nord, au chemin de fer au sud, à l'université de Battambang à l'est et à l'usine textile à l'ouest (récemment détruite et remplacée par des appartements modernes). Mais l'ancienne agglomération constitue toujours le centre commercial et administratif le plus important de la ville de Battambang.

⁴⁸ PAVIE August, *op.cit.*, p.103-104.

⁴⁹ TAUCH Chhuong, *op.cit.*, p.59-60.

III. Les communications

À l'ouest, la chaîne des Cardamomes interdit l'accès à la mer. Mais selon les recherches effectuées à quatre reprises dans les années 1960 par Cécile et Roland MOURER, Yolande THOMMERET et HENG Sophady, à la grotte de Laang Spean⁵⁰, site préhistorique daté d'environ 7.000 ans avant notre ère et situé à 38 kilomètres au nord-ouest du centre-ville de Battambang, cette région a probablement joué à cette période un rôle de point de passage entre la plaine du Grand Lac et le golfe de Siam⁵¹. En 1884, August PAVIE mentionne aussi : « *Battambang est aussi en relation avec Chanthabun, port situé à deux heures du golfe de Siam, sur les rives d'un petit fleuve sorti du versant ouest des Phnom Krevanh*⁵² (chaîne des Cardamomes) ».

Un réseau hydrographique presque parfait et navigable une partie de l'année (le Grand Lac Tonlé Sap, le *stung* Sangker prenant sa source dans les Cardamomes pour se jeter dans le Grand Lac, le *stung* Mongkolborey, le *stung* Maung et leurs défluent) permet, pendant la saison des pluies (de juin au novembre), les voyages, les transports et les communications commerciales, non seulement dans la région, mais encore avec Phnom Penh, Saigon et, de manière plus malaisée, avec Bangkok.

Pourtant, jusqu'aux années 1920, alors que la province se développait et que le riz - et le poisson - de la région était en grande partie exporté⁵³ par la voie fluviale, principalement vers Saigon, cette exportation en était impossible de février à juin en raison de la saison sèche et du bas étiage des cours d'eau. La récolte s'effectuant entre les mois de janvier et février, il fallait donc stocker le paddy de 5 à 6 mois dans les conditions les plus défavorables. Afin de remédier à cela, une étude pour la construction d'une ligne de chemin de fer de Saigon au Siam en passant par Phnom Penh et Battambang avait été lancée dès 1903. Faute de moyens économiques, mais c'est en 1927 que les Français décidèrent de construire d'abord le chemin de fer de Phnom Penh à Battambang qui leur semblait essentiel pour assurer une communication permanente

⁵⁰ Il se situe à 38 km du centre-ville de la province de Battambang, à 5 km au Nord-ouest de la route qui va de Battambang à Pailin, et qui se trouvait à environ de 90 km de Golfe du Siam.

⁵¹ MOURER Cécile, MOURER Roland, THOMMERET Yolande, *Premières datations absolues de l'habitat préhistorique de la grotte de Laang Spean, province de Battambang (Cambodge)*, Paris, 1970.

MOURER Cécile, MOURER Roland, *La coupe à pied annuaire de Laang Spean, Phnom Teak Trang, Province de Battambang, Cambodge*, Bulletin de la Société Préhistorique Française, tome 68, 1971.

MOURER Cécile, MOURER Roland, *Note Préliminaire sur la Présence d'une Industrie Préhistorique dans la Grotte de Laang Spean, Province de Battambang, Cambodge*, VIIIth Congress of Anthropological and Ethnological Sciences.

DAM Chhourn, *op.cit.*, p 240-242.

⁵² PAVIE August, *op.cit.*, p.109.

⁵³ CHANDLER David, *A history of Cambodia*, version khmère, CKS, 2^e édition, Phnom Penh, 2005, p. 164.

entre la région de Battambang et Phnom Penh. Le paddy et les produits de pêche seraient ensuite transférés de Phnom Penh à Saigon par la voie fluviale. La construction du chemin de fer dura 3 ans (1 décembre 1929-1932), coûtant à peu près 17 millions de piastres. Afin de désenclaver l'autre région très riche de Mongkolborey et de Chaundeuswa (ancien nom du *srok* Thmor Kol situé au Nord-ouest du centre-ville de Battambang et à mi-chemin entre Battambang et Mongkolborey), cette ligne de chemin de fer fut prolongée en 1940 de Battambang à Sisophon ce qui coûta 3 millions de piastres⁵⁴. Grâce à cette nouvelle voie, de 50.000 à 150.000 tonnes de paddy purent être exportées annuellement vers l'Indochine et le prix du transport diminua de 5-7 piastres à 3-4 piastres la tonne⁵⁵.

Pendant l'occupation thaïlandaise (1941-1946), le gouvernement thaïlandais tenta de prolonger le chemin de fer jusqu'à la frontière khméro-thaïlandaise pour faciliter le transport des produits agricoles spécialement du riz et des poissons vers Bangkok. Malheureusement, la situation de guerre et la courte durée d'occupation empêchèrent la réalisation de ce projet.

Enfin, grâce à la route nationale numéro 5, qui fut construit par un service des travaux publics en 1898 et ont été ouvertes à la circulation à partir de 1910 et qui reliait Phnom Penh-Battambang-Poipet, et au chemin de fer Battambang-Phnom Penh, la province de Battambang fut alors reliée en permanence, non seulement avec les autres chefs-lieux du Cambodge, mais aussi avec les pays voisins.

IV. Les productions

Le projet de construction du chemin de fer Bangkok-Battambang en 1903 et la construction des routes et du chemin de fer Phnom Penh-Battambang pendant les années 1930, attestent d'ailleurs de l'importance économique de Battambang.

La densité du réseau hydrographique est à cet égard essentielle non seulement pour les communications mais aussi pour l'agriculture. Il contribue à la formation de sols noirs très fertiles, propices à l'agriculture de berge et à la culture intensive du riz après l'inondation. C'est la raison pour laquelle la région a pu jouir d'une certaine prospérité économique agricole, au moins depuis le début de l'histoire connue de cette province.

⁵⁴ Gouvernement Général de l'Indochine, Inspecteur Générale des Travaux Publics, *Chemin de fer de Phnom Penh à Battambang, commencement des travaux*, Hanoi, Imprimé d'Extrême Orient, 1929.

⁵⁵ Gouvernement Général de l'Indochine, Inspecteur Générale des Travaux Publics, *Chemin de fer de Phnom Penh à Battambang et Mongkolborey. Cambodge : Inauguration de la chemin de la section Phnom Penh-Pursat*, Phnom Penh, Imprimé du Protectorat, 1932.

Ainsi les photos aériennes du *baray* (retenue artificielle d'eau) de Svay Cheut à Bay Damram et du *baray* au pied nord du *phnom* Thippedey révèlent-elles une exploitation agricole déjà développée dès le temps d'Angkor.

Elle a d'ailleurs la réputation d'être « le grenier du Cambodge ». Une estimation approximative des années 1925 et 1929 indique que la superficie en rizières de la province de Battambang était déjà la plus vaste, 105.000 hectares, avec également les rendements les plus élevés du pays⁵⁶. Les autres activités maraîchères et agricoles (fruits, maïs, coton, jute...), l'exploitation forestière (bois, cardamomes et animaux sauvages) et la pêche des poissons d'eau douce du Tonlé Sap fournissent des productions assez abondantes pour nourrir les habitants du Cambodge ainsi que pour l'exportation vers les pays proches (pays d'Indochine, Thaïlande, Chine, Singapour, etc.). L'extraction de pierres précieuses de grosse taille, dans la région de Païlin, contribue également à la renommée de la région.

V. Le climat

Comme presque toutes les autres provinces du Cambodge, la province de Battambang est soumise à un climat tropical de mousson, mais il est plus chaud et plus sec dans la plaine, plus humide et plus continental sur les hauteurs. Il est pluvieux pendant une moitié de l'année (de mai à novembre), et sec pendant l'autre moitié (de décembre à avril). Selon une étude effectuée au cœur des années cinquante, la température annuelle était de 26°9 avec une amplitude de 4°7.

VI. Les populations

Comme indiqué plus haut, les recherches archéologiques de Roland et Cécile MOURER dans la grotte de Laang Spean, ont attesté que des hommes ont habité la région de 7.000 ans à 850-750 ans avant notre ère. Cette occupation fut interrompue de temps en temps pendant de plus ou moins longues périodes. Les archéologues estimèrent que ces habitants étaient des gens à la peau brune, de type mélanésien, proches parents des aborigènes vivant dans certaines îles d'Indonésie et en Malaisie. Les instruments et des os des animaux trouvés attestaient que ces peuples vivaient de la cueillette et de la pêche. Mais ils cultivaient déjà le riz et élevaient des bœufs et des buffles.

⁵⁶ ANC, Fond de documentation, B. 684 : le riz.

Un autre site préhistorique fut mis à jour à *phum* Snay, appartenant anciennement à la province de Battambang et actuellement dans la province de Banteay Meanchey. Il était constitué de plusieurs petits hameaux situés en lisière d'un grand monticule naturel. Les chercheurs ont estimé que ce site a été occupé de 207 avant notre ère à 239 de notre ère. On y a trouvé des os de plusieurs sortes de poissons d'eau douce et d'animaux, ainsi que 23 tombes d'hommes, de femmes et d'enfants enterrés en position couchée orientée sur un axe est-ouest. La plupart des sépultures contiennent des biens sexuellement différenciés : celles de certains hommes renferment des instruments en fer, tels que faucilles, épées, poignards et pointes de projectiles, tandis que celles des femmes contiennent des pierres semi-précieuses et des broches verticilles. Les tombes des deux sexes recèlent des récipients en céramique et des ornements en bronze dont des bracelets, des bagues et des cloches. A proximité, au *phum* Krasaing Tmey (à un kilomètre de l'autre côté du *stung* Preah Net Preah), on retrouva des sépultures similaires à celles de *phum* Snay, datées de 51 avant notre ère à 226 de notre ère. Récemment, quelques sites préhistoriques ont été encore retrouvés dans la province de Banteay Meanchey (ancien territoire de Battambang), par exemple au village de Sophy à 19 kilomètres du centre-ville de Banteay Meanchey, le long de la route nationale numéro 5.

Les sépultures, les objets et les os des animaux trouvés dans ces différents sites témoignent donc d'un peuplement de la région depuis la période préhistorique, ainsi que d'une culture de l'inhumation et des activités domestiques des habitants autour du début du 1^{er} millénaire.

Les ruines des temples angkoriens (Ek Phnom, Banan, Basèt, Sneung etc.) et des traces d'anciens aménagements hydrauliques (*baray* de Svay Cheut à Bay Damram et *baray* au pied nord du *phnom* Tipadday) montrent que la région de Battambang était sans doute bien peuplée durant la période angkoriennne et déjà un grenier à riz et de poissons.

Etienne AYMONIER notait qu'il y avait 60.000 habitants dans toute la province de Battambang en 1874, et 100.000 en 1900 dont la plupart habitait le long des rivières⁵⁷. Plus de 5.000 habitants se concentraient dans le chef-lieu⁵⁸. Ils habitaient au long de la rivière Sangker qui, de Kampong Peul à Bac Prea, compte environ 20

⁵⁷ DELVERT Jean, *Le paysan cambodgien*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 635-636 et 640.

⁵⁸ JOTTRAND Emile, *Indochine et japon, journal de voyage...*, Plon-Nourrit et Cie, 2^e édition, Paris, 1909, p. 162.

kilomètres. La moitié des habitants de la province de Battambang était des Cambodgiens et l'autre moitié, des Siamois, des Laotiens, des Birmans, des Chinois (Sino-khmers), des Vietnamiens, des Chams (Khmer Islam) et des membres d'autres minorités ethniques.

Avant 1941, la minorité siamoise, environ 500 personnes, était principalement constituée par les habitants des villages de Klantea et Prek Po sur la piste de Païlin à Mongkolborey. Actuellement, les habitants d'origine siamoise se trouvent dans plusieurs villages autour du chef-lieu de province de Battambang. Par exemple, à Ô Khcheay, un village du district de Sangker actuel, pas loin du centre-ville de Battambang, à proximité de la rivière de Sangker vers le sud. Ce sont les descendants des familles immigrantes siamoises venues de Khorat (Nakhorn Ratchasima) depuis le XIX^e siècle. Séparés de leur territoire depuis des années, ils sont presque complètement khmérés. Il n'y a que des anciens qui peuvent encore parler siamois (avec un accent particulier). Leur profession était d'être agriculteurs de berge et pêcheurs.

Aucun document n'atteste précisément du pourquoi et du comment de l'installation de ces Siamois. En 1946, le commissaire français écrivit qu'il s'agissait de Siamois installés là par le gouvernement siamois dans les dernières années du XVIII^e siècle après la vassalisation de Battambang par le Siam⁵⁹. Selon des enquêtes de terrain auprès de leurs descendants et voisins, ceux-ci avaient été attirés par les richesses de cette province. On sait que pendant la guerre entre les Vietnamiens et les Siamois sur le territoire cambodgien (première moitié du XIX^e siècle), Battambang était le siège des troupes siamoises en provenance principalement de Khorat. Après la guerre (1841), *Chao Phraya* Bodin, le général siamois, continua de résider à Battambang pendant un certain temps, non seulement pour gouverner et réorganiser, mais aussi pour avoir l'œil sur le nouveau roi cambodgien couronné par les Siamois à Oudong, Ang Duong. Il est aussi possible que certains éléments des troupes siamoises ne quittèrent pas le riche territoire après la guerre et après le départ de *Chao Phraya* Bodin en 1845.

En 1946, sur la route de Sisophon à Poipet et au nord de cette route, existaient treize villages de Laotiens. Ils regroupaient quelque 1.200 laotiens dont les ancêtres étaient originaires de la région de Vientiane et avaient été déportés par les conquérants

⁵⁹ ANOM, INDO, HCI, Conspol 93 : Lettre du commissaire de la république française au Cambodge du 9 août 1946.

siamois en 1827. Ceux-ci n'ont jamais eu tendance à s'agréger ni aux Siamois ni aux Cambodgiens⁶⁰.

Les Birmans de Païlin, qui sont en fait des Shans de Haute Birmanie, étaient au nombre de 1.800 avant l'occupation thaïlandaise (1941-1946) et un peu moins en 1946⁶¹. Lorsqu'ils étaient depuis longtemps majoritaires et protégés par l'isolement de la région, ils ont conservé une cohésion et une forte individualité. Ils se sont toujours considérés comme très supérieurs, non seulement aux Cambodgiens, mais aussi aux Siamois et n'ont jamais fait le moindre effort pour se khmêriser ou se siamiser. Toutefois, en raison de leur origine, ils sont assez nombreux à comprendre le siamois. Ils sont bouddhistes theravâda de la secte *thammayut*. En vertu de leur sentiment de supériorité, il est peu probable qu'ils aient été sensibles à la propagande siamoise pendant l'occupation thaïlandaise, durant la Seconde Guerre mondiale. Sous le régime français, lorsqu'ils ont pris, depuis longtemps déjà la nationalité cambodgienne, ils n'ont jamais été soumis à un régime administratif spécial; ils bénéficiaient toutefois du règlement minier de 1912 des mines de saphirs et de zircons de la région de Païlin. Aucune taxe n'est perçue sur les pierres trouvées. Les chercheurs de pierre délivraient seulement des permis de recherches annuels à raison de 3 ticaux (0,8 dollar de l'époque) par célibataire et de 5 ticaux par ménage. Il semble que ce démarche était applicable jusqu'à l'application de la loi minière du 12 mars 1968, réservant l'extraction des pierres précieuses au monopole exclusif du secteur public soit la société nationale d'exploitation et de commercialisation « Sonexpioror »⁶².

Les Chinois sont dispersés dans toute la province, surtout dans les grandes agglomérations, plus particulièrement dans le chef-lieu de Battambang. Ils étaient au nombre de 6.000 en 1946⁶³; selon le recensement 1962, Chinois ou Sino-cambodgiens comptaient alors environ 14.670 personnes d'origines diverses (Cantonais, Teochiu, Fou Kien⁶⁴, Hakkas⁶⁵ et Hainan⁶⁶) dont la majorité est Teochiu. Leur tradition et leur

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ Selon BLANADET Raymond, *Païlin: une région du Cambodge en voie de mutation* p. 9 : Un peu moins de 3.000, les Birmans forment la minorité ethnique la plus nombreuse en 1970.

⁶² ANOM, INDO, HCI, Conspol 93 : Lettre du commissaire de la république française au Cambodge du 9 août 1946.

BLANADET Raymond, *Païlin : une région du Cambodge en voie de mutation*, extrait de la revue « Les Cahiers d'Outre-mer », Tome XXIII, 1970, No 92, p.9, 16.

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ Ce sont des gens qui viennent probablement de la province littorale du sud-est de la Chine, située en face de Taiwan.

⁶⁵ Les Hakkas sont des Chinois Han vivant dans le sud de la Chine. 60% de Hakkas sont actuellement dans la province de Guangdong, située dans le sud de la Chine.

langue sont bien conservées. Douze écoles primaires chinoises rassemblant 998 élèves étaient également établies à Battambang : trois au centre-ville, deux à Maung Russey et une dans chaque agglomération importante (Sisophon, Mongkolborey, Bovel, Phreah Net Preah, Prek Toal, Lovea et Païlin)⁶⁷.

Hors les Vietnamiens catholiques, les autorités françaises mentionnaient en janvier 1946 que la plus grande partie des « Annamites » résidant dans les territoires de Battambang, Sisophon et Siem Reap étaient, soit d'anciens exilés politiques réfugiés en Thaïlande, soit d'anciens auxiliaires de l'armée japonaise rapatriés au moment de l'armistice⁶⁸.

À l'arrivée des Thaïlandais en 1941, le nombre d'habitants de Battambang a diminué à cause, d'une part, du déplacement d'un certain nombre de Cambodgiens vers la « zone libre cambodgienne », d'autre part en raison de la scission et du rattachement de deux districts peuplés (Sisophon et Toek Cho) à la province de Phibulsongkhram (ancienne province de Siem Reap). Dès le retour de Battambang au Cambodge, le courant d'immigration des Cambodgiens des autres provinces du Cambodge, des Cochinchinois (Khmers *Krom* et Vietnamiens) et des réfugiés en Thaïlande devait reprendre et devenir réellement important à partir de 1958⁶⁹.

En 1962, la population de la province avait quintuplé à cause de flux d'immigration des Cambodgiens des provinces du Sud-Est comme Prey Veng, Svay Rieng, Takéo, Kampot, et des Khmers *Krom* de la Cochinchine venus pour le travail agricole, et des Vietnamiens pour la pêche.

On peut encore signaler la présence de quelques milliers de Cambodgiens chrétiens catholiques descendants pour la plupart de Philippins et de Portugais. Des habitants de la minorité Kuoy, dans les Dangrêk, qui conservèrent longtemps leurs mœurs, coutumes et langue ; on les trouve actuellement dans le village de *phum* Rei de Samlaut. Selon un rapport du gouverneur de la province de Battambang daté de 1965, les Pears des hautes régions de Ratanakmondol (Samlaut et Krânhuong), sont complètement assimilés aux Khmers et ne peuvent pas en être distingués, leurs mœurs

⁶⁶ Une île se situe au sud de la Chine.

⁶⁷ ANC, Fond de documentation, B.691, Id 6246.

⁶⁸ ANOM, INDO, HCI, Conspol 88.

⁶⁹ ANC, Fonds de documentation, B. 674 : Ministère de l'information du Cambodge, *Battambang et son passé*, Phnom Penh, 1968, p. 5.

et coutumes ayant disparu. Seuls quelques noms de villages à consonance Pear laissent transparaître leur appartenance passée⁷⁰.

Malgré tout, la majorité des habitants de Battambang étaient Cambodgiens ou Khmers et la plupart d'entre eux étaient cultivateurs⁷¹.

⁷⁰ ANC, Fonds de documentation, B.691, Id 6246.

⁷¹ DAM Chhourm, *op.cit*, p 12.

Tableau 12 : La population de la province de Battambang de 1921 à 2008

Srok	1921	1941	1941***	1946	1956-1957	1958⁽¹⁾	1958⁽²⁾	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1998	2008
Centre Urbain								38.846							
Banteay Chhmar								46.765							
Battambang	87.287		125.865			110.000	64.754	88.955							
Maung Russey (<i>Atheuk Thévadeth</i>)	27.257		52.645			66.000	65.520	88.333							
Mongkol Borei	27.762		51.739			73.000	56.412	86.835							
O Chreuv								15.606							
Rattanak Mondol								15.537							
Pailin (<i>Phailine</i>)			9.187				18.000								
Phnom Srok								19.841							
Preah Net Phreah								32.967							
Sangker (<i>Phrom Yothi</i>)	inconnu		8.317			79.000	119.327	88.694							
Serei Sorphorn ⁽³⁾ (<i>Sisophon</i>)	inconnu		21.857			60.000	62.364	30.061							
Teuk Cho ⁽³⁾ (<i>Sinthu Songkramchai</i>)	18.365**		24.571			46.000	39.739								
Total	307.000*	263.000⁽⁴⁾	247.753⁽⁵⁾	271.000	444.000	452.000	408.000	552.440	564.600	577.000	589.700	602.700	615.900	793.129	1.025.174
Accroissement					44,62%	47,50%	32,90%	79,95%	83,90%	87,94%	92,08%	96,32%	100,06%		
Population du Cambodge	.....				4.750.000	4.740.000	4.639.000	5.328.547	.....	.....	.....	.....	.....	11.437.656	13.395.682

Note : Un grand nombre de *srok* ont vu leurs limites modifiées, certains furent dédoublés, d'autres regroupés. Accroissement comparant à l'année 1921.

(1) (2) : deux évaluations différemment.

(3) : Pendant l'occupation siamoise ces deux districts furent intégrés dans la province de Phibulsongkhram

(4) : Nombre d'habitant avant l'arrivée des Thaïlandais y compris 6.180 Vietnamiens, 8.500 Chinois et 110 Européens.

(5) : Nombre total des habitants de la province de Battambang ou « Phratabang » sans inclus des habitants des districts de Sisophon et Teuk Cho (*Sinthu Songkramchai*) desquels en ce moment furent intégré dans la province de Phibulsongkhram

* Nombre total inclus les nombres « inconnus ».

** Nombre totale de *srok* Toeuk Cho et Phnom Srok

*** Sondage fait par les Thaïlandais à son arrivé à la province de Battambang en 1941

Des noms de district en italique (exemple : (*Atheuk Thévadeth*)) sont des noms appelés par les Thaïlandais en 1941 (pendant son occupation)

Source: ANC, Fond de documentation, B.691, Id 6209, 6215, 6285 et 6298.

ANTB, (2) ៣៩. 15-3/10.

SAKOU Samoth, *Hommes et histoires du Cambodge*, Angkor, Phnom Penh, 2012, 331p.

Extrait du rapport de la commission de conciliation constituée par les gouvernements français et siamois à la suite de la signature à Washington de l'accord de règlement franco-siamois du 17 novembre 1946.

VII. Les religions et croyances à Battambang

En 1969, puisque Battambang hébergeait beaucoup d'anciens monastères bouddhiques éventuellement datés depuis le XVIII^e siècle, un écrivain français mentionna que Battambang était un centre bouddhiste très important⁵⁶. Il oubliait que cette province est aussi incontestablement un carrefour multi-religieux du Cambodge.

3. Le bouddhisme à Battambang

Même si dans l'ensemble du Cambodge actuel, les habitants ont la liberté de religion, le bouddhisme theravâda est religion d'Etat au Cambodge. La plupart des habitants de la province de Battambang sont bouddhistes. Mais l'histoire des relations de Battambang avec le royaume cambodgien puis, plus tard, avec le royaume de Siam (Thaïlande) étant singulière, le bouddhisme theravâda local y a également connu une évolution distincte de celle du Cambodge : les influences qui l'ont marqué, les pratiques religieuses et jusqu'à l'architecture des temples ne sont pas sans particularités.

3.1. Le bouddhisme theravâda à Battambang

Dans la région de Battambang, la plupart des temples angkoriens étaient dédiés au brahmanisme, ainsi Ek Phnom, Basèt et Sneung. Mais comme ailleurs, certains monuments tels le temple de Banan et un hôpital du roi bouddhiste dans l'ancien centre de la province (Basèt), attestent de l'influence du bouddhisme mahayana au XII^{ème} siècle. Cependant, aucun document ni aucune stèle ne peuvent nous renseigner sur l'impact et les pratiques du bouddhisme local

Le bouddhisme theravada qui domine aujourd'hui la société cambodgienne était présent dans les royaumes pré-angkoriens dès le V^e siècle, avant d'être occulté par le brahmanisme et le bouddhisme mahayana. C'est seulement vers le XV^e siècle, sous sa forme rénovée suite à une réforme qui avait eu pour cadre Sri Lanka, qu'il s'imposa à toute la société cambodgienne, et ceci après les conversions des royaumes birman, môn et thaïs (Ayuthaya, Lanna, Lan Xane)⁵⁷. On notera que, par adaptation aux croyances des habitants, des statues de Bouddha furent installées dans les anciens temples puis que des monastères bouddhiques furent érigés à leur proximité ou dans leur enceinte même.

⁵⁶ TAUCH Chhuong, *op.cit.*, p. 168.

⁵⁷ FOREST Alain, *Le Cambodge contemporain*, IRASEC- Les Indes Savants, Bangkok-Paris, 2008, p. 34.

Dès le XVII^e siècle, le Cambodge y compris la province de Battambang entretenait d'étroites relations dans les domaines religieux, culturel et politique avec le Siam. Lorsque Battambang devint territoire vassal du Siam à la fin du XVIII^e siècle, le bouddhisme local ne manqua pas d'être influencé par les réformes religieuses importantes initiées au Siam à partir du règne du roi Rama I (1782-1802). Selon un processus souvent répété dans l'histoire du bouddhisme theravada, il s'agissait, après les désordres qu'avait connus la société siamoise entre les attaques birmanes et la chute d'Ayuthaya (1767) et la prise du pouvoir par Rama I (1782), de purifier l'ordre monastique et d'améliorer la connaissance de la doctrine. Pour ces raisons, deux mesures furent prises : l'une était de revenir à l'application stricte de la discipline (*vinaya*) des moines à l'intérieur du *sangha*⁵⁸ et l'autre consista en la création d'une commission pour réviser le *tipitaka*. En 1802, un nouveau canon pali écrit en « *khorm* » - une écriture ancienne du cambodgien et considérée comme sacrée au Siam - fut élaboré⁵⁹.

Aussi dans la province de Battambang, une commission religieuse fut-elle créée par les Siamois afin de maintenir ou améliorer la pratique religieuse et surveiller les monastères. Cette commission forma des groupes d'inspecteurs afin d'enquêter sur le comportement des moines, sur l'assiduité de leurs pratiques religieuses et leurs respects des règles. En ce qui concerne la surveillance de l'administration religieuse, on veilla à ce que soient respectées certaines pratiques religieuses dans les monastères : le jour saint (*thngai sil*), le sermon (*khorm*), la lecture du *tipitaka* le matin ainsi que l'étude du *tipitaka*. Les inspecteurs établissaient des rapports annuels qui étaient présentés à la commission religieuse. Certains de ces rapports faisaient apparaître différents niveaux de pratiques dans l'ensemble de la province. Par exemple, si les monastères de la ville de Battambang et de Thnot (une région à proximité de la Thaïlande) avaient adopté de nouvelles règles plus exigeantes⁶⁰, un certain nombre d'autres monastères ne célébraient même pas l'anniversaire du Bouddha « *visak puja* »⁶¹ qui est le jour saint le plus important de la religion bouddhique. La Commission encouragea les monastères à communiquer entre elles par divers échanges⁶².

Dès la rétrocession de Battambang au Cambodge en 1907, les Français s'efforcèrent d'affaiblir les très étroites relations entre le Siam - avec lequel les Français

⁵⁸ Les moines bouddhiques

⁵⁹ SAM Yang, *Battambang as a tributary state: religion and society, a paper Presented at the International Conference on Khmer Study*, 26-30 August 1996, p. 16-17.

⁶⁰ Des réformes introduisirent par Mongkut, future roi Rama IV.

⁶¹ SAM Yang, *op.cit.*, p. 22-23.

⁶² *Ibid.*, p. 22.

entretenaient des relations exécrables - et Battambang mais aussi avec l'ensemble du Cambodge afin d'éviter tout renforcement d'un front anti-français. Alain FOREST souligne à ce propos : « *Comme les élites monacales cambodgiennes allaient la plupart du temps poursuivre leur formation à Bangkok avant de revenir occuper les fonctions les plus prestigieuses au sein de leur Sangha d'origine, et parce qu'elles risquaient d'y être contaminées par un climat non seulement largement hostile aux Français mais lui-même bruisant de débats et d'initiatives autour des notions et des moyens de la modernisation, les Français veillèrent particulièrement à ce que les liens fussent rompus dans le domaine des échanges religieux. Ce fut là l'origine de la création au Cambodge de nouvelles institutions de formation de moines (écoles de pâli à Siem Reap en 1909, remplacée en 1915 par une école supérieure de pâli sise au monastère Preah Kev de Phnom Penh) qui débouchèrent sur la création d'un Institut bouddhique (« Institut indigène d'études du bouddhisme theravada ») en 1930* »⁶³.

Ces mesures n'étaient pas suffisantes pour interrompre la relation très étroite qui datait depuis des siècles entre Battambang et Bangkok.

Les pratiques religieuses furent déjà devenues une partie de la tradition. Comme ce fut le cas du passage des jeunes hommes à la vie monastique : « *La prise de robe s'est imposée aux garçons comme rite d'entrée dans l'âge adulte et de remerciement pour les parents qui ont jusqu'alors élevé l'enfant : le theravada postule que les mérites acquis par cette entrée dans la communauté monastique sont si puissants qu'ils peuvent même permettre aux parents de sortir des enfers ou des pires renaissances* »⁶⁴. « *Le garçon ou l'homme, qui entrait au monastère n'était pas mobilisable pour la guerre et les corvées ; de même le pouvoir royal ne pouvait-il se saisir d'un garçon qui s'était réfugié dans un monastère, a fortiori s'il s'y était fait moine* »⁶⁵. Il était exceptionnellement exempt du paiement de l'impôt et aussi de la carte d'identité, très chère, exigée par des autorités du protectorat français. C'était aussi le seul moyen de recevoir une bonne éducation, plus particulièrement pour les gens qui ne pouvaient pas venir à Phnom Penh ou à Saigon pour faire des études poussées. Dans la langue khmère, il est très courant de dire « *bours rean* » qui veut dire en français « prendre la robe à apprendre ».

⁶³ FOREST Alain, *Le Cambodge contemporain*, p. 46.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 35.

⁶⁵ *Ibid.*

C'est la raison pour laquelle, beaucoup de jeunes hommes de Battambang prenaient la robe mais aussi choisissaient de continuer leurs études de Pali à Bangkok au lieu d'aller à Phnom Penh. Pour diverses raisons. En effet, si les distances Battambang-Bangkok et Battambang-Phnom Penh étaient presque identiques, le siamois leur était plus familier que le français. Les habitants de Battambang, dont certains refusaient toujours le Protectorat français, avaient l'habitude et plus de confiance dans les établissements scolaires et dans les pratiques religieuses de Bangkok. De plus, les autorités siamoises offraient diverses facilités aux moines résidant à Bangkok. Ces moines, suite à ces études, étaient reconnus à Battambang et dans l'ensemble du Cambodge, comme plus capables d'exercer une fonction importante, soit au sein d'un monastère, soit au sein d'une administration territoriale.

Durant la Seconde Guerre mondiale, Battambang devint pendant cinq ans (1941-1946) une province thaïlandaise. Afin de mieux l'intégrer dans l'ensemble de la Thaïlande, l'adhésion des moines était nécessaire et les relations se trouvèrent encore encouragées et renforcées. Ceux qui voulaient faire des études supérieures de pali durent obligatoirement étudier à Bangkok. Les autorités thaïlandaises organisèrent des stages pour les moines dans les monastères thaïlandais. Ainsi les échanges entre moines de Bangkok et de Battambang furent-ils réguliers pendant les cinq années de l'occupation thaïlandaise et l'enseignement religieux placé sous influence thaïlandaise.

Quelques mois avant la rétrocession, le 14 mars 1946, le commissaire de la République française au Cambodge constatait : « *Les questions religieuses présentent pour la population de Battambang une importance très grande. On ne compte pas moins de 13 monastères à l'intérieur de la ville. L'influence des moines est très forte [...]* »⁶⁶. Cette influence subsista jusqu'à la période de *Sangkum Reastr Niyum* malgré la baisse progressivement de nombre de moines sur le territoire cambodgien de 1957-1968. Battambang demeurait un endroit de passage pour les moines de tout le Cambodge désireux de se rendre en Thaïlande pour des stages et des apprentissages de pali ou de *dhamma* – l'enseignement bouddhique. Selon un rapport français : « *Dans les années 1960, des moines cambodgiens, venant de Battambang même, venaient effectuer des stages dans les écoles de monastère thaïlandais* »⁶⁷.

⁶⁶ ANOM, INDO, HCI, Conspol 88.

⁶⁷ ANOM, INDO, HCI, CD 12.

De 1957 à 1968, des écoles modernes se développèrent progressivement sur tout le territoire du Cambodge. Les garçons qui prenaient la robe justement pour avoir une bonne éducation se tournèrent de plus en plus vers les écoles « modernes nationales », seul moyen pour trouver un futur emploi dans l'administration⁶⁸.

Pendant toute la période des Khmers rouges (1975-1979), la religion fut abolie. Aussi comme toute la population cambodgienne, les moines furent forcés de quitter le monastère pour travailler principalement dans les rizières. Certains monastères furent détruits, certains autres furent abandonnés ou transformés en prison ou en ferme d'élevage des animaux.

A partir de 1979, avec le gouvernement de la République populaire du Kampuchéa, toutes les activités de la population furent strictement surveillées et la liberté religieuse demeura limitée. Peu à peu cependant, le bouddhisme fut toléré par le gouvernement mais sérieusement encadré. Selon les directives officielles, il fallait attendre l'âge de cinquante-cinq ans⁶⁹ pour devenir moine afin de ne pas priver la nation de ses forces vives. Le passé des candidats-moines était soigneusement examiné par le Front Patriotique, organe du Parti chargé de contrôler la vie du peuple : ils devaient avoir un bon passé révolutionnaire, c'est-à-dire n'avoir jamais fait partie des classes dirigeantes. Le moine recevait un document d'identification de la part des autorités locales. Devenus moines, ils devaient gagner leur vie par eux-mêmes, sans compter sur les offrandes des fidèles, et verser un impôt assez lourd à l'État. Comme tous les fonctionnaires, les moines étaient obligés d'assister à la formation idéologique marxiste hebdomadaire et leurs propres sermons devaient s'inspirer autant de Marx que du Bouddha⁷⁰.

Les affaires religieuses étaient directement placées sous la direction du Front et non plus sous la direction du Ministère des Cultes comme avant le régime des Khmers rouges. La distinction entre les deux *nikaya*, *maha nikaya* et *thammayut nikaya*, n'exista plus, le *thammayut nikaya* demeurant proscrit. Le bouddhisme fut alors dirigé non plus par un « roi du *sangha* » (*sangharaja*) ou « patriarche suprême »⁷¹ mais par un président

⁶⁸ SORN Samnang, L'évolution de la société cambodgienne entre les deux guerres mondiales (1919-1939), thèse de doctorat soutenue à l'université Paris 7-Denis Diderot, Octobre 1995, p. 303.

⁶⁹ VICKERY Michael mentionne que les hommes à partir de l'âge de 50 ans furent autorisés. (Voir VICKERY Michael, *Kampuchea : Politics, Economics and Society*, 1986).

⁷⁰ PONCHAUD François, *La cathédrale de la rizière*, p. 205.

⁷¹ VICKERY Michael, *Kampuchea: Politics, Economics and Society*, Frances Pinter, Londres, 1986, p. 162.

national (*prothean*), nommé TEP Vong, qui était membre du Front. Dans chaque province, la religion fut également dirigée par un *sangha prothean* ».

En 1986, la politique religieuse évolua. Les jeunes gens purent devenir moines, les fêtes religieuses bouddhiques furent autorisées et les bâtiments du monastère purent être réparés ou reconstruits. En juillet 1988, la radio nationale diffusa des prières bouddhiques pour la première fois. Et en mai 1989, la Constitution reconnaissait aux Cambodgiens une totale liberté religieuse⁷².

Selon la devise nationale du temps du *Sangkum* « Nation, Religion, Roi », reprise en 1993, le bouddhisme est redevenu religion nationale et les habitants ont, désormais, pleine liberté religieuse.

3.1.A. Le Thammayut à Battambang

La réforme bouddhique *thammayut*⁷³ impulsée dans les années 1830-1840 par le futur roi de Siam, Mongkut (Rama IV, 1851-1868) toucha tout le territoire du Cambodge mais plus particulièrement la province de Battambang alors territoire vassal du Siam.

Le futur roi Rama IV qui fut moine durant 27 ans, avait remarqué ce qu'il considérait comme de graves divergences entre les règles énoncées dans le Canon pâli et les pratiques réelles de moines siamois, et chercha à améliorer la discipline monastique pour le rendre plus proches de celles des canons palis enseignés dans les pagodes. Il fit également un effort pour supprimer de la religion tous les éléments non-bouddhistes, populaires, religieux et superstitieux⁷⁴. Dès lors, beaucoup de changements eurent lieu. Par exemple, la cérémonie de passage pour devenir moine devait être effectuée, soit dans un espace sacré légitime, marqué par des éléments de frontière (*sima*, *seima*), soit sur un radeau sur le fleuve. Le vêtement monastique « *ciivara* » devait couvrir les deux épaules des moines. Il entreprit également de faire corriger la prononciation du chant pâli par l'adoption du style Môn⁷⁵.

Comme au Siam et alors que la réforme religieuse n'était pas encore reconnue officiellement en tant que « *thammayut nikaya* » - elle ne le sera qu'en 1902 au Siam !-,

⁷² PONCHAUD François, *La cathédrale de la rizière*, p 206.

⁷³ Thammayut: *Thamma* ou *Dhamma* signifie « les règles énoncés par le Bouddha » et yut ou yutti signifie « correct ou conforme ». Alors *thammayut* signifie « être conforme aux règles énoncés par le Bouddha ».

⁷⁴ www.dhammathai.org/e/thailand/ratanakosin.php: *Buddhism in Thailand, Ratanakosin Period, King Rama 3* (consulté le 24 mars 2015).

⁷⁵ Une langue de la famille Môn-khmer.

les nouvelles prescriptions se répandirent au sein des monastères de la province : au lieu de porter le *bat*, bol à aumône, à l'épaule⁷⁶, les jeunes moines de Battambang le tenaient à la main⁷⁷ ; ils ne devaient plus toucher d'argent ; la prononciation du pâli était différente, etc.

Il est incontestable que Battambang était sous influence religieuse thaïlandaise. Mais la création et le développement du *thammayut nikaya* dans la province de Battambang fut également le fruit de la volonté des autorités cambodgiennes.

Cinq ans après la reconnaissance par la loi de la nouvelle réforme religieuse impulsée par le Siam, la province de Battambang fut rétrocédée au Cambodge (1907). Le Cambodge fut influencé par le *thammayut* parce que les rois Ang Duong puis Norodom (1860-1904) adhèrent aux évolutions religieuses de la cour de Bangkok. Il semble également que, sous le règne du roi Sisowath qui avait grandi et avait été éduqué à Bangkok (1904-1927), l'influence du *thammayut* se fit encore plus visible qu'auparavant notamment avec la construction de monastères de cette école à Phnom Penh et à Battambang. Alain FOREST écrit à ce sujet : « *Sous le règne de ce dernier (Sisowath 1904-1927), la restructuration et la stabilisation des classes supérieures (familles princières, familles anciennes ou nouvelles de hauts fonctionnaires) conduisirent à une adhésion plus large de ces nouvelles élites à l'Ecole thammayut. Toujours est-il que des oppositions, parfois sévères, se firent jour entre partisans du moha nikaya et du thammayut, notamment lorsque certains moines poussaient leur monastères originellement moha nikaya à adhérer à la réforme thammayut malgré l'opposition des fidèles*⁷⁸ ».

Par l'ordonnance royale n° 46 du 25 juillet 1919, soit **plusieurs** d'année après l'implantation officielle du *thammayut* à Phnom Penh⁷⁹, il fut officiellement reconnu en tant qu'un ordre du bouddhisme Theravada du Cambodge : « *thammayutika nikaya* ».

En 1920, il y avait vingt-deux monastères *thammayut* dans l'ensemble du Cambodge. Malgré la forte influence de cette école dans la plupart de monastères de Battambang, ce ne fut qu'en 1930 qu'un monastère de cet Ordre, « *Thama Nimit Raja Bopha Ram* » ou plus simplement « *wat Pachhar* », fut construit dans le chef-lieu de

⁷⁶ Dans le *moha nikaya*, le bol à aumône se portait à l'épaule.

⁷⁷ Tauch Chhuong, *op.cit.*, p. 174.

⁷⁸ FOREST Alain, *Le Cambodge contemporain*, p. 48.

⁷⁹ En 1854, le roi Norodom a invité *Samdech Sugandhadhipati* Pen (1824-1894), moine khmer qui avait éduqué à Bangkok, à instiguer le *thammayut* au Cambodge. En 1865, le roi a offert *wat Botum Vatey*, situé au sud de palais royal fondé par le roi Ponhea Yat en 1442, au moine de *thammayut*. Dès lors, ce monastère devient le centre du *thammayut* au Cambodge.

Battambang. Non seulement il était le seul monastère *thammayut* du centre-ville mais aussi vraisemblablement le premier monastère *thammayut* de la province de Battambang.

Un habitant de Battambang, âgé de 83 ans (en 2009), raconte que son frère était supérieur de l'Ordre *thammayut* de la province de Battambang durant les années 1960. Il mentionne qu'il y avait quatorze monastères de cet Ordre dans la province dont un au centre-ville « *wat Pachha* ». Les 13 autres étaient établis dans les agglomérations les plus importantes : un à Thmor Kol, deux à Kauk Khmum, trois à Maung Russey, deux à Ratanakmondol, quatre à Mongkolborey et un à Pailin.

A cette époque, il y avait au Cambodge deux *sangharaja*⁸⁰ (suprêmes patriarches) nommés par le roi, l'un étant le supérieur du *moha nikaya*, l'autre du *thammayut*. Comme dans plusieurs provinces du Cambodge, le bouddhisme de Battambang comptait deux supérieurs religieux, l'un pour chacune des deux *nikaya*.

3.1.B. L'organisation du clergé bouddhique

Le clergé bouddhique du Cambodge est entièrement indépendant et n'entretient aucun lien formel, matériel ou politique, avec les clergés d'autre pays bouddhique. Le roi est le protecteur de la religion, nomme les dignitaires religieux, mais ne peut pas intervenir en matière de doctrine.

Une assemblée permanent, sorte de Concile, a été constituée par les hauts conseils ou *reachea khanac* rassemblant 56 dignitaires nommés par le roi sur proposition des primats⁸¹. Les *reachea khanac* se divisaient en quatre échelons. Pour accéder au quatrième échelon, il fallait avoir passé un minimum de vingt années sous le froc. L'élévation à la dignité de *reachea khanac* était réservée au roi sur proposition du chef de l'Ordre.

Pendant le *Sangkum*, les moines se rattachaient donc soit à l'ordre *moha nikaya* soit à l'ordre *Thammayut*, chacun des deux ordres étant dirigé par son propre son propre primat. Ces deux primats royaux portaient le titre de *Samdech Preah Sanghareach*, parfois celui de *sanghaneayok* inférieur d'un rang. Ils furent nommés par le roi sur proposition des *reachea khanac*⁸².

⁸⁰ En Pali : (*sangha* : communauté désigne, *raja* : roi, prince)

⁸¹ ANC, B. 665, Id. 5703 : Le bouddhisme au Cambodge.

⁸² ANC, B. 665, Id. 5703 : Le bouddhisme au Cambodge.

Les religieux vivaient dans des monastères, chacun étant dirigé par un *chau athicar* (un moine qui fut élu par les moines du monastère pour être responsable religieux du monastère) qui veillait sur les moines, novices et élèves de l'école du monastère. Un *achar* laïc, un « ancien », généralement un ancien moine, représentait les moines et les fidèles dans les rapports du monastère avec l'administration et gérât les biens meubles et immeubles appartenant au monastère.

L'ensemble des monastères d'un *srok* (subdivision d'une province) était placé sous l'autorité d'un *anouk kun* « chef religieux d'un district » lui-même sous l'autorité directe du *mékun*, de rang de *reacha khanac*, responsable religieux d'une province.

Les monastères du royaume recevaient les visites périodiques de moines-inspecteurs, délégués du chef de l'Ordre. Ces inspecteurs religieux avaient une grande autorité et veillaient tant au respect de la règle et des lois séculières par les moines qu'à la bonne gestion et au bon entretien des monastères⁸³.

3.1.C. Les monastères bouddhiques

Le monastère ou « *wat* » en khmer, où vivent les religieux, se compose de plusieurs bâtiments généralement en bois à usage d'habitation, le plus important (la *sala*) étant cependant réservé exclusivement aux visiteurs, et d'un sanctuaire en bois ou en briques plus ou moins grand, plus ou moins richement décoré, selon la générosité ou la prospérité des fidèles des villages voisins.

Il joue un très grand rôle dans la vie des villages. C'est le lieu où se rencontrent les personnes de toutes les classes sociales, particulièrement les « jours saints » qui ont lieu une fois par semaine et lors des grandes fêtes religieuses. Mais le monastère est autant un centre social que religieux. Il était le lieu de l'éducation : les moines pouvaient y apprendre non seulement le *dhamma*, les règles religieuses et morales mais aussi des métiers tels que menuisier, constructeur, réparateur, etc. Le système d'éducation a beaucoup changé depuis le Protectorat ; c'est à l'intérieur des monastères que furent tentées les premières expériences d'enseignement « moderne » au début du XX^{ème} siècle ; à la campagne, on y apprenait à lire et à écrire et quelques rudiments de littérature traditionnelle ; en ville, les monastères offraient le gîte aux élèves qui habitaient loin. Puis beaucoup d'établissements de différents niveaux furent construits partout dans le pays. Certaines écoles se trouvent encore aujourd'hui dans le monastère

⁸³ Le ministre de l'information du gouvernement royal du Cambodge, *Le Cambodge*, Phnom Penh, 1962, p.81.

mais elles ne sont plus prises en charge par les moines ni par le monastère. Ce dernier héberge toujours les élèves ou les étudiants pauvres mais aussi les gens âgés ou les gens pauvres.

Pour le bouddhisme *theravada*, la contribution aux monastères ou à la construction de monastère est un des actes des plus méritoires. C'est la raison pour laquelle riches notables, personnes des classes moyennes mais aussi gens de modeste et pauvre condition, participent tous à l'entretien des monastères soit par des dons soit par la participation aux activités ou l'offre d'une aide. Cette participation n'est pas seulement un acte méritoire pour avoir une meilleure renaissance mais aussi une affirmation de prestige social qui permet d'affirmer son origine et son statut social en même temps que son dévouement. Sous prétexte de transparence des dons, le montant de chaque contribution est rendu public soit à haute voix soit par une inscription sur le mur du monastère. Le monastère a une fonction de redistribution très importante dans la société khmère puisqu'il joue un rôle important dans l'éducation et dans l'entraide sociale⁸⁴.

En 1955, la province de Battambang comptait 333 monastères bouddhiques pour 444.000 habitants. En 1963, 5 047 moines séjournaient dans les différents monastères de la province. En dehors d'un lycée bouddhique fréquenté par 159 élèves, la province comptabilisait 20 écoles religieuses avec un effectif de 431 élèves au total⁸⁵. En 1967, la province comptait 346 monastères des deux *nikaya* et 6.828 moines qui représentaient 10,30 % du nombre total des moines du Cambodge ; la population de la province de Battambang était alors de 615.900 personnes soit environ 10% de la population totale du Cambodge⁸⁶.

Après la guerre de 1970-1991, une partie du territoire de la province de Battambang fut scindé avec la création de la nouvelle province de Banteay Meanchey. En 2003, le Ministère de la Culture et des Beaux-Arts recensa 269 monastères dans la nouvelle province de Battambang, soit 7% des monastères du Cambodge⁸⁷. 54 d'entre eux ont été construits pendant la période du Seigneur (1795-1907)⁸⁸. Ces derniers se concentrent principalement dans la ville de Battambang et certains chefs-lieux de *srok*.

⁸⁴ Beaucoup de moines et nombreuse personnes vivant dans les monastères étaient issus des milieux sociaux les plus pauvres.

⁸⁵ ANC, Fond de documentation, Box. 691, ID 6246.

⁸⁶ ANC, Fond de documentation, ID 6298.

⁸⁷ GUÉRET Daniel et Dominique-Pierre, *Cambodge*, Imprimerie nationale, Paris, 2009, p.348.

⁸⁸ Rapport d'enquête sur les monastères dans la province de Battambang faisait par le Département de culte et de l'art de la province de Battambang en 2000.

La plupart des *vihara* de cette période ont reçu une forte influence architecturale siamoise – avec un toit en bâtière avancé selon le style siamois de la période d'Ayuthaya⁸⁹ ou avec une décoration faite de petites pièces de glace ou peintes de couleur vive). Combinée avec des éléments de l'architecture khmère, l'architecture de ces monastères est d'un style très particulier, typique de Battambang. Ainsi : *wat Kampong Peul*, *wat Kandeung*, *wat Kandal*, *wat Kor*, *wat Ksach Poy*, *wat Sommanors*, *wat Kdol*, *wat Balat*, *wat Sophi*, *wat Samrong Khnong*, *wat Norea*, *wat Pneuv*, etc. Quelques *Vihara* de cette période restent cependant d'architecture khmère classique tel *wat Damrei Sar*.

Certains monastères fondés très anciennement ne comprenaient toutefois, au départ, qu'une *sala*, salle d'assemblée (soit une *sala chhan* « salle à manger » qui sert de réfectoire et d'organiser des cérémonies bouddhistes, soit une *sala punya*, « salle de mérites » qui sert d'organiser des cérémonies traditionnelles ou religieuses et sert également de réfectoire aux moines) et le ou les *koti*, les habitations des religieux. Leur *Vihara*, l'édifice le plus important du *wat* avec son architecture et sa décoration particulière et qui accueille la statue principale du Bouddha, ne fut construit qu'un peu plus tard.

Il est difficile d'identifier la date exacte de fondation ou de construction d'un bâtiment dans un monastère bouddhique car la construction, la réparation des bâtiments ou l'ajout possible d'une peinture, d'une décoration sont incessants des désirs d'une ou de plusieurs personnes de faire œuvre méritoire et de leurs contributions individuelles.

Aujourd'hui, il existe une quarantaine de monastères bouddhiques au long de la rivière Sangker dont la plupart furent construites pendant la période du Seigneur gouverneur, et certains d'entre eux, par la famille du Seigneur même. Pendant les années de guerres et la période des Khmers rouges, la plupart des monastères ont souffert. Quelques-uns furent transformés en prisons et certains ont été entièrement détruits. Mais grâce à l'attachement très fort des habitants, qu'ils soient dans la région ou réfugiés à l'étranger, et grâce à la prospérité recouvrée de la riche province, les monastères furent reconstruits ou réparés selon leur état.

⁸⁹ Song Sophy, *Ka rachhana Lum Or Neung Sthapatyakam Nei Preah Vihara Ampì Chheu : Kar Bèng Chèk Phnèk Teang Lai Teuv Tam Prophét*, (ការបឋមនាវិកនិងស្ថាបត្យកម្មនៃព្រះវិហារអំពីលើ:ការបែងចែកផ្នែកទាំងឡាយនៅតាមប្រភេទ) « La décoration et l'architecture de Vihara en bois : La distinction des différentes catégories », 2005, p.151.

(Voir en annexe quelques renseignements sur les principaux monastères de Battambang)

3.2. Le bouddhisme Mahayana à Battambang

Le bouddhisme *mahayana* est présent au Cambodge, mais dans les communautés chinoises. Il y était fortement mêlé de pratiques taoïstes, les moines chinois étant souvent devins, guérisseurs, et s'étant assuré « un monopole dans l'orientation de l'âme au moment où elle va quitter le corps ».

En 1965, on comptait quatre pagodes chinoises en Battambang dont deux au centre ville, une autre à Maung Russey et une à Sisophon.

Dans les années de la guerre, les activités religieuses chinoises furent complètement interrompues. Nombre de Chinois furent assassinés par les Khmers rouges et ensuite discriminés pendant la République Populaire du Kampuchea. Les écoles et les pagodes chinoises furent fermées jusqu'en 1993.

4. Autres religions et croyances

4.1. Les croyances traditionnelles

Les Khmers désignaient leur pays « eau et terre ». Leurs ancêtres honoraient déjà les défunts. Ils rendaient un culte aux génies du sol et des eaux, « *mchas teuk mchas dei* », « maître de l'eau et de la terre », et aux « *neak ta* », « les vieilles personnes », selon l'étymologie populaire. Ces esprits des morts ou des fondateurs mythiques étaient les véritables maîtres du territoire. Ils assuraient la protection du village, le bonheur et la santé des personnes, les pluies régulières, l'alternance harmonieuse des saisons et des récoltes abondantes. Il convenait donc de leur offrir des fruits, des aliments, de l'alcool etc. Les oublier, ou les offenser exposait les contrevenants à quelque maladie ou aux accidents. C'est la raison pour laquelle il était indispensable de se les concilier⁹⁰. La plupart des pouvoirs extraordinaires des *neak ta* étaient expliqués par des légendes.

Ces croyances sont ancrées jusqu'à nos jours chez les Cambodgiens, bien qu'ils soient bouddhistes. Plusieurs cérémonies dédiées aux *neak ta* sont encore organisées : pour demander la pluie, pour écarter les maladies ou pour la guérison des malades etc. L'installation d'un « *preah phum* » ou d'un autel pour la divinité dans l'enceinte de la

⁹⁰ PONCHAUD François, *La cathédrale de la rizière*, p 13.

maison, du village ou de la région est obligatoire. Les résidences des génies sacrés de la province sont quant à elles établies sur quelques montagnes peu éloignées du centre provincial, ainsi à Phnom Sampeuv, Phnom Andeuk, et Phnom Banan. Chaque année, les dirigeants de la province de Battambang font des offrandes au Phnom Banan, montagne sacrée, pour le bonheur et la prospérité de la province.

Inspirées par l'acteur principal de l'histoire légendaire à l'origine du nom de la province, la construction en 1965 de la statue de Ta Dambang Krânhoung à l'entrée Est du centre-ville fut motivées par la volonté de marquer la limite de ce centre.

En 1995, à l'initiative du vice-gouverneur SEREY Kosal, un monument de type soviétique construit dans des années 1980 pour remplacer la statue de Ta Dambang Krânhoung fut détruit et on entreprit de la remplacer par une nouvelle statue de Ta Dambang Krânhoung représentant un montagnard agenouillé. Cependant, en cours de construction, la statue se brisa, sans faire de blessé. C'est qu'on n'avait pas prêté attention aux erreurs techniques du constructeur, PHO Song Heng, mais la plupart des habitants de Battambang crurent profondément quant à eux que cet incident était dû au fait qu'on avait négligé de procéder à une cérémonie religieuse avant de commencer des travaux. Une deuxième statue, représentant un homme en position debout, fut érigée, que les autorités firent à nouveau démolir **car les habitants voulaient une statue d'un montagnard agenouillé imitée à celle des années soixante**. En 1998, un « saint » (*krou khméng* ou « jeune savant ») nommé THLANG Sovannarith finança la construction de la statue actuelle. Cette histoire de la statue et de la croyance en la légende paraissent assez exemplaires de l'attitude religieuse des Cambodgiens. Aujourd'hui, les gens qui voyagent par la route nationale n° 5 s'arrêtent pour se recueillir avant de continuer leur chemin. Les élèves, les étudiants, les habitants de Battambang et ceux des provinces limitrophes viennent souvent y prier et demander succès, bonheur et sécurité... Ta Dambang Krânhoung est désormais bien reconnu pour être le génie protecteur de la province de Battambang et de son peuple.

4.2. Le christianisme⁹¹

Plusieurs églises de différentes branches de la religion chrétienne se sont installées très récemment partout dans la province de Battambang et y ont établi le centre régional de leurs activités (orphelinats, etc.). La plupart de lieux de rencontre ou

⁹¹ PONCHAUD François, *La cathédrale de la rizière*, 234p.

d'églises, très récents, sont dirigés par des étrangers : Américains, Coréens, Philippins...

Cependant, il existe une petite communauté catholique dans la province, créée en 1790, au fil des événements tragiques qui dévastaient le Cambodge, et regroupant originellement quelques chrétiens cambodgiens et khméro-portugais ayant fui la région de Lonvêk-Oudong. En 1802, le père Jourdain, nouvellement arrivé de France, affirmait que les chrétiens de Battambang étaient au nombre de 210 et que tous parlaient portugais. La chrétienté se maintint malgré le manque quasi permanent de prêtres et missionnaires et en dépit des tribulations : ainsi fut-elle dispersée en 1840, au moment où les rivalités entre princes cambodgiens et voisins siamois et vietnamiens battaient leur plein pour être réinstallée une fois la paix revenue en 1846.

A l'image de la chrétienté du Cambodge, celle de Battambang se trouva confrontée à deux problèmes complémentaires : d'une part, la non-conversion des Cambodgiens pour qui il était impensable de n'être pas bouddhiques, d'autre part, par l'afflux d'immigrants vietnamiens de plus en plus nombreux dans la région, en ville et sur le Grand Lac, et qui comportaient de plus en plus de catholiques - la création de villages vietnamiens essentiellement catholiques attirant en retour une immigration vietnamienne catholique. Aussi le catholicisme fut-il assimilé, comme ailleurs au Cambodge, à une religion de Vietnamiens, « ennemis héréditaires » des Khmers. On notera toutefois la conversion de plusieurs Chinois pendant la période du Protectorat.

Quatre églises principales furent fondées durant cette dernière période. L'une était au centre-ville à laquelle furent adjoints en 1905 un petit hôpital et un orphelinat. Une école, qui accueillait des élèves de toutes nationalités, fut également ouverte près de l'église. Trois autres chrétientés furent également constituées : l'une à 8 kms au sud de Battambang, à Ksach Poy ; les deux autres à Mongkolborey et à Ta Om (Preah Net Preah).

Sous le *Sangkum*, plusieurs autres écoles et institutions de formation furent établies à Battambang et à Mongkolborey. En 1967, et pour la première fois, la principale paroisse de Battambang fut dirigée par un Cambodgien originaire de Battambang, Simon Chem Yen. Et l'année suivante, fut créée la préfecture apostolique de Battambang avec à sa tête un évêque cambodgien Paul Tep Im Sotha. Sa juridiction s'étendait sur Kampong Chhnang, Pursat, Oddar Meanchey, Phreah Vihear, Siem Reap et Kampong Thom soit environ dix mille chrétiens et huit prêtres.

L'existence de ces chrétientés fut souvent bouleversée. Entre 1941-1946, quand la province de Battambang fut réoccupée par les Thaïlandais, le bouddhisme devint la seule religion autorisée. Les écoles catholiques se virent imposer des maîtres choisis par les occupants. La situation devint beaucoup plus difficile au départ des Thaïlandais à la fin de 1946. Les *Issarak* et les *Khmers Serei* s'en prirent aussi aux chrétiens. Le 9 décembre 1946, date à laquelle la France obligèrent les Thaïlandais à rétrocéder les provinces annexées, les *Khmer Issarak* incendièrent le village des Vietnamiens chrétiens de Ksach Poy et y massacrèrent une cinquantaine de personnes. Plus tard, pour rassembler le peuple khmer autour de son gouvernement, le général LON Nol attisa la haine séculaire entre Khmers et Vietnamiens. Vu l'importance du nombre des Vietnamiens dans l'église, la population khmère assimila « catholique » et « Vietnamien ». Des slogans s'affichèrent en français sur les murs « À bas les Viets » (le « T » final fut inscrit en forme de croix). Les églises furent perquisitionnées, les autorités locales étant persuadées que ces lieux de culte constituaient autant de cachettes pour les vietcôngs ou de dépôts de munitions. Le 19 avril 1970, le ministère de l'Education nationale ordonna « la fermeture de toutes les écoles privées étrangères, chinoises, vietnamiennes et missionnaires ». Le même mois, beaucoup d'églises furent rasées par l'aviation cambodgienne. L'église de Ksach Poy et le village vietnamien furent une nouvelle fois complètement détruits par un bombardement au début des années soixante-dix⁹². Dès les six premiers mois de la guerre, l'église catholique du Cambodge était totalement désorganisée.

Enfin, toutes les activités religieuses furent interdites dès le commencement du nouveau régime de Pol Pot en 1975.

Après que les Khmers rouges ont été chassés, en 1979, les chrétiens de Battambang, comme les autres rescapés de la ville, revinrent et s'installèrent sur les rives du *stung* Sangker. Ils ne comptaient que la moitié du nombre total d'avant le régime de Khmer rouge. Ils commencèrent, clandestinement, à se réunir pour prier et pour aller à la recherche de ceux qui manquaient. Il fallut attendre 1990 pour que les chrétiens obtiennent liberté de religion et de culte. La chrétienté récupéra son terrain du centre -ville de Battambang. L'église fut reconstruite. L'école religieuse et l'orphelinat furent encore une fois ouverts.

⁹² Actuellement, l'enceinte de l'église, occupée par plusieurs familles cambodgiennes est transformée en verger. Quelques traces des fondations en briques de l'église pourraient être trouvées dans les champs alentours.

Actuellement, il existe vingt-six communautés catholiques dispersées dans huit communes de la province de Battambang (Battambang, Ta Hen, Ta Pon, Khnèk Romeah, Nikum, Chrabviel, Cheuteal et Sneung). Chacune comprend un centre de formation professionnelle et participe au développement spirituel et matériel de la région.

4.3. L'islam

Quelques communautés musulmanes s'installèrent à Battambang principalement sur les deux rives de *stung* Sangker. Le roi NORODOM Sihanouk appelait « Khmers Islam » les musulmans du Cambodge. Dans l'ensemble du Cambodge, ils sont descendants des Chams, lesquels étaient déjà musulmans à leur arrivée au Cambodge, dès la première vague de migration de 1471 lors de l'anéantissement de leur pays par les Vietnamiens venues du Nord. Il y a aussi des gens d'origine malaise, appelés Chvea (de Java), originaires de Bornéo, Sumatra, Singapour, Terengganu et Pattani et dont la présence sur les côtes cambodgiennes comme commerçants est attestée dès les XIV^e et XV^e siècles⁹³. En 1965, selon le rapport du gouverneur cambodgien de l'époque, tous les Khmers Islams à Battambang étaient d'origine javanaise⁹⁴.

Dans la vie quotidienne, bien que ces Khmers islams parlent bien le khmer, ils conservent leur langue et leur coutume. Ils peuvent être facilement distingués par leurs vêtements. Les femmes portent toujours une échappe sur la tête avec une tunique et le « *sarong* » de couleurs vives. Les hommes portent le sarong et une toque blanche ou un fez noir. Ils sont pêcheurs, transporteurs, agriculteurs, colporteurs ou commerçants. Leur plus grande spécialité est cependant le commerce des bœufs pour l'embouche et l'abattoir. Les Khmers Islam ont leurs mosquées et un *hakem* qui dirige chaque communauté religieuse et son temple, des *Imam* qui dirigent les fidèles dans leurs prières, des *katip* ou prédicateurs du Coran, des *Bilal* qui appellent les fidèles aux prières quotidiennes.

Entre 1958 et 1968, les Khmers Islam représentaient plus de 13% de la population de *khum* Chamcar Samrong ou de *wat* Norea⁹⁵ (au long du *stung* Sangker vers le nord du centre-ville). En 1965, il y avait quatre mosquées dans la province. La communauté comprenait alors 5.209 personnes dont 2.534 à Sangker, 242 à

⁹³ De FEO Agnès, Les Chams, l'Islam et la revendication identitaire : des origines de l'islamisation au radicalisme islamique actuel, mémoire DEA soutenu à EPHE en 2004, p.36.

⁹⁴ ANC, Fond de documentation, B.691, Id 6246.

⁹⁵ DELVERT Jean, *Le paysan cambodgien*, p.645.

Mongkolborey, 2.155 à Maung Russey, 218 à Battambang, 27 à Sisophon, 20 à Thmor Puok et 23 à Preah Net Preah⁹⁶.

Bien qu'entrés assez nombreux dans les rangs des révolutionnaires dès 1970, les Khmer Islam ont été l'objet d'une persécution particulièrement violente de la part des Khmers rouges.⁹⁷ Dès la création de la République Populaire du Kampuchea, en 1979, ils jouirent cependant d'une liberté plus grande que les autres groupes religieux, même les bouddhismes. Plusieurs d'entre eux occupèrent des postes ministériels, les anciennes mosquées furent très tôt rouvertes. Les considérations politiques n'étaient certainement pas étrangères à cette bienveillance. Sur le plan interne, elle permettait de se concilier l'appui d'un groupe ethnique minoritaire. Sur le plan externe, elle visait à s'attirer les faveurs des grands pays musulmans d'Asie comme l'Indonésie ou la Malaisie, ainsi que les pays arabes du Moyen-Orient.

⁹⁶ ANC, Fond de documentation, B.691, Id 6246.

⁹⁷ PONCHAUD François, *La cathédrale de la rizière*, p. 206-207. Les mosquées ont été profanées, les livres sacrés déchirés, de nombreux *Hakem* exécutés. Ils furent forcés à abandonner leurs coutumes et porter l'uniforme noir national, élever des cochons dans l'enceinte de leurs mosquées et en manger la chair.

Chapitre 2

Histoire brève de Battambang avant 1939

I. La préhistoire

Le site de Laang Spean⁹⁸, situé dans la commune de Trèng (district Ratanakmondol) à 38 km à l'ouest du centre-ville de l'actuelle province de Battambang constitue un des plus anciens sites habités découverts au Cambodge. Cécile et Roland Mourer qui l'ont fouillé dans les années 1960, le datent de 4.290 ans avant notre ère, tandis que, plus récemment (2009), HENG Sophady avance la date de 7.000 ans avant notre ère. Il aurait été épisodiquement habité jusqu'en 750-850. Datée de – 4.290, la fabrication de céramiques trouvées dans les fouilles est donc relativement ancienne par rapport à ce qu'ont révélé les fouilles effectuées dans les pays voisins (Thaïlande et Malaisie). La grotte de Laang Spean se trouve à environ 90 kilomètres de Golfe du Siam dont elle est séparée par la chaîne des Cardamomes. On peut penser que la région a joué à cette période un rôle de point de passage entre la plaine du Grand Lac et le Golfe de Siam⁹⁹.

Plusieurs autres sites préhistoriques furent récemment trouvés à Banteay Meanchey, ancien territoire de la province de Battambang, tels les sites de *phum* Snay, de *phum* Sophy etc. Les sépultures, les objets et les os des animaux qui y furent trouvés, datés des environs du tout début du Ier millénaire, témoignent d'une culture de l'inhumation et aussi des activités domestiques des habitants de cette région : l'agriculture, la pêche et la chasse.

⁹⁸ La grotte de Laang Spean (102°55' Long. Est 12°51 Lat. Nord) se trouve au sommet de la montagne Teak Trang (à une altitude de 150 m), à 5 km au Nord-ouest de la route qui va de Battambang à Pailin au point kilométrique 38. Ce site préhistorique a été découvert pendant les années soixante.

⁹⁹ MOURER Cécile, MOURER Roland, THOMMERET Yolande, *Premières datations absolues de l'habitat préhistorique de la grotte de Laang Spean*.

MOURER Cécile, MOURER Roland, *La coupe à pied annuaire de Laang Spean*.

MOURER Cécile, MOURER Roland, *Note Préliminaire sur la Présence d'une Industrie Préhistorique dans la Grotte de Laang Spean*.

DAM Chhourn, *op.cit*, p 240-242.

II. La période du Founan (I^{er} -VI^e siècles) et du Chenla (VI^e-VIII^e siècles)

Pendant la période du Founan (du I^e au milieu du VI^e siècle), royaume mentionné par les annales dynastiques chinoises mais qui englobait plutôt les régions du sud du pays, Battambang ne semble pas avoir joué un rôle important. Selon les inscriptions, l'histoire de la province de Battambang commença vraisemblablement à partir du règne du roi Bhavavarman I (550-600), qui fut le premier unificateur des deux royaumes du Chénla et du Founan à la fin du VI^e et qui porta les armes jusqu'à la région de Mongkolborey ou Mangulapuri¹⁰⁰. Une autre inscription de VI^e siècle trouvée à Battambang atteste également du peuplement de cette région à cette époque¹⁰¹.

Sous le règne du roi Isanavarman I (616- 637), au début du VII^e siècle, la province de Battambang ou au moins une partie de la province était connue sous le nom d'Amoghapura. Il était un territoire vassal du roi Isanavarman I où le roi ne posséderait-il qu'indirectement¹⁰². Une inscription (K 447) du roi Jayavarman I (652- 681), datée de la fin du VII^e siècle, trouvée dans la région de Basèt (actuellement dans la commune de Tapon à 15 km du centre-ville de Battambang), témoigne de la fondation d'un État « *Pancaratra* », englobant cinq Etats indépendants, sur le territoire du Cambodge actuel. Elle permet de penser que le territoire de Battambang était l'un de ces cinq États. Puisque l'économie du Chénla était basée principalement sur l'agriculture¹⁰³, il semble que la province fertile de Battambang commença alors à jouer un rôle important. À la dislocation du Chénla (deuxième moitié du VIII^{ème} siècle), cette région semble avoir repris son autonomie.

¹⁰⁰ DAM Chhourn, *op.cit*, p 16.

¹⁰¹ JACQUES Claude, LAFOND Philippe, *The Khmer Empire Cities and Sanctuaries from the 5th to the 13th century*, Bangkok, 2007, p. 81 et 143-144.

¹⁰² L'inscription de *wat Vihar Kuk* ou *wat Chakret* (K 60) du 2^e au 4^e vers, datant de 627, qui se trouve à Prey Veng désigne le roi Isanavarman I comme seigneur de 3 villes : Cakrankapura, Amoghapura et Bhimapura : « [...] *Le deva Sri Isanavarman fut le maître de la terre[...]. Par la grâce de ce roi des rois, parcourant le cercle (entier) des régions, lui dont la gloire, après avoir attaqué la gloire de ses rivaux, s'est arrêtée dans sa course rapide. Lui, le seigneur de Tamrapura, qui voici, qui longtemps a fait l'ornement de ses pieds des trois villes de Cakrankapura, Amoghapura et Bhimapura [...]* ». Cela confirme l'apparition de la ville « Amoghapura ». Et l'inscription au temple Basèt (XI^e siècle) (K 205, ligne 18 ; K 206, ligne 37) a écrit que Battambang ou une partie de cette territoire, connu sous le nom d'Amoghapura, fut placé sous l'autorité du roi Isanavarman (616- 637).

¹⁰³ VONG Sotheara, NOP Sokha, *histoire khmère pour l'année de fondation*, université royale de Phnom Penh, Phnom Penh, p.22.

III. L'empire khmer (VIII^e-XV^e siècle)

Une inscription (K1051) trouvée à Battambang et mentionnant le nom du roi Harsavarman I (899-925), Battambang témoigne de l'intégration de Battambang dans l'empire khmer ; elle évoque la restauration d'un temple dont les ruines n'ont pas été localisées. Toutefois, c'est sous le règne du roi Jayavarman IV (925- 941) que l'originalité de la province de Battambang se manifeste dans tous les domaines : architecture, sculpture et épigraphie. A ce propos, on notera que Battambang semble avoir noué des liens religieux, bouddhiques (theravâda), avec la vallée du Ménam où était établi le royaume môn de Dvaravati : cela semble attesté par la mention de deux personnages môns cités dans les inscriptions de Basèt, ainsi que par l'architecture du temple de Banteay Chhmar et différentes œuvres déposées au musée de Battambang¹⁰⁴.

Non loin de la ville, les temples de Sneung et de Banan auraient été construits entre les X^e et XI^e siècles, et ceux de Basèt et de *wat* Ek Phnom pendant le règne du roi Suryavarman I (1010-1050). À un kilomètre à l'est du temple de Basèt, il existe des traces d'un des hôpitaux fondé par le roi Jayavarman VII (1181- 1220). Basèt était probablement le centre d'une importante agglomération pendant la période angkorienne¹⁰⁵. Elle a connu une période très prospère jusqu'au XIII^e siècle et elle fut le chef-lieu de la province de Battambang jusqu'à l'arrivée du gouverneur Bèn à la fin du XVIII^e siècle. La province de Battambang contribua certainement à l'approvisionnement de l'empire en riz et en poissons¹⁰⁶.

IV. Après l'abandon d'Angkor

Après le XV^e siècle et le déplacement de la capitale d'Angkor en 1431 par le roi Ponhea Yat vers Tuol Basan et un peu plus tard vers Chaktomuk (Phnom Penh), le Cambodge tomba dans un état très critique. Il fut souvent attaqué par les Siamois. En 1529, le roi Boroma Reachea II ou Ponhea Chan Reachea (1516-1566) (couramment appelé Ang Chan) s'installa dans la nouvelle capitale, Longvêk, à environ 230 kilomètres au sud de Battambang. La province de Battambang a souffert de sa localisation de la nouvelle capitale, à mi-chemin entre Longvêk et Ayutthaya et sur la route terrestre des armées du Siam qui lancèrent d'incessantes attaques contre le

¹⁰⁴ DAM Chhourn, *op.cit.*, p 17-25 et 119-137.

¹⁰⁵ JACQUES Claude, LAFOND Philippe, *op.cit.*, p. 81 et 143-144.

¹⁰⁶ GROSLIER Bernard Philippe, *Mélange sur l'archéologie du Cambodge (1949-1986)*, Paris, EFEO, 1998, p. 116.

Cambodge. La nouvelle capitale de Longvêk fut d'ailleurs prise et détruite par les Siamois en 1594¹⁰⁷. Après cette destruction, les interventions continuèrent à la faveur des rivalités entre princes pour le trône. Cette fois, le Vietnam se mit de la partie. Cette situation fit de la province de Battambang, non seulement l'endroit de passage des soldats siamois, mais aussi le lieu d'asile politique des rois pro-siamois pendant les attaques des envahisseurs vietnamiens¹⁰⁸. Elle constitua alors une sorte de territoire tampon entre le territoire cambodgien centré sur l'actuelle région de Oudong/Phnom-Penh et les puissants royaumes d'Ayutthaya puis de Bangkok (après 1767). Cette situation, où le territoire fut exposé aux guerres incessantes entre les deux pays, lui fut néanmoins extrêmement préjudiciable. Les témoignages de missionnaires européens rapportent notamment les ravages des expéditions siamoises des années 1770, qui se traduisirent par la mise en esclavage et la déportation au Siam de presque toute la population de la ville de Battambang.

V. Battambang : territoire vassal du Siam (1795 à 1907)

1. L'histoire du détachement de Battambang du Cambodge

La province de Battambang fut détachée du Cambodge pour la première fois en 1795 pendant une période particulièrement troublée de l'histoire du pays khmer. Le roi Ang Non (Ream Reachea ou Ramathipadi III, qui régna entre 1775 -1779), successeur de son demi-frère Utei Reachea ou Ang Ton (1758- 1775), fut assassiné par les mandarins cambodgiens d'Oudong. Ces derniers firent revenir les quatre enfants de l'ex-roi Ang Ton (Ang Eng, Ang Mén, Ang I et Ang Phao) de Baphnom au palais de Banteay Péch, et se nommèrent les régents du Royaume. Le clan du roi Ang Non, dont le ministre *Oknha Yumareach Bèn*, s'enfuirent à Battambang (probablement en janvier 1781)¹⁰⁹ puis se réfugièrent à Bangkok.

À peu près deux ans plus tard, le roi siamois Phra Buddha Yât Fa ou Rama I (1782-1809) ordonna à Bèn de prendre Oudong, ce qu'il fit avec succès. Bèn envoya les quatre enfants de l'ex-roi Utei Reachea (Ang Ton) à Bangkok. L'un des enfants, Ang Eng, fut destiné au trône mais il n'avait que dix ans ; le roi de Siam nomma alors *Oknha Yumareach Bèn* « *Fathalaha* », Ministre-régent et lui confia ainsi le gouvernement du

¹⁰⁷ KHIN Sok, *Thèse de docteur d'Etat : Le Cambodge entre le Siam et le Vietnam (1775-1860)*, Paris, 1987, p. 28-32.

¹⁰⁸ DAM Chhourn, *op.cit.*, p 30.

¹⁰⁹ L'année convertie de l'ère bouddhique à celle de chrétien pourrait compter un an de plus ou de moins : l'année du « rat 2323 » correspond à la période « d'avril 1780 à avril 1781 ».

Cambodge. Les principaux militaires siamois qui avaient aidé Bèn restèrent à Oudong¹¹⁰.

Vers la deuxième moitié de l'année 1794, le roi Rama I intronisa le prince Ang Eng, alors âgé de 22 ans, roi du Cambodge. Ang Eng partit alors de Bangkok avec toute sa cour pour aller gouverner le pays. Bèn devait lui remettre le pouvoir et démissionner avec tous les membres de son gouvernement. C'était pour le roi du Siam une bonne occasion d'affaiblir le Cambodge. Il fit comprendre à Ang Eng que Bèn pouvait être dangereux pour la sécurité du roi et la paix du royaume et obtint pour Bèn et ses collègues l'apanage de la province de Battambang en compensation de la perte de leur pouvoir. Bèn devait, bien entendu, relever directement de Bangkok au lieu de passer par le roi du Cambodge qui était, lui aussi, vassal du Siam¹¹¹. La province de Battambang fut ainsi détachée du Cambodge ; elle comprenait également les territoires de Siem Reap et de Sisophon.

Le roi Rama I offrit à Bèn le titre de « *Chao Phraya Aphaiphubet Bèn* », « *Chao Phraya* » signifiant « Gouverneur de grand territoire ou fonctionnaire au sommet de la hiérarchie¹¹² ». Avant cela, les habitants l'appelaient « *Chao Fa* », ce qui correspond à « prince¹¹³ » et qui était son titre en tant que Ministre-régent d'Oudong. Selon Tauch Chhuong, Bèn était considéré comme « *Sdach Tranh* » ou « *Sdach Dey* »¹¹⁴, en français « Seigneur du territoire », terme utilisé depuis la période préangkorienne pour nommer le roi d'une principauté. Dans ce cas, il n'est pas étonnant que les Français et les Anglais aient traduit le titre de « *Chao Phraya* », qui précéda désormais le nom de chaque seigneur, par « vice-roi »¹¹⁵. La population s'en tint généralement quant à elle à l'expression « *Lok machas* », ou en français « Monseigneur »¹¹⁶, pour désigner ces gouverneurs.

¹¹⁰ *Chao Phraya Kathathorn Thoranin, Chronologies de Muang Battambang* (écrit pour le roi Chulalongkorn), publié par Loeum Aphaivong, l'année de la chèvre 2462 (avril 1919-avril 1920), p.1-2.

Eng Soth, *Chronologies khmers*, Ministère de l'éducation, 2009, tome 6, p. 8-87.

ANOM, Indochine, HCI, 864, IEU Koeus: Battambang et les Thaïs, 1940.

¹¹¹ *Chao Phraya Kathathorn Thoranin, op.cit.*, p.2-3.

ANOM, Indochine, HCI, 864, IEU Koeus: Battambang et les Thaïs, 1940.

¹¹² University of Moral and Political Sciences, *Three seals law*, Bangkok, 2004.

¹¹³ JONE Robert B., *Thai titles and ranks: including a translation of Traditions of royal lineage in Siam by King Chulalongkorn*, Ithaca, Cornell University, 1971.

¹¹⁴ TAUCH Chhuong, *op.cit.*, p. 16.

¹¹⁵ SANTISO Elphie, *op.cit.*, p. 33-34.

¹¹⁶ TAUCH Chhuong, *op.cit.*, p. 180.

2. Les gouverneurs de Battambang

Chao Phraya Aphaiphubet Bèn, le premier gouverneur, était originaire de Phnom Penh. Il a dirigé la province de Battambang pendant quatorze ans et est mort en 1809 à la suite d'une maladie.

En 1810, *Phraya Phibulraj* Bèn, mandarin du gouverneur précédent, fut nommé par le roi siamois Rama II (1809-1824), deuxième gouverneur de Battambang. Celui-ci prit alors le titre de *Chao Phraya Aphaiphubet* Bèn (Bèn II). A la même époque, le fils du premier gouverneur, Ros, qui travaillait comme serviteur à la cour royale de Bangkok depuis 1795, revint à Battambang pour travailler comme assistant du gouverneur Bèn II, et reçut le titre de *Phra Viseth Sunthorn* Ros.

En septembre 1814, Bèn II mourut et trois mois plus tard, *Phra Viseth Sunthorn* Ros fut nommé troisième gouverneur. En 1827, il fut accusé d'avoir commis des fautes par *Phraya Oudom Phakdi* Chhèt, haut fonctionnaire de Battambang. On le fit revenir à Bangkok où il continua à travailler pour la cour royale siamoise avec le titre de *Phra Phiphit Phakdi*.

C'est *Phraya Oudom Phakdi* Chhèt qui devint quatrième gouverneur de Battambang pendant huit ans (1827-1834). Il prit alors le titre de *Chao Phraya Aphaiphubet* Chhèt. À sa mort en 1834, la place de gouverneur de Battambang resta vacante.

En effet, au Cambodge, alors que le roi Ang Eng n'avait régné que pendant trois ans, son fils, Ang Chan, devint « roi du Cambodge ». Son nom de couronnement était Outei Reachea IV. Son règne fut relativement long (1796-1834) mais il ne disposa du pouvoir réel qu'en 1806, à l'âge de seize ans. En 1833, comme Ang Chan s'était rapproché des Vietnamiens, le roi siamois Rama III, Nang Klao, (1824-1851) ordonna à *Chao Phraya* Bodin, grand mandarin siamois, de diriger les troupes pour aller le capturer. Le territoire du Cambodge devint le champ de bataille entre le Vietnam et le Siam. Bien protégé par les Vietnamiens, le roi Ang Chan n'a jamais été capturé par les troupes siamoises qui après plusieurs combats se retirèrent et s'installèrent à Battambang. La province de Battambang fut alors gouvernée par *Chao Phraya* Bodin et devint le siège des armées siamoises.

En décembre 1812, les frères du roi Ang Chan (Ang Sgnuon, Ang Im et Ang Duong) mécontents de voir le roi coopérer avec le Vietnam¹¹⁷ et faire exécuter les

¹¹⁷ ENG Soth, *op.cit.*, p. 82-83.

mandarins khmers qui s'opposaient à cette coopération, quittèrent le pays avec leurs familles et un grand nombre de hauts fonctionnaires pour Bangkok. Ang Snguon y mourut en 1833¹¹⁸.

Chao Phraya Aphaiphubet Chhèt et le roi Ang Chan décédèrent en 1834. En 1835, les deux frères restants de Ang Chan vinrent s'installer Ang Im à Battambang et Ang Duong à Mongkolborey¹¹⁹, tandis qu'à Oudong, la fille d'Ang Chan, Ang Mey, était intronisée par les Vietnamiens.

En 1838, un mur de fortification fut construit autour de la ville de Battambang. Cette même année, avant que les troupes de *Chao Phraya* Bodin ne se retirent à Bangkok, Ang Im fut nommé gouverneur de la province de Battambang¹²⁰.

Cependant, ce prince refusa de se placer sous l'autorité du Siam. Il avait l'ambition de régner, non seulement sur Battambang mais aussi sur tout le territoire du Cambodge. Les Vietnamiens comprirent et envoyèrent un mandarin pour l'inciter à se rallier en lui promettant de le couronner « roi du Cambodge » à Oudong. S'étant mis d'accord avec les Vietnamiens et pour se débarrasser de son concurrent, Ang Im écrivit une lettre de dénonciation au roi de Siam, accusant son frère Ang Duong de trahir le souverain et de s'être rallié au Vietnam. Le prince Ang Duong fut alors détenu dans une prison à Bangkok, et, le prince Ang Im devint le favori du roi siamois¹²¹.

En 1839, le roi Rama III ordonna au prince Ang Im de combattre les éléments anti-siamois à Pursat. Ang Im ordonna aux grands mandarins, *Chao Phraya* Bodin et *Phra Narinthorn Yotha*, d'accompagner les soldats à Maung Russey mais lui-même à cette occasion, ayant capturé le fonctionnaire qui était l'œil du roi de Siam sur la province, *Phraya Balat Phra Yok Krabat*¹²², quitta Battambang pour Oudong avec ses fidèles mandarins et un nombre d'habitants, par la vie fluviale. C'est ainsi que les chrétiens de la province de Battambang suivirent Ang Im, sous la conduite du chef de la communauté, un dénommé Réam Pouthéa. La ville fut incendiée par les soldats de Ang Im afin d'éviter tout retour. Les troupes siamoises poursuivirent les fugitifs. Ceux qui suivaient par la route furent capturés et déportés à Bangkok. Quant à Ang Im et ses associés, ils furent capturés par les troupes vietnamiennes. Les uns furent tués et les

¹¹⁸ *Chao Phraya Kathathorn Thoranin, op.cit.*, p.3-4.

¹¹⁹ Eng Soth, *op.cit.*, p. 88.

¹²⁰ *Chao Phraya Kathathorn Thoranin, op.cit.*, p. 5.

¹²¹ *Chao Phraya Kathathorn Thoranin, op.cit.*, p. 5-7.

¹²² Par le passé, le « *Yok Krabat* » était fonctionnaire attaché au *Krom Wang* (qui contrôlait les affaires du Palais siamois) qui avait une connaissance solide et une expertise dans la gouvernance. Il fut envoyé à la province pour surveiller le travail du gouverneur et faire des rapports pour la cour à Bangkok. Il était aussi procureur, chargé de s'occuper des procès dans la province.

autres furent détenus dans les prisons du Vietnam. Ang Im fut emprisonné à Hué¹²³. Il mourut en 1844 à Mot Chrouk (Chau Doc).

Au début des années 1840, les mandarins khmers à Oudong manifestèrent contre les Vietnamiens. Dans une lettre au roi de Siam, ils demandèrent la libération d'Ang Duong et son intronisation comme roi du Cambodge. En 1842, Rama III accepta et ordonna à *Chao Phraya* Bodin et 15 000 soldats siamois d'accompagner Ang Duong à Battambang, puis à Oudong. Il leur fallut cinq ans pour vaincre les troupes vietnamiennes à Pursat et à Oudong. En 1847, Ang Duong fut officiellement couronné roi du Cambodge¹²⁴. La même année, *Chao Phraya* Bodin rentra à Bangkok et mourut deux ans après.

À Battambang, après le départ d'Ang Im pour Oudong en 1839, la place de gouverneur de Battambang resta de nouveau vacante jusqu'en 1847. Pourtant, en 1842, quand *Chao Phraya* Bodin arriva à Battambang pour accompagner Ang Duong à Oudong (et pour s'opposer aux troupes vietnamiennes sur le territoire du Cambodge), il nomma *Phra Phithak Bodinthorn* Soom, fils de *Chao Phraya Aphaiphubet* Chhèt et qui avait exercé de hautes fonctions pendant la gouvernance de ce dernier, seigneur-régent de Battambang. Toutefois, en même temps, le beau-fils de *Chao Phraya Aphaiphubet* Bèn I, *Phra Norinthorn Yotha* Nong, fut nommé gouverneur-régent de Battambang par la cour de Siam. Toutefois, *Phra Phithak Bodinthorn* Soom ne gouverna la province de Battambang que pendant deux ans ; à sa mort, *Phra Norinthorn Yotha* Nong devint gouverneur-régent¹²⁵.

Pendant la guerre entre le Siam et le Vietnam, beaucoup de changement eurent lieu dans la province de Battambang. Les principaux furent le déplacement du centre-ville vers le lieu actuel¹²⁶, la construction de la muraille autour de la citadelle et la ville (1838), l'installation des troupes siamoises, environ 35.000 personnes provenant principalement de Nakhorn Ratchasima partout dans la province de Battambang ; la division du territoire de Battambang en plusieurs provinces...¹²⁷. J'y reviendrai au chapitre suivant.

¹²³ *Chao Phraya Kathathorn Thoranin, op.cit.*, p. 8.

TAUCH Chhuong, *op.cit.*.

ENG Soth, *op.cit.*, p. 88-91.

¹²⁴ *Chao Phraya Kathathorn Thoranin, op.cit.*, p. 7-8.

ENG Soth, *op.cit.*, p. 91.

¹²⁵ *Chao Phraya Kathathorn Thoranin, op.cit.*, p. 15-16.

¹²⁶ *Chao Phraya Kathathorn Thoranin, op.cit.* : la ville de Battambang se déplaça vers Sangker (chef-lieu actuel) pendant la gouvernance de *Chao Phraya Aphaiphubet* Bèn I.

¹²⁷ TAUCH Chhuong, *op.cit.*, p.18-21.

En 1847, *Phra Norinthorn Yotha Nong* fut donc nommé officiellement sixième gouverneur de la province de Battambang, adoptant le titre de *Chao Phraya Aphaiphubet* Nong. Il gouverna la province pendant douze ans¹²⁸.

En 1860, son fils, *Phraya Kathathorn Year* lui succéda. En 1891, le roi Rama V (1868-1910) lui offrit le titre de *Chao Phraya Kathathorn Thoranin Year*. Celui-ci est mort en 1892. La même année, Rama V nomma *Phra Aphaiphithak Chhum*, fils de *Chao Phraya Kathathorn Thoranin Year*, qui avait fait des études à Bangkok et se montrait très fidèle à la cour de Bangkok, huitième gouverneur de Battambang.

En 1896, lors de la création de nouveau système administratif des « Monthon » ou « circonscription », les quatre provinces annexées au Siam, Battambang, Siem Reap, Phnom Srok et Sisophon, furent regroupées sous le nom de « Monthon Khmer ». Le premier *Samuha Tesapibal*, gouverneur du « Monthon Khmer » était *Phraya Sakdaphidéchha Varrarith*¹²⁹. Il s'installa à Sisophon.

En 1903, à la mort du premier *Samuha Tesapibal* est mort, *Phraya Kathathorn Chhum* fut nommé *Samuha Tesapibal* du « Monthon Borapha », nouveau nom du « Monthon Khmer », avec le titre de *Phraya Aphaiphubet* Chhum. Après la rétrocession de la province au Cambodge en 1907, ce dernier décida de s'installer au Siam et continua à travailler dans l'administration siamoise. Pour récompenser sa fidélité, le roi Rama V lui offrit, le 18 novembre 1907, le titre de *Chao Phraya Aphaiphubet*.

La famille du Seigneur adopta, après la chute de son pouvoir en 1907, le nom de famille « APHAIVONG (อภัยวงศ์) » (« Aphai » les deux premières syllabes du titre de leur ancêtre « Aphaiphubet », et « Vong » qui correspond au mot « famille »)¹³⁰.

Année	Nom du Seigneur	Racine
1795-1809	<i>Chao Phraya Aphaiphubet</i> Bèn (I)	Né à Phnom Penh. Ministre de la Justice puis Ministre-régent gouvernant la cour d'Oudong.
1810-1814	<i>Chao Phraya Aphaiphubet</i> Bèn (ou Pèn) (II)	Né à Phnom Penh. Anciennement <i>Oknha Vibolreach</i> . Haut-mandarin à Battambang, sous la

PAVIE August, *op.cit.*, 165 p.

AYMONIER Etienne, *op.cit.*, 1901.

¹²⁸ *Chao Phraya Kathathorn Thoranin*, *op.cit.*, p. 8.

¹²⁹ *Ibid.*, p. 11.

¹³⁰ TAUCH Chhuong, *op.cit.*, p.71.

		régence de <i>Chao Phraya Aphaiphubet</i> Bèn.
1814-1827	<i>Chao Phraya Aphaiphubet</i> Ros	Fils de <i>Chao Phraya Aphaiphubet</i> Bèn I.
1827-1834	<i>Chao Phraya Aphaiphubet</i> Chhèt	Haut-fonctionnaire du gouverneur de Battambang pendant la période de <i>Chao Phraya Aphaiphubet</i> Ros.
1834-1838	<i>Chao Phraya</i> Bodin	Mandarin, Grand chef militaire, de Bangkok
1838-1839	Le prince Ang Im	Frère cadet du roi Ang Chan et Ang Duong
1839-1942	Vacance	
1942-1943	<i>Phra Phithak Bodinthorn</i> Soom	Fils de <i>Chao Phraya Aphaiphubet</i> Chhèt et haut fonctionnaire pendant la gouvernance de son père Chhèt.
1843-1861	<i>Phra Norinthorn Yotha</i> Nong (gouverneur régent de 1843-1847)	Né au <i>Srok</i> de Treang, province de Takeo.
	<i>Chao Phraya Aphaiphubet</i> Nong (1847-1861)	Ancien secrétaire de <i>Chao Phraya Aphaiphubet</i> Ros qui l'emprisonna pour avoir eu des relations clandestines avec sa sœur Mey (fille de Bèn I) alors veuve. Beau-fils de <i>Chao Phraya Aphaiphubet</i> Bèn I
1860-1892	<i>Chao Phraya Kathathorn Thoranin</i> ¹³¹ Year ou Nhunh	Fils de <i>Chao Phraya Aphaiphubet</i> Nong et de Mey.
1892-1907	<i>Chao Phraya Aphaiphubet</i> Chhum	Fils de <i>Chao Phraya Kathathorn Thoranin</i> Year.

Tableau 13: Des Seigneurs de la province de Battambang

¹³¹ “เจ้าพระยาจักรีธรณินทร์” « Kathathorn » correspond au terme Sanskrit « gadadhara » = « Le porteur de la massue ».

L'examen de cette liste chronologique des gouverneurs de Battambang sous les Siamois, fait ressortir que la province n'a pas formé un fief héréditaire. Ainsi, Bèn I, Bèn II, Chhèt et Ang Im n'avaient entre eux aucun lien de parenté. Ros dut quitter le poste de gouverneur qu'il occupait et qu'avait occupé son père Bèn I. Nong fut nommé gouverneur, non pas parce qu'en légitimant sa relation avec la veuve Mey (fille de Bèn I), il était devenu le gendre de Bèn I, mais parce qu'il était le favori du général siamois *Chao Phraya* Bodin qu'il avait efficacement aidé dans sa campagne contre les Cambodgiens et leurs alliés vietnamiens. Chhum, à la mort de son père, *Chao Phraya Kathathorn Thoranin* Year, n'avait guère l'espoir de devenir gouverneur car il avait un sérieux rival, nommé EM Arun¹³² qui était son cousin et arrière-petit fils de *Chao Phraya* Bodin.

Au lieu d'apporter le tribut à la cour d'Oudong, *Chao Fa* Bèn l'apporta donc chaque année à celle du Siam. Il recevait les ordres du roi de Siam. De cette façon, à partir de 1795, les provinces de Battambang et de Siem Reap ont été considérées comme territoire vassal du Siam, c'est-à-dire, aussi, doté d'une certaine autonomie. Le Siam en a fait un petit état tampon autonome entre lui et son voisin, le Cambodge.

Ce faisant, le Siam poursuivait un double but. À cette époque, il venait de se relever d'une écrasante défaite qui lui avait infligée les Birmans. Ayuthaya, En 1767, la capitale, avait été pillée, incendiée, et le pays divisé en une dizaine de principautés indépendantes. S'il fut rapidement réunifié et pacifié, le roi et les Siamois craignaient une nouvelle invasion birmane. Sans doute voulait-il aussi éviter une réédition des poussées cambodgiennes du XVI^e siècle qu'une éventuelle alliance entre le Cambodge et le Dai Viêt rendait désormais possible. Battambang, Etat-tampon à la dévotion du Siam, était susceptible d'amortir les premiers chocs de troupes khméro-vietnamiennes, et de laisser à Bangkok le temps d'organiser la résistance.

Le second but visé était d'affaiblir le Cambodge en le divisant. Cette politique de morcellement fut appliquée par la suite à la province de Battambang elle-même quand le Siam la trouva trop forte. Il en détacha Siem Reap en 1827 et plus tard Phnom Srok et Sisophon pour en faire de nouvelles provinces relevant directement de Bangkok.

Battambang jouissait cependant sous les Siamois d'une autonomie complète. Le gouverneur possédait un pouvoir absolu sur ses sujets. Il avait sur eux droit de vie et de mort. C'était lui qui rendait la justice en dernier ressort. La province de Battambang

¹³² EM Arun ne fut pas nommé gouverneur pendant la période siamoise mais au début de l'occupation de Battambang par les Français en 1907, celui-ci fut nommé gouverneur.

était considérée comme un fief à exploiter au seul profit de son seigneur qui d'ailleurs ne recevait du roi aucune rémunération. Le gouverneur faisait frapper la monnaie pour les usages intérieurs. Il donnait en affermage la fabrication et la vente de l'opium, la distillation de l'alcool, la tenue des jeux de hasard et les pêcheries. C'est à la fin du XIX^e siècle que fut institué un impôt sur les récoltes de paddy et une capitation dont une partie revenait au trésor royal¹³³.

Comme tribut, le gouverneur ne payait au roi du Siam que quelques piculs¹³⁴ de cardamomes.

Les gouverneurs ainsi que tous les fonctionnaires de la province furent tous Cambodgiens. Seul, un *Kha Luang* siamois résidait auprès du gouverneur : il était d'un rang inférieur à celui du gouverneur et n'avait aucune autorité dans l'administration de la province. Il représentait simplement le gouvernement de Bangkok comme un consul et servait d'intermédiaire entre le gouverneur et le roi du Siam¹³⁵.

Après le traité franco-siamois de 1893, la domination siamoise se fit un peu plus effective avec la création de la circonscription de l'Est en 1896 groupant Battambang, Siem Reap, Phnom Srok et Sisophon sous le contrôle d'un haut fonctionnaire siamois, *Samuha Tesapibal*, résidant à Sisophon. Battambang fut le siège d'une cour d'Appel dont le président seul était siamois. Mais sept ans plus tard, la fonction de chef de la circonscription de l'est revint, comme nous l'avons vu, à Chum qui la cumula avec celle de gouverneur de Battambang. La charge de *Kha Luang* de Battambang occupée par un Siamois fut alors supprimée.

Vers la fin du XIX^e siècle, une milice fut créée à Battambang, suite à l'ouverture d'un consulat français qui disposait d'une milice en uniforme mais non armée.

3. Les divisions administratives

La province de Battambang englobait autrefois 5 anciennes provinces, Siem Reap, Sisophon, Mongkolborey, Teuk Cho et Battambang. Mais, durant le XIX^e siècle, sur décisions de Bangkok, son territoire fut très réduit.

En 1827, Bangkok détacha Siem Reap de la province de Battambang, plus tard Phnom Srok et Sisophon pour en faire de nouvelles provinces relevant directement de

¹³³ *Ibid.*

¹³⁴ « Picul » est une unité traditionnelle asiatique de poids, défini comme «une épaule-charge, autant qu'un homme peut porter sur une épaule pôles". La définition moderne est exactement 60,478982 kilogrammes. La mesure était et reste utilisé à l'occasion à Taiwan où elle est définie comme 60 kg.

¹³⁵ ANOM, Indochine, HCI, 864, IEU Koeus: Battambang et les Thaïs, 1940.

Bangkok.¹³⁶ En 1837, pour montrer la prospérité de la région et pour diminuer le pouvoir du Seigneur, Bangkok décida de séparer Mongkolborey de la province de Battambang¹³⁷. Mongkolborey passa pendant quelques années, sous la gouvernance du prince Ang Duong¹³⁸.

En 1901, Etienne AYMONIER donna une version un peu différente de ces remaniements : « À l'ouest du Grand Lac est la vaste province de Battambang qui fut enlevée au Cambodge à la fin du XVIII^e siècle. Elle était alors beaucoup plus grande qu'elle ne l'est de nos jours. Vers 1846, le grand mandarin siamois qu'on appelait le Chao Khun Bodin jugea prudent de la déplacer. Il organisa en provinces séparées (déjà vérifié). Sisophon que nous avons déjà examinée, Preah Srok qui releva dès lors directement de Bangkok et aussi le grand territoire de Siem Reap. Mais à plusieurs points de vue, géographiques ou politiques, ces diverses contrées sont encore dans l'orbite de Battambang. Elles connaissent l'autorité morale du gouverneur de cette province. Nous devons même y joindre Chongkal quoique ce dernier district dépende actuellement de Sangker. »¹³⁹.

Dans son livre « *Battambang during the time of the lord governor* », TAUCH Chhuong mentionne que pour diminuer le pouvoir du nouveau gouverneur Chao Phraya Aphaiphubet Nong, Chao Phraya Bodin divisa, en 1845, le territoire de la province de Battambang en plusieurs provinces : Battambang, Siem Reap, Sisophon, Chongkal et Preah Srok (Phnom Srok ?), les deux dernières étant peu étendues. La province de Battambang elle-même se composa alors de 4 districts : Battambang, Mongkolborey, Maung Russey et Srè Anteak.

Selon une lettre de 1874 de Francis Garnier à son Ministre, le Duc de Decazes, Battambang était classée dans la partie Nord-Est de Bangkok avec les Etats tributaires du Laos et relevant du ministre de l'Intérieur siamois, Phraya PUTARAPAI. Ce document ne précise pas si « Battambang » inclut ou non les autres territoires comme Siem Reap, Sisophon, Chongkal et Preah Srok qui avaient été séparés de la province de Battambang dans la première moitié du XIX^e siècle. Cependant, la nouvelle division administrative signalée par Garnier indique que Battambang avait vraisemblablement

¹³⁶ *Ibid.*

¹³⁷ PAWAKAPAN Puangthong, *Wars, trade and Nationalism in Thai-Cambodian Relations*, 2009, 139p. p.11-29.

¹³⁸ En 1835, Ang Im venait s'installer à Battambang et devint gouverneur de cette province en 1838 tandis qu'Ang Duong s'installait à Mongkolborey en 1835.

¹³⁹ AYMONIER Etienne, *op.cit.*, p 278-283.

été intégrée du territoire de Thaïlande (comme d'autres provinces siamoises) ce qui n'était pas encore le cas des États tributaires comme le Laos¹⁴⁰.

Avant 1890, des fonctionnaires siamois travaillaient sous le contrôle des « *Lok machas* » en recevant directement un salaire de celui-ci. Mais, à partir des années 1890, une sorte de thaïsation commence. La cour de Bangkok créa tout un réseau de commissaires siamois pour noyauter les États tributaires et les provinces éloignées de la capitale¹⁴¹. L'organisation administrative du territoire fut fixée selon le système en vigueur dans le royaume du Siam. A partir de 1894, inspiré par le système anglais de gestion du territoire de Birmanie et de Malaisie, le roi Chulalongkorn modifia l'organisation administrative sur tout le territoire siamois en le divisant en « *Monthon*¹⁴² » (« cercle ou circonscription »). Chaque *Monthon* se composait de plusieurs provinces dirigé par un *Tesapibal* (เทศาภิบาล), littéralement « contrôleur du territoire ».

Comme nous l'avons écrit plus haut, un « Monthon Khmer » fut créé en 1896. Un *Kha Luong* (mandarin siamois) fut nommé et travailla auprès du gouverneur. En 1899, pour bien intégrer le « Monthon Khmer » dans l'ensemble de la Thaïlande, le nom en fut changé en « *Monthon Tawan Ork* », c'est-à-dire « région de l'Est ». En 1903, après la mort du premier *Tesapibal*, il y eut à nouveau un changement de nom, le « *Monthon Tawan Ork* » devint « Monthol Borapha », ce qui a le même sens. Et le chef-lieu de ce « *Monthon* » fut déplacé de Sisophon à Battambang.

4. Les trois classes sociales à Battambang

La population de Battambang était divisée en trois classes sociales, identifiées par les vêtements et le langage utilisé. D'abord, il y avait les nobles, c'est-à-dire la famille du gouverneur et les fonctionnaires. C'étaient de grands propriétaires fonciers¹⁴³ : tous les terrains agricoles étaient censés appartenir au *Lok machas*, maître du sol. D'après Tauch Chhuong et le commissaire français Roland en poste à

¹⁴⁰ AMAE, Cor Pol, Siam, 6, p. 291-297.

¹⁴¹ SANTISO Elphie, *op.cit*, p. 35.

¹⁴² Chaque « *Monthon* » engloba de 5 à 6 provinces. Les trois premiers « Monthol » fondés en 1894 étaient : *Monthol Phisanulok*, *Monthol Prachin* et *Monthol Nakhorn Ratchasima*.

¹⁴³ Le système traditionnel siamois « *Sakdina* » pratiqué jusqu'à 1890 : chaque titre de fonctionnaire siamois à cette époque apportait en même temps un droit à la possession de terres agricoles. Par exemple : *Chao Phraya* possédait théoriquement une surface agricole de 10 000 Rai (1 rai = 1 600 m²).

Battambang, les *Lok Machas* et les membres de leurs familles étaient violents, injustes, cruels envers le peuple et leurs esclaves, et très attachés à leurs prérogatives¹⁴⁴.

Une deuxième classe sociale regroupait les hommes libres, agriculteurs, artisans, pêcheurs et commerçants... qui devaient payer les taxes au *Lok Machas*. Enfin, les esclaves qui travaillaient pour avoir de quoi manger constituaient la dernière classe ; c'étaient surtout des prisonniers de guerres¹⁴⁵ ou des engagés pour dettes.

5. L'économie de Battambang

En 1833, quand le roi siamois Rama III décida de relancer la guerre contre le Vietnam, le Cambodge redevint champ de bataille et la province de Battambang redevint le lieu de passage des troupes siamoises. Les principaux objectifs de l'armée siamoise étaient de détruire les camps vietnamiens et de réoccuper le territoire cambodgien. Mais cette fois-ci, Bangkok s'attacha à protéger Battambang qui était devenu une des ressources importantes de l'économie siamoise. La culture du riz continua normalement pour répondre aux besoins alimentaires et économiques du Siam. Après la victoire, Bangkok fit déplacer des habitants de Phnom Penh à Battambang. La communication Phnom Penh-Laos fut interrompue. Battambang devint alors un passage important entre le Laos et la Thaïlande¹⁴⁶.

Bangkok essaya, mais en vain, d'attirer tous les commerçants laotiens ou cambodgiens à passer par la Thaïlande quoique les gouverneurs de la province de Battambang firent tout leur possible pour collecter les productions de la province de Battambang et de la région limitrophe (Siem Reap, Pursat...) et les vendre au Siam. En plus, les autorités siamoises investirent fréquemment le tribut laotien dans l'achat des productions dans la province de Battambang. Ces productions se transformaient plus tard en produits exportés du Siam. À part le riz et les poissons, la cardamome était un produit très précieux. Chaque année, le Siam ramassait 800 *hap* soit 48 tonnes¹⁴⁷ de cardamomes dont la plupart était de Battambang, Siem Reap et Pursat. Chanthaburi fournissait également des cardamomes, mais la qualité était inférieure à celles de Battambang, Siem Reap et Pursat. Presque la totalité (sept sur huit) des cardamomes

¹⁴⁴ TAUCH Chhuong, *op.cit.*, p. 50.

AMAE, Cor Pol, Siam, 8, p.277.

¹⁴⁵ TAUCH Chhuong, *op.cit.*, p. 49.

¹⁴⁶ À cette période, le commerce du Laos s'est fait en trois voies principales : en direct avec le Vietnam, de la région ouest du pays-Khorat-Chao Phraya et de la région sud-ouest du pays- Siem Reap-Battambang-Thaïlande.

¹⁴⁷ 1hap= 60kg

ramassées furent exportées en Chine. Le revenu s'éleva à 140.000 baths. En 1845, le tribut total collecté dans la région nord-est du Siam était surtout pour moitié le revenu de vente des cardamomes importées de Battambang et Pursat.

Le roi Ang Duong, couronné avec le soutien de Bangkok, estima alors que Battambang deviendrait le territoire intermédiaire dans la relation Siam-Cambodge. Certes, Battambang avait sa propre monnaie « *Prak Pè* » symbolisée par l'écriture en khmer « ព្រះដំបង (Preah Dambang) » mais la circulation en même temps des monnaies siamoises, indochinoises et cambodgiennes (produites par le roi Ang Duong vers 1847) dans les échanges économiques à Battambang attiraient l'attention des commerçants des deux côtés.

En 1903, quand Battambang devint le chef-lieu de « *Monthon Borapha* », le Siam annonça son intention de construire une ligne de chemin de fer, Bangkok-Battambang, pour faciliter les échanges économiques avec le Siam. Les Français furent persuadés que le nouveau système d'organisation administrative et la nouvelle voie de communication ruinerait complètement leur commerce avec Battambang. Comprendant l'importance de cette zone riche, peuplée, bien localisée et favorable au commerce, la France mit la pression sur le Siam afin de la récupérer¹⁴⁸.

Battambang était bien sûr sous l'autorité siamoise mais les habitants de Battambang ont su bien préserver leur langue et leur littérature. Ils apprenaient le khmer au monastère bouddhique. C'est à la fin de la domination siamoise (dans les années 1890) qu'eut lieu l'instauration d'un système scolaire au Siam et que l'enseignement du siamois a été organisé dans trois monastères de la province de Battambang : *wat* Pipeut, *wat* Sangker et *wat* Kamphèng. Cependant, pour faire des études au niveau supérieur, les jeunes et les moines bouddhiques khmers devaient aller à Bangkok¹⁴⁹. À cette période, une certaine rivalité intellectuelle et économique commença à se faire jour entre Battambang et Siem Reap d'une part, Oudong (la capitale du Cambodge jusqu'en 1866) et Phnom Penh, d'autre part. Battambang commençait en effet à s'imposer comme un centre de passage des moines (et donc des intellectuels) entre Bangkok et le Cambodge.

¹⁴⁸ FOREST Alain, *Le Cambodge et la colonisation française : histoire d'une colonisation sans heurts (1897-1920)*, Paris, L'Harmattan, 1980, p. 167-177.

¹⁴⁹ TAUCH Chhuong, *op.cit.*, p. 159-168.

6. La rétrocession

Évidemment, le droit privilégié ne fit l'objet d'aucun « traité ». Même l'accord de mettre la province de Battambang sous l'autorité de Bèn I entre le roi Ang Eng et le roi siamois Rama I, pendant le règne de ce dernier, n'était justement qu'un accord « oral ». Dans cet accord, Battambang serait rendu au Cambodge après la mort du roi Siamois, Rama I. Malheureusement, Ang Eng est mort un an après. Leurs successeurs pro-vietnamiens, Ang Chan¹⁵⁰ (1806-1834) et Ang Mey (1834-1847), la fille d'Ang Chan, ne purent jamais réclamer ce territoire. Après une trentaine d'années de guerre entre le Siam et le Vietnam sur le territoire du Cambodge, les deux derniers seigneurs se mirent d'accord pour couronner Ang Duong, fils cadet d'Ang Eng, qui était encore jeune et pro-siamois.

Pour que le Siam reconnaisse le protectorat français installé au Cambodge en 1863, la suzeraineté du Siam sur Battambang et Siem Reap a été reconnue officiellement par la France par le traité du 15 juillet 1867 qui fixa officiellement la nouvelle frontière entre le Cambodge et le Siam.

En abandonnant la province de Battambang au Siam par le traité du 15 juillet 1867, les Français étaient persuadés que la moitié du Siam serait bientôt placée sous le protectorat français. Ce traité n'avait donc aucune importance pour eux. Mais l'influence de la Grande-Bretagne faisait du Siam un Etat dynamique entre les deux zones coloniales¹⁵¹. Ni le Cambodge, ni la partie française ne purent l'accepter. Ce fut alors l'origine de toutes les querelles qui, pendant 40 ans, empoisonnèrent la relation entre l'Indochine et le Siam¹⁵².

Sous la pression des autorités françaises, en 1893, la région de Battambang fut démilitarisée.

Selon le traité du 23 mars 1907, approuvé par la loi du 20 juin 1907, ratifié par décret du 27 juin 1907 et publié dans le journal officiel de l'Indochine en 1907 à la page 1260, le Siam devait céder à la France le territoire de Battambang, Siem Reap et Sisophon, en échange avec les territoires de Dansaï et Kratt. Ces territoires furent intégrés dans l'Union indochinoise. Battambang, Siem Reap, Phnom Srok et Sisophon

¹⁵⁰ Ang Chan, fils d'Ang Eng, est couronné par le Siam. Mais lors de l'invasion vietnamienne celui-ci donnait le dos au Siam et coopérer avec le Vietnam.

¹⁵¹ FOREST Alain, *Le Cambodge et la colonisation française*, p. 169.

¹⁵² ARCHIMBAUD Léon, *le retour au Cambodge d'Angkor et de Battambang*, Paris, La revue du pacifique, N° 9, Année 1, 15 janvier 1930, p. 1.

ont été rattachés au Cambodge par un arrêté du gouverneur général en date du 27 juin 1907, approuvé par décret du 20 septembre 1915¹⁵³.

Un certain nombre de partisans des Siamois, notamment des chefs locaux, favorisés par différentes concessions, telles que l'exemption de corvée, la protection en justice, etc., craignirent que ce changement ne nuisît à leur propre situation. Ils se mirent donc du côté du gouverneur APHAIVONG et tentèrent alors de profiter de ce délai pour troubler la situation dans l'espoir d'obtenir ou de maintenir le statu quo. Le 1^{er} juillet, quelques jours après l'arrêté du gouvernement général (27 juin), 2.000 à 3.000 manifestants vinrent réclamer l'abrogation du traité du 23 mars 1907 devant le bureau du conseiller français du roi de Siam à Battambang, mais ce fut sans conséquence¹⁵⁴. Avec la participation des délégués des deux cotés, la Thaïlande et la France, la rétrocession de la province de Battambang et d'autres territoires, précisés dans le traité, eut lieu le 3 juillet 1907. La majorité des membres de la famille du gouverneur, en particulier les enfants et les petits enfants de *Chao Phraya Aphaiphubet Chhum*, quittèrent Battambang pour le Siam avant le jour de la rétrocession en obtenant la nationalité siamoise. Ils s'installèrent principalement à Prachinburi (*Chao Phraya Aphaiphubet Chhum* venait travailler pendant un certain temps à Bangkok) où *Phraya Kathathorn* mourra la nuit du 27 au 28 août 1922¹⁵⁵. On peut, aujourd'hui, les identifier par leur nom de famille « APHAIVONG ». Ceux qui restèrent au Cambodge obtinrent la nationalité cambodgienne, mais ils n'avaient pas utilisé le nom de famille¹⁵⁶. On ne peut pas facilement les identifier.

VI. La province de Battambang de 1907 à 1939

À partir du 16 juillet 1907, la province de Battambang fut placée sous l'autorité du Conseil des Ministres et du roi du Cambodge. Les Français et les Cambodgiens commencèrent alors à la réorganiser pour qu'elle se développe et s'intègre dans le système administratif cambodgien. Beaucoup de changements ont été faits pour supprimer l'influence siamoise. Un an plus tard, vers 1908, les Français réussirent à

¹⁵³ ANOM, INDO, HCI, CD 12.

¹⁵⁴ FOREST Alain, *Le Cambodge et la colonisation française*, p. 177.

GLECH Guy, *Thèse de doctorat : Le Siam et ses relations avec la France*, Faculté de Droit de l'Université de Paris, 15 mars 1947, p. 123-124.

¹⁵⁵ FOREST Alain, *Le Cambodge et la colonisation française*, p.177.

¹⁵⁶ TAUCH Chhuong, *op.cit*, p. 180.

bien intégrer la province de Battambang dans le système administratif cambodgien¹⁵⁷ mais les influences siamoises étaient encore importantes.

Selon le journal thaïlandais « Thai Ekkarat » paru entre le 29 mars et 15 mai 1941, le territoire rétrocédé fut nommé « territoire de Battambang » englobant la province de Battambang, la province de Siem Reap et la province de Sisophon, probablement pour mieux gérer le territoire séparé du Cambodge durant plus d'un siècle. La province de Sisophon devint plus tard « un district » de la province de Battambang.

Après la rétrocession de Battambang, il y eut des rébellions contre les Français à Kralanh, Teuk Cho, Maung Russey et Mongkolborey où l'on compta quelques morts parmi lesquels le lieutenant français Timonier. Pour rendre hommage au lieutenant Timonier, des autorités françaises ont baptisé des soldats Cambodgiens à Battambang « groupe Timonier ». Plusieurs soldats khmers furent recrutés. Les Français faisaient également venir à Battambang plusieurs troupes vietnamiennes pour des raisons de sécurité¹⁵⁸. Tout le territoire de Battambang fut strictement contrôlé et surveillé. Les rebelles utilisaient des matériels traditionnels, et ne pouvaient guère tenir contre les Français. Une autre rébellion eut lieu dans la chaîne de Cardamomes mais elle fut également battue par les Français. Plusieurs suspects furent arrêtés, qui d'après les journaux français, étaient des anciens fonctionnaires du gouvernement siamois. C'étaient surtout ceux qui gardaient avec Bangkok des contacts réguliers par courriers ou par navette Bangkok-Battambang. On les identifia comme un ancien maire de *srok* Teuk Cho ; *Khun* Thepsombat, un homme proche de l'ex-gouverneur de Battambang ; *Nai* Thab, un commerçant bien connu à Battambang ; *Nai* Siri Phithakphon, ancien maire de *srok* Mongkolborey ; *Luang* Rithy, fils de *Nai* Siri Phithakphon...

Les Français se demandaient quel était le but des rebelles : l'opposition à la colonisation française de Battambang ou bien le retour du gouverneur Aphaivong? Ils essayèrent de trouver une solution en nommant Em Arun, neveu de *Phraya Kathathorn* qui habitait encore à Battambang, gouverneur de la province de Battambang, avec à ses côtés un résident français pour l'aider et le superviser. Pour témoigner de sa sympathie pour le nouveau gouverneur, le roi Sisowath lui attribua plus tard le titre de « *Oknha Athipadey Séna* »¹⁵⁹. Ce dernier était au pouvoir justement pour une courte durée.

¹⁵⁷ FOREST Alain, *Le Cambodge et la colonisation française*, p. 178.

¹⁵⁸ Journal en langue thaï « Thai Ekkarat » paru du 29 mars 1941-15 mai 1941.

¹⁵⁹ TAUCH Chhuong, *op.cit.*, p. 221-223.

La province de Battambang s'intégrait petit à petit dans le système administratif de l'ensemble du Cambodge. Pourtant, les Français constataient les relations très proches entre le Cambodge et le Siam dans les domaines de la religion, la culture et la politique qui avaient été implantées depuis le XVII^e siècle. Ils tentèrent de réduire au maximum ces relations.

Beaucoup de projets de développement social avaient lieu tels que l'établissement des écoles), la construction de chemin de fer, les nouveaux bâtiments coloniaux...etc. Pourtant, comme d'autres provinces coloniales, les impôts étaient très lourds.

Le traité franco-siamois de commerce et de navigation du 7 décembre 1937 confirma les frontières du Cambodge fixées par le traité de 1907.

DEUXIEME PARTIE

**Battambang pendant la période thaïlandaise
(1941-1946) et son retour au Cambodge (1946-
1953)**

Chapitre 3

Battambang pendant la période thaïlandaise (1941-1946)

I. Avant l'arrivée des Thaïlandais

1. La situation de l'Asie à l'aube de la seconde guerre mondiale

Alors qu'en Europe, sous la direction d'Adolf HITLER, l'Allemagne se préparait activement à la guerre, en remilitarisant par le service militaire, la production d'armes et en réoccupant un an plus tard en 1936 le territoire démilitarisé (selon le traité de Versailles) de la rive gauche du Rhin, en Asie, le Japon s'imposait comme une puissance mondiale.

Dès 1937, il était officiellement en guerre avec la Chine et occupait certaines provinces chinoises. Les Japonais croyaient que le seul moyen de vaincre la Chine était de la priver des armes et munitions que lui faisaient parvenir les étrangers, Anglais et Français, par trois voies principales : à l'est, par la mer ; au nord, par la Mongolie extérieure ; au sud, par la route birmane ouverte en 1940 et par la voie ferrée Tonkin-Yunnan. La faiblesse française dans la guerre européenne favorisa les ambitions japonaises sur l'Indochine. Bientôt, toute communication et toute aide furent interrompues entre la France vaincue et occupée depuis l'armistice du 22 juin 1940, et l'Indochine. Dès le 18 juin 1940, le Japon lança un ultimatum pour interdire le transit de matériel stratégique à destination des troupes nationalistes chinoises au travers de la frontière sino-tonkinoise. Persuadé que l'Angleterre et la France ne pourraient pas résister à l'Allemagne, le Japon proposa au gouvernement de Vichy le droit d'installer et de faire se déplacer librement des troupes sur le territoire de l'Indochine.

Un accord politique fut signé le 30 août 1940, aux termes duquel le Japon reconnaissait la souveraineté française sur l'Indochine et s'engageait à en respecter l'intégrité territoriale, tandis que la France admettait la prééminence du Japon en Extrême-Orient.

Le 1^{er} août 1940, le ministre des Affaires étrangères du Japon, Matsuoka YOSUKE, annonça l'intention du gouvernement japonais de créer une « sphère de

coprosperité de la Grande Asie orientale» dans le but de regrouper tous les pays occupés par l'armée et la marine impériale japonaise. Il lança le slogan « L'Asie pour les Asiatiques », insista sur l'influence néfaste du colonialisme occidental et présenta les occupants japonais comme des libérateurs. Toutefois, le projet premier de la « Sphère » demeurait l'expansion de l'Empire et la sécurité d'accès aux ressources de l'Asie du Sud. En octobre 1940, Bangkok a fait une promesse verbale secrète avec le Japon de le soutenir en cas d'une invasion japonaise de la Malaisie et de la Birmanie. Le 21 décembre 1941 la Thaïlande adhéra officiellement à la Sphère. Désormais alliés, Thaïlande et Japon devaient se soutenir par tous les moyens, économiques, politiques et militaires. La Thaïlande autorisa ainsi le déplacement libre des soldats et matériels militaires japonais sur son territoire. Cette politique du gouvernement de PHIBULSONGKHRAM faisait de la Thaïlande le seul État pleinement souverain allié de l'Empire du Japon, les autres gouvernements asiatiques inclus dans la Sphère étant soit des régimes de collaboration dans les territoires occupés par le Japon, soit des gouvernements indépendants, mais sévèrement contrôlés par l'armée japonaise.

Le 22 septembre 1940, le gouvernement de Vichy accepta la demande japonaise de débarquement de troupes à Haiphong et d'utilisation des aéroports français d'Indochine, en échange de la reconnaissance de l'autorité coloniale française en Indochine. L'Indochine devenait une région stratégique dans le dispositif militaire japonais pour accéder à la Birmanie, à l'Inde, à la péninsule Malaise, en passant par la Thaïlande.

Avec la formation de l'Axe Rome-Berlin-Tokyo, signé à Berlin le 27 septembre 1940, l'Allemagne et l'Italie reconnurent le leadership du Japon en Asie tandis que le Japon reconnaissait le leadership de l'Allemagne et de l'Italie en Europe.

2. Les relations franco-siamoises à propos du territoire de Battambang

La France était attentive à la politique nationaliste du gouvernement PHIBULSONGKHRAM et à la menace qu'elle faisait peser, notamment sur l'intégrité territoriale de l'Indochine. Mais pendant qu'elle fut en guerre avec l'Allemagne, elle se sentait capable de continuer à assurer la sécurité du territoire indochinois. Elle demanda tout de suite au gouvernement thaïlandais de signer un pacte de non agression, ce qui fut fait au palais de Suon Kolap à Bangkok le 12 juin 1940. L'article 1 du pacte précisait : « *Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à ne recourir en aucun cas à la guerre ou à tout acte de violence ou d'agression contre l'autre, soit isolément, soit*

conjointement avec une ou plusieurs tierces puissances et à respecter l'intégrité territoriale de l'autre Partie Contractante ». Malheureusement, dix jours après la signature du pacte, la France était envahie par l'Allemagne. Le gouvernement de Vichy demanda au gouvernement thaïlandais, le 11 septembre 1940, d'accélérer la ratification du pacte de non agression. Mais la Thaïlande répondit qu'elle ne ratifierait le pacte que si la France acceptait les trois propositions suivantes :

1. la France doit appliquer la loi internationale en prenant le thalweg du Mékong comme frontière naturelle ;
2. la France doit rétrocéder à la Thaïlande les territoires de la rive droite du Mékong et ceux de Chaiburi et Champasak ;
3. la France doit garantir, au cas où l'Indochine ne serait plus sous son autorité, la rétrocession du Laos et du Cambodge à la Thaïlande¹⁶⁰.

Les Français rejetèrent évidemment ces exigences dans leur réponse du 17 septembre 1940 :

1. le gouvernement français n'exige pas que le pacte de non-agression entre en vigueur avant la ratification mais souhaite que la ratification soit faite le plus vite possible ;
2. le gouvernement français ne voit pas pourquoi le gouvernement thaïlandais croit que la situation en Indochine est instable ;
3. le gouvernement français enverra ses délégués pour discuter avec le gouvernement thaïlandais du problème concernant le Mékong et aussi pour effectuer la ratification du pacte de non agression ;
4. le gouvernement français déclare combattre toutes les tentatives de changement de la situation politique et de l'intégrité territoriale en l'Indochine. La revendication territoriale de la rive droite du Mékong ne sera jamais acceptée, et la demande de s'engager à rétrocéder le Laos et le Cambodge est considérée comme sans objet.

La France remarquait également que la Thaïlande ne respectait pas le traité franco-siamois du 23 mars 1907 concernant l'arrêt définitif de toutes les revendications

¹⁶⁰ Kromyuthaseuksa, Thahan Kong Banchakarn Thahan Soungsud Krasuong Kalahom (กรมยุทธศึกษาทหาร กองบัญชาการทหารสูงสุด กระทรวงกลาโหม, Prawatisat Karnsongkhram Khorng Thai Nai Maha Asia Borapha (ประวัติศาสตร์การสงครามของไทยในสงครามมหาเอเชียบูรพา), Ministère de l'Intérieur « *Histoire de la guerre de la Thaïlande durant la guerre de l'Asie de l'Est* », Bangkok, 1997, p.12.

thaïlandaises sur les territoires cédés à l'Indochine française, traité que la Thaïlande elle-même avait proposé¹⁶¹.

Toutefois, le gouvernement français ne parvint pas à calmer les revendications territoriales thaïlandaises, encore encouragées par l'accord du 22 septembre 1940, où le Japon obtint l'utilisation des aérodrômes indochinois, le stationnement de ses soldats, et le droit de transit par le Tonkin. Le grand nombre de soldats français qui furent tués et blessés pendant les 3 jours de combats, du 22 au 24 septembre, contre les soldats japonais à Langson et Dongdang, puis le bombardement du port de Haiphong le 24 septembre, furent également autant d'encouragements¹⁶².

3. La revendication thaïlandaise

Les dirigeants thaïlandais ne pardonnaient pas à la France d'avoir rattaché à l'Indochine, deux vastes régions économiquement importantes : le Laos et la province de Battambang sur lesquels le gouvernement de Bangkok prétendait avoir des droits historiques. Les dirigeants du pays et le peuple thaïlandais conservaient toujours l'espoir d'une revanche et d'un retour de ces territoires.

À la suite du coup d'État du parti du Peuple le 24 juin 1932, une monarchie constitutionnelle fut instaurée. À la faveur du renforcement progressif du pouvoir des militaires, au premier rang desquels le major PHIBULSONGKHRAM, le nationalisme thaïlandais réapparut. Le 23 juin 1939, Bangkok changea le nom de Siam contre celui de Thaïlande, montrant ainsi ouvertement son rejet d'une dénomination censée être d'origine étrangère et son ambition à diriger tous les populations d'origine thaïe et leurs territoires. La première ligne de l'hymne national qui fut composé alors et demeure utilisé jusqu'aujourd'hui exprimait une telle aspiration : *prathet thai ruam lueat luea chat chuea thai* (ประเทศไทยรวมเลือดเนื้อชาติเชื้อไทย), traduite en 1939 par le colonel *Luang Saranuprabhandi* : «*Thailand is the unity of Thai blood and body* »

La volonté d'annexion des territoires des Etats voisins où vivaient des ethnies thaïes faisait l'objet d'une campagne majeure du gouvernement. Cette politique était soutenue par le peuple et approuvée par tous les membres du Cabinet. Dès lors, la Thaïlande étendit cette campagne à l'annexion du Cambodge et du Laos. La presse mit

¹⁶¹ *Phan Ek Saeng Julajarith* (พันเอกแสง จุลละจาริตต์), *Krom Rodfai Kup Seuk Korani Piphat Indochine Frungsed Lek Songkhram Maha Asia Borapha*, (กรมรถไฟกับศึกกรณียพิพาทอินโดจีนฝรั่งเศส และ สงครามมหาเอเชียบูรพา) «*Commission de la voie terrestre et la guerre de l'Indochine française, et la guerre de l'Asie de l'Est*, Bangkok, p.115.

¹⁶² *Ibid.*, p.108.

en cause le traité du 23 mars 1907 à propos de ses frontières avec l'Indochine, et celui de 1908 qui avait fixé, avec l'Angleterre, les limites de la Birmanie et des Etats malais.

Ce fut donc l'armistice franco-allemand qui offrit à la Thaïlande l'occasion d'entrer en conflit ouvert avec la France. Le 11 septembre 1940, alors que le gouvernement de Vichy demandait à ce que soit accélérée la signature du pacte de non-agression, le gouvernement thaïlandais lui envoyait un aide-mémoire dans le but de récupérer les territoires cédés en 1904 et 1907. Le gouvernement de Vichy fit la sourde-oreille. Le 6 octobre, Chai PRADIPASENA, un ministre du gouvernement de PHIBULSONGKHRAM, s'adressa directement à l'amiral Decoux pour lui présenter les revendications de Bangkok. Une semaine plus tard, le 14 octobre, le gouvernement de Vichy rejetait formellement les prétentions thaïlandaises.

Les étudiants à Bangkok supportaient et encourageaient leur gouvernement dans la campagne de revendication. Le 9 octobre 1940, au moins 3.000 étudiants des universités de Chulalongkorn et de Thammasat manifestèrent en marchant de leurs universités vers le ministère de l'Intérieur. Il en fut de même dans plusieurs provinces de la Thaïlande. Le plus grand rassemblement (50.000 Thaïlandais) se tint sur la place royale Sanam Luang à Bangkok. Après que la radio de Manille eut informé sur ces manifestations, le Premier ministre intervint et demanda aux habitants de se calmer en leur promettant « le succès de la revendication ».

Le 20 octobre, le Premier ministre thaïlandais, PHIBULSONGKHRAM, déclara : *« Nous avons regretté que les Français aient méconnu nos bonnes intentions. Ils ont refusé par deux fois de prendre en considération nos propositions. Le pacte de non-agression déjà signé aurait perdu toute signification étant donné que les bonnes relations d'amitié ne peuvent exister que sur la base de la sympathie mutuelle et de la justice. Par conséquent les conditions n'étaient pas encore mûres pour l'échange des ratifications de ce pacte. Et nous n'avons pas non plus l'occasion de négocier plus avant avec le gouvernement français, à moins qu'il n'accepte les propositions thaïes pour la prochaine réunion à Bangkok d'une commission mixte. De toute façon j'ai confiance que, sur la foi d'innombrables évidences, nous obtiendrons sans aucun doute le retour de nos territoires perdus. En vertu des documents authentiques et des traités, personne ne doutera que la France n'eût recours à la force armée pour s'emparer de ces territoires à nos dépens. Même les Britanniques ont certifié ce fait. Dans un tel cas*

*le monde ne manquera pas d'accorder sa sympathie à la demande thaï laquelle est faite justement et soutenue par tous les Thaïs »*¹⁶³.

Le 12 novembre 1940, il publia un livre blanc pour affirmer ses droits sur la province de Battambang et d'autres territoires cédés à la France en 1904 et 1907. Dans ce livre blanc et dans des chansons patriotiques écrites par *Luang Vichit VADHAKARN*, idéologue nationaliste en chef et organisateur de campagnes culturelles au cours de la période pré-Deuxième Guerre mondiale, il était non seulement que le territoire de Battambang Siem Reap était à la Thaïlande mais encore que les Cambodgiens appartenaient génétiquement à la race thaïe. « *Non seulement le Cambodge appartient à la Thaïlande mais les Cambodgiens eux-mêmes se rendent très bien compte qu'ils sont de race Thaï* »¹⁶⁴. Le livre blanc ajoutait que « la province de Battambang qui avait été un territoire vassal de la Thaïlande pendant une centaine d'années (1795-1907), fut cédée injustement au Cambodge. Les habitants de la province qui étaient surtout thaïlandais étaient séparés de leurs frères et sœurs ». (Voir la chanson dans le Chapitre 3, II.3.2.D : La propagande idéologique).

Les familles royales, les nobles et aussi les habitants firent des dons pour soutenir le gouvernement dans sa revendication. Le 19 novembre 1940, le montant total de ces dons était de 677.784,49 baths. Le ministère de l'Intérieur déclara que ce serait suffisant pour mener à bien l'affaire de la revendication territoriale¹⁶⁵. Le 29 novembre, les habitants de Bangkok et des provinces limitrophes se rassemblèrent encore une fois à Sanam Luang. Ils demandaient au gouvernement thaïlandais de recourir à la force pour reprendre les territoires à l'Indochine tout en déclarant qu'ils étaient prêts à sacrifier leur propre vie à cette fin.

À la fin de 1940, Bangkok s'assura du soutien actif du Japon, de la sympathie des Etats-Unis et de la neutralité de la Grande-Bretagne. Toutes les démarches françaises effectuées discrètement à Manille et à Singapour pour attirer l'attention des représentants américains et britanniques sur les conséquences prévisibles de la collusion entre la Thaïlande et le Japon se terminèrent sur des échecs. Notamment, les Japonais étaient immédiatement informés de ces contacts par les Thaïlandais qui étaient, quant à eux, informés directement par les diplomates américains en poste à Bangkok. Les

¹⁶³ ANC, Fond de documentation, box 674 : Ministère de l'Information du Cambodge, *Battambang et son passé*, Phnom Penh, 1968, p. 19.

¹⁶⁴ Affirmation du gouvernement thaïlandais figurant dans le livre blanc du 12 novembre 1940 et dans la chanson patriotique « Monthon Borapha ».

¹⁶⁵ *Phan Ek Saeng JULAJARITH* (พันเอกแสง จุลจาริตร์), *op.cit.*, p.119-120.

Thaïlandais avaient trouvé également des alliés en la personne de journalistes américains tels William FISHER, W.H. CHAMBERLAIN, K.LANDON, V.THOMSON et autres, et ils bénéficiaient aussi d'un soutien ouvert des journaux singapouriens à leurs thèses¹⁶⁶.

Enfin, il faut retenir qu'en décembre 1940, avec l'appui de la Thaïlande, un premier groupe de *Khmers Issarak* fut fondé à Bangkok, dirigé par un Cambodgien, POC Khun. Ce groupe se donnait pour but de chasser les français du territoire cambodgien, mais pratiquement il servait à appuyer les prétentions de la Thaïlande sur les provinces du nord du Cambodge. Après que Battambang fut donné à la Thaïlande, ce groupe sera d'ailleurs suspendu et POC Khun nommé député de la province de Battambang¹⁶⁷.

4. La guerre franco-thaïe

4.1. La bataille terrestre

L'armée de Bangkok s'était préparée au conflit. Elle sollicita l'aide des pays ci-dessus mentionnés... et reçut finalement une réponse favorable du gouvernement japonais. Le cursus des écoles militaires devenait plus court mais beaucoup plus solide. Le nombre des élèves recrutés à l'Ecole militaire augmenta. Une nouvelle école de médecine militaire avait été fondée le 23 mai 1940 à Lopburi (quatre promotions de médecin militaire furent diplômées de cette école). Des troupes furent déployées vers la frontière thaïe-indochinoise. Des avions de combat étaient prêts à intervenir à partir de Nakorn Phanom, province limitrophe du Laos, et d'Ubon Ratchathani, province limitrophe du Laos et du Cambodge. Trois navires stationnaient en permanence à Koh Chang (île de l'Eléphant), une île frontalière de la province de Trat au Cambodge. Le 8 août 1940, PHIBULSONGKHRAM avait été nommé responsable de la défense nationale thaïlandaise et aussi commandant en chef de l'armée de Terre, *Luang Sinthu SONGKRAMCHAI* commandant de la Marine et *Luang Atheuk THEVADETH* de l'Aviation. Le 25 novembre, trois divisions furent formées et installées dans les trois régions, de Borapha (Est), de l'Issan (Nord-Est) et de Phayap (Nord-Ouest)¹⁶⁸.

¹⁶⁶ ANC, Fond de documentation, box 674: Ministère de l'information du Cambodge, *Battambang et son passé*, Phnom Penh, 1968, p. 21.

¹⁶⁷ ANC, Fond de documentation, B. 674.

ANOM, INDO, HCI.

¹⁶⁸ *Phan Ek Saeng Julajarith* (พันเอกแสง จุละจาริทธิ์), *op.cit.*, p.154-156.

Bangkok avait également étudié l'état des forces des armées de l'Indochine française. Sarin Chhak précise dans sa thèse de droit : « *PHIBULSONGKHRAM savait que la France dont les troupes étaient massées au Tonkin, ne pouvait dégarnir sans inconvénient le nord de l'Indochine pour se porter au secours du sud. Le point le plus sensible était constitué par la région de Battambang au Cambodge. Le gouvernement général de l'Indochine dut, en dépit de la situation précaire qui régnait dans le nord de l'Indochine, mettre en place un dispositif militaire. Le long de la rive gauche du Mékong, il installa de faibles éléments de sécurité, mais il couvrit la région de Sisophon, au Cambodge, d'un solide système de défense* »¹⁶⁹.

Les armements thaïlandais, fournis par le Japon et les Américains, étaient plus modernes que ceux de la France en Indochinois¹⁷⁰. En 1962, le ministère de l'Information du Cambodge, comparant les forces de la Thaïlande et de l'Indochine, écrivit : « À partir de 1937, Luang Phibul avait entrepris de doter la Thaïlande d'une armée moderne. Un tiers des ressources budgétaires du pays sera consacré à cette tâche. L'Italie fasciste se chargera de la rénovation de la Marine. Les USA fourniront les avions et une partie de l'armement, puis seront relayés par le Japon. Pour le seul mois de décembre 1940 l'aviation siamoise recevra 38 avions de chasse et 25 bombardiers japonais. Les forces terrestres thaïlandaises du temps de paix comptent 60 000 hommes bien équipés et sérieusement entraînés. Elles peuvent en outre mobiliser rapidement plus de 300 000 hommes. En Indochine, la France entretient 25 000 hommes de troupe dont la plus grande partie est en garnison au Tonkin. En janvier 1941, dans le secteur opérationnel principal de Battambang le colonel Sabattier disposera de 14 bataillons, de 4 groupes d'artillerie, d'un détachement motorisé et d'un peu de DCA. Quant à l'aviation nous avons vu qu'elle se ramenait à une quinzaine d'appareils démodés et à la limite de l'usure »¹⁷¹.

Début novembre, le gouvernement thaïlandais envoya des lettres aux représentants japonais, américains et anglais... et déclara également via la presse que les avions militaires français avaient violé plusieurs fois son intégrité territoriale. Il mentionnait aussi que, dans l'attente de la ratification du pacte de non agression entre la France et la Thaïlande, le gouvernement français avait déplacé, beaucoup de soldats

¹⁶⁹ SARIN Chhak, *La stabilisation de la frontière. La collaboration franco-siamoise*, Thèse de Droit, vol.2, Paris, 1966, p.10-11.

¹⁷⁰ GLECH Guy, *Thèse de doctorat : Le Siam et ses relations avec la France*, Faculté de Droit de l'Université de Paris, 15 mars 1947, p.177.

¹⁷¹ ANC, Fond de documentation, box 674: Ministère de l'Information du Cambodge, *Battambang et son passé*, p. 21.

vers la frontière thaï-indochinoise. Le gouvernement français se défendait en assurant que c'était tout à fait le contraire : c'était le gouvernement thaïlandais qui violait l'intégrité de l'Indochine française.

Le 3 novembre 1940, 10.000 Cambodgiens se réunirent autour de Wat Phnom pour protester contre les revendications thaïlandaises. Des banderoles proclamaient : « *Tout le Cambodge est khmer et entend rester khmer* » et « *Battambang, Siem Reap, Sisophon, provinces khmères* ». Le 18 novembre 1940, les gens de Battambang participèrent également à une grande manifestation en faveur de la défense de la frontière contre les empiétements thaïlandais.

À partir du 19 novembre 1940, sans déclaration de guerre, la Thaïlande commença à lancer de violentes attaques sur la frontière terrestre du Cambodge. Le 23 novembre, ses troupes s'en prirent au poste frontalier de Poipet et s'avancèrent vers l'intérieur du Cambodge. Le 28 novembre, le territoire cambodgien fut à nouveau bombardé mais sans dégâts. En représailles, les Français bombardèrent pendant la nuit, Sakeo, Lekhon, Udorn, Prachinburi, Srisaket, Nakorn Phanom, Sakol Nakorn, Aranyaprathet et Waddhana. Le 15 décembre, les Thaïlandais bombardèrent Cheom Khsan faisant un mort et quelques blessés.

Dans la nuit du 19 au 20 décembre, un groupe de soldats thaïlandais envahit la région de Païlin et tua 15 personnes. Au début du mois de janvier 1941, les bombardements aériens thaïlandais se firent plus agressifs : 20 Cambodgiens furent tués à Battambang et 7 à Svay Chhek dans la journée du 9 janvier. L'armée thaïlandaise avança également jusqu'à la rive droite du Mékong, en face de Luang Prabang et de Champassak, sans aucune résistance. Côté cambodgien, l'armée thaïlandaise occupa Poipet, Sisophon et s'avança jusqu'à Battambang tandis que les troupes françaises s'efforçaient d'enrayer cette avancée¹⁷².

Le 16 janvier 1941, le commandement français décida d'organiser secrètement une riposte à Yeang Dangcum et à *phum* Preav, entre Sisophon et Poipet. Mais, le général Sabattier écrivit que : « *c'était le secret de Polichinelle* ». Les autorités thaïlandaises étaient de longue date prévenue des intentions du commandement français. Après deux jours de tension, Bangkok proclama sa victoire.

¹⁷² *Morm Luang JUMSAI Manich, op.cit.*, p. 202-205. (il a déjà été cité dans l'introduction)

4.2. La bataille maritime

Ordre fut donné aux navires de guerre français d'attaquer dans le golfe de Thaïlande. La bataille de Koh Chang dura environ deux heures, le matin du 17 janvier 1941. Le côté français comprenait cinq navires militaires¹⁷³ (la *Motte-Picquet*, le *Dumont d'Urville*, l'*Amiral Charner*, un *Marne* et le *Tahure*) avec 1066 soldats, et le côté thaïlandais, six navires militaires avec 643 soldats¹⁷⁴.

Après la bataille, les deux adversaires se déclarèrent victorieux, chacun de son côté.

Selon les Français, trois croiseurs thaïlandais furent coulés et 36 soldats tués y compris deux officiers de l'armée. Aucun navire français ne fut détruit mais il y eut des pertes. Le Capitaine de Vaisseau R. BERENGER, commandant de la *Motte-Picquet*, déclarait dans sa lettre du 18 janvier 1941 : « *C'est par une victoire indiscutable que s'est terminée le 17 janvier au matin l'action militaire qu'en collaboration étroite avec les autres bâtiments du groupe placés sous mon autorité, nous avons entrepris contre une partie importante de la Flotte siamoise. - Après 1h 40 d'engagement ininterrompu, plusieurs navires ennemis gisaient par le fond et seules des colonnes de fumée noire marquaient, dans la rade déserte, leur emplacement. Un garde-côte avarié n'a dû son salut qu'à sa fuite par des fonds qui nous empêchaient de le poursuivre. - Ces brillants résultats vous font honneur. - Ils n'ont pu être obtenus que grâce à la bonne cohésion des services, à l'effort général et à la discipline de tous. - Sous les bombes d'avions, au milieu des éclatements d'obus d'un adversaire qui s'est battu avec vaillance vous avez tous donné l'exemple d'un courage digne de nos ancêtres. - Je suis fier de vous- Vive la France* ».

Le lendemain, le communiqué officiel de Bangkok annonçait : « *Un de nos avions a vu sombrer trois navires français sur les sept qui nous attaquaient. Le Lamotte-Piquet a été touché à l'avant, à l'arrière et au milieu, des incendies se sont déclarés à l'arrière et au milieu. Un seul de ses canons pouvait encore tirer. Il a du couler ou alors il a des dommages irréparables* »¹⁷⁵. Luang Vichit VADHAKARN, écrivain thaïlandais et ministre des Affaires étrangères 1942-1943, ajouta encore à ces

¹⁷³ La note du gouvernement thaïlandais après la bataille affirme que le côté français comprenait sept navires militaires.

¹⁷⁴ Phan Ek Saeng Julajarith (พันเอกแสง จุลจาริตต์), *op.cit.*, p.234.

¹⁷⁵ ANC, Fond de documentation, box 674: Ministère de l'Information du Cambodge, *Battambang et son passé*, p. 24.

rodomontades en écrivant : « *Koh Chang fut le plus grand combat naval de la guerre mondiale et une victoire thaï qui indique bien un tournant dans les événements...* »¹⁷⁶.

Le ministère de l'Information du Cambodge faisait état en 1968 du point de vue japonais : « *Mais les Japonais qui auraient eu plusieurs officiers à bord des bateaux coulés ne s'y trompèrent pas. Une certaine inquiétude se fit jour à Tokyo sur les qualités combatives de l'allié siamois. Et ceci explique leur souci de mettre un terme à une guerre qui, en fait, n'avait pas réellement commencé* »¹⁷⁷.

En effet, le Japon qui voulait profiter de la situation pour réaliser sa politique impérialiste en Asie intervint aussitôt en proposant la fin des hostilités.

Selon le bilan présenté par le commandement français sur les pertes franco-indochinoises, y compris celles de la population civile sur les fronts du Cambodge et du Laos pendant la guerre franco-thaïlandaise, 110 hommes ont été tués, 250 blessés et 58 disparus. Il estimait également que plusieurs centaines de Thaïlandais avait été tués et environ 2 000 blessés. Mais la Thaïlande ne reconnut que 92 morts seulement¹⁷⁸.

5. La négociation et la convention de paix

Le 22 janvier, cinq jours après la bataille de Koh Chang, le gouvernement japonais écrivit une note au gouvernement général de l'Indochine pour l'informer de sa décision de mettre fin au conflit et de se présenter en négociateur aux belligérants. L'amiral Decoux jugea cette communication comminatoire et n'y répondit pas. Mais les Japonais firent savoir quelques jours plus tard que « *leur patience était limitée et qu'un ultimatum aux termes précis était en préparation* ».

Le 28 janvier 1941, le gouvernement général de l'Indochine accepta la cessation des hostilités¹⁷⁹. Le 31 janvier 1941, la Thaïlande et la France signaient une trêve de 15 jours à compter de cette date avec engagement de retirer les forces terrestres à 10 kilomètres en deçà des positions occupées.

Les négociations de paix commencèrent le 7 février 1941 à Tokyo en présence du ministre japonais des Affaires étrangères, MATSUOKA. La délégation thaïlandaise comprenait le prince Varnvaydyakorn VARANARN, l'avocat Seni PRAMOJ, ambassadeur à Washington (qui sera plus tard le défenseur des thèses de Bangkok dans l'affaire de Preah Vihear devant la Cour internationale de Justice de la Haye) et à partir

¹⁷⁶ *Ibid.*

¹⁷⁷ *Ibid.*

¹⁷⁸ *Ibid.*

¹⁷⁹ *Ibid.*, p. 19-24.

du 27 février, le ministre *Luang Vichit VADHAKARN*. La délégation française comprenait le gouverneur général René Robin et Georges Gautier, directeur du cabinet de l'amiral Decoux, représentant de l'Indochine. Il n'y avait ni délégation cambodgienne ni laotienne.

La négociation ne déboucha sur aucun résultat. Les délégués français n'acceptaient pas les revendications thaïlandaises. La trêve qui expirait le 11 février dut être prolongée jusqu'au 23 février, puis jusqu'au 7 mars et ainsi de suite.

Dans les premiers jours de mars, les délégués français maintenaient encore fermement leur position. Le gouvernement de Vichy déclarait que « *la France avait fixé ses concessions minima qui sont inflexibles. Nous ne pourrions certainement céder d'un pouce au-delà ; pas de discussion sur cela* ». À Hanoi, les autorités françaises publiaient un communiqué précisant : « *Certaines rumeurs ont couru en différents points de l'Indochine au sujet de territoires cambodgiens qui seraient cédés à la Thaïlande. Il est rappelé à ce propos que les négociations de Tokyo qui ont pour objet de mettre fin au conflit franco-siamois sont toujours en cours. Les prétendues nouvelles qui pourraient être répandues sur leur conclusion sont donc fausses puisque cette conclusion n'est pas encore intervenue. Toute personne participant à la diffusion de fausses nouvelles de ce genre s'expose à des poursuites* »¹⁸⁰.

L'Indochine française et la Thaïlande se préparaient de nouveau pour la bataille, alors que l'accord de trêve allait expirer, le 7 mars 1941. Mais, à partir du 3 mars, les négociateurs français commencèrent à changer de position. Après trente-trois jours de négociation, sous la pression très forte des Japonais, le gouvernement de Vichy signa, le 11 mars 1941, un accord avec la Thaïlande lui cédant la province de Battambang, la province de Siem Reap (sauf Angkor, tout ou une partie de *srok Puok*, Siem Reap, Sautnikum et Chikreng), la partie nord de la province de Kampong Thom (*srok Cheom Khsan* et Chhèp), la presque totalité de la province de Stung Trèng à l'ouest du Mékong, soit environ 60.000 km² et 300.000 habitants.

Enfin, une convention de paix entre la France et la Thaïlande fut signée à Tokyo le 9 mai 1941. Ce traité était une sorte de reprise et de développement de l'accord du 11 mars.

¹⁸⁰ *Ibid.*, p. 25.

Actes	date
Revendications territoriales officielles du gouvernement thaïlandais.	<ul style="list-style-type: none"> • Aide-mémoire : 11 septembre 1940 • Livre blanc : 12 novembre 1940
Opérations militaires entre les Français (Cambodge) et la Thaïlande.	19 novembre 1940- 17 janvier 1941
Acceptation par le France de la cessation des hostilités en Indochine (après une note du gouvernement japonais du 22 janvier 1941).	28 janvier 1941
Accord franco-thaïlandais	11 mars 1941
Convention de Paix entre la France et la Thaïlande : cession de la province de Battambang à la Thaïlande.	9 mai 1941

Tableau 3 : Dates importantes concernant la perte du territoire de Battambang

La résignation des autorités françaises n'était pas étonnante. Elles avaient dû se résoudre à leur position de faiblesse mais il semble aussi que le nouveau chef du gouvernement de Vichy, l'amiral DARLAN, qui succéda à Pierre-Etienne FLANDIN le 25 février 1941, ne désirait pas s'accrocher outre mesure aux territoires convoités par les Thaïlandais. Le ministère de l'Information **du Cambodge mentionne dans ses études en 1968 que** : « *Il n'est pas douteux que les terres cambodgiennes aient fait l'objet d'un marchandage dans lequel Vichy et ses représentants en Indochine se firent les porte-parole des intérêts des grandes sociétés capitalistes françaises. On ne saurait d'ailleurs oublier que le traité de coopération économique franco-japonais en cours de discussions¹⁸¹ était étroitement lié à l'acceptation du plan de médiation japonais, c'est-à-dire à la satisfaction accordée aux revendications territoriales thaïlandaises* »¹⁸². Enfin, il apparaît dans l'article 9 de la convention de paix : « *La France et la Thaïlande sont d'accord pour renoncer définitivement à toute prétention d'ordre financier, d'Etat à Etat, résultant du transfert de territoires prévu à l'article 2, moyennant paiement, par la Thaïlande à la France, d'une somme de six millions de piastres indochinoises.* ». Le gouvernement de Vichy vendait ainsi à la Thaïlande des territoires cambodgiens et

¹⁸¹ Les négociations économiques entre le Japon et l'Indochine s'engagèrent le 30 décembre 1940. L'accord fut signé le 6 mai 1941 et ratifié le 5 juillet de la même année.

¹⁸² **ANC, Fond de documentation, box 674: Ministère de l'Information du Cambodge, Battambang et son passé, p. 28.**

laotiens qui, bien sûr, ne lui appartenaient pas mais qu'il s'était engagé à protéger. En septembre 1941, notamment pour éviter le ralliement de l'Indochine à la France Libre du général de Gaulle, Vichy signa avec Tokyo des accords qui mettaient les ressources de l'Indochine à la discrétion du Japon et permettait à ce dernier de faire de l'Indochine le siège de ses troupes¹⁸³.

La décision des autorités de Vichy du 11 mars 1941 provoqua les mécontentements chez les Cambodgiens. Tandis que les négociations entre la France et la Thaïlande étaient en cours, les élèves de lycée Preah Sisowath manifestaient à Wat Phnom, demandant que le territoire réclamé par les Thaïlandais soit protégé et portant un ruban noir en forme de cœur épinglé sur la poitrine en signe de deuil. Le roi SISOWATH Monivong n'accepta pas cette décision mais personne n'y prêta attention. Selon des nouvelles de palais royal, le roi était très déçu et très en colère. Il quitta Phnom Penh et mourut le 24 avril 1941 à Kampot. Sous la pression des autorités françaises, le prince NORODOM Sihanouk fut élu roi du Cambodge par le Conseil de la couronne le 24 avril 1941.

II. Battambang pendant la période thaïlandaise

1. La cession

La convention de paix entre la France et la Thaïlande signée à Tokyo le 9 mai 1941 fixa définitivement la nouvelle frontière. L'article 12 de cette convention stipulait que « *les ratifications seront échangées à Tokyo dans les deux mois suivant la date de sa signature* » ce qui fut fait en juillet. La date de la cession de la province de Battambang et de Siem Reap fut fixée au 27 juillet dans le centre-ville de Battambang¹⁸⁴ mais elle eut lieu en réalité le 24 juillet sans qu'on sache bien pourquoi. Pour garantir leurs intérêts et le maintien des relations entre l'Indochine et le territoire cédé, les Français installèrent leur consulat à Battambang¹⁸⁵.

La cession d'une province aussi importante que Battambang constituait un évènement historique très important pour les Thaïlandais. C'est la raison pour laquelle

¹⁸³ EDWARDS Penny, *Cambodge: the cultivation of a nation 1860-1945*, Honolulu, University of Hawaii Press, 2007, p. 231.

¹⁸⁴ ANTB, (2) 115. 15-3/16.

¹⁸⁵ ANOM, HCI, INDO, CD 12.

tous se préparaient pour ce grand jour, des photographes et cinéastes furent par exemple envoyés pour alimenter la propagande¹⁸⁶.

Le 23 juillet 1941 à 8 heures et demie, 115 délégués thaïlandais menés par le Commandant *Luang* Kowit APHAIVONG, le Colonel *Luang* Yot AVUTH, le Colonel *Luang* Viravathayothin, Udom BUNPRAKORP, le Commandant Poon MACHAIVETH, Tavi TAVETHIKUL, Sa Nga NILKAMHENG, *Phun Ek* (Colonel) *Luang* Raad PADHIVETH, les représentants des futurs fonctionnaires de tous secteurs, 25 photographes et caméramans, 5 journalistes, 4 personnes d'une entreprise de transport, les policiers, et aussi 19 serviteurs des grands fonctionnaires en uniformes variés, tous dirigés par *Luang* Kowit APHAIVONG prirent le train spécial de Bangkok à destination d'Aranyaprathet. Le lendemain, vers 9 heures du matin, ils partirent en voiture d'Aranyaprathet pour rejoindre les autorités françaises au kilomètre 37, début de la route du nouveau territoire de « *Monthon* Borapha » (région de l'Est : ancienne province de Battambang et partie nord des provinces de Siem Reap et de Kompong Thom). Là, ils plantèrent le drapeau thaïlandais et organisèrent une cérémonie bouddhique. Ils firent de même à Sisophon et à Mongkolborey, et ils continuèrent jusqu'au centre-ville de Battambang pour la cérémonie officielle de cession. Ils hissèrent le drapeau thaïlandais tandis que l'hymne national était joué par un orchestre classique thaïlandais, puis il y eut un défilé des délégués thaïlandais¹⁸⁷. Selon mes enquêtes, beaucoup d'habitants de Battambang assistèrent également à cet événement.

Le 26 juillet, tous les fonctionnaires thaïlandais sélectionnés pour travailler dans Battambang quittèrent Bangkok en train pour Aranyaprathet. Le lendemain, 27 juillet, ils arrivèrent à destination. Le 28 juillet, c'était au tour des soldats. Des défilés de troupes motorisées, de larges distributions de drapeaux, des séances de cinéma et diverses réjouissances populaires furent organisées à ces occasions et les Thaïlandais transportèrent même des habitants des villages des alentours pour y participer¹⁸⁸.

¹⁸⁶ ANTB, ឯក. 0201.2.1.14/8.

¹⁸⁷ ANTB, (2) ឯក. 15-3/16.

¹⁸⁸ ANOM, HCI, INDO, Conspol 88: A. de Verdilhac, *Projet de réorganisation administrative des territoires cambodgiens cédés en 1941*, 14 mars 1946, p.15.
ANTB, ឯក/15.3/22.

2. La gestion du nouveau territoire : Phratabang

2.1. La division administrative

Les Thaïlandais redonnèrent à Battambang le nom de « Phratabang » qu'ils utilisaient depuis des décennies, tandis que Siem Reap était appelée « Wathanaradr » qui était la combinaison de Siemradr (Siem Reap) et de Nakornwat (Angkor Wat) – ceci bien qu'Angkor soit demeuré côté cambodgien, la nouvelle frontière passant juste au nord. Le Wathanaradr devint plus tard « province de Phibulsongkhram »¹⁸⁹.

Phratabang fut aussi considérée comme le chef-lieu du « Monthon Borapha », la « Région de l'Est », qui englobait Pratabang et Phibulsongkhram.

Au début, le gouvernement thaïlandais décida de conserver la structure administrative de la province telle qu'elle avait été organisée sous les Français¹⁹⁰, changeant seulement la prononciation des noms de certains districts pour leur donner une couleur thaïlandaise. Le 23 juillet 1941, les Thaïlandais déclarèrent la division du territoire de Battambang en 7 districts, attribuant à quelques-uns les noms de hautes personnalités, surtout des commandants de l'armée qui avaient joué un rôle important pour la reconquête du territoire. C'est ainsi que :

Ancien nom du district	Nouveau nom
Battambang	<i>Imphoeu</i> (district) Moeung Phratabang
Sangker	<i>Imphoeu</i> Phrom Yothi (du nom du général [พลเอก] Phrom YOTHI)
Maung Russey	<i>Imphoeu</i> Atheuk Thévadeth (nom du maréchal de l'Air [พลอากาศโท] Atheuk THEVADETH)
	<i>Imphoeu</i> Ronnaphakat (à partir de 1943)
Mongkolborey	<i>Imphoeu</i> Mongkhonburi (adapté à la prononciation thaïe)
Serey Sorphorn	<i>Imphoeu</i> Sisophon (adapté à la prononciation thaïe)
Theuk Cho	<i>Imphoeu</i> Sinthu Songkramchai

¹⁸⁹ ANTB, (2) ๓/๕. 15-3/10.

¹⁹⁰ ANTB, (2) ๓/๕. 15-3/10.

	(nom de l'amiral [พลเรือเอก] Sinthu SONGKRAMCHAI
Païlin	<i>Imphoeu</i> Phailine (adapté à la prononciation thaïe)

Tableau 4 : Division administrative de la province de Battambang de 1941 à 1946

Tout comme il n'y avait eu aucun changement dans l'administration territoriale, il n'y eut non plus aucun changement dans la localisation de l'hôtel de ville et des mairies de tous les districts. L'ancienne résidence du Seigneur Bèn demeura donc l'hôtel de ville de la province.

En décembre 1941, au moment du changement de nom de la province de « Wathanaradr » en « Phibulsongkhram », les districts de Sisophon et Teuk Cho (Sinthu Songkramchai) furent séparés de la province de Battambang et rattachés à celle de Phibulsongkhram (Siem Reap, Banteay Mean Chey et Oddar Meanchey actuelles) ([voir la carte 9](#)).

2.2. Les administrateurs et les députés

Après la cession, le gouvernement thaïlandais avait l'ambition de mieux gouverner la province de Battambang que ne l'avait fait le protectorat français, et aussi de l'intégrer dans le système administratif thaïlandais. Il prépara sérieusement ce projet¹⁹¹.

D'une part, il sélectionna, pour servir dans les territoires cédés, des fonctionnaires thaïlandais fidèles, brillants, spécialisés qui comprenaient bien la politique thaïlandaise. D'autre part, les Thaïlandais et Cambodgiens qui s'étaient montrés actifs durant la campagne de revendication territoriale furent nommés fonctionnaire dans la nouvelle administration en tant que fonctionnaires ordinaires ou extraordinaires, ce qui était un moyen de reconnaître et de motiver les personnes fidèles à la Thaïlande¹⁹². Un certain nombre de Khmers réfugiés depuis longtemps en Thaïlande, surtout des descendants de la famille APHAIVONG qui demeuraient très attachés à leur territoire natal, revinrent et occupèrent une position privilégiée dans

¹⁹¹ ANTB, (2) 315. 15-3/10.

¹⁹² ANTB, (2) 315. 15-3/10.

l'administration de Battambang – il en alla de même de certains qui étaient restés après 1907.

Ainsi, le colonel (*Phun Ek*) *Luang Raad PADHIVETH*, gendre de *Chao Phraya Aphaiphubhet Chhum*, dernier seigneur de la province de Battambang, fut-il nommé *Kha Luang* ou gouverneur de la province de Battambang. Cela provoqua d'ailleurs le mécontentement de POC Khun, dont la femme appartenait à la famille APHAIVONG vivant dans la province de Battambang, et qui visait ce poste. Celui-ci dont nous avons vu qu'il était le chef d'un groupe de *Khmers Issarak* créé en décembre 1940 pour soutenir les prétentions thaïlandaises, transmet alors régulièrement aux ministères de Bangkok des rapports sur la mauvaise administration de *Phun Ek Luang Raad PADHIVETH*.

Pour répondre aux souhaits de certains habitants de Battambang, le gouvernement thaïlandais nomma cependant plusieurs descendants de la famille APHAIVONG dans l'administration. Parmi eux, on trouve le deuxième lieutenant (*Roy Tumruot Tri*) Savong APHAIVONG ; le major (*Phon Tumruot Tri*) et plus tard lieutenant-colonel (*Phan tho*) Rouy APHAIVONG, chef de la police de la province¹⁹³.

Le salaire ordinaire des fonctionnaires thaïlandais étant très bas¹⁹⁴, le gouvernement thaïlandais accorda aux fonctionnaires qui servaient dans les provinces annexées, au début de leur séjour, des primes supplémentaires assez élevées par rapport à leur salaire de base¹⁹⁵. Par exemple, 200 baths supplémentaire au gouverneur, 100 baths aux fonctionnaires de premier grade, 60 baths à ceux de deuxième grade, 40 baths à ceux de troisième grade, et 25 baths à ceux de quatrième grade¹⁹⁶. De plus, certains fonctionnaires étaient hébergés gratuitement dans des résidences fournies par l'Etat, d'autres recevaient des indemnités de résidence pour louer un logement.

Ces administrateurs devaient obligatoirement participer à diverses formations¹⁹⁷.

¹⁹³ ANTB, нп. 5.8/8.

¹⁹⁴ ANOM, INDO, HCI, Conspol 88.

¹⁹⁵ Exemple : *Nai Kamreun RUKSAKI*, maire du district de Samrong, était fonctionnaire de 1^e rang du deuxième grade. Son salaire était de 110 baths plus 50 baths pour sa fonction soit 160 baths.

Nai Prasith SINGHANAYOK, ex-maire du district d'Aranyaprathet qui fut nommé maire du district de Sisophon, était fonctionnaire de 1^e rang du troisième grade. Son salaire était de 80 baths plus 50 baths pour sa fonction, soit 130 baths.

Un assistant à la mairie qui était fonctionnaire de 6^e rang du quatrième grade avait un salaire de 66 baths plus 28 baths pour sa fonction, soit 94 baths.

Nai Phao KOBUTR, ex-enseignant à l'école primaire à Prachinburi qui fut nommé au bureau religieux à Sisophon, était fonctionnaire de 7^e rang du quatrième grade. Son salaire de base était de 50 baths.

¹⁹⁶ ANTB, нп. 0201.2.1.14/8.

¹⁹⁷ *Ibid.*

Ainsi, dès le 5 juillet 1941, tous les hauts fonctionnaires qui devaient servir dans les provinces nouvellement cédées avaient dû participer à une formation spéciale qui comprenait¹⁹⁸ :

- histoire et géographie du territoire cédé, expliqué par *Luang Vichit VADHAKARN*, dramaturge, historien et politicien qui avait été l'idéologue en chef et l'initiateur des campagnes culturelles du gouvernement militaire du maréchal PHIBULSONGKHRAM ;

- manière dont les Français avaient dirigé et administré le territoire, expliquée par Phunaphorn KRAIREK, Chef de la section du territoire frontalier et des affaires étrangères au Bureau du ministre de l'Intérieur ;

- droit français appliqué en Indochine, par le Dr. *Khun Sriyaphai*, du comité des avocats ;

- biographie des moines, des personnages importants et des maîtres du territoire du Cambodge, par *Luang Kowit APHAIVONG* ;

- tradition, coutume et habitude de gestion des Français dans le territoire du Cambodge, par *Phra Piset PANICH* (POC Khun) ;

- biographie des moines, des personnages importants et des maîtres du territoire de Luang Phrabang, par Chatthao Un Kreuban Chai Nak VIENGCHAN.

- droit international notamment le droit pénal, par *Phraya Ankariyaniphon*, Chef du comité des avocats.

- règlement des finances concernant la taxation et la douane

- principes pratiques de gestion et d'éducation des habitants, par *Phraya Sunthorn PHIPHIN*, ministre de l'Intérieur.

- principes de la pratique des fonctionnaires thaïlandais sélectionnés et appelés à servir dans les territoires cédés, expliqués par le Premier ministre au nom du Ministère de l'Intérieur.

Nom	Fonction
Colonel (<i>Phun Ek</i>) <i>Luang Raad</i> PADHIVETH	Gouverneur
<i>Khun Ari RATCHKARAN</i>	Sous-gouverneur
<i>Nai Suchit SOMBATHSIRI</i>	Maire de l' <i>Imphoeu</i> (district) Moeung

¹⁹⁸ *Ibid.*

	Phratabang
<i>Nai</i> Dapchit RUKKANDI	Maire de l' <i>Imphoeu</i> Phailine
<i>Nai</i> Samli SUVANTHET	Maire de l' <i>Imphoeu</i> Raseu (Maung Russey) (Nom prévu en mars 1941)
<i>Nai</i> Chap Chai CHUMPHORN	Maire de l' <i>Imphoeu</i> Mongkhonburi
<i>Nai</i> Phim SOMMANAT	Maire de l' <i>Imphoeu</i> Theuk Cho (Nom prévu en mars 1941)
<i>Nai</i> Prayun SUTCHARIT	Maire de l' <i>Imphoeu</i> Sangker (Nom prévu en mars 1941)
<i>Nai</i> Sawat CHANVICHIT	Maire de l' <i>Imphoeu</i> Sisophon
<i>Nai</i> Savad VANNAKUL	Médecin responsable de l'hôpital de la province de Battambang
<i>Khun</i> Banchung VETCHAKIT	Directeur du Département de la Santé de la province de Battambang
<i>Nai</i> Bumrung SUTHUNRUON	Directeur du Département de la Justice de la province de Battambang
Major-Général Praram INSRA	Chef de la gendarmerie de la province de Battambang
Sous-lieutenant Surinthorn PAJOTYUT	Chef militaire de la province de Battambang
<i>Nai</i> Siri PAKASIT	Département de la Trésorerie de la province de Battambang
<i>Nai</i> Lan Nak RAKNORNG	Département de la Trésorerie de la province de Battambang - Bureau de la taxation
<i>Nai</i> Thanatthavin AMATAYAKUL	Département de la Trésorerie de la province de Battambang - Bureau des recettes
<i>Nai</i> Lap SETARUJI	Département de l'Agriculture de la province de Battambang - Bureau de la Terre et de la Métallurgie
<i>Nai</i> Thorngyou SUPRICHAKORN	Département de l'Agriculture de la province de Battambang - Bureau des

	Forêts
<i>Nai</i> Prasung RUNGSIVATHANAK	Département de la Religion de la province de Battambang
<i>Luang</i> Borihan CHAYAKIT	Juge de la province de Battambang

Tableau 5 : La liste des fonctionnaires de la province de Battambang qui participaient à la première formation

Selon un document thaïlandais, les fonctionnaires en poste dans la province de Battambang étaient plus nombreux que du temps du Protectorat français. Cela est dû au fait que **la plupart des administrateurs français du Protectorat exerçait chacun plusieurs responsabilités** (par exemple : le chef de la gendarmerie était aussi geôlier)...

Pendant l'occupation thaïlandaise, à part les chefs de village qui étaient Cambodgiens, les fonctionnaires étaient pour la plupart thaïlandais ou thaïlandais d'origine cambodgienne, réfugiés en Thaïlande, recrutés par Bangkok. Chacun n'exerçait qu'une seule responsabilité. Le juge était un fonctionnaire ordinaire de troisième grade. Ce n'est qu'à partir d'avril 1945 que le gouvernement thaïlandais recruta des autochtones ayant terminé au moins la classe de la quatrième année du cycle complémentaire pour servir dans l'administration et dans l'enseignement de la province. Cette dernière décision s'explique principalement par le manque de logements pour les fonctionnaires thaïlandais et par le souci du gouvernement d'éviter des dépenses supplémentaires durant cette période difficile de la Seconde Guerre mondiale, les appartements loués étant d'un prix plus élevé que le prix estimé par l'État¹⁹⁹. Les archives montrent également qu'il y avait régulièrement des changements de fonctionnaires à Battambang, et que les difficultés de recrutement incitèrent au recrutement d'autochtones capables de parler thaï après avoir été éduqué dans le système éducatif thaïlandais.

Les fonctionnaires thaïlandais travaillaient sept jours sur sept, du matin jusqu'à 15 heures puis, à partir du 23 février 1944, jusqu'à 16 heures²⁰⁰.

En juin 1945, l'autorité thaïlandaise annonça l'élection de représentants du peuple pour la province de Battambang. Parmi les trois candidats, l'un était Chhavalit APHAIVONG, fils de *Phraya Aphaiphubhet* (Luoem APHAIVONG) et petit-fils de

¹⁹⁹ ANTB, (2) 315. 15-3/100.

²⁰⁰ ANTB, (2) 315/15.3/71 boîte 6 et 315/15.3/78.

Phraya Aphaiphubhet (Chhum APHAIVONG) dit *Phraya Kathathorn*, ancien dernier « vice-roi » de Battambang. Il était diplômé de comptabilité et de commerce en Angleterre et en France. L'autre était Phaithoon SAILASUTH, 35 ans, fils d'un ancien colonel de l'armée thaïlandaise. Il était commerçant à Bangkok et à Battambang connaissait bien la province. Le dernier candidat était *Nai Chan*, ex-moine cambodgien de Cochinchine, qui avait séjourné une vingtaine d'années en Thaïlande. Avant l'élection, selon les dires des habitants de Battambang, le premier candidat, Chhavalit APHAIVONG fut élu mais avait déjà été désigné secrètement par le *Kha Luang Phiseth* (commissaire spécial) ce qui laissa indifférents les habitants de Battambang.

Dans la province de Phibulsongkhram (Siem Reap), la candidature de Prayoun APHAIVONG, âgé de 28 ans, également petit-fils du dernier gouverneur de Battambang, *Chao Phraya Aphaiphubhet* Chhum, fut quant à elle accueillie favorablement par les habitants dans la mesure où, originaire de Battambang, il connaissait bien la vie des Khmers des provinces rétrocédées. Il fut élu à deux reprises lors des élections des 15 juillet 1945 et 5 janvier 1946.

2.3. Le Sceau de la province de Battambang

Depuis le gouvernement de PHIBULSONGKHRAM, les provinces thaïlandaises sont dotées chacune de leur propre sceau, utilisé par exemple sur les documents officiels. La province de Battambang eut donc son sceau représentant, comme nous l'avons déjà écrit, l'image d'un prince « thaïlandais »²⁰¹ tenant le bâton, conformément à la légende de l'origine du nom de la province, avec, en thaïlandais, l'inscription « จังหวัดพระตะบอง » (*Chungvat Phratabang*) soit « Province de Phratabang »²⁰².



Le Sceau de la province de Battambang (1941-1946)

²⁰¹ Il a en tout cas l'apparence et porte la coiffure d'un prince thaïlandais.

²⁰² Ce sceau ne fut plus utilisé après la rétrocession de la province de Battambang au Cambodge en 1946.

2.4. La condition militaire

Selon l'article 5 de la Convention du 9 mai 1941, la province de Battambang devait être démilitarisée et l'article 6 précisait :

« Dans la zone démilitarisée, la Thaïlande ne pourra entretenir d'autres forces armées que les forces de police nécessaires au maintien de la sûreté et de l'ordre public.

Néanmoins, la Thaïlande se réserve le droit de renforcer momentanément ses forces de police dans la mesure où des opérations de la police extraordinaires le rendraient nécessaire. Elle se réserve également la faculté d'effectuer sur son territoire, à travers la zone démilitarisée, les transports de troupes et de matériel qu'exigeraient des opérations de police dans les circonscriptions voisines ou des opérations militaires contre les tierces Puissances.

Enfin, dans la zone démilitarisée, la Thaïlande sera autorisée à faire stationner en tout temps, des aéronefs militaires non armés.

Il ne pourra exister dans la zone démilitarisée ni places fortes, ni établissements militaires, ni aérodromes à l'usage exclusif de l'armée, ni dépôts d'armes, de munitions ou de matériel de guerre, à l'exception des dépôts de matériel courant et de combustible nécessaires aux aéronefs militaires non armés.

Les divers casernements des forces de police pourront comporter l'organisation défensive normalement nécessaire à leur sécurité ».

Pourtant, une semaine avant l'occupation thaïlandaise, les soldats et les policiers se préparaient déjà à servir dans le territoire annexé et durent également participer à une formation spéciale²⁰³. Ce type de formation eut lieu plusieurs fois pendant la période de l'occupation²⁰⁴.

Les habitants de Battambang racontent qu'ils rencontraient souvent des soldats thaïlandais qui surveillaient la ville et venaient de temps en temps dans les villages.

En tant que province de la Thaïlande, Battambang était complètement sous l'emprise politique thaïlandaise.

Dès que la France accepta le débarquement des troupes militaires japonaises à Haiphong et l'utilisation des aérodromes d'Indochine, le Japon déplaça librement ses

²⁰³ ANTB, ၂၇၈. 0201.2.1.14/8.

²⁰⁴ ANTB, ၇၈/15.3/16 : atteste d'autre formation qui avait lieu pendant une semaine, du 10 au 16 juillet 1946.

militaires en Indochine et installa le commandement central à Saigon. Par l'accord du 8 décembre 1941 et le pacte d'alliance entre le Japon et la Thaïlande du 19 décembre 1941, en vue de réaliser les revendications territoriales de la Thaïlande, le Japon pouvait déplacer librement ses troupes sur le territoire de la Thaïlande. Le Japon et la Thaïlande se faisaient alliés dans tous les domaines : politique, économique et militaire. Pour accéder à la Birmanie, à l'Inde et à la péninsule Malaise, les armées et les gardes impériales japonaises passèrent régulièrement par la province de Battambang et s'y installèrent même temporairement. Elles utilisèrent régulièrement la route Sisophon-Aranyaprathet-Prachinburi-Bangkok. Elles construisirent un aérodrome et plusieurs camps à Battambang et Sisophon.

Certains groupes de soldats occupaient les bords des rivières Sangker, Maung Russey et Mongkolborey... pour la construction de ponts. Les soldats japonais étaient remarqués pour leur habitude de se baigner tout nu dans les rivières. Les témoignages mentionnent aussi leur gentillesse et qu'ils ne tracassaient jamais les habitants.

2.5. Les services financiers

2.5.A. Les impôts et taxes

Pendant la période de revendication territoriale, les Thaïlandais avaient promis aux habitants annexés qu'ils seraient exonérés d'impôts et de taxes. Cette promesse ne fut respectée que les deux premières années de l'occupation²⁰⁵.

L'imposition de taxes et d'impôt provoqua ensuite des difficultés avec les habitants. En 1942, *Phun Ek Luang* Raad PADHIVETH, gouverneur de la province de Battambang, écrivit au ministre de l'Intérieur pour s'opposer à une collecte des taxes et des impôts. Il mentionnait qu'il s'agissait probablement d'une rumeur lancée par des gens qui ne pouvaient pas profiter de cette province ; que les habitants devaient tout simplement cotiser pour la propreté de la ville (ramassage des déchets et nettoyage de la ville) selon un montant variant d'un à sept baths par mois et par maison.

Mais les autorités françaises écrivaient que « [...] les Siamois se rattrapent largement par prévarication »²⁰⁶. Dans la réalité, il y avait un grand nombre de fonctionnaires dans diverses fonctions qu'il fallait corrompre. Des pourboires de toutes catégories, de tout niveau devaient être versés en toutes circonstances²⁰⁷.

²⁰⁵ ANC, Fond de documentation, B.677, le *Sangkum*, No 12, juillet 1966, p. 26.

²⁰⁶ *Ibid.*

²⁰⁷ ANOM, INDO, HCI, Conspol 88.

Malgré les protestations et à cause de la mauvaise situation économique, de l'instabilité du pays et de la guerre en cours, où la Thaïlande dut assumer son rôle d'alliée du Japon, les habitants eurent à payer en une seule fois les deux années d'impôts 1941 et 1942²⁰⁸, et ainsi de suite.

En mars 1946, le vice-consul à Battambang mentionna : « *l'impôt personnel qui avait disparu du fait de l'occupation siamoise est particulièrement impopulaire dans la province de Battambang. Le système fiscal siamois, bien qu'en réalité plus lourd que le système fiscal cambodgien, est davantage apprécié de la population* »²⁰⁹. Et les habitants interviewés estiment également que le nouveau système était moins lourd que celui de la France.

En réalité, l'impôt personnel fut supprimé par les Thaïlandais, ce qui était apprécié des ruraux. Le gouvernement thaïlandais allégea aussi la taxe de marché pour les petits commerçants. Ils payaient entre 20 et 10% de ce qu'il avait payé du temps des Français.

Le nouveau système d'imposition frappait surtout les plus riches. Le paysan propriétaire payait un impôt foncier. Le paysan locataire payait un impôt sur la récolte. Les fonctionnaires et tous les salariés payaient un impôt sur le revenu, proportionnellement à la taille de la famille. L'impôt foncier variait entre 0,10 et 0,20 ticaux par *ray*²¹⁰ selon la catégorie. C'est ainsi que le petit propriétaire d'une rizière de cinq *ray* payait un impôt foncier annuel de 1 tical au lieu de 12. Pour les animaux, les autorités thaïlandaises proposaient une contribution volontaire de deux ticaux par tête et par an. La coupe de bois fut interdite sauf pour les paysans pauvres qui le coupèrent pour construire la maison²¹¹. Les charrettes qui ne circulaient qu'à travers champs ne payaient rien. Celles qui utilisaient les routes payaient une taxe annuelle de 24 ticaux. Certains tronçons de route furent interdits aux charrettes, mais l'interdiction pouvait être levée moyennant un pourboire aux policiers (10 ticaux pour un parcours de 80 kilomètres soit Païlin-Battambang). Les remorques et les cyclos payaient 24 ticaux par an à la place de 1,2 piastre²¹² sous l'autorité française. Les sampans navigant dans le *stung* Sangker devaient payer pour stationner devant le marché de Battambang²¹³.

²⁰⁸ *Ibid.*

²⁰⁹ ANOM, INDO, HCI, Conspol 88 : A. de Verdilhac, *Projet de réorganisation administrative des territoires cambodgiens cédés en 1941*, 14 mars 1946, p.14.

²¹⁰ 1 *ray* : carré de terrain de 40 m de côté.

²¹¹ ANOM, INDO, HCI, Conspol 88.

²¹² 1 piastre = 1,5 baths ou tical

²¹³ ANOM, INDO, HCI, Conspol 88.

Dans les centres urbains, les terrains sur lesquels étaient construits des immeubles étaient taxés entre 1 et 3 ticaux selon leur catégorie. Concernant les timbres, au-dessus de 5 ticaux d'achat, toute facture devait être timbrée à 0,05 tical pour 5 ticaux.

Les dernières années de l'occupation thaïlandaise²¹⁴, les autorités de la province de Battambang obligèrent les habitants à payer des impôts beaucoup plus lourds : pour les paysans, 20 ticaux par charrette de paddy ; sur les boutiques, 50% des bénéfices si le propriétaire n'y habite pas, 40% dans les autres cas ; sur les camionneurs, 25 ticaux par tonnes, et sur les propriétaires de voiture de tourisme, 10 ticaux. Même les bicyclettes (dont l'usage nécessitait un permis) n'y échappèrent pas²¹⁵. Ceux qui payaient en retard ou qui ne payaient pas risquaient d'être emprisonnés²¹⁶.

2.5.B. Les amendes

Les habitants de Battambang payaient des amendes très élevées au cas s'ils ne respectaient le nouveau règlement imposé par le gouvernement thaïlandais pour les tenues. Par exemple, porter le sampot à queue dans l'espace public, selon la coutume cambodgienne, exposait à une amende de 25 ticaux - les habitants se plaignaient de ne pas recevoir de reçu lorsqu'ils s'en acquittaient.

2.6. Le franchissement de la frontière

La province de Battambang passa par une période administrative intermédiaire avant une intégration pleine et entière dans l'ensemble administratif thaïlandais. Notamment, Pour assurer la sécurité, éviter l'immigration illégale et contrôler l'importation et l'exportation de toutes les marchandises, les voies frontières entre le Cambodge et la Thaïlande furent strictement contrôlées. Pour passer la frontière et aller soit vers les autres provinces thaïlandaises, soit au Cambodge, les habitants devaient recevoir l'autorisation de l'administration du district ou de la province avec déclaration des bagages emportés. L'autorisation était théoriquement gratuite et pratiquement payante (cinq baths au chef de la commune pour la procédure, un bath et vingt centimes pour les frais d'administration).

²¹⁴ La source n'a pas précisé clairement depuis quand les impôts étaient lourds mais selon des archives thaïlandaises, en 1943, les impôts furent déjà réappliqués.

²¹⁵ ANC, Fond de documentation, B.677, le *Sangkum*, n° 12, juillet 1966, p. 26.

²¹⁶ ANOM, INDO, HCI, Conspol 88.

3. La thaïsation à Battambang

3.1. Le concept de thaïsation

Selon le Premier ministre, PHIBULSONGKHRAM, le Siam n'était pas un pays civilisé comme les pays européens. Les Siamois s'habillaient n'importe comment et avaient des mauvaises habitudes dans leurs activités quotidiennes (manger, dormir, s'amuser, voyager...). Il fallait donc changer cela pour que le Siam devienne l'égal des pays occidentaux. Le Premier ministre donnait la priorité au développement économique et social qui, d'après lui, ne pouvait être cohérent et durable qu'avec la participation de tous les habitants. Il tenta donc en ce sens d'augmenter le sentiment nationaliste et nomma son ami *Luang Vichit VADHAKARN*, diplômé en droit et science politique de la France, l'idéologue en chef et créateur de campagnes culturelles.

A l'initiative de *Luang Vichit VADHAKARN*, une première étape vers une uniformisation dans le pays fut le changement de nom, le « Siam » devenant « Thaïlande » en 1939. Les diverses ethnies du pays ont intégrées dans des ensembles thaïs : Thaï islam, Thaï *Isan* (Thaï du Nord-est), Thaï *Næu* (Thaï du Nord), Thaï *Tai* (Thaï du sud).... La langue thaïe devint alors langue officielle. *Luang Vichit VADHAKARN* composa un nouvel hymne national et beaucoup de chansons nationalistes. Des nouvelles habitudes de vie quotidienne, des nouveaux vêtements occidentaux furent imposés partout sur le territoire thaïlandais²¹⁷.

Cette campagne fut mise en œuvre par les fonctionnaires siamois et fit quotidiennement l'objet d'annonces, d'articles de presses, d'émissions de radios, de publications de brochures, d'articles, de chansons, de poèmes, de contes, et de romans...

3.2. Les modifications dans la vie quotidienne

Dès l'arrivée des Thaïlandais en juillet 1941, Les habitants de Battambang obtinrent automatiquement la nationalité thaïlandaise et durent se soumettre, partout, à la mission de thaïsation.

« L'exemple vient d'en haut ». Le gouvernement thaïlandais essayait d'envoyer à la province de Battambang des Thaïlandais qui étaient de très bons « exemples », en particulier, par leur comportement, par leurs manières de se vêtir et autres : par

²¹⁷ La thaïfication est le fruit des politiques nationalistes systématiquement suivies par l'Etat thaïlandais après le coup d'État de 1933. Les dirigeants, inspirés par les idées occidentales d'un État-nation, ont cherché à augmenter la puissance de la région centrale.

exemple, qui ne chiquaient pas le bétel. Les habitants autochtones qui voulaient entrer à Battambang étaient strictement contrôlés. Puis, les prescriptions furent réitérées et des amendes furent prononcées et appliquées. Vers la fin de l'occupation thaïlandaise, les contrôles se renforcèrent encore : une ou deux personnes par village furent recrutées pour surveiller le respect du règlement.

3.2.A. *La langue*

La langue thaï fut proclamée « langue officielle » partout sur le territoire de Battambang et la langue khmère fut officiellement interdite dans tous les contextes. Mais le gouvernement thaïlandais ayant considéré que certains habitants, par exemple ceux de la région du Sud (Narathiwat, Pattani, Satun, Songkhla et Yala, anciens territoires du royaume malais qui furent passées sous l'autorité du royaume du Siam après la signature du traité anglo-siamois le 10 mars 1909), n'étaient parvenus à parler thaï qu'après plusieurs années d'occupation, envisagèrent que les gens ne parleraient thaï qu'au bout de dix ou vingt ans²¹⁸. Dans l'immédiat, les conversations en langue maternelle furent tolérées.

Malgré tout, le thaï devint langue d'administration et d'enseignement. Les annonces officielles et dans le média se faisaient essentiellement en thaï. Et l'apprentissage du thaï devint obligatoire pour tous les âges. Le chef des villages devaient être bilingues.

Non seulement le nom de toutes les organisations territoriales fut changé ou modifié selon la prononciation thaï, mais encore celui des habitants, en particulier des élèves, fut modifié par l'administration dès leur inscription à l'école. Le jour de l'inscription, chaque élève recevait donc un prénom « à la thaïlandaise » (évoquant la beauté, l'ornement ou la fleur pour les femmes, et la force pour les hommes). Par exemple : une jeune fille cambodgienne prénommée KHUON « Chhuon » dut adopter le nouveau prénom de « Nuonchhavy » qui signifie « peau couleur d'ivoire » ; et un garçon, KIM « Kou », aujourd'hui âgé de 88 ans, adopta le nom de « Vannasing » qui veut dire « lignée de Singha »²¹⁹. A l'école, le prénom thaïlandais était en vigueur mais dans la famille, le prénom khmer était encore utilisé. Les gens qui n'allaient pas à l'école pouvaient quant à eux garder leur prénom khmer. Heureusement, tous purent garder leur nom de famille.

²¹⁸ ANTB, ၁၁၈. ၀၂၀၁.၂.၁.၁၄/၈.

²¹⁹ Après le retour de la province de Battambang au Cambodge, le prénom thaïlandais ne fut plus utilisé.

3.2.B. Les vêtements

Les vêtements traditionnels furent interdits et remplacés par des vêtements occidentaux préconisés par le gouvernement de PHIBULSONGKHRAM²²⁰ : porter des chaussures, un chapeau, une jupe pour les femmes et des pantalons pour les hommes était obligatoire. Le sampot à queue fut interdit. Ce changement fut très mal reçu par les villageois. Pour sortir, des femmes essayèrent de mettre une jupe au-dessus du sampot à queue, mais si cette tricherie était remarquée par les policiers thaïlandais, elles devaient payer 25 ticaux d'amende.



A gauche : Ce qu'il ne faut pas faire
A droite : Ce qu'il faut faire

Source : KASETRASIRI Chanvit, *de Siam au Thaïlande : quelle importance de ce nom ?*, version thaï, art et culture-Matichon, Bangkok, 2005, p. 33.

Les changements des modes de vie et des vêtements dans les provinces thaïlandaises pendant la Seconde Guerre mondiale (occupation thaïlandaise)

3.2.C. Le mode de vie

Les Thaïlandais tentèrent également de s'attaquer au mode de vie spécifique des Cambodgiens. Ainsi, selon les témoignages des habitants, corroborés par quelques

²²⁰ Ce changement fut appliqué à tout le peuple thaïlandais.

documents en thaïlandais et en français, chiquer le bétel fut interdit. Comme il y avait beaucoup de plants de bétel dans la province, il fut difficile de faire respecter une telle règle. Le gouvernement avait ordonné, au début de l'occupation, de détruire petit à petit les plants de bétel²²¹ mais, le 29 septembre 1941, deux mois après l'occupation thaïlandaise, le gouverneur de Battambang, *Phun Ek Luang* Raad PADHIVETH, écrivit une lettre au ministère de l'Intérieur pour refuser d'appliquer cette disposition. Le ministre déclara alors qu'il ne s'agissait pas d'une interdiction mais d'un conseil et que les autorités avaient seulement proposé et encouragé les habitants à arrêter la chique de bétel et à remplacer les plants de bétel qui n'étaient plus utiles par d'autres arbres fruitiers²²².

Les femmes devaient porter des cheveux longs.

Avant 1941, les habitants de Battambang pouvaient librement chasser en utilisant des moyens divers. Pendant l'occupation thaïlandaise, il fut obligatoire d'obtenir une autorisation tandis que la plupart de lieux de pêche et la production forestière furent cédés à de grands commerçants.

3.2.D. La propagande idéologique

L'éducation au nationalisme fut instaurée chez les jeunes. Tous les matins, vers 8 heures, les élèves se réunissaient devant le drapeau thaïlandais et chantaient l'hymne national thaïlandais. Avant et après les cours, les élèves étaient encouragés à chanter des chansons patriotiques thaïlandaises dont le but était de motiver la population à aimer la Thaïlande et à s'en montrer solidaire. Une de ces chansons, concernant le « Monthon Borapha », est encore retenue par les Cambodgiens âgés de Battambang qui allaient à l'école pendant l'occupation thaïlandaise. Cette chanson exalte la victoire des soldats et la joie très forte des Thaïlandais pour le retour des territoires perdus:

มณฑลบูรพา²²³

La région Borapha

มณฑลบูรพาเคยได้เป็นของเรา

เสียดมราชพระตะบอง

²²¹ ANTБ, мп. 0201.2.1.14/8.

²²² ANTБ, мп. 5.8/8, lettre du gouverneur de Battambang, *Phun Ek Luang* Raad PADHIVETH au Ministre de l'Intérieur, 29 septembre 1941.

²²³ *Chansons de l'armée thaïlandaise*, tome 2.

La région de l’Est nous appartenait	Siem Reap, Battambang
บ้านพี่เมืองน้องมาช้านาน	แต่ครั้งโบราณก่อนเก่า
étaient autrefois la terre natale de nos frères	depuis l’ancien temps.
ไทยชาติไทยใจเศร้า	เลือดเนื้อเชื้อเผ่าถูกเขายื้อแย่งไป
les Thaïlandais et toute la nation thaïe se lamentaient	nos compatriotes étaient séparés de nous
คอยไทยเราเฝ้าคอย	แต่กำลังยังน้อยสู้กันไม่ไหว
Nous, les Thaïlandais attendions (leur retour)	mais nous n’avions pas encore assez de force.
ร่วม ๓๐ ปี	ทัพของไทยมีสมรรถภาพ
Au bout de 30 ans	l’armée thaïe fut capable
และเข้มแข็งยิ่งใหญ่	ทหารภาคบูรพาทัพพรหมโยธี
et bien forte et solide	Les soldats de la région de l’Est dirigés par le
Général Prom YOTHI	
รุกไล่โจมตี	พวกไพร่แตกหนีพ่ายไป
attaquèrent	les ennemis jusqu’à ce qu’ils fussent
vaincus.	
กองทัพบูรพา	องอาจเก่งกล้าเทอดเกียรติ
Les soldats de l’Est	furent courageux et forts.
กองหล้า	เลือดทหารชาติไทย
Ils firent honneur	aux soldats thaïlandais.

Cette chanson exprime clairement que le territoire de Battambang et de Siem Reap appartenait à la Thaïlande et que ses habitants sont génétiquement de « race » thaïs. Le passage de ce territoire sous l’autorité française, aux termes des traités de 1904 et 1907, leur fut un drame inoubliable. C’est la raison pour laquelle, la Thaïlande n’abandonna jamais l’ambition de le récupérer et parvint enfin à la victoire trente ans plus tard.

Ce genre de chanson qui récrivait l’histoire du territoire visait à éveiller l’esprit nationaliste chez les jeunes ou les élèves de Battambang, et à entretenir celui des Thaïlandais.

3.3. L’éducation

Depuis leur arrivée, les Thaïlandais ont supprimé l’enseignement du khmer, même dans les écoles de monastère. D’après des enquêtes effectuées dans dix villages

auprès de vingt-sept personnes ayant habité à Battambang pendant cette période, l'école a repris à peu près six mois après le départ des autorités françaises des territoires rétrocédés.

Le Commissaire de la République française au Cambodge mentionnait dans son rapport d'études du 14 mars 1946 sur les provinces cédées : « *L'effort des Siamois s'est porté sur l'enseignement primaire distribué en langue siamoise. On trouvera un peu partout dans la province, même dans des centres très peu importants, un instituteur siamois chargé d'apprendre aux Cambodgiens la langue de l'occupant. L'enseignement secondaire laissait, aux dires des élèves et des parents, fort à désirer* »²²⁴.

3.3.A. Le système éducatif

Le gouvernement thaïlandais réinstalla donc l'enseignement dans tous les établissements scolaires cambodgiens (français) et les écoles de monastère : 311 monastères dispensaient un enseignement élémentaire au départ des Thaïlandais en 1946.

L'apprentissage au niveau élémentaire « *prathom* » était obligatoire. Les Thaïlandais demandèrent, par l'intermédiaire du chef de village, que les enfants et les jeunes Cambodgiens aillent à l'école à partir de l'âge de 5 ans. Les parents qui n'envoyaient pas leurs enfants à l'école étaient passibles d'une amende.

Les différents cycles de l'enseignement siamois étaient les suivants²²⁵ :

- CYCLE PRATHOM

Correspondant au cycle élémentaire

- I correspondant au cours enfantin
- II correspondant au cours préparatoire
- III correspondant au cours élémentaire
- IV correspondant au cours élémentaire 2^e année

- CYCLE MATHIOM

Correspondant au cycle complémentaire

- I correspondant au cours moyen 1^{ère} année

²²⁴ ANOM, INDO, HCI, Conspol 88 : A. de Verdilhac, *Projet de réorganisation administrative des territoires cambodgiens cédés en 1941*, 14 mars 1946, p.11.

²²⁵ *Ibid.*

- II correspondant au cours moyen 2^e année
- III correspondant au cours supérieur
- CYCLE PRIMAIRE SUPERIEUR
- IV correspondant à la première année
- V correspondant à la deuxième année
- VI correspondant à la troisième année
- THIEM MOHA VITHIALAY
Correspondant au cycle secondaire
- MOHA VITHIALAY
Correspondant à l'Université

Dès la réouverture des écoles, la langue utilisée à tous les niveaux était la langue thaïe, avec adjonction de l'anglais comme langue étrangère obligatoire à partir de la classe de *mathiom* 1 (Cours Moyen 1^{ère} année).

Au bout d'environ 7 ou 8 mois, quand les élèves arrivaient à écrire correctement le thaï (c'est facile quand on connaît déjà le khmer), l'enseignement se faisait alors entièrement en thaï. Les élèves de tous les niveaux du système français pouvaient poursuivre leurs études à l'école thaïlandaise selon une équivalence à condition d'acquérir une connaissance de base de la langue thaïe en une année scolaire au maximum. Les meilleurs élèves pouvaient sauter des classes à condition de réussir le concours annuel de fin d'année scolaire.

À part l'apprentissage, il y avait aussi des activités de sport et l'enseignement de la musique traditionnelle thaïlandaise (mêmes instruments qu'au Cambodge).

Chaque école était inspectée par un Thaï. Au début, la plupart des enseignants étaient thaïs avec un minimum d'enseignants khmers, justement ceux qui pouvaient parler couramment le thaï. On en trouvait quelques-uns, surtout dans l'établissement du centre ville. Mais petit à petit, ils furent remplacés dans le primaire par les jeunes enseignants cambodgiens qui avaient atteint le niveau de 4^{ème} du cycle *prathom* dans le système éducatif thaïlandais (correspondant au cours élémentaire 2^e année).

3.3.B. Les écoles et la vie à l'école

Les écoles des chefs-lieux de district furent transformées progressivement en écoles « *mathiom* », de *mathiom* I à *mathiom* VI c'est-à-dire du cours moyen 1^{ère} année à la 3^e année de cycle Primaire Supérieure (sauf à l'école de Mongkolborey). Par

exemple, au centre-ville de Battambang, il y avait deux établissements scolaires. L'un, le « groupe scolaire sud » situé à *wat* Kamphèng (Lycée Samdach Euv actuel) accueillait les filles. L'autre était le « groupe scolaire central » (département de l'Education provinciale depuis la fin du régime de POL Pot, détruit et remplacé en 2009 par des appartements modernes) pour les garçons. L'enseignement couvrait les cycles *prathom* (de niveau 1 à 4) et *mathiom* (de niveau 1 à 4).

Dans le « groupe scolaire central », (probablement le même système était en vigueur au « groupe scolaire sud » pour les filles), chaque classe comprenait environ 30 élèves. Chaque élève recevait un numéro d'identité (nom d'école, niveau de classe et numéro d'identité sur sa chemise). Les professeurs, les maîtres et les élèves portaient obligatoirement des uniformes. L'uniforme des professeurs était de couleur kaki. Pour les garçons, l'uniforme se composait d'une chemise blanche ou kaki, une culotte de couleur bleu foncé ou kaki, de longues chaussettes noires, des chaussures noires, et d'une casquette noire. Il est vraisemblable que cet uniforme s'inspirait de l'uniforme des scouts thaïlandais puisque le programme de scoutisme fut pratiqué dans cet établissement. Mais selon la presse cambodgienne, cet uniforme était « *l'uniforme des écoliers thaïlandais, copié sur celui des enfants de leurs alliés japonais* »²²⁶.

L'horaire quotidien de travail s'étalait de 8 heures à 11 heures et de 12 heures à 15 heures. Tous les samedis après-midi, à 14 heures, les élèves montaient au dernier étage du bâtiment central pour prier à la manière bouddhique, assis sur le toit sans chaise (le fait que tous les élèves tenaient sur le plus haut niveau du bâtiment central permet d'estimer que le nombre d'élèves n'était pas très grand). Les élèves mangeaient à l'école, sur la pelouse. Ils partageaient les nourritures qu'ils avaient apportées de la maison. Il y avait également une cantine, mais la plupart des élèves préféraient apporter leur nourriture. Comme indiqué ci-dessus, l'école organisait également un programme de scoutisme et encourageait les élèves à y participer. De temps en temps, l'école laissait aux scouts un jour libre pour qu'ils puissent s'adonner à des activités humanitaires telles qu'aider les gens qui avaient eu un accident ou qui étaient en difficulté.

La vie des jeunes filles du « groupe scolaire sud » ne devait pas être très différente de celle des garçons du « groupe scolaire central ». Elles portaient un

²²⁶ ANC, Fond de documentation, B.677, le *Sangkum*, n° 12, juillet 1966, p. 26.

chemisier blanc et une jupe bleue foncée. Les uniformes des élèves du monastère étaient moins stricts.

Théoriquement, les écoles de la ville étaient ouvertes aux élèves de toutes les classes sociales, mais, pratiquement, elles étaient surtout réservées aux riches et aux habitants du centre-ville à cause, d'une part, du coût élevé de l'uniforme, d'autre part, de la distance entre l'école et la maison et du manque de moyens de transport. Les villageois pouvaient alors envoyer leurs enfants aux écoles de monastère qui donnaient un enseignement de niveau *Prathom* 1 à 4.

Les anciennes « écoles de monastère » ont été rouvertes une à une, mais au lieu d'employer les moines instituteurs comme le faisaient les Français, les autorités thaïlandaises y envoyèrent des moniteurs et monitrices thaïlandaises ayant suivi seulement les cours de l'enseignement primaire ou primaire supérieur thaïlandais (cycle *mathiom*). Toutes les « écoles de monastère » furent ainsi transformées en écoles élémentaires appelées écoles « *prachhaban* » (écoles qui ont reçu l'aide financière de la municipalité ou des gens locaux) dispensant l'enseignement thaïlandais du cycle *Prathom*.

Par exemple, l'école de monastère de Sampeuv située à peu près à deux kilomètres au sud du centre-ville, au bord de la rivière Sangker, accueillait les élèves qui habitaient tout près du monastère ou ceux qui pouvaient y venir à pied. Grâce au pont réservé au train construit par les Français pendant les années 1930, les enfants de l'autre côté de la rivière pouvaient également traverser pour assister aux cours. Cette école accueillait des filles et des garçons. On y donnait des cours de cycle primaire (de niveau 1 au niveau 4). Les élèves qui voulaient poursuivre leur apprentissage dans le secondaire devaient aller, soit au « groupe scolaire sud », soit au « groupe scolaire central ». L'école de Sampeuv commençait tôt le matin et se terminait l'après-midi, selon le même horaire que les autres établissements scolaires. Les élèves soit mangeaient à la cantine, soit rapportaient de la nourriture de la maison. Les élèves qui habitaient près de l'école rentraient chez eux pour manger. L'uniforme n'était pas obligatoire sauf pour des cérémonies officielles, des fêtes ou des activités inter-écoles tels que les concours sportifs. Mais pour les garçons, au lieu de la chemise couleur kaki, ils portaient une chemise blanche. Les filles, elles, portaient un chemisier blanc, une jupe courte bleue (mettre le chemisier dans la jupe n'était pas obligatoire), des chaussettes et des chaussures blanches et un chapeau. L'uniforme des maîtres était le même que celui des écoles du centre-ville.

Les élèves de cette époque qui sont encore vivants racontent que les enseignants thaïlandais étaient beaucoup plus gentils que les enseignants français de l'époque coloniale. Le règlement intérieur était aussi moins strict.

À cette époque, les filles n'étaient pas très poussées par la famille à faire des études. Elles étaient pour la plupart obligées d'arrêter très tôt.

3.3.C. L'éducation pour les adultes

Dans les villages environnants, les enfants comme les paysans devaient aller apprendre la langue thaïe, au moins une heure par jour à la mairie. Dans le village d'Ô Sralao de *srok* Sangker par exemple, le cours de langue thaïe était obligatoire pour les paysans. Il avait lieu de 12 heures à 13 heures et l'enseignant était cambodgien. Il y avait également des cours de thaï pour les adultes avec un programme équivalent à celui des quatre niveaux du cycle de « *Prathom* ».

Les adultes des différents districts de la province de Battambang qui ne voulaient pas fréquenter les établissements scolaires purent s'inscrire dans des écoles professionnelles ouvertes en 1942 à l'initiative des Ministères thaïlandais de l'Industrie et de l'Économie. C'était une formation d'une durée de six mois. L'école professionnelle de couture qui procurait un enseignement de tissage et de broderie s'adressaient aux femmes et aux hommes. Pourtant, les élèves étaient pour la plupart des jeunes filles âgées de dix-huit à vingt ans. Cette école se situait dans la rue numéro 2 au nord du marché municipal, dans l'hôtel situé entre le marché municipal et le lycée Preah Monivong actuel. Vers la fin de 1942, l'école accueillait quarante élèves de toute la province de Battambang²²⁷. L'école d'artisanat, pour les hommes, se trouvait tout près de l'ancienne prison²²⁸ de la province, au nord de *wat* Kamphèng.

Une moitié des élèves de l'école professionnelle n'arrivaient pas à profiter de ce qu'ils avaient appris à cause du prix très élevés du matériel. Par exemple, une machine à coudre coûtait vingt-cinq baths, c'est-à-dire la moitié du salaire mensuel d'un fonctionnaire du quatrième grade²²⁹.

²²⁷ ANTB, ៣៣-5.8/11.

²²⁸ L'ancienne prison fut détruite vers l'an 2010 et remplacée par des appartements modernes et un centre commercial.

²²⁹ ANTB, ៣៣-5.8/11.

3.3.D. Les études supérieures

Pour les études supérieures, il fallait aller à Bangkok. Beaucoup d'élèves cambodgiens poursuivaient leurs études secondaires au *Thiem Moha Vitialay* à Bangkok. Cela continua même jusqu'années cinquante. Ceux qui atteignaient le niveau 4 du primaire pouvaient devenir enseignants de l'école primaire.

3.3.E. La langue khmère

On ne trouva plus d'enseignement de la langue khmère pas même dans les monastères. Les inscriptions en khmer, même celle des monastères, devaient être supprimées sous peine d'amendes. Cependant, les moines utilisaient encore le khmer.

3.3.F. La langue chinoise

Quand la Thaïlande passa sous la férule de PHIBULSONGKHRAM, toutes les écoles chinoises de ce pays furent fermées. Lors de mon enquête, les habitants de Battambang ne mentionnèrent pas l'existence d'écoles chinoises dans la province de Battambang. Il est toutefois vraisemblable que celles qui s'y étaient établies furent également fermées.

3.3.G. Les échanges des moines

Des échanges entre les moines thaïlandais et ceux du Cambodge furent également encouragés. La plupart des moines de la province de Battambang firent des stages dans les écoles de monastère à Bangkok et vice-versa. Même dans les années 1950, plusieurs moines cambodgiens venant de Battambang effectuèrent des stages dans les écoles de monastère thaïlandais²³⁰.

4. L'économie

La province de Battambang était le grenier à riz du Cambodge. Elle assurait l'exportation, tous les ans, d'au moins dix milles tonnes de riz²³¹. Elle était aussi la plus grande productrice de poissons d'eau douce du Cambodge.

²³⁰ Selon une enquête de terrain menée dans dix villages auprès de 27 personnes ayant habité à Battambang pendant la période d'occupation thaïlandaise.

ANOM, INDO, HCI, Conspol 88.

ANC, Fond de documentation, box 674.

²³¹ ANTb, (3) ๙๓. 0201-9/3 ๑๓1.

Avant et au début de la cession, le prix du riz dans la province de Battambang était beaucoup moins élevé qu'à Bangkok. Mais, dans les premiers temps, les autorités thaïlandaises ne parvinrent pas à contrôler les échanges : les habitants essayaient d'acheter ou de garder leur riz en réserve et les grands commerçants, dont la majorité n'étaient pas des autochtones, profitaient de leur côté de cette situation pour amasser énormément de riz, de poissons et d'autres produits de la province pour l'exportation. En conséquence, vers fin septembre 1941, le prix des productions de Battambang augmenta, particulièrement, celui du riz²³².

Pour contrôler le prix du riz (pour qu'il ne soit pas aussi cher qu'à Bangkok) et aussi pour assurer l'approvisionnement des habitants, l'exportation du riz de la province de Battambang fut strictement interdite, dès le début de septembre 1941. Et, afin de promouvoir le niveau de vie des habitants locaux et pour que les agriculteurs aient des revenus réguliers, seuls les autochtones furent autorisés à faire le commerce du riz dans la région.

Parmi les grands commerçants ou fonctionnaires-commerçants de la province concernés, il y avait les descendants de la famille APHAIVONG : *Nang* Samean APHAIVONG (lien de parenté inconnu) ; le futur deuxième lieutenant Savong APHAIVONG, demi-frère de la femme du gouverneur de Battambang ; *Nai* Kasém APHAIVONG, beau-frère de POC Khun... qui coopéraient évidemment avec les membres de leur famille toujours domiciliés à Battambang comme *Phan Tumruot Tri Ruoy* APHAIVONG... Dès la mise en vigueur de l'interdiction d'exportation du riz de la province de Battambang, vers août-septembre 1941, ils proposèrent au gouverneur de Battambang une commission de trente à cinquante centimes de bath par sac de riz en échange d'une autorisation d'exporter. Bien qu'il s'agissait de membres de la puissante famille, le gouverneur en référa au ministre de l'Intérieur pour l'informer des tentatives illicites de ces commerçants le gouvernement lui donna raison et le gouverneur recommanda finalement aux commerçants de vendre aux commerçants locaux le riz qu'ils avaient amassé²³³.

Pendant la période d'occupation thaïlandaise, le rendement la production du riz diminua sérieusement. Avant l'occupation, elle s'élevait en moyenne à 180.000 tonnes par an, elle diminua de 20% en 1942, de 30% en 1943, de 50% en 1944, de 80% en

²³² Faute de source, le prix du riz à Battambang avant la guerre ne pourrait pas être précisé mais à la fin septembre 1941 le riz non décortiqué coûtait 5 piastres par sachet.

²³³ ANTB, 111. 5.8/8, Lettre du gouverneur de Battambang, *Phun Ek Luang* Raad PADHIVETH au Ministre de l'Intérieur, 29 septembre 1941.

1945. Et la plupart de la récolte fut ramassée par les autorités thaïlandaises et vendue aux autorités japonaises selon un accord en vigueur entre les deux pays. En 1946, les Thaïlandais avaient ainsi raflé tous les stocks de riz et, lors de la réoccupation, les Français constatèrent que les paysans ne disposaient même plus des semences indispensables aux cultures.

Quant au maïs, la production qui était d'environ 5.000 tonnes en 1940 fut réduite à zéro²³⁴. Les services vétérinaires étant alors inexistant, le cheptel fut frappé par des épidémies qui exigèrent sa mise en quarantaine dès que Battambang fit retour au Cambodge²³⁵. Les habitants de la province de Battambang connurent alors la famine et de grandes difficultés.

De plus, le crédit qui avait soutenu le travail agricole des habitants du Cambodge avait été supprimé dès l'arrivée des Thaïlandais. Le paysan dut recourir aux usuriers chinois qui achetaient par avance la récolte future en la payant la moitié de sa valeur. En l'absence de contrat, ces derniers couraient le risque de ne pas être remboursés ; alors ils surveillaient les récoltes et prévenaient les autres Chinois si une telle mauvaise fortune arrivait. Dès lors, le délinquant ne pouvait plus emprunter, au moins dans la région²³⁶.

5. La santé

D'après plusieurs Cambodgiens de l'époque, le gouvernement thaïlandais portait moins d'attention à la santé publique que les responsables sous le Protectorat français. Durant cette dernière période, l'hygiène de la ville était strictement prise en charge par les autorités françaises : les marchés étaient nettoyés régulièrement, l'hôpital était bien équipé, les programmes de vaccination s'effectuaient régulièrement²³⁷. Mais pendant la période de l'occupation thaïlandaise, les équipements sanitaires par exemple le matériel chirurgical, l'autoclave... disparurent. Les campagnes de vaccination se faisaient rares, et souvent très tardivement après la déclaration de l'épidémie dans la région. Après mai 1945, notamment, plusieurs régions de Battambang furent touchées par le choléra. Ainsi, selon un rapport du 2 décembre 1945 du gouverneur, Tomorn KHAT, cette maladie toucha deux communes limitrophes du centre ville, Daun Teav et Khlong Ek (Prek Ek), provoquant la mort de 14 personnes. Pricha BUNRAKSA, maire de la

²³⁴ ANC, Fond de documentation, B.677 ; le *Sangkum*, n° 12, juillet 1966, p. 27.

²³⁵ *Ibid.*

²³⁶ ANOM, INDO, HCI, Conspol 88.

²³⁷ Journal en langue thaï *Thai Ekkarat*, 29 mars 1941/15 mai 1941.

commune de Pak Prè (Bak Prea), ajoutait que sa commune comptait 200 malades²³⁸. Le même mois, le paludisme tua huit personnes dans la région de Khlong Ek et des maladies dermatologiques inconnues apparurent dans le même district. Beaucoup de maladies frappaient les habitants ruraux mais le gouvernement ne prit aucune mesure pour lutter contre²³⁹.

6. L'insécurité

Des manifestations de mécontentement eurent lieu dans plusieurs régions du territoire cédé mais elles furent vite étouffées et demeurèrent peu connues de l'extérieur. Une de celles qui furent rapportées eut lieu à Beng Phceuk où 3.000 habitants khmers manifestèrent après que de nombreuses femmes et jeunes filles de ce village ont été violées par les soldats thaïlandais²⁴⁰.

En ce qui concerne l'attitude des policiers de la province, la presse cambodgienne mentionna que « *la police se livre ouvertement au chantage et se désintéresse totalement des vols et des assassinats. Des bandes de voleurs parcourent les routes et détroussent les passants* »²⁴¹.

Vers octobre 1945, les autorités thaïlandaises relevèrent l'augmentation des vols, le développement des jeux d'argent, celui du nombre des buveurs et des fumeurs. Aussi ordonnèrent-elles aux policiers et aux chefs de villages d'être plus vigilants et de sanctionner plus durement. Les administrateurs et les chefs de villages qui eux-mêmes s'adonnaient à de telles pratiques furent menacés de démission²⁴².

7. La diffusion de l'information

En Thaïlande, il n'existait pas de journaux en dehors de la ville même de Bangkok, aucune ville de province ne possédait de quotidiens. Par contre, *Luang PHIBULSONGKHRAM* s'est attaché à développer considérablement la vulgarisation des postes de TSF (radiodiffusion) de sorte qu'à la fin de l'occupation thaïlandaise, chaque village possédait son poste radio. Les habitants prirent l'habitude de se réunir le

²³⁸ ANTB, (3) ๙๓. 0201-9/3 ๖๓1.

²³⁹ *Ibid.*

²⁴⁰ ANC, Fond de documentation, B. 674 : Ministère de l'Information du Cambodge, *Battambang et son passé*, p. 33.

²⁴¹ ANC, Fond de documentation, B.677, le *Sangkum*, No 12, juillet 1966, p. 26.

²⁴² ANTB, (3) ๙๓. 0201-9/3 ๖๓1, ๗๓ 5.8/8

soir autour des haut-parleurs pour écouter les nouvelles. Evidemment, c'est aussi par la radio que le gouvernement thaïlandais diffusait sa propagande²⁴³.

8. Les habitants annexés

Les accords de Tokyo prévoyaient un délai d'une année pour que les habitants du territoire annexé qui refusaient de se faire naturaliser thaïlandais puissent vendre leurs propriétés et rentrer au Cambodge avec leurs biens mobiliers. Cette condition, acceptée par les autorités françaises, ne toucha en réalité que les citadins, les employés, les artisans et les commerçants. La majorité de la population formée de paysans ne voulait pas quitter la terre de ses ancêtres pour une raison sentimentale d'attachement à la terre natale, et parce qu'il n'était pas facile de vendre la terre pendant la crise. Ils ne voulaient pas non plus s'aventurer dans des régions qu'ils ne connaissaient pas.

Avant même l'entrée des Thaïlandais dans la province de Battambang, la plupart des fonctionnaires et des médecins, un grand nombre d'artisans et des étudiants vinrent s'installer à Phnom Penh²⁴⁴.

Les fonctionnaires indochinois de l'administration française furent licenciés en raison de la suppression de leur emploi, à compter du 21 juillet 1941, trois jours avant la cession du territoire. Ils ne furent pas réembauchés par les autorités thaïlandaises sauf ceux qui savaient parler thaï²⁴⁵. Par exemple, CHROUK Eng, autrefois receveur des Postes Télégraphes et Téléphone (PTT) à Maung Russey qui parlait couramment la langue thaï, demeura employé des PTT de cette ville. Cependant, ces fonctionnaires furent sollicités par les autorités cambodgiennes pour prendre un travail à Phnom Penh ou dans le territoire du Cambodge. Par exemple, en ce qui concerne les gens travaillant dans les services sanitaires, le résident supérieur du Cambodge mentionna que : « *En ce qui concerne le restant du personnel en service à Battambang, j'estime qu'il y a lieu de le replier tout entier sur l'hôpital mixte de Phnom Penh* »²⁴⁶. Quelques-uns refusèrent cette proposition, tel PHUM Chhay, agent de 2^e classe de la police de la ville de Battambang, à qui il fut proposé de travailler à Pursat et qui explique : « *Lors de la cession des territoires, je n'ai pas pu suivre le gouvernement parce que je n'ai pas pu*

²⁴³ ANOM, INDO, HCI, Consol 93, Bulletin de renseignement: sentiments de politique extérieure au Siam.

²⁴⁴ ANC, Fond de documentation, B.677, le *Sangkum*, No 12, juillet 1966, p. 26.

²⁴⁵ ANC, Résident supérieur du Cambodge 1863-1954, 13234.

²⁴⁶ *Ibid.*

encore vendre mon terrain d'habitation et mes quelques rizières, qui constituent, en dernier lieu, mes seules ressources »²⁴⁷.

Un grand nombre de commerçants ne quittèrent pas tout de suite le territoire rétrocédé. Ils considéraient que le délai de 12 mois qui leur était accordé leur laissait le temps d'agir pour le meilleur intérêt de leurs affaires. Quelques-uns quittèrent Battambang à l'extrême limite de la date fixée. D'autres, en plus grand nombre, se résignèrent à rester.

Exceptionnellement, les Français avaient les mêmes droits que les Cambodgiens. Leur absence de refus de la nationalité pendant la première année de l'occupation, leur donnait droit automatiquement à la nationalité thaïlandaise.

Les étrangers y compris les Chinois, les Vietnamiens, les Japonais, les Anglais, les Américains et les membres d'autres nationalités n'eurent, par contre, pas le droit d'obtenir la nationalité thaïlandaise après la cession. Ils pouvaient demander un droit de résidence²⁴⁸.

Le 17 octobre 1945, la province comptait trois mille Chinois, essentiellement commerçants. La plupart d'entre eux installés dans la région depuis longtemps possédaient déjà la nationalité thaïlandaise. Ils étaient très attachés à la région de Battambang. Ils avaient été divisés en quatre groupes : Hokkien²⁴⁹, Teochew²⁵⁰, Cantonais²⁵¹ et Hakka²⁵², chaque groupe ayant un représentant qui avait été nommé par les Français avant l'arrivée des Thaïlandais. Pour faciliter la communication avec les groupes chinois, les autorités thaïlandaises conservèrent cette structure.

Les Vietnamiens, au nombre de mille environ, habitaient principalement autour du lac de Tonlé Sap et à Khsach Poy, situé au bord de Stung Sangker à une dizaine de

²⁴⁷ *Ibid.*

²⁴⁸ ANTB, un 0201.2.1.14/9.

²⁴⁹ Les « Hokkiens » désignent ceux qui parlent hokkien, un dialecte chinois (groupe de dialecte minnan) parlé par beaucoup de Chinois d'outre-mer dans toute l'Asie du Sud-Est. Ils sont à l'origine du sud de Fujian, une province côtière située au sud-est de la Chine.

²⁵⁰ Les « Teochews » désignent ceux qui parlent teochew, un dialecte chinois (groupe de dialecte minnan) parlé à l'extrême Est de la province de Guangdong, dans la région de Chaoshan actuel. Chaoshan fut l'un des principaux foyers d'émigration vers l'Asie du Sud-est entre le XVIII^e et XX^e siècle. C'est ainsi qu'en Thaïlande et au Cambodge, les Teochews sont devenus le groupe ethnique majoritaire chinois.

²⁵¹ Les « Cantonais » désignent ceux qui parlent cantonais. Ils sont à l'origine du sud de la Chine, dans les provinces du Guangdong du Guangxi, à Hong Kong et à Macao.

²⁵² Les « Hakkas » ou « Khek » selon la prononciation hokkien sont des Chinois Han vivant dans le sud de la Chine, qui se considèrent comme les lointains descendants de réfugiés originaires des provinces au centre est de la Chine : Henan, Shanxi et nord du Hubei.

kilomètres du sud du centre-ville, autour de l'église catholique. Ils étaient surtout pêcheurs. Environ quatre cents Khmers Islam obtinrent aussi la nationalité thaïlandaise.

9. Les émigrants de Battambang

9.1. Vers la Thaïlande

9.1.A. Foyer des étudiants de Battambang et de Kralanh

À Bangkok, le « Foyer des étudiants de Battambang et de Kralanh » fut fondé par *Luang Kowit APHAIVONG*. Il regroupait beaucoup de jeunes gens des provinces annexées partis à Bangkok pour poursuivre leurs études. Ces jeunes étudiants furent traités comme des enfants adoptifs de *Luang Kowit APHAIVONG*²⁵³ qui leur procurait, outre diverses facilités diverses, une aide financière. L'un de ces étudiants, fils adoptif du *chau athicar* du monastère de Kralanh, aurait notamment été envoyé à Londres en 1950 pour achever ses études.

Lors du retour de Battambang au Cambodge, en 1946, les élèves furent encouragés à partir poursuivre leurs études à Bangkok. Le foyer demeura donc très actif même après la rétrocession. Ce sont les étudiants de ce foyer qui soutiendront ultérieurement les mouvements anti-français et pro-thaïlandais des *Khmers Issarak*.

9.2. Vers le Cambodge

9.2.A. Foyer des étudiants cambodgiens provenant du territoire cédé à Phnom Penh

À Phnom Penh, le foyer de Battambang, dirigé par Jean Vincent, Chef du Service Local de l'Éducation Physique, des Sports et de la Jeunesse, fut créé en mai 1941 afin d'accueillir des élèves dont les parents étaient restés en territoire annexé, pour qu'ils poursuivent leurs études dans les écoles cambodgiennes et françaises. Ces élèves reçurent également une bourse.

Au début, une vingtaine de garçons s'installèrent dans le foyer. À la fin du mois de juin 1941, ce dernier comptait une soixantaine de résidents. Certains d'entre eux allaient passer leurs vacances dans leur province natale de Battambang ou de Siem Reap²⁵⁴.

²⁵³ ANOM, INDO, HCI, CD 12: Récupération des provinces 1946-1949.

²⁵⁴ ANC, Résident supérieur du Cambodge 1863-1954, 20276, 27502.

III. Les personnages et puissances

À Battambang comme ailleurs au Cambodge, le pouvoir est concentré dans les mains d'une famille ou de personnages importants entretenant des relations en réseaux.

Pendant l'occupation thaïlandaise de 1941-1946, les personnages les plus puissants de la province de Battambang étaient donc les membres de « la famille APHAIVONG », descendants des anciens vice-rois de Battambang, qui ont toujours considéré la province de Battambang comme leur fief exclusif. Enfants ou petits enfants de *Chao Phraya Aphaiphubet Chhum*, ils avaient quitté Battambang pour le Siam lors de la rétrocession en 1907 et y étaient revenus pour occuper des positions privilégiées dans l'administration et dans le commerce de la province. Certains autres descendants n'avaient quant à eux jamais quitté le Cambodge.

Toutes les activités pro-thaïlandaises dans Battambang se cristallisaient autour des membres de cette famille dont le prestige demeura encore certain aux yeux de la population jusqu'à l'indépendance du Cambodge en 1953 et qui furent les véritables instigateurs de l'essor des *Khmers Issarak*.

- **Les APHAIVONG**

Dès la génération du premier seigneur, *Chao Phraya Aphaiphubet Bèn*, la relation avec Bangkok fut étroite entre la cour royale de Bangkok et la famille des seigneurs elle-même.

En 1864, Korng, le fils de *Chao Phraya Aphaiphubet Bèn*, fut tué lors d'une mission avec un groupe des habitants de Battambang pour un travail de construction à Bangkok. Le roi Rama IV (1851-1868) ordonna alors de s'occuper de la famille de Korng. Une de ses filles fut envoyée à la cour royale thaïlandaise et devint concubine du roi Norodom lorsqu'il fut couronné par le Siam. Elle était la mère du prince NORODOM Sothearos, grand-père du roi NORODOM Sihanouk. Une autre fille de Korng, Keo ou Thao Srisunthorranad, fut envoyée à Bangkok et élevée par *Somdech Chao Phraya Chuong BUNNAK*. Elle se maria avec le fils aîné de ce dernier, Vorn BUNNAK, qui était ministre siamois de l'Intérieur (1869-1888). La petite fille de Keo, *Phra Nang Chao Suvadhana Pravorraratthévi*, devint la reine du roi Rama VI (1910-1925).

Après la rétrocession du territoire de Battambang en 1907, *Phraya Aphaiphubet Chhum* et les membres de sa famille adoptèrent la nationalité siamoise. Il fut honoré par

le roi Siamois du nouveau titre de « *Chao Phraya Aphaiphubet Chhum* ». C'était le titre le plus élevé pour les mandarins siamois. Il continua à travailler pour les autorités siamoises en se déplaçant souvent entre Bangkok et Prachinburi où s'installa sa famille et où il passa beaucoup de temps jusqu'à sa mort, le 28 août 1922.

À Prachinburi, il versa beaucoup d'argent pour la construction de l'école et du monastère bouddhique, *wat* Keo Phichit. L'architecture de ce monastère, le lieu de culte de la famille, est la même que celle du *wat* Damrei Sar ou « monastère de l'éléphant blanc » de Battambang²⁵⁵. Sa résidence à Prachinburi fut également construite sur le modèle de celle qu'il avait fait construire à Battambang avant son départ en 1907 (actuel hôtel de ville de la ville) et fut transformée en hôpital par sa petite fille, *Phra Nang Chao* Suvadhana Pravorraratthévi, la reine de Rama VI, héritière de ce bâtiment.

Chao Phraya Aphaiphubet Chhum avait amené avec lui à Prachinburi 40 femmes et 55 enfants²⁵⁶ - nous possédons les noms de vingt-quatre de ces femmes et de trente trois enfants. La majorité de ces derniers se marièrent soit avec les membres de la famille royale siamoise soit avec les enfants de grands mandarins siamois. Ses fils et ses gendres occupèrent des positions importantes dans l'administration thaïlandaise (en Thaïlande et dans le territoire cédé). Deux personnages les plus connus des APHAIVONG en Thaïlande étaient, outre la princesse *Phra Nang Chao* Suvadhana Pravorraratthévi, reine du roi Rama VI, un des petits-fils de Chhum, Khuang APHAIVONG (*Luang* Kowit APHAIVONG), fondateur et chef du parti Démocrate, plusieurs fois élu Premier ministre de la Thaïlande entre 1943-1948.

²⁵⁵ CHANSONGSENG Virasak, *Chao Phraya Aphaipubhet (Chhum) Chao Muang Phratabang Kon Sudthai Tai Pokkhrong Siam*, « *Chao Phraya Aphaipubhet (Chhum) dernier seigneur de Battambang sous la période siamoise* », Yipsi Group, Bangkok, 2014, p. 112.

²⁵⁶ *Ibid.*, p. 115.

La famille de Chao Phraya Aphaiphubhet Chhum

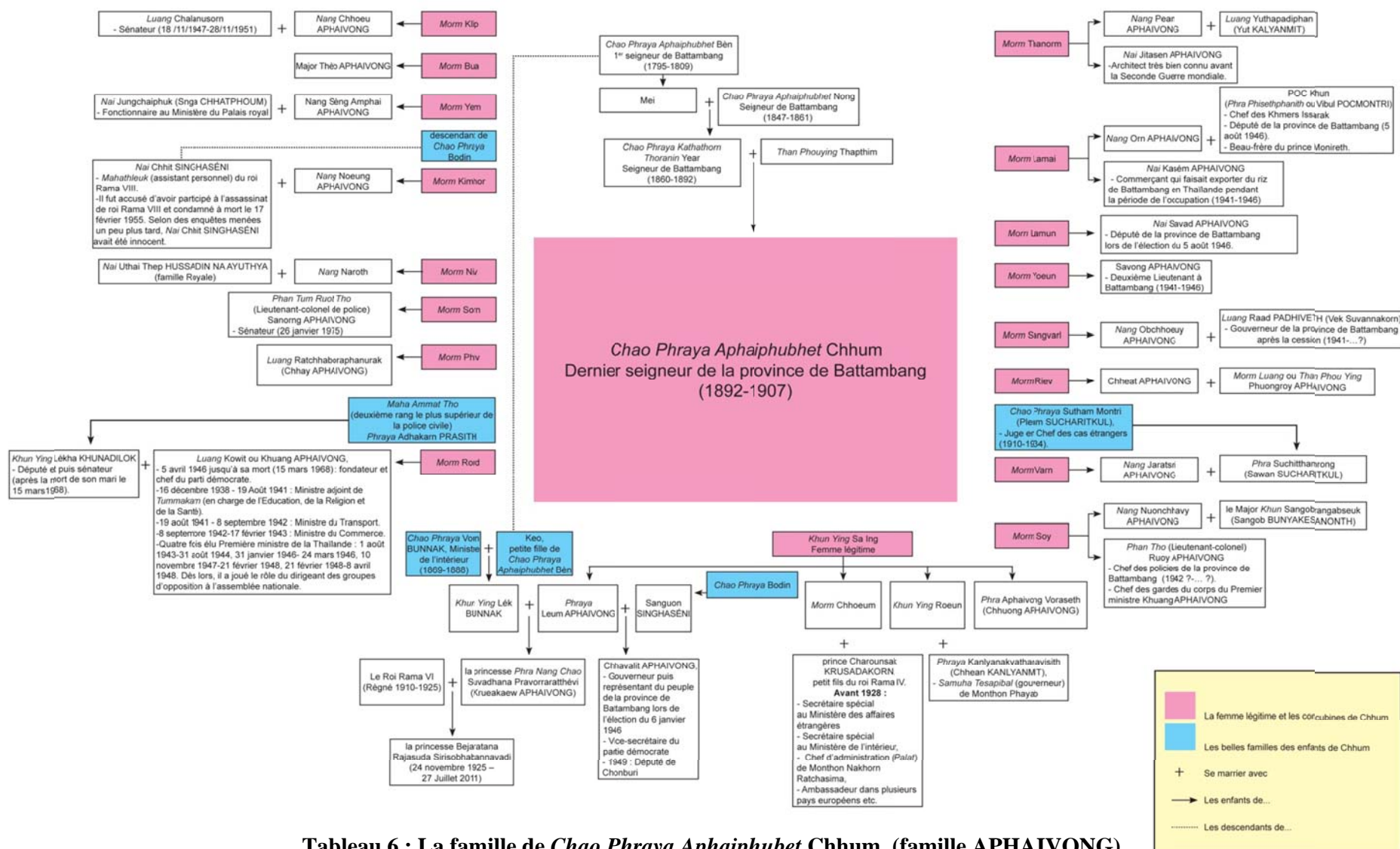


Tableau 6 : La famille de Chao Phraya Aphaiphubet Chhum (famille APHAIVONG)

Les APHAIVONG et leurs alliés la plupart des grands administrateurs, les députés de la province et la femme du gouverneur de Battambang, *Phun Ek Luang Raad PADHIVETH* étaient de la famille. D'autres occupaient des positions importantes dans l'administration de la province de Battambang (postes, chemins de fer, douanes etc.) mais aussi dans le secteur de l'économie, en particulier dans le commerce du riz. *Luang Kowit APHAIVONG* racheta notamment la Société rizicole qui s'occupait des expéditions de riz à destination de Bangkok à raison d'un train tous les cinq jours, avant d'être exporté vers les autres pays d'Extrême-Orient. Le riz était pour moitié envoyé brut et pour moitié décortiqué sur place²⁷³.

Malgré la perte du pouvoir de leurs ancêtres, les descendants des seigneurs²⁷⁴ qui vivaient à Battambang étaient quant à eux assez riches et avaient conservé la plupart de leurs territoires agricoles et de leurs biens immobiliers dans la province²⁷⁵.

Un rapport français précisait que : « *La famille APHAIVONG, installée dans Battambang, a su grouper toute une clientèle dévouée, et unanimement favorable à la cause siamoise. La famille Roun vient au premier rang. À Sisophon, on relève le nom de Roeung dont Houll est le neveu. À Battambang même, Nay Dinn, avocat près la Saladambaung, est l'agent officiel de liaison entre le Gouvernement Royal et le Kampuchea Seri.*

Nombre d'autres familles, connues des Services de Sécurité, sont également apparentées au clan APHAIVONG, dont les attaches se trouvent ainsi extrêmement étendues dans toute la province »²⁷⁶.

IV. Conclusion

En cinq ans d'occupation, Bangkok a quasiment réussi à implanter un nouveau mode de vie chez les habitants du territoire annexé. Les enfants avaient été éduqués bien sûr, mais ils étaient des moyens pour l'implantation de la « nouvelle » civilisation.

Les changements ordonnés avaient pour but de moderniser, développer et intégrer la province de Battambang dans l'ensemble de la Thaïlande. Le chef local des

²⁷³ ANOM, INDO, HCI, Conspol 93, *Bulletin de renseignement : sentiments de politique extérieure au Siam*.

²⁷⁴ Le nom de famille « APHAIVONG » fut nommé par le roi siamois Rama V-Chulalongkorn (1868-1910) à la famille du seigneur gouverneur Chhum qui venaient habitaient au Siam lors de la rétrocession en 1907. Les descendants des seigneurs qui habitaient à Battambang n'employaient pas ce nom de famille. « Aphaivong ».

²⁷⁵ Enquête à Battambang.

DELVERT Jean, *Le paysan cambodgien*, p.208.

²⁷⁶ ANOM, INDO, HCI, CD 12: Récupération des provinces 1946-1949.

services de la police au Cambodge souligna : « *les fonctionnaires thaïlandais de Battambang font miroiter aux yeux des Cambodgiens, toute sortes de faveurs : diminution ou disparition de taxes et d'impôt, autonomie politique et économique de la province...etc.* »²⁷⁷. En réalité, sur le plan économique, Battambang était ruinée. Les habitants faisaient face à une pauvreté jamais connue depuis 1907. En même temps, en pressant les Cambodgiens, ils créèrent beaucoup de difficultés aux habitants de Battambang.

Dès l'arrivée des Thaïlandais, par obligation, les habitants durent acheter des vêtements nécessaires, principalement importés de la Thaïlande et qui étaient assez chers. La production de riz diminuait et la plupart était exporté à Bangkok. Les habitants étaient en famine et de plus en plus endettés.

Le projet français de développement de la production d'électricité dans la province fut interrompu. Le réseau routier, les équipements et les immeubles administratifs se dégradaient. En ville, l'eau et l'électricité étaient fournies seulement quelques heures par jours (de 4h à 7h30 et de 18h à 20h).

À la fin de l'occupation thaïlandaise, des habitants devenaient de plus en plus misérable. Des manifestations de mécontentement avaient eu lieu dans plusieurs régions du territoire cédé mais elles furent vite étouffées et inconnues de l'extérieur.

²⁷⁷ ANOM, INDO, HCI, Conspol 93, Rapport d'inspecteur: Renseignement sur la province de Battambang du 7 décembre 1945.

Chapitre 4

Le retour de Battambang au Cambodge 1946-1953 (la croisade pour l'indépendance)

Après la capitulation japonaise et les retours des Français avec le général Leclerc en octobre 1945, l'indépendance du Cambodge que le roi NORODOM Sihanouk avait déclaré le lendemain du coup de force japonais contre les autorités françaises du 9 mars 1945 ne fut plus reconnue.

L'application du *modus-vivendi* franco-khmer du 7 janvier 1946 permit aux autorités françaises de conserver la direction de l'administration du Cambodge. Dès lors, les Français recommencèrent à organiser le territoire comme une colonie. SON Ngoc Thanh, Premier ministre du Cambodge après le coup de force des Japonais, fut accusé d'avoir trahi sa nation et d'avoir coopéré avec les Japonais. Il fut fait prisonnier et envoyé en France. Les fêtes nationales tels le jour de l'indépendance instauré en 1945 et l'anniversaire de la rébellion des bonzes en 1942 furent supprimées.

Par ailleurs, la France ne cessa pas de réclamer les territoires du Nord-Ouest, y compris la province de Battambang perdus depuis la convention de paix de 1941.

I. La réclamation territoriale

Le 1^{er} septembre 1945, le gouvernement français de Paris déclara que la Thaïlande devait rendre le territoire indochinois annexé en 1941 et que la restitution de ces territoires devait être intégrale parce que²⁷⁸ :

- le traité de 1941 avait été extorqué par la violence concertée entre la Thaïlande et le Japon ;
- le soi-disant gouvernement du Maréchal Pétain n'avait pas le pouvoir de céder de territoire français sans le consentement des Assemblées
- la population des territoires annexés comprenait une majorité écrasante de Cambodgiens et de Laotiens ;

²⁷⁸ ANOM, INDO, HCI, Conspol 93.

- le gouvernement de la Thaïlande libre devait prouver son caractère démocratique en se conformant aux principes des Nations Unies qui interdisaient le recours à la force et répudiaient les arrangements conclus par de telles méthodes.

Au début d'octobre 1945, le gouverneur thaïlandais à Battambang, dans un rapport et un télégramme pour le ministère des Affaires étrangères de Bangkok, notait que des autorités françaises étaient entrées plusieurs fois dans la région. Quelques groupes de personnes arrivaient la nuit et s'installaient à l'hôtel Battambang sous divers prétextes : rendre visite aux protégés français ; vérifier les matériels apportés par les Japonais ; payer les salaires des fonctionnaires français restés vivre à Battambang ; aider à lutter contre la transmission du choléra dans la province. À vrai dire, ils étaient là pour rencontrer secrètement des groupes cambodgiens et des personnages puissants tels que les moines et les chefs de village et pour répandre les nouvelles comme la capitulation japonaise dans la Seconde Guerre mondiale. Ils faisaient également connaître les modalités de retour du territoire de Battambang au Cambodge.

Le lendemain du départ de ces autorités françaises, les habitants furent informés des capitulations japonaises et thaïlandaises et de la rétrocession future du territoire de la province de Battambang au Cambodge. On leur expliqua que l'origine des habitants étaient khmère ce qui n'avait rien à voir avec ce qu'avaient prétendu les autorités thaïlandaises. On leur présenta les intentions des Cambodgiens et des Français pour obtenir le retour du territoire mais aussi l'histoire douloureuse des Cambodgiens pendant les invasions siamoises et confrontés aux ambitions territoriales des Thaïlandais. Enfin, on incita les habitants de Battambang à lutter pour la rétrocession²⁷⁹.

Le 28 septembre 1945, **dans une interview**, le nouveau Premier ministre thaïlandais, Seni PRAMOJ annonçait la rétrocession des territoires et la fin de tout différend avec la France. En octobre, il exprima sa volonté de résoudre tous les problèmes par la voie diplomatique²⁸⁰. L'effondrement du Parlement le 15 octobre 1945 empêcha Seni PRAMOJ de mettre en œuvre sa politique.

Le 15 décembre 1945, les autorités françaises annoncèrent, dans les journaux khmers, le recrutement de soldats. Elles rappelaient des militaires qui avaient démissionné dès l'arrivée des Japonais en Indochine en promettant de les promouvoir et de leur verser des primes. Elles firent transporter à Siem Reap les équipements

²⁷⁹ ANTB, (3) 850201.9/8 dossier 1.

²⁸⁰ ANOM, INDO, HCI, Conspol 93.

nécessaires aux soldats comme des uniformes et des chaussures et envoyèrent également beaucoup de soldats dans la province de Pursat, notamment à Svay Daun Keo, à la frontière entre le Cambodge et la province de Battambang²⁸¹.

À la fin de 1945, la Thaïlande établit des positions de défense sommaires le long de la voie routière et répartit, dans la province, des militaires en civil et des dépôts d'armes. Lors de l'installation des troupes indochinoises à Svay Daun Keo, la Thaïlande renforça encore plus ses troupes à la frontière de Battambang, spécialement dans le district de Maung Russey. Les postes frontaliers furent fortifiés. Des barrages légers en chicane furent établis sur la route de Maung Russey. Deux mille civils venus de la Thaïlande, sous prétexte de démobilisation, mais prêts à être rééquipés et réarmés, se trouvèrent ainsi placés (inoccupés mais payés) dans tous les villages proches de la route entre Mongkolborey et Maung Russey. Des militaires de l'infanterie thaïlandaise remplacèrent les policiers sous l'uniforme de ces derniers²⁸². En plusieurs occasions cependant, les troupes françaises entrèrent sur le territoire de Battambang et il y eut des échanges de coups de feu²⁸³.

À Phnom Penh, les journaux espéraient le retour des provinces cédées. Les autorités françaises distribuèrent, par avion, des tracts disant qu'elles ne cesseraient le retour de la province de Battambang²⁸⁴.

À l'étranger, selon le *New York Tribune*, les prétentions thaïlandaises étaient soutenues ouvertement par les Etats-Unis. Mais, suite aux démarches françaises, Washington consentit à déclarer, le 16 janvier 1946, qu'il ne reconnaissait pas les annexions siamoises effectuées avec l'aide du Japon. Aussi, au début de janvier 1946, le représentant américain en Thaïlande, Monsieur Yoost, fit savoir au gouvernement thaïlandais que le gouvernement américain maintenait sa position par laquelle les territoires annexés en mai 1941 devaient être restitués au Cambodge et au Laos²⁸⁵.

À partir de janvier 1946, la Thaïlande n'espéra plus pouvoir conserver Battambang par la résistance armée. Alors, elle soutint POC Khun et la réorganisation de l'ancien mouvement de *Khmer Issarak* pour créer des difficultés aux autorités franco-khmères. Bangkok comprenait que malgré le peu d'avantages accordés à ces provinces par la Thaïlande, la population craignait le retour de la nouvelle

²⁸¹ ANTB, (3) 0201.9/8 dossier 1.

²⁸² ANOM, INDO, HCI, Conspol 88.

²⁸³ ANTB, (3) 0201.9/8 dossier 1.

²⁸⁴ *Ibid.*

²⁸⁵ ANOM, INDO, HCI, Conspol 93.

administration cambodgienne et de l'impôt de capitation. En tant que député de Battambang, Chhavalit APHAIVONG proclamait alors : « *Battambang ne sera rendu qu'aux Cambodgiens et non pas au Français. Si ces derniers interviennent, la province se proclamera Etat indépendant sous l'égide des Khmer Issarak* »²⁸⁶.

C'est Luang Kowit APHAIVONG, en tant que dirigeant du mouvement nationaliste cambodgien, qui fut le véritable instigateur de l'essor des *Khmers Issarak* dès 1946²⁸⁷. Mais les mouvements et les activités des *Khmers Issarak* constituant un épisode particulier de l'histoire de la province seront évoqués ultérieurement (dans le chapitre 4 de la 2^e partie).

En février 1946, juste après les élections des représentants du peuple en Thaïlande, Chhavalit APHAIVONG et Payul APHAIVONG furent réélus dans les provinces rétrocédées. Ils lancèrent des campagnes tendant à amener la population de ces régions à demander que son sort soit réglé par voie de plébiscite. Ils promettaient aux Cambodgiens annexés une certaine autonomie et l'exonération de l'impôt personnel pendant dix ans²⁸⁸. Pourtant, pour éviter la guerre avec la France, le nouveau Premier ministre thaïlandais Khuang APHAIVONG fit croire au gouvernement français qu'il ne s'était pas volontairement opposé à la réclamation territoriale de la France et qu'il sollicitait une négociation. Au début de mars, il déclara officiellement au gouvernement français: « *vous nous avez pris des territoires en 1907. Nous vous les avons repris en 1941. Je ne voudrais pas qu'il y ait entre le Siam et l'Indochine une nouvelle « question d'Alsace-Lorraine ».* Pour que nous demeurions bon amis, je suis donc prêt à vous restituer les provinces, mais il est bien entendu que nous nous arrangerons ensuite à l'amiable et que vous nous les rendrez »²⁸⁹.

Dès mars 1946, les autorités françaises incitèrent les différents services à concentrer leur activité sur la propagande. Le vice-consul de Battambang alors en poste indiquait, dans son projet de réorganisation des territoires rétrocédés que « *des proclamations royales devront être rapidement affichées et des tracts lancés par avion*

²⁸⁶ ANOM, INDO, HCI, Conspol 88.

²⁸⁷ ANOM, INDO, HCI, CD 12: Récupération des provinces 1946-1949.

²⁸⁸ *Ibid.*

²⁸⁹ ANOM, INDO, HCI, Conspol 93, lettre du 13 mars 1946 du Lieutenant-colonel P.Barbeau, Chef du service des affaires civiles à la mission française de liaison à Monsieur le vice-amiral de l'escadre haut-commissaire de France pour l'Indochine.

*largement distribués, proclamations et tracts où seront exposés les principaux points du programme que l'administration se propose de poursuivre »*²⁹⁰.

Sur ce point, à Battambang même, où se réunissaient les élites de la population cambodgienne de la zone cédée, les opinions n'étaient pas unanimes. On trouvait quatre partis²⁹¹ :

- le parti pro-thaïlandais dirigé par *Khun Chhavalit APHAIVONG* demandait qu'on s'en tienne au statu quo ;
- le parti *Self gouvernement* dirigé par *Khun Hing APHAIVONG* (commis du précédent) demandait l'octroi d'une sorte d'autonomie puisque la province de Battambang était revendiquée par la France et le Siam et qu'elle était assez riche pour vivre indépendamment ;
- le parti *Khmer Issarak* (« Cambodge indépendant » ou « Cambodge libre »), dirigé par *POC Khun*, désirait le retour de la province au Cambodge mais à un Cambodge indépendant et non sous l'autorité française ;
- le parti pro-français demandait le retour pur et simple des provinces au Cambodge. Ce dernier parti regroupait, selon les Français, environ vingt pour cent de la population de Battambang.

En avril 1946, pour calmer l'impatience générale, les autorités françaises expliquèrent que la question des territoires annexés par la Thaïlande en 1941 ne devait être réglée que par voie de négociation diplomatique et non pas par une simple action locale²⁹². Mais ce même mois, la négociation franco- thaïlandaise organisée à Saigon n'aboutit à aucun accord. Les Français déclarèrent alors que « *si nécessaire, ils utiliseraient la force pour recouvrir les territoires que la Thaïlande refusait d'évacuer* ».

Le 28 mai 1946, vers 14 heures, le prince NORODOM Norintdeth, représentant du roi NORODOM Sihanouk, resté à Paris pour organiser le retour du territoire, et un groupe d'une vingtaine de Français et Cambodgiens arrivèrent à Svay Daun Keo, jusqu'au pont frontalier des deux pays. Le but de cette mission était, d'une part, de lutter contre la propagande des *Khmers Issarak* et d'autre part d'intimider les autorités

²⁹⁰ NOM, INDO, HCI, Conspol 88 : A. de Verdilhac, *Projet de réorganisation administrative des territoires cambodgiens cédés en 1941*, 14 mars 1946, p.15.

²⁹¹ ANOM, INDO, HCI, Conspol 93, étude sur la situation politique et économique de la province de Battambang, le 21 décembre 1945.

²⁹² ANOM, INDO, HCI, Conspol 88.

thaïlandaises. Ils rencontrèrent de nombreux habitants devant le poste de police et les informèrent de la revendication territoriale demandant que les Cambodgiens manifestent la plus grande solidarité. Le prince NORODOM Norindeth déclara notamment : « *Mes frères et sœurs cambodgiens, ne regrettez pas le territoire que les Thaïlandais avaient volé! Il sera rattaché au Cambodge. Le roi NORODOM Sihanouk est actuellement en réunion à Paris concernant ce territoire. Veuillez être solides et faire passer les informations suivants : ceux qui ont quitté le Cambodge pour vivre dans le territoire thaïlandais peuvent retourner au Cambodge ; ceux qui ont commis des fautes et sont partis en Thaïlande peuvent revenir, ils ne seront pas poursuivis. Veuillez informer vos amis et vos familles qui habitent en Thaïlande qu'au cas où la Thaïlande ne rendrait pas le territoire cédé en 1941 au Cambodge, la France le réclamera par la force de ses armées autant que nécessaire. Dans peu de temps, nous récupérons notre territoire! Les habitants de Battambang seront exonérés d'impôt et de taxe pendant trois ans* »²⁹³. Le prince annonça un projet d'exonération de taxes et d'impôts dans les provinces rétrocédées. Un Français ajouta après le prince que les cadavres qui avaient été laissés à Battambang après les affrontements de 1940 et 1941 seraient religieusement incinérés ou inhumés²⁹⁴.

Pour assouplir la position française et pour relancer des négociations bilatérales franco-thaïlandaises, les Etats-Unis encouragèrent la Thaïlande à faire appel aux Nations-Unis, le 5 juillet 1946, dans le différend qui l'opposait à la France. Vers la fin juillet, devant le conseil de sécurité de l'ONU, le gouvernement français informa le gouvernement des Etats-Unis de son intention de soumettre le différend franco-thaïlandais à la cours de justice de la Haye qui aurait à statuer sur la validité du traité de Tokyo²⁹⁵.

En juillet 1946, en accord avec le gouvernement cambodgien, un comité franco-khmer fut créé avec pour préparer les manifestations qui devaient accompagner le retour au Cambodge des territoires cédés²⁹⁶.

La situation était délicate. Profitant de la faiblesse militaire et des difficultés des Français au Vietnam, la Thaïlande maintenait sa revendication sur la province de Battambang et les autres territoires obtenus au début de la Seconde Guerre mondiale.

²⁹³ Texte traduit du texte en thaï. ANTB, (3) ๙๕0201.9/7 boîte 2.

²⁹⁴ ANTB, (3) ๙๕0201.9/7 boîte 2.

²⁹⁵ ANOM, INDO, HCI, Conspol 93.

²⁹⁶ ANOM, INDO, HCI, Conspol 88.

En août 1946, une nouvelle négociation fut prévue à Saigon. Mais, du 7 au 10 août, les réguliers thaïlandais, avec des *Khmers Issarak*, attaquèrent l'hôtel de Siem Reap récemment occupé par les troupes françaises et cambodgiennes, sans succès. Une semaine plus tard, d'autres bandes *thai Issarak* tentèrent de bombarder dans les provinces de Pursat et Kampong Thom, mais le résultat de cette attaque aérienne ne fut pas celui prévu à Bangkok.

L'évolution du conflit entre la France et la Thaïlande amena la France à envisager trois solutions : l'accord direct, le recours à l'ONU, la réoccupation par la force des territoires annexés en 1941. La France adopta finalement la seconde, c'est-à-dire le recours à l'ONU, bien que dans des conditions très défavorables²⁹⁷. En tant que membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies, la France profita de son droit de veto pour soumettre l'admission de la Thaïlande aux Nations Unies à la restitution des territoires annexés en 1941. Le gouvernement thaïlandais dut admettre l'échec de ses manœuvres et de ses tergiversations et accepta finalement les exigences françaises.

Le 17 novembre 1946, un accord franco-siamois fut finalement signé à Washington. L'article 1 annulait la convention de paix de Tokyo du 9 mai 1941 et indiquait que les territoires indochinois, c'est-à-dire la province de Battambang, Siem Reap, Kampong Thom et Stung Trèng, objets de cette convention, seraient transférés aux autorités françaises. Dans l'article 2, la France attestait ne plus s'opposer à l'entrée de la Thaïlande aux Nations Unies (l'admission de la Thaïlande aux Nations Unies se fit un mois plus tard, le 16 décembre 1946). L'article 3 prévoyait la constitution d'une Commission de Conciliation entre la France et la Thaïlande pour examiner les questions ethniques, géographiques et économiques éventuellement posées par la restitution²⁹⁸.

L'accord de restitution des territoires annexés bien que signé, la Thaïlande n'abandonna pas facilement ses ambitions. Après l'accord franco-siamois du 17 novembre 1946, Chhavalit APHAIVONG fit des tournées de propagande dans la province de Battambang et annonça que la souveraineté siamoise serait rétablie avant trois ans. Le 14 décembre 1946, cinq jours après la rétrocession officielle, le journal thaïlandais *Issaratham* fit paraître un article au sujet de la frontière entre la Thaïlande et

²⁹⁷ ANOM, INDO, HCI, Conspol 93, Compte rendu de la mission de M. Georges-Picot aux États-Unis du 25 août au 6 septembre, p. 2.

²⁹⁸ ANOM, INDO, HCI, Conspol 88.

l'Indochine disant, à propos de la frontière entre la Thaïlande et le Laos, que : « *le chef de la section des Affaires d'Asie au Département d'État des Etats-Unis a émis l'opinion que la paix ne pourrait régner dans l'avenir que si la France et le Siam considéraient le Mékong comme frontière commune et cela en raison de l'identité raciale des deux populations riverains [...]* »²⁹⁹.

Comme nous le verrons plus loin, la Thaïlande continua à réclamer ses droits sur le territoire de Battambang à la Commission de Conciliation franco-siamoise créée selon le traité de Washington. Et elle continua de soutenir les groupes de Khmers nationalistes créés pour inciter les habitants de Battambang à soutenir le groupe de dirigeants cambodgiens pro-siamois et contester le retour des Français.

II. La rétrocession

1. Le départ des Thaïlandais

Dès le début de 1946, les populations étaient au courant de l'exigence de rétrocession de la province de Battambang aux autorités cambodgiennes. Dès lors, les billets de banque indochinois furent très recherchés et les billets thaïlandais de 50 à 100 ticaux ne furent plus acceptés par les commerçants de la province³⁰⁰.

Après la négociation à Saigon, une première réunion se tint, le 18 août 1946, entre les ministères thaïlandais de l'Intérieur, du Trésor, du Commerce pour planifier pratiquement la rétrocession. La date de la rétrocession fut fixée par les autorités thaïlandaises au 9 décembre 1946, trois semaines après l'accord de Washington et quatre mois après la négociation qui se tint à Saigon.

Pendant ces quatre mois, les autorités thaïlandaises interdirent l'importation de tous les produits de Thaïlande vers le territoire rétrocédé, en particulier les produits rares, manquants ou difficiles à trouver en Thaïlande, comme les produits alimentaires. Par contre, elles ordonnèrent le transport vers la Thaïlande d'un maximum possible de riz, de bois et de productions forestières. Ce n'est qu'au lendemain de la signature de l'accord franco-thaïlandais de Washington, le 18 novembre 1946, que le Conseil des Ministres ordonna l'arrêt du transport du riz³⁰¹.

²⁹⁹ ANC, Fond de documentation, box 674 : Ministère de l'Information du Cambodge, *Battambang et son passé*, p. 37.

³⁰⁰ ANOM, INDO, HCI, Conspol 88.

³⁰¹ ANTB, (3) JMN 0201.2.1.14/16.

Notons que lors des négociations avec les autorités françaises, les autorités thaïlandaises mentionnèrent qu'elles avaient signé un accord, le 1^{er} mai 1946, aux termes duquel elles devaient fournir aux Nations Unies, dans le délai d'un an, 1.200.000 tonnes de riz. Dans ce montant figurait 200.000 tonnes provenant de la production des territoires rétrocédés. Elles demandaient donc au gouvernement français d'intervenir auprès du gouvernement britannique afin que le montant fixé, soit proportionnellement réduit. Dans l'annexe de la convention de Washington, le gouvernement français a bien relevé cette demande et s'est déclaré prêt à discuter de ce sujet avec les autorités britanniques compétentes³⁰².

Le gouvernement français obligea le gouvernement thaïlandais à présenter un inventaire détaillé du matériel à laisser dans des bâtiments publics comme l'avaient fait les Français en 1941 de crainte que les Thaïlandais ne laissent que « les quatre murs »³⁰³. Et ce fut bien le cas. Les Thaïlandais « nettoyèrent » tous les bâtiments des quatre provinces du territoire. Tous les équipements, sanitaires, d'administration, de communication et les fournitures diverses furent soit ramenés en Thaïlande soit vendus. Ils emportèrent aussi la presque totalité des archives, y compris celles antérieures à 1941 laissées sur place à la suite du traité de Tokyo.

Pour que le déménagement et le déplacement des Thaïlandais de la province de Battambang et Phibulsongkhram soient achevés avant la rétrocession, le ministère du Transport commanda dix camions japonais ou cinq grands camions. Le train fut aussi utilisé.

Le gouvernement thaïlandais ordonna aux administrateurs de collecter les taxes et impôts qui restaient à payer avant l'arrivée des Français. L'argent et le trésor furent transférés à Bangkok, on ne laissa sur place que la somme nécessaire aux dépenses courantes³⁰⁴. Les autorités thaïlandaises tentèrent de faire endosser par les nouvelles autorités les dettes de l'administration envers le gouvernement (27.610 baths) et les dettes de la province de Battambang portant sur le service d'électricité et d'eau potable (environ 20.000 baths).

Vers la mi-octobre, les autorités thaïlandaises ont trouvé que certains commerçants profitaient de ce moment difficile mais favorable pour eux pour tirer grand avantage à transporter illégalement des marchandises vers le territoire rétrocédé.

³⁰² *Ibid.*

³⁰³ ANOM, INDO, HCI, Conspol 93.

³⁰⁴ ANTB, (3) JMN 0201.2.1.14/16.

Pour lutter contre ce fait et pour éviter des pertes imprévues, notamment le ramassage des taxes et des impôts, Bangkok créa le 17 octobre 1946 un comité spécial composé des représentants du Ministère du Commerce, Ministère de l'Intérieur, du Ministère du Trésor et du Ministère des Transports.

Le gouvernement thaïlandais entendait ne rendre au gouvernement de l'Indochine que ce qu'il avait reçu lors de la cession. Aussi demanda-t-il dédommagement pour la liaison du chemin de fer Aranyaprathet-Mongkolborey, que les Thaïlandais avaient réalisée, et fit-il évaluer les biens immobiliers pour en réclamer le remboursement³⁰⁵. Beaucoup de demandes furent ainsi soumises aux autorités françaises.

Le 24 décembre 1946, la délégation française donna un avis favorable à six d'entre elles :

- achat de l'usine des eaux et d'électricité de Battambang : Lors de la cession de la province de Battambang en 1941, les autorités thaïlandaises ont payé 387.000 piastres au gouvernement français pour l'usine des eaux et d'électricité. Le 22 novembre 1946, le gouvernement thaïlandais présenta une proposition auprès de l'autorité française pour la revendre et obtint une réponse positive.
- continuation des contrats de pêcheries : Au jour de la rétrocession, les grands commerçants thaïlandais qui avaient reçu la concession de terres, de pêcheries ou d'autres activités sur le territoire rétrocédé avaient déjà consommé leur droit pendant un an et il leur resterait alors un an pour compléter leur délai d'affermage. Les autorités thaïlandaises prièrent les autorités françaises de laisser ces commerçants jouir de leur droit pendant encore un an³⁰⁶.
- achat d'un stock de bois de chauffage pour locomotives à Poipet : Un stock d'environ 10.000 m³ de bois de chauffage pour les locomotives était laissé dans la forêt de Poipet. Nai You Saen Suk, entrepreneur à Kralanh, province de Phibulsongkhram, s'était engagé à le faire transporter jusqu'à la voie ferrée, mais il n'était pas en mesure de le faire pour le moment, les chemins étant très mauvais. A la demande des Thaïlandais, les Français acceptèrent d'acheter ce bois au prix initialement fixé par le

³⁰⁵ ANTB, (3) JYH 0201.2.1.14/16.

³⁰⁶ ANTB, (3) JYH 0201.2.1.14/16, ANOM, INDO, HCI, Conspol 88.

département du chemin de fer à l'entrepreneur, 12 baths le mètre cube, pour un total d'environ 120.000 baths à condition que ce bois soit livré à l'endroit convenu, c'est-à-dire près de la voie ferrée, comme prévu par le contrat.

- remboursement des livrets de la Caisse d'Epargne thaïlandaise : Lors de la rétrocession, la plupart des déposants de la Caisse d'Epargne à Battambang se retirèrent en Thaïlande. Pour un certain nombre qui se trouvaient à Battambang, les autorités thaïlandaises refusèrent de leur rendre leurs avoir et leur demandèrent de présenter leurs réclamations auprès du futur consulat thaïlandais³⁰⁷. Mais comme le gouvernement français ne donnait pas son feu vert pour l'installation de consulat thaïlandais à Battambang, le gouvernement thaïlandais demanda aux autorités françaises de rembourser les possesseurs de livret. Le gouvernement français répondit : *« Au cas où ceux-ci seraient présents au remboursement, la délégation française pense qu'il pourrait, après autorisation du service compétent de Bangkok être procédé à ces remboursements par les PTT français, sous réserve que le gouvernement siamois rembourserait à son tour le gouvernement français »*³⁰⁸. Les autorités françaises notaient encore que c'était une question à régler par voie diplomatique.
- Assurer la sécurité des « citoyens thaïlandais » qui désireraient quitter les territoires rétrocédés.
- achat par le gouvernement français du tronçon de chemin de fer Sisophon-Poipet : Les autorités thaïlandaises réclamèrent un montant de 1.491.020,38 baths comme remboursement des frais de construction des 54,72 km du chemin de fer qui rattachait Mongkolborey à Aranyaprathet, construit entre 1941-1946. La liste détaillée des dépenses se présentait comme suit :

³⁰⁷ ANTB, (3) 311 0201.2.1.14/16.

³⁰⁸ ANOM, INDO, HCI, Conspol 88.

N°	Descriptions	Coût de construction
1	Ligne de chemin de fer du kilomètre 315,169 à kilomètre 447,125 anciennement construites par les autorités françaises.	
2	Ligne de chemin de fer du kilomètre 260,449 à kilomètre 315,169 (nouvellement construite par les autorités siamoises) comprenant les travaux suivants : <ul style="list-style-type: none"> • terrassements..... • ouvrages d'art (ponts)..... • route, télégraphe, signaux, bâtiments..... • surveillance, dépôts, infirmeries et divers..... Total	236.429,95 129.838,03 904.881,62 178.099,78 <u>1.449.249,38</u>
3	Achats de 5 silos se trouvant chacun successivement derrière les gares de Ronabhakas-Battambang	15.000
4	Bandai Sva et Mongkolborey Approvisionnement des pierrailles a. pierres de construction routière à Khoa Noi (Phnom Toch)- 960.000 m ³ b. Pierres de construction routière à Sisophon 3.482.000 m ³ c. grosses pierres de fondation à Sisophon 1.567.500..... d. pierre de construction pour béton 68.000.....	2.850 10.446 3135 272
5	1136 poteaux en béton (pour limite de terrain).....	3.408
6	3 pompes thermiques à chaudières verticales.....	6660
	Total...du N° 3 à N° 6	<u>41.771</u>
	Soit un grand total 1.449.249,38 + 41.771	<u>1.491.020,38</u>

Tableau 7 : Liste des dépenses de construction de la ligne de chemin de fer sur les territoires rétrocédés depuis la frontière de la Thaïlande jusqu'à Svai Don Keo³⁰⁹

La délégation française donna un avis favorable au principe du rachat des infrastructures ferroviaires installées par le gouvernement thaïlandais entre

³⁰⁹ *Ibid.*

1941 et 1946 sous réserve d'une défalcation des amortissements et **des ponts qui ont été détruits depuis 1941.**

Les questions techniques seraient à régler par la voie diplomatique après discussion.

2. Les habitants du territoire rétrocédé

En octobre 1946, l'annonce de la rétrocession inspira différentes attitudes chez les Cambodgiens. Ceux qui habitaient dans les provinces cambodgiennes voisines des territoires occupés se montraient très satisfaits. Outre des facilités commerciales et la possibilité de renouer des relations familiales avec leur parenté restée en zone cédée, ils y voyaient aussi une garantie de paix et la disparition des menaces de piraterie qui pesaient sur eux depuis plusieurs mois. Certains étaient cependant inquiets et ne voulaient pas le retour des Français. Ils souhaitaient l'indépendance du territoire rétrocédé, ou quitter le territoire rétrocédé pour la Thaïlande. Pour les fonctionnaires, les autorités françaises mentionnaient dans un rapport : *« la majorité des fonctionnaires affiche une froideur qui déconcentrerait si on ne savait pas qu'elle correspond à une consigne, vraisemblablement donnée par les Démocrates³¹⁰. La rétrocession des provinces est, en effet, considérée par ces derniers comme une défaite, car d'une part elle rehausse le prestige de la France qu'ils s'efforçaient de battre en brèche ; d'autre part, elle porte un coup sensible au mouvement Khmer Issarak avec lequel ils sont en collusion. Bien entendu, ils n'avouent pas ces raisons et certains ont invoqué, pour expliquer leur froideur, le fait que la rétrocession était faite à la France et non au Cambodge. De l'aveu du roi lui-même, cette explication n'est qu'un prétexte »³¹¹.*

Les Cambodgiens de l'intérieur **du Cambodge** paraissaient peu sensibles à l'annonce de cet événement qui d'après eux n'apportait pas d'avantages tangibles, à part un meilleur ravitaillement en riz. Dans les milieux évolués où le nationalisme était plus développé, l'enthousiasme était mitigé. Ce n'était pas la première fois que l'on parlait

³¹⁰ Le parti démocrate, créé en avril 1946, dominait la vie politique cambodgienne entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et l'indépendance de 1953. Il comprenait Sim Var, ancien fondateur du journal nationaliste « Nagaravatta » en 1936 qui était proche des milieux nationalistes des années 1930, IEU Koeus, un intellectuel reconnu de Battambang, prince SISOWATH Youtevong, membre de la famille royale qui avait obtenu le doctorat de mathématiques en France, les anciens élèves du lycée Sisowath de Phnom Penh et certains moines.

³¹¹ ANOM, HCI, INDO, Consol 88 : *Le Siam et les provinces cédées*, p. 18.

de la rétrocession des provinces cédées et ils n'avaient aucune confiance dans la bonne foi de la Thaïlande³¹².

En novembre 1946, les autorités thaïlandaises avaient exercé une très forte pression sur la population les incitant à émigrer en Thaïlande. Une contre-propagande active fut conduite, tant à Phnom Penh qu'à Battambang, pour rassurer les habitants, leur faire connaître les intentions généreuses des autorités franco-khmères, les calmer et leur faire attendre l'arrivée des représentants de la France et du Cambodge. En même temps, un stock de produits contingentés, notamment des tissus, fut constitué, de manière à ce que leur distribution puisse être entreprise dès les premières semaines de la rétrocession³¹³.

2.1. Les Thaïlandais dans le territoire rétrocédé

Selon le protocole de Washington du 17 novembre 1946, *« les habitants qui ont acquis la nationalité siamoise en vertu de la convention du 9 mai 1941, seront réintégrés de plein droit dans leur nationalité antérieure dès que le transfert des territoires susmentionnés aura été effectué. Les habitants qui possèdent la nationalité siamoise d'origine ou qui l'ont acquise conformément à la loi conservent cette nationalité.*

Aucun obstacle ne sera apporté au départ de ceux d'entre ces derniers qui désireraient quitter ces territoires. Ils pourront en particulier avant leur départ disposer librement de leurs biens, meubles et immeubles. Ils auront faculté d'emporter avec eux ou de faire transporter en franchise douanière leurs biens mobiliers de toute nature, bestiaux, produits agricoles, monnaie ou billets de banque siamois. Ils pourront conserver la propriété de leurs biens immobiliers ».

Pour défendre les intérêts des Thaïlandais dans le territoire rétrocédé, les autorités thaïlandaises écrivirent une lettre au gouvernement français sollicitant l'installation d'un consulat de Thaïlande à Battambang : *« En considération des intérêts siamois dans les territoires visés par l'accord de règlement signé en date de ce jour, ainsi que de l'importance des échanges commerciaux du Siam avec ces territoires, mon gouvernement attacherait un grand prix à l'établissement d'un Consulat à Battambang ».* Mais aucune réponse ne fut donnée de la part des autorités françaises.

³¹² *Ibid.*

³¹³ *Ibid.*, p. 20.

Le jour de la signature de la convention de Washington, le 17 novembre 1946, les autorités françaises ont reconnu en avoir reçu la demande mais précisait qu'elles devaient bien examiner la question avant de donner une réponse.

Bangkok a ordonné à tous les Thaïlandais, d'origine du territoire thaïlandais qui s'étaient installés dans les territoires rétrocédés après 1941, de passer en Thaïlande avant la date de rétrocession, sauf les policiers qui devaient assurer la sécurité de la province et les administrateurs qui devaient participer à la cérémonie de rétrocession, lesquels devaient quitter la ville obligatoirement le jour de la rétrocession. Les familles aussi devaient partir dès que possible. Pour éviter leur mécontentement, le gouvernement décida de les transférer dans leur région d'origine en Thaïlande.

Cependant, en décembre 1946, un certain nombre de Thaïlandais avaient l'intention de regagner la Thaïlande, mais ils ne furent pas en mesure de le faire, notamment parce que des affaires commerciales les y retenaient. Les autorités françaises s'engageait à leur accorder toute facilité, protection et aide nécessaire au cas où ils demanderaient leur rapatriement³¹⁴.

Au départ des autorités thaïlandaises, la prison de Battambang fut vidée. Les Thaïlandais ont libéré tous les condamnés et prévenus sauf les prisonniers de Kralanh qui furent remis au gouverneur de Siem Reap³¹⁵. Les prisonniers thaïlandais, à l'exception des autochtones, furent déplacés en Thaïlande. Le Département de la Justice se dépêcha de juger les litiges et de préparer les documents à transmettre à ce sujet aux autorités françaises de l'Indochine³¹⁶.

Bangkok, malgré la convention de Washington, continua à revendiquer le territoire rétrocédé par la voie diplomatique et aussi par la force en utilisant les *Khmers Issarak*. La France multiplia les démarches mais sans réaction de Bangkok. Les relations entre la France et la Thaïlande n'étaient pas les meilleures quand la question du consulat revint à l'ordre du jour. Le journal thaïlandais *Sacha* du 8 septembre 1948 rapporte que le gouvernement thaïlandais avait nommé une commission en vue de discuter avec le gouvernement indochinois de la question de l'installation d'un consulat thaïlandais à Battambang. PENN Nouth, Premier ministre et ministre de l'intérieur et de l'information, écrivit alors, le 5 octobre 1948, au Commissaire de la République pour lui faire part de l'inquiétude du gouvernement royal cambodgien devant les campagnes

³¹⁴ ANOM, HCI, INDO, Conspol 88

³¹⁵ ANOM, HCI, INDO, CD 12.

³¹⁶ ANTB, (3) JMM 0201.2.1.14/16.

menées par les journaux thaïlandais et pour demander au gouvernement français d'étudier la possibilité de protester auprès du gouvernement thaïlandais³¹⁷. Finalement, la demande thaïlandaise d'installation d'un consulat fut rejetée.

2.2. Les émigrés des quatre provinces rétrocédées

L'information selon laquelle le gouvernement thaïlandais offrait son aide et accueillait ouvertement les citoyens des quatre provinces, de toute nationalité et religion, qui émigraient volontairement vers le territoire thaïlandais, fut diffusée par les médias, par les enseignants et par les chefs de village. Les enseignants encouragèrent les bons élèves, les chefs de village encouragèrent les bons citoyens par le chef de village à partir, en emmenant avec eux leur argent, leurs biens mobiliers, moyens de transport et appareils divers.

La propagande parlait de beaucoup des avantages qui seraient accordés par le gouvernement thaïlandais : voyage gratuit, prime de 500 ticaux pour chaque personne et un lot de terrain de 6.800 m² pour chaque famille³¹⁸. Les émigrants seraient évidemment naturalisés thaïlandais.

Le 19 novembre 1946, le ministère de l'Intérieur thaïlandais, avec l'accord du Conseil des Ministres, réserva un montant de dix millions de baths et créa un comité spécial pour aider les émigrants des quatre provinces rétrocédées. Tous les ministères thaïlandais furent aussi obligés de coopérer. Quelques communautés thaïlandaises cotisèrent volontairement pour aider les émigrants thaïlandais et chinois³¹⁹.

Ce processus se déroula du 19 novembre au 1^{er} juillet 1947.

Les gens qui voulaient aller en Thaïlande devaient informer le comité de leur district au moins quinze jours avant la rétrocession du 9 décembre 1946. Le chef de famille ou le représentant devait fournir des informations détaillées au comité telles que la situation financière, le nombre de membres de famille et leur sexe, leur profession, l'adresse ou la région où ils voulaient s'installer, leur moyen de transport, etc. Après leur déclaration, l'autorité leur délivrait une attestation qu'ils devaient garder sur eux pour passer la frontière.

Les autorités thaïlandaises divisèrent les émigrants en trois catégories en leur proposant des aides différentes :

³¹⁷ ANOM, HCI, INDO, Conspol 88.

³¹⁸ ANOM, HCI, INDO, Conspol 88, *Le Siam et les provinces cédées*, p. 20.

³¹⁹ ANOM, HCI, INDO, Conspol 88.

- Les riches qui avaient de la famille en Thaïlande ne recevaient pas d'aide financière. Les autorités facilitaient seulement leur déplacement et assuraient leur sécurité.
- Les riches qui n'avaient pas de famille en Thaïlande recevaient une assistance pour la recherche d'un logement temporaire et d'un travail.
- Les gens en situation financière difficile recevaient une aide financière de 500 baths par famille, un logement, un travail ou le moyen de survivre. Dans certains cas, on prêtait une somme d'argent.

Ceux qui disposaient de leur propre moyen de transport pouvaient l'utiliser pour venir en Thaïlande. On leur conseilla pour des raisons de sécurité de voyager avec d'autres familles. Le comité devait également prévoir le transport de ceux qui n'avaient pas de moyen de transport personnel. Les gens de Battambang, Sisophon et Mongkolborey pouvaient venir en Thaïlande en train. Pour ceux qui ne pouvaient pas payer le billet, le ministère de l'Intérieur s'en occupait. En prévision d'un grand nombre de passagers, on avait réservé un train spécial et des accompagnateurs. Selon les enquêtes, le jour de la rétrocession officielle, beaucoup d'habitants ont été regroupés dans les gares proches de leur maison : Battambang, Kbal Khmoch, Mongkolborey, Sisophon, etc. et sont partis en train spécial avec les autorités thaïlandaises.

Pour le logement, les autorités thaïlandaises des provinces frontalières, ainsi à Aranyaprathet et à Prachinburi, avaient assuré la préparation de foyers temporaires. Les écoles, les monastères qui disposaient d'eau potable et d'une hygiène acceptable furent transformés en foyer. Il y n'eut pas de constructions nouvelles à cette fin.

Tous les émigrants, riches ou pauvres, pouvaient librement choisir leur destination. Au cas où ils ne savaient pas encore où aller, ils pouvaient temporairement habiter dans les foyers. Dans ceux-ci, l'alimentation était selon le cas prise en charge par les autorités, qu'elle fût gratuite ou payante à prix réduit. Les autorités thaïlandaises s'occupaient aussi des questions sanitaires dans le foyer temporaire.

Au cas où cent familles se seraient ainsi trouvées regroupées, les autorités avaient prévu de créer une nouvelle communauté dans un endroit favorable pour que les émigrants puissent y vivre de manière autonome. Plusieurs mesures d'accompagnement étaient prévues

Organisation et distribution de terre aux émigrants pour le travail agricole ;

- Prêt d'agent ou de matériaux nécessaires pour commencer un métier ;
- Recommandation pour un travail correspondant aux capacités des émigrants.

Les moines eurent aussi la liberté de choisir le monastère où ils voulaient habiter. Ceux qui ne parvenaient pas à en trouver un pouvaient solliciter l'intervention du ministère de l'Éducation³²⁰. La procédure était assez simple mais il fallait du temps. Jusqu'au 27 juin 1947, **Quelques** moines de Battambang ont quitté le territoire natal. Quatre d'entre eux bénéficièrent de l'intervention du Ministère et quatre étaient en attente.

Le ministère de l'Éducation thaïlandaise avait ordonné la fermeture de toutes les écoles dès le 1^{er} novembre 1946 en remettant aux élèves une attestation de scolarité afin qu'ils puissent poursuivre des études en Thaïlande sans passer de test d'équivalence. Elle leur permettait également de s'inscrire gratuitement dans tous les établissements scolaires de Thaïlande pour l'année scolaire 1946-1947. Le ministère autorisa alors les écoles dans l'ensemble de la Thaïlande à ouvrir des classes supplémentaires nécessaires pour accueillir les élèves du territoire rétrocédé. Toujours vers le 27 juin 1947, il y avait eu 270 inscriptions d'élèves dans les établissements thaïlandais³²¹. La presse cambodgienne relevait, à l'arrivée des autorités khméro-cambodgiennes lors de la rétrocession, que : *« beaucoup d'élèves cambodgiens, suivant les renseignements fournis, seraient actuellement à Bangkok, poursuivant leurs études secondaires de Thiem Moha Vitialay »*³²².

Certains élèves partirent en laissant leur famille.

Parmi les députés du territoire rétrocédé, Chhavalit APHAIVONG, de Battambang, étaient le plus actif à réclamer le droit à la protection pour les émigrants. En ce sens, il présenta plusieurs demandes au ministère de l'Intérieur : bourses pour neuf élèves de Battambang et un de Mongkolborey afin qu'ils puissent poursuivre leurs études dans les établissements supérieurs de Bangkok ; abris et matériel nécessaire aux émigrants ; prêt d'une somme de 80.000 baths à vingt habitants pour ouvrir des magasins de tissus dans la rue Charumoeung à Bangkok ; création d'une station de radio à Bang Lampou, Bangkok (avec une somme de 65.000 baths) ; intégration des anciens

³²⁰ Le Ministère de l'Éducation thaïlandaise prend alors également en charge les affaires religieuses.

³²¹ ANTB, (2) 215. 15-3/116.

³²² ANOM, HCI, INDO, Conspol 88.

administrateurs cambodgiens dans l'administration thaïlandaise selon leur spécialité, etc. Quelques-unes de ces demandes furent rejetées par le gouvernement thaïlandais. Cependant, Chhavalit APHAIVONG obtint le feu vert de ce gouvernement pour envoyer trois représentants à Prachinburi, Chanthaburi et Surin afin de s'occuper des émigrants. Plus tard, *Nai Oudomsak*, représentant à Surin, fut soupçonné d'avoir coopéré avec les *Khmers Issarak* pour transporter des armes vers le Cambodge, et *Nai Charoeunrit VONGNAK*, représentant à Prachinburi, fut arrêté le 3 juin 1947, accusé d'avoir commis un crime. C'est la raison pour laquelle, Chhavalit APHAIVONG fut, à son tour, soupçonné d'avoir profité de l'occasion pour renforcer le groupe de *Khmer Issarak* et d'avoir tenté d'atteindre son objectif personnel c'est-à-dire de créer des difficultés aux autorités françaises et cambodgiennes.

Le 27 juin 1947, douze provinces thaïlandaises accueillaient en total 7 431 émigrants (Trat : 134 personnes, Leuy : 58 personnes, Surin : 233 personnes, Prachinburi : 1 533 personnes, Nan : 8 personnes, Chanthaburi : 66 personnes, Mahasarakham : 1 personne, Boriram : 35 personnes, Ubon Rachathani : 5 212 personnes, Nakorn Nayok : 28 personnes, Thonburi : 1 personne et Chacheungsao : 122 personnes).

3. La cérémonie de rétrocession

Le 25 novembre 1946, une semaine après la signature de la convention de Washington, une mission militaire française fut créée pour étudier sur place, avec les autorités thaïlandaises, les modalités de transfert des territoires restitués au Cambodge. Au même moment, le général de JONQUIÈRES fut nommé délégué du gouvernement français dans lesdits territoires. LON Nol, futur gouverneur de la province de Battambang, fut nommé par le roi NORODOM Sihanouk, directeur de la délégation khmère au sein de l'État-major français pendant les négociations. Et NHIEK Tioulong, ministre des Finances, fut nommé également ministre d'État investi du titre de délégué royal³²³. Ces trois personnages importants étaient les représentants du côté cambodgien pour participer aux négociations avec les Thaïlandais et à la cérémonie de la rétrocession.

Durant les quinze derniers jours d'occupation thaïlandaise, la fièvre ne cessa de monter. Un officier khmer de la mission française fut blessé par un agent thaïlandais. Et les négociations furent entravées par les faux-fuyants des représentants de Bangkok qui

³²³ ANC, Fond de documentation, B. 674 : Ministère de l'Information du Cambodge, *Battambang et son passé*, p. 36.

demandèrent et obtinrent que le mouvement de réoccupation s'effectuât en une seule journée et non en sept ainsi qu'il était prévu initialement. On verra que les Thaïlandais avaient estimé que leurs créatures « *Issarak* » pourraient utiliser un retard alors prévisible de la progression franco-khmère pour instaurer leur pouvoir³²⁴.

À Battambang, les Cambodgiens et les autorités françaises avaient proposé aux autorités thaïlandaises de faire un défilé commun lors de la cérémonie de rétrocession. Ils voulaient organiser des activités spectaculaires et enthousiastes comme au moment de l'arrivée des autorités thaïlandaises en juillet 1941³²⁵. Sous prétexte de sécurité et de mécontentement chez les habitants, le gouvernement thaïlandais rejeta cette proposition³²⁶. On interdit même aux chefs de villages et chefs de communes de participer à la cérémonie et on leur demanda d'aller travailler comme si de rien n'était, sous prétexte qu'il leur fallait préparer les documents et les archives à transmettre aux autorités françaises³²⁷.

La relève et le transfert s'effectuèrent en présence de missions mixtes franco-thaïlandaises et d'observateurs étrangers ; le 6 décembre à Bac Prea ; le 8 décembre à Maung Russey et Anlong Vêng ; le 11 décembre à Pailin d'où fonctionnaires et gendarmes thaïlandais étaient partis le 8, sans attendre l'arrivée des troupes françaises et des fonctionnaires. A Battambang, Mongkolborey et Sisophon, la rétrocession officielle eut lieu le 9 décembre³²⁸.

Le 8 décembre 1946 à 7 heures du matin, les troupes franco-khmères qui traversèrent la frontière de Pursat-Battambang pour participer à la cérémonie, détruisirent les poteaux-frontières implantés par les Thaïlandais en 1941. Cependant, tous les ponts en bois dans l'ex-région frontalière Cambodge-Thaïlande, entre Svay Daun Keo (un district de Pursat, à la frontière de Battambang) et Maung Russey, avaient été incendiés. C'était là probablement l'œuvre des *Khmers Issarak* (avec l'aide de la police thaïlandaise)³²⁹. Le ministère de l'Information cambodgien suggéra plus tard que

³²⁴ *Ibid.*

³²⁵ NOM, INDO, HCI, Conspol 88 : A. de Verdilhac, *Projet de réorganisation administrative des territoires cambodgiens cédés en 1941*, 14 mars 1946, p.15.

³²⁶ Lors d'une réunion au ministère de l'Intérieur thaïlandais, le 26 octobre 1946. ANTB, (3) ၁၁၈ 0201.2.1.14/16.

³²⁷ ANOM, INDO, HCI, CD 12.

³²⁸ ANOM, INDO, HCI, CD 12. Compte-rendu sur les travaux de la délégation française à la Commission mixte d'État-major franco-siamoise, le 1 janvier 1947.

³²⁹ ANC, Fond de documentation, box 674 : Ministère de l'Information du Cambodge, *Battambang et son passé*, p. 36.

cela ne servit pas à grand-chose : « [...] au plan siamo-issarak, ni les sabotages, ni quelques embuscades, ne peuvent stopper les blindés et l'unité motorisée qui un an plus tôt combattaient dans des conditions infiniment plus difficiles sur les fronts occidentaux. La grande erreur des Siamois aura été de sous-estimer la mobilité de cette force militaire qui n'avait rien de commun avec celle qu'ils avaient affrontée en 1940-41 dans les conditions que l'on sait »³³⁰.

Le 9 décembre 1946, jour prévu pour la restitution de Battambang, la colonne franco-cambodgienne entra dans la ville vers 10 heures et demie. Celle-ci s'était vidée d'une partie de la population craignant agissements et représailles des bandes armées par les Thaïlandais. Le village de Ksach Poy, au bord du *stung* Sangker à une dizaine de kilomètres du sud du centre-ville où habitaient les vietnamiens catholiques, fut d'ailleurs pillé et incendié par un groupe de *Khmer Issarak*³³¹ laissant derrière eux des morts dont les cadavres descendirent au fil de la rivière³³². Dans le centre urbain, quelques agents provocateurs prirent à partie les soldats khmers et français pour tenter de susciter des réactions violentes de leur part. En vain : la plus stricte discipline fut parfaitement respectée.

La cérémonie de rétrocession eut lieu comme prévu et dans l'après-midi, les habitants de Battambang commencèrent à regagner leurs demeures. Le gouverneur thaïlandais, Thavin RAVANGHAI, et les autorités thaïlandaises quittèrent définitivement le territoire par train spécial à 22 heures trente, soit douze heures après l'arrivée des troupes franco-khmères à l'hôtel de ville de Battambang³³³, laissant toutes leurs armes aux *Khmers Issarak*³³⁴.

III. Les revendications thaïlandaises après la rétrocession

1. La commission de conciliation franco-siamoise de 1947 et les arguments thaïlandais

L'article 3 du traité de Washington du 17 novembre 1946 prévoyait la création d'une Commission de Conciliation franco-siamoise :

³³⁰ *Ibid.*

³³¹ ANOM, INDO, HCI, CD 12.

³³² ANC, Fond de documentation, B. 674 : Ministère de l'Information du Cambodge, *Battambang et son passé*, p. 36.

³³³ *Ibid.*

³³⁴ ANOM, INDO, HCI, CD 12. Compte-rendu sur les travaux de la délégation française à la commission mixte d'État-major franco-siamoise, le 1 janvier 1947.

« Aussitôt après la signature du présent accord, la France et le Siam constitueront, par application de l'article 21 du traité franco-siamois du 7 décembre 1937, une commission de conciliation composée de deux représentants des parties et de trois neutres conformément à l'acte général de Genève du 26 septembre 1928 pour le règlement pacifique des différends internationaux qui règle la constitution et le fonctionnement de la Commission. La commission commencera ses travaux aussitôt que possible après que le transfert des territoires visés au dernier paragraphe de l'article 1 aura été effectué. Elle sera chargée d'examiner les arguments ethniques, géographiques et économiques des parties en faveur de la révision ou de la confirmation des clauses du traité du 3 octobre 1893, de la convention du 13 février 1904 et du traité du 23 mars 1907 maintenus en vigueur par l'article 22 du traité du 7 décembre 1937 ».

Cette commission, créée afin d'examiner « les arguments ethniques, géographiques et économiques » en faveur d'une modification éventuelle des traités existants, fut instaurée le 5 mai 1947. Le gouvernement français et celui de la Thaïlande choisirent Washington comme siège de la commission. Celle-ci était nommée pour 6 mois et les deux seules langues utilisées étaient le français et l'anglais. Elle fut composée des commissaires suivants :

- 3 commissaires neutres : M. William PHILLIPS, ancien ambassadeur des Etats-Unis à Rome, ancien sous-secrétaire d'Etat, Président de la Commission ; M. Victor Andres Belaunde, membre du comité consultatif des Affaires étrangères du Pérou, Président de l'Université Catholique de Lima, membre de la Cour internationale d'arbitrage de la Haye ; et Sir Horace Seymour, ancien ambassadeur du Royaume-Uni en Chine ;
- 1 commissaire thaïlandais : S.A. le prince Wan WAITHYAKORN, ambassadeur de Thaïlande aux Etats-Unis ;
- 1 commissaire français : M. Paul-Emile NAGGIAR, ambassadeur de France en mission, ancien ambassadeur en Chine et en URSS, délégué à la Commission de l'Extrême-Orient à Washington ;
- 2 assistants thaïlandais : S.A. le prince Sakol VARAVARN, ancien conseiller du ministère de l'Intérieur ; et Nai Tieng SIRIKHANDA, député, agent suppléant du gouvernement thaïlandais ;

- 2 assistants français : M. Francis LACOSTE, Ministre plénipotentiaire, Conseiller de l'Ambassade de France à Washington ; et M. Jean BURNAY, conseiller d'Etat, conseiller et suppléant de l'agent du gouvernement français³³⁵.

La Thaïlande présenta donc ses arguments « ethniques, géographiques et économiques ». Elle fit état d'une relation indissoluble entre habitants thaïlandais et habitants des territoires rétrocédés. Dans les paragraphes 18, 19 et 20 de sa lettre du 12 mai 1947 à la Commission, Sakol VARAVAN, l'agent thaïlandais, écrivait par exemple:

« Racialement, bien que la majorité de la population des provinces cédées soit d'origine Môn-khmer, les liens entre les peuples séparés par la frontière actuelle sont très serrés à la suite d'une fusion raciale datant d'il y a de nombreux siècles. Religion et culture sont communes et l'assimilation due à des relations sociales et économiques étroites ont développé une intimité que la frontière qui les sépare ne peut faire disparaître. Les habitants d'un côté de la frontière sont alliés racialement à leurs voisins de l'autre côté.

Géographiquement et économiquement ces provinces sont étroitement reliées aux territoires situés au nord de la frontière actuelle. Battambang, la plus au Sud des villes et centres commerciaux de ces provinces, est située entre le port siamois de Bangkok et le port indochinois de Phnom Penh et est reliée aux deux par fer et par route. Cependant, le port de Phnom Penh est à 350 kilomètres de la mer et a une capacité inférieure à celle du port de Bangkok qui est seulement à 35 kilomètres du golfe du Siam, et qui connaît actuellement des améliorations qui augmenteront matériellement sa capacité. Les autres villes et centres commerciaux sont au moins autant désavantagés, en étant séparés par la frontière de 1907 de leur débouché économique et commercial naturel, Bangkok.

*Pour les raisons ci-dessus il est proposé que la province de Battambang soit restituée au Siam »*³³⁶.

En réponse aux arguments thaïlandais, Francis Lacoste, l'agent du gouvernement français, présenta les justifications françaises dans une lettre à la commission, du 22 mai 1947 :

³³⁵ ANOM, INDO, HCI, CD 15.

³³⁶ ANOM, INDO, HCI, CD 15.

« Si les populations des territoires siamois contigus au Cambodge sont, comme le déclare le paragraphe 18, « racialement alliées » à celles du Cambodge lui-même, ce n'est pas, comme il le prétend, le résultat de fusions entre races différentes, mais la conséquence du fait que la frontière politique passe, en cette région, pour des motifs d'ordre purement géographiques indiqués au paragraphe 19 ci-dessous, sensiblement à l'est de la limite ethnique. Si, comme le propose la requête du Gouvernement siamois, l'on faisant coïncider la frontière politique entre le Siam et ce qui resterait du Cambodge à la limite Sud et Est de la province de Battambang, cette frontière séparerait encore des populations khmères, tandis que si on voulait la faire coïncider avec la limite ethnique, il faudrait la déplacer considérablement vers le Nord et l'Ouest, donc au détriment du Siam. [Lacoste fait allusion au fait que les régions thaïlandaises de Surin et Buriram – nord des Dangrêk, sud du fleuve Semoun – sont largement peuplées de Khmers et Mòns-Khmers ; si l'on prenait donc en compte les appartenances ethniques, il faudrait intégrer ces provinces au Cambodge... KV]

Le paragraphe 19 se borne à affirmer que « géographiquement et économiquement, ces provinces sont étroitement liées aux territoires situés au nord de la frontière actuelle », mais omet de n'articuler aucune démonstration de cette assertion en ce qui concerne son aspect géographique. En réalité, la structure géographique de cette région impose, comme il est indiqué au précédent paragraphe, une frontière naturelle évidente, qui est la chaîne des Dangrêk, ligne de partage des eaux entre la Semoun au nord et le bassin constitué par le Mékong inférieur et son vaste réservoir du Grand lac (le Tonlé Sap) au sud.

Si l'on abandonnait la ligne des Dangrêk, on ne trouverait, au sud, aucune frontière géographique satisfaisante. L'expérience a d'ailleurs été faite : lorsque le Gouvernement thaïlandais a voulu, en 1941, avec l'assistance du gouvernement japonais, reporter la frontière politique au sud, afin de donner à la Thaïlande une partie du territoire cambodgien, il a dû, à défaut d'une frontière naturelle, fixer artificiellement la nouvelle frontière politique au 15ème grade, frontière aussi indifférente à la géographie physique qu'elle l'était à la géographie humaine, et au fait qu'entre les Dangrêk, au Nord, et elle, il n'y avait que des populations cambodgiennes et Mon Khmer, mais aucune population siamoise.

Bien que la requête siamoise omette de discuter les caractéristiques géographiques de la frontière du Cambodge à l'ouest, il paraît utile de les décrire : à la chaîne des Dangrêk succède, au sud-ouest, après la trouée de Poipet, un immense

massif forestier, entièrement désert, qui constitue une véritable séparation naturelle entre les régions peuplées en majorité de Siamois à l'ouest, et les pays de populations cambodgiennes à l'est et au sud-est. La seule observation que l'on puisse faire à ce sujet, est que le traité de la frontière à travers cette forêt inhabitée se trouve de 25 à 50 kilomètres à l'est de la ligne de partage des eaux entre les bassins du Ménam et du Mékong, en sorte que si l'on voulait appliquer ici le principe de l'unité des bassins fluviaux invoqué par la requête siamoise dans son paragraphe 5, c'est au détriment des territoires du Siam que cette frontière devrait être déplacée. Au sud de la forêt, le massif du Khao Kuop (1265 mètres) achève de fermer à l'ouest le pays cambodgien de Battambang.

La frontière de 1907 a laissé au Siam une bande littorale de territoire extraordinairement mince, large de quelques centaines de mètres seulement, mais longue de 40 kilomètres dans le dessin évident de laisser au Siam quelques villages côtiers habités par des pêcheurs. Si des arguments de pure géographie étaient invoqués pour motiver ici une modification du tracé de la frontière, c'est manifestement au profit du Cambodge que cette modification devrait se faire.

Enfin, le paragraphe 19 fait observer que le port de Phnom Penh est à 350 kilomètres de la mer, et que sa capacité est inférieure à celle du port de Bangkok, situé à 35 kilomètres seulement du golfe du Siam. Mais le port de Phnom Penh, qui d'ailleurs reçoit des navires de 4000 à 5000 tonnes, n'est pas seul à assurer le trafic de la région de Battambang, cette région est également reliée par une voie d'eau continue, par deux routes, et, sur une partie de la distance, par la voie ferrée de Battambang à Phnom Penh, avec le port de Saigon. Or celui-ci reçoit des navires de 30.000 tonnes.

Il résulte de la discussion du paragraphe 19 ci-dessus que la conclusion inscrite au paragraphe 20 est sans fondement et entièrement inacceptable »³³⁷.

Les deux parties notamment la partie thaïlandaise continua de présenter d'autres arguments à la commission pendant les réunions suivantes. Aussi, son Président, M. William Phillips déclara-t-il lors de la 13^e réunion le 16 juin 1947, que : « *quand il avait accepté de devenir Membre de cette Commission, il s'était rendu compte que l'article 3 du Traité de 1946 limitait les travaux de la Commission de Conciliation à l'examen des arguments ethniques, géographiques et économiques de la cause. D'autre part, parce que la Commission elle-même émanait de l'Acte Général de Genève de septembre 1928,*

³³⁷ ANOM, INDO, HCI, CD 15.

*cette invitation l'avait intéressé. Il avait pensé, que dans ces temps troublés, une contribution importante à la paix du monde pouvait être apportée par cette Commission si elle réussissait sa mission de conciliation. Cependant, il avait trouvé que les demandes siamoises allaient beaucoup plus loin qu'il ne s'y attendait et que d'un autre côté, la position française, qui a été complètement exposée à la Commission, ne permettait pas de négociation avec le Siam au sujet de leurs revendications »*³³⁸. Pour tâcher d'aller plus loin dans la voie de la conciliation, les membres de la commission proposèrent aux deux parties de se réunir pour une concertation supplémentaire.

Le 27 juin 1947, à l'occasion d'une 14^{ème} réunion, la Commission remit son rapport aux deux parties. Elle rejetait les revendications thaïlandaises et statuait que la province de Battambang devait demeurer sous protection française :

« Séparer la province de Battambang du reste du Cambodge serait au désavantage des habitants de la province et à celui des autres habitants de l'Etat, sans qu'aucun avantage suffisant soit à envisager en compensation. La commission n'est donc pas en mesure d'appuyer la revendication siamoise de transfert au Siam de la province de Battambang ni de demande de révision de la frontière à ce sujet. En raison de l'importance du rôle que les pêcheries du grand lac jouent comme réservoir de produits alimentaires pour les territoires adjacents, la Commission recommande que des mesures soient prises, d'accord entre les deux parties, en vue d'assurer au marché siamois un approvisionnement régulier et suffisant de poissons préparés ».

Le 13 août 1947, le parlement thaïlandais organisa une interpellation secrète dont l'un des sujets à l'ordre du jour était : *« le Siam doit-il accepter les recommandations de la Commission ou poursuivra-t-il les négociations avec la France ? »*. Un député du Bassac, président du Conseil, aurait proposé au choix du parlement les solutions suivantes :

1. Acceptation des conclusions du rapport et adoption sans réticence d'une politique de bon voisinage ;
2. Rejet des conclusions et appel à l'ONU ;
3. Silence et procrastination ;

³³⁸ *Ibid.*

4. Acceptation mais poursuite sous le manteau de l'aide au Vietminh, au Lao-viet et aux *Khmers Issarak* jusqu'à l'éviction de la France de la péninsule indochinoise.

L'assemblée décida finalement de poursuivre les négociations par voie diplomatique. Cependant la quatrième solution n'est pas restée ignorée dans la mesure où elle pouvait servir l'objectif de réoccupation territoriale du gouvernement thaïlandais.

Le 10 septembre 1947, selon les informations diffusées à Bangkok, « *plusieurs députés siamois auraient réclamé la démission de leur gouvernement, jugé incapable de revendiquer les provinces perdues* »³³⁹.

Le 23 octobre 1947, à l'occasion de l'anniversaire de la mort du roi Chulalongkorn (20 septembre 1853- 23 octobre 1910), un grand panneau apparut au milieu de la foule qui défilait proclamant « *Nam Ta Tok Nai* » (« Pleurons en dedans de nous-mêmes »). Ce slogan invitait ainsi à se souvenir de la première perte de la province de Battambang et d'autres territoires pendant le règne du roi Chulalongkorn (1907) mais aussi à exprimer les mécontentements des Thaïlandais vis-à-vis de la nouvelle perte de ces territoires.

Le 1^{er} novembre 1947, le gouvernement thaïlandais envoya une lettre au président de la Commission de Conciliation, William PHILLIPS, pour refuser le rapport de la Commission en accusant celle-ci de ne pas donner aux populations de la région en question l'occasion d'exprimer leur volonté, et de ne pas avoir examiné et considéré les faits par eux-mêmes. Mais tous les arguments furent rejetés par les Français qui ajoutèrent encore : « *le gouvernement français ne peut, dans ces conditions, que souligner que les motifs invoqués par le gouvernement siamois à l'appui de son rejet des recommandations de la commission ne sont pas valables, et que ce rejet ne saurait, en tout état de cause, relever ce Gouvernement d'aucune des obligations qu'il a assumées, tant en vertu de l'accord de règlement du 17 novembre 1946 que du traité de 1937* ». ³⁴⁰

³³⁹ ANOM, INDO, HCI, CD 14.

³⁴⁰ *Ibid.*

2. L'attitude de Bangkok après la décision de la commission de conciliation

Malgré les conclusions de la Commission de Conciliation franco-siamoise, le courant de revendication pour recouvrer les territoires cédés dura jusqu'aux années 1950.

Bangkok soutenait secrètement les mouvements *Khmer Issarak* qui seront évoqués ultérieurement. Après le coup d'Etat de novembre 1947³⁴¹, le groupe militaire qui prit le pouvoir et dont les chefs étaient le Maréchal PHIBULSONGKHRAM, le Lieutenant général *Luang* Phin CHUNHAWAN et le Colonel *Luang* Khat SONGKHRAM, chercha encore par tous les moyens à récupérer les quatre territoires rétrocédés des côtés laotien et cambodgien, pour la satisfaction de l'opinion générale thaïlandaise. Il s'agissait aussi de prouver et de bien faire comprendre à toutes les nations que les Thaïlandais n'étaient pas un peuple moralement faible.

C'est dans ce but que fut constitué un comité civil de revendication, pour marteler et faire comprendre que les territoires rétrocédés à la France l'avaient été par la force mais appartenaient de droit aux Thaïlandais depuis de longs siècles. Le fait d'avoir forcé la Thaïlande à les rendre temporairement représentait une oppression morale pour tout le peuple, et la perte injuste de ces territoires causait des préjudices concrets qui pouvait mettre le pays en difficulté. De même, les *Yuvachon Thahan* (la Jeunesse militaire) furent-ils chargés de sans cesse rappeler à la population l'affaire des territoires et de lui faire comprendre que la nouvelle perte de ceux-ci avait été due à l'incompétence du précédent gouvernement. Il chargea aussi le cabinet du Premier ministre APHAIVONG de négocier spécialement cette question et d'acheter une grande quantité d'armes à l'étranger pour armer le pays³⁴².

Le 8 avril 1948, KONG Phy, cambodgien, instituteur dans un établissement thaïlandais à Wadhana, à l'ouest de Poipet, qui avait franchi la frontière clandestinement pour soi-disant retourner vivre au pays natal, déclarait : « *Le gouvernement siamois faisait actuellement des démarches auprès de l'ONU pour recouvrir le territoire de*

³⁴¹ Le coup d'Etat du 7-8 novembre 1947, commis par les unités de l'armée sous le commandement de PHIBULSONGKHRAM résulta du retour au pouvoir de Khuang APHAIVONG comme Premier ministre et de PHIBULSONGKHRAM comme personnage principal dans la politique thaïlandaise. Il fut Premier ministre cinq mois plus tard, le 8 avril 1948, et son pouvoir s'exerça jusqu'au 16 septembre 1957.

³⁴² ANOM, INDO, HCI, Consol 93, *Lettre du Haut-commissariat de France en Indochine* du 2 décembre 1947.

Battambang. Si ces démarches échouaient, la guerre serait inévitable et c'est par la force que les Siamois tenteraient de reprendre ce qu'ils appellent « propriété de leurs ancêtres ». » .

Selon le bulletin du renseignement français du 8 juin 1948 « le gouvernement siamois qui aurait toujours des vues sur les provinces rétrocédées, ne tiendrait pas pour définitifs les récents accords franco-thaïlandais. Il facilitait, au mois de mai, l'immigration au Cambodge de ses ressortissants et des Cambodgiens pro-siamois résidant au Siam, afin de créer des petits noyaux susceptibles d'apporter un concours immédiat et efficace à un éventuel coup de force siamois pour recouvrir les territoires rétrocédés. »

Le 7 décembre 1948, PEN Nouth, président du Conseil et ministre de l'Intérieur et de l'Information du Cambodge, mentionnait également que : « d'après les renseignements parvenus du Siam, les autorités militaires siamoises auraient envoyé 3 divisions de leurs armées aux diverses provinces sises sur la frontière entre le Siam et le Cambodge, notamment à Kabin, Nang Rang, Boriram et de là jusqu'à Sorin depuis le début novembre courant. Le placement de ces troupes serait de nature à réprimer l'activité des communistes siamois ou chinois qui auraient tenté de troubler l'ordre dans le pays. [...] En réalité, ces trois divisions seraient destinées à l'invasion du royaume du Cambodge [...]. Cet envahissement envisagé devrait être précédé de celui des KI (Khmer Issarak) et VM (Vietminh).

La population du Siam aurait laissé entendre que le Gouvernement Siamois, pour éviter d'être accusé de connivence avec les KI et VM et de les avoir entretenus s'abstiendrait de favoriser, pour le moment, leur information au maximum comme précédemment, dans la province de Battambang et cela parce que l'on sait que cette province aurait été placée sous la domination, il y a six ans. Toutefois, il serait admissible qu'ils soient formés seulement en pirates.

Les bandes KI et VM auraient été existées par le Siam pour s'infiltrer jusqu'au centre du Cambodge, c'est-à-dire dans toutes les provinces placées depuis et jusqu'ici, sous le contrôle français. Cela aurait pour but de permettre aux Siamois de se défendre dans ce sens que les deux gouvernement cambodgien et français avaient accusé le Siam d'être le fondateur des mouvements Khmer Issarak sur le territoire de Battambang,

alors qu'à présent, pourquoi ces mouvements se prolongent partout au Cambodge même dans les provinces qui n'avaient pas été sous la domination siamois »³⁴³.

PEN Nouth ajoutait que les autorités militaires thaïlandaises auraient fait appel aux « réservistes » classe de 1940 à 1947 en décembre 1948. Certains de ces derniers résidant à Réang Mon, Kouk Sbeng (Aranyaprathet) auraient déjà reçu l'ordre de rejoindre le corps d'armée de Prachinburi. De même, les autorités siamoises d'Aranyaprathet tentaient d'aménager leurs anciens aérodromes près de la frontière (à Huoy Sai, situé à 21 kilomètres environ au sud de Poipet ; à Sala Romduol, à 12 kilomètres environ à l'ouest du marché d'Aranyaprathet ; et un autre à 3 kilomètres environ à l'est du poste de Khlang Luk)³⁴⁴.

Le 26 février 1949, le journal *Luk Thai* écrivait que « *le Gouvernement revendiquera à nouveau les territoires rétrocédés aux Français, et enverra M. Khuang APHAIVONG et les anciens représentants des 4 provinces plaider la cause devant l'ONU. M. Chhavalit APHAIVONG, actuellement député de Chonburi (Chonburi), qui accompagnera M. Khuang, a annoncé à notre correspondant que les chances de récupérer les quatre provinces sont très minces étant donné que les Français ne voudront pas les céder sans recourir à un plébiscite. Or, en ce moment, la population des quatre provinces ne veut plus revenir sous la direction des siamois, n'étant pas assurée de rester pour toujours avec ces derniers. Ceci semble signifier pour nous que ces territoires seront perdus pour toujours* ». Le même jour, le journal *Prachathipatai* semblait confirmer que « *le Gouvernement du Maréchal a approché M. Khuang et M. Chhavalit en vue de les envoyer comme représentants du Siam, faire des démarches auprès de l'ONU pour la récupération des quatre provinces rétrocédées à la France. Les milieux informés présument qu'il y a quelque espoir de récupérer certaines parties étant donné qu'au cours des pourparlers précédents les Français n'avaient manifesté leur mécontentement que pour certaines choses* »³⁴⁵.

En ce qui concerne des articles ci-dessus, J. De La Grandville, chargé d'Affaires de France P.I. en Thaïlande écrivait au ministre des Affaires étrangères le 1^{er} mars 1949 : « [...] *Luang Bhadravadi, et le sous-secrétaire d'état aux affaires Etrangères lui-même, se sont élevés avec véhémence contre une nouvelle de presse dont ils ont affirmé qu'elle n'avait absolument aucun fondement. Ils ont promis de demander au ministère de*

³⁴³ ANOM, INDO, HCI, CD 14.

³⁴⁴ ANOM, INDO, HCI, CD 14.

³⁴⁵ *Ibid.*

l'Intérieur qu'une observation soit faite à nouveau aux journaux qui publient des informations susceptibles de nuire aux bonnes relations que le Siam entretient avec la France et l'Indochine. [...] D'autre part, il y aura lieu, je pense, d'avertir, par une note appropriée, notre délégation à l'Assemblée de la venue à New York, qui m'a déjà été annoncée par ailleurs, de M. Khuang APHAIVONG. Il n'est pas du tout impossible que celui-ci, dont la direction d'Asie connaît le caractère entreprenant, profite de sa présence à Lake Success pour agiter, à titre personnel, la question des provinces auprès de délégués amis »³⁴⁶.

Officiellement, les autorités thaïlandaises conservaient de bonnes relations avec les Français. Et quand les Français accusaient le gouvernement thaïlandais de soutenir secrètement les *Khmers Issarak* et leurs agissements dans le territoire rétrocédé, le gouvernement thaïlandais se contentait de déclarer que l'appui aux *Khmers Issarak* relevait de l'initiative personnelle du député de la province de Battambang, Chhavalit APHAIVONG. Il en ira de même plus tard concernant les Khmers Serei opposés au gouvernement de NORODOM Sihanouk. Dans la réalité, les autorités thaïlandaises dont les armées continuèrent d'occuper une partie de la montagne des Dangrêk, y compris le temple de Preah Vihear, ne semblaient pas perdre de vue l'objectif de récupération du Nord du Cambodge.

IV. La question de l'administration de la province de Battambang après la rétrocession

Le 23 octobre 1946, peu avant la rétrocession donc, une lettre des habitants de la province de Battambang, signée d'une cinquantaine de *Mékhum* des régions cédées, fut transmise au roi NORODOM Sihanouk via la Mission française à Battambang. Dans la lettre, ils exprimaient leur joie extrême parce que Battambang, Kralanh, une partie de Siem Reap, Kampong Thom, et Stung Trèng allaient être rendus et intégrés au Cambodge comme par le passé. Ils firent état de leur grand espoir de pouvoir être réunis avec leurs familles, leurs amis et leurs compatriotes cambodgiens séparés et dispersés les uns des autres depuis environ cinq ans. Ils évoquaient en même temps leurs souffrances et leurs misères sous l'occupation thaïlandaise. Enfin, ils mentionnaient qu'ils avaient besoin de liberté et sollicitaient une vraie indépendance, c'est-à-dire que

³⁴⁶ *Ibid.*

les provinces rétrocédées soient autonomes et administrées par les habitants de Battambang. Les Français ne seraient que conseillers du gouvernement :

« Nous sommes heureux de pouvoir [...] vivre bientôt dans la paix, la prospérité à l'ombre bienfaisante de votre puissance, cependant, plus encore que de joie, nos cœurs sont pleins de soucis, d'inquiétude et de craintes, parce que pendant ces cinq ans que nous avons vécu sous l'autorité siamoise nous avons été habitués à ne connaître que souffrances et injustices de toutes sortes, qu'oppression volontaire de la part des Siamois qui nous considéraient comme des étrangers d'une race inférieure à la leur. C'est au milieu de ces misères que nous avons appris avec allégresse notre délivrance certaine du joug des Siamois et que nous allions devenir des gens libres. Or notre crainte est que Votre Majesté ne reconnaisse pas notre indépendance et veuille au contraire nous replacer sous l'ancien régime de gouvernement. Dans ce cas nous connaîtrons encore ces mêmes malheurs que nous supportons actuellement sous l'autorité siamoise ».

Ils proposaient au roi :

- l'autonomie des territoires de Battambang, de Kralanh, une partie de Kampong Thom et de Stung Trèng, dont l'administration sera assurée par de nombreux fonctionnaires compétents, capables de garantir la sécurité du pays ;
- la nomination de deux conseillers cambodgiens, tenant la place de gouverneurs ou de hauts mandarins, avec un conseiller français pour les assister dans les divers services, plus 500 à 1.000 fusils pour assurer leur sécurité³⁴⁷ ;
- la diffusion par la radio et la publication dans les journaux de la reconnaissance de l'indépendance et l'autonomie des habitants des provinces rétrocédées accompagnée d'un document signé, à titre de preuve.

Une semaine plus tard, par une lettre du 29 octobre 1946, le roi manifesta son refus, faisant cependant part de sa volonté d'assurer la paix et la sécurité des habitants des provinces rétrocédées, ce qui serait de la responsabilité du Délégué royal du Cambodge. Il expliqua clairement qu'en ce qui concerne les premiers jours, l'ordre et la sécurité dans les territoires rétrocédés seraient assurés par des commandants militaires français avec le concours de troupes franco-khmères ; les détachements seraient en nombre suffisant pour consolider la confiance et bannir toutes craintes. Un Délégué royal se rendrait à Battambang pour prendre possession des territoires au nom du roi et

³⁴⁷ ANOM, INDO, HCI, Conspol 88.

la nomination de *Chauvay Srok* interviendrait dès que ceux-ci seraient en état de remplir leurs fonctions ; pour cela, on ferait appel, dans toute la mesure du possible, à des fonctionnaires originaires des territoires en question.

Il existerait donc, jusqu'à nouvel ordre, une administration spéciale pour ces territoires, assurée autant que possible par des fonctionnaires sur le terrain. L'autonomie intérieure serait effective. Comme dans tout le reste du Cambodge, les fonctionnaires français ne joueraient qu'un rôle de conseillers, en application des accords signés entre la France et le royaume khmer. Battambang, Kralanh, et les *Srok* rétrocédés de Siem Reap, Kampong Thom et Stung Trèng auraient bientôt leurs représentants au sein de l'Assemblée nationale.

Des mesures définitives ne seraient prises qu'après l'étude approfondie de la situation et des vœux que les habitants pourront exposer librement au délégué royal.

Le roi assurait encore que de l'aide, comme des tissus et des médicaments, parviendrait aux habitants dans les plus brefs délais afin d'améliorer leurs conditions matérielles³⁴⁸.

Le délégué royal NHIEK Tiouloung qui assura la responsabilité suprême à Battambang ne donnait quant à lui pas la priorité à l'intégration du système administratif de la province dans celui de l'ensemble du Cambodge mais il mit davantage l'accent sur la sécurité et le retour à l'harmonie parmi les habitants. Il comprenait que les habitants de Battambang ne voulaient être contrôlés ni par les Thaïlandais ni par les Français et que la propagande thaïlandaise, basée sur la lutte contre les colonisateurs français, peinerait à séduire les nationalistes et les habitants si le territoire était effectivement sous la responsabilité d'autorités cambodgiennes.

Au début du mois de novembre, un mois et demi avant la rétrocession, NHIEK Tiouloung attira l'attention du Conseil des ministres sur la nécessité d'appliquer dans les territoires rétrocédés, « pour des raisons politiques faciles à comprendre », un régime spécial consistant en une administration civile purement nationale, à l'exception toutefois de la douane et des PTT (Postes, Télégraphes et Téléphones) qui avaient un caractère nettement fédéral (relevant du gouvernement général de l'Union indochinoise) mais qui seraient cependant placées sous son autorité administrative directe.

³⁴⁸ *Ibid.*

Il ajouta que la justice devrait être mixte et le pouvoir des tribunaux royaux étendu, même aux non-régnicoles. La police fédérale devait former avec la police nationale, une seule police, la police « franco-khmère », ayant bâtiments et bureaux communs.

Le conseiller régional français jouerait le rôle de conseiller privé du Délégué royal et servirait de trait d'union entre la délégation royale d'une part, le commandant militaire et le commissariat de la République d'autre part.

NHIEK Tioulong insistait particulièrement sur la nécessité absolue d'une liaison aussi étroite et aussi compréhensive que possible entre la délégation royale et le commandement militaire car les opérations militaires pouvaient aussi avoir des incidences d'ordre politique. Le délégué royal devait donc être régulièrement tenu au courant de ces questions et consulté sur les opérations ne revêtant pas un caractère strictement militaire.

NHIEK Tioulong attira ensuite l'attention du Conseil sur la nécessité de promulguer sans retard une amnistie dans les territoires rétrocédés. Il exprima en outre le désir d'avoir l'assurance que le Cambodge bénéficierait du même statut politique que le Vietnam, et cela, conclut-il, pour lui permettre de mener une campagne d'information dans un but d'apaisement³⁴⁹.

« Ce système provisoire d'administration qui durera jusqu'à la fixation du statut définitif du Cambodge consiste uniquement à montrer aux yeux de la population des régions rétrocédées qu'il y a une administration prépondérante, celle du gouvernement de Sa Majesté »³⁵⁰.

Pour traiter de ces propositions, le Conseil des ministres se réunit le 11 novembre 1946, sous la présidence de SUM Hieng, président du Conseil par intérim. Après des heures de discussion, le conseil accepta à l'unanimité le point de vue de NHIEK Tioulong. Le 21 novembre, le président du Conseil consulta par lettre le commissaire de la République française au Cambodge³⁵¹.

Mas le 1^{er} décembre, le commissaire fédéral aux affaires politiques, Louis PIGNON, rejeta les propositions de NHIEK Tioulong en rappelant que le modus vivendi signé le 7 janvier 1946 entre le Cambodge et la France prévoyait un type d'administration bien défini. C'était sur la base de cet accord que devait être envisagé le

³⁴⁹ *Ibid.*

³⁵⁰ *Ibid.*

³⁵¹ *Ibid.*

statut des territoires réoccupés. Il précisait dans sa lettre que « [...] la distinction entre services généraux et services locaux doit s'appliquer à Battambang, comme au reste du Cambodge. [...] Les provinces faisant l'objet d'un litige international seront soumises à un contrôle d'observateurs neutres qui comprendraient difficilement qu'elles soient dès leur rétrocession, soumises à un régime spécial qui risquerait de ne pas offrir aux Siamois les mêmes garanties d'impartialité.

La présence de S.E. Tioulong à Battambang prouvera surabondamment que l'administration cambodgienne est bien prépondérante. Son excellence peut, dans le cadre du modus vivendi, prendre certaines mesures destinées à rallier au royaume du Cambodge les éléments cambodgiens qui pourraient encore hésiter, je n'y vois pas d'inconvénients, mais il ne peut être question d'étendre aux non régnicoles le pouvoir des tribunaux royaux à une période où une bonne justice sera le meilleur facteur de propagande. Il ne peut, non plus, être question de soumettre la douane et les PTT au contrôle de S.E. ni de créer une police mixte ; ces services relevant essentiellement de l'autorité fédérale.

Je partage également le désir de S.E. de voir s'établir une liaison aussi étroite et aussi compréhensive que possible entre le commandement militaire et la délégation royale, mais il ne peut être fixé de règles précises sur les méthodes propre à assurer cette liaison. Cette importante question ne pourra être résolue que sur place»³⁵².

Pour des raisons de sécurité, NHIEK Tioulong ordonna dès le 14 décembre 1946 l'interdiction dans la province de Battambang, de toute propagande ou distribution de tracts en français, ainsi que la diffusion de nouvelles et de musique française. Mais cette mesure ne recevait pas l'avis favorable des Français ni du roi du Cambodge. Le 20 décembre 1946, le roi NORODOM Sihanouk lui écrivit une lettre montrant une forte volonté d'administrer les provinces rétrocédées dans le même esprit que les provinces du reste du Cambodge³⁵³.

V. Les Khmers Issarak

Le terme « *Khmers Issarak* » en langue khmère signifie « Khmer libre » ou « Khmer indépendant ». Les Cambodgiens connaissaient bien le mouvement nationaliste « *Khmers Issarak* », mais comme s'il formait un groupe unifié alors que se manifestèrent en fait plusieurs groupes ou comités différents : *Khmers Issarak* de POC

³⁵² *Ibid.*

³⁵³ *Ibid.*

Khun, KOROCHO, CLPK ou CCLN et autres groupes autonomes qui se formaient théoriquement pour lutter contre les Français.

En 1940, on ne trouvait que deux mouvements nationalistes khmers : l'un³⁵⁴ dirigé par SON Ngoc Thanh et Pach Chhoeun dans le territoire du Cambodge, et l'autre « *Khmer Issarak* » dirigé par POC Khun en Thaïlande. Au départ, le premier groupe n'avait pas formé de maquis ni fait preuve d'affinité thaïlandaise. Mais après l'échec et la répression de la révolte des moines en juillet 1942 contre l'administration française, SON Ngoc Thanh s'enfuit dans la province de Battambang, occupée alors par la Thaïlande, et bénéficia des faveurs de POC Khun avant de partir pour le Japon.

Après la Seconde Guerre mondiale, le « Parti Démocrate cambodgien », créé en 1946 par d'anciens du Lycée Sisowath et soutenu par le prince SISOWATH Yuthevong, se montra le plus engagé dans le combat pour l'indépendance tandis que des groupes nationalistes des *Khmers Issarak*, conduisaient des guérillas dans les forêts, les campagnes et les montagnes des provinces frontalières du Cambodge³⁵⁵. Les autorités françaises, très opposées aux Démocrates qui dominèrent cependant la vie politique jusqu'en 1953, ont toujours affirmé que les deux groupes entretenaient d'étroites relations. Le Haut-Commissariat de France en Indochine mentionnait le 21 avril 1948 : « *les Issarak applaudissent à la victoire du parti démocrate aux dernières élections législatives.*

*Ce que le parti démocrate défend à l'intérieur par les négociations, les Issarak le défendront dans la clandestinité, par les armes. La véritable indépendance du Cambodge c'est non seulement son droit à gérer ses propres affaires intérieures, mais aussi sa défense nationale et ses affaires étrangères »*³⁵⁶. (Déjà vérifié)

Les mouvements clandestins de « *Khmers Issarak* » avaient des inclinations tantôt pro-thaïlandaises, tantôt pro-vietnamiennes et pro-vietminh. Parfois, ils étaient soutenus à la fois par le Vietminh et par les Thaïlandais. On lit dans un rapport du Crédit Foncier de l'Indochine: « *le grand événement de la fin de 1946 a été la récupération des territoires annexés par le Siam en 1941. Les Siamois y ont appliqué la méthode japonaise, laissant derrière eux des bandes composées d'Issarak, de Siamois,*

³⁵⁴ En 1936, SON Ngoc Thanh, Sim Var et Pach Chhoeun ont créé le premier journal en langue khmère « *Nagarvatta* » qui cherchait à propager les idéaux d'Indépendance. Et l'institut bouddhiste était le milieu du débat sur la question de l'indépendance.

³⁵⁵ Le bulletin des *Khmers Issarak* intitulé « Histoire de la lutte pour l'indépendance nationale khmère (1935-1963) » divisa l'organisation des *Issarak* en deux groupes : le parti démocrate cambodgien et les *Issarak* des maquis. Voir dans AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1966-1979, *Histoire de la lutte pour l'indépendance nationale khmère (1935-1963)*, liasse 125, n.f.

³⁵⁶ ANOM, HCI, INDO, Conspol 88.

de Japonais et de Vietminh de façon à compliquer la tâche des autorités françaises en créant des troubles »³⁵⁷.

Les mouvements pro-thaïlandais s'installèrent évidemment sur le territoire thaïlandais et à proximité, dans la région Nord-Ouest du Cambodge. Pendant l'occupation thaïlandaise, la région de Battambang devint le siège de ces mouvements ainsi que le refuge des nationalistes qui quittaient Phnom Penh. La rétrocession de la province de Battambang à la fin de l'année 1946 obligeant les comités de *Khmers Issarak* à se replier à Bangkok, n'a fait qu'accentuer l'emprise thaïlandaise sur ces mouvements, qui ont bénéficié de l'aide officielle des autorités thaïlandaises jusqu'à l'accession au pouvoir du Maréchal PHIBULSONGKHRAM fin 1947. Depuis cette date, en dépit de l'orientation anti-communiste du nouveau pouvoir et de sa politique extérieure ainsi que des efforts incessants de l'Ambassade de France en Thaïlande, les mouvements des *Khmers Issarak* ont bénéficié d'un asile et de ravitaillement en Thaïlande et ont joui, tout au moins sur le plan local, d'une bienveillante tolérance³⁵⁸.

Les émigrés des provinces rétrocédées et les nationalistes qui s'enfuyaient de Phnom Penh dans le territoire thaïlandais, pendant ou après la rétrocession, furent chaleureusement accueillis par POC Khun et Chhavalit APHAIVONG, personnages clés dans la fondation des comités des nationalistes divers. Ils menèrent des actions de propagande sur deux terrains particulièrement favorables, celui des étudiants et celui des moines³⁵⁹. Le nombre des combattants armés était faible au début de 1946 ; il ne dépassait sans doute pas 1.000 hommes. Mais, à la fin des années 1940 et au début des années 1950, plusieurs milliers de *Khmers Issarak* étaient concentrés dans la région de Samrong et aux environs de Battambang³⁶⁰.

Ces mouvements renforçaient leurs activités politiques par de fructueux trafics commerciaux portant à la fois sur les armes, les munitions, le paddy, le bétail et de nombreuses denrées, échangées illicitement à travers la frontière. Des stocks de riz

³⁵⁷ ANOM, HCI, INDO, Conspol 88.

³⁵⁸ ANOM, INDO, HCI, CD 12: Récupération des provinces 1946-1949.

³⁵⁹ Lors de l'annexion en Thaïlande de la province de Battambang et de la région du Nord-ouest en 1941, Luang Kowit Aphaivong a fondé le « Foyer des étudiants de Battambang et de Kralanh » à Bangkok, groupant tous les jeunes gens des provinces rétrocédées, partis faire leurs études à Bangkok. D'une façon analogue, pendant l'occupation siamoise, de nombreux stages dans les écoles de pagode à Bangkok ont été organisés en faveur des moines de la province de Battambang. Pendant les années 1950, des moines cambodgiens, venant de Battambang même, effectuaient encore des stages dans les écoles de monastère thaïlandais. Voir dans : ANOM, INDO, HCI, CD 12 : Récupération des provinces 1946-1949.

³⁶⁰ AMAE, Asie-Océanie, Thaïlande 1944-1945, Rapport d'un voyage du service au Cambodge, liasse 60, feuille 48.

furent constitués et une « Coopérative » fut même organisée. Les responsables amassèrent ainsi des fortunes considérables, qui leur permettaient d'établir leur autorité.

D'anciens *Khmers Issarak* interviewés et dont le groupe était installé à Battambang mentionnent qu'ils participèrent à plusieurs attaques autour de Battambang. Pourtant, les vraies victimes de ces actes étaient les villageois qui devaient souvent contribuer par des aides financières ou alimentaires et par divers moyens. Pourtant, certains villageois croyaient que les *Issarak* étaient honnêtes et que ceux qui commettaient des pillages n'étaient pas de vrais *Issarak* mais des gens qui profitaient de la situation pour piller. Ils disaient : « les *Khmers Issarak*, (4 à 5 personnes à chaque fois) venaient fréquemment dans les villages pendant la nuit, passant d'une maison à l'autre pour demander et récupérer de l'aide (contribution de nourriture, vêtement ou l'argent) et faire de la propagande pour leur mouvement. Normalement, avant de venir les *Khmers Issarak* prévenaient secrètement quelques jours à l'avance. Ceux-ci ne commettaient pas de violence. Ils ne forçaient pas des habitants à offrir l'aide, cela se faisait au bon vouloir de chacun. Mais, de temps en temps, il y avait des groupes armés se déclarant « *Khmer Issarak* » qui venaient pirater et violer les filles dans le village. Pourtant, nous ne croyons pas que ces derniers groupes de pirates étaient de vrais *Khmers Issarak*. En tous cas, nous avons peur des *Khmer Issarak* parce que nous ne savons pas si c'est un vrai *Issarak* ou pas ».

Concernant les mouvements nationalistes pro-thaïlandais agissant dans la province de Battambang, nous nous en tiendrons aux groupes de *Khmers Issarak* agissant dans cette province et au mouvement dirigé par SON Ngoc Thanh. Les autres groupes nationalistes anti-français comme les bandes des *Khmers Issarak* autonomes qui s'installèrent à l'extérieur de la région Nord-ouest du Cambodge, les groupes Vietminh, et le parti démocrate cambodgien ne seront pas l'objet de l'étude.

1. Les Khmers Issarak de POC Khun

1.1. La fondation de la bande

La première bande de *Khmers Issarak* fut fondée par POC Khun. Celui-ci portait le nom thaïlandais de Vibul POCMONTRI. Les autorités thaïlandaises lui attribuèrent le titre de *Phra Phisethphanith*. Le pseudonyme qu'il utilisait dans le mouvement était Tralach ou POC Phalkun (ou POK Phalkhun).

Né à Phnom Penh, il était le fils d'un ancien directeur du protocole du palais royal khmer, POC Duch. Il s'était marié avec Chhann Orn ou *Nang* Orn APHAIVONG, la demi-sœur de Chhavalit APHAIVONG. POC Khun était également le beau-frère du prince SISOWATH Monireth. Il était gérant du mont-de-piété de Battambang mais en 1939, après la découverte d'irrégularités comptables, il avait fui et s'était installé à Bangkok où il demeurait sous l'influence très forte de la famille APHAIVONG, celle de sa femme³⁶¹.

En juin 1940, au cours d'un voyage à Phnom Penh, POC Khun avait pris contact avec SON Ngoc Thanh, PACH Chhoeun, IEU Koeus, SIM Var... et leur avait promis de faire quelque chose pour ses compatriotes à Bangkok³⁶².

Le 19 décembre 1940, avec l'appui des autorités thaïlandaises via Chhavalit APHAIVONG, POC Khun forma le groupe des *Khmers Issarak*. Théoriquement il se donnait pour but de chasser les Français du territoire cambodgien mais en réalité, c'était pour soutenir les prétentions thaïlandaises sur les provinces du Nord-ouest du Cambodge, Battambang et Siem Reap.

En décembre 1940, POC Khun fut identifié comme étant le speaker de langue khmère chargé de la propagande anti-française à la radio de Bangkok. Le mouvement *Khmer Issarak* apparaissait alors, plutôt, comme une simple émanation du département de l'Information et de la propagande thaïlandais. Et les activités du groupe se sont vraisemblablement bornées à quelques parlotes entre émigrés cambodgiens au domicile de POC Khun qui hébergeait habituellement les Cambodgiens de passage à Bangkok et quelques étudiants khmers pauvres de Bangkok.

Avec la cession du territoire de Battambang à la Thaïlande en 1941, le groupe des *Khmers Issarak* se retrouva sans objectif et ses activités furent suspendues. POC Khun qui avait espéré obtenir une position importante dans l'administration de la province de Battambang fut nommé en 1942 fonctionnaire à la Direction Générale de la Propagande thaïlandaise. POC Khun eut quelques frictions avec le premier gouverneur de la province de Battambang, *Luang Raad PADHIVETH*, dont la femme était aussi de la famille APHAIVONG et demi-sœur de celle de POC Khun. Il rapporta en effet au gouvernement thaïlandais les difficultés que rencontraient les habitants et la corruption des autorités thaïlandaises. *Luang Raad PADHIVETH* adressa une lettre au Ministre de

³⁶¹ ANOM, INDO, HCI, CD 32 : *Etude sur les mouvements rebelles au Cambodge 1942-1952*, annexe p. 20.

³⁶² *Ibid.*, p. 17.

l'intérieur vers la fin de 1942 pour dénoncer les mauvaises intentions de POC Khun à son égard³⁶³ mais fut tout de même rappelé à Bangkok un peu plus tard.

D'octobre à décembre 1945, le gouvernement thaïlandais crut pouvoir profiter de la faiblesse militaire française et des difficultés que rencontrait la colonisation en Cochinchine pour conserver Battambang jusqu'à l'aboutissement de ses démarches auprès des Alliés en vue de la reconnaissance de l'annexion. Il établit des positions de défense sommaires le long de la frontière Battambang/Cambodge et répartit dans la province des militaires en civil et des dépôts d'armes.

Suite aux élections thaïlandaises du 5 janvier 1946, POC Khun devint député de la province de Battambang³⁶⁴. Ce même mois, la Thaïlande n'espérant plus conserver les provinces par la force militaire, chercha à y provoquer une agitation à caractère anti-français et pro-thaïlandais. C'est POC Khun, comme il se devait, qui fut chargé par les Thaïlandais de réorganiser l'ancien mouvement *Khmer Issarak* à cette fin. Chhavalit APHAIVONG, ancien gouverneur et député de la province de Battambang pendant la période d'occupation thaïlandaise, annonça ouvertement que : « *Battambang ne sera rendu qu'aux Cambodgiens et non pas au Français. Si ces derniers interviennent, la province se proclamera état indépendant sous l'égide du Khmer Issarak* »³⁶⁵.

1.2. Le comité de la bande

Les cadres de ce groupe étaient des partisans de SON Ngoc Thanh passés en Thaïlande en 1942 ou en 1945, des élèves, étudiants et moines cambodgiens en Thaïlande ; et les troupes, des tirailleurs déserteurs lors du conflit franco-thaïlandais ou libérés après le coup de force japonais du 9 mars 1945 mais aussi d'anciens coolies des Japonais, des bandits et des aventuriers.

Le premier comité de ce mouvement, dont le siège était à Battambang dans la maison de la belle-mère de POC Khun, fut présidé par des partisans de SON Ngoc Thanh. POC Khun, officiellement député de la province de Battambang faisait le lien avec les autorités thaïlandaises. Le comité était composé de³⁶⁶ :

³⁶³ ANTB, (3) un5.8/8.

³⁶⁴ ANOM, INDO, HCI, CD 14, Annexe p. 20.

³⁶⁵ ANOM, INDO, HCI, CD 32 : *Etude sur les mouvements rebelles au Cambodge 1942-1952*, p. 18-19.

³⁶⁶ *Ibid.*, p. 17-19.

Nom	Fonction	Biographie
PANN Yung (1880-1954)	Président et chargé des relations avec le Laos	<p>- Né en 1880 à Triton province de Châudoc, d'une famille appartenant à celle du dernier gouverneur cambodgien de Triton (ancien Tréang).</p> <p>- Sous le protectorat français, il occupa plusieurs fonctions importantes : secrétaire des Résidences du protectorat au Cambodge en 1905 ; magistrat au tribunal cambodgien « <i>Sala Lukhun</i> » (tribunal civil et correctionnel) en 1905 ; plus tard gouverneur de deuxième classe ayant servi dans les provinces de Kratié, Pursat, Svay Rieng, Kampong Speu et Kandal ; représentant de l'Assemblée consultative indigène au Grand Conseil des Intérêts Economiques et Financiers de l'Indochine; <u>et Président de la Chambre des Représentants du Peuple du Cambodge</u> (date 1940 ?)³⁶⁷.</p> <p>- Président du Conseil d'Administration de la Société d'Edition « Nagaravatta », il prit une certaine part au complot de 1942³⁶⁸.</p> <p>- En septembre 1945, il fut envoyé en Thaïlande par SON Ngoc Thanh avec mission de faire reconnaître l'indépendance du Cambodge par la Thaïlande et les Alliés. Il échoua mais, continua à se poser en « représentant du Cambodge libre ». Il adressa de Bangkok au Général de Gaulle, à l'ONU, à Félix Gouin, etc. des rapports partisans sur la situation au Cambodge.</p> <p>- En février 1946, il fut nommé Président du Premier Comité des <i>Khmers Issarak</i>. Cependant, les nombreux intérêts qu'il possédait au Cambodge l'incitèrent à y revenir en avril 1946.</p> <p>- En 1948, il fut désigné Président de la Délégation Khmère à l'Assemblée de l'Union française.</p> <p>- Candidat indépendant aux élections du 9 septembre 1951 dans la province de Kandal, il échoua</p> <p>- Il s'installa en 1952 à Paris³⁶⁹.</p>

³⁶⁷ SOUTY Patrick, *La guerre du pacifique, 7 juillet 1937-2 septembre 1945 : l'Asie du Sud-est au centre des enjeux*, Presse universitaire de Lyon, 1995, 179p, p.92 : « La chambre des représentants du peuple du Cambodge, telle qu'elle avait été instituée en juin 1940, reste sur le papier, c'est-à-dire fictive ».

³⁶⁸ Avait vu les troupes japonaises s'installer au Cambodge, les nationalistes Khmers, dirigés par SON Ngoc Thanh et Pach Chhoeun, avaient l'espoir d'évincer définitivement les Français de son pays. Le 20 juillet 1942, les partisans de SON Ngoc Thanh et PACH Chhoeun, et les bonzes, dirigés par Achar HEM Chiev, manifestèrent contre les Français.

³⁶⁹ *Ibid.*, Annexe p. 20-21.

ROS Yoeung ou Yoeun (1918-1947)	Vice-président	<ul style="list-style-type: none"> - Né le 12 septembre 1918 à Trapeang (Kampot). Moniteur à l'école Doudart de Lagrée à Phnom Penh au moment du complot de 1942. Il s'enfuit en Thaïlande fin juillet 1942. Il fut condamné à mort par contumace le 19 décembre 1942 par la Cour martiale de Saigon. - Revenu à Phnom Penh après le 9 mars 1945, puis reparti en Thaïlande après l'arrestation de SON Ngoc Thanh (15 octobre 1945), il a pris une part active au recrutement des troupes des <i>Khmers Issarak</i> dans Battambang en 1945-1946. - En mai 1947, sur le point de faire sa soumission avec MEY Phorin, a été dénoncé comme espion aux autorités thaïlandaises qui l'ont arrêté et remis aux <i>Khmers Issarak</i>, lesquels l'ont assassiné ainsi que MEY Phorin (20 mai 1947).
MEY Pho ou MEY Nou	Secrétaire Chargé du service financier	<ul style="list-style-type: none"> - Greffier à la <i>Sala Lukhun</i> de Phnom Penh lors de sa participation à l'évènement du 9 août 1945³⁷⁰. Il s'évada de la prison de Phnom Penh en décembre 1945 et gagna la Thaïlande où il adhéra au mouvement des <i>Khmers Issarak</i>. - Chef du Service de l'Information dans le Comité de Libération du Peuple Khmer présidé par DAP Chhuon en mars 1948 puis dans le CCLN. - A pris part à l'attaque de l'autorail Phnom Penh-Battambang le 27 avril 1948. - A séjourné de janvier à avril 1951 au Nambô (Cochinchine) avec HONG Chhun et Néang Muon en vue d'étudier les possibilités de collaboration entre Vietminh et <i>Khmers Issarak</i>. - Partisan de cette collaboration.
HY Neng ou Achar Heng (1908-.....)	Secrétaire	<ul style="list-style-type: none"> - Né le 15 septembre 1908 à Prek Chang Kram dans la province de Prey Veng. - Diplômé de l'Ecole supérieure de pâli en 1933, il quitta le froc et fut nommé membre de la commission du <i>Tripitaka</i> à l'Institut bouddhique en 1935. - Ami de SONG Ngoc Thanh, il participa au complot de juillet 1942 comme chargé de la propagande auprès des bonzes. Il s'enfuit en Thaïlande le 20 juillet 1942. Il fut condamné à

Site web de l'Association d'Echanges et de Formation pour les Etudes khmères :
aefek.free.fr/iso_album/pann_ynh.pdf.

³⁷⁰ Avec le soutien des Japonais, SON Ngoc Thanh se proclama premier ministre dans la nuit du 8 au 9 août 1945.

		<p>mort par contumace le 19 décembre 1942 par la Cour martiale de Saigon.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il participa peu activement au mouvement des <i>Khmers Issarak</i> en Thaïlande et fit sa soumission en septembre 1947. - Il devint membre du Parti libéral et employé chez le prince Norindeth.
HEM Savath	Secrétaire	<ul style="list-style-type: none"> - Chef des <i>Khmers Issarak</i> dans Battambang en 1946. - Chef du Service secret du premier comité des <i>Khmers Issarak</i>.
CHANTO Tres (1919-.....)	Secrétaire	<ul style="list-style-type: none"> - Né en 1919 à Phnom Penh, il était fils d'un médecin indochinois, Chanto. - Partisan de SON Ngoc Thanh, il s'enfuit en Thaïlande après la première arrestation de celui-ci en octobre 1942. - Il fut membre du premier Comité <i>Issarak</i> à Battambang en 1946 et participa à l'attaque de Siem Reap le 7 août 1946. - Après la rétrocession du territoire de Battambang, il se réfugia chez POC Khun à Bangkok. - Membre du KOROCHO, il quitta ce groupement en même temps que Chantaraingsey fin 1947. Il devint conseiller politique de Chantaraingsey auprès de qui il se trouvait jusqu'en 1952. - Il a été adjoint du Chef du service des affaires étrangères du CCLN en 1949.
MEY Phorin (1912-1947)	Trésorier	<p>Né en 1912, il était le fils de MEY Kham, ancien <i>Chauvay srok</i> de Puok, Siem Reap.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il était le beau-frère de l'ancien secrétaire d'Etat chargé de la religion et des beaux-arts (15 décembre 1946-24 juillet 1947), Au Chhoeum³⁷¹. - Propriétaire du magasin de « Au Khmer » à Battambang, il adhéra au mouvement <i>Khmer Issarak</i> en 1946. - Trésorier du premier comité <i>Khmer Issarak</i> à Battambang vers mars 1946, il prit en charge, en plus, la propagande, la récupération et la répartition des armes. - En mai 1947, il fut exécuté à Wadhana (en Thaïlande à l'ouest de Poipet) par les <i>Khmers Issarak</i>, NAK Chhuon et Snguon.
NUON Duong ou	Propagande	<p>Né en 1908 à Kratié, il était diplômé de l'Ecole supérieure de Pâli. Il était ancien membre de la commission du <i>Tripitaka</i> à l'Institut</p>

³⁷¹ PUY Kea, *op.cit.*, p. 9.

<p>Achar Duong (1908-....)</p>		<p>bouddhique de Phnom Penh et marchand de bicyclette à Phnom Penh en 1942.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'un des organisateurs du complot de juillet 1942, il fut condamné à mort le 19 décembre 1942 par la cour martiale de Saigon, peine commuée par les tribunaux fédéraux à la perpétuité. - Libéré de Poulo-Condore par les Japonais après le 9 mars 1945, il revint à Phnom Penh où il fut nommé directeur de l'imprimerie Portail et gérant du « Nagaravatta ». - Après l'arrestation de SON Ngoc Thanh, il s'enfuit en Cochinchine et passa en Thaïlande. - Il fut aussi vice- président du Comité de Libération du Peuple Khmer de 1946 au 1948. - Devenu Chef du service d'information du CCLN en 1950, il fut membre avec NEANG Muon et HONG Chhun d'une mission qui se rendit au Sud-Viêt Nam en février 1950 pour étudier la formation d'un gouvernement cambodgien pro-vietminh. -Destitué de ses fonctions au sein du CCLN en avril 1950, il devint membre du Comité directeur du « <i>Kampuchea Serei</i> » et adjoint du Chef de bande Houl. Après la soumission de ce dernier, le 24 juin 1951, il s'enfuit en Thaïlande avec le trésor de ce dernier. - Vers début mai 1952, il rejoint SON Ngoc Thanh à Surin.
<p>BOUN Chan Mol</p>	<p>Service de renseignements</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Il était le fils de MONG Khon, <i>Chauvay srok</i> en retraite, le frère de BOUN Chan Phlang et le neveu de POC Khun. - Il fut condamné le 19 décembre 1942 par le Cour martiale de Saigon à cinq ans de travail forcé. Il fut libéré de Poulo Condore par les Japonais après le 9 mars 1945 et revint à Phnom Penh où SON Ngoc Thanh le logea et en fit son garde du corps. - Le lendemain de l'arrestation de SON Ngoc Thanh, il passa en Thaïlande avec Roeun, en emportant une grosse somme d'argent remise par HUOT Sam Oeun, Chef de bureau au ministère des Affaires étrangères, et provenant des souscriptions pour le Secours national. Cette somme fut utilisée en partie pour l'organisation du mouvement <i>Khmer Issarak</i> dans Battambang (propagande, achat d'armes à Bangkok...). - Après la rétrocession de Battambang en décembre 1946, il se réfugia à Bangkok chez

		<p>son oncle, POC Khun, avec une dizaine d'autres <i>Khmers Issarak</i>.</p> <p>- Il retourna au Cambodge en 1949 et fut élu député de Prek Tameak dans la province de Kandal le 9 septembre 1951.</p> <p>- Il fut la « boîte aux lettres » entre SON Ngoc Thanh et ses partisans de Phnom Penh après le 9 mars 1952.</p>
KONG Sabong (1922-....)	en charge des relations avec le Vietnam	<p>Né en 1922 à Siem Reap, il était ancien secrétaire du Service des Eaux et Forêts. Il fut chargé par SON Ngoc Thanh, en septembre 1945, de récupérer les dépôts d'armes enterrés par les Japonais.</p> <p>- Craignant d'être arrêté, il s'enfuit en Thaïlande vers la fin de décembre 1945.</p> <p>- Il fut arrêté par la police thaïlandaise à Battambang et relâché sur intervention de POC Khun qui l'emmena à Bangkok et l'utilisa comme intermédiaire pour ses achats d'armes. Par la suite, n'ayant plus aucune activité, Chhavalit APHAIVONG se chargea lui-même des achats d'armes.</p> <p>- Il s'est soumis en septembre 1947 à la Sûreté Nationale de Battambang et y devint commerçant.</p>
POC Khun	en charge des relations avec la Thaïlande	<p>Voir en détail dans « Les Khmers Issarak de POC Khun »</p>

Tableau 8 : Le premier comité de Khmer Issarak³⁷²

Ce comité Issarak, qui prétendait également être le « Gouvernement du Cambodge Libre », fut donc reconnu par les autorités thaïlandaises de Battambang qui encourageaient ses activités³⁷³ mais, il ne fonctionna que pendant quelques mois.

1.3. Les formations des Khmers Issarak

Des fonds très importants avaient été fournis par BOUN Chan Mol, un neveu de POC Khun qui participait au mouvement, et par HUOT Sam Oeun, chef de bureau au ministère des Affaires étrangères du court gouvernement de SON Ngoc Thanh (1945), qui avait remis, avant sa fuite en Thaïlande en octobre 1945, l'argent provenant d'une

³⁷² ANOM, INDO, HCI, CD 32 : *Etude sur les mouvements rebelles au Cambodge 1942-1952*, p. 20, Annexe p.4- 6, 10, 21-22.

³⁷³ *Ibid.*, p. 18-19.

souscription pour le Secours national organisée par le gouvernement de SON Ngoc Thanh.

Quant à l'armement, il faisait défaut. Il existait bien d'importants stocks d'armes abandonnées ou cachées par les Japonais, mais les Siamois les avaient récupérées et n'entendaient les distribuer aux *Issarak* qu'en cas d'attaque de Battambang par les Français. En fait ces armes revinrent par la suite aux mains des *Khmers Issarak* par l'intermédiaire des trafiquants chinois auxquels les Thaïlandais les avaient vendues³⁷⁴.

Au début de 1946, les Thaïlandais réussirent à recruter un nombre important de partisans tant vietnamiens que cambodgiens. Un officier de police à Battambang déclarait : « *Peut-être les troupes françaises sont-elles plus fortes, mais nous avons une énorme quantité de munitions et avec les Cambodgiens et Annamites, nous sommes décidés à nous battre jusqu'au bout* »³⁷⁵.

L'évolution de la situation dans les provinces annexées par les Thaïlande était suivie de près par des officiers anglais qui venaient souvent à Battambang, et notamment par le major Read qui entretenait des rapports avec les autorités thaïlandaises. Au début du mois février 1946, les Anglais auraient invité les Thaïlandais à ne pas soutenir les mouvements vietnamiens et cambodgiens hostiles à la France dans la province de Battambang. À la suite de ces demandes, les autorités thaïlandaises auraient prévenu les chefs de ces mouvements qu'il ne leur serait plus délivré d'armes ce qui ne les empêcha pas de favoriser en sous-main les menées et les activités de nature à retarder et rendre difficile et coûteuse la réoccupation par les Franco-khmers³⁷⁶.

Selon les commandants anglais Coks et Rise, de passage à Svay Daun Keo le 20 février, un certain nombre de Vietnamiens et de Cambodgiens suspects arrivaient à Battambang, venant d'Indochine par le lac. Pour se procurer armes et munitions, les Vietnamiens « combattants » de Battambang organisèrent même des souscriptions et des fêtes³⁷⁷.

Les nationalistes cambodgiens n'avaient pas à proprement parler de troupes organisées. Ils formaient des groupes de 16 à 20 hommes ayant chacun un secteur assigné dans lequel ils devraient attaquer à l'improviste les éléments français isolés³⁷⁸.

³⁷⁴ ANOM, INDO, HCI, CD 32 : *Etude sur les mouvements rebelles au Cambodge 1942-1952*, p. 43.

³⁷⁵ ANOM, INDO, HCI, Conspol 88.

³⁷⁶ *Ibid.*

³⁷⁷ *Ibid.*

³⁷⁸ *Ibid.*

En 1946, les autorités françaises identifièrent toutefois neuf zones d'activité de formations paramilitaires, composées de volontaires *Khmers Issarak*, dont quatre se situaient dans la province de Battambang³⁷⁹.

Le groupe de Wat Russey (Maung Russey), par exemple, comprenait 200 hommes encadrés par un commandant, trois sous-lieutenants et six ou sept adjudants, tous cambodgiens non identifiés. Dans ce groupe se trouvait une vingtaine de tirailleurs déserteurs. Le groupe exécutait chaque jour des exercices militaires avec des bâtons et des bambous et quelques policiers thaïlandais assistaient à l'entraînement. Un autre centre de formation des *Khmers Issarak* se trouvait à Phnong Vel à six kilomètres de Battambang.

Roeun, ancien *mékhum* de Svay Por qui était retourné à Battambang en octobre 1945, coopérant avec POC Khun, visitait chaque camp une fois par semaine, accompagné d'un commandant de la gendarmerie thaïlandaise. Aucun armement ne fut aperçu dans les cantonnements mais les Français supposèrent qu'il en existait.

Plus généralement, les combattants ne recevaient aucune solde mais seulement de la nourriture et étaient hébergés dans les pagodes. Des groupes variant de 50 à 200 hommes furent signalés dans les centres suivants : Maung Russey, Anlong Veul (quatre kilomètres du centre ville de Battambang), Phnom Sampeuv (onze kilomètres de Battambang), Mongkolborey et Sisophon. Ils avaient la tête rasée et portaient sur la poitrine des insignes de grade imités des Japonais et du Vietminh (étoile jaune sur fond rouge)³⁸⁰.

En même temps, les Anglais estimaient qu'il y avait 200 hommes à Khlong Phluk, 300 hommes à Maung Russey, 200 hommes à Svay Daun Keo (du côté de Battambang) et 5 000 hommes à Battambang.

Un des groupes des *Khmers Issarak* fut renforcé par une trentaine de bandits armés provenant d'une bande dite de Krou Sen et d'une centaine de volontaires vietnamiens recrutés dans la province. La présence de déserteurs japonais dans les unités combattantes n'a jamais été constatée. Les bruits répandus à ce sujet étaient probablement fondés sur l'existence d'un camp japonais au *phnom* Tippedey. Ce camp contenait un dépôt de matériel ferroviaire, de matériel radioélectrique etc. Entouré d'un réseau de barbelés, il avait été gardé par 70 soldats japonais armés de fusil sous le

³⁷⁹ AMAE, Asie-Océanie, Thaïlande 1944-1945, Rapport d'un voyage du service au Cambodge, liasse 60, feuille 48.

³⁸⁰ ANOM, INDO, HCI, Conspol 88.

commandement d'un capitaine et une vingtaine de coolies cambodgiens y travaillaient. Les autorités cambodgiennes signalèrent qu'il renfermait un stock important d'armes et de munitions³⁸¹.

En mars 1936, les autorités françaises indiquent que : « *le gouvernement thaïlandais aurait fait un don de 6 millions de ticaux et livré des armes pour encourager les nationalistes cambodgiens à la résistance. Par ailleurs, les Thaïlandais auraient fait appel aux chefs pirates frontaliers pour que ceux-ci fournissent 100 hommes par Imphoeu (« district » en langue thaïlandaise), tiennent la frontière [...]* »³⁸².

Vers la fin mars 1946, des forces « khméro-vietnamiennes » portaient, à Battambang, la tenue thaïlandaise kaki et un casque blanc de forme japonaise. Elles étaient concentrées à *wat* Russey où mille Khmers, tous armés de fusils, disposaient en outre de 15 mortiers ; à *wat* Ream Kun, 700 Khmers étaient armés de fusils ; 500 Vietnamiens – « Annamites » dans le vocabulaire colonial - séjournaient à Kalom Phluk également armés de fusils. Les Cambodgiens avaient un drapeau à fond rouge avec une couronne royale blanche dans l'angle supérieur gauche, les Annamites un drapeau à fond bleu avec une étoile jaune dans l'angle supérieur gauche³⁸³.

Selon un projet de lutte contre les anti-français, préparé en mars 1946 par A. de Verdilhac, vice consul à Battambang qui fut un peu plus tard nommé Conseiller Administratif de la province de Battambang, le nombre de *Khmer Issarak* était de 4.000 partisans dont 500 armés, groupés dans les régions de Battambang et Maung Russey, et de 7.000 « Annamites » répartis dans les provinces de Battambang et de Siem Reap³⁸⁴. Les souscriptions pour l'entretien de ces troupes étaient volontaires au début³⁸⁵.

1.4. Les activités

Comme il a été dit, les *Khmers Issarak* provoquaient souvent divers incidents. Ils brûlaient les villages ou les rizières, organisaient des attaques fréquentes sur les routes, des destructions de ponts et de voies de communications, commettaient des pillages...

Au début de 1946, Yung, Président du premier comité des *Khmers Issarak*, envoya plusieurs lettres au Général DE GAULLE pour dénoncer le coup de force contre

³⁸¹ *Ibid.*

³⁸² *Ibid.*

³⁸³ *Ibid.*

³⁸⁴ ANOM, INDO, HCI, Conspol 88 : A. de Verdilhac, *Projet de réorganisation administrative des territoires cambodgiens cédés en 1941*, 14 mars 1946.

³⁸⁵ ANOM, INDO, HCI, CD 32 : *Etude sur les mouvements rebelles au Cambodge 1942-1952*, p. 43.

le gouvernement royal du Cambodge et demander l'indépendance rapide du pays. En février 1946, il dirigea une délégation cambodgienne à Washington pour rechercher l'appui des Etats-Unis mais cette démarche n'aboutit pas³⁸⁶.

En mars 1946, les actes de brigandages se firent de plus en plus fréquents dans la région de Maung Russey sans qu'il y eût intervention de policiers thaïlandais³⁸⁷.

Au début d'avril, une délégation cochinchinoise Vietminh entra en relation avec le Comité de libération du Cambodge à Battambang. Le résultat de cette entrevue resta inconnu, mais il est peu probable qu'elle ait été de grande portée. Par ailleurs, après le relatif élan du début, le découragement et la lassitude gagnèrent et entraînèrent des désertions de plus en plus nombreuses, tant parmi les rebelles vietnamiens que parmi les Cambodgiens *Issarak*. Les autorités françaises pensaient que le bon accueil réservé à ceux de ces derniers qui demandaient à faire leur soumission et à rentrer au Cambodge provoquerait la désagrégation de ce mouvement.

Ce même mois, la France fit savoir que le problème du territoire annexé par la Thaïlande ne serait réglé que par la voie de la négociation diplomatique, laquelle s'engagea alors à Saïgon. Dans cette situation, PANN Yung, Président du premier comité des *Khmers Issarak*, et plusieurs chefs de ce comité se soumirent aux autorités françaises³⁸⁸.

L'organisation des *Khmers Issarak* de Battambang se désagrégea de plus en plus. Vice-président du premier comité des *Khmers Issarak*, ROS Yoeun, recherché par les Anglais pour avoir caché un officier japonais déserteur, réussit à s'enfuir. Le Chef véritable des *Khmers Issarak*, POC Khun, essuya deux coups de revolvers d'un Cambodgien inconnu le 26 mai alors qu'il circulait en ville à Battambang. Cet attentat semblait l'expression d'un mécontentement général des *Issarak* envers POC Khun auquel ils reprochaient d'avoir personnellement dilapidé les fonds recueillis pour armer le parti. À la suite d'un assassinat commis sur un Thaïlandais par le chef *Issarak* du

³⁸⁶ THAIJONGRUK Nathaporn, *Histoire du nord du Cambodge et ses relations avec la Thaïlande pendant la période contemporaine*, thèse soutenu à l'Université Paris-Denis Diderot, le 29 novembre 2013, p. 215

³⁸⁷ ANOM, INDO, HCI, Conspol 88.

³⁸⁸ ANOM, INDO, HCI, Conspol 88.

PANN Yung fut désigné comme Président de la Délégation Khmère à l'Assemblée de l'Union française en 1948. Candidat indépendant aux élections du 9 septembre 1951 dans la province de Kandal, il fut battu. Il s'installa finalement en 1952 à Paris.

camp de Roboeukya, les autorités thaïlandaises procédèrent à l'arrestation de six *Khmers Issarak*, les autres membres cantonnés dans ce camp se dispersèrent alors³⁸⁹.

C'est ainsi que le premier comité disparut. Il fut cependant rapidement remplacé par le « KOROCHO » auquel adhèrent la plupart de ses membres.

2. Le KOROCHO

Le *Kanak Ruom Cheat* ou « Comité de l'Union des Races », émanation des *Khmers Issarak*, fut créé en mai 1946 à Bangkok par Chhavalit APHAIVONG. Son siège était dans la maison de ce dernier, 21 soi Ngam Dupli à Bangkok. Au début, presque tous les chefs *Khmers Issarak* adhèrent au KOROCHO ; ses troupes étaient également composées des anciens membres des *Khmers Issarak* de POC Khun et d'immigrés cambodgiens en Thaïlande originaires de Battambang. C'est pourquoi les habitants continuèrent de désigner ce KOROCHO sous le nom de « *Khmer Issarak* ».

Cette fois, les dirigeants du comité comprenaient Chhavalit APHAIVONG, MEY Pho, POC Khun, HEM Savang, CHANTO Tres, NUON Duong, Chantaraingsey et quelques Thaïlandais. On y note également la participation de futurs leaders comme DAP CHHUON et Tak³⁹⁰. Pourtant, le comité était au début d'une cohésion assez fragile, quand Chhavalit APHAIVONG, soutenu ouvertement par son oncle Khuang APHAIVONG, disputa l'autorité à POC Khun³⁹¹.

À Battambang, un millier de *Khmers Issarak* demeuraient répartis dans plusieurs camps. Après avoir attendu en vain la livraison gratuite d'armes promises par les autorités thaïlandaises, les chefs rebelles décidèrent de procéder eux-mêmes à l'achat des armes qui leur manquaient. Le KOROCHO se constitua à point nommé pour prendre en main ce fructueux trafic, qui constitua l'essentiel de ses activités. Les questions de doctrine et de politique générale ne semblent pas avoir jamais préoccupé ses principaux membres.

En mai 1946, l'existence de troupes Vietminh stationnées à Phnom Tippedey fut confirmée. Le parti Vietminh de la province de Battambang était dirigé par un ancien fonctionnaire de Pursat, qui était en relation avec les dirigeants *Khmers Issarak*. Des dirigeants vietnamiens en mission séjournaient en Thaïlande ou en territoires occupés.

³⁸⁹ ANOM, INDO, HCI, Conspol 88 : le commissaire de la république au Cambodge, *Le Siam et les provinces cédées*, p.8.

³⁹⁰ ANOM, INDO, HCI, CD 32 : Incidents causés par le survol du Siam, 1948-1951, *Etude sur les mouvements rebelles au Cambodge 1942-1952*, p. 20.

³⁹¹ AMAE, Asie-Océanie, Thaïlande 1944-1945, *Le gouvernement siamois et les Khmers Issarak*, liasse 59, feuille 224.

Les uns assuraient la liaison avec les rebelles cochinchinois, tandis que d'autres s'efforçaient d'acheter des armes.

En juin 1946, une somme de 150.000 riels provenant des souscriptions de la population de Battambang fut envoyée à POC Khun et BOUN Chan Mol à Bangkok³⁹² et, en juillet, ces derniers expédièrent par camions à HEM Savang, ROS Yoeun et CHHIN Toum (futur sous-comité d'Aranyaprathet) 150 fusils japonais avec munitions, quelques armes automatiques anglaises et américaines et des grenades.

Le 17 juillet 1946, sans aucun motif apparent, le poste militaire thaïlandais du pont ferroviaire de Svay Daun Keo a ouvert le feu, avec des armes individuelles, puis une arme automatique sur les bâtiments de la Douane et de la Sûreté en territoire cambodgien. Le tir a duré vingt minutes environ. La garde nationale khmère qui avait commencé à riposter, a reçu l'ordre de cesser le feu aussitôt, et s'y est conformé ; les traces des balles thaïlandaises ont été constatées sur les murs de la douane et de la sûreté, mais il n'y a eu aucune victime.

Le 21 juillet à 7 heures, quatre policiers en uniforme se trouvant sur un sampan dans les eaux cambodgiennes du Grand lac, à hauteur du village de Khbaltol, ont ouvert le feu sur la jonque de la douane du poste de Phnom Krom qui les arraisonnait. Le receveur, M. Berge, fut tué d'une balle au cœur. Un policier a été tué et un autre grièvement blessé, un fusil de police fut saisi.

Le 7 août 1946, les partisans de DAP Chhuon, SON Ngoc Thanh et le Prince Chantaraingsey, accompagnés d'une cinquantaine d'hommes médiocrement armés attaquèrent le Grand Hôtel de Siem Reap où résidait le corps des officiers français local. Ils s'en prirent à des habitations de fonctionnaires coloniaux et tentèrent de libérer les détenus de la prison municipale. Ils durent se replier six heures plus tard, parvenant néanmoins à emporter des armes. Les *Issarak* occupèrent cependant Siem Reap et les temples d'Angkor pendant six jours. Sept officiers français furent tués avant que les *Issarak* se retirent vers les monts Dangrêk. Des attaques de moindre envergure auront encore lieu dans les mois suivants.

Le 13 août 1946, le gouvernement thaïlandais ordonna à POC Khun d'arrêter l'entrée des révolutionnaires dans le territoire thaïlandais afin d'éviter le risque de guerre avec les Français. Il ordonna également aux autorités thaïlandaises des provinces

³⁹² Le 18 juin, un officier, un médecin, deux sous-officiers et un soldat *Issarak* franchirent avec leurs armes et munitions la frontière entre Battambang et le Cambodge sous le feu des policiers. ANOM, INDO, HCI, Conspol 88.

cédées et de la frontière khméro-thaïlandaise, de surveiller les activités de POC Khun et de son groupe³⁹³. Le lendemain, Bangkok les autorisa à rentrer en Thaïlande mais l'entrée d'armes et de munitions fut interdite³⁹⁴.

En septembre, Houl, ex-commerçant cambodgien de riz et de paddy, fut désigné comme chef des *Issarak* et « Premier ministre » d'un Gouvernement provisoire du Cambodge libre à Bangkok³⁹⁵.

En octobre 1946, l'annonce de la décision du gouvernement et du parlement thaïlandais de considérer comme nul et non avenu le traité de Tokyo de 1941, ce qui entraînait la restitution des territoires, créa un certain désarroi parmi les rebelles. Mettant à profit cette situation, la Mission française à Battambang prit discrètement contact avec l'adjoint de POC Khun, lequel s'engagea à obtenir la soumission des bandes *Issarak* et à remettre leurs armes contre la promesse d'une amnistie. POC Khun, revenu sur ces entrefaites de Bangkok, et poussé par les Thaïlandais, fit rompre les pourparlers et obligea ses collaborateurs à faire le serment de ne pas se soumettre et de lutter contre l'entrée des troupes françaises dans les provinces rétrocédées. Les Vietnamiens, de leur côté, commencèrent à évacuer femmes et enfants et proclamaient qu'ils ne quitteraient les principales localités qu'après les avoir brûlées³⁹⁶.

Le même mois, des instructions ont néanmoins été transmises au chef de la Mission française, pour qu'il essaie de reprendre contact avec les chefs *Khmers Issarak* influents, leur fasse connaître la décision des autorités cambodgiennes d'amnistier tous les éléments rebelles qui feraient leur soumission, et leur suggère de venir traiter à Phnom Penh avec les représentants de la France et du gouvernement cambodgien. Par une proclamation, le roi NORODOM Sihanouk fit publiquement proclamer cette promesse d'amnistie et lança un appel à l'union de tous les Cambodgiens.

C'est à ce moment que fut remise à la mission des Français à Battambang pour être transmise au roi, la lettre mentionnée plus haut, par laquelle une cinquantaine de *Mékhum* assuraient le roi de leur joie et de leur fidélité, mais, outre l'amnistie, sollicitaient un régime d'administration spéciale pour les régions rétrocédées. Nous avons vu que le roi s'est contenté, dans sa réponse, de promettre l'amnistie et de souligner le caractère libéral et autonome de l'administration du Cambodge.

³⁹³ ANTB, (3) n° 0201.9/8.

³⁹⁴ *Ibid.*

³⁹⁵ AMAE, Asie-Océanie, Thaïlande 1944-1945, *Le gouvernement siamois et les Khmers Issarak*, liasse 59.

³⁹⁶ ANOM, INDO, HCI, Conspol 88, *Le Siam et les provinces cédées*, p. 19.

En dépit de ces signes d'apaisement, il était à craindre que des troubles sérieux n'éclatassent au moment de la rétrocession. Le chef de la mission d'observation britannique considérait en particulier que la situation deviendrait intenable pour la Mission française si elle restait isolée à Battambang. D'autant que, selon le témoignage d'un représentant de l'UNRRA (United Nations Relief and Rehabilitation Administration), qui s'était rendu à Bangkok, l'État thaïlandais était en voie de décomposition. Les décisions du gouvernement **militaire de Thawal Thamrong NAVASWADHI (23 août 1946- 8 novembre 1947)** n'étaient pas respectées. Les services publics n'avaient pratiquement qu'une existence nominale et la concussion régnait à tous les échelons de la hiérarchie. Aussi, quand bien même le gouvernement thaïlandais aurait été sincèrement disposé à une rétrocession amiable des territoires, n'était-on pas assuré que ce gouvernement ait l'autorité suffisante pour que l'opération se fasse dans l'ordre. Les Français devaient s'attendre au contraire à ce que les autorités thaïlandaises s'ingénient à créer des difficultés chez les Français par tous les moyens pour faire croire que les régions rétrocédées étaient hostiles aux Français, mais également pour faire pression sur la commission de conciliation chargée de la rectification de frontière³⁹⁷.

En décembre 1946, une rupture se produisit dans le camp des *Khmers Issarak*. Certains d'entre eux ayant décidé de passer en Thaïlande à l'instigation de POC Khun, les éléments résolus à la résistance sur place surveillèrent et s'efforcèrent de maintenir à Battambang, sous divers prétextes, ceux d'entre eux qui paraissaient désireux de rejoindre le Cambodge. Ils brûlèrent également les habitations des personnes qui favorables aux autorités françaises et en tuèrent quelques-uns. Le 2 décembre 1946, un attentat fut commis en plein jour au marché de Battambang sur un officier cambodgien et un sous-officier français.

En même temps, soixante pour cent des rebelles, dont l'effectif total était de l'ordre de 5.000 hommes étaient armés. L'incorporation des hommes de 18 à 43 ans se poursuivaient, et dans plusieurs localités, des armes et des munitions auraient été distribuées à la population civile, avec consigne de les utiliser au moment de l'arrivée des troupes françaises³⁹⁸.

³⁹⁷ ANOM, INDO, HCI, Conspol 88, *Le Siam et les provinces cédées*, p. 19-20.

³⁹⁸ AMAE, Asie-Océanie, Thaïlande 1944-1945, Rapport d'un voyage du service au Cambodge, liasse 60, feuille 48.

Comme nous l'avons vu, le 9 décembre, jour du transfert officiel de la province de Battambang, deux heures avant l'arrivée des troupes françaises, les *Khmers Issarak* massacrèrent, pillèrent et incendièrent le village vietnamien catholique de Ksach Poy, à huit kilomètres au sud du centre ville de Battambang³⁹⁹.

Au début de 1947, trois sous-comités des *Issarak* furent instaurés et installés à Aranyaprathet, Surin et Chanthaboun – ce dernier ne fut jamais actif -, avec à leur tête un chef thaïlandais⁴⁰⁰.

Toutefois c'est justement l'ingérence par trop flagrante des Siamois dans le mouvement qui devait se trouver à la base de la désagrégation du KOROCHO⁴⁰¹.

KOROCHO		
<u>Sous-comité d'Aranyaprathet</u>		
Section Civile		
<i>Nom</i>	<i>Fonction</i>	<i>Biographie</i>
Khun Kanchit	Lieutenant de réserve	Thaïlandais
Snguon		- Originaire de Battambang, c'était un ex-secrétaire de la <i>sala srok</i> de Sangker qui devint secrétaire de Chhavalit APHAIVONG. - Au début de 1950, il fut signalé comme membre d'une « Association des Khmers libres », procommuniste et antimonarchiste, qui paraît avoir été destinée à remplacer l'ancien KOROCHO mais est restée mort-née.
NUON Duong		- Ex-responsable de la propagande du premier comité de <i>Khmer Issarak</i> . (Voir le détail dans le tableau 8 : premier comité des <i>Khmers Issarak</i>)
Section Militaire		
ROS Yoeun		- Ancien vice-président du premier comité des <i>Khmers Issarak</i> . ancien trésorier du premier comité des <i>Khmers Issarak</i> . (Voir le détail dans le tableau 8 : premier comité de <i>Khmer Issarak</i>).
MEY Phorin		- Trésorier du premier comité des <i>Khmers Issarak</i> . (Voir le détail dans le tableau 8 : premier

³⁹⁹ ANOM, INDO, HCI, CD 12. Compte-rendu sur les travaux de la délégation française à la commission mixte d'État-major franco-siamoise, le 1 janvier 1947.

⁴⁰⁰ ANOM, INDO, HCI, CD 32 : *Etude sur les mouvements rebelles au Cambodge 1942-1952*, p. 20.

⁴⁰¹ *Ibid.*

		comité de <i>Khmer Issarak</i>).
CHHIM Toum		<ul style="list-style-type: none"> - Né le 7 octobre 1914 à Peamchilang dans la province de Kampong Cham, il était instituteur. - Il accompagna CHAU Sen Cocsol, gouverneur de la province de Kampong Cham dans sa fuite en Cochinchine fin octobre 1945. - En février 1946, Cocsol l'envoya à Kampot pour négocier leur soumission mais au lieu de s'y rendre il gagna Bangkok par voie maritime. Il se rendit aussitôt à Battambang où il se mit à la disposition de POC Khun. Il devint chef d'un groupe de 250 personnes. - Il se soumit le 19 mai 1947 à Poipet avec 280 hommes bien armés. - Il fut réintégré dans l'enseignement en septembre 1946 et affecté à Kampong Cham. - Il adhéra au Parti de la Renovation Khmère. - Il se mit hors cadre pour servir dans l'ARK et fit partie en 1949-1950 de l'état-major particulier du roi. - Il fut réintégré dans son cadre en février 1950. fut candidat du Parti de la Renovation aux élections du 9 septembre 1951, dans la circonscription de Koh Mit, province de Kampong Cham, mais il fut battu par le candidat démocrate.
<u>Sous-comité de Surin</u>		
Section civile		
<i>Khun</i> Samphonn	Lieutenant de réserve	Thaïlandais
Tak ou KAO Tak ou LIM Tak		<ul style="list-style-type: none"> - Né vers 1908 à Chongkal dans la province de Siem Reap. Il était marchand de bétail à Chongkal avant 1946. Il se maria à <i>Néang</i> Phohurn, khméro-thaïlandaise de Surin. Il était fils adoptif des parents de Néang Muon (ci-dessous).
NEANG Muon		<ul style="list-style-type: none"> - Née vers 1900 à Kampong Tkau dans la province de Siem Reap, elle était la sœur adoptive de Tak. - Intelligente, très énergique, cavalière émérite, elle jouit d'un grand prestige dans Siem Reap et Battambang et devait être considérée comme un élément rebelle dangereux. - Elle fut signalée en 1948 comme faisant partie de l'État Major du Chef <i>Khmer Issarak</i>-Vietminh HONG Chhun (assistante à la propagande).

		<ul style="list-style-type: none"> - Elle fut élue en 1948 et 1949 chef du service économique du Comité Cambodgien de Libération Nationale. Elle ne fit plus partie du Comité après 1950. - En février 1950, elle offrit à Madame Dap Chhuon 200.000 piastres de bijoux pour que le Chef du « Corps Franc Khmer » (CFK), qui fut créé par DAP Chhuon, se réconcilie avec Tak et elle-même. - En février 1950, le gouvernement du Nambô lui adressa une invitation à se rendre en Cochinchine en mission d'étude et pour y former un gouvernement khmer indépendant. Elle s'y rendit en octobre 1950 avec MEY Pho et HONG Chhun, en passant par Bangkok où elle eut un entretien avec le leader du groupe vietminh NGUYEN Duc Quy. En janvier 1951, elle fut signalée comme ayant visité divers organismes vietminh au Nambô. La délégation fut de retour à Aranyaprathet le 4 mai 1951. - À la suite de ce voyage, le CCLN adopta une attitude plus favorable au Vietminh.
SIEU Heng		- Né vers 1913, il était originaire de Travinh.
Section militaire		
Houl ou Hull ou Hull Sakhan ou Wong ANUPHAB		<ul style="list-style-type: none"> - Né vers 1911 à Angkor Pheas dans la province de Siem Reap de Khling et de <i>Néang Vann</i>. - Il était commerçant de riz et paddy avant 1946.
DAP Chhuon		Voir le détail dans « CLPK et CCLN »
PRAK Sarin		Non identifié
<u>Sous-comité de Chanthaboun</u>		
<i>Khun</i> Chkaleumsi	Chef	Thaïlandais, c'était un ancien lieutenant de police à Battambang.

Tableau 9 : Trois sous-comités de KOROCHO⁴⁰²

ROS Yoeun, dont le commissaire français au Cambodge croyait qu'il avait été assassiné par ses anciens partisans à Anlong Veul, près de la ville de Battambang⁴⁰³,

⁴⁰² *Ibid.*, Annexe p.12, 19, 24.

devint donc au début 1947, chef militaire du sous-comité d'Aranyaprathet du KOROCHO Mais, en février 1947, les chefs cambodgiens de cette section militaire d'Aranyaprathet refusèrent de suivre les ordres de Chhavalit APHAIVONG et ne remirent plus rien à *Khun* Kanchit, le chef du sous-comité. Ce dernier reçut l'ordre de faire désarmer les récalcitrants mais il réussit à saisir seulement quelques fusils puisque la majorité des bandes de *Khmers Issarak* s'était réfugiés en territoire cambodgien.

Khun Kanchit fut alors remplacé à la tête du sous-comité d'Aranyaprathet par NAK Chhuon, secrétaire de Chhavalit. Celui-ci était cambodgien, né de Nak, riche propriétaire de rizière du *Khum* Sramoch (*Srok* Teuk Cho de la province de Battambang). Il travaillait à la Résidence de Battambang puis il devint entrepreneur de transports et commerçant de tissus dans cette ville. Il quitta Battambang pour la Thaïlande lors de la rétrocession en 1946.

NAK Chhuon avait pour mission de supprimer les chefs *Khmers Issarak* indisciplinés du secteur d'Aranyaprathet : CHHIM Toum, ROS Yoeun, MEY Phorin. Un premier attentat à la grenade contre ce dernier échoua. Les intéressés décidèrent de faire leur soumission aux autorités du Cambodge et Chhim Toum se rallia le premier à Poipet le 19 mai 1947 avec 200 hommes et un important armement. Le lendemain, Nak Chhuon fit arrêter ROS Yoeun et MEY Phorin par les Thaïlandais en les dénonçant comme espions de la Sûreté française. Ils furent envoyés le même jour à Prachinburi, escortés par NAK Chhuon et quelques policiers thaïlandais, et furent exécutés en cours de route.

L'exemple de CHHIM Toum porta ses fruits et plusieurs centaines de *Khmer Issarak* se soumirent encore en mai et juin dans Battambang.

À Surin, la situation n'était pas meilleure pour le KOROCHO. Dap Chhuon, qui opérait dans le secteur de Siem Reap, Roluos et Koulen avec environ 500 hommes ne reconnut plus l'autorité du sous-comité de Surin. Houl, chef de la section militaire de sous-comité de Surin, installé dans la région de Kralanh, cessa toute activité fin 1947 et se retira à Surin pour y faire du commerce⁴⁰⁴. Celui-ci fut arrêté par les autorités thaïlandaises, accusé d'avoir vendu illégalement une automobile⁴⁰⁵. Il apparut encore

⁴⁰³ ANOM, INDO, HCI, Conspol 88 : le commissaire de la république au Cambodge, *Le Siam et les provinces cédées*, p.8.

ANOM, INDO, HCI, CD 32 : *Etude sur les mouvements rebelles au Cambodge 1942-1952*, p. 20 et annexe p. 4.

⁴⁰⁴ *Ibid.*, p.22.

⁴⁰⁵ AMEA, Asie-Océanie, Cambodge 1966-1979, Situation politique, liasse 125.

une fois en mars 1949 dans la direction militaire de la bande de « *Kampuchea Serei* » présidé par Malis SIRICHAN (Voir dans « *Le Kampuchea Serei* »).

Sur ces entrefaites, Nuon Duong, chef de la section civile de sous-comité d'Aranyaprathet, ayant abandonné sa responsabilité, se rendit à Surin où il travailla à détacher un peu plus ses compatriotes du KOROCHO.

À Bangkok, le comité du KOROCHO se décomposait également. Mais POC Khun se soumettait comme toujours au gouvernement thaïlandais, affirmant même lors d'une réunion secrète du Parlement thaïlandais du 13 août 1947 : « *J'étais un Cambodgien, et je suis heureux d'être maintenant un Siamois* »⁴⁰⁶. Chantaraingsey, fils du prince NORODOM Chantalekha⁴⁰⁷, quitta Phnom Penh pour Battambang le 9 décembre 1945 où il adhéra au mouvement de *Khmer Issarak*. Il s'en retira fin 1947 pour créer le « *Santheat vithi* », sorte de Ligue des Droits de l'Homme, entraînant à sa suite HEM Savang, MEY Pho et CHANTO Tres. En décembre 1949, il passa sous la stricte obédience de Viet Minh, après avoir fait un long séjour en zone rebelle au Nambô (Cochinchine) et adhéré au « Front Issarak unifié » émanation du Vietminh présidée par SON Ngoc Minh

En novembre 1947, avec quelques hommes peu armés, le sous-comité d'Aranyaprathet subsistait encore. NAK Chhuon en était toujours le président et Snguon, le trésorier. Ce groupe fut envoyé dans deux camps thaïlandais pour faire des exercices militaires: Taphia qui se trouvait à quatre kilomètres d'Aranyaprathet et PEN Nou à trente kilomètres au nord-ouest d'Aranyaprathet.

Mais, à la fin de 1947, quelques mois après que la revendication territoriale fut officiellement refusée par la commission de conciliation franco-siamoise, la Thaïlande ne fournit plus aucune assistance au KOROCHO. Les *Khmers Issarak* souffrirent d'ailleurs du coup d'État thaïlandais de 1947. Au début de 1948, au moment où PHIBULSONGKHRAM fut porté au pouvoir comme Premier ministre de la Thaïlande, le KOROCHO disparut définitivement et la direction du mouvement des *Khmers Issarak* passa aux mains du Comité de Libération du Peuple Khmer (CLPK) qui prendra ensuite le nom de Comité Cambodgien de Libération Nationale (CCLN).

Un autre groupe appelé *Kampuchea Serei*, ce qui peut être traduit en khmer par « *Cambodge libre* », avait été créé à Bangkok en septembre 1947. Ce groupement avait l'espoir de recueillir la succession du KOROCHO en utilisant les mêmes procédés.

⁴⁰⁶ ANOM, INDO, HCI, CD 14.

⁴⁰⁷ NORODOM Chantalekha est le fils du roi Norodom.

Mais il ne prendra une certaine importance qu'en 1949 après s'être assuré les services de Houl, ex-directeur de la section militaire de la sous-commission de Surin du comité de KOROCHO. Sa politique et ses activités seront évoquées ci-après.

3. Le CLPK et CCLN

La direction du mouvement de KOROCHO se reconvertit en un Comité de Libération du Peuple Khmer (CLPK), en khmer « *Kanac Cheat Noktak Keahak macchim Norkor Khmer* ». La nécessité de cette création se faisait vivement sentir à la suite de la décomposition du KOROCHO dans les derniers mois de 1947 et de l'anarchie qui en avait résulté au sein du mouvement des *Khmers Issarak*. Ce nouveau comité entendait jouer en quelque sorte un rôle de gouvernement provisoire dans l'attente du jour où les zones libérées seraient plus étendues et où un gouvernement serait créé. Il était en effet prévu qu'une fois la révolution victorieuse, le gouvernement provisoire convoquerait une assemblée nationale chargée d'élaborer une constitution et d'élire un gouvernement officiel du Cambodge⁴⁰⁸.

Ce nouveau comité fut élu au cours d'un congrès tenu le 10 février 1948, probablement dans la province de Battambang, par des délégués de partis politiques⁴⁰⁹ et d'unités combattantes⁴¹⁰.

DAP Chhuon fut élu Président. Il avait pour vrai nom KEM Chhuon et portait le titre honorifique thaïlandais de « Khém Phét » ou en khmer « Mochulpich », ce qui voulait dire « Aiguille de diamant ». Il était né en 1912 à Siem Reap de père inconnu et de Néang Yim. Un de ses frères, KEM Srey, était lieutenant de PUTH Chhay, chef d'une bande des *Khmers Issarak*-Vietminh autonome dont les activités étaient principalement basées dans les provinces de Kandal, Kampong Speu, et Takeo. Un frère cadet, KEM Penh ou Suriya KHEMPECH, travailla pour DAP Chhuon en tant que trafiquant d'armes surtout avec la Thaïlande.

DAP Chhuon était un véritable bandit de grand chemin responsable de multiples assassinats. Ancien sergent de la Garde Indochinoise, chef du poste de Beng Mealea à Siem Reap, DAP Chhuon déserta en 1943 en emportant la solde de ses hommes, environ 20.000 piastres. Il adhéra au mouvement *Khmer Issarak* dans la province de Battambang dès sa reconstitution au début de 1946. Il commandait une bande de deux

⁴⁰⁸ *Ibid.*

⁴⁰⁹ Faite de source, on ne pourrait pas savoir lesquels.

⁴¹⁰ ANOM, INDO, HCI, Conspol 88.

cents *khmers Issarak* lors de l'attaque de Siem Reap. Après cela, il se maintint dans le secteur de Siem Reap, Roluos et Koulen, avec des fortunes diverses, jusqu'à sa soumission le 1^{er} octobre 1949. DAP Chhuon aurait pu, pendant cette période, renouveler des opérations spectaculaires analogues à celle du 7 août 1946 ; mais cet ancien sergent était plus avide d'autorité politique que de gloire militaire, ce qui ne l'empêcha pas d'accroître patiemment ses forces, avant comme après sa soumission.

Au moment de la disparition du KOROCHO en 1947, l'effectif de la bande de DAP Chhuon atteignait déjà 800 hommes dont plus de la moitié étaient armés. Sa position dans le Koulen était à peu près inexpugnable et lui conférait une indépendance beaucoup plus grande que celle des autres bandes de *Khmers Issarak* plus ou moins soumises au bon plaisir des Thaïlandais. Il était donc naturel que DAP Chhuon soit élu Président de CLPK au début 1948.

La composition de CLPK était :

Nom	Fonction	Biographie
DAP Chhuon	Président et commandant en chef de l'Armée de Libération Khmers	Voir le détail dans « CLPK et CCLN »
NUON Duong ou Achar Duong	Vice président	- Ex-responsable de la propagande du premier comité de <i>Khmer Issarak</i> . - Un des Chefs de la section civile du sous-comité d'Aranyaprathet de KOROCHO. (voir le détail dans le tableau 9 : Trois sous-comités de KOROCHO)
LEAV Keomoni	Adjoint au commandant en chef de l'Armée de Libération Khmers	- Originaire de Mong, province de Siem Reap où il était commerçant de bambous. Sous l'occupation thaïlandaise, il fut nommé <i>Mékhum</i> de son village. - Il s'affilia au KOROCHO au début de 1947 et servit dans la bande de DAP Chhuon. Début 1949, il déserta en entraînant avec lui une centaine d'hommes et devint adjoint de Tak. - Nationaliste ardent, il était d'une grande popularité parmi les <i>Khmers Issarak</i> du Nord-ouest.
HONG Chhun	Adjoint du	- Né à Mongkolborey, il fut ex-secrétaire opérateur du Cadastre à Phnom Penh puis chef

ou KEO Chandas	commandant en chef de l'Armée de Libération Khmère	du bureau foncier à la <i>sala srok</i> de Teuk Cho de la province de Battambang. - Avant le 9 mars 1945, il était marchand de riz à Battambang. - Il dirigea l'attaque de l'autorail de Battambang le 28 avril 1948 au cours de laquelle huit voyageurs français furent tués. - Début octobre 1948, il attaqua la bande de Houl à Yeang Dangkum et lui enleva une centaines d'armes.
MAO Sarouth	Commissaire politique de l'armée	- Né à Rocakong, province de Kandal, il était secrétaire au service du Ravitaillement lors du coup d'état du 9 août 1945 auquel il participa. Il s'évada en décembre 1945 et gagna la Thaïlande où il adhéra au mouvement des <i>Khmers Issarak</i> . - Il fut condamné par contumace à 7 ans de travail forcé le 21 mars 1946. - Il prit part à l'attaque de Siem Reap du 7 août 1946. - En 1947-1948, il participa aux activités de DAP Chhuon à Surin et dans les Koulens. - Au début de 1949, il abandonna DAP Chhuon pour se rallier à Tak. Début juillet 1949 DAP Chhuon le fit assassiner près de Puok à Siem Reap.
Cheang Veng	Service administratif	- Né vers 1905 à Prey Khpos en Mongkolborey, il était bijoutier à Battambang. - Contrebandier, chef bandit et trafiquant notoire, il s'affilia au mouvement de <i>Khmer Issarak</i> en 1946 surtout dans un but de lucre. - Membre du comité financier du « <i>Kampuchea Serei</i> » en juillet 1950 et représentant de ce parti à Aranyaprathet. - Il fut choisi comme intermédiaire entre Malis Sirichan et Houl pour les livraisons d'armes et de munitions à ce dernier, sans doute en raison de ses bonnes relations avec les autorités thaïlandaises. - Il pilla régulièrement les caisses. Il partit en novembre 1951 pour s'installer à Surin.
SIEU Heng	Adjoint du service administratif	- Un des dirigeants de la Section civile du sous-comité de Surin de KOROCHO. (voir le détail dans le tableau 9 : Trois sous-comités de KOROCHO)
MEY Pho	Information	- Secrétaire Chargé du service financier du premier comité de <i>Khmer Issarak</i> de POC Khun. (voir le détail dans le tableau 8 : premier comité de <i>Khmer Issarak</i> de POC Khun)

NEANG Muon	Economie	<ul style="list-style-type: none"> - Un des dirigeants de la Section civile du sous-comité de Surin de KOROCHO. (voir le détail dans le tableau 9 : Trois sous-comités de KOROCHO)
PAN Issara ou Pan Mouncharoeun ou PAN Khoac ou Pan le Borgne	Adjoint du chef de l'économie	<ul style="list-style-type: none"> - Né vers 1909, il émigra en Thaïlande vers 1929. Il était professeur de musique thaïlandaise à l'école couvent Saint-Joseph à Bangkok. - Fin décembre 1947, il adressa aux journaux « <i>Khemara</i> », « <i>Pracheathipatay</i> » et aux princes Monireth et Montana, une lettre en français exprimant ses sentiments nationalistes et ses suggestions pour une propagande intensive destinée à faire connaître aux autres nations le Cambodge ancien et moderne. - Il écrivit dans les journaux de Bangkok quelques articles réclamant l'indépendance du Cambodge. - Evincé du CCLN en même temps que DAP Chhuon en juillet 1949, il adhéra au <i>Kampuchea Serei</i> de MALIS Sirichan en qualité de secrétaire général chargé des questions militaires. - Il rentra définitivement au Cambodge en mars 1951 et fut engagé par contrat à compter du 1 mai 1951 par le service de l'Information Khmère, chargé des émissions de musique khmère à la radio cambodgienne. - Après octobre 1951, il devint adjoint au chef de la Sécurité de la province de Kandal et participa aux négociations en vue du ralliement de PUTH Chhay.
HEM Savang Ou VONG Se Keo	Affaires Etrangères	<ul style="list-style-type: none"> - Né à Phnom Penh, il était le fils de feu Hem, ancien greffier. Il avait fait ses études au collège Sisowath jusqu'en 4ème. - Il fut l'organisateur avec NETH Lains Say du coup d'État du 9 août 1945 et le fondateur du « Comité National ». - Arrêté et écroué le 10 août 1945, il s'évada en décembre 1945. Il gagna la Cochinchine où, après un stage d'entraînement dans les troupes de Vietminh, il se rendit en Thaïlande par la voie maritime. - Il fut hébergé par POC Khun à Bangkok. Il faisait partie du premier comité des <i>Khmers Issarak</i> à Battambang en qualité d'instructeur militaire en mars 1946. - Il commanda une section des <i>Khmers Issarak</i> lors de l'attaque de Siem Reap du 7 août 1946. - En décembre 1946, il commanda un groupe

		<p>de 180 <i>Khmers Issarak</i> dans la région de Sisophon.</p> <p>- Le 14 septembre 1947, il assista à la réunion de la « Ligue du Sud-est Asiatique » et fut désigné comme commissaire politique de la section cambodgienne de la Ligue, le « <i>Kampuchea Serei</i> ».</p> <p>- Début 1948, il devint membre du Comité Cambodgien de Libération Nationale, chargé des Affaires étrangères. Il était en même temps commandant en chef de la base de <i>Khmer Issarak</i> de Surin où il remplaça DAP Chhuon.</p> <p>- Au renouvellement du CCLN du 25 juillet 1949 après la rupture avec DAP Chhuon, il fut nommé commissaire politique auprès du Haut Commandement de <i>Khmer Issarak</i>. Il dirigea à cette époque l' « Office des Etudiants Cambodgiens de Bangkok ». En décembre 1949, il se chargea de la liaison avec l'ambassade d'URSS à Bangkok. Il manifesta à l'époque des sentiments pro-Vietminh qu'il abandonna par la suite. Il ne figura pas dans la nouveau CCLN élu le 20 août 1951.</p>
--	--	--

Tableau 10 : Premier Comité du CLPK⁴¹¹

Le CLPK, avait sous sa direction directe, les comités de libération des différents zones de combat » : zone Sud-est, zone du Nord, zone Sud-ouest, zone d'Ouest et zone centre.

La présence dans le CLPK de HONG Chhun qui était pro Vietminh et du commissaire politique MAO Sarouth montra que les chefs qui venaient de secouer la tutelle thaïlandaise étaient enclins à accepter en échange celle du Vietminh. L'influence du Vietminh était effectivement très sensible dans la rédaction des articles publiés par l'organe en français du CLPK, « *Indépendance* », dont le ton contrastait avec celui beaucoup plus monotone du journal en khmer « *Ekareach* » (Indépendance) édité dans le territoire Issarak à Prek Toal, province de Battambang, et destiné à la masse du peuple khmer⁴¹².

Quelques extraits articles en attestent :

⁴¹¹ ANOM, INDO, HCI, CD 32 : *Etude sur les mouvements rebelles au Cambodge 1942-1952*, Annexe p.8-10, 26-27

⁴¹² Voir les extraits de « *Ekareach* » dans ANOM, INDO, HCI, Conspol 88.

- « *L'impérialisme français est en baisse. Il mourra par le combat fraternel des trois peuples laotien, vietnamien et cambodgien. Un front indochinois de l'indépendance est donc une nécessité immédiate* ».
- « *Le peuple khmer provisoire doit suivre la voie tracée par l'humanité démocratique et anti-colonialiste* ».
- « *Le gouvernement provisoire, établi dès que les zones libérées seront suffisamment étendues, convoquera par la suite une assemblée nationale qui sera chargée d'élaborer la constitution du Cambodge et d'en former le gouvernement définitif* ».
- « *Le drapeau national du mouvement Issarak est rouge. Au centre, le Nokor Wat (Angkor Wat)⁴¹³ blanc. Le chant officiel est le Nokor Reach* ».
- « *Les membres du comité sont réélus tous les six mois par le congrès national du mouvement Issarak. Les membres sortants sont rééligibles* ».

La formation du CLPK donna lieu à un échange de télégrammes de félicitations entre DAP Chhuon, TIAO Phetsarath qui était le chef des Lao-Issarak et Ho Chi Minh.

En réalité, il est peu probable que le CLPK, dont les membres étaient dispersés de Bangkok à Surin, ne se fût jamais réuni au complet. Les seules manifestations tangibles de son activité étaient celles de sa section d'information imprimant et diffusant les journaux et tracts du mouvement.

Environ un an plus tard, le CLPK subit une réorganisation et furent éliminés de son sein les éléments jugés trop pro Vietminh.

Son nom fut changé en celui de « Comité Cambodgien de Libération Nationale », traduit en khmer par « *Kanac Kamathicar Khmer Sangcheat* ». Suite à une élection, le 18 janvier 1949, le nombre des membres de la direction, fut réduit à sept personnes. DAP Chhuon demeura président et commandant suprême des forces armées. Tak fut élu vice-président et commandant adjoint. HEM Savang, MEY Pho et NEANG Muong gardèrent la même position. LEAV Keomoni qui était adjoint-commandant en chef devint trésorier et Chanto Tres qui était secrétaire du premier comité des *Khmers Issarak* de POC Khun fut élu chef adjoint des Affaires étrangères.

Dès le mois de février cependant, DAP Chhuon envoya des émissaires au gouvernement khmer pour discuter des conditions de sa soumission. Les causes de ce

⁴¹³ Temple à trois tours. Le drapeau de Khmer Vietminh porta la silhouette d'un temple à cinq tours.

revirement sont obscures. Sans doute était-il de plus en plus discuté par les autres membres du CCLN. En avril, Tak, vice président du CCLN, disposant à titre personnel d'une forte bande de 400 hommes, ne reconnut plus son autorité. POC Khun qui était devenu pro-Vietminh après la dissolution de son premier comité des *Khmers Issarak*, travailla à le discréditer. Le journal « *Ekareach* » du 30 juillet 1949 exposait que, par son intransigeance et autorité, DAP Chhuon s'était aliéné les autres membres du comité qui lui reprochaient de se poser « en homme-dieu ».

Mais peut-être DAP Chhuon estimait-il de son côté que le moment était venu de consolider les avantages déjà acquis, par un ralliement qui lui permettrait de conserver son fief dans la province de Siem Reap où les troupes des Français commençaient à lui mener la vie dure.

Après une nouvelle élection en juillet, DAP Chhuon fut évincé du CCLN et remplacé par POC Khun et le prince Chantaraingsey, lequel passa à Battambang en décembre 1948 et adhéra au mouvement des *Khmers Issarak*, respectivement dans les fonctions de Président et de commandant en chef. Tak gardait sa position de vice président mais d'autres changèrent de fonction.

Nom	Fonction	Biographie
POC Khun	Président et service des Affaires Étrangère	
KAO Tak	Vice-président et service économique	
CHANTO Tres	Secrétaire général	
HEM Savang	Affaire politique	
LEAV Keomoni	Trésor et justice	
Chantaraingsey	Chef suprême de l'armée	
TUM Sok ou Sokh Tum ou <i>Achar</i> Tum	Service de l'intérieur	Ancien élève de l'école de pâli à Phnom Penh. En 1949, il était dans un groupe de 150 hommes cantonnés à Yeang Dangkum à Sisophon. Il remplit les fonctions de comptable pour les achats d'armes de Tak et Houl.
MEY Nou	Propagande	C'était probablement le nouveau nom de MEY Pho.

Tableau 11 : Comité du CCLN juillet 1949⁴¹⁴

⁴¹⁴ ANOM, INDO, HCI, CD 32: *Etude sur les mouvements rebelles au Cambodge 1942-1952*, Annexe p.28.

Le programme d'action publié en août fut simplifié selon trois points importants :

- consolider la zone libérée, éveiller et organiser la population ;
- combattre l'ennemi partout où il se trouve, protéger la vie et les biens des compatriotes, sauver l'honneur de la patrie ;
- achever l'unité entre les Issarak et entre les habitants.

Le 1^{er} octobre 1949, après des négociations conduites par SISOWATH Sirik Matak, DAP Chhuon et une fraction de 300 hommes de ses troupes se rallièrent spectaculairement au gouvernement Royal à Siem Reap. Il fut nommé chef de bataillon, commandant en chef du « Corps Franc Khmer-CFK » ayant son poste de commandement à Pradak et une zone d'action bien délimitée au nord de Siem Reap, à la périphérie de laquelle il installa une douzaine de postes. Peu de temps auparavant, les provinces de Siem Reap et Kampong Thom avaient été érigées en secteur autonome.

En dehors des 300 hommes précités, environ 300 autres restèrent à sa disposition, mais également à sa charge.

Au moment de sa soumission, DAP Chhuon présenta dix fusils-mitrailleurs et 300 fusils. Son armement était sans doute assez supérieur à ces chiffres.

Le CCLN mena alors une violence campagne contre lui. Tak le qualifia de traître... Puis le CCLN lui-même ne fit guère parler de lui jusqu'en avril 1951.

En février 1951, eut pourtant lieu le renouvellement habituel du comité, avec la participation de POC Khun. Tak fut éliminé et suspendu de son commandement sous prétexte d'exactions au préjudice de la population du secteur de Kralanh mais plus probablement parce que plusieurs de ses lieutenants paraissaient prêts à se soumettre. Le 13 mars 1951, sous prétexte d'opposition à la collaboration entre LEAV Keomoni, trésorier et chef de la justice de CCLN, et le Vietminh, Tak planifia de le tuer à Srok Prey. Des accrochages sérieux se produisirent entre les groupes de Tak et du CCLN. Tak lui-même fut grièvement blessé.

En avril laquelle des élections internes donnèrent la majorité à LEAV Keomoni. Éliminé de la présidence, POC Khun n'était plus qu'un conseiller du comité dont la vice-présidence était assurée par TUM Sok, ancien chef du service intérieur. Ce dernier, comptable des bandes Tak et LEAV Keomoni, avait fait constater les malversations commises par POC Khun, qui aurait détourné près de 600.000 piastres sur les fonds pour acheter des armes à Bangkok. Les efforts de POC Khun pour engager le comité

dans une collaboration plus active avec le Vietminh lui avaient d'autre part aliéné depuis plusieurs mois la majorité des autres membres.

À partir de cette date pourtant, la collusion entre le Vietminh et CCLN s'affirma, faisant suite au retour de la mission de MEY Pho et NEANG Muon au Nambô (la Cochinchine). Une réunion mixte se tint le 6 juillet à **Anlong** Thmar. MEY Pho et NEANG Muon y exposèrent les résultats de leur voyage.

Le 20 août au dernier renouvellement connu du comité, plusieurs nouveaux venus firent leur apparition :

Nom	Fonction	Biographie
LEAV Keomoni	Président	
TUM Sok	Commandant en chef et service de l'intérieur	
BOU Ronheatkol	Défense nationale	
Ouch ou Nilpich	Adjoint	- Né à Phnom Srok, <i>srok</i> de Teuk Cho de la province de Battambang. - Ancien tailleur, il s'est rallié à Houl en 1950.
MAO Voeun	Service Economique	Lieutenant de Tum Sok.
CHHAY Hoeung	Service financier	
MEAS Chhan	Information	- Né vers 1903 à Puok, province de Siem Reap, de MEAS Mam et de <i>Néang</i> Lach, il était ex- <i>Chau Athicar</i> (chef des moines) de la pagode de Tatok à Puok. Il était le professeur de Houl et était très estimé de Tak et de LEAV Keomoni. - Il fut chargé par DAP Chhuon de faire une active propagande anti Vietminh et pro- <i>Khmer Issarak</i> en secteur autonome au début 1950. - Début 1951, il occupait des fonctions de secrétariat du CCLN. - Il se rendit à la police nationale de Battambang le 24 février 1952.
BUN Seang	Affaires étrangères	
Khou	Ravitaillement	

Tableau 12 : Comité du CCLN du 20 août 1951⁴¹⁵

⁴¹⁵ *Ibid.*, Annexe p.28-29

LEAV Keomoni, chef du CCLN, fut souvent signalé à la tête des groupes de ce comité mais le commandement direct et permanent de celles-ci fut laissé à Ouch, TUM Sok et Talay.

Tum Sok apparaît pour la première fois en 1949. Il commandait un groupe de *Khmers Issarak* de 150 personnes et faisait office de comptable pour les achats d'armes de Tak et du CCLN en général. Il disposait de deux fusils-mitrailleurs et de 100 fusils. Ce chef *Khmer Issarak* ne fit guère parler de lui avant le ralliement de DAP Chhuon.

Ouch, dit Ouch Nilpich, originaire de Battambang, ancien tailleur, commandait à la même date un groupe de force équivalente à celui de TUM Sok. La zone d'action de ces deux groupes était le Stung Sangker à Battambang. Très liés, Ouch et TUM Sok agissaient toujours conjointement dans des secteurs voisins. Chassés en 1950 de la région du Stung Sangker, ils se vengèrent en se livrant à des attentats terroristes jusqu'aux abords de Battambang.

Talay complétait le trio des chefs militaires du CCLN. Son groupe était de même importance que ceux des deux autres.

Au début de 1951, des pourparlers avec NHIEK Tiouloung, **le Délégué royal à Battambang**, eurent lieu à Battambang pour la soumission d'Ouch et Talay, chef des groupes du CCLN. Les négociations ont traîné jusqu'au 25 avril, date à laquelle Ouch fit arrêter le capitaine de l'Armée Royale Khmère venu recenser ses effectifs, ainsi que les fonctionnaires qui l'accompagnaient. Les pourparlers furent rompus. Les prisonniers furent néanmoins relâchés quelques jours après.

(Ouch n'a jamais été capturé, c'était le capitaine d'ARK qui a été capturé par Ouch)

Houl s'étant soumis le 24 juin, les groupes d'Ouch et de Tum Sok s'empressèrent d'occuper son secteur dans le *srok* de Sisophon, pendant que Talay se chargeait de maintenir le contact avec le Vietminh. Fin décembre, l'ancien secteur de Houl qui s'était soumis six mois auparavant fut entièrement réoccupé par les troupes du CCLN.

Les relations entre le Vietminh et le CCLN redevinrent peu claires.

Le 26 janvier 1952, le camp de Talay installé dans le village de Beng Roun, situé à 30 kilomètres au sud-ouest de Battambang, fut encerclé et pris par les *Bôdoi* Vietminh 480 et 516, pour des raisons mal élucidées. Talay qui était considéré comme l'élément

de liaison avec le Vietminh, fut fait prisonnier avec le gros de ses combattants. Talay opéra ensuite avec le *Bôdoi* Vietminh 480 autour de Battambang.

La principale occupation des partisans d'Ouch et TUM Sok était de rançonner les populations et d'opérer des razzias de bestiaux qui étaient revendus en Thaïlande. À la fin, elles firent même une opération en sens inverse, pillant un village thaïlandais et enlevant des otages.

SON Ngoc Thanh chercha en août 1952 à se rallier les chefs des *Khmers Issarak* du CCLN. LEAV Keomoni hésita.

En octobre 1952, la force totale du CCLN comprenait de 300 à 350 hommes, 9 fusils mitrailleurs, 15 pistolets mitrailleurs, 20 carabines, un ou deux mortiers et entre 100 et 120 fusils, mines et grenades⁴¹⁶.

3.1.A. *Le Kampuchea Serei*

Un autre mouvement dénommé « *Kampuchea Serei* » qui signifie « Cambodge libre » avait été créé à Bangkok en septembre 1947 par MALIS Sirichan⁴¹⁷, émigrant vivant dans le quartier de Thonburi à Bangkok qui s'y était établi comme médecin depuis 20 ans. En 1942, il s'était marié avec la fille de Thai Din, ancien secrétaire des Résidences qui devint avocat dans la province de Battambang pendant des années 1950⁴¹⁸.

Le mouvement ne fut organisé effectivement qu'à partir de mars 1949 après que Houl, ex-chef de bande du KOROCHO, s'y fut rallié.

MALIS Sirichan avait fait partie de la délégation cambodgienne à la conférence tenue à Bangkok le 14 septembre 1947 sous la présidence du communiste vietnamien TRAN Van Giau dans le but de constituer une « Ligue du Sud-est asiatique » avec l'agrément des autorités thaïlandaises.

Malis proposa à l'issue de cette conférence de donner le nom de « *Kampuchea Serei* » à la branche cambodgienne de la Ligue mais il se trouva rapidement isolé. Ce furent POC Khun et les anciens membres du KOROCHO qui prirent la direction des émigrés cambodgiens de Thaïlande.

En mars 1949, MALIS Sirichan, devenu anti-vietminh entre temps, avait réussi à rallier un certain nombre de Cambodgiens nationalistes désapprouvant les tendances

⁴¹⁶ *Ibid.*, p.44-45.

⁴¹⁷ *Ibid.*, p. 28.

⁴¹⁸ *Ibid.*, Annexe p. 26.

pro-Vietminh de POC Khun et du CCLN, et à mettre sur pied l'organisation du « *Kanac Kampuchea Serei* » ou « Comité du Cambodge Libre ».

Les buts de cette organisation étaient, comme ses moyens, limités :

- protection des habitants cambodgiens de la province de Battambang contre les exactions des bandits thaïlandais et des Vietminh ;
- Poursuite de l'indépendance complète du Cambodge, en accord avec la politique du gouvernement cambodgien.

Vers fin 1949, le premier comité fut créé et composait comme le suivant :

Nom	Fonction	Biographie
MALIS Sirichan	Président	- Émigré depuis longtemps en Thaïlande, il était médecin. Son domicile était situé dans le quartier de Thonburi à Bangkok, derrière les casernes de la Marine. - Il épousa en 1942 la fille de M. THAI Din, ancien secrétaire des Résidences qui devint avocat à Battambang. - En 1952, il se mit en relation avec SON Ngoc Thanh.
PEN Issara	Secrétaire général	
Ta Tak	Section politique	- Né en 1906 à Phnom Penh, il avait été commerçant de statues rue Paul Bert et rédacteur au journal « <i>Nagaravatta</i> ». - Il fut compromis dans l'affaire du complot de 1942, s'enfuit en Thaïlande mais ne fut pas inculpé. - Il revint au Cambodge après le 9 mars 1945 mais repartit en Thaïlande en décembre 1945. - Il s'est séparé de Malis en août 1950 pour des questions de prestige personnel et parce qu'il avait dilapidé des fonds remis par MALIS Sirichan pour créer au Cambodge un parti légal « <i>Kampuchea Serei</i> ». - Il s'est présenté en novembre 1950 à NHIEK Tiouloung, Délégué Royal à Battambang pour négocier la soumission du <i>Kampuchea Serei</i> mais ne fut pas reconnu comme représentant de ce groupement. Autorisé à rester au Cambodge, il fonda en mars 1951 le parti politique « <i>Kampuchea Serei</i> » déjà en vue en 1950 mais les statuts de ce parti n'ont jamais été approuvés. 15 candidats du parti se présentèrent aux élections du 9 septembre 1951 sous l'étiquette « Indépendants ». Ta Tak se

		présenta à Kandal. Aucun ne fut élu.
THONG Dy		<ul style="list-style-type: none"> - Né vers 1915 à Mongkolborey, il avait été moine à la pagode de Rohat Teuk à Mongkolborey. - Il était commerçant à Surin avant de participer au mouvement de <i>Kampuchea Serei</i> en 1949. - Il se sépara de Malis en août 1950.
ROS Suttarakhan		<ul style="list-style-type: none"> - Né en 1910 de feu Samreth, ex-<i>Chauvay srok</i> de Battambang et de Chhoeum, fille d'une tante du roi Suramarit. - Après avoir fait des études secondaires à Bangkok, il revint vivre chez sa mère à Battambang. - Sous l'occupation thaïlandaise, il fut nommé Chef du service des Eaux et Forêts de Battambang. - Il partit en Thaïlande lors de la rétrocession en 1946 après avoir vendu clandestinement un domaine appartenant au prince Kettana à Mongkolborey. Il fut condamné à cause de ce fait par le <i>sala dambaung</i> de Battambang, à trois mois de prison par défaut. - En Thaïlande, il fut nommé Chef du service des Eaux et Forêt à Aranyaprathet. - Ayant vendu pour son compte des bois appartenant à l'administration, il fut révoqué par les autorités thaïlandaises et condamné à un an d'emprisonnement. Il purgea sa peine à la prison de Krabinburi. - Libéré en octobre 1951, il essaya sans succès de se faire engager à la Légation khmère de Bangkok. - En 1952, il vécut à Aranyaprathet et demanda à être autorisé à revenir au Cambodge.
Houl	Section	
Chhek	militaire	Inconnu
Cheang Veng	Finances	Voir dans Tableau 10 : Premier Comité du CLPK
NUON Duong ou Achar Duong	Finances Dès avril 1950	(voir le détail dans le tableau 9 : Trois sous-comités de KOROCHO)
KIM An Aimant ou THONG Deng	Rôle inconnu	<ul style="list-style-type: none"> - Fils de KIM An, fonctionnaire cambodgien, son frère, KIM An Dors, était lieutenant de l'armée royale khmère et son frère, KIM An Diamant ou Michel, était adjudant de l'armée française. - Lors de l'occupation de Battambang par la Thaïlande, il se fit engager au service thaïlandais de comptabilité comme secrétaire. Il fut affecté à Battambang lors de la rétrocession. - En juillet 1950, il rentra au Cambodge. Chargé

		par MALIS Sirichan d'une mission auprès du gouvernement royal, il resta au Cambodge jusqu'en février 1951, date de son retour à Bangkok où il fut chargé de trouver un local pour l'installation de la Légation Khmère. Il avait abandonné le <i>Kampuchea Serei</i> depuis août 1950. - En 1952, il était interprète de thaïlandais à Légation khmère à Bangkok.
Bonze Thuan	Moha	- Né en 1919 au village de Rocakong à Kampong Cham, il suivit les cours de l'Ecole de pâli de Phnom Penh. Il était moine à la pagode Sam Phantavong à Bangkok depuis 1941.

Tableau13: Le premier comité du Kampuchea Serei⁴¹⁹

Les troupes du « *Kampuchea Serei* » étaient représentées uniquement par le groupe de Houll, une centaine d'hommes armés de fusils et de grenades, que Malis avait installé en avril 1949 à Yeang Dangcum, à la frontière thaïlano-cambodgienne, à 40 kilomètres au Nord-ouest de Sisophon.

En avril 1950, l'effectif de ce groupe de combattants atteignait 150 hommes et son armement s'était sérieusement amélioré, après qu'il fut entré en relation avec les Vietminh ou plus simplement par des achats en Thaïlande. L'activité des partisans de Houll était d'ailleurs plutôt d'ordre commercial. Elle protégeait, dans les deux sens, la contrebande entre la Thaïlande et le Cambodge et alimentait en produits divers la société d'import-export « Intrakumhung Limited » créée en 1950 par le comité du « *Kampuchea Serei* ».

Pour maintenir cette intéressante organisation, les dirigeants du *Kampuchea Serei* avaient sérieusement atténué, courant 1950, leur intransigeance doctrinale et avaient même engagé des pourparlers avec le gouvernement khmer pour négocier leur ralliement. Les conditions posées par MALIS Sirichan comprenaient le maintien de Houll dans son secteur avec un statut semblable à celui accordé à DAP Chhuon à Siem Reap.

En août 1950, l'unité politique du *Kampuchea Serei* s'est rompue à la suite de dissensions internes. *Ta Tak*, THONG Dy et ROS Suttarakhan se sont séparés de MALIS Sirichan et PAN Issara qu'ils accusaient de s'arroger des pouvoirs trop étendus, tandis que des deux derniers reprochaient à *Ta Tak* d'avoir dilapidé les fonds du parti.

⁴¹⁹ ANOM, INDO, HCI, CD 32 : *Etude sur les mouvements rebelles au Cambodge 1942-1952*, Annexe p. 5 et 28-32.

Un troisième clan ayant comme chefs de file KIM An Aimant et le bonze *moha* Thuan s'est séparé de Malis vers la même époque.

Ta Tak et THONG Dy se présentèrent au Délégué Royal NHIEK Tioulong à Battambang en avril 1950, prétendant représenter le *Kampuchea Serei* et négocier le ralliement de Houl. Désavoués par Malis et par Houl lui-même, ils renoncèrent à leur projet et MALIS Sirichan reprit en personne les pourparlers.

Au cours d'une fête organisée au camp de Yeang Dangcum du 11 au 13 février 1951, à laquelle assistaient PAN Issara, MALIS Sirichan et plusieurs centaines d'habitants, Houl exhorta ses compatriotes à rester loyaux au roi et à défendre leur pays contre les envahisseurs étrangers. Le ralliement de Houl devait s'effectuer le 28 février mais fut, une fois de plus, reporté. PAN Issara, fatigué de ces tergiversations dont il rendait MALIS Sirichan responsable, se désolidarisa alors du mouvement et obtint le droit de rester au Cambodge où une place lui fut offerte à la Radio-Cambodge. Il était dans des années 1950 adjoint du chef de la Sécurité de la province de Kandal.

En juin 1951, une opération militaire permit la capture de presque toute la bande de Houl. Ce dernier, avec une trentaine d'hommes, se soumit sans conditions, le 24 juin à Sisophon. Libéré le 27 septembre 1951, il fut nommé en janvier 1952 Kromakar de deuxième classe à titre contractuel et garda l'espoir d'être affecté à Sisophon pour y exercer des attributions de police frontière, dans son ancienne zone d'action, occupée par les troupes du CCLN à la suite de sa soumission.

Selon le rapport du Haut Commissaire Français, son mouvement aurait bénéficié d'un soutien remarquable des Thaïlandais : « *Houl, chef de la section militaire de Kampuchea Serei, jouit en effet de toutes les faveurs des autorités locales siamoises, ainsi que de l'appui efficace des APHAIVONG. Cet appui s'est manifesté par des facilités de toutes sortes, en armes et en ravitaillement, accordées par les Siamois. Pour affermir ces contacts, de nombreuses tractations sont engagées avec des officiers siamois. Le 1^{er} mars, deux officiers damrouths (policiers) en civils, dont un commandant, sont venus au camp de Houl, installé à Yeang Dangcum, à 3 kms de la frontière. Le 31 janvier, un sous-lieutenant en tenue, et cinq soldats siamois s'étaient également rendus auprès de Houl, tandis qu'à l'occasion du congrès, tenu à la mi-février, de nombreux Thaïlandais, venus en camion du Siam, accompagnaient le frère et le fils adoptif de Chhavalit APHAIVONG, les nommés Savang APHAIVONG, ce dernier était Lieutenant de la Gendarmerie siamoise. A l'occasion de ce congrès de février 1951, un manifeste fut publié, exaltant la volonté du Kampuchea Serei de réaliser*

*l'indépendance du pays Khmer et de s'opposer à toute installation de base militaire et à toute immixtion des « autres pays », c'est-à-dire uniquement de la France. Dans son discours, Houl n'a pas craint d'exiger le retrait immédiat des troupes françaises, donnant ainsi le ton de la farouche propagande anti-française inspirée par les APHAIVONG »*⁴²⁰.

Après le ralliement de Houl, le reste de son groupe (quelques dizaines d'hommes armés de fusil, commandé par Chhek) se réfugia en Thaïlande ainsi que son adjoint NUON Duong qui détenait le trésor de guerre de Houl.

Arrêté par les autorités thaïlandaises, NUON Duong fut rapidement relâché, ayant sans doute monnayé sa libération. Il rallia SON Ngoc Thanh à Surin début mai 1952. ROS Suttarakhan était, en 1952, sans travail à Aranyaprathet. Il chercha à revenir au Cambodge. Cheang Veng, trafiquant notoire et sans scrupule, quitta Aranyaprathet pour Surin en novembre.

Le mouvement de *Kampuchea Serei* fut donc complètement disloqué en 1952 et son chef MALIS Sirichan ne représentait guère que lui-même, c'est-à-dire très peu de chose⁴²¹.

4. Les autres bandes Khmer Issarak

En même temps, apparurent des bandes, identifiées comme *Khmer Issarak* par les habitants. Certaines étaient dirigées par des chefs du CCLN plus ou moins dissidents de ce dernier. Quelques autres, autonomes, antifrançaises et pour l'indépendance du Cambodge.

4.1. La bande de Kao Tak

Tak était un sino-cambodgien, né en 1908 à Chongkal de la province de Siem Reap. Il s'était marié à une hybride khméro-thaïlandaise de Surin. Ayant servi dans les rangs siamois pendant la guerre contre l'Indochine en 1941-1942, Tak possédait de nombreux appuis parmi les Siamois de cette région⁴²². Marchand de bétail à Chongkal jusqu'en 1946, Tak fut d'abord signalé comme agent de propagande dans la région de Kralanh. Il participa en août, à la tête d'une petite bande, à l'attaque de Siem Reap du 7 août 1946. Sa bande opéra ensuite dans le secteur de Kralanh-Teuk Cho où

⁴²⁰ ANOM, INDO, HCI, CD 12: Récupération des provinces 1946-1949, *Note sur l'influence siamoise dans la province de Battambang*, p.3-4.

⁴²¹ *Ibid.*, p. 28-32.

⁴²² ANOM, INDO, HCI, CD 12: Récupération des provinces 1946-1949.

ses activités relevèrent plutôt de la piraterie que de la rébellion : collectes forcées, razzias de bois et de bétail échangés en Thaïlande contre des armes et des munitions. Le chef du service de Sécurité du Haut-Commissariat au Cambodge mentionna en août 1952 que « *ce système était vraisemblablement en gros celui de tous les Chefs des Khmers Issarak, la seule différence résidant dans la manière plus ou moins brutale de l'appliquer* »⁴²³.

Tak résidait fréquemment à Surin, où il avait un pied-à-terre et des amis thaïlandais intéressés à ses trafics. Son influence, faible jusqu'en 1948 (il ne figurait pas dans le CCLN), crut régulièrement sous la tutelle de DAP Chhuon avec qui il rompit vers avril 1949.

Lors du renouvellement du CCLN en juillet 1949, en Tak devint vice-président, chargé du service économique. Il occupait le secteur de Chongkal-Kralanh, au nord et à l'ouest de celui de son désormais rival DAP Chhuon. Son principal lieutenant était LEAV Keomoni qui deviendra président du comité en avril 1951. À l'époque de la soumission de DAP Chhuon, octobre 1947, la bande de Tak et LEAV Keomoni comptait 250 hommes avec quatre fusils mitrailleurs et deux cents fusils.

L'exemple de DAP Chhuon incita Tak à l'imiter. Les pourparlers engagés dans ce but avec les autorités khmères fin 1949 échouèrent quoique, après cela, les policiers provinciaux et les hommes de l'armée royale khmère fraternisèrent avec les *Khmer Issarak* de Tak, sans doute en partie à cause de leur antipathie pour DAP Chhuon.

Tak fut élu président de la défense nationale dans le CCLN renouvelé le 19 avril 1950. À la fin de l'année, ses relations avec cet organisme se gâtèrent. Tak était hostile à la collaboration avec le Vietminh. De son côté LEAV Keomoni lui reprochait d'opprimer les populations. Les deux hommes ne sympathisaient plus.

Éliminé du CCLN au début 1951, Tak chercha à tuer LEAV Keomoni dans un guet-apens le 13 mars 1951 à Srok Prey mais ce fut sa bande qui fut battue et lui-même fut sérieusement blessé. Il fut condamné à mort par le CCLN. Soigné au poste de l'armée royale khmère de Samrong, puis en Thaïlande, Tak se remettait lentement. Il commença la publication d'un journal, l'*Issarak*, qui attaquait violemment LEAV Keomoni et il s'auto-désigna chef du comité de libération nationale de la zone Nord numéro un.

⁴²³ ANOM, INDO, HCI, CD 32 : *Etude sur les mouvements rebelles au Cambodge 1942-1952*, p. 46.

Fin 1951, Tak, complètement rétabli, reconstitua fiévreusement sa bande qui s'éleva bientôt à 300 hommes et la pourvut d'armement neuf acheté en Thaïlande.

Le 28 décembre, deux cents hommes de LEAV Keomoni encerclèrent 70 partisans de Tak dont plusieurs furent tués. Tak qui arriva à s'échapper fit fusiller 15 habitants soupçonnés de collusion avec son adversaire.

En 1952, Tak, prenant sa revanche, obligea LEAV Keomoni à s'enfuir vers l'Ouest.

Au début de mai, à la suite de la rébellion de SON Ngoc Thanh, une opération « éclair » fut déclenchée par les troupes françaises en secteur autonome. Les camps de Tak et de SON Ngoc Thanh à Ô Smach et Teuk Thla furent détruits⁴²⁴. Les rebelles passèrent en Thaïlande et revinrent dans Siem Reap peu après. Leurs troupes furent à nouveau signalées dans leur ancien secteur, à cheval sur la frontière de Siem Reap et de Battambang.

La bande de Tak-SON Ngoc Thanh aurait eu un effectif d'environ 500 hommes dont 50 officiers. Son entretien constituait une lourde charge pour Tak. Ce dernier tirait ses principales ressources de la contrebande. Il possédait trois camions qui faisaient le va et vient entre la Thaïlande et le Cambodge sous l'œil bienveillant des autorités frontalières des deux pays⁴²⁵.

4.2. La bande de Chantaraingsey

Né à Phnom Penh, NORODOM Chantaraingsey était le fils du prince NORODOM Chantalekha dit To et le petit-fils du roi Norodom. En août 1945, il s'engagea dans le « corps des volontaires » ou « chemises vertes » de THIOUM Muong, organisé à Phnom Penh par les Japonais, avec le grade de sergent. Versé dans la Garde nationale comme deuxième classe, il déserta le 9 décembre 1945 et passa en Thaïlande. Il fut hébergé par Luang Kowit APHAIVONG, dès son arrivée à Bangkok où il adhéra au mouvement de *Khmer Issarak*. Le 7 août 1946, il participa à l'attaque de Siem Reap⁴²⁶.

⁴²⁴ On ne sait pas exactement depuis quand SON Ngoc Thanh a pris la collaboration avec Tak mais le 9 mars 1952 SON Ngoc Thanh et ses partisans ont rejoint le mouvement de Khmer Issarak à Kralanh où ils ont accueilli par Tak (Voir dans « la première bande de SON Ngoc Thanh »).

⁴²⁵ ANOM, INDO, HCI, CD 12: Récupération des provinces 1946-1949, *Note sur l'influence siamoise dans la province de Battambang*, p. 46-48.

⁴²⁶ ANOM, INDO, HCI, CD 32 : *Etude sur les mouvements rebelles au Cambodge 1942-1952*, p. 49 et annexe p. 23.

De 1946 à 1948, sa bande de 150 hommes se déplaça dans les provinces de Kampong Thom, Siem Reap et Battambang. Membre du comité dirigeant du KOROCHO, Chantaraingsey se sépara de Chhavalit vers la fin de 1947 et forma à Bangkok une « Ligue des Droits de l'homme » qui dura peu longtemps.

Chantaraingsey ne faisait pas partie du CLPK ni du CCLN dont il désapprouvait les tendances pro-Vietminh. Par contre, après l'éviction de DAP Chhuon du CCLN en avril 1949, Chantaraingsey le remplaça, après l'élection de juillet, comme chef suprême de l'armée. Sa bande s'était déjà fixée depuis dix mois dans le fief où il se maintint jusqu'en 1952, c'est-à-dire dans l'arrière-pays de Pursat-Kampong Speu, avec son poste de commandement à Veal Veng. Il comptait alors sur trois à quatre cents combattants. Cette bande subsista dans des conditions mal déterminées.

Chantaraingsey refusa à quitter son fief pour exercer effectivement ses fonctions de commandant en chef au sein du CCLN. C'était HEM Savang qui les exerçait à sa place.

Au début de son installation au sud-ouest du lac Tonlé Sap, Chantaraingsey entretenait des relations de bon voisinage avec les Vietminh locaux. Il mena même avec leur aide, au début de 1950, une opération contre le poste de Leach où il fusilla le *Chauvay Srok*, trois gardes et un policier. Un important armement tomba à cette occasion entre ses mains.

Dès lors, il s'efforça de consolider son autorité sur son vaste secteur, peu peuplé, et de défendre celui-ci contre les empiètements de quiconque : Vietminh, avec lesquels il y eut assez souvent des accrochages vers le Sud, partisans de PUTH Chhay et de SAVANG Vong avec lesquels il était souvent en désaccord sur le partage de leurs zones d'influence respectives.

Le CCLN le ménagea pour ce motif et lui fournit de l'armement. Chantaraingsey entretenait jusqu'en 1952 des relations avec le gouvernement provincial de Kampong Speu et sa soumission fut plusieurs fois annoncée. Mais le gouvernement cambodgien ne semblait pas vouloir lui attribuer le secteur autonome qu'il exigeait comme condition à son ralliement.

Chantaraingsey était en relation avec SON Ngoc Thanh auquel il se serait rallié nominalement. SON Ngoc Thanh l'incitait à se rapprocher de SAVANG Vong et des Vietminh et également à entreprendre une campagne d'attentats terroristes dans les centres.

Après août 1951 et une nouvelle élection des chefs du CCLN, Chantaraingsey ne fut plus considéré comme rattaché au CCLN bien qu'il fût resté en bonnes relations avec cet organisme. Il semblait entièrement indépendant et il le restera sans doute également à l'égard de SON Ngoc Thanh.

En 1952, les partisans de Chantaraingsey étaient au nombre de 1.000 hommes y compris des troupes populaires dont trois à quatre cents armées. Un atelier d'armement au nord de Sré Ambeul fabriquait des fusils locaux pour les troupes populaires. Son principal lieutenant était **CHANTO** Tres⁴²⁷.

4.3. La bande de DAP Chhuon

Avec trois cents *Issarak*, DAP Chhuon se soumit officiellement le 1^{er} octobre 1949 au gouvernement royal du Cambodge. En échange de cette reddition, il devint commandant du Corps Franc Khmer (CFK) et contrôla la zone nord de la province de Siem Reap. Pourtant, il devrait être considéré, à beaucoup d'égards, comme un semi-rallié. Il continua de fructueux trafics d'armes et de munitions avec la Thaïlande, afin de renforcer sa position personnelle et celle des chefs des *Khmers Issarak* qui reconnaissaient sa suprématie. C'est ainsi que la presse thaïlandaise, en février et mars 1951, fait état d'importants achats d'armes et d'explosifs, effectués à Bangkok par la belle-sœur et la fille de DAP Chhuon, qui se chargèrent ensuite de les faire acheminer, à travers la province d'Ubon Ratchathani, jusqu'aux camps du CFK dans les Koulens⁴²⁸.

Au moment de sa soumission, DAP Chhuon aurait pu entraîner à sa suite d'autres chefs de *Khmers Issarak* autonomes dans d'autres provinces du Cambodge sur lesquels il avait alors une autorité assez grande : HUU Thinh (Kandal), SAVANG Vong (Kandal et Kampong Speu), Krou Oum (région de Beng **Lovea** puis du Phnom Chi à la frontière Kampong Thom et Kratié) et, dans une moindre mesure, PUTH Chhay (Kandal aussi)⁴²⁹. S'il ne l'a pas fait, c'était vraisemblablement afin de ménager l'avenir en conservant « en réserve » des alliés dans le camp des *Khmers Issarak*, ce qui lui permettait de donner aux rebelles l'impression qu'il jouait double jeu et renforçait sa

⁴²⁷ *Ibid.*, p. 49-51.

⁴²⁸ ANOM, INDO, HCI, CD 12 : Récupération des provinces 1946-1949, *Note sur l'influence siamoise dans la province de Battambang*.

⁴²⁹ ANOM, INDO, HCI, CD 32 : *Etude sur les mouvements rebelles au Cambodge 1942-1952*, p 56-63.

position en face du gouvernement envers lequel il usait et abusait de menaces de retour au maquis⁴³⁰.

Le chef du CFK fournit régulièrement aux chefs des *Khmers Issarak* précités des armes et des munitions, au prix fort, et même, chose plus grave, des renseignements tels ceux qui ont permis à un dénommé KEM Srey d'attaquer une camionnette de la police de Siem Reap le 1^{er} juin 1951, attaque qui fit six victimes et fournit à PUTH Chhay 42 fusils et 5 mitraillettes.

Cependant, ces mêmes chefs des *Khmers Issarak* ont acquis peu à peu une certaine indépendance qui leur permettait de se passer de la protection de DAP Chhuon, lequel tentait malgré tout de maintenir son ancienne influence. Il voulut encore jouer un rôle dans les ralliements en cours de *Krou Oum*, PUTH Chhay, Ouch et TUM Sok, mais ces derniers souhaitaient poser seuls leurs conditions sans le secours de leur ancien « conseiller politique ».

De sa soumission jusqu'au début 1953, DAP Chhuon a été presque constamment en conflit avec le gouvernement. Ce dernier lui reprochait son indiscipline, ses procédés illégaux (taxes, collectes, installation de *Mékhum* du CFK), ses attaques contre l'administration (tracts). L'armée royale khmère lui était particulièrement hostile. DAP Chhuon se justifiait en prétendant que le gouvernement ne lui attribuait pas les fonds et le matériel réglementaires dont il avait besoin pour le CFK.

En mars 1950, il obtint qu'un détachement du CFK de 200 hommes stationne à Kampot, en supplément d'effectif.

YEM Sambaur, ancien président du Conseil (29 septembre 1949-2 mai 1950) et chef du parti du Redressement national⁴³¹ qui avait été le promoteur du ralliement de DAP Chhuon, chercha à conserver son amitié mais le chef du CFK se détacha peu à peu de lui et, aux élections de 1951, il soutint le « Parti Nord-est khmer victorieux » de MAO Chay, simple émanation du CFK, lequel eut quatre élus.

A la fin de 1951, DAP Chhuon se réconcilia avec LEAV Keomoni, chef du CCLN, pour contrebalancer l'influence de Tak, son rival. Il était hostile à la soumission de ce dernier qui, ne reconnaissant pas son autorité, risquait de s'installer « légalement »

⁴³⁰ *Ibid.*, p. 53.

⁴³¹ Le parti a été fondé en avril 1950 avec la participation d'anciens libéraux comme KHOUTH Koeun et d'anciens démocrates comme RAY Lomuth ou PHELK Phoeun. Il a reçu aucun siège à l'assemblée lors des élections en 1951 et 1955.

dans la région de Kralanh et de gêner ses liaisons avec la Thaïlande par le nord de Battambang.

Au sujet de ses relations avec les Vietminh, un rapport français indique : *« Bien qu'il ait collaboré avec les Vietminh au début de sa carrière et en ait même utilisé dans ses troupes, il devait être considéré comme leur étant hostile. Il n'était pas en tous cas d'un tempérament à se plier à leur discipline »*⁴³².

À l'égard des Français, DAP Chhuon affecta la cordialité et la confiance, et expliqua ses activités de trafiquant d'armes par l'absence d'aide gouvernementale. Il cherchait visiblement à obtenir d'eux un état de neutralité bienveillante qui pouvait servir ses desseins.

Depuis l'arrivée de SON Ngoc Thanh dans le secteur autonome le 9 mars 1952, DAP Chhuon feignit de répondre amicalement aux avances de l'ancien Premier ministre mais il lui fut secrètement opposé. Très jaloux de son autorité, il ne pouvait admettre que celle-ci soit mise en balance dans son secteur d'influence avec celle de qui que ce soit, même celle de SON Ngoc Thanh. Tak restait également son rival et son concurrent, qui manœuvra pour empêcher sa réconciliation avec LEAV Keomoni, le chef du CCLN.

À la suite d'un discours du roi au Conseil du royaume le 4 juin 1952, il a fait distribuer à Phnom Penh, le 7 juin, un tract adressé au roi, attaquant violemment le gouvernement démocrate et invitant le souverain à renvoyer HUY Kanthoul, premier ministre, et l'Assemblée nationale, faute de quoi il reprendrait la brousse.

Le gouvernement réagit par l'arrestation de YEM Sambaur et d'autres leaders des partis d'opposition. DAP Chhuon prit alors ostensiblement des mesures de précaution à Pradak en prévision d'un affrontement avec l'Armée royale khmère. **Le roi a intervenu pour faire libérer YEM Sambaur mais HUY Kanthoul a refusé. Le 15 juin, le roi a résolu le cabinet de HUY Kanthoul et a pris la tête du nouveau cabinet.** La décision royale du 15 juin ayant comblé ses vœux, DAP Chhuon soutint alors la politique du nouveau gouvernement dont il espérait obtenir beaucoup, à commencer par le commandement militaire de la province de Siem Reap, et l'intégration de 200 policiers de Kampot dans un bataillon à former avec le CFK. DAP Chhuon se trouva donc en face de responsabilités nouvelles vis-à-vis de Tak et SON Ngoc Thanh. Sa

⁴³² ANOM, INDO, HCI, CD 32 : *Etude sur les mouvements rebelles au Cambodge 1942-1952*, p. 54.

bonne foi restait encore sujette à caution malgré les gages de bonne volonté qu'il avait donnés à plusieurs reprises.

Au long de l'année 1952, DAP Chhuon s'employa à rallier *Krou Oum*, dont les partisans pouvaient être considérés comme des alliés avancés du CFK vers Kratié, ainsi que Ouch et Tum Sok du CCLN.

Ambitieux, mais prudent et patient, DAP Chhuon poursuivait avec ténacité la réalisation de son plan à longue échéance. Peu instruit, il ne manquait ni de finesse ni de bon sens et savait jouer des défauts de ses compatriotes qu'il jugeait objectivement. Il parut attaché à la tradition et à la personne du roi, dans la mesure où cela ne contrariait pas ses intérêts fondamentaux. Il représentait le type même du chef de guerre asiatique du début du siècle qui alliait les méthodes du Moyen-âge à des conceptions politiques à base de souplesse et de ruse qu'il tenait vraisemblablement de son long séjour en Thaïlande où il avait conservé de nombreuses attaches⁴³³.

5. La première bande de SON Ngoc Thanh

SON Ngoc Thanh est né le 7 décembre 1908 à Travinh, ou « Preah Trapeang » une des provinces cochinchinoises, de Son Neve, son père, cambodgien, et de SON Thi Tup, sa mère, sino-vietnamienne qui étaient propriétaires fonciers. Quelques documents avancent que son père était un ex-gouverneur de la province de Travinh. Il avait deux femmes d'origine vietnamienne, LE Thi Try et LAM Thi Nu qui lui ont donné, la première, un garçon et deux filles, la seconde un garçon et une fille. Il fit des études primaires à Travinh et ses études secondaires à Saigon et Montpellier où il obtint le baccalauréat. Il continua ses études en Droit tout en travaillant au Comptoir national d'Escompte. Revenu en Indochine en 1933, il travailla comme secrétaire à l'Inspection de Chaudoc (Cochinchine). En 1934, il vint au Cambodge et travailla comme archiviste à la bibliothèque royale de Phnom Penh. Un an plus tard, devenu le premier directeur adjoint de l'Institut bouddhique, il adhéra à l'association des anciens élèves du lycée Sisowath. C'est avec des membres de cette association qu'il fonda le journal « *Nagaravatta* » et une société d'édition du même nom en 1936. Avec Pach Chhoeun et l'Achar HEM Cheav, ils dirigèrent le complot des moines en juillet 1942 contre l'administration française. Faute de succès, il s'enfuit le 20 juillet 1942 dans la province de Battambang occupée par les Thaïlandais. Il partit au Japon par avion militaire

⁴³³ *Ibid.*, p. 54-56.

japonais en janvier 1943. Condamné à mort par le tribunal militaire permanent de Saigon le 4 septembre 1942, il ne retourna de Tokyo au Cambodge que trois mois avant le coup de force des autorités japonaises. Après le coup de force japonais (13 mars 1945) et une première proclamation de l'indépendance du Cambodge sous inspiration japonaise, il devint ministre des Affaires étrangères le 1^{er} juin 1945, puis il fut nommé Premier ministre du Cambodge au début du mois août 1945. Les Français revenant, il occupa cette position seulement jusqu'en octobre 1945⁴³⁴. Il fut arrêté à Phnom Penh le 15 décembre 1945 et fut condamné le 26 février 1947 par le tribunal militaire de Saigon à vingt ans de travail forcé. Il fut placé en résidence surveillée à Poitiers.

Le 30 octobre 1951, SON Ngoc Thanh fut autorisé à retourner au Cambodge grâce à l'intervention du roi NORODOM Sihanouk. Selon un rapport français, le roi NORODOM Sihanouk tenta de profiter de son retour pour diviser le parti Démocrate qui avait obtenu la majorité lors de l'élection de 1947. On lui proposa un poste de ministre au sein du gouvernement de HUY Kanthoul mais SON Ngoc Thanh refusa et reprit contact avec ses fidèles. Il s'attacha à sonder l'opinion par l'intermédiaire des moines et des partisans qui se pressaient autour de lui. Il lança le journal « *Khmer Krauk* » qui pourrait être traduit par « le réveil khmer » en janvier 1952 et dont l'équipe de rédaction comprenait des anciens rédacteurs du « *Nagaravatta* » c'est-à-dire des moines de l'Ecole de pâli et de jeunes intellectuels récemment revenus de France comme PHLEK Chhat et EA Sichau. Les articles de ce journal uniquement consacrés à la démonstration du caractère incomplet de l'indépendance accordée au Cambodge au sein de l'Union Française prirent une tournure nettement subversive à la veille du départ en dissidence de SON Ngoc Thanh. À l'occasion d'une visite à Phnom Penh du ministre Letourneau, le 17 février 1952, une manifestation avait été prévue pour réclamer l'indépendance totale. Les milieux scolaires, fortement travaillés par EA Sichau, devaient être les éléments les plus dynamiques de cette démonstration qui fut interdite par le gouvernement mais sur intervention du Commissariat de la République. SON Ngoc Thanh en conçut un vif dépit et cette décision et a dû contribuer à avancer son passage à la dissidence⁴³⁵.

À l'intérieur, SON Ngoc Thanh avait accompagné à diverses reprises son ami Pach Chhoeun, ministre de l'Information, au cours des tournées de propagande de celui-

⁴³⁴ ANOM, INDO, HCI, CD 12 : Récupération des provinces 1946-1949, *Note sur l'influence siamoise dans la province de Battambang*, p. 1 annexe.

⁴³⁵ ANOM, INDO, HCI, CD 32 : *Etude sur les mouvements rebelles au Cambodge 1942-1952*, p. 33.

ci, et prêché abondamment en faveur de l'indépendance totale. Alors que PACH Chhoeun, tenu à une certaine réserve, condamnait formellement le Vietminh, SON Ngoc Thanh ne craignait pas à ces occasions de prononcer des phrases comme celle-ci : « [...] *Nous ne sommes les ennemis d'aucun peuple. Nous ne voulons gêner aucun peuple dans sa marche vers l'indépendance. Mais, si les Vietminh commettent des actes de piraterie, il faut les combattre [...]* »⁴³⁶.

Le dimanche 9 mars 1952, date anniversaire du coup de force japonais, SON Ngoc Thanh, Ea Sichau et quelques partisans se rendirent dans la région de Kralanh où ils furent accueillis par un élément de la bande de Tak. Le choix de collaborer avec Tak a été dicté par des considérations géographiques mais aussi par le fait que celui-ci était en excellentes relations avec les autorités de Surin, intéressées à ses trafics. SON Ngoc Thanh a fait avertir plusieurs parlementaires thaïlandais, dont il connaissait les antécédents révolutionnaires ou anti-gouvernementaux, afin de se prémunir contre l'hostilité dont pourrait faire preuve le gouvernement thaïlandais à son égard. L'un de ces parlementaires était *Nai Amphorn Bolaraj* du groupe « *Serei Thai* », connu pour ses sympathies à l'égard des rebelles indochinois, notamment laotiens. *Nai Amphorn* fut invité par SON Ngoc Thanh à venir le voir en zone rebelle pour échanger des idées : le député thaïlandais envisageait de diffuser des émissions en faveur du mouvement lao rebelle par le poste émetteur dont SON Ngoc Thanh disposait (cf. infra).

Lors de son départ vers Kralanh, SON Ngoc Thanh avait emporté avec lui une somme de 300.000 piastres représentant ses rappels de solde depuis 1942 et Ea Sichau était également en possession d'une forte somme.

Selon des enquêtes de terrain menées dans la région de Prek Luang, située à une dizaine de kilomètres au Nord de la ville de Battambang, SON Ngoc Thanh a collaboré avec Talay, ex-chef d'une bande dépendant du CCLN et chef autonome d'une bande de *Khmers Issarak* basé autour de Battambang. Les habitants interviewés mentionnaient l'installation de Talay dans un camp de formation et d'entraînement militaire dans le monastère de Prek Luang durant le début des années 1950. Les hommes de tout âge furent encouragés à y participer. Talay venait lui-même jusqu'au monastère Kdaing Ngear, située au Sud à quelques kilomètres du monastère Prek Luang, pour recruter les hommes. Après trois ou quatre mois de formation, les jeunes furent envoyés dans la forêt, principalement dans la province de Siem Reap, tandis que

⁴³⁶ ANOM, INDO, HCI, CD 32 : *Etude sur les mouvements rebelles au Cambodge 1942-1952*, p. 34.

les plus âgés durent retourner à la maison pour surveiller leur village. Deux anciens *Khmers Issarak* ajoutaient encore que le recrutement et la formation furent organisés par Talay. Après l'entraînement ils furent envoyés à Siem Reap, sous le contrôle de Tak et Son Noc Thanh. Les soldats des *Khmers Issarak* furent rarement autorisés à rendre-visite à leur famille⁴³⁷.

Le 17 mars, SON Ngoc Thanh lança une violente proclamation anti-française qui se terminait par un appel à la désertion à l'adresse des militaires et des policiers. Il fit ensuite distribuer de nombreux tracts sur le même thème dans la province de Siem Reap et jusqu'à Phnom Penh. Le 19 avril, Tak et SON Ngoc Thanh prirent contact avec des militaires de l'Armée royale khmère à Chongkal et à Samrong. Douze caisses de matériel non identifié furent remises à Tak par ces militaires. Le commandement français décida alors de monter une opération « éclair » en secteur autonome contre SON Ngoc Thanh et Tak le 3 mai 1952. Comme nous l'avons vu, cette opération permit de détruire deux camps de rebelles proches de la frontière, à Ô Smach et Teuk Thla, et de saisir d'intéressants documents qui, s'ils n'apportaient pas la preuve formelle d'une collusion entre le gouvernement de HUY Kanthoul et SON Ngoc Thanh et EA Sichau relevaient d'une même communauté d'esprit entre ces derniers et certains anciens ministres : HUY Kanthoul, SON Sann et DUONG Sam An. Ces documents relevaient en outre les activités de nombreux complices à Phnom Penh et en province, en particulier du député BOUN Chan Mol qui semblait être le principal intermédiaire entre les rebelles précités et leurs partisans de Phnom Penh. Les lettres de EA Sichau à ses amis de l'intérieur contenaient des demandes diverses comme de l'argent, des cartes d'état-major, des conseils et des directives sur les moyens de résister aux autorités françaises. Il leur conseillait enfin de créer, à Phnom Penh notamment, des groupes pour organiser efficacement le travail⁴³⁸.

Après cette opération, le groupe de SON Ngoc Thanh s'installa alors à la frontière de Siem Reap et de Battambang (Chongkal et Samrong)⁴³⁹. SON Ngoc Thanh pensa parer à l'éventualité d'une intervention militaire en provoquant fin mai une série de manifestations.

A son instigation, d'autres manifestations s'étaient déjà produites les 6 et 19 mai.

⁴³⁷ Selon une enquête à Battambang.

⁴³⁸ ANOM, INDO, HCI, CD 32 : *Etude sur les mouvements rebelles au Cambodge 1942-1952*, p. 35-36.

⁴³⁹ ANOM, INDO, HCI, CD 32 : *Etude sur les mouvements rebelles au Cambodge 1942-1952*, carte annexe : *Implantation rebelle au 15 mai 1952*.

Le 6 mai, à Phnom Penh, à l'occasion de la fête de la Constitution, deux cents élèves du lycée et de l'Ecole normale avaient défilé porteurs de banderoles avec les slogans prévus pour la manifestation avortée de février : « *Nous ne sommes pas indépendants* », « *Il faut annuler le traité franco-khmer* », etc. Les organisateurs de cette manifestation étaient LONG Touch, député d'une ville inconnue, KHIN Chhe (ex-député démocrate de Prek Ambel, Kandal), le chef de cabinet du Président du Conseil, ITH Seap (ex-député de Stung Trang dans la province de Kampong Cham), et ITH Seam (le frère d'ITH Seap ex-député de Koh Mit dans la province de Kampong Cham lors de l'année 1947).

Le 19 mai, à Battambang, une centaine de collégiens en tenue blanche avec brassard noir parcoururent les rues de Battambang et se réunirent devant l'hôtel de ville pour manifester contre les autorités françaises. Mais cette manifestation fut réprimée de manière brutale, semble-t-il, ce qui suscita le mécontentement des lycéens, des étudiants et des normaliens de Phnom Penh.

Le 24 mai, la radio de SON Ngoc Thanh lança une violente critique contre la violation du secteur autonome. Le 26 mai, des manifestations synchronisées, organisées par les lycéens et les étudiants, se déroulèrent à Battambang, Phnom Penh et Kampong Cham sur le thème de la « violation du secteur autonome » par les troupes françaises. Les banderoles exhibées portaient des slogans incendiaires en diverses langues tels :

- « *Les Français ont violé les femmes et les filles de nos paysans* » ;
- « *Le sang khmer a coulé à cause des Français* » ;
- « *Les Français ont violé le secteur autonome* ». etc.

De nombreux tracts fournis par SON Ngoc Thanh furent distribués par les manifestants. Pourtant, la population ne réagit pas notablement devant ces outrances.

SON Ngoc Thanh tenta d'unifier le mouvement *Issarak*. Après son passage à la dissidence, il s'était mis en rapport avec les divers chefs des *Khmers Issarak* indépendants et avec DAP Chhuon, dans le but d'instaurer une unité d'action absente depuis toujours. Son prestige, réel, lui permit d'obtenir des adhésions de principe de la plupart des chefs des *Khmers Issarak*, mais sur le plan pratique, les résultats obtenus furent insignifiants.

En mai, le bruit courut que SON Ngoc Thanh avait pris la tête du CCLN. En réalité, LEAV Keomoni, Ouch et TUM Sok hésitaient à s'engager et les deux derniers,

touchés par les récents messages du souverain, étaient désireux de se rallier sous certaines conditions, par l'intermédiaire de DAP Chuon.

Vers la mi-mai, SON Ngoc Thanh constitua son propre gouvernement où il était le président du Conseil. Ea Sichau fut nommé ministre des Affaires étrangères, avec comme adjoint Keam Reth, ancien fonctionnaire du ministère de l'Industrie et du Commerce, et comme chef de cabinet, Ieu Yang, ex-brigadier de la police nationale. Kao Tak fut nommé ministre de la Défense nationale ; Savath, ancien fonctionnaire à Phnom Penh, fut nommé trésorier et Néang Muon prenait en charge le service de renseignements. HANG Thun Hak, ancien fonctionnaire de l'Information devint ministre de l'Information et speaker à la radio.

VENG Peng Kit, ex-technicien radio à Phnom Penh avait emporté avec lui un petit poste émetteur-récepteur. Il fut nommé par SON Ngoc Thanh directeur de la radio de son gouvernement et son émetteur fut remplacé par un poste beaucoup plus puissant acheté en Thaïlande et alimenté par deux groupes électrogènes. Les émissions se faisaient en plusieurs langues, sur une longueur d'onde voisine de celle de radio royale du Cambodge. Elles étaient parfaitement audibles dans tout le Cambodge et très écoutées en dépit de leur monotonie. Elles étaient aussi agrémentées de chants et de musique dont les Khmers sont friands. Les effets de cette propagande inquiétaient les milieux dirigeants khmers qui désiraient qu'un brouillage de ces émissions fût organisé.

Puth Chhay, après avoir pris parti pour SON Ngoc Thanh et fait de la propagande en sa faveur se montra plus réservé et aurait même pris contact avec le gouvernement en vue de se rallier, cette fois sans le truchement de DAP Chhuon. Chantaraingsey et SAVANG Vong échangèrent des messages de congratulations (sur un pied d'égalité) avec SON Ngoc Thanh. Celui-ci leur soumit ses suggestions. Il les invita à déclencher une campagne d'attentats dans Phnom Penh et les autres centres, conseils qui ne furent encore pas suivis. Le terrorisme dans les villes n'est pas « payant » et suppose des intentions idéologiques dont les deux chefs des *Khmers Issarak* semblaient dépourvus⁴⁴⁰.

Krou Oum, lui aussi, a paru vouloir opter pour SON Ngoc Thanh puis s'est ravisé. Son ralliement au gouvernement du Cambodge se négocia par l'intermédiaire de DAP Chhuon qui avait une certaine influence sur lui.

⁴⁴⁰ *Ibid.*, p. 38.

Le chef du CFK avait également été l'objet de démarches courtoises de la part de SON Ngoc Thanh, auquel il avait affecté de répondre favorablement, sans s'engager. En fait, DAP Chhuon, déjà inquiet de la puissance de Tak, voyait d'un très mauvais œil la présence dans son fief d'un nouveau et dangereux rival pour lequel il n'éprouvait de plus aucune admiration. Sur le plan personnel, comme sur le plan idéologique, des divergences profondes séparaient SON Ngoc Thanh et DAP Chhuon et ce n'était pas leur commun orgueil qui aurait pu faciliter leur rapprochement⁴⁴¹.

6. Conclusion

Tous les chefs importants de *Khmers Issarak* se trouvaient de près ou de loin, inféodés ou apparentés au clan APHAIVONG ou pro-thaïlandais. Au début, les Thaïlandais ont soutenu ces mouvements surtout afin de récupérer ou de maintenir leur influence sur les territoires Nord-Ouest du Cambodge, mais il semble que, plus tard, le commerce des armes les intéressa davantage. En tout cas, les Thaïlandais n'intervinrent pas dans les conflits entre les *Khmers Issarak* eux-mêmes. Par exemple entre POC Khun et Chhavalit APHAIVONG, les bandes de Tak et SON Ngoc Thanh et celles de LEAV Keomoni et DAP Chhuon. Ils ne jouèrent jamais un rôle de conciliateur pour renforcer le mouvement des *Khmers Issarak*.

Après l'indépendance du Cambodge, la propagande thaïlandaise fondée sur le rejet des Français s'avérait dépassée. La majorité des groupes de *Khmers Issarak*, particulièrement ceux qui étaient installés dans la région Nord-ouest du Cambodge se rallièrent au gouvernement royal après que les provinces du Nord-ouest, Siem Reap, Kampong Thom et Battambang furent devenues provinces autonomes au début des années 1950. Les quelques groupes de *Khmers Issarak* autonomes qui subsistaient, comme ceux de Chantaraingsey et SAVANG Vong se soumirent vers la fin de février 1954, juste deux semaines avant le transfert du pouvoir armé des autorités françaises au Cambodge, le 19 mars 1954.

La seule bande résistante identifiable des *Khmers Issarak* pro-thaïlandaises dans la région Nord-ouest qui continua son activité pendant la période de *Sangkum Reastr Niyum* du prince NORODOM Sihanouk fut celle de SON Ngoc Thanh. Avec le soutien de la Thaïlande, en particulier du Général Phao, chef adjoint de la police et Vice-

⁴⁴¹ *Ibid.*, p. 35-43.

ministre de l'Intérieur thaïlandais, en charge de la sécurité de la frontière⁴⁴², la bande de SON Ngoc Thanh se donna plusieurs objectifs et demeura connue sous le nom de « *Khmer Serei* ».

VI. Battambang au retour du protectorat français

Dès son retour au Cambodge, le 9 décembre 1946, la province de Battambang a été placée sous le contrôle de l'administration militaire française⁴⁴³. Le territoire rétrocédé fut transféré juridiquement au gouvernement cambodgien et connut le régime commun à l'ensemble du Cambodge quelques mois après la rétrocession.

Début février 1947, en effet, le gouvernement français n'avait pas encore porté attention à un changement de statut de la province. M. PENAVAIRE, Commissaire de la République au Cambodge, écrivit alors au commissaire fédéral aux Affaires politiques pour proposer le transfert juridique le plus rapidement possible et avançait cinq arguments importants :

- en conservant plus longtemps l'administration militaire de ces provinces la France paraît aux yeux des Cambodgiens vouloir différer leur rattachement pour des raisons politiques ;
- le maintien du régime spécial facilite les manœuvres de certains Cambodgiens et aboutit à l'effacement des services fédéraux au profit des services cambodgiens.
- les provinces rétrocédées étant placées sous le régime militaire, la propagande thaïlandaise peut en tirer argument pour attribuer au Français des intentions « impérialistes » ;
- bien que le gouvernement cambodgien n'ait fait aucune allusion officielle au transfert, le roi a récemment déclaré, au cours d'une conversation privée, qu'il attendait, pour se rendre à Battambang, que la France lui fixe une date mais que la décision ne lui appartenait pas. Il est certain que le roi et les Ministres désirent que le transfert ait lieu le plus vite possible ;
- il est politiquement excellent de faire un geste en faveur du Cambodge au moment où le gouvernement français n'hésite pas à employer la force militaire contre le gouvernement de Hanoi⁴⁴⁴ vis-à-vis duquel les gouvernements cambodgiens ont toujours éprouvé un complexe d'infériorité.

⁴⁴² GARAVAGLIA Gian Luciano, *op.cit.*, p. 93.

⁴⁴³ ANOM, INDO, HCI, Conspol 88.

⁴⁴⁴ La guerre ouverte contre le gouvernement de Ho chi Minh est déclenchée depuis décembre 1946.

Il mentionnait encore que le gouvernement cambodgien estimait le 16 février 1947 comme date la plus favorable⁴⁴⁵.

Le transfert au Cambodge des territoires du Nord cambodgien fit l'objet de cérémonies spectaculaires avec la participation du Haut-Commissaire de France et du roi NORODOM Sihanouk. Les cérémonies commencèrent à 10h15⁴⁴⁶. Après la présentation des fonctionnaires, l'allocution du Haut-Commissaire fut suivie par la remise symbolique par le Haut-commissaire au roi d'une urne contenant la terre de Battambang. Après la revue militaire, le roi et le Haut-Commissaire visitèrent la ville et déposèrent des fleurs sur les tombes de ceux qui étaient morts pour protéger la souveraineté et l'intégrité territoriales⁴⁴⁷.

1. La réorganisation du territoire rétrocédé

En cinq ans d'occupation thaïlandaise, Battambang s'était presque séparé de l'ensemble du Cambodge. Aussitôt leur retour en Cochinchine, les autorités françaises avaient commencé à étudier très précisément la situation de tous les territoires annexés par la Thaïlande au début de la Seconde Guerre mondiale. En mars 1946, soit neuf mois avant la rétrocession, A. DE VERDILHAC, le vice-consul français dans la province de Battambang et le prince SISOWATH Monireth, Premier ministre et ministre de l'Intérieur du royaume du Cambodge, soumièrent chacun de leur côté au commissaire français au Cambodge, un projet de réorganisation administrative des territoires. Le premier s'intéressait aux réformes et à l'intégration de ce territoire dans l'ensemble du Cambodge et détaillait son projet pour chaque secteur. Le second était surtout préoccupé, semble-il, par la nécessité de surmonter rapidement les résistances. Dès lors, plusieurs lettres et rapports furent échangés à ces sujets entre les autorités françaises et les autorités cambodgiennes.

1.1. L'administration

Après la rétrocession, Battambang passa sous la responsabilité de NHIEK Tioulong. En tant que ministre d'État, il fut investi du titre de délégué royal⁴⁴⁸. À ce titre, il avait pour attributions de représenter Sa Majesté et le Conseil des ministres ; de

⁴⁴⁵ ANOM, INDO, HCI, Conspol 88.

⁴⁴⁶ Ce jour-là, le Haut Commissaire arriva à l'aérodrome Pochentong de Phnom Penh, à 8h30. Le roi Norodom Sihanouk prit place dans l'avion avec le Haut-Commissaire et arriva à Battambang vers 9h45.

⁴⁴⁷ Ils déjeunèrent à Battambang et partirent à Phnom Penh vers 15h30. ANOM, INDO, HCI, Conspol 88.

⁴⁴⁸ Avec une indemnité exceptionnelle de 1 000 piastres par mois pendant la durée de sa mission.

prendre en charge l'administration civile transférée par les autorités thaïlandaises conformément au protocole de rétrocession ; de réinstaller et éventuellement réorganiser, en fonction de la situation militaire, les divers services nécessaires à l'administration des territoires rétrocédés. Il était, à cet effet, délégué permanent du Conseil des ministres. Il devait aussi agir en liaison avec les représentants du commandement militaire et l'administration civile française. Selon l'article 4 du décret de nomination de NHIEK Tioulong, le personnel nécessaire à l'accomplissement de sa mission serait mis à sa disposition par les départements intéressés dès qu'il en ferait la demande. Il avait aussi le droit de gérer une caisse d'avances d'un montant renouvelable de 200.000 piastres, fonds destinés à faire face immédiatement aux frais d'action politique, aux dépenses de prestige, aux dépenses de réinstallation et de premier fonctionnement de l'administration civile dans les territoires rétrocédés⁴⁴⁹.

Aussi, LON Nol fut nommé gouverneur de la province de Battambang. Quelques mois plus tard⁴⁵⁰, le gouvernement français nomma un Français, apparemment un conseiller mais en réalité destiné à gouverner les territoires.

De 1947 à 1948, Sin Chhoy remplaça LON Nol qui prenait un congé de repos. Au mois d'avril 1948, LON Nol reprit sa position du gouverneur de la province de Battambang pendant que Sin Chhoy allait travailler au Conseil des ministres du Cambodge.

Le 14 mai 1949, Tep Phorn remplaça LON Nol mais celui-ci gouverna en fait la province jusqu'en 1950 puisqu'il fut nommé délégué royal pour la province de Siem Reap. En 1949, le premier vice-gouverneur était Chamroeun Bunroeun qui fut remplacé pendant un mois, du 13 septembre 1949 au 18 octobre 1949, par Phon.

La même année, Pal Sam Ol remplaça le second vice-gouverneur Khék Seak.

Le 25 octobre 1950, en vertu de l'arrêté du 28 août 1950 à propos des résidents du Commissariat français à Phnom Penh, Kampong Cham, Kampot et Battambang, Jean Poullard fut nommé résident à Battambang et Jacques Poussin vice-résident. Ceux-ci avaient également Pursat et Siem Reap sous leur responsabilité.

⁴⁴⁹ ANOM, INDO, HCI, Conspol 88.

⁴⁵⁰ Faute de document, la date ne pourrait pas être précisée. Pourtant, la France a transféré la province de Battambang pour l'intégrer dans l'ensemble du Cambodge vers mi-février 1947.

1.2. Le budget pour la gestion de la ville

Avant la guerre, Battambang était la deuxième ville du Cambodge, dotée d'un budget important. Dès le 20 février 1948, la commune de Battambang a été érigée en centre urbain doté d'un budget *Khum*. Ce budget s'élevait à 600.000 piastres. Le trésorier du Cambodge écrivit au conseiller financier le 11 mars 1948 afin de lui demander de revoir ce budget en disant : « Aujourd'hui, *ce budget s'élève à la somme de 600.000 piastres. Et l'on peut se demander si ce chiffre est bien en rapport avec les ressources de cette belle ville qui prend chaque jour de l'extension, et si cette sous-évaluation ne proviendrait pas plutôt du fait que depuis la rétrocession de Battambang les services chargés de l'assiette de l'impôt n'ont pas fonctionné d'une façon normale* »⁴⁵¹. Cette demande fut approuvée par le conseiller financier un mois plus tard.

1.3. L'élimination des influences thaïlandaises

En dehors des mouvements anti-français pro-thaïlandais, la délégation royale, dirigée par NHIEK Tioulong, placée sous le parasol des autorités françaises, constatait des influences thaïlandaises très importantes dans l'administration et l'éducation ainsi que sur le mode de vie et la religion. L'élimination de celles-ci, prélude à la totale réintégration de la province de Battambang dans l'ensemble du Cambodge n'était pas une tâche facile mais obligée.

En août 1946, le Haut-Commissaire de France pour l'Indochine avait accordé déjà une avance de 81.000 piastres à cette fin⁴⁵².

1.3.A. La religion

Entre 1941-1946, beaucoup de moines cambodgiens avaient effectué des stages dans les monastères à Bangkok.⁴⁵³ Des échanges réguliers entre moines de Thaïlande et moines de la province de Battambang étaient régulièrement organisés. Les Français encouragèrent à leur tour les échanges entre les moines des provinces rétrocédés et ceux de Phnom Penh sans pour autant que les relations avec les monastères de Bangkok soient brutalement interrompues : des stages furent organisés et beaucoup de moines de la province de Battambang effectuèrent des études religieuses à Bangkok au moins

⁴⁵¹ ANOM, INDO, HCI, Conspol 88.

⁴⁵² ANOM, INDO, HCI, Conspol 93, lettre du Haut-commissaire de France pour l'Indochine du 22 août 1946.

⁴⁵³ ANOM, INDO, HCI, CD 12 : Récupération des provinces 1946-1949, *Note sur l'influence siamoise dans la province de Battambang*, p. 3.

jusqu'aux années 1952. (Voir « le bouddhisme theravada à Battambang » dans la première partie).

1.3.B. L'Éducation

L'enseignement du et en français remplaça tout de suite celui du siamois, dans l'administration et dans l'enseignement. Les élèves qui avaient commencé et effectué leurs études selon le système éducatif thaïlandais purent les poursuivre mais en passant un test d'équivalence.

Les enquêtes montrent cependant qu'il ne fut pas facile pour les jeunes Cambodgiens de s'adapter aussi rapidement à la nouvelle langue d'apprentissage et au nouveau système. Beaucoup d'élèves craignaient le redoublement et l'abandon des études sans compter que l'influence siamoise perdurait sur fond d'agitation Khmer Issarak. Aussi plusieurs étudiants choisirent-ils d'aller à Bangkok au lieu de Phnom-Penh, accueillis dans le Foyer des Etudiants de Battambang et de Kralanh fondé par Chhavalit APHAIVONG⁴⁵⁴. Ce foyer envoya d'ailleurs un de ces étudiants faire des études à Londres⁴⁵⁵.

1.1.A. La communication

Dès le retour des Français, le train assura quotidiennement le trajet Phnom Penh-Battambang dans les deux sens.

2. L'économie

Le manque de données ne nous permet pas de juger des gains financiers que représentait le commerce de Battambang pour la Thaïlande. Mais selon le document annexé dans les accords de Washington, le 17 novembre 1947, entre la France et la Thaïlande, 18 % du riz promis par la Thaïlande aux Nations Unies provenait des provinces rétrocédées, y compris la province de Battambang. « *Le gouvernement siamois, a conclu le 1^{er} mai 1946, avec le gouvernement britannique, un accord aux termes duquel il doit fournir aux Nations Unies dans le délai d'un an, 1 .200.000 tonnes de riz. Dans le calcul de ce moment figurent 200.000 tonnes provenant de la production des territoires visés à l'article I de l'accord de règlement. Je serai donc reconnaissant à*

⁴⁵⁴ ANOM, INDO, HCI, CD 12 : Récupération des provinces 1946-1949, *Note sur l'influence siamoise dans la province de Battambang*, p. 2.

⁴⁵⁵ *Ibid.*

*Votre Excellence de bien vouloir demander au Gouvernement français d'intervenir auprès du Gouvernement britannique afin que le montant total de riz, dont il s'agit, soit proportionnellement réduit par suite du transfert des territoires susmentionnés »*⁴⁵⁶.

Après la rétrocession de la province de Battambang au Cambodge, ses échanges économiques, pour la plus grande partie, se dirigeaient de nouveau vers Saigon⁴⁵⁷. La Commission de Conciliation franco-siamoise mentionnait que « *En ce qui concerne les communications, l'agent français a montré que le territoire de Battambang est relié non seulement par la route et le rail à Phnom Penh mais aussi à Saigon par des voies d'eau ininterrompues et deux routes. Il déclare que les liaisons économiques de Battambang, ainsi que celles du reste du Cambodge, ont toujours été et doivent nécessairement être orientées vers le sud-est et vers Saigon pour ce qui est du trafic maritime, grâce au réseau des voies d'eau naturelles. La province constitue un important centre rizicole. D'après l'agent français, les exportations de riz, avant 1941, atteignaient une quantité variable allant de 235.000 à 150.000 tonnes suivant l'importance de la récolte »*⁴⁵⁸.

Parallèlement, Philippe Baudet, ministre des Affaires Etrangères écrivait au Secrétaire Général du Comité de l'Indochine, le 4 février 1947, qu' « [...] en vue de faire confirmer le rattachement de la dite province (la province de Battambang) au Cambodge, sur le fait que cette région forme un ensemble économique avec le bassin de Tonlé Sap, lequel constitue pour son riz un débouché naturel vers la Cochinchine. Il importe en effet d'obtenir, non pas que cette région regarde vers Bangkok, mais qu'elle soit organisée économiquement autour du bassin du Tonlé Sap et ait accès par lui au Delta du Mékong »⁴⁵⁹.

En février 1947 les autorités françaises commencèrent à discuter avec la Thaïlande pour réorganiser la relation économique entre la Thaïlande et l'Indochine. Les autorités de ces deux territoires se mirent finalement d'accord pour reprendre le point déjà discuté en septembre 1939 de « *la création et l'exploitation d'une zone française dans le port de Bangkok moyennant la contrepartie du libre transit des riz de Battambang vers Bangkok »*⁴⁶⁰.

Les autorités françaises avaient espéré que le retour de Battambang au Cambodge contribuerait à prospérer l'économie du pays et apaiser la famine régnant

⁴⁵⁶ Voir l'accord de Washington dans l'annexe.

⁴⁵⁷ ANOM, HCI, INDO, Conspol 88.

⁴⁵⁸ Voir le rapport de la Commission de la Conciliation franco-siamoise dans l'annexe.

⁴⁵⁹ ANOM, HCI, INDO.

⁴⁶⁰ ANOM, HCI, INDO.

alors dans le pays. Malheureusement, tel ne fut pas le cas. Tout au contraire, Battambang qui avant la seconde guerre mondiale cultivait 200.000 hectares de rizières, soit un quart de la superficie totale de celles du Cambodge⁴⁶¹, était aussi en difficulté. Le rendement de la récolte dans la province de Battambang avait diminué sans cesse pendant les cinq ans d'occupation thaïlandaise. En juillet 1947, les Français estimaient que 65.000 hectares seulement étaient cultivés⁴⁶², avec des moyens réduits. La récolte était de 50.000 à 60.000 tonnes contre 300.000 tonnes en moyenne avant la guerre dont 250.000 exportées ; de 10% au-dessous de l'autosuffisance.. sans compter des exportations illégales. Cela ne permettait pas d'exporter vers la Thaïlande comme le prévoyaient les autorités françaises. Le 6 février 1947, le Commissaire Fédéral aux Affaires Economiques mentionnait : l'« *Attribution d'un monopole d'exportation de riz dans les provinces restituées [...] J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'une telle mesure est actuellement impossible à envisager [...] En ce qui concerne les régions de Battambang, Sisophon, il est improbable qu'il y ait des surplus exportables avant deux années* »⁴⁶³.

Tout ce qui était attendu était que la prochaine récolte pût alimenter le peuple au cas où la piraterie se relâcherait⁴⁶⁴. L'insuffisance du riz pour la consommation devint un problème aigu. Les autorités locales encouragèrent alors les paysans à intensifier les cultures de remplacement pour effectuer la soudure entre les deux récoltes.

En août 1947, une grave crise économique menaça le Cambodge. La disette commença à se faire sentir dans les hautes régions de Battambang et l'on craignait qu'elle ne s'étendît à tout le pays. Les causes en étaient multiples. La dévalorisation de la piastre par les autorités indochinoises fit baisser sérieusement le prix des denrées produites pour l'exportation. Par crainte de nouveaux pillages, les populations rurales diminuèrent leur production, notamment de riz. Les récoltes des autres pays de l'Union Indochinoise ravagés par la guerre étaient insuffisantes pour compenser la baisse par des exportations vers le Cambodge. L'insécurité provoquée par des *Khmers Issarak* freinait le développement de l'artisanat. Les droits de douanes élevés empêchaient l'entrée des produits étrangers et les produits locaux étaient trop chers pour être exportés facilement. La police de la circulation décelait enfin des exportations clandestines de riz et d'autres

⁴⁶¹ ANOM, HCI, INDO, Conspol 88 : *Crédit foncier de l'Indochine, Rapport sur la situation générale économique et politique au Cambodge*, juillet 1947, p.5.

⁴⁶² Avant la Seconde Guerre mondiale, il avait compté 200 000 hectares.

⁴⁶³ ANOM, HCI, INDO.

⁴⁶⁴ ANOM, HCI, INDO, Conspol 88 : *Crédit foncier de l'Indochine, Rapport sur la situation générale économique et politique au Cambodge*, juillet 1947, p.5.

denrées de première nécessité ce qui poussa les autorités françaises à réagir en assouplissant un peu sa position⁴⁶⁵.

Entre 1941-1948, la production agricole du pays diminua de 20% à 30%, surtout celle du riz et du maïs qui étaient les premier et deuxième produits exportés. Le marché diminuait de trois fois moins après la Seconde Guerre mondiale. Beaucoup de difficultés frappaient les petits agriculteurs.

En définitive, cette situation où les paysans s'appauvrirent de plus en plus, favorisa les mouvements *Khmer Issarak* que ces paysans voyaient plus favorablement.

3. La lutte contre l'insécurité

Les autorités franco-khmères comprenaient qu'ils ne pouvaient pas faire grande chose ni pour le développement, ni pour l'intégration de la province de Battambang dans l'ensemble du Cambodge en raison de l'existence des groupes anti-français dans la province et de l'insécurité résultant de leurs actions. Elles craignaient de plus que le mouvement des *Khmers Issarak* entraîne une instabilité au niveau national.

L'urgence était par conséquent de mettre fin à l'insécurité dans les campagnes, au sabotage des routes, des ponts, de la voie ferrée. Cela devait être mené avec énergie et efficacité par NHIEK Tioulong assisté par le gouverneur LON Nol en tant que secrétaire général aux territoires recouverts. Le commandement militaire français apporta une contribution à la réorganisation des principaux services et à la lutte contre l'insécurité. L'établissement d'une administration purement khmère et la discrétion des Français contribuèrent cependant grandement au ralliement des nationalistes « *Issarak* ». Mais, quelques mois plus tard le retour des administrateurs civils français avec le titre de « conseillers » mais ayant une fonction d'« autorité » devait tout remettre en question⁴⁶⁶. Les « *Khmer Issarak* » réagirent violemment. LON Nol entama plusieurs fois des pourparlers avec les chefs *Khmer Issarak* mais sans résultat positif.

La présence militaire des forces franco-khmères se fit plus pesante et des « opérations-éclair » parfois lancées. Les déplacements des habitants furent strictement surveillés. Pour surveiller et contrôler les activités des *Khmers Issarak*, les autorités de la province de Battambang obligeaient les habitants à se faire délivrer la carte d'identité qui leur coûtait très cher chaque année. Les contrôles d'identité des hommes furent

⁴⁶⁵ *Ibid.*

⁴⁶⁶ ANC, Fond de documentation, B. 674 : Ministère de l'Information du Cambodge, *Battambang et son passé*, p. 37.

systématiques. Comme la promesse d'exonération, au moins pour les premières années, de l'impôt personnel⁴⁶⁷ ne fut pas tenue, les villageois pauvres qui n'avaient pas d'argent pour payer la carte d'identité, connurent des difficultés. Beaucoup furent arrêtés. Certains se réfugiaient dans la forêt le jour du contrôle et beaucoup d'entre eux décidèrent d'adhérer aux *Khmers Issarak*. C'est dans ce contexte qu'eurent lieu les manifestations et les tentatives de réorganisation de ces groupes, étudiées plus haut.

HUY Mong, ministre de la Défense nationale du gouvernement de YEM Sambaur, proclamait dans le journal « *Kampuchea* » du 7 mars 1949, la volonté de ce gouvernement de résoudre le problème de l'insécurité du pays par la non-violence : « [...] le Cambodge est en pleine insécurité. Partout, les paysans sont inquiétés par le feu de l'insécurité. Certains ont perdu leur biens et leurs maisons, alors que d'autres, leur vie, leurs frères et leurs enfants. [...] Elle est engendrée par l'opposition entre *Issarak* et l'Armée et a entraîné la destruction des biens des paysans, des ponts, des bâtiments administratifs et enfin des pertes humaines. [...] la cause de l'insécurité qui dégénère en guerre fratricide c'est-à-dire massacre entre *Khmers* et *Khmers*, est l'aspiration à l'indépendance cambodgienne [...]. Cette aspiration est conforme à la politique du nouveau cabinet, lequel désire la sécurité, l'indépendance avec une forme concrète et la libération des détenus politiques. [...] C'est pour cette raison que j'adopte maintenant un moyen contraire au précédent, car à ma conviction, seule la douceur est un remède très efficace pour guérir la maladie « insécurité ». Il faut non pas opposer la violence à la violence, mais la non-violence à la violence. [...] »⁴⁶⁸.

L'instabilité força les Français à transformer, en 1949, les provinces de Siem Reap et de Kampong Thom en territoires autonomes sous autorité cambodgienne. Ceci calma la plupart des anti-français de la région du Nord-ouest du Cambodge. La propagande anti-française soutenue par les Thaïlandais, fut privée de son argument et perdit de son efficacité. Est exemplaire à cet égard, la soumission au gouvernement royal du Cambodge de DAP Chhuon, le 1^{er} octobre 1949, DAP Chhuon dont nous avons vu qu'il conservait toutefois des accointances avec des *Issarak*.

En 1951, le roi NORODOM Sihanouk promit à nouveau le calme et la sécurité dans la province de Battambang, et à sa demande, les autorités françaises accordèrent une autonomie limitée. Cela provoqua un nouveau ralliement de groupes de

⁴⁶⁷ ANOM, INDO, HCI, Conspol 88 : A. de Verdilhac, *Projet de réorganisation administrative des territoires cambodgiens cédés en 1941*, 14 mars 1946, p.14.

⁴⁶⁸ ANOM, INDO, HCI, SPCE 104.

nationalistes, pro-thaïlandais et pro-vietnamiens : la bande de Houl (juin 1951) ; de TUM Sok et d'Ouch (chef adjoint de la défense nationale de la bande CCLN [Comité Cambodgien de Libération Nationale]) en 1952 ; d'Oum (chef d'une bande de *Khmer Issarak* autonome)⁴⁶⁹.

4. La situation politique du Cambodge et le changement de statut de Battambang

À Phnom Penh, les Français étaient revenus en annonçant des réformes positives pour le Cambodge telle que la rétrocession du territoire de Nord-ouest et la modernisation politique du Cambodge. Le 13 avril 1946, le roi annonça un changement du régime politique, de la monarchie absolue à la monarchie constitutionnelle. Cela faisait rêver les Cambodgiens à l'autonomie du pays. Pourtant, la réforme était un moyen des colonialistes français pour freiner le développement des mouvements nationalistes anti-colonialistes qui réclamaient l'indépendance du Cambodge. Une Assemblée nationale fut élue au suffrage universel le 1^{er} septembre 1946. Sous la poussée du parti démocrate, vainqueur de ce scrutin, elle se déclara constituante. La constitution, adoptée le 6 mai 1947, très inspirée de la constitution de la Quatrième République française, établit la prépondérance de l'assemblée. Les partis fleurirent alors, autant que les factions.

Cela ne dissipa pas la tension politique et sociale.

Pendant cinq ans, de 1947 à 1952, la scène politique cambodgienne fut animée par un conflit entre le parti démocrate, dominant l'assemblée, et le roi qui, en dépit des textes constitutionnels, demeurait le premier personnage du pays. Le parti démocrate joua d'abord la carte nationaliste. Il soutenait que le Cambodge ne pouvait obtenir moins que le Vietnam, qui venait de se voir reconnaître son indépendance par la France. Sous cette pression, appuyée par les rebelles *Khmers Issarak*, le roi NORODOM Sihanouk et le gouvernement négocièrent avec la France et signèrent avec elle, le 8 novembre 1949, un traité par lequel Paris, abrogeant celui de 1863 et la convention de 1884, reconnaissait le royaume du Cambodge comme un Etat indépendant dans le cadre de l'Union française. Les Français conservaient néanmoins des pouvoirs considérables.

Malgré l'insécurité provoquée entre autres par la bande de SON Ngoc Thanh, les autorités françaises décidèrent finalement de céder l'autorité militaire de Battambang

⁴⁶⁹ ANC, Fond de documentation, B. 319.
ANOM, INDO, HCI, SPCE 104.

aux autorités cambodgiennes. Le 16 novembre 1952, le roi NORODOM Sihanouk, lors d'une visite à Battambang, prononça un discours relatif à la création, dans cette province, d'un secteur autonome et, le 8 décembre 1952, à l'occasion de l'anniversaire de la restitution de la province par la Thaïlande, la constitution du secteur autonome fut officiellement annoncée, lequel fut effectivement créé le 29 décembre 1952.

L'armée royale khmère assura la relève des troupes de l'Union française⁴⁷⁰. Et la gestion provinciale et militaire de cette province passa sous la responsabilité de lieutenant-colonel LON Nol⁴⁷¹.

VII. La « croisade pour l'indépendance »

Par le traité franco-khmer du 8 novembre 1949 qui fut la base de départ vers l'indépendance totale, le roi NORODOM Sihanouk avait obtenu du Haut-Commissaire de France en Indochine les principales garanties et assurances suivantes :

- La France reconnaissait « de jure » l'indépendance du Cambodge et cette reconnaissance devait avoir une valeur internationale et être admise par les puissances mondiales.
- Les zones d'actions et de stationnement des forces militaires françaises devaient être réduites progressivement et rapidement passer sous contrôle et commandement exclusivement khmers.

Ainsi le Cambodge obtint-il la reconnaissance « de jure » des puissances occidentales et fut-il à même d'engager des relations diplomatiques directes avec les pays étrangers. Sur le plan intérieur, comme nous l'avons vu, le roi négocia avec succès l'évacuation totale du commandement et des troupes françaises des provinces de Siem Reap et de Kampong Thom en 1949 et de Battambang en 1952 qui formèrent le secteur autonome et devint plus tard la place forte de la croisade royale pour l'indépendance.

Car si juridiquement le traité de 1949 consacrait l'indépendance du Royaume, sur le plan pratique, la France avait conservé la souveraineté en matière de justice, de police, de diplomatie, de politique de change et d'émission monétaire.

Le 15 juin 1952, six semaines après l'opération « éclair » contre les bases de Thanh et de Tak et la découverte d'une coopération secrète entre le mouvement de SON Ngoc Thanh et le gouvernement de HUY Kanthoul (soit trois semaines après les

⁴⁷⁰ ANC, Fond de documentation, B. 676, Etudes Cambodgiennes, No 15, juillet-septembre 1968, p. 12.

⁴⁷¹ ANC, Fond de documentation, B. 319.

ANOM, INDO, HCI, SPCE 104.

En décembre 1952, l'opération militaire de la province de Battambang et celle de Siem Reap s'unifia.

démonstrations des élèves et des habitants des provinces de Battambang, Phnom Penh et Kampong Cham contre les Français, encouragées secrètement par SON Ngoc Thanh), le roi NORODOM Sihanouk élimina le gouvernement du parti démocrate de HUY Kanthoul, sous la pression des autorités françaises. Il dirigea alors lui-même le gouvernement royal du Cambodge⁴⁷² et lança en même temps « la croisade royale » pour l'indépendance du Cambodge en adressant au peuple khmer un message selon lequel il s'engageait à réaliser, dans une période de 3 ans maximum, la complète indépendance du Cambodge.

Les provinces autonomes furent choisies par le roi NORODOM Sihanouk comme région stratégique de la réclamation. Elles prirent le nom de « Secteur opérationnel » dès décembre 1952 et Siem Reap fut désigné comme poste de commandement sous la direction du roi. Le secteur de Battambang était sous la responsabilité de Lieutenant-colonel LON Nol et celui de Siem Reap fut géré par Lieutenant-colonel DAP Chhuon⁴⁷³.

Le 9 février 1953, le roi quitta Phnom Penh pour Paris afin de négocier l'indépendance du Cambodge auprès du Président de la République française, M. Vincent Auriol. Les conversations n'aboutirent à aucun résultat positif.

Il se rendit ensuite au Canada et aux Etats-Unis toujours pour plaider en faveur de l'indépendance du Cambodge. Même s'il ne reçut aucun soutien ouvert, il réussit à attirer l'attention des institutions internationales sur le problème du Cambodge. Avant de quitter New York, le roi avertit par l'intermédiaire du *New York Times* que : « *l'Indochine pourrait se joindre aux communistes si les Français rejetaient la demande d'Indépendance* »⁴⁷⁴. Dans une très large mesure cette action extérieure obligea la France à accepter de nouvelles négociations.

Celles-ci furent entamées à Paris entre PENN Nouth, représentant personnel du roi, et les dirigeants français et amenèrent la France à faire de nouvelles concessions. Comme elles ne correspondaient toujours pas à une indépendance totale, elles ne satisfirent pas les Cambodgiens et ne furent d'ailleurs pas appliquées par les autorités françaises.

⁴⁷² KIERNAN Ben, *How Pol Pot came to Power: colonialism, nationalism, and communism in Cambodia, 1930-1975, version khmère*, SPK, 1992, p.121.

⁴⁷³ ANOM, INDO, HCI, SPCE 104.

⁴⁷⁴ ACN, Fond de documentation, box 339: La monarchie khmer, *L'action de S.M. Norodom Sihanouk pour l'indépendance du Cambodge 1941-1955*, recueil des articles parus dans l'hebdomadaire « Réalités cambodgiennes » du 13 septembre 1958 au 3 janvier 1959, Phnom Penh, 1959 p. 40.

Le 9 mai 1953, le roi décida de s'installer à Bangkok où vivaient une communauté diplomatique importante et les représentants de nombreux journaux occidentaux. Afin de garder de bonnes relations diplomatiques avec la France, le gouvernement de Bangkok accepta que le roi Sihanouk s'installe en Thaïlande mais comme simple réfugié politique sans se livrer à des activités politiques. La Thaïlande, en réalité, continuait à soutenir secrètement le mouvement des *Khmers Issarak*. Le roi décida alors de retourner au Cambodge et de s'installer à Battambang.

Certaines sources thaïlandaises expliquèrent le fait que le roi Sihanouk ait choisi Battambang comme base pour ses revendications, par des relations de parenté entre lui et la famille de l'ancien seigneur. Selon elles, la femme du roi NORODOM I^{er}, Chao Chorm Marda Eam Bussaba (ou Yeam Bussaba) était la petite-fille de Chao Phraya Aphaiphubet Bèn et la mère du prince Sothearos, le grand-père de NORODOM Sihanouk. Toutefois, aucune source ne mentionne un quelconque attachement particulier du roi NORODOM Sihanouk à Battambang qui serait dû à la présence des membres de sa famille parmi les anciens seigneurs de Battambang. D'ailleurs, il ne semble pas que le roi Sihanouk ait entretenu quelque relation privilégiée avec les descendants des seigneurs qui demeurèrent au Cambodge après la rétrocession. Pourtant, c'est grâce à l'appui de *Luang Kowit APHAIVONG* que la légation cambodgienne et le roi lui-même ont pu se rendre à Bangkok, faire de la propagande chez les Cambodgiens à Prachinburi et acheter des armes japonaises via la Thaïlande, pays qui pouvait librement acheter des armes au Japon.

Le 12 juin 1953, le roi partit pour Siem Reap d'où il lançait une proclamation exprimant la détermination de la Nation Khmère d'obtenir coûte que coûte une indépendance véritable et expliquant le sens de son action : « *La nation khmère toute entière a exprimé clairement et nettement sa détermination d'acquérir coûte que coûte la réelle indépendance pour la Patrie. [...] Malheureusement, la totale divergence de vues entre milieux officiels français et cambodgiens, concernant les questions suivantes, font perdre aux Cambodgiens tout espoir d'un possible relèvement de leur pays. [...] Je suis navré d'avoir à rompre personnellement et provisoirement mes relations avec la France que j'aime sincèrement. [...] Je suis le représentant d'une nation qui, à l'unanimité, a décidé d'acquérir coûte que coûte la pleine indépendance que toutes les nations de l'Asie, à l'exception des trois Etats indochinois de l'Union Française, ont définitivement acquise, alors que beaucoup d'entre elles étaient avant, et pendant la dernière guerre mondiale, comme nous, colonies ou protectorats. Sous peine de trahir*

*mon mandat de roi, je ne peux pas ne pas exécuter cette volonté formelle de la nation khmère. Par ailleurs, ma conviction personnelle est que le Cambodge ne peut s'organiser valablement pour faire face aux dangers mortels qui le menacent et pour vivre que si le problème de son indépendance est résolu intégralement avant tous les autres problèmes qui s'y greffent »*⁴⁷⁵.

Le 13 juin, le roi se rendit à Bangkok et adressa un message à l'attention des milieux politiques internationaux : *« Mon appel ne marque pas la rupture des conversations que notre gouvernement doit avoir avec la France. [...] Il ne constitue pas non plus une pression sur la France. [...] Il ne saurait être non plus un chantage [...]. Le petit peuple, tout comme l'élite, la classe moyenne, la jeunesse, le clergé, l'armée, tout cela qui constitue la force vive de la nation, se déclare pour un 'affranchissement' total du pays et même pour la révolte générale contre la France occupante afin de secouer le joug de celle-ci.[...] Je suis venu à Bangkok pour prévenir le monde que le Cambodge a décidé d'obtenir coûte que coûte son affranchissement total, qu'en conséquence le monde est averti et de notre intention pacifique et de l'éventualité d'un trouble sérieux qui aura lieu dans ce coin d'Asie qu'occupe mon pays le jour où il aura perdu l'espoir d'être accepté par les grandes nations dans le concert de l'indépendance réelle »*⁴⁷⁶.

Dans le pays, le roi lança le 28 juin le « plan Sihanouk de mobilisation des forces vives » à l'initiative de NHIEK Tiouloung et LON Nol pour la croisade alors que PENN Nouth se chargeait des tâches administratives de Premier ministre à Phnom Penh. Les « forces vives » furent d'abord organisées à Battambang, puis à Siem Reap et Kampong Thom (secteurs autonomes) et finalement, à partir de Battambang, partout sur le territoire cambodgien.

La majorité des membres de bandes des *Khmers Issarak*, sauf le groupe de SON Ngoc Thanh qui ne montra aucune réaction, se soumit et participa à ce mouvement. Des groupes nationalistes cambodgiens écrivirent également au roi pour se mettre à son service en cas de conflit militaire. Des élèves-officiers de Phnom Penh et cinquante-six diplômés de l'Ecole militaire de la région Est du Cambodge quittèrent leur école et s'engagèrent à Battambang. Un millier de militaires cambodgiens placés sous

⁴⁷⁵ Le Ministère de l'Information du gouvernement royal du Cambodge, *Cambodge*, Phnom Penh, 1962, p.53.

⁴⁷⁶ *Ibid.*

commandement français quittèrent ce commandement avec de l'armement pour renforcer les mouvements dans les provinces de Siem Reap et Battambang⁴⁷⁷.

L'engagement du roi dans la croisade pour l'indépendance fit l'objet d'une large diffusion dans le territoire de Battambang et ailleurs. Les chefs de village encourageaient les habitants à y participer. Plus de 400.000 citoyens (*chivapol*) et citoyennes (*neary khlahan*) de tous âges et de toutes conditions se portèrent volontaires pour suivre un entraînement intensif et pour montrer au monde que le Cambodge disposait suffisamment de forces pour se défendre contre tout ennemi sans avoir besoin de protecteur, et que les Cambodgiens étaient déterminés à aller jusqu'au sacrifice suprême pour faire triompher leur idéal⁴⁷⁸.

À Battambang, les entraînements ont lieu dans les casernes et les écoles⁴⁷⁹. Et l'entraînement principal aux armes et aux manifestations commença le 16 juillet 1953 avec la participation de 15.000 personnes provenant principalement de Srok Sangker, Battambang, Sisophon, et Mongkolborey⁴⁸⁰. Il se tenait sur la place à l'est du centre-ville, devenu plus tard l'aéroport provincial de Bèk Chan. L'entraînement était dense, toute la journée pendant 10 jours. La première cérémonie de remise d'armes eut lieu un mois plus tard. En fait, le nombre d'armes était assez réduit et la plupart des participants étaient dotés d'armes en bois.

Le 16 juillet encore, les instituteurs de la province de Svay Rieng, réunis au chef-lieu, furent informés qu'ils seraient astreints à des exercices militaires ; quant aux institutrices, elles suivraient des cours d'infirmière-secouristes. Ces mesures furent ensuite étendues à tous les instituteurs du Cambodge. Ceux qui étaient en service dans la province de Kampong Cham accomplirent leur période d'entraînement dans un camp de l'armée royale de la province de Kampong Thom et un millier d'entre eux rejoignirent plus tard le mouvement à Battambang. À Takéo, l'entraînement des fonctionnaires commença le 20 juillet.

⁴⁷⁷ NORODOM Sihanouk, *Raja Sakammapheap Doeumbey Èkreach Boribo Nei Kampuchea* (រាជសកម្មភាពរាជធានីក្រុងកម្ពុជា) « la croisade royale pour l'indépendance du Cambodge » 1940-1950, 2^e édition, Phnom Penh, 2005, p.76-77.

⁴⁷⁸ ANC, Fond de documentation, B. 339: La monarchie khmer, *L'action de S.M. Norodom Sihanouk pour l'indépendance du Cambodge 1941-1955*, recueil des articles parus dans l'hebdomadaire « *Réalités cambodgiennes* » du 13 septembre 1958 au 3 janvier 1959, Phnom Penh, 1959 p. 57-63.

⁴⁷⁹ Plan d'action du 8^e gouvernement *Sangkum* présidé par Son Altesse Royale Samdech Preah Norodom Sihanouk Upayuvareach, p. 16-26.

⁴⁸⁰ NORODOM Sihanouk, *Raja Sakammapheap Doeumbey Èkreach Boribo Nei Kampuchea* (រាជសកម្មភាពរាជធានីក្រុងកម្ពុជា) « la croisade royale pour l'indépendance du Cambodge » 1940-1950, p.71.

Parallèlement cependant, toujours le 16 juillet, le gouvernement avait précisé, aux fonctionnaires des provinces, que la mobilisation des Khmers n'était nullement dirigée contre les Français dont la présence au Cambodge était encore nécessaire ; il recommandait donc d'éviter de critiquer la France et les Français afin qu'aucun incident ne se produise.

Comme nous l'avons signalé, à Prachinburi, la légation royale entretenait d'étroites relations avec *Luang Kowit* APHAIVONG et ses fidèles. Ceux-ci organisaient souvent des réunions secrètes aux domiciles de *Luang Kowit* ou des uns et des autres. Ils procédèrent à l'achat clandestin d'armes d'origine japonaise et à la diffusion de la propagande chez les Cambodgiens émigrés après la rétrocession, surtout dans la province de Prachinburi où l'influence de la famille APHAIVONG demeurait assez forte. Au mois d'août, beaucoup d'émigrants cambodgiens de cette province exprimèrent leur volonté de retourner au Cambodge et de s'engager dans l'armée royale en cas de guerre avec la France.

Un « comité d'organisation de l'aide financière à S.M. roi NORODOM Sihanouk » fut constitué le 11 juillet 1953. Placé sous la présidence d'honneur du Lieutenant-colonel LON Nol, ce comité fut présidé par M. Khong Roeum, entrepreneur qui avait, pour mission, de recueillir auprès des commerçants de Battambang, les fonds nécessaires à l'achat d'armes et de munitions ainsi qu'à l'entretien des recrues. Les donateurs furent « taxés », selon leur situation, de 500 à 10.000 piastres par mois⁴⁸¹.

La propagande anti-française à caractère officiel se répandait partout grâce aux autorités. Des bruits divers circulaient comme la fermeture des frontières des Secteurs autonomes, la limitation à Svay Daun Keo et à Aranyaprathet de la circulation ferroviaire. Il était question de chasser les Français de ce secteur afin qu'ils ne soient pas témoins des préparatifs de lutte qui s'élaboraient contre eux et de sauvegarder le secret des opérations⁴⁸².

Le 28 août 1953, un défilé de 80.000 hommes des « forces vives » dirigé par le roi NORODOM Sihanouk eut lieu, de 8 heures à 14 heures, à Battambang pour réclamer l'indépendance totale du Cambodge pendant que les négociations s'engageaient à Phnom Penh entre les représentants de la France et une délégation du gouvernement du Cambodge présidée par PENN Nouth.

⁴⁸¹ ANOM, INDO, HCI, SPCE 104 : Note quotidienne numéro 167 du commissariat général de France en Indochine.

⁴⁸² *Ibid.*

Le lendemain, les accords de transfert des pouvoirs de justice et des compétences de police étaient signés, suivi par l'accord de transfert des compétences en matière militaire, le 17 octobre 1953.

Le 8 novembre 1953, le roi rentrait à Phnom Penh où on lui réserva un accueil triomphal. Le 9 novembre, devant le Palais royal se déroula la cérémonie marquant le retrait du pouvoir français du Cambodge, huit mois avant la signature des Accords de Genève de mars 1954.

Ce résultat encouragea Chantaraingsey et Savang Vong, chefs des *Khmers Issarak*, à déposer les armes et se soumettre avec leurs troupes, le 20 février 1954.

Les troupes vietminh en lutte contre l'armée française occupaient certaines parties du territoire cambodgien depuis plusieurs années et n'avaient jamais pu en être chassées, notamment dans la partie sud de la province de Battambang (depuis 1949)⁴⁸³ et dans les régions frontalières de la Cochinchine.

Dès le retrait du commandement des troupes françaises du Cambodge, le Premier ministre PENN Nouth, lança un appel au gouvernement de Ho Chi Minh pour lui demander d'évacuer immédiatement les régions du Cambodge dont l'occupation par ses troupes ne pouvait plus être justifiée.

Le gouvernement vietminh n'ayant pas cru devoir répondre à cet appel, le roi NORODOM Sihanouk, commandant en chef des forces armées, prit la tête d'une opération militaire anti-vietnamien. Cette opération baptisée *Sammaki*, se déroula du 17 au 30 décembre 1953 dans la province de Battambang, et permit l'arrêt des activités des révolutionnaires vietnamiens dans la région. En avril 1954, les forces régulières vietminh pénétrèrent dans les provinces de Stung Trèng et de Kratié et le roi dut prendre à nouveau le commandement opérationnel des troupes cambodgiennes qui purent stopper l'avance ennemie au poste de Kratié.

Puis vint la conférence de Genève. Une délégation cambodgienne présidée par Tep Phan, agissant suivant les directives royales, participa aux discussions et signa le texte final le 21 juillet, lequel prévoyait entre autres l'évacuation du territoire cambodgienne par les forces vietminh et les communistes cambodgiens qui s'y étaient alliés⁴⁸⁴.

⁴⁸³ ANC, Fond de documentation, B. 676 : Etudes Cambodgiennes, No 15, juillet-septembre 1968, p. 12.

⁴⁸⁴ Ministère de l'Information du gouvernement royal du Cambodge, *Cambodge*, Phnom Penh, 1962, p.55.

**UNIVERSITE PARIS. DIDEROT
(PARIS7)**

ECOLE DOCTORALE :EESC 382

**UNIVERSITE ROYALE DE
PHNOM PENH**

FACULTE DES SCIENCES
HUMAINES ET SOCIALES

DOCTORAT
Histoire et civilisation

Vichheka KHUON

**BATTAMBANG ET SA REGION, DE 1939 A NOS JOURS :
INTEGRATION, SPECIFICITE ET DIVERGENCES DANS
LE CADRE DE L’HISTOIRE CONTEMPORAINE DU
CAMBODGE**

TOME II

Thèse dirigée par M. Alain FOREST
M. Samnang SORN

Soutenue le 23 septembre 2015

JURY :

Mme. Faranirina RAJAONAH
M. Somnoble CHAN
M. Alain FOREST
M. Samnang SORN

Président du jury
Rapporteur
Co-directeur de thèse
Co-directeur de thèse

TROISIÈME PARTIE

**Battambang sous la période de *Sangkum* (1955-
1970)**

Chapitre 5

Battambang : une ville et une région bien intégrées dans le Royaume du Cambodge (Organisation administrative, économique et sociale)

Le 6 mai 1947, le roi NORODOM Sihanouk proclama l'application d'une constitution instaurant une « monarchie constitutionnelle »⁴⁸⁵. Pour pouvoir se plonger dans la politique et pour également respecter la Constitution de 1947, le roi NORODOM Sihanouk abdiqua le 2 mars 1955 en faveur de son père NORODOM Suramarit. Il fonda le 23 mars 1955 un rassemblement désormais connu sous le nom de *Sangkum Reastr Niyum* (Communauté socialiste populaire)⁴⁸⁶, désigné le plus souvent sous le simple nom de *Sangkum* (communauté).

Les raisons qui le conduisirent à fonder cette communauté, expliquait le prince NORODOM Sihanouk, étaient de se rapprocher du peuple et de sortir de sa « cage dorée »⁴⁸⁷. Il voulait préserver une union populaire qui s'était magnifiquement affirmée dans la croisade pour l'indépendance mais s'était dégradée rapidement « dans un imbroglio de querelles intestines »⁴⁸⁸, et se consacrer au bonheur de ses compatriotes avec toute l'efficacité possible⁴⁸⁹. Il ajoutait encore que « *s'il était resté sur le trône, enfermé dans son palais, il n'aurait jamais pu vraiment connaître la véritable situation ou les abus dont les personnes sont les victimes* »⁴⁹⁰.

En quelques mois, le *Sangkum* rassembla une majorité de leaders politiques et de partis. La popularité du « père de l'indépendance » assura un grand succès au « *Sangkum* » lors de l'élection générale de 1955, prévue par la conférence de Genève du

⁴⁸⁵ PUY Kea, *op.cit.*, p.10.

⁴⁸⁶ *Ibid.*, p.35.

⁴⁸⁷ *Le dossier Sihanouk*, Coconnier Sablé-sur-Sarthe, 1971, 48p, p.17.

⁴⁸⁸ Ministère de l'information du gouvernement royale du Cambodge, *Cambodge*, Phnom Penh, 1962, p.62.

⁴⁸⁹ ANC, B. 322, *Les paroles de Samdech Preah NORODOM Sihanouk* au chantier de construction de route à Paong, *srok* de Samrong Chongkal, janvier-mars 1965.

⁴⁹⁰ NORODOM Sihanouk, Julio A. JELDRES, *Memoirs of his majesty King NORODOM Sihanouk*, p. 54.

21 juillet 1954 et à laquelle une dizaine de partis politiques⁴⁹¹ participèrent, et à celle de 1958. Lors de cette dernière élection, tous les sièges du Parlement revinrent au parti unique du *Sangkum Reastr Niyum*, ce qui marqua la fin de la vie politique de l'opposition et des groupes anti-sihanoukistes. Deux grands mouvements clandestins anti-gouvernementaux tirèrent profit de cette situation : les « *Khmer Serei* », ce groupe pro-thaïlandais désormais soutenu par les Américains et dirigé par SON Ngoc Thanh qui s'était installé principalement à la frontière khméro-thaïe, dans les ex-provinces autonomes de Battambang, Siem Reap et Kampong Thom ; le groupe des communistes que NORODOM Sihanouk baptisa « Khmers rouges » pour les distinguer des « Khmers blancs » (les royalistes) et des « Khmers bleus » (les républicains auparavant regroupés dans le parti démocrate qu'il avait fait disparaître entre 1952 et 1955).

Le 3 avril 1960, le roi NORODOM Suramarit mourut sans avoir désigné son successeur. Selon l'article 30 du titre IV de la Constitution, « *le Conseil de la couronne se réunit obligatoirement dans les trois jours qui suivent l'événement ayant provoqué cette vacance afin de désigner le nouveau souverain ainsi que le Régent si le nouveau roi est mineur* » mais selon l'article 30 bis « *dans le cas où les circonstances ne permettent pas pour des raisons d'État, de désigner le nouveau souverain, le Conseil de la couronne doit procéder à l'élection d'un Conseil de Régence qui assume provisoirement les prérogatives royales* » pour un mandat de quatre ans.

Aussi, le 4 avril, le prince SISOWATH Monireth fut-il désigné pour présider le Conseil de Régence, composé de trois membres et de deux suppléants, devant choisir un roi parmi les 123 princes de la famille royale, descendants mâles du roi Ang Duong⁴⁹². Mais un mois passa et aucune décision ne put être prise.

Au mois de mai 1960, une manifestation populaire eut lieu à Battambang pour demander à la reine Kossamak, mère du prince NORODOM Sihanouk, de demeurer en quelque sorte la gardienne du trône et le symbole de la monarchie⁴⁹³.

Le 12 juin, NORODOM Sihanouk fut désigné comme « chef de l'État » pendant toute la vacance du trône⁴⁹⁴. Le 14 juin, le Parlement vota, à l'unanimité, une rectification de la Constitution de 1947 établissant une équivalence entre « chef d'Etat »

⁴⁹¹ Petit à petit, par volontaire ou par contrainte de toutes les sensibilités politiques, les partis politiques se rallièrent au *Sangkum* sauf le Pracheachon communiste, mais le dernier ne pouvait pas non plus participer à l'élection en 1958.

⁴⁹² *Le dossier Sihanouk*, Coconnier Sablé-sur-Sarthe, 1971, 48p, p.30.

⁴⁹³ La reine Kossamak ne pouvait pas régner elle-même car les femmes au Cambodge n'y sont pas autorisées.

⁴⁹⁴ *Le dossier Sihanouk*, Coconnier Sablé-sur-Sarthe, p.32.

et « Roi ». Quinze jours plus tard, la reine-mère Kossomak fut désignée « symbole du royalisme »⁴⁹⁵ alors que le trône restait quant à lui vacant⁴⁹⁶. Ainsi en alla-t-il jusqu'au coup d'Etat du 18 mars 1970 qui marqua la fin du régime du Sangkum.

Durant les 15 ans de ce régime, il se produisit plusieurs changements du gouvernement (soit 25 gouvernements⁴⁹⁷), sans qu'on puisse tous les expliquer vraiment tandis que le chef de l'Etat exerçait un pouvoir quasi absolu. La presse, notamment, était bien contrôlée et les opposants furent réprimés féroce­ment.

Parallèlement pourtant, le prince accorda une grande importance au développement économique et social pour l'ensemble du Cambodge. Il fit réaliser non seulement de nombreuses infrastructures (routes, ponts, hôpitaux, dispensaires, écoles, universités, aéroports, port maritime), mais aussi des industries, des centres de production agricole, ou encore des centres de loisirs, des centres sportifs, des centres de services, prenant également des initiatives pour promouvoir musiques et films etc.

Malgré cela, un grand écart se maintenait entre les villes et les campagnes. Une politique intérieure en faveur de certains clans favorisa la corruption. Et les élites, dans leur majorité, montraient une absence totale de sens civique et une avidité de gain jamais insatisfaite. Cela provoquait des mécontentements chez les villageois.

Comme le Cambodge était malheureusement situé entre les deux pays impérialistes pro-américains, la Thaïlande et le Vietnam du Sud, qui ne reconnaissaient pas sa souveraineté⁴⁹⁸, le *Sangkum* adopta tout d'abord une politique de neutralité. Celle-ci se caractérisa par la participation à l'émergence du mouvement des Non-Alignés lors de la conférence de Bandung du 18-24 avril 1955, et par un refus d'entrer dans l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-est (l'OTASE) à la fin de la même année. Plus tard, la neutralité du Cambodge devint cependant toute théorique quand Phnom Penh rompit les relations diplomatiques avec les Etats-Unis en 1965 et se rapprocha encore plus de la Chine, signant à Pékin, la même année, un accord secret autorisant les communistes vietnamiens à traverser le territoire cambodgien et à y disposer de sanctuaires, et permettant de leur acheminer des armes et munitions via le port de Sihanoukville.

⁴⁹⁵ PUY Kea, *op.cit.*, p 62.

⁴⁹⁶ La reine Kossomak était « gardienne » du royaume jusqu'au coup d'Etat du 18 mars 1970. Elle est décédée le 27 avril 1979 à Pékin.

⁴⁹⁷ PUY Kea, *op.cit.*, p 36-112.

⁴⁹⁸ Le Vietnam et la Thaïlande ne reconnaissaient pas les frontières issues de la colonisation française. C'est la raison pour laquelle, la revendication territoriale était le thème permanent de l'action diplomatique de NORODOM Sihanouk. Deux questions étaient récurrentes : celle du Kampuchea Krom (avec le Vietnam) et celle du temple de Preah Vihear (avec la Thaïlande).

Pendant le *Sangkum*, la province de Battambang fut bien intégrée dans l'ensemble du Cambodge. Elle connut un développement notable dans tous les secteurs. Des écoles, des écoles professionnelles, un centre de recherche agricole et une université furent créés grâce au budget gouvernemental, et par des dons à l'initiative des riches de la province. Des nouvelles routes permirent l'accroissement des relations et des échanges entre les régions rurales et le centre-ville, mais aussi entre Battambang et les autres provinces, ainsi qu'avec les pays limitrophes de la Thaïlande et du Vietnam. Selon les vieillards cambodgiens, la province de Battambang et tout le Cambodge ont alors connu une prospérité inconnue depuis la chute de l'empire d'Angkor.

Pourtant, en 1967, la révolte de Samlaut, situé au sud-ouest de Battambang, qui fut l'un des événements les plus remarquables de la période du *Sangkum*, a fait douter de la prospérité de la province de Battambang et du pays. L'origine de cette révolte est interprétée différemment selon les historiens mais beaucoup y ont vu la première manifestation violente du mouvement des Khmers Rouges. Cette interprétation n'était-elle pas utile politiquement au *Sangkum Reastr Niyum* ?

I. L'organisation administrative

Du départ des Français jusqu'au régime des Khmers rouges (1975), le royaume fut divisé en 17 provinces (*khèt*) divisées en districts (*srok*) eux-mêmes subdivisés en communes (*khum*). L'administration générale du royaume comprenait l'administration centrale sise dans la capitale et dont l'autorité s'étendait sur tout le pays et les administrations locales dont la compétence était limitée à une circonscription déterminée, une province par exemple.

Le *srok* n'était pas érigé en collectivité autonome. A ce niveau, un *chauvay srok* (chef de *srok*) était le représentant de l'autorité centrale et soumis au contrôle du gouverneur de province (*chauvay khèt*), dont il avait sensiblement les mêmes attributions sur toute l'étendue de cette division administrative. Il était assisté d'un *balat srok* ou adjoint et d'un ou plusieurs *yoskbat et smien* (secrétaires).

La commune ou *Khum* était une création définie par des ordonnances royales de 1908 et 1919 et représentait la plus petite unité administrative. Le *mékhum* était le représentant du pouvoir central et celui de la commune en tant que collectivité. Dans le passé il était nommé directement par le *chauvay srok* avec l'approbation du *chauvay khèt*. Pendant le *Sangkum* - et aujourd'hui aussi -, il est élu par les habitants du *khum*.

Les fonctions du *mékhum* étaient extrêmement variées. Il exécutait les lois, règlements et décisions des autorités supérieures. Il était responsable de l'ordre et de la sécurité, officier de police judiciaire, officier de l'Etat-civil. En matière judiciaire, il avait soin de concilier les plaideurs lors des procès. Il exerçait également la surveillance des bornes frontières s'il y avait lieu, faisait distribuer la correspondance dans les *khum* sans poste rurale, et apportait son aide aux agents du Cadastre par exemple.

En tant que représentant d'une collectivité il était assisté d'un Conseil du *khum* qui participait à la gestion du budget communal et du patrimoine commun. Il établissait enfin les rôles des impôts au profit du budget local et assurait le recouvrement des impôts et taxes divers.

Le *mékhum* était secondé par des *chumtup* (adjoints), des *méphum* (chefs des villages qui composent la commune), et parfois par des *smien khum* (secrétaires).

De 1946 à 1969, comme sur tout le territoire du Cambodge, la fonction de maire n'existait pas. Le chef de village, *méphum*, recevait les administrés dans sa maison. Il était choisi par les villageois et ne recevait qu'une compensation symbolique en échange des services rendus. Il jouait un rôle de direction et d'intermédiaire entre les autorités et les habitants : il assistait aux réunions de district et en ramenait les informations⁴⁹⁹.

1. La division administrative de la province de Battambang

Selon le site internet officiel de la ville de Battambang, la division administrative de cette province était la suivante :

En mai 1953, l'administration de Poipet a été fondée et intégrée au district de Sisophon. En 1958, selon l'évaluation de la population de chaque province, la province de Battambang ne comptait que six districts : Battambang, Sangker, Mongkolborey, Maung Russey, Toeuk Cho et Sisophon. En juillet 1957, pourtant, le district de Toeuk Cho avait été divisé en deux districts : Preah Net Preah et Phnom Srok. Puis, le district de Sisophon fut lui aussi divisé en deux districts : Sisophon et Banteay Chmar. Ces districts de Preah Net Preah, Phnom Srok (en remplacement de Toeuk Cho) et Banteay Chmar figurent dans l'évaluation de 1962, qui comprend encore le centre urbain et le district Ratanakmondol⁵⁰⁰. En mars 1965, l'administration de Poipet, créée en 1953, a été élevée au statut de district, nommé Ô Chrov. En juillet 1965, une partie du territoire de Maung Russey a été séparé de la province de Battambang pour devenir

⁴⁹⁹ CROCHET Soizick, *Le Cambodge*, Paris, Kartala, 1997, p. 230-231.

⁵⁰⁰ ANC, Fond de documentation, B.691, Id. 6209 et 6285.2.

l'administration de Koas Kralor. En mars 1966, un autre nouveau district, Thmar Pouk, a été fondé. En même temps, le district de Banteay Chmar a été séparé de la province de Battambang en vue de son incorporation dans la province d'Oddar Meanchey, une nouvelle province ainsi fondée.

En 1966, la province de Battambang s'étendait sur 18.550 km². Elle était la deuxième plus grande province du Cambodge après Kampong Thom. Elle était donc divisée en huit districts et trois postes d'administrations : Centre urbain, Battambang, Sangker, Mongkolborey, Maung Russey, Phnom Srok, Sisophon, Preah Net Preah, Ô Chrov, Banteay Chmar et Ratanakmondol. Les districts se subdivisaient eux-mêmes en 104 communes.

2. Les gouverneurs

2.1. Les rôles du gouverneur

Chaque province ou « *khèt* » en khmer avait à sa tête un gouverneur ou « *chauvay khèt* » qui était à la fois le représentant du pouvoir central et la plus haute autorité d'une collectivité autonome.

Le *chauvay khèt* incarnait dans sa province l'autorité du gouvernement. Il représentait tous les ministres mais son chef direct était le ministre de l'Intérieur. Contrôleur général des services d'État fonctionnant dans la province, il était le représentant légal de toutes les administrations civiles de l'État qu'il représentait dans tous les actes juridiques ainsi qu'en justice devant les tribunaux provinciaux. Pour les actes de portée spéciale intéressant seulement sa province, il disposait d'un pouvoir propre et pouvait réglementer certaines activités par des décisions nommées « *déka* ». Il exerçait enfin les fonctions d'officier de la police judiciaire.

Le gouverneur de la province était une personnalité très importante, généralement ancien ou futur ministre dans les grandes circonscriptions. Son rôle était capital et décisif, de lui dépendaient largement le bonheur et la prospérité de la région. Il devait se préoccuper de l'activité économique, de l'exécution du plan, du rendement des impôts (un des sujets les plus difficiles qui soit) et plus généralement de l'ordre public, et en quelque sorte moral de la province.

La révolte de Samlaut en 1967 révéla les carences et la détérioration du fonctionnement de l'administration provinciale. Dans une circulaire en date du 14 mai

1967, le prince NORODOM Sihanouk rappela que « l'aphibal khèt⁵⁰¹ est, dans sa province, le représentant de tous les départements ministériels, c'est-à-dire du gouvernement royal. En cette qualité il est responsable du bon fonctionnement de tous les services provinciaux et de la stricte application de la politique nationale. Tous les services techniques, y compris l'Armée et la Police, sont sous l'autorité politique et administrative de l'aphibal khèt qui est responsable de la sécurité et de l'ordre sur le territoire de sa province. En conséquence les chefs des services provinciaux, sans aucune exception, ont le devoir et l'obligation de solliciter son accord préalable avant de prendre une décision ayant une portée et des implications politiques ou étant de nature à avoir des conséquences politiques »⁵⁰². Cette restauration de l'autorité des gouverneurs fut suivie d'une réorganisation du ministère de l'Intérieur et des services qui en dépendaient⁵⁰³.

2.2. Les gouverneurs de la province de Battambang

LON Nol, a gouverné plusieurs fois la province de Battambang entre 1946 et 1953⁵⁰⁴. En 1953, avec le grade de lieutenant-colonel, il retourna travailler dans la province de Battambang en tant que chef militaire de celle-ci jusqu'en 1954.

Le 3 février 1951, PHO Proeung remplaça NHIEK Tioulong comme délégué royal à Battambang tandis que NHIEK Tioulong devenait ministre des Finances. À la suite du mandat de LON Nol, PHO Proeung fut nommé gouverneur de Battambang et représentant du ministre de la Défense pour la région du Nord : Battambang et Pursat⁵⁰⁵. PHO Proeung semble avoir gouverné la province de Battambang de 1953 jusqu'à fin 1955.

Après PHO Proeung, ce fut CHAY Thul qui gouverna la province jusqu'au 27 septembre 1956. Après que CHAY Thul fut nommé vice-directeur de la Banque nationale, TEP Phân fut nommé gouverneur et aussi délégué royal à Battambang. Le 24 avril 1959, TEP Phân fut remplacé par TIM Nguon qui avait été ministre de la Défense. Le 19 mai 1966, ce dernier fut remplacé par YEM Monyroth. Presqu'à la date officielle de la fin de la révolte de Samlaut, le 2 mai 1967, ce gouverneur fut accusé de corruption

⁵⁰¹ Gouverneur ou *chauvay khèt*.

⁵⁰² ANC, B. 676 : Etudes Cambodgiennes, No 10, avril-juin 1967, p.6.

⁵⁰³ *Ibid.*

⁵⁰⁴ Phnom Penh Press, 01 janvier 1967, p. B.

⁵⁰⁵ TOP Tan Lieang, *Essaie sur l'histoire de l'administration de la province de Battambang de 1907 jusqu'à présent*, Battambang, 2008, p. 30,32.

par le prince NORODOM Sihanouk et remplacé par IN Tim⁵⁰⁶. Celui-ci gouverna Battambang pendant à peu près un an. Début 1968, TIM Ngoun redevint gouverneur et fut remplacé le 18 octobre 1968 par SEK Sam Iat. Ce dernier gouverna la province de Battambang jusqu'en 1975.

II. Les personnages et puissances

Pendant la période du *Sangkum Reastr Niyum*, les clans de NHIEK Tioulong et celui de LON Nol, les deux personnages qui avaient travaillé comme délégué royal et gouverneur de la province de Battambang entre la rétrocession en 1946 jusqu'à la première moitié des années 1950 jouissaient d'un pouvoir certain, via des réseaux familiaux et de clientèle, sur l'ensemble du Cambodge. LON Nol demeura particulièrement attaché à Battambang et y conserva une influence jusqu'à sa chute en 1975.

À part cela, les anciens de la province sont d'accord sur le fait qu'il y eut deux hommes puissants, après le départ des Thaïlandais, surtout pendant la croisade de l'indépendance et le *Sangkum*. Un proverbe bien connu le dit : « Tous les gouverneurs qui voulaient gouverner avec succès et avoir la coopération des habitants de toutes couches sociales dans la province de Battambang devaient savoir composer avec les deux *neak ta* (génies)⁵⁰⁷ de la province ». Ces deux personnages, comparés à des *neak ta* étaient, l'un, le chef du *Sangha* de la province de Battambang (*mékun khèt*), l'autre, le plus riche de la province ou « maître du riz », *Oknha oudom bamrongroth* So Heu.

Les habitants de la province de Battambang racontaient qu'au début des années 1950, le roi NORODOM Sihanouk avait été ordonné moine pendant une courte période dans un monastère de Battambang, probablement le monastère de Kandal⁵⁰⁸. Sans doute fut-ce une manière pour lui de préparer sa croisade pour l'indépendance. Et peut-être eut-il alors des contacts personnels avec quelques grands personnages de la région tels le *mékun khèt* et So Heu qui lui apportèrent sûrement un soutien lors de la croisade de l'indépendance.

⁵⁰⁶ KIERNAN Ben, *The Samlaut Rebellion and its aftermath, 1967-1970: The origins of Cambodia's liberation movement*, Première partie, Centre of Southeast Asian Studies, Université de Monash, Melbourne, 1976?, 45p, p. 39.

⁵⁰⁷ Le *neak ta* » est une des entités magiques de la croyance khmère qui pouvaient créer, aider ou détruire.

⁵⁰⁸ Mais aucun document écrit ne mentionne qu'il fut ordonné dans la province de Battambang.

1. Le chef du Sangha de la province (*mékun khèt*)

La grande majorité des habitants de la province de Battambang était bouddhiste. Le système d'éducation traditionnel cambodgien et le système de l'école de monastère faisaient se concentrer les intellectuels autour des monastères. Il n'était donc pas étonnant que le *mékun khèt* – le moine supérieur de la province – ait été un acteur majeur pour les intellectuels mais aussi pour toutes les couches sociales. On notera que le fait de solliciter la participation des moines ou de ceux qui disposent d'un savoir bouddhique, les *achar*, lors des rebellions ou des négociations était assez fréquent au Cambodge⁵⁰⁹.

À l'arrivée des Français en 1907, le chef du Sangha (*mékun khèt*) de la province était le chef du monastère de *wat Tamim*⁵¹⁰. Les Français ont aussitôt compris que l'homme le plus puissant et le plus respecté de la province était le *mékun khèt* et s'efforcèrent de lier amitié avec lui⁵¹¹. Après son décès pendant les années trente, son adjoint devait le remplacer. Mais à la surprise de tous, c'est un moine du monastère de Sampeuv, situé à deux kilomètres au sud du centre-ville, qui fut choisi. La désignation de ce dernier était théoriquement le fait des autorités cambodgiennes mais pratiquement il semble bien qu'il y avait une intervention des Français. En tout cas, la rumeur publique suggéra que celui-ci était très bien vu des Français car il les avait aidés à calmer des groupes de rebelles après la rétrocession du territoire en 1907.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, le *mékun khèt* conserva son influence privilégiée. Les Thaïlandais étaient aussi bouddhistes et le bouddhisme connaissait un développement remarquable dans la province. Les moines restèrent calmes, on ne nota ni manifestation ni de protestation des moines contre les Thaïlandais. L'influence thaïlandaise s'en était trouvée accrue.

De 1946 à 1975, le *mékun khèt* resta la personne clef dans la négociation avec les habitants. A. de Verdilhac écrit en mars 1946 dans son projet de réorganisation administrative des territoires cambodgiens cédés à la Thaïlande en 1941 : « [...] *l'influence des bonzes (moines) est très forte, aussi la plus grande attention doit-elle être apporter dans nos relations avec les milieux bouddhiques. Les objets d'art enlevés*

⁵⁰⁹ 1864-1865 : Révolte dirigé par *achar* Sua contre la mise en place de protectorat français sur le Cambodge ; 1866-1867 : Révolte dirigé par *achar* Pokabor contre le protectorat français avec la participation de milliers de Cambodgiens ; juillet 1942 : Manifestation dirigée par *achar* HEM Chieu contre le protectorat français.

⁵¹⁰ Situé à environ à deux kilomètres du pont du chemin de fer traversant le Sangker au sud du centre-ville.

⁵¹¹ Journal en langue thaï *Thai Ekkarat*, 29 mars 1941-15 mai 1941.

en 1941 du musée de la pagode (monastère) de Poveal et transportés au musée de Phnom Penh, pour éviter tout prélèvement de la part des Siamois, devront être rapportés et remis solennellement à la pagode. Le chau athicar (chef de Sangha) de la pagode, personnage influent et très intrigant, dont les sentiments à l'égard des Français étaient en général considérés comme douteux, devra être averti de ce transfert sans qu'il lui soit laissé le temps d'en formuler lui-même la demande»⁵¹².

Partout sur le territoire de Battambang, à chaque visite et à chaque discours des dirigeants du pays, le *mékun khèt* et ses assistants étaient invités à y assister. Après la révolte de 1967, le *mékun khèt* visita souvent la région de Samlaut et d'Andoeuk Hep pour participer à des cérémonies religieuses, mais aussi pour diffuser l'idéal d'unification du « savoir partager et vivre ensemble » et pour calmer les mouvements de rebelles. Avec son intervention une partie des rebelles qui avaient quitté leur village ont accepté d'y revenir – ce qui sera précisé dans les pages consacrées à la « révolte de Samlaut ».

2. Le maître du riz

La séparation et l'absence de connexion administrative avec le Cambodge pendant plus d'un siècle (1795-1907) avaient fait des habitants de Battambang des gens habitués à vivre entre soi mais un peu fermés aux personnes extérieures. Ils avaient l'esprit de « ceux qui ont grandi ensemble ». Pendant le *Sangkum*, SO Heu et ses alliés, surtout des commerçants en riz, étaient furement bien connus et respectés par les habitants de la province en raison de leur générosité dans le développement social - construction d'écoles, d'infrastructures et aussi de monastères. Sans avoir été officiellement élus, ils devenaient éventuellement les représentants des gens de Battambang et étaient en tout cas des personnages puissants avec qui les gouverneurs et les émissaires nommés par le gouvernement ne pouvaient pas éviter de collaborer s'ils voulaient réaliser leurs projets.

SO Heu était né dans une famille pauvre **à une date inconnue**. Il ne savait ni lire ni écrire. Il transportait des marchandises par charrette à chevaux. Puis il se maria avec NET Yang, une femme riche, qui était la cousine d'*Oknha phalla sambat* EAP Hév, grand commerçant du riz de Battambang. Mais ils n'eurent pas d'enfant.

Petit à petit, il posséda beaucoup de charrettes à chevaux et prit entièrement en charge le ramassage des excréments de la ville de Battambang. Avec le conseil et le

⁵¹² ANOM, INDO, HCI, Conspol 88.

soutien de son cousin par alliance, *Oknha phalla sambat* EAP Hév, SO Heu se lança dans le commerce du riz. Bientôt, il devint propriétaire de plusieurs rizeries et directeur de la société « Hap Bi » à laquelle participaient plusieurs propriétaires de rizeries de Battambang. Cette coopération avait pour but d'assurer l'exportation sans concurrence du riz vers d'autres provinces du Cambodge et les pays limitrophes comme la Thaïlande et le Vietnam. C'est ainsi que se forma le clan de SO Heu dont les membres étaient principalement des grands commerçants de paddy, tels : EAP Khut, fondateur du collège pour les garçons « EAP Khut », actuellement Ecole de pédagogie régionale ; EAP Buiky qui finança la construction d'un bâtiment « EAP Buiky » dans le lycée NET Yang actuel ; et d'autres.

On raconte que NET Yang, la femme de SO Heu, passait souvent son temps dans les cérémonies religieuses et la préparation de la nourriture pour les moines dans le monastère de Kandal. Selon la rumeur, le roi NORODOM Sihanouk était moine pendant une courte période au monastère de Kandal. Les habitants de Battambang racontent encore que c'est là qu'avant la croisade royale pour l'indépendance, le roi NORODOM Sihanouk a pu devenir assez proche de la famille de Net Yang et de So Heu.

Pendant le *Sangkum*, SO Heu devint le premier directeur de la Société (gouvernementale) pour le ramassage de produits agricoles (Sorapa), créée dans la province de Battambang en 1964⁵¹³, qui concernait essentiellement le ramassage du paddy. Certains historiens prétendent que cette société fut créée pour empêcher le trafic du riz avec les Viêt-Cong. SO Heu travailla pour la Sorapa une année seulement puis reprit sa liberté.

SO Heu dépensa une partie de sa fortune personnelle pour le développement social de la province de Battambang. Au début des années 1960, il fit construire l'école primaire SO Heu pour les filles, le premier collège pour les filles NET Yang, et plusieurs bâtiments dans les monastères. C'est lui qui inspira les actions philanthropiques d'autres riches tels EAP Khut et EAP Buiky mentionnés ci-dessus. Il fut nommé par le gouvernement du Cambodge « *Oknha Oudom Banrongroth* »⁵¹⁴ SO

⁵¹³ Y SACHS Moshe, *Worldmark encyclopedia of the nations*, Worldmark Press, New York, 3e édition, 1967, p.43

⁵¹⁴ *Oknha*: autrefois, ce titre signifia un fonctionnaire de haut rang au-dessus de ceux qui recevaient le titre de *Preah*. Il s'agit d'un fonctionnaire qui était d'un ministère ou d'un service qui était sous sa responsabilité. Mais dès le *Sangkum*, ce titre fut offert à ceux qui ont apporté des soutiens à l'État. *Oudom* signifie suprême, haut ou excellent. *Banrongroth* signifie la soutenance de l'État.

Heu ». Sa sincérité et ses qualités multiples faisaient de lui un homme respecté par des habitants et les commerçants de Battambang. **Durant la deuxième moitié des années soixante**, Le prince NORODOM Sihanouk le nomma encore directeur du Comité de gestion des biens pour les constructions dans la province de Battambang, chargé de trouver des ressources possibles pour financer des travaux de construction. Le pont traversant la rivière Sangker au long de la route nationale numéro cinq (nouveau pont)... est l'une de ses réalisations.

SO Heu est mort en **1969**. Inspiré du style des temples angkoriens, son tombeau dans le monastère Kandal est très remarquable. Comme il n'avait pas d'enfant, les moines en prirent bien soin.

III. Le développement de la région de Battambang

L'un des buts principaux de la politique du *Sangkum* était l'édification du Cambodge. La modernisation et le développement économique et social étaient aussi essentiels que la création d'une identité culturelle pour le pays nouvellement indépendant⁵¹⁵. Ces buts concernaient l'ensemble du territoire cambodgien comme l'évoqua le Prince « *Notre Sangkum, vous le voyez, ne s'intéresse pas uniquement qu'à la capitale et aux régions les plus en vue comme c'est le cas dans certains pays au temps des partis politiques (chez nous) mais c'est avec une attention et un leadership égal qu'il porte ses efforts sur l'ensemble du territoire* »⁵¹⁶.

1. Le plan national du *Sangkum*

En 1953, NORODOM Sihanouk constata que l'économie du Royaume était non seulement pauvre, délaissée, contrôlée par des investisseurs étrangers mais aussi totalement enclavée, sans aucune ouverture sur le monde.

Les produits agricoles constituaient la source majeure du revenu national. Le prince soulignait ainsi l'importance de tous les secteurs de l'agriculture : « *L'agriculture est le domaine le plus important et le plus vital de notre économie nationale, du bien-être social de notre population rurale, de la prospérité de notre peuple et de notre nation et de l'indépendance économique de notre pays, indépendance économique sans*

Oknha Oudom Banrongroth pourrait être traduit « Son excellence qui apporte des soutenance à l'État »

⁵¹⁵ NORODOM Sihanouk, *Photo souvenir du Cambodge: Sangkum Reastr Niyum 1955-1969, agriculture*, vol 2, Rama Printing, Phnom Penh, p. 242.

⁵¹⁶ ANC, B. 46, *Réalités Cambodgiennes*, n° 356, 17 mai 1963, p.5.

laquelle notre indépendance politique ne durerait pas et deviendrait un vain mot »⁵¹⁷. Pour cette raison, la politique du gouvernement a tenu essentiellement à renforcer les revenus des agriculteurs, à garantir un approvisionnement suffisant des industries naissantes en matières premières, à accroître la productivité agricole afin d'obtenir des excédents exportables pour assurer le financement des importations de produits manufacturés, de nourriture et de matériel, et à atteindre un certain degré d'autosuffisance des besoins vitaux du pays⁵¹⁸.

Dans ce sens, le gouvernement lança tout d'abord un plan biennal préparatoire, en 1956-1957, qui fut conçu et réalisé comme un « plan d'études, de réflexion et d'expérimentation » et comme un « plan de préparation » d'un second plan de plus grande envergure qui devait être le plan quinquennal du *Sangkum*. A la fin de 1957, l'État avait réalisé :

- un « inventaire national » et un programme de statistiques fournissant la documentation de base indispensable aux travaux futures de planification ;
- la construction des bâtiments du service géographique et l'achèvement de la couverture photographique aérienne du Cambodge ;
- les travaux d'hydraulique agricole et des recherches agronomiques portant sur la génétique du riz et du maïs et surtout des recherches sur le coton avec de brillants résultats ;
- le commencement de l'implantation des usines, de la construction des infrastructures et le développement de l'enseignement⁵¹⁹.

La réalisation brillante du plan biennal mena le prince NORODOM Sihanouk à préparer le plan quinquennal de 1960-1965 et le suivant en 1967.

Le premier plan quinquennal de 1960-1965 avait pour objectif essentiel le développement de la production, étant précisé que les efforts prévus devaient principalement porter sur l'agriculture et l'industrie afin d'augmenter le produit intérieur brut⁵²⁰ de 3% par habitant et par an⁵²¹. Dans le domaine de l'agriculture, pour dégager l'économie du pays des risques créés par une dépendance trop accusée à l'égard de la production du riz, il apparut indispensable de diversifier les productions agricoles. Un vaste programme de lancement de nouvelles cultures et d'extension des cultures existantes autres que le riz a

⁵¹⁷ NORODOM Sihanouk, *Photo souvenir du Cambodge*, p. 9.

⁵¹⁸ NORODOM Sihanouk, *Photo souvenir du Cambodge*, p. 242.

⁵¹⁹ Ministère de l'information du gouvernement royal du Cambodge, *Cambodge*, p. 216.

⁵²⁰ *Ibid.*, p.216-217.

⁵²¹ ANC, Fond de documentation, B. 676, *Etudes Cambodgiennes*, n° 15, juillet-septembre 1968, p. 36.

été mis en œuvre. En même temps, un programme d'industrialisation basée principalement sur la transformation des produits locaux a été lancé⁵²².

C'est la raison pour laquelle, le développement agricole et l'industrialisation basée principalement sur la transformation des produits locaux furent l'objet des efforts gouvernementaux. Sous le *Sangkum*, on développa beaucoup la production du riz et du caoutchouc, les deux « piliers » de la prospérité et de l'indépendance nationale, et on procéda à une grande diversification des cultures, y compris des cultures « nouvelles » comme le jute, le café, le coton... Fut lancée une politique de l'eau, et créées des coopératives populaires avec le soutien de l'Office Royal de Coopération (OROC)⁵²³, des brigades de citoyens volontaires pour aider les paysans, le travail manuel des fonctionnaires d'État, civils et militaires, à la campagne, la colonisation de nouvelles terres, le développement communautaire, des villages modèles avec agriculture et élevage pour des ex-collégiens et ex-lycéens sans emploi en ville⁵²⁴.

Certains craignaient l'insuffisance de la main d'œuvre et des techniciens, le risque de manquer de matières premières pour faire fonctionner ces gigantesques usines nationales mais aussi l'absence de marché pour écouler les produits. Charles Meyer, conseiller français du roi NORODOM Sihanouk pendant treize ans, estimait que « *ces unités de production étaient trop ambitieuses, mais l'idée de créer une industrie de transformation des matières premières agricoles en produits raffinés exportables, dotés d'une forte valeur ajoutée se justifiait totalement sur le plan économique* »⁵²⁵.

Pour réaliser ces projets, le prince NORODOM Sihanouk sollicita une aide financière de plusieurs pays étrangers. En plus de la France et de la Tchécoslovaquie, la Chine y a répondu favorablement en proposant également la formation nécessaire des techniciens. Charles Meyer reconnaissait que l'aide chinoise était la seule à avoir contribué directement à l'amélioration de la production industrielle⁵²⁶. Les migrants des provinces du sud du Cambodge et les *Khmers Krom* constituaient la main-d'œuvre la

⁵²² Ministère de l'information du gouvernement royal du Cambodge, *Cambodge*, p. 217.

⁵²³ Le gouvernement a créé l'OROC en 1956 pour aider des sociétés coopératives en leur fournissant des fonds afin d'accorder des prêts à leurs membres; ramasser et vendre les produits agricoles; développer l'artisanat; mettre en place des stations expérimentales pour la production et la distribution de semences améliorées, d'élevages de bovins, des porcs et de volailles; mettre en place des magasins généraux dans les régions éloignées; fournir aux exploitants tout ce dont ils ont besoin et commercialiser leurs produits à des prix équitables.

⁵²⁴ NORODOM Sihanouk, *Photo souvenir du Cambodge*, p. 10. ANC, B. 673, *Cambodge : situation générale*.

⁵²⁵ ROSS Helen Grant, *Battambang-Le Bâton Perdu-Histoire d'une ville*, 3D graphics publishing, Phnom Penh, 2003, p.45.

⁵²⁶ *Ibid.*

plus nombreuse pour assurer la marche des usines. Le coup d'État de mars 1970 suivi par une guerre civile a interrompu toutes les activités des usines. C'est la raison pour laquelle il est difficile de savoir si, dans les conditions prévues, elles auraient pu fonctionner correctement après avoir donné des résultats satisfaisants au départ.

Les objectifs principaux du plan quinquennal de 1960-1965 portaient aussi sur :

- le développement des travaux d'irrigation et de drainage,
- l'accroissement du potentiel en énergie,
- le renforcement des infrastructures,
- le développement de l'enseignement,
- le renforcement de l'équipement sanitaire⁵²⁷.

1.1. La monnaie et la banque

La création de la monnaie nationale était une des mesures principales pour le développement et l'unification du pays.

Le Cambodge accéda à une véritable indépendance économique et monétaire le 1^{er} janvier 1955. L'unité monétaire du Cambodge, le « *riel* »⁵²⁸ fut mise en circulation dans l'ensemble du Cambodge en 1956 selon une loi (« *kram* ») du 26 mars 1956⁵²⁹.

2. Le développement économique de la région de Battambang

Comme indiqué précédemment, pendant le *Sangkum Reastr Niyum*, la province de Battambang englobait aussi l'actuelle province de Banteay Meanchey. L'économie était structurée autour de plusieurs secteurs : l'agriculture, la pêche, l'exploitation minière et les ressources naturelles (produits de la forêt). On peut dire que la politique économique du gouvernement du *Sangkum* permit un nouvel essor de cette économie.

Notons que l'agence de la banque de l'Indochine qui fonctionna à Battambang de 1904 à 1956 fut remplacée par d'autres banques comme la Banque nationale du Cambodge et la Banque franco-chinoise en 1956 et puis la banque Suvanaphum en décembre 1960⁵³⁰.

⁵²⁷ Ministère de l'information du gouvernement royal du Cambodge, *Cambodge*, p. 217.

⁵²⁸ Le « riel » correspond au décuple de la base métallique du franc français de 1955. C'est l'équivalent de la parité entre l'ancienne piastre indochinoise et la monnaie française ou américaine soit une piastre pour dix francs français 1955 ou 35 piastres pour un dollar américain.

⁵²⁹ Ministère de l'information du gouvernement royal du Cambodge, *Cambodge*, p.220-221.

⁵³⁰ *Ibid.*, p.222.

2.1. L'agriculture

C'est de Battambang que NORODOM Sihanouk lança un appel à tous les Cambodgiens pour « une croisade pour l'agriculture » en mai 1963 : *« C'est à partir de votre belle ville que j'avais lancé, en 1953, au cours de la croisade pour l'indépendance, un appel aux forces vives de la nation et ce furent les chivapols et neary khlahans de cette province qui les premiers répondirent à cet appel. Je lancerai de même au cours de ma présente tournée un appel à tous nos compatriotes pour une croisade pour l'agriculture. [...] La cérémonie du Sillon sacré qui se célébra cette année dans votre ville servira de symbole à cet croisade de l'agriculture »*⁵³¹.

La région des basses plaines sur lesquelles l'inondation s'étend très loin, au sud même de la route nationale numéro 5, est très fertile. Son sol brun permet des cultures nombreuses. La surface cultivée représentait 22% de la superficie totale de la province soit 437.505 hectares. Ce pourcentage était supérieur à celui des autres provinces du Cambodge. C'est pourquoi, elle était considérée comme « la première province agricole du Cambodge »⁵³². On y développait principalement la riziculture et les cultures de *chamcar* c'est-à-dire des cultures maraîchères, le long des berges.

2.1.A. La riziculture

2.1.A.1. La production

Une moitié de la riziculture est en paddy lourd qui met de 8 à 9 mois pour grandir. Le riz cultivé était essentiellement le riz de saison des pluies (*vossa*), semé directement dans les rizières car la main-d'œuvre manquait et l'inondation de la plaine rendait difficile l'aménagement des pépinières. Cependant, on cultivait également le riz flottant ou *srè veal* dans les plaines les plus basses, et les rizières repiquées dans la région non inondée surtout au nord de la route nationale numéro 5. Les rizières de Battambang sont généralement carrées ou rectangulaires, séparées par d'étroites diguettes. Jean DELVERT mentionne des « [...] rizières à très larges parcelles [...] dont les diguettes, très distantes, mal dessinées, peu entretenues, jamais plantées, ne marquent plus le paysage »⁵³³.

Traditionnellement, la société rurale était composée en très grande majorité de petits propriétaires exploitant eux-mêmes leurs rizières ou les berges du fleuve et des rivières. Les grands propriétaires terriens, c'est-à-dire possédant plus de 20 hectares de

⁵³¹ ANC, B. 46, *Réalités cambodgiennes*, n° 356, 17 mai 1963, p. 4.

⁵³² ANC, B. 46, *Réalités Cambodgiennes*, n° 358, 24 mai 1963, p.6.

⁵³³ DELVERT Jean, *Le paysan cambodgien*, p. 635.

rizières, étaient peu nombreux. Selon une étude du gouvernement, de 1962, 70,3% des exploitations de la province de Battambang avaient moins de 5 hectares, 18,3% de 5 à 6 hectares, de 5,3% de 10 à 50 hectares et 0,1% plus de 50 hectares⁵³⁴.

La production de paddy permettait des ventes importantes. Bien que les paysans aient presque tous disposé de greniers à paddy, ils n'entreposaient chez eux que le paddy nécessaire à leurs besoins et vendaient le reste⁵³⁵. Les *srok* Mongkolborey, Battambang, Sangker et Maung Russey étaient les principaux exportateurs du Cambodge.

Les outils agricoles n'ont subi que peu de transformations depuis l'époque angkorienne. Il s'agissait notamment de la charrue ou plus exactement de l'araire, dont le soc seul était en métal et qui était tirée par un couple de bœufs ou de buffles, de la charrette entièrement construite en bois et de la faucille coudée à courte lame...⁵³⁶

Faute de main d'œuvre et d'animaux, le développement de la riziculture se faisait très lentement⁵³⁷. En raison de cette difficulté, une société d'« Exploitation Agricole Mécanisé de Battambang » avait été fondée par une convention du 13 décembre 1949 entre le Haut-Commissariat de France en Indochine et le Gouvernement Royal du Cambodge. L'objectif principal de cette société était d'étudier les possibilités de la culture mécanisée du riz et de donner aux agriculteurs un nouveau modèle utilisant des machines et de nouvelles techniques⁵³⁸. Selon la convention du 13 décembre 1949, l'État cambodgien devait consacrer un terrain total de 4.000 hectares à ces études⁵³⁹. Mais le gouvernement ne put donner que 2.600 hectares de rizières situées à Kauk Khmum, non loin de Thmor Kaul. La société est devenue en janvier 1954 propriété de l'État cambodgien. La même année, 1 560 hectares des rizières étaient travaillés mécaniquement, dont le rendement moyen était de 1,8 tonnes⁵⁴⁰. Les frais de la récolte étaient plus réduits, les aménagements moins coûteux et le contrôle était mieux assuré⁵⁴¹.

Aussi, depuis l'indépendance, un certain nombre d'améliorations furent apportées aux instruments utilisés par les agriculteurs. Une machine de conception

⁵³⁴ Ministère de l'information du gouvernement royal du Cambodge, *Cambodge*, p.158-161.

⁵³⁵ DELVERT Jean, *Le paysan cambodgien*, p. 634-635.

⁵³⁶ *Kampuchea*, n° 1455, 9 mai 1951, p.1.

⁵³⁷ Ministère de l'information du gouvernement royal du Cambodge, *Cambodge*, p.160.

⁵³⁸ *Kampuchea*, n° 1453, 4 mai 1951, p.1-2.

⁵³⁹ *Kampuchea*, n° 1454, 8 mai 1951, p.1-2.

⁵⁴⁰ *Kampuchea*, n° 1455, 9 mai 1951, p.1.

⁵⁴¹ DELVERT Jean, *Le paysan cambodgien*, p. 638.

⁵⁴¹ ANC, B. 691, Id.6261 : Semences et engrais en riziculture.

simple inventée par les Chinois facilita grandement le repiquage du riz ; plusieurs rizeries publiques et privées apparurent pendant les années 1960 dans les grandes agglomérations de la province⁵⁴², qui remplacèrent peu à peu le long, pénible et imparfait décortiquage du paddy au pilon ou à la meule⁵⁴³.

Pourtant, le problème de la qualité du riz se posait encore en 1957. Les paysans cultivaient un mélange de variétés y compris les variétés à graines rouges. L'usinage donnait un fort pourcentage de brisures. Le Cambodge vendait ainsi des produits de dernière qualité considérée plutôt comme des sous-produits. L'Indonésie, par exemple, achetait, pour l'élevage des volailles, le riz de Battambang sous la dénomination de « riz rouge », tellement la production des grains rouges était élevée. Alors, pour résoudre ce problème, la Station de Génétique du Riz de Bèk Chan, dirigée par un spécialiste cambodgien, MEAS Chhuth, fut installée en 1957 à Battambang pour entreprendre la sélection des meilleures variétés locales (Néang Meas, Kong Ksach, Neang Véng) afin de livrer aux paysans des semences pures donnant un riz de meilleure qualité à l'usinage. Parallèlement, des travaux d'hybridation furent activement menés afin d'obtenir des variétés nouvelles à haut rendement et à qualité commerciale recherchée⁵⁴⁴.

En 1953-1954, selon l'évaluation de l'État, la province de Battambang ne représentait que la troisième plus vaste étendue de rizières du Cambodge, 143.000 hectares, (après Prey Véng et Takeo) mais donnait toujours les rendements les plus élevés du pays (1,67 tonnes par hectare)⁵⁴⁵. La superficie rizicole passa à 168.000 hectares (deuxième plus vaste après Prey Véng) en 1957-1958 et fournit 255.700 tonnes de riz par an dont 138.000 tonnes pour l'exploitation⁵⁴⁶. Dès 1960, avec l'intervention dans la province de Battambang de l'armée au service de l'agriculture ordonnée par l'État, plusieurs milliers d'hectares de terres incultes et inhabitées furent mis en valeur suivant les techniques de la riziculture mécanisée. L'État a donné en pleine propriété cinq hectares de terre par famille aux gardes provinciaux démobilisés, aux paysans des régions pauvres ou surpeuplées qui en avaient fait la demande et aux réfugiés *Khmers*

⁵⁴² On ne comptait que deux décortiqueries à Battambang et une à Mongkolborey pour l'usinage du paddy avant la fin de la Seconde Guerre mondiale.

⁵⁴³ Ministère de l'information du gouvernement royal du Cambodge, *Cambodge*, p.160.

⁵⁴⁴ ANC, B. 691, Id.6261 : Semences et engrais en riziculture.

⁵⁴⁵ Ministère de l'information du gouvernement royal du Cambodge, *Cambodge*, p.163.

⁵⁴⁶ ANC, Fond de documentation, B.684 : le riz. En 1956-1957, la récolte de la province de Battambang s'élevait à 260 000 tonnes de riz dont 116 000 tonnes pour la consommation locale et 114 000 tonnes pour l'exportation.

Krom etc.⁵⁴⁷ La superficie cultivée a été doublée en 1960-1961 pour atteindre 333.000 hectares, la plus vaste du pays avec la production la plus élevée⁵⁴⁸ de 427 000 tonnes par an, les autres provinces productrices majeures de riz étant Kampong Cham (173 000 tonnes), Takeo et Prey Veng (environ 140.000 tonnes chacune) pour une production totale du pays de 1.554.000 tonnes⁵⁴⁹.

Tan Kim Huon, Directeur des Eaux, Forêts et Chasse du Cambodge, mentionnait de son côté des chiffres plus importants pour la province de Battambang : 430.000 hectares de superficie cultivée en 1958 et 470.000 hectares en 1962 et une production en moyenne de 700.000 tonnes de paddy chaque année, ce qui représentait le quart de production du pays. Battambang pouvait alors exporter plus de 400.000 tonnes du riz de qualité⁵⁵⁰ vers les pays voisins comme la Thaïlande et le Vietnam du sud.

Lors de sa visite à Battambang en mai 1963, NORODOM Sihanouk, évoquant le fait que des pays développés pouvaient produire 4 tonnes par hectare dans, le Prince espérait que le rendement de 2 à 2,5 tonnes par hectare pouvait être facilement réalisé dans la province de Battambang si les agriculteurs amélioraient quelque peu leurs méthodes de culture : *« Sachez qu'en réalisant seulement ce rendement de 2,5 tonnes à l'hectare, notre économie ferait un bond considérable, notre déficit budgétaire pourrait être résorbé dans une forte mesure, sans compter que parallèlement, c'est le niveau de vie de toute notre population qui s'en trouverait fortement amélioré. Je suis convaincu que nos compatriotes des campagnes prendront conscience de cette importante question et sauront fournir des efforts en conséquence »*⁵⁵¹.

Les recherches très poussées afin d'améliorer les rendements furent poursuivies. De nouvelles variétés de riz ont pu être sélectionnées et des « fermes modèles » furent créées à Battambang⁵⁵² qui obtinrent des rendements atteignant 5 tonnes par hectare⁵⁵³.

2.1.A.2. La vente

Obtenir des rendements élevés était certes important mais vendre les produits collectés au prix correct était également essentiel.

⁵⁴⁷ Ministère de l'information du gouvernement royal du Cambodge, *Cambodge*, p.166.

⁵⁴⁸ Les rendements des rizières khmères demeurent faibles, de 800 kilogrammes à l'hectare dans les régions les moins favorisées à 2 tonnes à l'hectare sur certaines terres de la province de Battambang, avec une moyenne qui s'établit aux environs de 1 100 à 1 200 kilogrammes à l'hectare.

⁵⁴⁹ Ministère de l'information du gouvernement royal du Cambodge, *Cambodge*, p.163.

⁵⁵⁰ ANC, Fond de documentation, B.691, Id. 6285.

⁵⁵¹ ANC, B. 46, *Réalités cambodgiennes*, n° 356, 17 mai 1963, p. 5.

⁵⁵² ANC, B. 691, Id.6261 : Semences et engrais en riziculture.

⁵⁵³ ANC, B. 46, *Réalités cambodgiennes*, n° 358, 24 mai 1963, p. 5.

Depuis des années, l'achat et l'exportation du riz de la province de Battambang avaient été assurés par les commerçants sino-khmers locaux. Une coopérative des commerçants locaux, dans laquelle participaient des commerçants et des propriétaires d'ateliers et d'usines à décortiquer, avait été fondée pour assurer l'exportation sans concurrence du riz vers d'autres provinces du Cambodge et vers les pays limitrophes comme la Thaïlande et le Vietnam.

L'État avait observé qu'en général, le prix du riz payé par les commerçants ou les intermédiaires était peu objectif. Des variations de 40% à 50% dans une seule année désavantageaient les paysans. En 1964, l'État mit en place une réforme économique générale et adopta des nouvelles mesures pour lutter contre la fluctuation des prix et supprimer les anciennes habitudes de vente⁵⁵⁴. La Société pour le ramassage de produits agricoles (Sorapa) fut créée pour contrôler la collecte, stocker et vendre le paddy. Les paysans pouvaient vendre leur production directement ou par l'intermédiaire des commerçants à la Sorapa. Mais pour assurer l'action de ces intermédiaires, le prix d'achat du riz, fixé par la Sorapa, était annoncé au public avant la récolte. Durant la première année de son fonctionnement, la Sorapa fut présidée, comme nous l'avons vu, par So Heu, ancien patron de la communauté des commerçants du riz de la province⁵⁵⁵.

2.1.A.3. L'exportation du riz

Pendant la période du *Sangkum*, l'exportation des produits agricoles, y compris la pêche, se faisait avec le Vietnam autant qu'avec la Thaïlande. Au début des années 1960, alors que la guerre du Vietnam commençait, le Cambodge et la Thaïlande rompaient leurs relations diplomatiques. La frontière fut fermée temporairement à cause du litige à propos du temple de Preah Vihear. L'écoulement des produits de la pêche et de l'agriculture s'avéra alors très difficile à résoudre⁵⁵⁶.

2.1.B. Les cultures de « Chamcar⁵⁵⁷ » et les nouvelles usines

Les cultures fruitières sont une tradition à Battambang pour les habitants de la campagne autant que pour ceux du centre-ville. Mais elles sont de tradition familiale et réservées aux besoins locaux ; les vergers des villageois contiennent ainsi des arbres très

⁵⁵⁴ NORODOM Sihanouk, *Photo souvenir du Cambodge*, p. 243.

⁵⁵⁵ Selon une enquête auprès d'un ancien employé de la Sorapa à Battambang.

⁵⁵⁶ ANC, Fond de documentation, Rapport du directeur du service des pêches sur la gestion de l'année 1961.

⁵⁵⁷ *Chamcar* désigne les vergers ou les plantations hors de la rizière.

variés : goyaviers, jacquiers, ananas, bananiers, orangers, pamplemoussiers, papayers, manguiers, sapotilliers, cocotiers, *makprang* (*Boua burmanica*), *makpréng* etc. sont plantés un peu partout près des maisons.

Après 1947, le maïs, le manioc et les produits maraîchers furent cultivés le long des berges du *stung* Mongkolborey au Nord, du *stung* Maung au Sud et surtout du *stung* Sangker et de ses affluents, sur des parcelles de 3 hectares en moyenne pour chaque cultivateur⁵⁵⁸.

Pendant les années 1960, une rapide augmentation de la culture des agrumes, des arbres fruitiers et des cultures maraîchères a porté les superficies cultivées à plusieurs centaines d'hectares (il faudrait être plus précise !) et la production de légumes à près de 3.000 tonnes par an⁵⁵⁹.

Les paysans khmers plantaient souvent des haricots et du soja dont la croissance s'étale sur deux à deux mois et demi, aux premières pluies de mai dans « les rizières à repiquage », avant de commencer la riziculture⁵⁶⁰, ainsi que dans les champs de coton notamment⁵⁶¹. Ces plantations procuraient un revenu important au moment où les paysans attendaient de planter du riz ou l'arrivée à maturité du coton et elles pouvaient aussi remplacer en grande partie la fumure⁵⁶².

Selon le plan national du *Sangkum* de mise en valeur des terres riches et libres pour des nouvelles cultures (1960-1965), le territoire rural de la province de Battambang fut divisé en plusieurs zones de plantations : le jute dans la région inondée, le coton à Andoeuk Hep, la canne à sucre à Kampong Kol, le café et les fruits comme le durian, le longane, le mangoustan...etc. dans la région de Samlaut et Païlin. Les cultures du maïs et du tabac furent encouragées par l'État. Des usines de transformation des productions régionales comme le coton, le jute et le sucre furent créées.

La production agricole de Battambang se développait pour satisfaire les besoins locaux, pour exporter et pour approvisionner les usines de transformation. En 1962, Tan Kim Huon, Directeur des Eaux Forêts et Chasse du Cambodge, constatait dans son rapport sur la situation des plantations et de la production des cultures maraîchères et fruitières de la province de Battambang que : « *Les autres cultures alimentaires sont aussi variées qu'abondantes : maïs (130 tonnes), manioc (340 t), patates (470 t),*

⁵⁵⁸ DELVERT Jean, *Le paysan cambodgien*, p 365-370 et 644-645.

⁵⁵⁹ ANC, B. 46, *Réalités Cambodgiennes*, n° 358, 24 mai 1963, p.6.

⁵⁶⁰ DELVERT Jean, *Le paysan cambodgien*, p 366-370 et 644-645.

⁵⁶¹ BLANADET Raymond, « Andoeuk Hep ou le destin d'un front pionnier au Cambodge », *Les Cahiers d'outre-mer*, Tome XXIV, n° 94.

⁵⁶² ANC, B. 691, Id.6261 : Semences et engrais en riziculture.

haricot vert, oignon, produits maraichers. Les cultures fruitières font la renommée de Battambang : orange, makprang et mangue de Battambang ville, ... bananes, ananas, etc.... Les cultures oléagineuses y poussent normalement : arachide (10 t), sésame (60 t), soja (15 t) et cocotier (1.000 tonnes). Le sucre est fourni par les palmiers à sucre et son avenir sera assuré par la culture de la canne sucrière qui conviendrait dans l'ouest de la province. Le tabac a une production juste suffisante pour la consommation locale. [...] La région cotonnière d'Andoeuk Hep fournit annuellement près de 500 tonnes de coton non égrené avec des variétés importées ; les terres inondées seront progressivement occupées par le jute qui ravitaillera l'usine de sacs de jute en cours de construction »⁵⁶³.

Le commerce des fruits était principalement tenu en main par les grossistes chinois de la province. Les méthodes les plus courantes étaient l'achat par contrat et l'achat par correspondance. Par la première, le grossiste devenait le maître du verger car, peu avant l'arrivée à maturité des fruits, lui ou son représentant visitait le verger et, en cas d'accord, se réservait la production pour six mois à un an. Pendant ce temps, il faisait procéder aux récoltes, parfois même aux soins culturaux. Par la deuxième méthode, le système reposait sur la confiance réciproque et ne fonctionnait que lorsque les hommes se connaissaient et étaient en rapports suivis⁵⁶⁴. Le producteur, peu avant l'arrivée à maturité des fruits, prévenait le grossiste de son envoi prochain. Celui-ci opérait le tri des fruits et les écoulait vers les détaillants. Le prix fixé était celui du cours du jour de réception, il était noté sur un cahier et le règlement s'effectuait ensuite en fonction des différents prix notés.

2.1.B.1. Les orangers

Entre 1952 et 1957, les *chamcar* s'étendaient environ sur 220.000 hectares dont la plupart étaient plantés en orangers et en mandariniers. La variété plantée était appelée « oranges de Pursat », en raison de son origine. Ces oranges ont un goût qui diffère de celui des oranges importée ; elles sont plus douces avec une touche de légèreté. La bourgeoisie chinoise de Battambang est à l'origine de leurs plantations⁵⁶⁵.

Les orangers sont plantés en lignes distantes de 5 mètres à raison de 400 arbres par hectare. Normalement, chaque arbre donnait 120 oranges par an. Le prix des

⁵⁶³ ANC, Fond de documentation, B.691, Id. 6285.

⁵⁶⁴ BLANADET Raymond, « Pailin : une région du Cambodge en voie de mutation », *Les cahiers d'outre-mer*, Tome XXIII, n° 92, p. 27.

⁵⁶⁵ BLANADET Raymond, *Andoeuk Hep*, p. 23.

oranges variait selon la saison et la taille entre 25 (environ 0,7 dollar des Etats-Unis d'Amérique) et 75 riels (environ 2,15 dollars) par *plon*⁵⁶⁶, ce qui représentait alors entre 30.000 riels (850 dollars) et 90.000 riels (2.500 dollars) par hectare et par an.

Cette culture se développa beaucoup dans 5 régions (Ô Dambang, Chouteau, Kanteu, Wat Tammim et Along Veule) après la réoccupation des Siamois en 1941⁵⁶⁷. Pendant le *Sangkum*, elle s'étendit jusqu'à la plaine de Sdau, au nord de Battambang. À partir de la deuxième moitié des années 1960, comme la culture du coton dans la région nord de Battambang était menacée par les insectes et les mauvaises herbes et que beaucoup de paysans endettés perdirent confiance⁵⁶⁸, les plantations de coton cédèrent la place à celles d'orangers. Petit à petit, les paysans vendirent leurs terres aux Chinois ou aux fonctionnaires qui la transformèrent aux champs d'orangers. Ce fut le cas, à la fin des années 1960, dans les régions de Tuk Pous, Chak Tir, Tuk Vien⁵⁶⁹. Cette culture se développa donc et finit par jouer un rôle important dans l'économie de la province. C'est pour cette raison, que le prince voulut créer une usine de jus d'orange, ce qu'il ne put cependant réaliser.

L'essor de l'oranger n'allait pas sans poser de problèmes. Raymond BLANADET a noté que « *les terres noires, basiques et argileuses, conviennent en définitive assez mal à ce type de culture, mais il est à craindre surtout que la multiplication des vergers ne pose, à brève échéance, le problème de l'eau. Déjà, les exploitants barrent les rivières, creusent des puits dans les lits des rivières pour pouvoir continuer les indispensables arrosages* »⁵⁷⁰.

Il reste qu'à nos jours, les oranges de Battambang constituent encore une des productions principales de la province.

2.1.B.2. Les durians et les ramboutans

Les durians et les ramboutans étaient cultivés depuis plus d'un siècle, principalement dans la région de Païlin, par les immigrants birmans « Kolas » qui s'y étaient installés pour l'exploitation des pierres précieuses. À côté de ces arbres, poussaient toujours quelques litchis sauvages et d'autres arbres comme les manguiers et les aréquiers.

⁵⁶⁶ Un *phlon* = 40 oranges à Battambang (à l'achat d'un *phlon*, on va recevoir encore 4 oranges supplémentaire donc un *phlon* compte 44 oranges).

⁵⁶⁷ DELVERT Jean, *Le paysan cambodgien*, p 366-370 et 644-645.

⁵⁶⁸ Voir BLANADET Raymond, *Andoeuk Hep*, p. 23

⁵⁶⁹ *Ibid.*

⁵⁷⁰ *Ibid.*

Ces cultures furent considérées comme la fortune de Païlin. Les plantations se localisaient autour des gros villages birmans et par taches le long des *stung* gemmifères. La superficie de chaque *chamcar* variait généralement entre 0,5 à 1 hectare. Il était donc petit mais bien entretenu, irrigué et fumé. La plantation avait un aspect géométrique rigoureux et les densités restaient très fortes égalant ou dépassant 256 arbres à l'hectare selon les proportions respectives des durians et des ramboutans.

Le rendement était assez élevé. Un arbre donnait en moyenne de 80 à 100 fruits par an et assurait un revenu brut d'environ 3.000 riels (85 dollars) tandis que le ramboutan donnait en moyenne 150 kilogrammes de fruits soit un revenu brut d'environ de 2.500 riels (71 dollars) à 2.800 riels (80 dollars). Dans ces conditions, un hectare comptant 120 arbres productifs assurait un revenu brut d'environ 350.000 riels (10.000 dollars) et un revenu net de l'ordre de 300.000 riels soit environ 8.570 dollars⁵⁷¹.

2.1.B.3. *Le mandarinier*

Le mandarinier était un fruit nouveau qui faisait aussi la fortune de Païlin pendant que l'offensive des cultures fruitières se généralisait et gagnait tous les périmètres irrigables dès le début des années 1960.

Il était par excellence l'arbre de la colonisation des terres nouvelles, mais il ne s'agissait que d'une culture d'attente combinée à celle des durians et ramboutans et destinée à assurer une production en attendant la maturité des seconds. Les arbres meurent en effet vers huit ans, après quatre à cinq fructifications massives. Dès lors, ils ne sont plus remplacés car les arbres de durians et des ramboutans en se développant ont désormais couvert tout le sol et sont entrés en production.

2.1.B.4. *Le café*

Le café était une nouvelle plantation introduite pendant le *Sangkum*. Dans la région de Païlin, il occupait 240 hectares pour une production de 80 tonnes en 1963 sur les 500 tonnes consommées annuellement dans tout le Cambodge⁵⁷².

2.1.B.5. *Le coton*

Le coton n'a pas compté parmi les grandes cultures du Cambodge. En 1957, un essai de cette culture fut entrepris dans la province de Kampong Cham par un jeune

⁵⁷¹ BLANADET Raymond, *Païlin*, p. 25-26.

⁵⁷² ANC, B. 46 : *Réalités Cambodgiennes*, n° 358, 24 mai 1963, p.6.

ingénieur français mais le rendement était faible, 130 kilogrammes à l'hectare. Avec l'utilisation de beaucoup d'insecticides, les rendements obtenus dépassèrent une tonne de fibre à l'hectare. Beaucoup de paysans khmers intéressés par cette nouvelle culture demandèrent des grains et les semèrent sur leurs terres habituellement ensemencées en soja. En 1960, 3.600 hectares à Kampong Cham furent consacrés à la culture de coton. Lorsque la production atteignit près de 6.000 tonnes avec des rendements de 1.600 kilogrammes à l'hectare, les producteurs se rendirent compte que cette culture était très rémunératrice car le prix de vente du kilo de coton fibre de 8,60 riels, permettait des bénéfices importants. C'est pourquoi en 1961, l'extension de cette culture commença dans la province de Battambang. La superficie totale de la culture dans les provinces de Battambang et de Kampong Cham fut de 18.000 hectares⁵⁷³, 6 fois plus qu'en 1960. À Battambang, la superficie était de 350 hectares et la production de 450 tonnes⁵⁷⁴.

À la fin de 1961, le gouvernement du *Sangkum* estimait que le coton deviendrait dès 1962 le troisième produit en valeur exporté par le Cambodge, après le riz et le caoutchouc, et à égalité avec le maïs⁵⁷⁵.

La même année, la production fit un bond énorme et atteignit 25.000 tonnes. Pourtant les difficultés commencèrent. En 1962, les superficies cultivées régressèrent à 4.500 hectares contre 18.000 en 1960. La diminution des superficies fut surtout sensible dans la province de Kampong Cham puisqu'elles passèrent de 17.600 à 4.300 hectares. Elle fut moins accusée dans la province de Battambang : 250 hectares contre 450 hectares l'année précédente. La récolte ne dépassa guère les 3.000 tonnes avec un rendement de 700 à 800 kilogrammes à l'hectare.

Les causes de cette baisse étaient complexes et nombreuses. Parmi celles-ci figuraient une diminution de la fertilité des sols après la troisième année de culture, de mauvaises conditions climatologiques (les pluies cessèrent beaucoup trop tôt), des semis trop tardifs et d'une densité beaucoup trop faible. Mais la raison principale était l'insuffisance des traitements insecticides parce que l'OFENET ne pouvait les fournir comme l'année précédente. En effet, les producteurs avaient pour la plupart, passé contrat avec l'Office des Entreprises d'État (OFENET) qui leur consentait des prêts et s'engageait à acheter leur récolte à un prix rémunérateur. Mais l'OFENET qui ne semblait pas avoir prévu pareil développement de la production, se trouva rapidement

⁵⁷³ ANC, B. 46 : *Réalités Cambodgiennes*, n° 353, 26 avril 1963, p.7.

⁵⁷⁴ NORODOM Sihanouk, *Photo souvenir du Cambodge*, p. 243.

⁵⁷⁵ ANC, B.673 : *Cambodge aujourd'hui*, Numéro spécial, Novembre-Décembre 1961, p. 29.

débordé. Il ne lui fut pas possible, faute d'une organisation suffisante, d'acheter la récolte ; il ne put en collecter qu'un tiers. Le reste, soit de 17.000 à 18.000 tonnes, fut acheté par les commerçants à des prix très bas, de 5 à 6 riels le kilo et exporté au prix fort. L'OFENET n'ayant pu récupérer les prêts consentis décida de ne plus en accorder.

Enfin, l'OFENET refixa le prix d'achat très tardivement. Ce n'est qu'en décembre que cet office détermina le prix du coton à 8 riels le kilogramme tandis que les commerçants achetaient les récoltes depuis le début du mois de novembre.

Le mécontentement des producteurs qui virent ainsi tous leurs espoirs de bénéfices substantiels s'évanouir, fut très vif. Ne pouvant acheter à l'OFENET à crédit les semences et les insecticides et craignant de ne plus obtenir de prix rémunérateurs, nombre d'entre eux abandonnèrent cette culture et revinrent au soja, dont les cours étaient justement en hausse sensible.

Ainsi, à la fin de l'année 1962, la culture du coton dans la province de Kampong Cham apparaissait très menacée et sa disparition rapide et totale était à craindre⁵⁷⁶.

Pour résoudre ce problème, le département de l'Agriculture étudia très soigneusement le problème avec l'aide de la mission cotonnière française. De ces études, il ressort que « *malgré les résultats très médiocres de la campagne de 1962 [...], le coton peut devenir une des premières ressources du Cambodge, permettant à la fois, d'alimenter une industrie textile importante, des exportations substantielle et, en définitive, d'élever de façon sensible le niveau de vie du paysan khmer* »⁵⁷⁷. Et des perspectives intéressantes étaient offertes, dans la province de Battambang, par les terres grises qui représentaient plusieurs dizaines de milliers d'hectares. On pensa alors que « *Battambang puisse devenir la grande région cotonnière du Cambodge* »⁵⁷⁸.

Pour que ces terres puissent être cultivées de façon rationnelle et pour éviter de nouveaux échecs, le gouvernement estima qu'il était indispensable que des semences, de qualité éprouvée et en quantité suffisante, soient utilisées, que la protection sanitaire soit aussi importante que possible, enfin que la production et la vente soient réorganisées, c'est-à-dire que le gouvernement ne pouvait pas laisser les planteurs entièrement libres de produire et de vendre le coton à leur gré.

Après une étude très précise, la région d'Andoeuk Hep, dans la partie occidentale de la province de Battambang à 35 kilomètres du centre-ville et d'une

⁵⁷⁶ ANC, B. 46, *Réalités Cambodgiennes*, n° 353, 26 avril 1963, p.7.

⁵⁷⁷ ANC, B. 46, *Réalités Cambodgiennes*, n° 354, 4 mai 1963, p.6.

⁵⁷⁸ *Ibid.*

superficie de 15.000 hectares⁵⁷⁹, fut choisie par l'État pour le « re-développement » de la culture. Le gouvernement avait constaté que la terre de cette région, couverte par d'épaisses forêts et presque vide avec la seule présence de petits groupes d'autochtones fixés pour la plupart le long du *stung* Sangker et vivant d'une médiocre riziculture et du produit de cueillettes diverses⁵⁸⁰, était disponible⁵⁸¹. C'est ainsi qu'elle devint la première région cotonnière du Cambodge grâce aux terres noires et terres rouges très riches et bien adaptées⁵⁸².

Culture nouvelle, le coton n'a donc pu se maintenir que grâce à un encadrement relativement efficace tant sur le plan technique que coopératif. Une mission d'aide technique française chargée de l'expérimentation et un service technique khmer relevant du ministère de l'Agriculture ont assuré l'encadrement technique tandis que l'Office Royal de Coopération (OROC) a pris en charge l'organisation coopérative⁵⁸³. En 1963, avec l'aide de la coopération française, un centre pour la modernisation rurale d'Andoeuk Hep fut construit afin de loger les cadres techniques⁵⁸⁴. Sous la protection de l'OROC, quatre coopératives à fonctions multiples furent successivement créées. Leur rôle a été déterminant car elles assuraient, à des taux d'intérêt modérés de 1 % par mois, la vente à crédit de la plupart des produits nécessaires, pulvérisateurs compris. Elles firent des avances de 500 riels à l'hectareensemencèrent et se chargèrent du transport des récoltes vers l'usine d'égrenage de coton d'Andoeuk Hep⁵⁸⁵, créée par l'État et inaugurée le 1^{er} juin 1965⁵⁸⁶.

Cette usine avait une capacité de traitement de 6.000 tonnes par an, avec une possibilité d'extension jusqu'à 10.000 tonnes. En 1965, 1.750 tonnes de coton y furent traités⁵⁸⁷.

Pour assurer la culture, la région a également accueilli de nouveaux colons *Khmer Krom* de Cochinchine et de toutes les provinces du pays, particulièrement des provinces qui connaissaient des difficultés sociales et l'insécurité⁵⁸⁸ comme Prey Veng,

⁵⁷⁹ ANC, B. 46, *Réalités cambodgiennes*, n° 358, 24 mai 1963, p. 5.

⁵⁸⁰ BLANADET Raymond, *Andoeuk Hep*, p. 5.

⁵⁸¹ La distribution de la terre de cette région aux nouveaux colons a provoqué beaucoup de mécontentement chez les autochtones. Cela fut probablement une des causes de la révolte de Samlaut en 1967. Cf. *infra*.

⁵⁸² BLANADET Raymond, *Andoeuk Hep*, p. 3-4.

⁵⁸³ *Ibid.*, p. 11-13.

⁵⁸⁴ NORODOM Sihanouk, *Photo souvenir du Cambodge*, p. 111 et 243.

⁵⁸⁵ BLANADET Raymond, « *Andoeuk Hep* », p. 13.

⁵⁸⁶ ROSS Helen Grant, *op.cit.*, p.42.

⁵⁸⁷ NORODOM Sihanouk, *Photo souvenir du Cambodge*, p. 243.

⁵⁸⁸ BLANADET Raymond, *Andoeuk Hep*, p. 1.

Svay Rieng, Takeo, Kampong Cham etc.⁵⁸⁹ La population de la région d'Andoeuk Hep passa de 1.388 personnes en 1962 à 11.782 personnes en 1968. Elle comprenait une forte proportion d'adultes⁵⁹⁰.

En 1963, la mission cotonnière recensa 330 familles et une superficie en coton de 530 hectares⁵⁹¹. Avant la fin de 1963, plus de 1.000 hectares sur les 15.000 hectares de terres noires qui convenaient à la culture de coton furent préparés pour la plantation⁵⁹². Pour un maximum d'efficacité, en 1965-1966, la région fut divisée, par le centre technique d'Andoeuk Hep, en trois « Centres d'Assistance Technique Agricole » dirigés chacun par un contrôleur de l'agriculture, assisté par un personnel subalterne fourni d'agents agricoles et de moniteurs. Ces centres avaient pour objectifs principaux d'assurer la vulgarisation et l'amélioration de la culture cotonnière⁵⁹³.

En 1966, la superficie cultivée en coton dépassa 2.450 hectares⁵⁹⁴. Malgré cela, les efforts, de l'État, déjà mentionnés ne semblèrent pas efficaces. Le développement de la culture du coton marqua un coup d'arrêt à cause des mauvaises herbes et des parasites⁵⁹⁵. Beaucoup de paysans quittèrent leur terre et en cherchèrent des nouvelles. Très souvent, la plantation de coton fut remplacée par le soja, le haricot et les arbres fruitiers comme les orangers⁵⁹⁶.

En 1967, le rendement et le bénéfice net du coton avaient pourtant été beaucoup améliorés. Le rendement passa de 688 kilogrammes par hectare en 1966 à 1 351 kilogrammes par hectare en 1967. Et, le prix de coton s'élevait à 12 riels par kilogrammes pour les meilleures qualités ce qui laissait 7 437 riels (environ 212 dollars américains) de bénéfices nets à l'hectare contre 357 riels (10,2 dollars) en 1966⁵⁹⁷.

Cette même année, la révolte provoquée par les paysans de la région, connue sous le nom de « révolte de Samlaut », stoppa momentanément la culture du coton, laquelle reprit après « la fin » de la révolte⁵⁹⁸. En août 1967, le coton devint la première production de la région et couvrit 80% des terres cultivées⁵⁹⁹. La production annuelle

⁵⁸⁹ Voir le chapitre sur la « révolte de Samlaut ».

⁵⁹⁰ BLANADET Raymond, *Andoeuk Hep*, p. 7.

⁵⁹¹ *Ibid.*

⁵⁹² ANC, B. 46, *Réalités cambodgiennes*, n° 358, 24 mai 1963, p. 5.

⁵⁹³ BLANADET Raymond, *Andoeuk Hep*, p. 13.

⁵⁹⁴ *Ibid.*, p. 6-7.

⁵⁹⁵ *Ibid.*, p. 7, 15-16.

⁵⁹⁶ *Ibid.*, p. 23.

⁵⁹⁷ *Ibid.*, p. 20-21.

⁵⁹⁸ *Ibid.*, p. 21.

⁵⁹⁹ NORODOM Sihanouk, *Photo souvenir du Cambodge*, p. 243.

s'éleva à 4 800 tonnes⁶⁰⁰. Les fortes différences des bénéfices nets à l'hectare entre les secteurs d'ancienne culture et celles de mise en valeur plus récente (1965-1966) apparurent. Dans le secteur d'ancienne culture d'Andoeuk Hep, les bénéfices **nets à l'hectare en 1967** n'étaient que de 896 riels (25,6 dollars) contre 3.407 riels (97,35 dollars) à Pang Rolim, 1.804 riels (51,50 dollars) à Beng Khtum et 6.564 riels (187,50 dollars) dans les exploitations nouvelles⁶⁰¹.

2.1.B.6. *Le sucre*

Le 10 décembre 1969, le complexe agro-industriel « Sammaki » ou en français « Solidarité » de Kampong Kol, situé au sud de Battambang à mi-chemin entre Battambang et Samlaut, fut inauguré par le prince en présence d'une foule de plusieurs milliers d'habitants de la région et du corps diplomatique. Ce complexe, monté et exploité par des techniciens khmers, comprenait des plantations de cannes à sucre sur des terres nouvellement défrichées s'étendant sur 330 hectares, et une raffinerie du sucre d'une capacité de traitement de 150 tonnes de cannes par jour, donnant ainsi 10 tonnes de sucre brut⁶⁰². Cette raffinerie avait été financée par l'aide tchécoslovaque sous forme de prêt à long terme⁶⁰³.

Afin d'assurer le bon fonctionnement du complexe, le gouvernement construisit des maisons pour le personnel et leurs 800 familles soit au total pour environ 5.000 personnes. Elles furent réparties dans trois villages : Taméak, Daun Meay et Phnom Sleik. Le premier village, aux alentours immédiats de l'usine, comprenait deux cités ouvrières, une infirmerie et une école⁶⁰⁴.

2.1.B.7. *Le jute*

Jusqu'en 1963, le Cambodge a importé plusieurs millions de sacs de jute, soit en valeur entre 50 à 80 millions de riels (1,4- 2,28 millions de dollars). Pour y mettre fin et pour stabiliser le marché de ce produit, le gouvernement décida de promouvoir la plantation de jute et projeta l'installation d'une usine de fabrication de sacs dans la province de Battambang⁶⁰⁵.

⁶⁰⁰ *Ibid.*, p. 109.

⁶⁰¹ BLANADET Raymond, *Andoeuk Hep*, p. 21.

⁶⁰² NORODOM Sihanouk, *Photo souvenir du Cambodge*, p. 123-125.

⁶⁰³ ROSS Helen Grant, *op.cit.*, p.45.

⁶⁰⁴ NORODOM Sihanouk, *Photo souvenir du Cambodge*, p. 127.

⁶⁰⁵ *Le Monde diplomatique*, octobre 1963.

Le jute devint l'une des nouvelles cultures encouragée dans la région inondée de certaines provinces du Cambodge. Dans celle de Battambang où se concentra bientôt la plus grande superficie de plantation, elle se pratiquait essentiellement sur les rives du *stung Sangker*⁶⁰⁶. En 1963, sa culture s'étendait sur 1.800 hectares⁶⁰⁷ et sur 2.210 hectares en 1964. Le rendement était d'environ une tonne par hectare. La superficie s'éleva à 6.977 hectares en 1966 mais à cause d'une crue exceptionnelle la production fut seulement de 1.060 tonnes. La production diminua beaucoup l'année suivante et s'établit à 1.350 tonnes sur 1 690 hectares.

Selon le plan national, le 30 octobre 1968, une usine de tissage de jute⁶⁰⁸ fut construite à Don Teav, à dizaine kilomètres du centre-ville au bord de la rivière Sangker⁶⁰⁹. Elle avait été conçue par l'architecte le plus connu du pays, VANN Molyvann⁶¹⁰. La construction des bâtiments et le montage des installations furent achevés en deux ans. Le prix de revient de l'usine était de 75 millions de riels soit environ 2 millions de dollars⁶¹¹ dont le financement partiel fut assuré par la France⁶¹². Elle employait 650 ouvriers et ouvrières. Equipée de 19 métiers à filer (17.600 broches) et de 87 métiers à tisser, l'usine devait produire annuellement entre 5 et 6 millions de sacs, 300 tonnes de ficelle et 400.000 mètres de toile⁶¹³ avec une consommation annuelle de 6.000 tonnes de fibres de jute rouies⁶¹⁴.

La même année, la production de jute reprit son essor. On cultiva 4.860 hectares et produisit 3.876 tonnes pour fournir l'usine récemment créée⁶¹⁵.

2.2. La pêche

Le Grand Lac est une des plus importantes sources de poissons d'eau douce du monde. En 1866, les membres de la mission de Doudart DE LAGREE qui passaient par

⁶⁰⁶ NORODOM Sihanouk, *Photo souvenir du Cambodge*, p. 119-120.

⁶⁰⁷ ANC, B. 46, *Réalités Cambodgiennes*, n° 358, 24 mai 1963, p.6.

⁶⁰⁸ Usine textile "Sangkum Reastr Niyum Preah Puth Sasana".

⁶⁰⁹ ROSS Helen Grant, *op.cit.*, p.42.

⁶¹⁰ *Ibid.*, p. 45.

⁶¹¹ ANC, B. 676 : *Etudes cambodgiennes*, n° 16, octobre-décembre 1969, p.3. ANOM, *Europe France outremer*, n° 465, 46^e année, octobre 1968, p. 35.

⁶¹² ROSS Helen Grant, *op.cit.*, p.45.

⁶¹³ ANC, B. 676 : *Etudes cambodgiennes*, n° 16, octobre-décembre 1969 ?, p.3. ANOM, *Europe France outremer*, n° 465, 46^e année, octobre 1968, p. 35.

⁶¹⁴ *Ibid.*

⁶¹⁵ NORODOM Sihanouk, *Photo souvenir du Cambodge*, p. 120.

le Grand Lac écrivaient que pendant la saison de pêche, on comptait des milliers de bateaux chargés de poissons à pleins bords⁶¹⁶.

Les Cambodgiens se nourrissent principalement de riz et de poisson salé : « *Il (le paysan khmer) ne vit que de riz et de poisson pourri dit Parai*⁶¹⁷ ». Cependant, les pêcheurs professionnels sont surtout des Vietnamiens ou des Chams (Khmer Islam). Les Khmers quant à eux pêchent essentiellement pour nourrir leur famille après avoir terminé leurs travaux agricoles et, en guise de réserve pour l'année, ils transforment les poissons en *prahoc* (pâte de poisson), en poissons salés, en poissons secs et en poissons fumés. En Battambang, les quelques pêcheurs professionnels khmers se concentrent vers le village de Bacprea, situé à une dizaine de kilomètres du centre-ville. Jean DELVERT en donne la raison : « [...] *l'ouest de la plaine des Lacs est éloigné et, de plus, est restée sous domination siamoise jusqu'en 1907, ce qui ne favorisait pas l'immigration vietnamienne. Si le Cambodgien n'est pêcheur que dans quelques villages de Siem Reap et Battambang la raison en est peut-être autant historique ou économique que religieuse.*⁶¹⁸ ». Ceci suppose que la religion bouddhiste qui interdit de tuer les êtres vivants n'était pas vraiment un obstacle pour être pêcheur mais les Cambodgiens n'aiment guère pêcher.

Les pêcheurs khmers de Bacprea exercent en fait plusieurs métiers. Ils pêchent surtout pendant la saison de pêche (de février à juin). Au mois de juin, ils retournent au village. En dehors de la pêche, ils élèvent des canards, des poules et des porcs et cultivent un peu de maïs et des légumes. A la saison de la pêche, ils quittent leur village et s'installent dans un nouveau village de cabanes sur pilotis au ras des eaux du Lac. Outre le *prahoc*, les poissons séchés, fumés et salés, ils produisent également de l'huile de poisson⁶¹⁹. Après avoir réservé le nombre de poissons nécessaire à leurs besoins familiaux, les pêcheurs vendent leur pêche sur place ou sur de petits marchés qui se créent pendant la saison de pêche pour la distribution locale ou régionale⁶²⁰.

Les poissons bien qu'étant une des bases de l'alimentation du peuple cambodgien, sont des produits importants d'exportation. En 1910, environ 50.000 tonnes de poissons ont été exportées, séchés, salés et vivants, ainsi que sous forme d'huile et de pâte. Dans les années 1920 et 1930 l'exportation du poisson séché vers

⁶¹⁶ Tauch Chhuong, *op.cit.*, p. 95-96.

⁶¹⁷ AMAE, Cor Pol, Siam, 22, p.132.

⁶¹⁸ DELVERT Jean, *Le paysan cambodgien*, p.179.

⁶¹⁹ *Ibid.*, p.177.

⁶²⁰ *Ibid.*

Java était une des grandes affaires commerciales. De même 25.000 tonnes étaient-elles exportées en moyenne chaque année principalement vers Singapour par les commerçants chinois.

Dans des années 1940, le Grand Lac donnait – au total - environ 125.000 tonnes de poissons par an⁶²¹. En 1945, 51,4 tonnes de poissons, principalement en frais, séchés, fumés, pâtes et sauces, ont été exportées vers la Thaïlande pour 678.000 francs (6% de revenu total des produits d'exportation de l'Indochine)⁶²². Concernant le territoire de Battambang, la Commission de Conciliation franco-siamoise a mentionné en 1947 que « *L'exploitation de poissons séchés, produit des remarquables pêcheries du grand lac, s'élevait à 35.000 tonnes environ dont quelques 2.000 tonnes allaient au Siam* »⁶²³. Cette exportation continua jusqu'à la période du *Sangkum*. À cause de la guerre du Vietnam et la fermeture de la frontière khméro-thaïe au début des années 1960, l'exportation des productions de la pêche diminua beaucoup. Le directeur du service des pêches mentionne dans son rapport annuel de 1961 que « *la consommation intérieure n'absorbe pas toute la production de nos pêcheries. Malgré les mesures bienveillantes prises par le Gouvernement Royal pour faciliter l'exportation libre sans rapatriement des devises vers les pays voisins, l'écoulement de nos poissons tant frais que salés séchés n'a pu être fait dans des conditions normales, à cause d'une part, de l'insécurité du côté du Sud-Vietnam et d'autre part des taxes exorbitantes imposées à nos produits. Du côté de la Thaïlande, depuis la rupture des relations diplomatiques, l'exploitation de nos produits de pêche d'eau douce (poissons frais, poissons fumés et prahoc etc.) est réduite à néant* »⁶²⁴.

Selon Tan Kim Huon, en 1962, Battambang tenait le troisième rang pour la pêche après les provinces de Kandal et Kampong Chhnang⁶²⁵.

2.3. L'élevage

L'élevage n'était pas l'activité majeure des habitants de la province de Battambang. En 1958, on comptait 117.100 têtes de bovin soit environ 11% du nombre total du Cambodge, 23.200 de buffles soit 7% et 11.400 de porc soit 2,8%⁶²⁶.

⁶²¹ CHEVEY Pierre et F. Le Poulain, *La pêche dans les eaux douces du Cambodge*, Gouvernement Général de l'Indochine, Saigon, 1940.

⁶²² ANOM, INDO, HCI, CD 8-9.

⁶²³ Voir le rapport de la Commission de Conciliation Franco-siamoise en annexe.

⁶²⁴ ANC, Fond de documentation, Rapport du directeur du service des pêches sur la gestion de l'année 1961.

⁶²⁵ ANC, Fond de documentation, B.691, Id. 6285.

Le manque de bétail pour le travail agricole était un problème dans la province. En 1960, selon le programme zootechnique du gouvernement, deux centres d'élevage furent installés, avec coopération khméro-japonaise, dans la province de Battambang, l'un à Mongkolborey et l'autre au centre-ville de Battambang. Le rôle de ces centres était de fournir aux paysans et aux éleveurs des animaux sélectionnés⁶²⁷.

Selon les statistiques agricoles de 1962, l'élevage de la province de Battambang s'est beaucoup développé. On comptait 234.916 bovins, 46.931 buffles, 65.581 porcs, 949 chevaux, 850 autres animaux domestiques, 465.116 poules et 337 canards⁶²⁸. La province est alors bien alimentée en viande et en œufs.

2.4. L'exploitation minière et les ressources naturelles

Plusieurs ressources du sous-sol sont exploitées dans la province : du calcaire à Battambang et à *phnom* Sampeuv, de l'or à Thmor Meas⁶²⁹ (mais en trop faible quantité pour justifier une exploitation autre qu'artisanale et familiale⁶³⁰), du minerai de fer à *phnom* Prich, du phosphore à Battambang, de la bauxite à Borlang et Samlaut et des pierres précieuses à Païlin qui généraient des revenus importants depuis la période du protectorat français.

2.4.A. L'histoire de l'exploitation des pierres précieuses à Païlin

Païlin, province de l'ouest du Cambodge, était un ancien territoire de la province de Battambang, proche des provinces de Trat et Chanthaburi de la Thaïlande. Païlin est situé à 83 kilomètres du centre-ville de Battambang par la route nationale numéro 57⁶³¹ et à 90 kilomètres de celui de Chanthaburi.

Le mot « saphir bleu » se traduit par Païlin (ไพลิน) dans la langue thaïe. La région tire son nom des richesses en saphirs, rubis et autres pierres précieuses (zircon, pyrope grenat, corindon etc.). Mais ce sont les saphirs bleus qui font sa réputation. Ils sont de bonne qualité et leur couleur varie d'un bleu clair à un bleu profond. Ils sont particulièrement recherchés dans les petites tailles. Des saphirs étoilés ont été aussi trouvés à Païlin, mais ils sont rares. Les rubis sont également très prisés, 30% de ceux

⁶²⁶ ANC, B.673: *Cambodge d'aujourd'hui*, n° 6, juin 1959.

⁶²⁷ ANC, B. 673: *Modernization of rural areas in Cambodia*, 1966, p. 7.

⁶²⁸ ANC, Fond de documentation, B.684.

⁶²⁹ Situé actuellement dans la province de Banteay Meanchey.

⁶³⁰ Ministère de l'information du gouvernement royal du Cambodge, *Cambodge*, p.212.

⁶³¹ Ancienne route nationale numéro 10.

trouvés à Païlin ayant une teinte rouge sang de pigeon qui est considérée par les connaisseurs comme la plus belle des onze variétés qui existent.

Bien que les saphirs et les rubis de Païlin soient très appréciés par les classes aristocratiques du monde entier, peu de gens connaissent le nom de Païlin. On pense souvent que ces pierres, qui font l'objet d'un important trafic frontalier, sont extraites en Thaïlande d'où leur nom courant de « pierres de Thaïlande ». Dès 1909 pourtant, le professeur allemand Max Bauer précisait dans son traité des pierres précieuses (« Edelsteinkunde », Leipzig, 1909) que « *les seules mines de Païlin doivent produire plus de la moitié de tous les saphirs récoltés annuellement dans le monde entier. [...] tous les saphirs dits « saphirs du Siam » proviennent de Païlin sauf une exception minuscule en Thaïlande* »⁶³².

Les pierres de Païlin furent découvertes et exploitées dès 1872 par les Shans, qui venaient de la haute Birmanie, désignés sous le nom de « Koulas » par les Thaïlandais. Maintenant, ils sont intégrés à part entière dans la communauté khmère et sont devenus des citoyens khmers⁶³³. En raison d'une situation toute particulière, le district minier de Païlin, qui faisait partie du territoire de Battambang, jouissait d'un régime spécial que les autorités françaises avaient estimé devoir laisser subsister après la rétrocession de 1907. Depuis que l'attention de la cour de Bangkok avait été appelée sur la richesse et le rendement des gisements de saphirs, elle avait affermé ces mines et, au moment de la rétrocession, leur exploitation était le monopole d'une société anglaise qui elle-même sous-louait ses droits à un Birman nommé « Maung Soy » alors établi à Païlin depuis une trentaine d'années⁶³⁴. Selon le rapport du Commissaire délégué de Battambang du 14 avril 1914, Maung Soy était le maître absolu du district de Païlin bien qu'étranger. En effet, il tenait sous sa coupe et sa dépendance directe la population de Païlin dont 65% étaient Birmans en 1913⁶³⁵. Favorisé par l'isolement relatif de Païlin par rapport à Battambang, enorgueilli par sa situation de fortune et par les égards avec lesquels il était traité, il garda un pouvoir privilégié au moins jusqu'en 1918 tandis que le gouvernement royal appliquait un décret le 7 novembre 1917 promulgué le 27 janvier 1918, exemptant la région de Païlin du régime minier appliqué en Indochine depuis 1912. L'article 2 établissait que : « *les recherches et l'exploitation des mines sur ce territoire seraient*

⁶³² ANC, B. 664 : *Les saphirs & les rubis de Païlin*, NHEM Yan, 2 janvier 1970.

⁶³³ *Ibid.*

⁶³⁴ ANC, B. 673 : *Le district minier de Païlin (Battambang-Cambodge), et l'exploitation de ses gisements de saphir 1915 à 1918*, p. 27-28.

⁶³⁵ ANC, B. 664 : *Les saphirs & les rubis de Païlin*, NHEM Yan, 2 janvier 1970, p.6.

*soumises aux règles et aux redevances fiscales fixées par des arrêtés du Gouverneur général en commission permanente du Conseil de Gouvernement, sur la proposition du Chef d'administration locale et après avis du Chef du service des mines »*⁶³⁶.

À cette époque, on trouvait beaucoup plus de saphirs que de rubis dans la région de Païlin, près du Phnom Yat, Ô Tapouk et Ô Tavao. La production était de 6 à 7 kilogrammes de saphirs par mois. Le professeur allemand Max Bauer relatait dans son traité des pierres précieuses qu'en 1889 un des plus grands commerçants de pierres précieuses de Londres avait acheté pour 70.000 livres sterling (environ un million et demi de marks soit l'équivalent de 24 millions de riels) de saphirs du Siam qui provenaient de Païlin⁶³⁷.

Pendant le premier semestre 1913, les chiffres officiels portant sur les transactions des pierres brutes s'élevèrent à 500.000 ticaux, soit 400.000 dollars de l'époque.

Pendant la Première Guerre mondiale, le marché des pierres précieuses connut un repli brutal et sévère à cause de l'insécurité qui menaçait le monde entier. Beaucoup de Birmans quittèrent Païlin. En 1916, la valeur des transactions tomba à 4.000 dollars soit cent fois moins qu'en 1913⁶³⁸. À partir de 1930, les saphirs se firent de plus en plus rares et la production était à la baisse⁶³⁹.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, Païlin redevint, pendant cinq ans, terre thaïlandaise et l'activité d'exploitation fut mise en sommeil jusqu'en 1953, date de l'indépendance du Cambodge, quand la région de Païlin fut transformée par les *Khmers Issarak* et les Vietminh en zone-refuge⁶⁴⁰.

2.4.B. L'exploitation des pierres précieuses pendant le Sangkum

En 1958, les pierres précieuses, plutôt des rubis que des saphirs, furent de nouvelles exploitées⁶⁴¹. En 1960, Païlin en vendait pour 40 millions de riels (environ 1,15 million de dollars). Dès la fin de 1961, un gros marché s'est établi avec une maison française qui a acheté immédiatement pour plusieurs millions de riels puis a passé des

⁶³⁶ ANC, B. 673 : *Le district minier de Païlin (Battambang-Cambodge), et l'exploitation de ses gisements de saphir 1915 à 1918*, p. 29-39.

⁶³⁷ ANC, B. 664 : *Les saphirs & les rubis de Païlin*, NHEM Yan, 2 janvier 1970.

⁶³⁸ BLANADET Raymond, *Païlin*, p. 6.

⁶³⁹ ANC, B. 664 : *Les saphirs & les rubis de Païlin*, NHEM Yan, 2 janvier 1970.

⁶⁴⁰ BLANADET Raymond, *Païlin*, p. 6.

⁶⁴¹ ANC, B. 664 : *Les saphirs & les rubis de Païlin*, NHEM Yan, 2 janvier 1970.

commandes qui semblent avoir été honorées⁶⁴². En trois ans, de 1964 à 1967, grâce à l'exploitation des pierres et à la création d'une grande plantation de café, la population de Pailin a doublé en nombre, passant de 5.940 à 11.537 dont au moins 60% de Khmers⁶⁴³. Les Koulas ont longtemps exercé un monopole de fait sur l'exploitation et le commerce des pierres mais il n'en alla plus de même désormais. Les Khmers et les Chinois, toujours plus nombreux, ont pénétré profondément les circuits de production et de commercialisation des pierres précieuses faisant éclater ce monopole, alors même qu'ils suscitaient parallèlement le développement des cultures fruitières.

Depuis longtemps déjà, l'impôt minier avait cessé d'être perçu et, malgré la vigoureuse reprise de l'exploitation des pierres précieuses, l'État ne retirait plus que des profits dérisoires d'une des plus grandes richesses du pays. C'est la raison pour laquelle, le gouvernement adopta la loi minière du 12 mars 1968, réservant l'extraction des pierres précieuses au monopole exclusif du secteur public. Une autre loi créa une Société Nationale d'Exportation et de Commercialisation, la « Sonexpieror », qui devait recevoir peu après le monopole de l'extraction et de la commercialisation des pierres précieuses et semi-précieuses⁶⁴⁴.

En janvier 1970, l'exploitation des pierres précieuses était une des ressources nationales les plus importantes⁶⁴⁵.

3. Le développement social

3.1. Le développement des travaux d'irrigation, de drainage et de production d'énergie

Dans les plans nationaux, un des objectifs principaux était la réalisation de travaux hydrauliques agricoles qui devaient permettre de mettre rapidement de nouvelles terres à la disposition des agriculteurs ou de valoriser les terres déjà en exploitation. Le plan biennal « préparatoire » de 1956-1957 prévoyait la mise en œuvre de grands travaux d'hydraulique agricole dans trois provinces économiquement importantes : Siem Reap, Kampot et Battambang.

Bovel, un district situé à 40 kilomètres au nord-ouest du centre-ville de Battambang, était la seule région de la province qui disposait de réseaux hydrauliques agricoles. Ils avaient été réalisés sur la rivière de Mongkolborey avant la réoccupation

⁶⁴² *Ibid.*

⁶⁴³ BLANADET Raymond, *Pailin*, p. 6.

⁶⁴⁴ *Ibid.*

⁶⁴⁵ ANC, B. 664 : *Les saphirs & les rubis de Pailin*, NHEM Yan, 2 janvier 1970.

thailandaise de 1941 et s'étaient dégradés pendant la période 1941-1946⁶⁴⁶. Leur réparation devint une priorité selon le plan de 1956-1957⁶⁴⁷. Les travaux commencèrent en 1962, financés sur les crédits du budget national à hauteur de 15 millions de riels soit environ 428.000 dollars⁶⁴⁸.

Le 2 novembre 1968, le prince NORODOM Sihanouk inaugura le barrage de Bovel à régulation de débit automatique qui alimentait un réseau d'irrigation couvrant 30.000 hectares de rizières⁶⁴⁹.

L'hygiène des populations était aussi importante que l'irrigation des cultures. Grâce à l'éducation de base et à une politique de santé publique portée par le développement communautaire, les populations convaincues de la nécessité de sélectionner soigneusement les points d'eau existants et de creuser de nouveaux puits assurèrent une distribution d'eau parfaitement potable en quantité suffisante. Dans le centre-ville de Battambang, la production de l'eau potable passa de 359.000 m³ en 1938 à 222.000 m³ en 1953 et 566.000 m³ en 1961⁶⁵⁰.

Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, les familles riches ou pauvres utilisaient la lampe à pétrole, à huile ou à bois pour l'éclairage domestique. L'électricité ne fut introduite par les Français qu'en 1906, surtout à Phnom Penh. Dans le centre-ville de Battambang, les autorités françaises concédèrent la production et la distribution d'électricité à des sociétés privées comme « l'Union électrique d'Indochine » qui produisit 432.000 Kwa en 1940 et 343.000 Kwa en 1950 en courant continu 220 volts. À partir de l'indépendance, les usines d'électricité furent placées sous le contrôle du ministère des Travaux publics. La production d'électricité de Battambang s'éleva de 1.207.000 Kwa en 1953 à 1.850.000 Kwa en 1961⁶⁵¹.

En 1961, une usine de production électrique fut construite à Païlin. La même année, le gouvernement du *Sangkum* mit sur pied un programme prévoyant la construction d'une usine électrique à Kampot et un second projet dans la région de Battambang. C'est ainsi que l'étude sur l'aménagement hydro-électrique et hydro-agricole du *stung* Sangker fut lancée sur financement suisse. Le programme d'aménagement hydro-agricole devait s'étendre sur 14 ans et couvrir 200.000 ha,

⁶⁴⁶ *Kampuchea*, n° 1453, 4 mai 1951, p.1-2.

⁶⁴⁷ Ministère de l'information du gouvernement royal du Cambodge, *Cambodge*, p.216.

⁶⁴⁸ ANC, B. 676 : *Etudes cambodgiennes*, n° 16, octobre-décembre 1969 ?, p.3.

⁶⁴⁹ NORODOM Sihanouk, *Photo souvenir du Cambodge*, p. 78-79.

⁶⁵⁰ Ministère de l'information du gouvernement royal du Cambodge, *Cambodge*, p.150.

⁶⁵¹ *Ibid.*, p.151-152.

représentant un investissement de l'ordre de 50 millions de dollars des Etats-Unis d'Amérique⁶⁵² et laissant augurer une augmentation du revenu régional annuel d'environ 12 millions de dollars. Le commencement des travaux était prévu pour novembre 1971. En septembre 1963, fut également lancé un projet de construction d'un barrage hydro-électrique à Samlaut⁶⁵³. À cause du coup d'État du 18 mars 1970, suivi par la guerre civile, ces projets n'ont jamais été réalisés.

3.2. Le renforcement des infrastructures de transport

La ligne de chemin de fer Phnom Penh-Pursat-Battambang-Sisophon-Poipet longue de 386 kilomètres fut construite en plusieurs fois durant la période du protectorat français : de décembre 1929 à 1932, la section de 330 kilomètres de Phnom Penh à Mongkolborey⁶⁵⁴ puis de 1939 à 1940, la section de Mongkolborey à Sisophon, enfin de 1941 à 1946, la section de Sisophon à Poipet, terminus de la gare frontalière⁶⁵⁵. Le tronçon de Poipet à Aranyaprathet en Thaïlande n'a jamais été réalisé.

Il s'agissait d'une voie unique à écartement d'un mètre, posée sur des traverses métalliques, qui outre les grands centres de Pursat et de Battambang, desservait 46 gares, stations et haltes⁶⁵⁶.

Ces infrastructures furent transférées au gouvernement royal du Cambodge par les autorités françaises, le 19 juillet 1952⁶⁵⁷.

Dès l'indépendance, le gouvernement a entrepris un effort pour améliorer et moderniser cette ligne de chemin de fer. Des bâtiments ont été réalisés comme l'extension des ateliers et des bureaux techniques, des hangars, des châteaux d'eau, de nouvelles gares et haltes, des quais de chargement et de déchargement, des portiques roulants, des voies complémentaires etc. Le matériel roulant a été modernisé notamment les voitures de voyageurs et les remorques d'autorail. L'aide australienne a fourni 75 wagons de marchandises⁶⁵⁸.

⁶⁵² ANC, B.676 : *Études Cambodgiennes*, juillet-septembre 1967, p.22-23.

⁶⁵³ ANC, B. 665, Id.5682 : « Le Cambodge, la mise en valeur de ses ressources hydro-électriques ».

⁶⁵⁴ Ministère de l'information du gouvernement royal du Cambodge, *Cambodge*, p.147.

⁶⁵⁵ ANTB, (3) un 0201.2.1.14/16.

⁶⁵⁶ Ministère de l'information du gouvernement royal du Cambodge, *Cambodge*, p.147. Cette ligne prévoyait de relier Bangkok à Saigon. La construction du chemin de fer de Phnom Penh à Saigon n'a jamais commencé. Le chemin de fer permit cependant d'exporter les productions, essentiellement le riz, plus facilement et à moindre coût, vers Phnom Penh et même Saigon, le transport de Phnom Penh à Saigon se faisant par la voie fluviale.

⁶⁵⁷ Ministère de l'information du gouvernement royal du Cambodge, *Cambodge*, p.147.

⁶⁵⁸ *Ibid.*

Avant 1953, le matériel roulant se composait de 21 locomotives, 33 voitures de voyageurs, 4 autorails, 393 wagons de marchandises. En 1962, on comptait 24 locomotives, 60 voitures de voyageurs, 4 autorails et 453 wagons de marchandises⁶⁵⁹.

Par le *Kram* du 20 décembre 1960, a été créée la « Régie des chemins de fer royaux du Cambodge », organisme à caractère industriel et commercial, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, placé sous le contrôle du ministère des Travaux publics et des Télécommunications.

Cette même année, le gouvernement affirma sa volonté de prolonger le chemin de fer jusqu'à Aranyaprathet. Durant les années soixante, le Cambodge et la Thaïlande n'avaient pas de bonnes relations. La coopération entre les deux pays pour la liaison par voie ferrée de Poipet à Aranyaprathet d'une distance de 15 kilomètres n'a pas vraiment commencé.

Durant la période du *Sangkum*, un service quotidien d'autorail dans les deux sens reliait Phnom Penh à Battambang en 4 heures 40 à la vitesse de 80 kilomètres par heure. Il y avait aussi un train de nuit avec des compartiments séparés pour les hommes et les femmes. Ce service a été prolongé deux fois par semaine jusqu'à la gare frontalière de Poipet pour assurer dans le minimum de temps la liaison avec Bangkok.

Selon le ministère de l'Information en 1962 : « le trafic « voyageurs » représente environ le quart des recettes d'exploitation. Les trains et autorails sont principalement empruntés par les commerçants, les habitants des grands centres et les fonctionnaires civils et militaires. Les populations rurales trouvent de leur côté de plus grands avantages à utiliser les trains omnibus-mixtes. Le trafic « marchandises » porte pour deux tiers sur le riz et le paddy, notamment sur l'évacuation de la production agricole de la riche province de Battambang vers Phnom Penh et son port fluvial »⁶⁶⁰.

En 1960, le gouvernement décida de la construction de la voie ferrée de 264 km reliant Phnom Penh à Sihanoukville, d'un intérêt économique de premier ordre, tant pour le fonctionnement et l'essor du nouveau port de mer que pour l'acheminement des productions des provinces les plus peuplées du Royaume⁶⁶¹. Achèvement en 1969⁶⁶² cette ligne devait permettre une liaison permanente de passagers et de marchandises entre Battambang et le port maritime de Sihanoukville.

⁶⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁶⁰ *Ibid.*

⁶⁶¹ *Ibid.*

⁶⁶² ANC, B. 676 : *Etudes Cambodgiennes*, n° 10, avril-juin 1967, p.9.

A cause de la guerre civile 1970-1975, la section 48 kilomètres de la ligne qui reliait Sisophon à la frontière khméro-thaïlandaise a été complètement détruite.

La politique du *Sangkum* fut aussi de continuer de développer le réseau routier et de réparer les anciennes voies. La route nationale numéro 5 reliant Phnom Penh à Battambang et Poipet qui avait été ouverte à la circulation en 1910 fut réparée. De nouveaux ponts, situés sur celle-ci, furent construits, par exemple le pont neuf (*Spean Thmor Thmey*) traversant le *stung* Sangker (1968).

En 1953, le Cambodge ne disposait que de deux aérodromes équipés pour recevoir les appareils de lignes commerciales, à Phnom Penh et à Siem Reap. Aussi le Service des infrastructures aériennes s'est-il également consacré à l'amélioration des terrains d'aviation existants, notamment celui de Battambang⁶⁶³. À la fin de 1968, à l'aéroport Bèk Chan de la province de Battambang ont été inaugurées une piste de 1 250 mètres et une aérogare⁶⁶⁴ entrepris avec l'aide économique américaine⁶⁶⁵.

En raison des crues pendant la saison des pluies de juin à novembre, la plaine est sillonnée par un grand nombre de voies navigables. Une flotte de petites et moyennes embarcations font du cabotage pour assurer le commerce local et régional de la province de Battambang. Ces voies navigables étaient utilisées par de grandes jonques chargées de paddy pour l'exportation jusqu'au Vietnam. C'était la raison pour laquelle, le plan de développement de *Sangkum* n'accentua pas trop sur la construction des canaux⁶⁶⁶.

3.3. Le développement de l'enseignement

Dès son indépendance, en 1953, le roi NORODOM Sihanouk avait donné des directives précises au gouvernement royal pour développer l'enseignement. Il expliquait que « *notre préoccupation essentielle est de former une élite. Il faut construire partout des écoles, favoriser l'enseignement, créer un corps enseignant khmer, rendre accessible à tous l'enseignement secondaire* »⁶⁶⁷. Mais ce ne sera qu'à partir de 1955 que NORODOM Sihanouk, devenu président du *Sangkum* et chef du gouvernement, pourra réaliser ce qu'il avait souhaité⁶⁶⁸.

Au début de la période de *Sangkum*, les deux objectifs du programme commun d'enseignement étaient de développer les communautés rurales par l'éducation et de

⁶⁶³ Ministère de l'information du gouvernement royal du Cambodge, *Cambodge*, p.144.

⁶⁶⁴ ANC, Fond de documentation, B. 676, *Etudes Cambodgiennes*, n° 15, juillet-septembre 1968, p. 42.

⁶⁶⁵ ANC, B. 691, Id. 6278 : la mission d'aide économique américaine- travaux publics, p. 6.

⁶⁶⁶ ANC, B. 675 : *Le plan quinquennal de NORODOM Sihanouk*.

⁶⁶⁷ Ministère de l'information du gouvernement royal du Cambodge, *Cambodge*, p.111.

⁶⁶⁸ *Ibid.*

développer l'enseignement industriel et professionnel pour le développement économique⁶⁶⁹. Beaucoup de réformes furent lancées au sein du ministère de l'Education et des Programmes scolaires⁶⁷⁰. Une campagne de construction de bâtiments scolaires et de formation d'instituteurs et une campagne d'éducation, sous le nom de « khmérisation », ont été étendues à tout le territoire du pays dans le but « *de créer une conscience nationale, de rassembler toutes les ethnies et minorités dans une même société, de se doter rapidement des cadres dont l'État avait un urgent besoin et d'élever le niveau d'instruction de la nouvelle génération* ». D'année en année, le pourcentage du budget national destiné à l'Education a augmenté. De 7% en 1955, il est monté à 10% en 1956, 17% en 1957, 22,5% en 1958⁶⁷¹ et environ 25% en 1967⁶⁷². Le nombre des enfants scolarisés dans l'ensemble du pays a décuplé en dix ans. En 1965, une campagne d'alphabétisation a été menée très activement auprès des populations adultes⁶⁷³.

Les campagnes menées par le gouvernement ont permis une évolution remarquable dans la province de Battambang. Beaucoup d'établissements scolaires furent construits par l'État ou grâce aux dons de particuliers. Dans le centre-ville, comme il a été dit, deux nouveaux collèges et une école primaire furent construits par les dons des gens riches de la province, le collège de garçons « EAP Khut » qui est actuellement devenu l'Institut de pédagogie de Battambang, ou encore le collège pour les filles « Net Yang » aujourd'hui le lycée Net Yang dont les deux grands bâtiments furent financés par Madame Net Yang, femme de l'*Oknha oudom bamrongroth* So Heu, et par EAP Buyki, l'un et l'autre grands commerçants de riz. Une école primaire pour les filles, « So Heu », est devenue aujourd'hui le collège So Heu. L'ensemble fut inauguré par le prince NORODOM Sihanouk en 1959⁶⁷⁴. De nouveaux bâtiments furent également construits dans l'enceinte du lycée Preah Monivong. Le lycée bouddhiste de Battambang, situé dans le monastère de Poveal fut offert par la famille de Monsieur UNG Thuong, ancien membre du *Sangkum* qui avait fait le vœu de son vivant d'offrir un lycée à la province. Il fut inauguré par le prince NORODOM Sihanouk le 10 mai 1963⁶⁷⁵. En 1965, l'université royale de Battambang a été construite⁶⁷⁶ et fut également

⁶⁶⁹ ANC, B. 691, Id. 6278 : la mission d'aide économique américaine, p. 3.

⁶⁷⁰ ANC, B. 46 : *Réalités Cambodgiennes*, n° 229, vendredi 30 septembre 1960, p.1, 8-9.

⁶⁷¹ ANC, B. 691, Id. 6278 : la mission d'aide économique américaine, p. 2.

⁶⁷² ANC, B. 676 : *Études cambodgiennes*, n° 10, avril-juin 1967, p.8.

⁶⁷³ ANC, B. 673 : *Cambodge : situation générale*.

⁶⁷⁴ ANC, B. 673 : *Cambodge d'aujourd'hui*, n° 7-8, juillet-août 1959, p.6.

⁶⁷⁵ ANC, B. 46 : *Réalités Cambodgiennes*, n° 356, 17 mai 1963, p.4.

inaugurée par le Prince le 31 octobre 1968⁶⁷⁷. Elle comprenait trois facultés (industries agricoles et alimentaire, géologie et prospection minière, et construction mécanique)⁶⁷⁸. Elle accueillait non seulement les étudiants de la province de Battambang mais aussi ceux de toute la région.

Dès le 11 novembre 1966, un centre de formation technique a mis en fonction sous l'autorité de l'université royale de Battambang⁶⁷⁹. Elle a bénéficié d'une aide technique allemande pour la construction des salles de classe, de laboratoires et de bureaux. Dans ce centre de formation technique, furent notamment menées des recherches botaniques pour identifier les espèces agricoles les mieux adaptées au Cambodge⁶⁸⁰ et des cours de menuisiers et d'acier⁶⁸¹.

En 1969, on comptait 21 écoles primaires et secondaires dans la ville de Battambang.

3.4. Le renforcement des équipements sanitaires

Le développement de l'équipement sanitaire du pays fut également l'un des objectifs majeurs du *Sangkum*.

A Battambang, l'hôpital provincial a été agrandi et modernisé. Un nouveau pavillon d'hospitalisation destiné aux indigents ou aux moines, un pavillon pour la chirurgie et des maternités ont été construits⁶⁸².

Les villageois étaient cependant empêchés de venir se faire soigner à l'hôpital provincial faute de moyens financiers mais aussi parce qu'ils avaient encore recours, en l'absence de centres de soins à la campagne, aux pratiques ancestrales portées par les croyances dans les esprits, les « *neak ta* ». Par conséquent, l'hôpital était réservé aux gens qui habitaient en ville et à un certain nombre de riches de la campagne. Cela dura jusqu'en 1962, date à partir de laquelle des centres de santé dotés d'une salle d'opération et d'une organisation médicale, furent implantés sur tout le territoire de la

⁶⁷⁶ <http://www.ubb.edu.kh/index.php/theme/ubb-history>, consulté le 03 mai 2015.

⁶⁷⁷ ANC, Fond de documentation, B. 676, *Etudes Cambodgiennes*, n° 15, juillet-septembre 1968, p. 42.
<http://www.ubb.edu.kh/index.php/theme/ubb-history>, consulté le 03 mai 2015.

⁶⁷⁸ ANC, B. 676 : *Etudes cambodgiennes*, n° 16, octobre-décembre 1969 ?, p.3.

⁶⁷⁹ ANC, B. 314 : *Les œuvres de Sangkum*, p.1.

⁶⁸⁰ ROSS Helen Grant, *op.cit.*, p. 41.

⁶⁸¹ ANC, B. 314 : *Les œuvres de Sangkum*, p.1.

⁶⁸² Ministère de l'information du gouvernement royal du Cambodge, *Cambodge*, p.128.

province⁶⁸³. Par exemple, à Mongkolborey, un centre de santé de ce type fut mis en service, et une infirmerie fut inaugurée par le prince le 13 mai 1963 à Poipet⁶⁸⁴.

Au total, en 1962, 13 infirmeries ont été créées dans les grandes agglomérations de la province⁶⁸⁵.

3.5. Le sport

La généralisation du sport a donné naissance à des équipes sportives dans toutes les disciplines et à des terrains de sport assez bien équipés. De 1955 à 1962, le développement de l'équipement sportif de la province de Battambang fut des plus remarquables. En 1959, un stade de la Jeunesse Socialiste Royale Khmère (JSRK) a été inauguré par le prince au chef-lieu de la province de Battambang⁶⁸⁶ et un ensemble sportif a été créé avec piscine et installations annexes modernes. En 1962, Battambang était au premier rang des équipements pour le basketball, le volleyball et le badminton, et au troisième rang pour le football après Svay Rieng et Kampong Cham⁶⁸⁷.

Le sport et les activités des jeunes furent favorisés. Beaucoup de concours sportifs entre les élèves ainsi qu'entre les jeunes de la province furent organisés. Des équipes sportives furent également formées dans tous les districts⁶⁸⁸.

3.6. Le développement des régions rurales

Au total, 76,5% de la population du Cambodge habitaient dans les régions rurales avec l'agriculture pour activité principale. Pendant l'occupation thaïlandaise de 1941 à 1946, l'écart entre la ville et les campagnes s'était élargi. Les nouveaux règlements qui concernaient l'habillement et la circulation comme par exemple l'obligation d'avoir un permis et le paiement d'une taxe pour l'utilisation des moyens de transport, provoquèrent probablement une diminution des déplacements des villageois vers les villes.

Après l'occupation siamoise, faute de moyens en argent et en moyens de transport et de voies de communication, les déplacements des villageois vers le centre-ville étaient très rares et les raisons ou les motifs des déplacements étaient précisément déterminés :

⁶⁸³ ANC, Fond de documentation, B. 691.

⁶⁸⁴ ANC, B. 46, *Réalités Cambodgiennes*, n° 356, 17 mai 1963, p.5.

⁶⁸⁵ Ministère de l'information du gouvernement royal du Cambodge, *Cambodge*, p.129.

⁶⁸⁶ ANC, B. 673 : *Cambodge d'aujourd'hui*, n° 7-8, juillet-août 1959, p.6.

⁶⁸⁷ Ministère de l'information du gouvernement royal du Cambodge, *Cambodge*, p.290.

⁶⁸⁸ ANC, Fond de documentation, B. 691.

- économiques (achat, vente au marché) ;
- éducation ;
- administratifs (établissement de papiers administratifs, affaires à régler au commissariat, à la gendarmerie, à la préfecture, au tribunal) ;
- sanitaires (consultations médicales, produits pharmaceutiques à acheter, visite à un malade à l'hôpital) ;
- travail ;
- familiaux (visites aux membres de la famille, aux jeunes élèves ou apprentis, participation à des cérémonies traditionnelles, etc.).

L'agriculture traditionnelle a souffert d'une faible productivité⁶⁸⁹ et d'un endettement chronique qui empêchait tout investissement productif. Le progrès et l'amélioration du niveau de vie des agriculteurs étaient donc impossibles.

Dans les plans nationaux, l'Etat a donc mis l'accent sur le développement des régions rurales. Cette tâche ne pouvait être laissée à l'initiative individuelle de l'agriculteur cambodgien. Une sorte d'organisation collective devait être mise en place afin de répondre aux besoins du pays. Le gouvernement cambodgien a choisi la forme de l'organisation coopérative en vue de sensibiliser l'agriculteur à l'importance d'augmenter les exportations des ressources naturelles du pays et permettre ainsi une croissance des revenus des paysans⁶⁹⁰.

En 1956, l'OROC et les premières coopératives ont été créées. Dix ans plus tard, en 1966, on comptait dans l'ensemble du pays 512 coopératives de travail, 390 coopératives agricoles multi-usages dont la tâche était d'assurer à la fois les fonctions de crédit, de production, d'achat et de vente. Il existait également 55 coopératives de consommation locale qui fournissaient à leurs membres tout ce dont ils avaient besoin, 14 coopératives de production spécialisées qui se consacraient principalement au ramassage et à l'écoulement des produits agricoles ou artisanaux et 40 coopératives

⁶⁸⁹ ANC, B. 673: Modernization of rural areas in Cambodia, 1966, p. 8. Les clichés à ce sujet sont bien ancrés : Robert Garry, géographe, voyageur, professeur et animateur français, ayant vécu au Canada qui avait fait huit fois le tour du monde et avait passé un bon moment au Cambodge en 1966, mentionnait que l'agriculteur cambodgien avait toujours été réputé individualiste. Il serait un modeste sans ambitions puisqu'il vit dans un pays doté de ressources naturelles abondantes et une densité de population modérée. Son seul souci serait de nourrir sa famille. Bien labourer sa terre à la manière traditionnelle le rendrait heureux surtout quand il avait une bonne récolte et quand il était en mesure de vendre un petit surplus au commerçant chinois de proximité.

⁶⁹⁰ ANC, B. 673: Modernization of rural areas in Cambodia, 1966, p. 8.

scolaires. 21,9% de ces nombreuses coopératives se situaient dans la province de Battambang⁶⁹¹.

À Battambang, les coopératives s'étaient fédérées en communautés⁶⁹². En dehors des infrastructures pour le développement de l'agriculture, chaque communauté comprenait un marché, une école, un bâtiment pour l'administration, une infirmerie, une maison des accoucheuses rurales, des puits etc. Le village était relié à la ville par une route à large voie. Et chaque famille reçut une maisonnette entourée d'un jardin.

Par exemple à Tameoun, une ferme modèle fut créée dans cette commune du district de Thmor Kol située au nord de Battambang. Cette ferme dénommée « *Nikum Preah Sihanouk* » ou « Coopérative Preah Sihanouk » était destinée à 100 familles de militaires et de réfugiés de *Khmers Krom*⁶⁹³. Dans la communauté de Svay Daun Keo, spécialisée dans la culture du riz et du jute, deux nouveaux villages avec 275 maisons en bois au toit en tuiles furent construites selon la politique de l'habitat rural du *Sangkum*⁶⁹⁴. La communauté a accueilli 58 familles des réfugiés *Khmers Krom*. Chaque famille a reçu 5 hectares de terrain rizicole et une aide très efficace des FARK (Forces armées royales khmères)⁶⁹⁵. Dans la communauté d'Andoeuk Hep, la coopérative cotonnière a été inaugurée par le chef de l'État le 23 mai 1962, date à laquelle le prince a décidé d'y installer une usine d'égrenage de coton pour assurer l'avenir de la région. Cette usine a été inaugurée le 1^{er} juin 1965. En 1968, le siège de l'administration du district abritait une salle commune et une salle pour l'information, un hôpital de deux bâtiments comprenant la maternité, un service de médecine générale et d'hospitalisation de 10 lits, et le hall du marché entouré par une soixantaine de boutiques de commerçants, artisans et petits restaurants⁶⁹⁶.

Les villages de Raksmey Sangha et Siha Sangkruos (d'abord nommé Beng Khtum Thmey) ont été créés en 1966 respectivement à neuf et dix-sept kilomètres à l'ouest d'Andoeuk Hep, localité à laquelle ils furent reliés par une route ouverte par l'armée. Le premier était destiné aux colons venus d'autres provinces et le second aux familles khmères ayant fui le *Kampuchea Krom* ravagé par la guerre. Chaque centre était constitué

⁶⁹¹ *Ibid.*, p. 9.

Ministère de l'information du gouvernement royal du Cambodge, *Cambodge*, p.214. Venaient ensuite Kandal avec 13,8% et Kampong Cham, la troisième, avec 11,5%.

⁶⁹² ANC, B. 673: Modernization of rural areas in Cambodia, 1966, p. 9.

⁶⁹³ ANC, B. 680 : *Réalités Cambodgiennes*, 19 décembre 1969, Le chef de l'Etat dans les provinces : L'inauguration du complexe agro-industriel de Kompong Kol, Battambang.

⁶⁹⁴ NORODOM Sihanouk, *Photo souvenir du Cambodge*, p. 207-211.

⁶⁹⁵ ANC, B.676 : *Études cambodgiennes*, n° 10, avril-juin 1967, p. 22.

⁶⁹⁶ NORODOM Sihanouk, *Photo souvenir du Cambodge*, p. 212-213.

d'une coopérative qui servait non seulement aux habitants de ces deux centres mais également à ceux des dix-huit villages ou hameaux des alentours, soit plus de 1 500 foyers pour l'ensemble en mars 1968⁶⁹⁷. Une autre communauté était celle de *wat* Thvak, située sur la berge sud du *stung* Sangker, à quatre kilomètres de la route nationale Battambang-Pailin et à quarante-quatre kilomètres de Battambang⁶⁹⁸. Le 10 décembre 1969, le chef de l'État inaugura le complexe agro-industriel « Sammaki » situé à Kompong Kol sur la route de Pailin, à 42 kilomètres de Battambang. Ce complexe comprenait, sur des terres nouvellement défrichées, des plantations de cannes à sucre s'étendant sur 330 hectares et une sucrerie. L'usine et les plantations de cannes faisaient vivre huit cents familles, soit environ cinq mille personnes réparties dans trois villages⁶⁹⁹. Plusieurs autres communautés et coopératives existaient dans la province comme les coopératives de paddy, de jute etc.

Pour soutenir le travail des coopératives, des milliers de fonctionnaires, militaires, jeunes gens de la JSRK consacrèrent volontairement quinze jours par an aux travaux manuels sur les grands chantiers⁷⁰⁰.

Selon Robert GARRY, géographe, voyageur, professeur et animateur français, ayant vécu au Canada qui avait fait huit fois le tour du monde et avait passé un bon moment au Cambodge en 1966, grâce aux coopératives, les services des intermédiaires, les usuriers et les spéculateurs furent éliminés progressivement et le sort des agriculteurs dans la société cambodgienne fut amélioré⁷⁰¹. Les nouvelles voies de communication pour l'accès aux coopératives et la diversité des moyens de transport (vélos, remorques à vélo, mobylettes, voitures automobiles, charrettes à bœuf ou à cheval...) permettaient un transport plus facile et plus fréquent des produits agricoles vers les agglomérations importantes.

3.7. L'évolution de la ville de Battambang

La ville de Battambang actuelle ne date que de la période d'après l'occupation siamoise, probablement pendant les années 1830⁷⁰². Dès lors jusqu'à la fin du *Sangkum*, le développement de la ville s'est fait en trois phases importantes:

⁶⁹⁷ *Ibid.*, p. 227-229.

⁶⁹⁸ *Ibid.*

⁶⁹⁹ ANC, B. 680 : *Réalités Cambodgiennes*, 19 décembre 1969, Le chef de l'Etat dans les provinces : L'inauguration du complexe agro-industriel de Kompong Kol, Battambang.

⁷⁰⁰ Ministère de l'information du gouvernement royal du Cambodge, *Cambodge*, p.215.

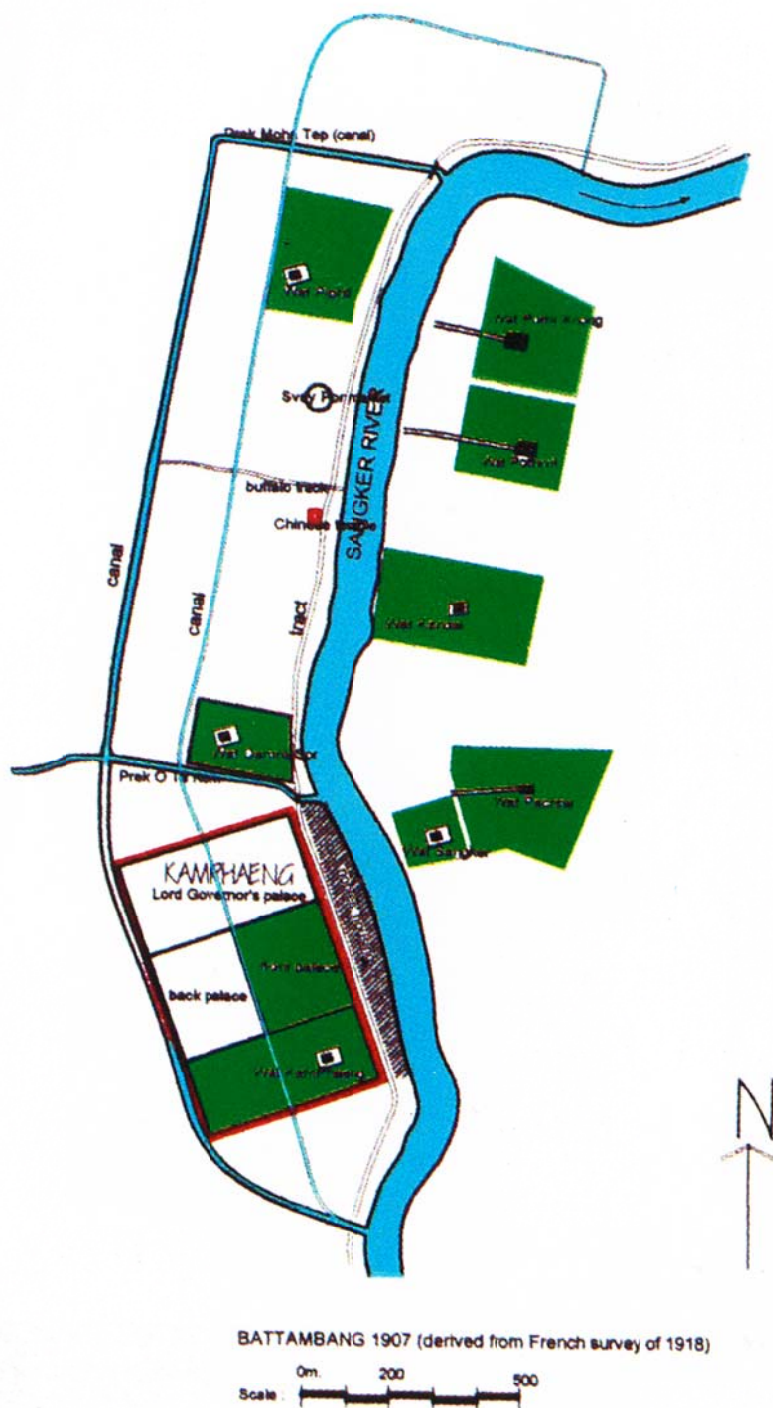
⁷⁰¹ ANC, B. 673: Modernization of rural areas in Cambodia, 1966, p. 8.

⁷⁰² Voir le chapitre 2 de la partie 1.

- sous l'influence thaïlandaise jusqu'en 1907, l'agglomération s'étendit autour des monastères.
- Pendant la période coloniale, une organisation urbaine se met en place portée par les activités commerciales autour du marché avec un plan de ville composé de rues régulières et intégré dans le développement régional de l'Indochine avec l'arrivée du chemin de fer.
- pendant le *Sangkum Reastr Niyum*, une extension urbaine importante de la ville a eu lieu.

François Pochon, professeur français qui a enseigné au lycée Preah Monivong pendant le *Sangkum* mentionne que « *Battambang est un mélange flagrant de trois périodes: celle de l'influence thaïlandaise, des colonies françaises, et de la vie moderne des années 1960* ».

3.7.A. Battambang avant 1907



©ARK Research, Phnom Penh, 2002

Figure 14 : Battambang en 1907

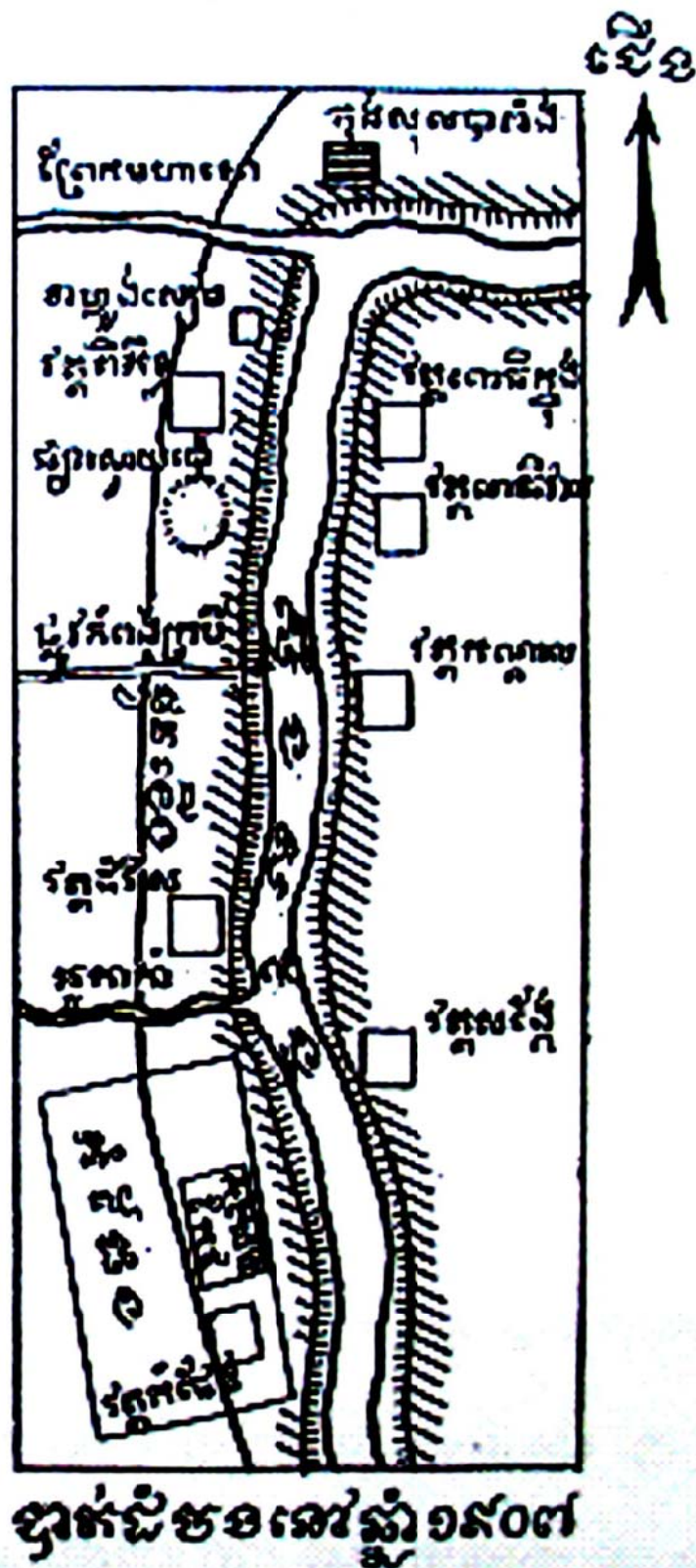


Figure 15 : Battambang en 1907 par TAUCH Chhuong⁷⁰³

⁷⁰³ Tauch Chhuong, p.58-59

Dès l'établissement de la ville sur son site actuel, l'organisation de Battambang a été soumise à des influences siamoises. A propos des villes traditionnelles, P.B LAFONT note que : « *Il est cependant vraisemblable que ces chefs-lieux, résidences des rois feudataires, aient été des centres plus ou moins importants constitués par la réunion de plusieurs villages, dont les habitations en matériaux légers étaient dispersées autour des monastères situés peut-être eux-mêmes autour d'un noyau central qui a pu être une citadelle [...]* »⁷⁰⁴.

A Battambang, la planification urbaine étant inexistante, les habitants s'implantèrent autour du monastère et leurs habitations s'étendirent le long de la berge du *stung* Sangker entre Kampong Ampeul et Bac Prea, soit environ 20 kilomètres. Le centre-ville s'étendit surtout sur la rive ouest du *stung* Sangker, de Wat Kamphèng, jusqu'à Prek Mohatep⁷⁰⁵.

Dans le centre-ville, sur les deux rives de *stung* Sangker, il y avait huit monastères entre lesquels furent construites des maisons traditionnelles en bois, chaume, rotin, bambou aux toits couverts de tuiles pour les plus riches. Ces maisons sur pilotis tournaient le dos à la rivière, avec un accès par la terre ferme⁷⁰⁶.

Un marché en plein air appelé le marché « Svay Por » existait sur l'emplacement actuel du marché municipal (Phsar Nat). En dehors des marchés de poissons qui s'installaient occasionnellement dans plusieurs parties importantes de la ville, le marché Svay Por était le point de rencontre principal des échanges économiques de la ville et plus simplement entre les habitants de la ville et ceux de la campagne.

La ville était alimentée par un réseau hydraulique et parcourue par un réseau de transport sur l'eau constitué de deux canaux parallèles au *stung* Sangker, l'un coupant le Kamphèng (murailles situées à la limite sud de l'agglomération qui furent construite par *Chao Phraya* Bodin en 1838), et l'autre un peu plus grand (*prek* Mohatep), qui définissait le périmètre de la ville. Ces deux canaux étaient alimentés par le *stung* Sangker et par le canal d'Ô Ta Koam. Les eaux sales étaient évacuées vers le *stung* Sangker par le *prek* Mohatep.

Selon une photo aérienne prise probablement en 1939 (voir la figure 3), un pont servait à traverser le canal à l'ouest des murailles. Il fut probablement construit pendant le gouvernement des Seigneurs. Même si les écrivains qui décrivirent la ville de

⁷⁰⁴ LAFONT P.B, *Péninsule Indochinoise. Etudes urbaines*, Paris, L'Harmattan, 1991, p.39-41.

⁷⁰⁵ TAUCH Chhuong, *op.cit.*, p.59-60.

⁷⁰⁶ ROSS Helen Grant, *op.cit.*, p. 8-9.

Battambang pendant le gouvernement des Seigneurs, y compris Tauch Chhuong, n'ont pas mentionné le développement de l'agglomération autour des canaux, ceux-ci semblent avoir déterminé l'implantation des habitations.

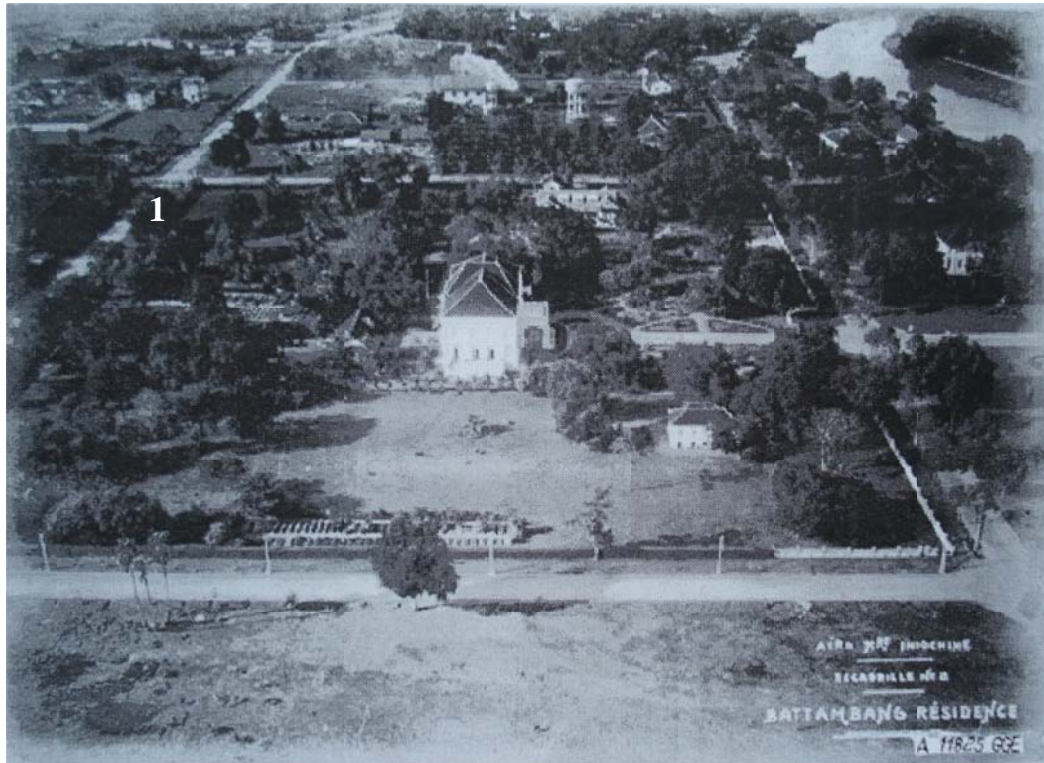


Figure 16 : Photo aérienne vers la ville du Nord de Battambang⁷⁰⁷

1. Pont traversé le canal

Le palais des Seigneurs et leur famille se situait dans l'enceinte des murailles qui ont été construit par *Chao Phraya* Bodin en 1838. Selon la carte illustrée par TAUCH Chhuong, le palais fut orienté à l'est et entouré par une autre muraille appelé « Kamphèng Keo » (Voir la figure 2). Le palais fut composée de deux zones, la zone de devant (partie est) et la zone arrière (partie ouest). La zone arrière comprenait plusieurs bâtiments, où habitaient le seigneur gouverneur, ses femmes, ses danseuses, et où logeaient ses 56 éléphants et ses chevaux⁷⁰⁸.

⁷⁰⁷ Photo obtenue par M. François Pochon, enseignant français à Battambang pendant le *Sankum Reatr Niyum*.

⁷⁰⁸ ROSS Helen Grant, *op.cit.*, p. 10-13.

La résidence du seigneur et la pagode de Kamphèng formaient un ensemble qui reproduisait la disposition du palais royal et du monastère Prakeo à Bangkok⁷⁰⁹.

En 1905, le seigneur gouverneur *Chao Phraya Aphaiphubet* Chhum fit venir des maçons italiens de Bangkok pour construire sa maison en briques. En 1907, au moment de quitter Battambang pour toujours, il n'avait pas encore déménagé dans la nouvelle résidence. Cette dernière sert actuellement de siège au gouvernement de la province.

3.7.B. Battambang pendant le protectorat français

À la suite de la rétrocession et du départ du seigneur gouverneur en 1907, les autorités françaises engagèrent une réorganisation de la ville de Battambang pour la réintégrer au territoire du Cambodge, autrement dit pour la tourner de Bangkok vers Phnom Penh. Pour cela, elles dressèrent un nouveau plan de développement de la ville notamment à partir des activités commerciales et du marché municipal établi sur la rive ouest du *stung* Sangker.

⁷⁰⁹ *Ibid.*, p. 10-13.

Entre le canal d'Ô Ta Koam et le canal de *prek* Mohatep, le nouveau plan de la ville fut divisé par trois rues régulières et parallèles à la rivière (rues numéro 1, 2 et 3). La ville fut structurée en blocs rectangulaires divisés en un nombre conséquent de parcelles de 4 à 5 mètres de large et de 20 à 25 mètres de profondeur⁷¹⁰ (voir la figure 5). Celles-ci qu'on appelle « compartiments » furent vendues aux commerçants chinois prêts à investir dans la construction de la ville coloniale. L'entrée principale depuis la rue permettait un accès direct au magasin. Un autre passage situé à l'arrière était réservé à la livraison de marchandises. Il y avait également au milieu de cette sorte de couloir une petite cour avec un escalier pour accéder à l'étage supérieur où habitait la famille. Cette ville coloniale fut réalisée pendant la dizaine d'années suivant la rétrocession⁷¹¹. Dès lors, la maison traditionnelle sur pilotis disparut du centre-ville et une rue sur berge remplaça l'ancienne piste de terre battue. La ville de Battambang devint alors une ville pour les Chinois. Les maisons cambodgiennes traditionnelles en bois sous des arbres fruitiers ne se trouvèrent plus que sur la rive est de la rivière et en dehors de la ville.

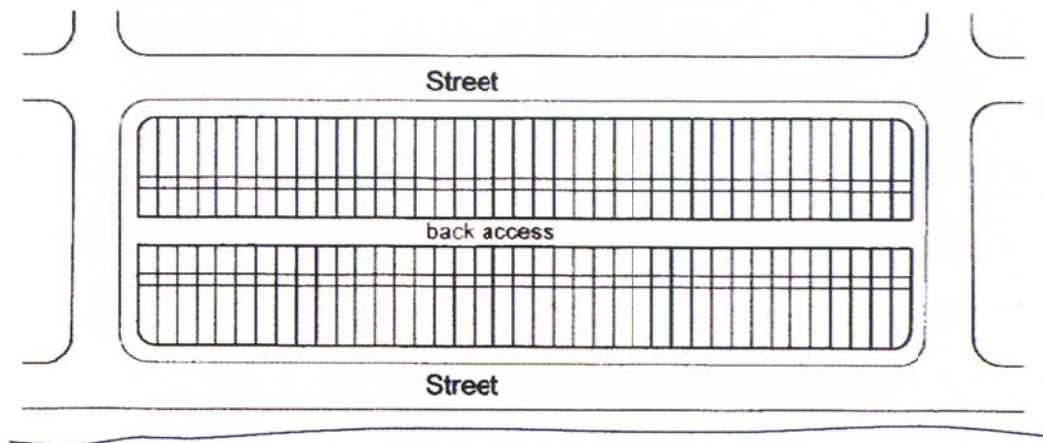


Figure 18 : le parcellaire des compartiments chinois utilisés dans le plan de développement de 1907⁷¹².

Les parties nord de *prek* Mohatep et sud d'Ô Ta Koam furent réservées aux bâtiments administratifs. Sur une première parcelle au nord du *prek* Mohatep, à l'emplacement de l'ancien consulat français, se trouve encore l'hôpital provincial de

⁷¹⁰ Hôtel de ville de Battambang, *Our city-our heritage-Initiative for preservation of urban heritage in Battambang city*.

⁷¹¹ ROSS Helen Grant, *op.cit.*, p. 19-21.

⁷¹² ARK Research.

Battambang composé de bâtiments divers dont certains ont été construits pendant la période du protectorat et d'autres pendant la période du *Sangkum*. La deuxième parcelle au sud d'Ô Ta Koam recouvrait les fortifications de la résidence du Seigneur. Dès l'arrivée des autorités françaises, une partie de ces fortifications a été détruite. Les deux canons devant la porte d'entrée ont été préservés. Les maisons en bois de la famille du Seigneur furent également détruites mais pas le bâtiment construit par des Italiens dont la construction n'était pas encore terminée. Ce grand bâtiment servit comme résidence au résident supérieur français. Il abrite actuellement l'hôtel de ville. Autour de cette résidence, furent installés le camp militaire, la prison, la poste, l'établissement juridique, l'usine de traitement des eaux, les maisons des hauts fonctionnaires etc...

Les destructions des bâtiments et salons en bois, de la villa ovale de style italien au sein de la résidence du Seigneur gouverneur et surtout d'une partie du fort et de la muraille⁷¹³, marquèrent comme des symboles l'élimination du pouvoir thaïlandais dans la province de Battambang.

La résidence de vacances du Seigneur qui se situait à 15 kilomètres du centre-ville à proximité du Grand lac fut abandonnée et squattée plus tard par des paysans.

En 1916, deux ponts furent construits sur le *stung* Sangker pour relier les deux rives, l'un était un pont routier en béton armé de 99 mètres⁷¹⁴ de long situé devant la résidence et l'autre était une passerelle métallique située à environ 500 mètres au sud du marché central.

En 1926, la construction du chemin de fer qui devait relier Battambang à Saigon en passant par Phnom Penh fut projetée. La ligne s'étendit parallèlement aux trois rues principales de la ville coloniale près du canal à l'extrême ouest de la ville. Les autorités françaises ont alors configuré l'extension de la ville vers l'ouest pour rejoindre le tracé du chemin de fer (voir la figure 6).

⁷¹³ ROSS Helen Grant, *op.cit.*, p. 23

⁷¹⁴ Base Ulysse des Archives Nationales d'Outre-Mer de la France.



Figure 19 : Battambang en 1926⁷¹⁵

⁷¹⁵ ARK Research.

En 1936, furent édifiés les nouveaux bâtiments en briques du marché municipal, beaucoup plus connu pendant la période coloniale sous le nom de « Phsar ville » (marché de la ville) et toujours en usage aujourd'hui. Ce marché était divisé en deux zones : la partie ouest réservée principalement à la vente de la nourriture et la partie est à la vente de tissus. À l'est du marché, une station de bus pour desservir la province a été créée. Autour du marché, les magasins chinois proposaient des marchandises diverses.

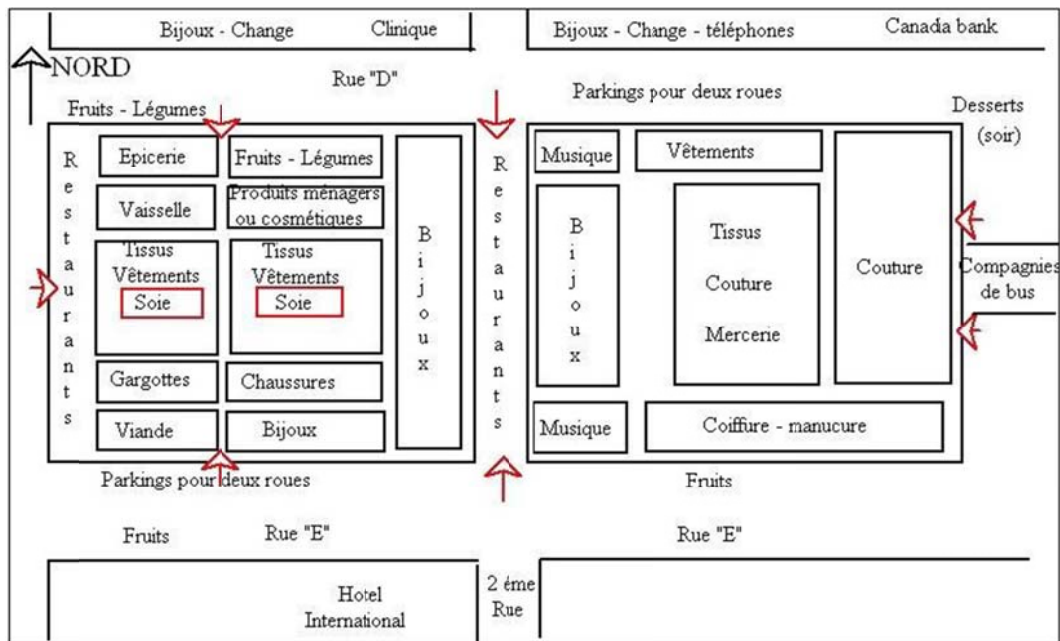


Figure 20 : Plan du marché municipal⁷¹⁶

L'ancienne halle métallique du marché municipal fut déplacée et installée sur un marché en plein air au sud de la ville appelé « Phsar Leu ». Ces deux marchés devinrent alors les principaux points de rencontre et d'échanges de la ville.

À cause de la Seconde Guerre mondiale et de la réoccupation thaïlandaise de la province de Battambang, le projet de développement de la ville fut interrompu. Durant les six années de présence thaïlandaise, la ville ne connut pas de changement important. Après la Seconde Guerre mondiale et le retour des Français en 1946, quelques nouvelles constructions apparurent sur la rive est du *stung* Sangker, par exemple une église

⁷¹⁶ François POCHON.

catholique et un certain nombre de maisons en briques de style français construites sous les arbres fruitiers et qui appartenait aux hauts fonctionnaires.

3.7.C. Battambang pendant le Sangkum

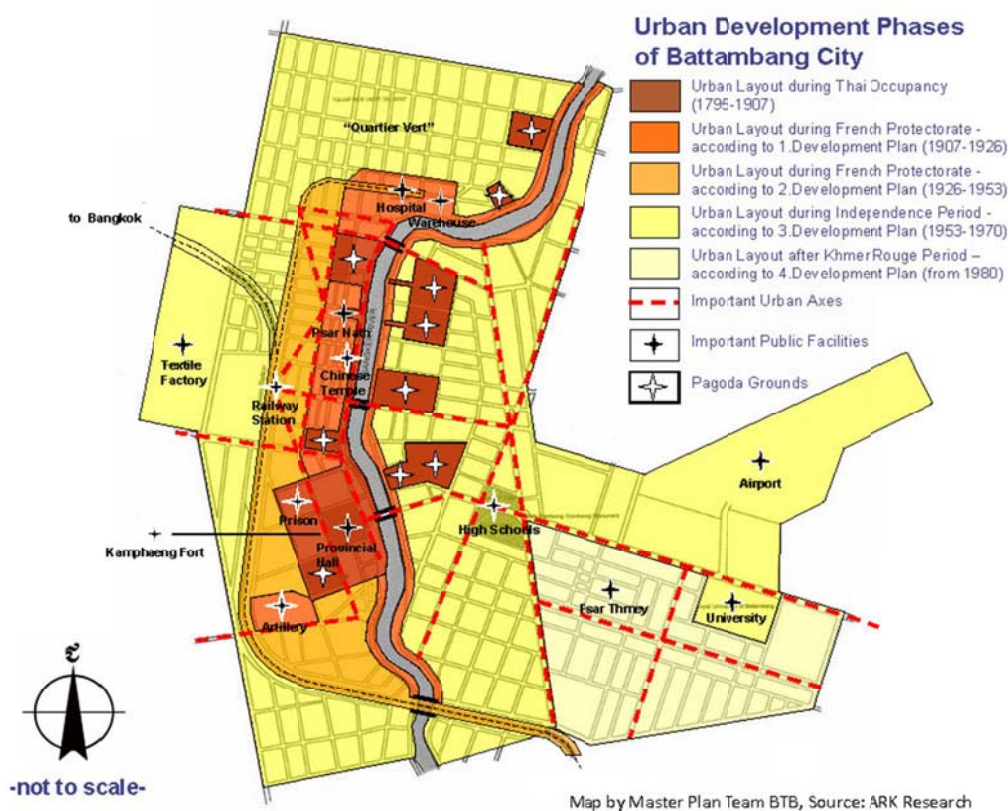


Figure 21 : l'évolution de la ville de Battambang⁷¹⁷

Pendant le *Sangkum Reastr Niyum*, la ville de Battambang a connu de nouvelles transformations.

D'abord, la superficie de la ville de Battambang a quintuplé⁷¹⁸. Elle se divisa alors en cinq zones:

- un secteur commercial au centre avec les compartiments coloniaux,
- un secteur culturel au sud de la ville coloniale,

⁷¹⁷ ARK Research.

⁷¹⁸ Hôtel de ville de Battambang, *Our city-our heritage-Initiative for preservation of urban heritage in Battambang city*.

- un secteur résidentiel avec un grand lotissement au nord,
- un secteur industriel avec la construction de la gare et d'une usine textile de l'autre côté du chemin de fer,
- un secteur consacré à l'éducation et aux services publics à l'est du *stung* Sangker, avec l'implantation d'un aéroport et de l'université.

Les canaux furent remblayés ou remplacés par des égouts souterrains et, en surface, par de belles avenues⁷¹⁹. Les trois grandes rues parallèles au *stung* demeuraient les rues principales du centre-ville, chacune se voyant attribuer un nom de rois. Mais par habitude, les habitants les appellent toujours rue numéro 1, numéro 2 et numéro 3⁷²⁰. Les deux rues moins larges réservées aux accès des compartiments par l'arrière furent nommées rue numéro 1 et demie et rue numéro 2 et demie.

Le marché municipal ou « *Phsar* Nat » resta le point central de la vie de Battambang. On pouvait y acheter des fruits, des légumes, des viandes, des poissons, des tissus et des choses variées. À l'extrême sud du centre-ville, rattaché à la route vers Païlin, le marché « *Phsar* Leu » constituait un autre centre de rencontres. Les producteurs agricoles d'importance moyenne ou les intermédiaires venaient souvent à ces deux marchés pour vendre leurs productions. Selon François Pochon, près du marché central, face au restaurant-dancing « *Stung Kieu* » ou « *Rivière bleue* » qui se situait au bord de la rivière et aujourd'hui disparu, quelques gargotes avaient été établies. Plusieurs cinémas apparurent également dans le centre-ville.

Le secteur commercial fut préservé tel qu'il avait été créé pendant la période du protectorat, mais ce sont les 4 autres secteurs qui firent l'objet d'un développement particulier.

Au sud de la ville coloniale, sur l'espace réservé aux activités culturelles, un musée, une salle d'exposition, un stade, une bibliothèque, un centre sportif et d'autres équipements furent créés.

Le secteur nord de la ville coloniale, surnommé « le quartier vert du *Sangkum Reastr Niyum* », fut réservé aux habitations. On y trouvait des parcelles équipées pour des bâtiments privés et publics, des maisons modernes sous des arbres fruitiers avec toutes les infrastructures nécessaires (voirie, égouts, eau potable et électricité).

⁷¹⁹ ROSS Helen Grant, *op.cit.*, p. 22-23.

⁷²⁰ François Pochon.

La partie ouest de la ville, juste à côté de la gare provinciale, fut réservée à la construction de l'usine textile Sangkum Reastr Niyum Preah Puth Sasna. Cette usine conçue par des architectes chinois fut inaugurée le 3 mai 1967⁷²¹.

La rive est du *stung* Sangker fut beaucoup élargie. Plusieurs grandes parcelles ont été réservées à la construction des bâtiments publics. Vers l'est, à environ 100 mètres du pont « *Spean Thmor Chas* », à côté du monastère « Pachha », existait une parcelle en triangle qu'on appelait la place Yuvan ou « place de la JSRK », à côté de laquelle la résidence des professeurs français fut construite. Cette résidence a été transformée en hôtel après le régime des *Khmers rouges* et a été détruite récemment pour construire des compartiments. Sur la route nationale n° 5, à 500 mètres de la place Yuvan, les collèges Net Yang et Eap Khut et le centre d'accueil de la JSRK se concentraient autour d'un rond-point. Sur la photographie aérienne de la rive est du *stung* Sangker de la ville de Battambang (voir la figure 9), on distingue une porte à proximité du rond-point. Cette porte marquait vraisemblablement la limite de la ville. Pendant le *Sangkum*, des monuments symbolisant l'indépendance ou la personnalité du pays khmer furent construits partout dans le pays. En 1965, la porte située à la limite de la ville fut enlevée et le rond-point occupé par la grande sculpture de Ta Dambang Krânhoung dont il a été question d'entrée. Elle devint plus tard un symbole provincial mais fut détruite pendant le régime de Pol Pot - sa tête est actuellement au musée provincial.

⁷²¹ Usine nationale financée à hauteur d'un milliard neuf cent millions de riels soit environ 54 millions de dollars dont un milliard cent millions soit environ 31,5 millions de dollars provenaient de l'aide chinoise. ROSS Helen Grant, *op.cit.*, p.42-45.



1. La porte qui marquait la limite de la ville
2. Le rond-point où la sculpture de *Dâmbâng Krânhoung* fut érigée
3. Le bâtiment scolaire de Net Yang
4. Le collège pour les garçons d'Eap Khut

Figure 22 : La rive Est de Steung Sangker de la ville de Battambang dans les années 1960⁷²²

À environ 2 kilomètres à l'ouest du rond-point, sur la route nationale numéro 5, se dressent une université et un aéroport. L'université fut conçue par l'architecte alors le plus célèbre du pays, VANN Molyvann. « *Elle constitue un exemple remarquable du dynamisme caractéristique du Sangkum où toutes les astuces de la « nouvelle architecture khmère » sont utilisées* »⁷²³.

En 1968, la construction d'un nouveau pont routier situé au nord de la ville (*Spean Thmor Thmey*) fut terminée. Malgré cela, les petites passerelles temporaires en planches, qui permettaient de traverser la rivière de Sangker pendant la saison sèche ainsi que les petites pirogues furent conservées par les habitants.

Le développement des voies de communication de la province de Battambang (construction de l'aéroport, du nouveau pont (*Spean Thmor Thmey*), prolongation du chemin de fer de Battambang à Sisophon, transformation de *prek* Mohatep et Ô Ta

⁷²² URBA.

⁷²³ ROSS Helen Grant, *op.cit.*, p.41.

Koam en égouts remblayés pour en faire des rues) permit à la ville de devenir économiquement plus importante et contribua à la naissance d'ateliers et d'usines privés nombreux et à la construction d'usines nationales utilisant des matières premières produites dans la région.

Selon le gouvernement, le chef-lieu de la province comprenait 15 % de Chinois. Ceux-ci conservèrent leur culture, leur religion et leur mode de vie. Trois écoles chinoises de différents dialectes furent bâties dans le centre-ville. Chacune occupa une large superficie avec de grands bâtiments scolaires, par exemple l'école primaire de Pi Thnou ainsi que l'école chinoise actuelle. Deux pagodes chinoises apparurent dans le centre-ville.

Même si la population de la ville de Battambang pendant le *Sangkum* n'était que de 38 846 habitants, les différentes nationalités d'origine pouvaient y être distinguées par l'existence de différents centres religieux. Les monastères bouddhistes cambodgiens existaient partout dans la province. On trouvait aussi quatre églises (au centre-ville, à Ksach Poy, à Mongkolborey et à Preah Net Preah) et quatre pagodes chinoises dans le centre-ville de Battambang, à Maung Russey et à Sisophon. En 1962, il existait aussi quatre mosquées dans la province dont une grande mosquée située près du monastère de Norea dans le district de Sangker.

Chapitre 6

Les contestations

I. Les Khmers Serei

1. La naissance de Khmer Serei

À l'indépendance du Cambodge (9 novembre 1953), les membres des *Khmers Issarak* ne se rendirent pas unanimement aux autorités royales, notamment les partisans de SON Ngoc Thanh. Ce dernier accusa le roi NORODOM Sihanouk d'avoir profité de la situation pour réclamer l'indépendance du Cambodge en mentionnant que cela n'aurait jamais été accompli sans la pression des troupes de *Khmers Issarak* depuis des années sur les autorités françaises : « *Sihanouk a tiré les marrons du feu* ». Ce dernier récusait ces accusations mais, en revanche, il ne mentionna jamais l'impact des mouvements *Khmers Issarak* sur la décision française d'accorder l'autonomie aux provinces de Siem Reap, Kampong Thom et Battambang.

Vers la fin 1953, le gouvernement cambodgien renforça sévèrement l'administration et le dispositif militaire dans les régions rurales où étaient encore installés les rebelles. Deux mesures furent adoptées par le gouvernement : d'une part, la création d'un réseau au sein des policiers de la campagne ; d'autre part, le « déplacement » des habitants ruraux qui étaient soupçonnés d'appartenir aux *Khmers Issarak* ou qui pouvaient entretenir des liens avec eux. L'objectif principal de cette opération était de faire disparaître les petits villages ruraux hostiles et de concentrer les villageois en quelque grand village accessible par la voie de communication principale que les armées royales pouvaient effectivement contrôler. Cette opération dura jusqu'à la fin de 1954 et environ un million d'habitants furent déplacés. La plupart des *Khmers Issarak* revinrent alors à une vie normale de citoyen.

Selon les accords de Genève du 21 juillet 1954, « [...] dans un délai de trente jours, après la proclamation de l'ordre de cessez-le-feu, les forces de résistance khmères seront démobilisées sur place ; en même temps les troupes de l'armée royale khmère s'interdiront tous actes hostiles contre les forces de résistance khmères ».

Pourtant, le gouvernement royal viola ces accords en menaçant et en mettant la pression sur les rebelles. En même temps, il contrôla strictement les activités politiques du parti communiste du Kampuchea. Ce dernier forma un parti politique légalement reconnu sous le nom de « Procheachon » (qui peut être traduit en français par « le Peuple »), tandis que SON Ngoc Thanh et ses partisans se réfugiaient en Thaïlande.

À Bangkok, SON Ngoc Thanh continua à entretenir des relations suspectes avec l'ambassade britannique, ainsi qu'avec les dirigeants de la police thaïlandaise. Elles se traduisirent par la fourniture clandestine d'armes qui provenaient de Malaisie et furent acheminées dans la région où se tenaient les partisans de SON Ngoc Thanh (mai 1954). Ce dernier prit contact avec les ambassades du Japon et de Birmanie et rencontra à plusieurs reprises des personnages thaïlandais puissants tels le général Phao SRIYANOND et l'ancien Premier ministre Khuang APHAIVONG⁷²⁴.

En septembre 1954, SON Ngoc Thanh revint à Siem Reap. Il envoya un message au roi NORODOM Sihanouk exprimant son désir de se soumettre et de participer à la future campagne électorale⁷²⁵. Mais le roi refusa de le rencontrer. Le 19 novembre, pour des raisons de sécurité, SON Ngoc Thanh décida de s'exiler à la frontière khméro-thaïe tandis que son partisan, KEO Tak, était tué par DAP Chhuon en février 1955⁷²⁶.

De la fin de 1955 au janvier 1956, les opérations militaires royales pour en finir avec les *Khmers Issarak* dans la province de Battambang et Siem Reap s'intensifièrent. DAP Chhuon détruisit les camps de la rébellion, tua 108 et blessa 55 partisans de SON Ngoc Thanh et s'empara d'un important matériel dont le poste émetteur « *Voix Khmer Serei* »⁷²⁷. Il réussit à pousser SON Ngoc Thanh à se réfugier, à nouveau, en Thaïlande, en février 1956, en compagnie d'un militaire de la police thaïlandaise et d'une dizaine de ses lieutenants⁷²⁸.

Dans le contexte de la guerre froide naissante, l'OTASE fut créée le 8 septembre 1954 à l'initiative des Etats-Unis, dont le siège se trouvait à Bangkok et à laquelle le roi NORODOM Sihanouk refusa d'adhérer. La Thaïlande, qui continuait à revendiquer auprès de Phnom Penh le territoire rétrocédé en 1946, Battambang, Siem Reap et

⁷²⁴ ANOM, INDO, HCI, Rapport mensuel mois de mai 1954, Directeur des services français en Indochine, p.47-48.

⁷²⁵ ANOM, INDO, HCI, Rapport mensuel mois de novembre 1954- janvier 1955, Directeur des services français en Indochine.

⁷²⁶ KIERNAN Ben, *How Pol Pot came to Power: colonialism, nationalism, and communism in Cambodia, 1930-1975 (version khmère)*, SPK, 1992, p.170. ANOM, INDO, HCI, Rapport mensuel mois de février 1955, directeur des services français en Indochine.

⁷²⁷ ANC, Fond de documentation, B. 676, *Etudes Cambodgiennes*, n° 15, juillet-septembre 1968, p. 18.

⁷²⁸ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1954-1965, liasse 18, feuille 1.

Kampong Thom (plus particulièrement la région du temple de Preah Vihear), devint membre de l'OTASE et un allié solide des Etats-Unis dans la politique anti-communiste ou autrement dit contre la politique de la Chine.

SON Ngoc Thanh fut alors une pièce importante des politiques américaines et thaïlandaises. Il abandonna son ancienne idéologie nationaliste et anti-colonialiste au profit des avantages de la triple alliance anti-communiste thaï-vietnamo-américaine. Il fonda en 1956 un mouvement militaire « *Khmer Serei* », Khmer libre, dont le nom formel était le « Mouvement Populaire Issarak de la Résistance Cambodgienne ».

Les *Khmers Serei* s'opposaient au *Sangkum* par la rébellion dans les provinces frontalières et par la diffusion d'une propagande anti-sihanoukiste et pro-américaine.

2. Les soutiens du mouvement

Cette fois le mouvement de SON Ngoc Thanh fut soutenu par les gouvernements de Bangkok et du Vietnam du Sud. SON Ngoc Thanh était en contact plus ou moins direct avec les autorités thaïlandaises et vietnamiennes grâce auxquelles il pouvait demeurer en liaison avec ses partisans, installer des postes émetteurs et recevoir un soutien financier⁷²⁹.

La diplomatie française releva également, le 19 janvier 1959, que « *depuis des années les services américains soutiennent SON Ngoc Thanh* »⁷³⁰. Ils fournissaient non seulement un soutien idéologique mais aussi des armes aux combattants *Khmers Serei*⁷³¹. NORODOM Sihanouk, de son côté, martelait que les activités de SON Ngoc Thanh étaient financées par des fonds américains et par l'intermédiaire de la CIA. L'implication de la CIA comme complice de SON Ngoc Thanh contre le prince n'a cependant jamais été éclaircie ; on note cependant que certaines troupes cambodgiennes ont été armées et entraînées au Vietnam par les forces d'élite de l'armée spéciale américaine, connue sous le nom de « Béret verts »⁷³².

Pour assurer financièrement leurs activités, les *Khmers Serei* tiraient profit des coupes de bois dans les régions où ils exerçaient. Les compagnies d'exploitation étaient surtout thaïlandaises et passaient des contrats avec les *Khmers Serei*. En 1969, l'armée khmère captura, dans la province de Battambang, des militaires et des civils du service

⁷²⁹ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1954-1965, liasse 51, feuille 145.

⁷³⁰ *Ibid.*, liasse 11, feuille 51.

⁷³¹ *Ibid.*, Asie-Océanie, Cambodge 1956-1965, liasse 7, feuille 51-52.

⁷³² THAIJONGRAK Nathaporn, *Histoire du nord du Cambodge et ses relations avec la Thaïlande pendant la période contemporaine*, thèse soutenu à l'Université Paris-Denis Diderot, le 29 novembre 2013.

thaïlandais de Sécurité travaillant pour le gouvernement de Bangkok ou pour le compte d'entreprises privées thaïlandaises qui avaient le projet d'exploiter les forêts inhabitées du Phnom Malai⁷³³ non loin de la frontière thaïlandaise⁷³⁴.

SON Ngoc Thanh, déclara qu'il avait des partisans khmers au Cambodge qui lui envoyaient de l'argent pour lutter contre NORODOM Sihanouk, par l'intermédiaire de la banque de Songsakd KITCHPANICH⁷³⁵. Ce dernier, natif de Battambang, était un personnage important qui avait aussi financé le mouvement des *Khmers Issarak*. Ses activités couvraient la banque (à Phnom Penh), l'assurance (Far East Life Assurance Co.), la pêche, le phosphate, le gaz et les plantations d'hévéas au Cambodge. En décembre 1963, au moment de la nationalisation des secteurs de la banque et des assurances par le prince NORODOM Sihanouk, il s'était envolé vers Bangkok avec quatre millions de dollars en provenant des dépôts de sa banque⁷³⁶.

3. La force du mouvement « Khmer Serei »

3.1. Les recrutements

La participation au mouvement « *Khmer Serei* » se faisait par volontariat et par recrutement forcé. À part d'anciens militaires *Khmers Issarak*, des émigrants cambodgiens en Thaïlande et des habitants cambodgiens des deux côtés de la frontière furent recrutés⁷³⁷.

Selon MEAS Phâl, Cambodgien qui vivait à Surin et qui dû quitter la Thaïlande pour se réfugier à Siem Reap parce qu'il refusait d'adhérer au mouvement *Khmer Serei*, certains frontaliers thaïlandais furent forcés par l'administration locale à participer à ce mouvement, faute de quoi, ils pouvaient être poursuivis et condamnés. Comme chef de village, il dut enrôler ses compatriotes. Il ajouta encore que les combattants *Khmer*

⁷³³ « Phnom Malai » fut séparé de la province de Battambang lors de la création de la province de Banteay Meanchey en 1988.

⁷³⁴ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1966-1979, liasse 274.

⁷³⁵ Songsakd Kitchpanich est né à Battambang. Ses activités couvraient la Banque de Phnom Penh et la Far East life Assurance Co., l'assurance, la pêche, le phosphate, le gaz et les plantations d'hévéa. Lorsque le prince NORODOM Sihanouk a décidé en 1963 de nationaliser les secteurs de banque et de l'assurance, Songsakd s'envola alors pour Bangkok en décembre 1963 emportant avec lui 4 000 000 de dollars en provenant du dépôt de sa banque. Il recommença à rebâtir ses réseaux en Thaïlande et faire des affaires, en achetant un hôtel, un centre commercial, à reprendre contact avec les commerçants et homme d'affaires de la haute société thaïe et à financer les *Khmers Serei*.

⁷³⁶ ANC, B.321 : Message radiodiffusé à la nation, Phnom Penh, 17 janvier 1964, *Les paroles de Samdech Preah NORODOM Sihanouk*, janvier-mars 1964.

⁷³⁷ ANC, B. 680 : *Réalités Cambodgiennes*, 25 juillet 1969.

Serei faisaient l'objet de la bienveillance des policiers thaïlandais. De Surin partaient du ravitaillement en vivres, assuré par les autorités thaïlandaises⁷³⁸.

3.2. Le salaire

Certains combattants ne gagnaient rien mais d'autres recevaient un salaire d'un montant varié. Certains touchaient une solde de 80 baths (4 dollars) par mois⁷³⁹ et d'autres qui participaient au mouvement à Surin touchèrent entre 400 (20 dollars) et 900 baths (45 dollars) par mois⁷⁴⁰. Leurs salaires étaient payés par les impôts prélevés sur les habitants de *phum* Trapeang Tau et Thkeam Romeas, *khum* Roneam, *srok* Prasat Roveng et *phum* Daun Sok Leap et Kandal, *khum* Daun Srok, *srok* Kralanh, dans la province de Siem Reap⁷⁴¹.

3.3. Les camps de Khmers Serei et l'entraînement

Selon le prince NORODOM Sihanouk, les *Khmers Serei* auraient disposé de quatre camps situés, le premier, à Surin, le deuxième, non loin d'Aranyaprathet, le troisième, dans le village thaïlandais faisant face de Pailin, et le quatrième, non loin de Preah Vihear⁷⁴².

Selon les différents groupes de *Khmers Serei* qui se soumirent et selon l'Agence Khmère de Presse, les combattants étaient entraînés dans les camps situés sur le territoire thaïlandais.

Trois *Khmers Serei* qui s'étaient rendus aux autorités du district de Prasath Rovieng dans la province d'Oddar Meanchey ont raconté qu'ils auraient été mobilisés de force le 25 décembre 1965 par les autorités sud-vietnamiennes et envoyés à Saïgon puis auraient été embarqués deux jours plus tard sur un bateau de guerre américain à destination de Bangkok. À leur arrivée en Thaïlande, des camions bâchés conduits par des militaires thaïs les auraient transportés jusqu'à un camp *Khmer Serei* installé à Rong Chor dans la chaîne des Dangrêk près de la frontière cambodgienne. Dans ce

⁷³⁸ ANC, B. 26 : Agence Khmère Presse, 11 juillet 1965.

⁷³⁹ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1956 – 1965, *Editorial paru dans « le Nationaliste » du 7 octobre 1963. L'opération Khmer Serei par NORODOM Sihanouk*, liasse 18, feuille 86.

⁷⁴⁰ Selon des anciens fonctionnaires cambodgiens de *Sangkum*, les salaires étaient entre 1.500 riels (42 dollars) et 3.000 riels (84 dollars) sauf que les enseignants qui ont obtenu des primes pédagogiques et de logement qui touchaient environ 7.500 riels (214 dollars).

⁷⁴¹ ANC, B. 26 : Agence Khmère Presse, 11 juillet 1965.

⁷⁴² AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1956-1965, liasse 7, feuille 51-52.

camp, ils auraient suivi un entraînement intensif portant sur l'utilisation des armes modernes, la pose des mines et les opérations de sabotage⁷⁴³.

L'Agence Khmère de Presse qui a publié le récit de ralliés précisait que 43 cadres *Khmers Serei* furent envoyés dans une école de brousse à Lam Naray, dans la province de Lopburi, pour y suivre un stage de guérilla pendant quatre mois avec des officiers thaïlandais comme instructeurs. À la fin de ce stage, ses collaborateurs et lui furent affectés à Tatum, à quatre kilomètres et demi de la frontière cambodgienne, d'où ils entreprirent, avec l'aide des autorités thaïlandaises, de recruter des hommes parmi les Khmers de Thaïlande.⁷⁴⁴

Lors d'une visite dans la région du Nord, l'ambassadeur de France au Cambodge, Louis DAUGE, et des journalistes des pays de l'Est rencontrèrent des soldats des *Khmers Serei* qui s'étaient rendus au camp militaire de Sisophon en mai 1969. L'ambassadeur de France décrivit : « *Les combattants vêtus de tenues camouflées américaines toutes neuves et coiffés de casquettes kaki étaient alignés en bon ordre, donnant l'impression d'une troupe disciplinée et en parfait état de santé. Les civils, assez dépenaillés, avaient été groupés sur le côté, sous la conduite d'un groupe de notables très dignes, cravatés et engoncés pour l'occasion dans des complets vestons un peu fripés* »⁷⁴⁵.

Alexandre CASELLA écrivait dans le *Journal de Genève* du 27 août 1969 que le nombre des *Khmers Serei* ne dépassait pas trois milles personnes dont deux mille étaient installés au sud du Vietnam et mille sur le versant thaïlandais de la chaîne de Dangrêk, face aux provinces frontalières cambodgiennes. Ils organisaient parfois de petits raids en territoire cambodgien ou installaient des mines. Il notait également la recrudescence des activités subversives dans la région maritime⁷⁴⁶.

4. Les Khmers Serei : un mouvement utile aux revendications territoriales de la Thaïlande

Malgré la rétrocession en 1946, les autorités thaïlandaises occupaient encore le secteur de Preah Vihear et gardait leur ambition de retour du territoire « perdu ». Le

⁷⁴³ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1966- 1979, *Des Khmers Serei*, liasse 272, n.f.

⁷⁴⁴ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1966- 1979, *Du ralliement d'un groupe de Khmer Serei et de la capture de quatre militaire thaïlandais*, liasse 274, n.f.

⁷⁴⁵ *Ibid.*

⁷⁴⁶ ANC, B.680 : *Réalités Cambodgiennes*, 12 septembre 1969. AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1966 – 1979, *Subversion thaïlandaise dans la province de Koh Kong*, liasse 122, n.f.

Cambodge et la Thaïlande entretenaient cependant des relations diplomatiques jusqu'en 1955 mais les revendications cambodgiennes s'accrurent à la faveur des premières tensions entre les deux royaumes. En janvier, mars et en juin 1954, le cabinet cambodgien a émis plusieurs protestations officielles contre l'occupation persistante de certains points du territoire dans des communiqués adressés au gouvernement de Bangkok. En mars de la même année, le président du Conseil cambodgien demanda au Haut-Commissaire Français au Cambodge de lui communiquer les documents relatifs à la délimitation de la frontière⁷⁴⁷. Lors d'une visite officielle à Bangkok en décembre 1954, le roi NORODOM Sihanouk évoqua la question du temple sans parvenir à un compromis. En 1955, alors que l'adoption d'une politique de neutralité suscitait la colère thaïlandaise, les réclamations cambodgiennes se firent plus insistantes et assorties de menaces.

Pour mettre la pression sur le gouvernement « non-aligné » de Phnom Penh, les troupes thaïlandaises et celle du Vietnam du sud pro-américaines renforcèrent leurs défenses militaires aux frontières. Entre mars et mai 1958, les troupes thaïlandaises violèrent six fois le territoire frontalier du Cambodge. Dans la presse thaïlandaise, la revendication territoriale de la province de Battambang et Siem Reap du gouvernement de Bangkok était à nouveau évoquée⁷⁴⁸. En juillet 1958, le Cambodge et la République Populaire de Chine scellèrent leur rapprochement au moment même des conflits territoriaux entre le Cambodge et la Thaïlande pour la région de Preah Vihear. Cela amena à la rupture des relations diplomatiques le 28 novembre.

Cette rupture permit au mouvement de *Khmer Serei* d'apparaître pour ce qu'il était. Dès 1956, l'Agence Khmère de Presse affirmait : « *Thanh offre trois provinces⁷⁴⁹ aux Siamois* ». Le 5 avril 1957, le journal *Réalités cambodgiennes* avait à son tour publié un article intitulé « *SON Ngoc Thanh se vend une fois de plus à l'étranger* ». En 1958, il ne fit plus de doute aux yeux des autorités cambodgiennes que les rebellions dans les provinces frontalières et les complots contre le prince NORODOM Sihanouk étaient orchestrés secrètement par le Comité Révolutionnaire, la faction au pouvoir en Thaïlande.

⁷⁴⁷ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1954-1965, lettre du président du Conseil cambodgien au Haut-commissaire français au Cambodge du 26 mars 1954, liasse 76, n.f.

⁷⁴⁸ Académie scientifique de l'URSS, *Histoire du Cambodge*, Naouka, URSS, 1985, p.402.

⁷⁴⁹ Battambang, Siem Reap et Kampong Thom.

4.1. Le complot de Bangkok (décembre 1958)

Les Américains jetèrent alors leur dévolu sur SON Ngoc Thanh mais aussi sur l'ambassadeur du Cambodge à Londres, SAM Sary. Ceux-ci leur parurent susceptibles de former une opposition suffisamment puissante pour remplacer Sihanouk. À Bangkok, Sarit THANARAT et les ministres thaïlandais tels que Thanat KHOMAN, le prince Wan et *Luang* Visutr étaient particulièrement opposés à la politique de NORODOM Sihanouk. Le 15 décembre 1958, Sarit THANARAT disait : « [...] *la Thaïlande estime que ce pays a un chef qui commet des erreurs politiques. La personne qui doit accepter la responsabilité et en supporter les conséquences est le prince Sihanouk, Premier ministre du Cambodge* [...] »⁷⁵⁰.

Les Américains laissèrent les mains libres à leurs deux alliés voisins du Cambodge particulièrement à la Thaïlande pour préparer une opération anti-Sihanouk⁷⁵¹. En janvier, la diplomatie française confirma une réunion à Bangkok, en présence de l'ambassadeur des Etats-Unis et NGO Trong Hieu, représentant du Sud-Vietnam en poste au Cambodge⁷⁵².

En janvier 1959, le prince NORODOM Sihanouk fut prévenu par ses alliances, la Chine et l'URSS, et par le gouvernement français, d'un complot prenant origine à Bangkok – ce qui amènera Sihanouk à parler de « complot de Bangkok » à ce propos. Le 20 janvier 1959, une proclamation royale annonça que « *ce complot ne tendrait rien moins qu'à détruire la neutralité voulue par le peuple et, chose plus ignoble, qu'à livrer notre pays qui deviendrait, si le coup de force projeté était réussi, un véritable satellite de ces puissances* »⁷⁵³. Selon NORODOM Sihanouk, le but de ce complot aurait été de proclamer la sécession des provinces de Siem Reap et de Kampong Thom et l'instauration d'une « république cambodgienne »⁷⁵⁴ dirigée par un gouvernement mis en place par le Premier ministre thaïlandais, Sarit THANARAT et inféodé aux Etats-Unis⁷⁵⁵. Toujours selon le prince, il aurait été dirigé par trois personnages importants : SON Ngoc Thanh, SAM Sary et DAP Chhuon.

⁷⁵⁰ AMAE, Asie-Océanie, Thaïlande 1944-1955, discours du maréchal Sarit THANARAT, Premier ministre de la Thaïlande du 15 décembre 1958, liasse 141, nf.

⁷⁵¹ *Ibid.*

⁷⁵² AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1954-1965, note de diplomatie française du 23 janvier 1959, liasse 11, feuille 55.

⁷⁵³ ANC, Fond de documentation, B. 676, *Etudes Cambodgiennes*, No 15, juillet-septembre 1968, p. 24.

⁷⁵⁴ *Ibid.*

⁷⁵⁵ AMAE, Asie-Océanie, Thaïlande 1944-1955, liasse 141 : discours de NORODOM Sihanouk à Kampong Cham du 13 janvier 1959.

SON Ngoc Thanh, dirigeant des groupes *Khmer Serei* fut reconnu comme l'acteur principal du complot. Dans une note diplomatique française du 23 janvier 1960, on lit : « [...] des documents de bonnes sources permettent d'affirmer la réalité du complot qui, à des degrés divers, met en cause la responsabilité des gouvernements de Bangkok [...] et donne un rôle indiscutable à SON Ngoc Thanh [...] ⁷⁵⁶ ».

SAM Sary, intellectuel diplômé en France, était membre de différents cabinets ministériels et, au début des années 1950, participa à ce titre au processus qui amènera à l'indépendance du Cambodge. Il assista en tant que négociateur à la conférence de Genève en 1954. Après les succès des négociations, il fut nommé au Haut Conseil de la Couronne. Il fut alors choisi par NORODOM Sihanouk pour l'aider à constituer le *Sangkum Reastr Niyum*. Il fut nommé Vice-président du Conseil des ministres et Ministre des Affaires économiques et financière, du Plan et de l'Education nationale du premier gouvernement du *Sangkum* (3 octobre 1955- 5 janvier 1956). En décembre 1955, il devint Secrétaire général du *Sangkum*.

Accusé d'être à la solde de CIA après un séjour aux États-Unis en 1956 au moment où ses relations avec le prince NORODOM Sihanouk se détérioraient, SAM Sary fut nommé ambassadeur du Cambodge à Londres. Il commença à s'opposer à la politique de « neutralité » du prince après qu'il fut limogé de son dernier poste en juin 1958, suite à une affaire de maltraitance envers sa troisième concubine, ancienne première miss Cambodge.

SAM Sary fonda, à son retour au Cambodge, le 30 décembre 1958, un journal bilingue franco-khmer gratuit *Reastrathipathey* (le Peuple au pouvoir) qui critiquait ouvertement la politique clientéliste de NORODOM Sihanouk⁷⁵⁷. Il y fit publier une lettre ouverte à NORODOM Sihanouk, le 7 janvier 1959, mentionnant la création d'un nouveau parti politique « le Rassemblement des Khmers démocrates »⁷⁵⁸. Le 14 janvier 1959, après un discours de prince NORODOM Sihanouk révélant les complots contre son gouvernement, SAM Sary, s'enfuit au Vietnam puis en Thaïlande pour rejoindre SON Ngoc Thanh.

Les soupçons pesaient également sur le désormais général DAP Chhuon⁷⁵⁹, seigneur de la province de Siem Reap, qui était en désaccord sur la politique de

⁷⁵⁶ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1954-1965, note de diplomatie française, liasse 11, feuille 55.

⁷⁵⁷ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1954-1965, note du 12 janvier 1959, liasse 11, feuilles 2-10.

⁷⁵⁸ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1954-1965, Statut du « Rassemblement des Khmers démocrates », liasse 11, feuille 14.

⁷⁵⁹ Dap Chhuon fut nommé « Général » le 8 avril 1958.

rapprochement avec la Chine de NORODOM Sihanouk. Il avait personnellement conservé des relations avec la Thaïlande et était assez proche de NGO Trong Hieu⁷⁶⁰.

DAP Chhuon, l'ex-chef de bande des *Khmers Issarak*, avait participé à la conférence de Genève en tant qu'expert militaire. Il fut nommé colonel en 1954 et en juillet 1955, directeur général des services de Police et de Sûreté avec la responsabilité de superviser les élections. À la fin de 1955, il fut nommé Délégué royal à Siem Reap et Commandant du secteur nord. Le 15 septembre 1956, DAP Chhuon devint ministre de la Sécurité intérieure et de la Religion tout en gardant son poste de gouverneur de la province de Siem Reap et de commandant du secteur Nord. Après la démission du prince NORODOM Sihanouk de la fonction du Premier ministre le 21 juin 1957, DAP Chhuon perdit sa position de ministre une semaine plus tard. Il regagna alors son fief de Siem Reap où il était le maître absolu et possédait un réseau de renseignements sur toute la région. DAP Chhuon fut alors accusé d'avoir participé « complot de Bangkok » et à la tentative avortée pour séparer les provinces du Nord du Cambodge⁷⁶¹.

Les 21 et 22 février, LON Nol, ministre de la Défense monta une opération contre DAP Chhuon. Ce dernier réussit à s'enfuir avec une centaine de ses hommes avant l'assaut de son camp⁷⁶² tandis que ses deux frères et un neveu de SAM Sary étaient capturés. SLAT Peou, frère de DAP Chhuon révéla que, durant son séjour à New York en tant que membre de la délégation cambodgienne aux Nations-Unies présidée par le prince NORODOM Sihanouk, il avait été chargé par les services secrets américains de certains détails de l'entreprise⁷⁶³. En février 1960, les deux frères de DAP Chhuon et le neveu de SAM Sary furent condamnés à mort, pour haute trahison, par un tribunal militaire⁷⁶⁴.

À la résidence de DAP Chhuon, les militaires cambodgiens capturèrent deux officiers sud-vietnamiens et saisirent 80 kilogrammes d'or en lingots, un poste émetteur, un stock d'armes et trouvèrent des documents prouvant des contacts entre DAP Chhuon et les autorités thaïlandaises⁷⁶⁵ et celles de Vietnam⁷⁶⁶. La culpabilité de Victor

⁷⁶⁰ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1956-1965, accusations contre la Thaïlande, liasse 11, feuille 143-144.

⁷⁶¹ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1954-1965, télégramme de la diplomatie française en février 1959, liasse 11, feuille 106.

⁷⁶² *Ibid.*

⁷⁶³ ANC, Fond de documentation, B. 676, *Etudes Cambodgiennes*, No 15, juillet-septembre 1968, p. 24.

⁷⁶⁴ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1954-1965, liasse 13, feuille 43.

⁷⁶⁵ ANC, Fond de documentation, B. 676, *Etudes Cambodgiennes*, No 15, juillet-septembre 1968, p. 24.

⁷⁶⁶ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1954-1965, télégramme de la diplomatie française du 27 février 1959, liasse 11, feuille 113.

MATSUI, agent de la CIA et diplomate de l'ambassade américaine à Phnom Penh et de NGO Trong Hieu fut formellement établie. Selon un document diplomatique français, DAP Chhuon fut tué le 3 mars 1959, à environ 50 kilomètres au nord-est de Siem Reap lors d'une opération menée par les FARK⁷⁶⁷. Le gouvernement du Cambodge avait indiqué quant à lui que « DAP Chhuon, blessé à mort par un de ses lieutenants, est découvert par un détachement de l'armée royale qui ramène son corps à Siem Reap »⁷⁶⁸. Sa mort fut annoncée officiellement deux jours plus tard par le gouvernement du Cambodge.

Face à cette situation, le maréchal Thanom KITTAKACHORN, Premier ministre par intérim, déclara le 25 février 1959 que la Thaïlande n'avait rien à voir avec la situation dans la province de Siem Reap. Deux jours plus tard, un communiqué du Ministère des Affaires étrangères précisa que la capitale du Siam n'était pas un lieu où l'on dresse des plans contre les pays voisins.⁷⁶⁹ Dans le même temps, il se défendait de ce que SON Ngoc Thanh et DAP Chhuon soient allés en Thaïlande tandis que des voix officielles laissaient entendre que si des hommes politiques étrangers y cherchaient refuge, le gouvernement siamois ne pourrait que se conformer au droit et à l'usage international.

Le gouvernement thaïlandais nia encore qu'il ait entretenu une relation très étroite avec SAM Sary arguant que celui-ci était anti-thaïlandais : « [...] SAM Sary [...] a publié au mois d'avril- mai 1958 dans une revue officielle relevant de l'Office Cambodgien de l'information –Le Cambodge aujourd'hui-, un article virulent et hostile envers la Thaïlande [...] »⁷⁷⁰.

Il en fut de même des Etats-Unis. L'ambassadeur en France assura en janvier 1959 que les Etats-Unis n'étaient ni activement ni passivement impliqués dans le complot⁷⁷¹.

Pourtant, le personnel diplomatique français affirma que « [...] des documents de bonnes sources permettent d'affirmer la réalité du complot qui, à des degrés divers, met en cause la responsabilité des gouvernements de Bangkok [...] et donne un rôle indiscutable à SON Ngoc Thanh [...] »⁷⁷².

⁷⁶⁷ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1954-1965, télégramme de la diplomatie française du 4 mars 1959, liasse 11, feuille 113.

⁷⁶⁸ ANC, Fond de documentation, B. 676, *Etudes Cambodgiennes*, n° 15, juillet-septembre 1968, p. 24.

⁷⁶⁹ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1956-1965, *Relations khméro-thaïlandaises*, liasse 11, feuille 149.

⁷⁷⁰ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1954-1965, communiqué de l'ambassade thaïlandaise en France du 29 janvier 1959, liasse 74, n.f.

⁷⁷¹ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1954-1965, entretien de l'ambassadeur américain en France, liasse 11.

⁷⁷² AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1954-1965, note, liasse 11, feuille 55.

Après la mort de DAP Chhuon, le prince NORODOM Sihanouk se rendit, le 26 mars 1959, dans les territoires de Battambang et Siem Reap., opération visant à mieux intégrer ceux-ci dans l'ensemble du Cambodge, et faire reconnaître le gouvernement de Phnom Penh chez les habitants. À Battambang, où la propagande de SON Ngoc Thanh avait le plus large crédit et où la politique du *Sangkum* était l'objet des plus grandes critiques, le prince fit un discours, intitulé « La fidélité de Battambang au Trône » dans lequel l'ardent patriotisme et l'union au sein du *Sangkum* étaient réaffirmés. Il n'oublia pas d'évoquer le complot de SON Ngoc Thanh, SAM Sary et DAP Chhuon en disant : *« Actuellement dans les jours difficiles que traverse encore notre pays, je crois qu'il sera utile que nous examinions ensemble la situation créée par l'existence d'un mouvement organisé à l'étranger et par l'étranger et servi par quelques Cambodgiens, pour semer le trouble et le désordre parmi nous. De ce complot, le bras séculier était DAP Chhuon, SAM Sary « le cerveau » et SON Ngoc Thanh « le symbole » de l'Etat. Le plus redoutable était sans conteste DAP Chhuon qui était la force et aurait pu disposer des moyens de provoquer l'insécurité et même la guerre civile. Grace au ciel, après la liquidation rapide par notre armée, aidée par tout le peuple, de ce noyau de rébellion et de cet homme soutenu ouvertement par l'étranger, mais abandonné de tous ses compatriotes, cet échafaudage savamment dressé s'est effondré comme un château de cartes. Je voudrais pourtant vous mettre en garde, car certaines puissances qui montrent tant de sollicitude à notre endroit n'ont pas abandonné la partie. Elles espèrent maintenant découvrir le nouvel homme fort et sans scrupules qui pourraient remplacer l'ambitieux et infortuné DAP Chhuon. En attendant le remplacement de ce pion, essentiel pour la réalisation de leurs projets, nous voyons se développer une campagne, par voie de tracts et par la radio, acharnée à discréditer la Monarchie, notre régime national, notre Sangkum et moi-même qui demeure au centre de toutes leurs attaques. Je répondrai donc ici aux principales accusations qui reviennent souvent sous la plume et dans les discours de la poignée de Cambodgiens qui, entièrement à la solde des étrangers, ne craignent pas de se qualifier de « Khmers Serei».*⁷⁷³ ».

À Siem Reap, des cérémonies eurent lieu en présence de la Reine, du Prince NORODOM Sihanouk et d'un grand nombre de hauts fonctionnaires cambodgiens. Les journalistes les ont qualifiées de « fêtes de la liberté », destinées à marquer la reconnaissance de la province et l'affranchissement du fief de DAP Chhuon. Le prince

⁷⁷³ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1956-1965, *Discours de Son Altesse Royale le Prince NORODOM Sihanouk à Battambang le 26 Mars 1959*, liasse 12, feuille 10.

déclara dans son discours son droit à diriger la province : « [...] *Je tiens à préciser que Siem Reap n'a jamais été à Chhuon Mochulpich, mais à moi. C'était une province de mon secteur autonome : Battambang, Siem Reap et Kampong Thom, que j'avais obtenu des Français. En m'installant à Siem Reap, je rentrais chez moi, non chez Chhuon. [...]* Certes, Chhuon et moi avons été amis. Mais nos conceptions se séparaient. Chhuon disait que le Cambodge ne peut être libre tout seul et devait s'aligner sur le bloc de l'Ouest, le SEATO. Il disait que la neutralité signifiait seulement la subversion communiste et l'appauvrissement du Cambodge. Il montrait combien notre armée était mal équipée et misérable. [...] »⁷⁷⁴. « Ensuite, les Vietnamiens et les Thaïs se firent complices de certains impérialismes blancs pour essayer de diviser notre pays et d'incorporer quelques provinces khmères à la Thaïlande. Le plan DAP Chhuon tendait à l'incorporation à la Thaïlande de Kampong Thom et de Siem Reap [...] C'est le plan des impérialistes, les uns travaillant avec le SEATO, d'autres dans l'ambassade d'une grande puissance [...] »⁷⁷⁵.

4.2. Les Khmers Serei après le complot

La tension entre le Cambodge et la Thaïlande causée par le désaccord sur la fixation de la frontière mena le Cambodge à soumettre le problème de Preah Vihear à la Cour internationale de Justice en octobre 1959. Cette décision provoqua une recrudescence du soutien thaïlandais aux rebelles *Khmers Serei*. De l'argent et de nouvelles armes leurs furent envoyés, tandis que des encouragements leurs furent prodigués pour les inciter à déclencher, au Cambodge, une campagne de terrorisme visant particulièrement le prince NORODOM Sihanouk⁷⁷⁶.

Dès lors, le gouvernement cambodgien menaça le gouvernement américain d'une intervention de la Chine et d'une guerre ouverte avec la Thaïlande et le Vietnam du Sud et de se tourner vers le bloc communiste. À la suite de l'intervention des Etats-Unis, la guérilla de *Khmer Serei* fut mise en sommeil entre 1959 et 1963⁷⁷⁷.

⁷⁷⁴ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1956-1965, *Lettre de Sihanouk à l'Ambassade de France au Cambodge*, liasse 11, feuille 157.

⁷⁷⁵ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1956-1965, *Exposé du Prince Sihanouk, chef de l'Etat devant les deux Chambres durant la matinée du 23 octobre 1961*, liasse 75, feuille 93.

⁷⁷⁶ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1954-1965, lettre de la diplomatie française, liasse 12, feuille 138-145.

⁷⁷⁷ GARAVAGLIA Gian Luciano, *Les relations entre le Cambodge et la Thaïlande de 1953 à 1970 : la neutralité khmère, une arme face à l'impérialisme siamois*, mémoire de master d'histoire soutenu à l'université Paris Diderot, 2007, p.106-110.

La décision de la Cour internationale de Justice du 15 juin 1962 aboutissait à reconnaître le droit légal du Cambodge sur le temple de Preah Vihear. Le verdict de la Cour ne parvint cependant pas à soulager la tension entre les deux pays. Les dirigeants thaïlandais agirent encore une fois en provoquant la dissidence au Cambodge et en laissant à nouveau les mains libres aux *Khmer Serei*.

La visite du Président chinois, LIU Shaoqi, le 1^{er} mai 1963 marqua un virage de la politique cambodgienne qui provoqua un fort mécontentement chez les Américains. En juillet 1963, une station de radiodiffusion fut construite au nord-est de la Thaïlande, près de la frontière du Cambodge. Le prince NORODOM Sihanouk accusa la Thaïlande d'aider les *Khmers Serei* à imprimer des lots de tracts pour les expédier au Cambodge.⁷⁷⁸ Le 15 août 1963, la radio *Khmer Serei*, diffusant également à partir du Vietnam du Sud et dont les émissions étaient facilement accessibles par les habitants dans les provinces frontalières⁷⁷⁹, lança une campagne de propagande plusieurs fois par jour, encourageant les habitants à participer à la guérilla. Le prince NORODOM Sihanouk réclama le 5 novembre l'arrêt de ces émissions⁷⁸⁰ mais sans résultat. Il déclara alors ouvertement la lutte contre les *Khmers Serei*. Le 25 novembre 1963, PREAP In, membre du parti démocrate et neveu d'IN Tam, accusé d'avoir participé au mouvement de *Khmer Serei*, fut condamné à mort. Il fut exécuté publiquement à Kampong Speu et le film de l'exécution fut diffusé largement pendant des mois dans tout le pays.

Le même mois, le Cambodge adopta une politique de nationalisation de l'économie et rejeta l'aide des Etats-Unis, arguant notamment que la politique américaine cherchait à « provoquer, par leur mouvement *Khmer Serei* », le Cambodge⁷⁸¹.

Vers la fin de l'année 1963 ou au début de 1964, les autorités thaïlandaises envoyèrent dans les cinq provinces limitrophes (Koh Kong, Pursat, Battambang, Siem Reap et Preah Vihear), de petits groupes d'agitateurs *Khmer Serei* ou Khméro-thaïlandais. Ils se composaient en général de quatre à six agents avec tracts et journaux. Ils demeuraient rarement plus d'une semaine sur place. Leur mission consistait essentiellement, selon l'interprétation du chef de l'Etat, « à convaincre les habitants de ces provinces qu'ils ne sont pas Khmers mais Thaïs, à les éloigner du *Sangkum*, du trône, du

⁷⁷⁸ ANC, *Les principaux discours, messages, déclaration et allocutions de son altesse royale le prince NORODOM Sihanouk*, 1963, carton 327.

⁷⁷⁹ *Ibid.*

⁷⁸⁰ PUY Kea, *op.cit.*, p.70-71.

⁷⁸¹ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1954-1965, Conférence de presse de NORODOM Sihanouk du 10 novembre, liasse 54, feuille 23-26.

Prince Sihanouk et les pousser en définitive à s'insurger contre le gouvernement et à demander le retour de ce territoire à la Thaïlande »⁷⁸². « [...] *On savait depuis longtemps déjà, sans peut-être avoir autant de précisions, que la Thaïlande essayait, assez maladroitement d'ailleurs, de susciter au gouvernement quelques difficultés dans ces provinces qui furent longtemps siennes et dont les habitants en grande partie parlent encore sa langue. Le gouvernement avait réagi très violemment à une déclaration récente du Général Praphas JARUSATHIEN et avait accusé le gouvernement de Bangkok de préparer une attaque contre les provinces ouest du Cambodge avec l'aide de Khmers Serei et de mercenaires des forces spéciales aux ordres des américano-sud vietnamiens [...]* »⁷⁸³.

Mais les *Khmers Serei* continuèrent toujours leurs opérations dans les provinces frontalières surtout à Battambang et à Siem Reap (et Oddar Meanchey).

Le 5 avril 1964, lors du deuxième Congrès du mouvement de SON NgocThanh tenu en sa présence quelque part dans les forêts cambodgiennes, avec Songsakd KITHPANICH, conseiller du mouvement et CHAU Bory, principal lieutenant, un front dénommé « Front National de Libération du Cambodge » fut créé. C'était un mouvement anti-communiste ou plutôt anti-sihanoukiste qui se structura autour des mêmes bases que la précédente guérilla et s'organisa de manière identique⁷⁸⁴.

Entre décembre 1964 et janvier 1965, les opérations furent très nombreuses⁷⁸⁵. En décembre 1965, à la radio de *Khmer Serei*, SON Ngoc Thanh déclara ouvertement la guerre au prince NORODOM Sihanouk pour libérer le Cambodge de sa politique suicidaire, à cause de son engagement auprès de l'impérialisme français et des communismes. En même temps, les autorités thaïlandaises soutenaient militairement, de façon de plus en plus visible, les opérations de *Khmer Serei* et menaçaient à nouveau de reconnaître le mouvement. Les habitants des provinces frontalières où l'on se battait depuis 1964 étaient dans une situation économique très détériorée et furent encore menacés par l'instabilité politique et l'insécurité. Certains d'entre eux commencèrent alors à quitter le Cambodge et cherchèrent à se réfugier en Thaïlande. Cela fournit prétexte à une déclaration du ministre de l'Intérieur thaïlandaise le 18 mai 1965 selon laquelle « *beaucoup de réfugiés*

⁷⁸² AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1966-1979, *Subversion thaïlandaise dans la province de Koh Kong*, liasse 122, n.f.

⁷⁸³ Message radiodiffusé à la Nation. AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1966 – 1979, *Subversion thaïlandaise dans la province de Koh Kong*, liasse 122, n.f.

⁷⁸⁴ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1954-1965, liasse 51, feuille 145.

⁷⁸⁵ *Ibid.*, liasse 76, feuille 271.

cambodgiens avaient demandé au gouvernement thaï de les aider à renverser le régime de Sihanouk »⁷⁸⁶.

Le 19 décembre 1965, NORODOM Sihanouk mentionna un affrontement à Paong, dans la province d'Oddar Meanchey, entre une patrouille et plus de 200 rebelles, faisant de nombreux morts⁷⁸⁷. Les *Khmers Serei* en revendiquaient la responsabilité alors que Phnom Penh avait attribué cette affaire à des forces de police thaïlandaises. SON Ngoc Thanh se flattait en outre d'avoir marqué l'ouverture des hostilités par quatre opérations, deux dans la province d'Oddar Meanchey, près de Samrong, et deux dans celle de Battambang, près de Pailin.⁷⁸⁸ Par ailleurs, il soutenait que tous les accrochages attribués à l'armée régulière ou à la police thaïlandaise étaient l'œuvre de ses partisans dont une opération contre le poste-frontière cambodgien d'Ô Smach le 2 janvier 1966⁷⁸⁹... mais trois combattants *Khmer Serei* ralliés au gouvernement le 13 janvier 1966 affirmèrent que des policiers et des militaires thaïlandais avaient participé à l'attaque d'Ô Smach⁷⁹⁰.

Dès 1966, les forces *Khmer Serei* qui comprenaient environ 400 hommes formaient un maquis et des bases dans la province d'Oddar Meanchey et trois bases à Bos Am Peou, Tatoum et Thkaou qui formèrent ce qu'on appelait le « Front des Dangrêk ». Ils étaient placés sous l'autorité d'officiers thaïlandais et recevaient l'ordre de faire des incursions dans le territoire du Cambodge où ils attaquaient des postes militaires et déposaient des mines. Le 3 janvier, Songsakd Kitchpanich déclara que la force *Khmer Serei* s'élevait jusqu'à 10.000 hommes dont la plupart se trouvait dans la province de Stung Trèng. Du 31 décembre 1965 au 4 janvier 1966, la presse thaïlandaise mentionna des succès de partisans *Khmers Serei* dans les environs de Siem Reap, Bokeo, Pailin et Samrong⁷⁹¹.

Dès lors, NORODOM Sihanouk prit de sérieuses mesures. En janvier 1966, il ordonna à LON Nol, Vice-président du conseil de la Défense nationale, et IN Tam, ministre de l'Intérieur, de renforcer les forces d'autodéfense des provinces frontalières. L'ouverture de nouvelles voies de communication afin de faciliter les accès de ces forces fut aussi prévue⁷⁹².

⁷⁸⁶ AMAE, Asie-Océanie, Thaïlande 1966-1979, D'une déclaration du Ministre de l'Intérieur thaïlandais sur le Cambodge, liasse 272, n.f.

⁷⁸⁷ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1965-1979, *Déclaration de NORODOM Sihanouk du 19 décembre 1965*, liasse 272, n.f.

⁷⁸⁸ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1966-1979, *Télégramme*, liasse 272, n.f.

⁷⁸⁹ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1966-1979, *Crise entre le Cambodge et la Thaïlande*, liasse 272, n.f.

⁷⁹⁰ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1966-1979, *Des Khmers Serei*, liasse 272, n.f.

⁷⁹¹ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1966-1979, *Crise entre le Cambodge et la Thaïlande*, liasse 272, n.f.

⁷⁹² AMAE, Asie-Océanie, Thaïlande 1956-1967, lettre de la diplomatie française, liasse 122, n.f.

Une véritable chasse aux sorcières commença. NORODOM Sihanouk ne voulait pas seulement expulser la famille de SON Ngoc Thanh et ses anciens amis encore présents dans le pays, mais il souhaitait aussi éliminer ceux qu'il avait dénommés « la cinquième colonne américaine thanhiste ». Il mentionna en particulier la Fondation Asie qu'il assimila à un organisme de subversion et laissa entendre qu'elle devrait cesser toute activité. Le directeur de cette organisation, Banningan, était officiellement le seul Américain qui restait à Phnom Penh depuis la fermeture de l'ambassade des Etats-Unis le 3 mai 1965. NORODOM Sihanouk dénonça trois hautes personnalités parmi les anciens proches de SON Ngoc Thanh, dont un député et le directeur de la Caisse d'État, auxquels il conseilla de quitter le pays⁷⁹³.

Par ailleurs, la réoccupation du sanctuaire de Preah Vihear, le 3 avril 1966, par des militaires thaïlandais qui amena la contre-attaque des militaires cambodgiens du 6 avril provoqua plusieurs morts. La situation autour de la zone du temple demeura très tendue d'avril à juin 1966⁷⁹⁴ et dans une moindre mesure, sur le reste de la frontière khméro-thaïe⁷⁹⁵. Bernard COURET, journaliste français et auteur de nombreux articles sur l'Asie du Sud-Est et le Cambodge en particulier, a écrit que « *Depuis le début de 1966, les attaques de postes cambodgiennes se sont accrues dans des proportions inquiétantes. Entre le 1^{er} janvier et la fin décembre, on aurait relevé plus de trois cent violations de frontières, causant trois cent vingt morts et blessés, dont cent cinquante et un par mines. Le minage des régions frontières occidentales a été entrepris sur une grande échelle. La province de Battambang en est truffée. C'est aux Khmers Serei qu'est imparti ce travail* »⁷⁹⁶. En juillet 1966, le train qui reliait Battambang et Poipet sauta sur une mine antichar. Des morts et de nombreux blessés ont été relevés⁷⁹⁷. Bernard COURET mentionnait encore que « *L'aggravation de la situation en Thaïlande trouve son prolongement dans la recrudescence d'incidents à la frontière cambodgienne. L'expansionnisme thaïlandais se manifeste avec les incidents répétés contre le temple de Preah Vihear et le minage de parties non négligeables des provinces de Battambang et d'Oddar Meanchey. Les dirigeants de Bangkok en rejettent la*

⁷⁹³ AMAE, Asie-Océanie, Thaïlande 1965-1979, Déclaration de NORODOM Sihanouk le 7 janvier 1966, liasse 272, n.f.

⁷⁹⁴ AMAE, Asie-Océanie, Thaïlande 1956-1967, note de renseignement de l'attaché des forces armées de l'ambassade française en Thaïlande du 15 juin 1966, liasse 144.

⁷⁹⁵ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1965-1979, liasse 272, n.f.

⁷⁹⁶ ANC, B. 677 : *Le Sangkum*, n° 22, mai 1967, p.28.

⁷⁹⁷ *Ibid.*

responsabilité sur les « *Khmers Serei* », en affirmant que le temple aurait été attaqué par des groupes venant du Cambodge [...] »⁷⁹⁸.

NORODOM Sihanouk craignait que son gouvernement soit renversé du fait de la mauvaise situation économique et de l'accumulation des pressions thaïlandaises, vietnamiennes, américaines et *Khmer Serei*. Il décida alors de demander l'intervention de l'ONU. Avec l'accord de la Thaïlande et du Cambodge, Hubbert DE RIBBING, ancien ambassadeur suédois en Espagne fut désigné représentant spécial pour une période de six mois⁷⁹⁹ (date).

Pendant sa conférence de presse du 9 septembre 1966, NORODOM Sihanouk ironisa : « [...] les *Khmers Serei*, il y a longtemps que nous n'exigeons plus qu'on cesse à Bangkok de soutenir leur mouvement. J'ai même prié M. De Ribbing de suggérer aux autorités thaïlandaises de nous les envoyer en bloc en une fois et non plus par petits paquets »⁸⁰⁰.

Parallèlement, en 1967, l'évolution de la situation au Vietnam faisait craindre aux responsables thaïlandais une issue défavorable pour les troupes américaines et le risque de se retrouver seuls. Les incidents furent alors suspendus entre fin 1966 et 1967. Mais, profitant de la révolte de Samlaut dans la province de Battambang qui a été commencé dès avril 1967, les opérations violentes à la frontière, surtout dans la province de Koh Kong et de Battambang, reprirent effectivement vers la deuxième moitié de l'année 1967. Dans la nuit du 12 et 13 juillet, un commando de sabotage infiltré fit encore sauter la voie ferrée Poipet-Sisophon. Le 21, le village de Kauk Prich, situé dans le district de Thmor Puok (province de Battambang), fut harcelé par des tirs d'armes automatiques. Le 23, une soixantaine d'homme attaquèrent le poste de la garde provinciale de Kaup, situé à Ô Chreuv etc.⁸⁰¹. Entre août et septembre 1967, les attaques des *Khmers Serei* se firent encore plus nombreuses à la frontière de Battambang⁸⁰².

Une année plus tard, le 21 décembre 1968, les dirigeants des *Khmers Serei*, les militaires thaïlandais et vietnamiens se réunirent secrètement à Bangkok. Cette réunion produisit deux résultats remarquables. Le premier fut la transformation du mouvement *Khmer Serei* en un gouvernement provisoire appelé « le Front national de Libération du Cambodge », présidé par Songsakd, qui se dota même d'un embryon de future

⁷⁹⁸ *Ibid.*, p.29.

⁷⁹⁹ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1965-1979, liasse 272, n.f.

⁸⁰⁰ *Ibid.*

⁸⁰¹ ANC, *Études cambodgiennes*, n° 11, juillet-septembre 1967, p. 6.

⁸⁰² ANC, Fond de documentation, B. 676, *Études Cambodgiennes*, n° 15, juillet-septembre 1968, p. 40.

administration afin de préparer l'éventuelle chute du *Sangkum* ; une ville fut même fondée à la frontière, « Angkoreach-ville » ou « capitale du royaume d'Angkor » au pied de Phnom Lei, qui était censée devenir le siège du nouveau gouvernement. Cette ville comprenait un ensemble de constructions parmi lesquelles des bureaux, des magasins, une école, une coopérative, un hall de formation, une salle de fêtes et de réunions. L'installation d'une station de radiodiffusion était prévue. L'exploitation des ressources forestières cambodgiennes en association avec des sociétés privées thaïlandaises constituait toujours une des ressources importantes de l'organisation⁸⁰³. Le second résultat fut que les dirigeants des *Khmers Serei* avaient promis de céder à la Thaïlande les provinces frontalières après leur victoire.⁸⁰⁴ Ce dernier résultat provoqua des mécontentements chez certains militaires *Khmers Serei* dont certains décidèrent alors de contacter le gouvernement de *Sangkum* pour se soumettre. Le 21 janvier 1969, deux cents cinq *Khmers Serei* se rendirent et vingt-neuf d'entre eux furent présentés à la presse par le général NHIEK Tioulong⁸⁰⁵.

Comme, par ailleurs, les Américains se désintéressèrent du mouvement à partir de la reprise des relations avec Phnom Penh en 1968 et ne le soutenaient plus, ni financièrement, ni en armement, des difficultés de solde et de ravitaillement commencèrent à toucher le mouvement⁸⁰⁶.

En mai 1969, il y eut deux nouveaux ralliements des groupes *Khmers Serei*, l'un comptait 294 personnes qui s'étaient installés à Phnom Malai dont 260 hommes et 34 femmes, commandés par BUNG Sang⁸⁰⁷ et l'autre comptait 907 personnes parmi lesquelles 250 personnes de la base d'Angkoreach⁸⁰⁸. Le premier groupe a été accueilli chaleureusement le 12 juin au Veal Mén, la place contigüe au palais royal, par le prince NORODOM Sihanouk⁸⁰⁹. Les FARK récupérèrent du matériel (plusieurs bulldozers, un tracteur agricole, 5 voitures légères, des poids lourds avec remorques, un groupe électrogène) et de nombreuses armes (le premier groupe de ralliement a livré 201 armes dont 4 mortiers de 60, 5 mortiers de 50, une mitrailleuse de 50, deux mitrailleuses de 30,

⁸⁰³ ANC, *Etudes Cambodgiennes*, n° 18, avril-juin 1969, p. 8.

⁸⁰⁴ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1965-1979, lettre de la diplomatie française, liasse 274, n.f.

⁸⁰⁵ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1965-1979, De la présentation de presse des *Khmer Serei* ralliés, liasse 274, n.f.

⁸⁰⁶ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1965-1979, Entretiens des *Khmers Serei* ralliés du 21 janvier 1969, liasse 274.

⁸⁰⁷ ANC, *Etudes Cambodgiennes*, n°18, avril-juin 1969, p. 8.

⁸⁰⁸ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1966– 1979, *Du ralliement d'un groupe de Khmer Serei et de la capture de quatre militaire thaïlandais*, liasse 274, n.f.

⁸⁰⁹ ANC, *Etudes Cambodgiennes*, n° 18, avril-juin 1969, p. 8.

2 fusils-mitrailleurs, 2 tonnes de munitions, 5 poste de transmissions radio...) ⁸¹⁰. Selon l'officier qui dirigeait la présentation, les ralliés étaient, pour la plupart, originaires de la province thaïlandaise de Surin, le reste venant soit du Cambodge, soit du Kampuchéa Krom ⁸¹¹.

Ce ralliement permit également d'arrêter, dans le territoire cambodgien, 79 civils thaïlandais travaillant à la construction de la base et quatre officiers militaires thaïlandais (le commandant Arun Soeum SAMRAN des services de renseignements, chargé de l'organisation du mouvement de *Khmer Serei* ; le lieutenant Kietisak SINGTHANG ; le sergent-chef Yai PHAN Chamroeun ; le sergent NUOY Dethviley) ⁸¹² dont deux avaient pour mission d'installer un groupe de *Khmer Serei* près de Phnom Malai, district de Sisophon, province de Battambang. Le gouvernement royal commenta ainsi le 22 mai 1969 : « *Ces Thaïlandais avaient pénétré illégalement en territoire khmer dans l'intention d'aménager dans cette région le siège d'un prétendu gouvernement du mouvement de trahison des Khmers Serei et soutenu depuis des années par Bangkok. [...] Le gouvernement Royal tient donc aussi à stigmatiser avec la plus grande vigueur ces intolérables agissements de la Thaïlande à l'égard du Cambodge et il en appelle à l'opinion internationale pour que celle-ci condamne à son tour l'attitude révoltante de la Thaïlande, attitude qui constitue une très grave atteinte à la souveraineté du Cambodge, en même temps qu'un défi au droit international.* » ⁸¹³. Les quatre soldats thaïlandais capturés furent condamnés à mort par la Cour cambodgienne au début de 1970 ⁸¹⁴.

Malgré la fin du soutien américain et les ralliements progressifs des soldats de *Khmer Serei* entre 1968-1969, SON Ngoc Thanh continua la lutte contre le *Sangkum* avec le soutien de la Thaïlande ⁸¹⁵. Le gouvernement du *Sangkum* adressa le 3 juin une énergique protestation au gouvernement de Bangkok ⁸¹⁶. Le 23 juin 1969, SON Ngoc Thanh avait recruté 300 nouveaux *Khmers Serei* qui se trouvaient à 18 kilomètres de la frontière ⁸¹⁷. En vain. Le prince NORODOM Sihanouk continua à stigmatiser les

⁸¹⁰ *Ibid.*

⁸¹¹ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1966– 1979, *Du ralliement d'un groupe de Khmer Serei et de la capture de quatre militaire thaïlandais*, liasse 274, n.f.

⁸¹² ANC, *Etudes Cambodgiennes*, n° 18, avril-juin 1969, p. 8.

⁸¹³ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1966– 1979, *Déclaration du gouvernement royal*, liasse 274, n.f.

⁸¹⁴ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1966– 1979, *Condamnation à mort de quatre militaires thaïlandais*, liasse 275, n.f.

⁸¹⁵ ANC, B. 680 : *Réalités Cambodgiennes*, 25 juillet 1969.

⁸¹⁶ ANC, *Etudes Cambodgiennes*, n° 18, avril-juin 1969, p. 8.

⁸¹⁷ ANC, B. 680 : *Réalités Cambodgiennes*, 25 juillet 1969.

manœuvres de la Thaïlande : « *Quant aux Thaïlandais, déclara-t-il en juillet 1969, ils prennent prétexte de l'écran de fumée du mouvement de Khmer Serei pour s'emparer de notre province de Battambang. Ils ont engagé 800 hommes récemment dans ce but. Mais notre population reste vigilante et fera échouer ces plans de conquête* »⁸¹⁸.

Dès lors, le mouvement de *Khmer Serei* s'arrêta. SON Ngoc Thanh dut attendre le renversement du prince NORODOM Sihanouk, en mars 1970 pour réapparaître. Il revint et s'allia avec LON Nol le 20 juin 1970 en lui apportant le soutien de ses troupes. Après un passage, du 20 mars au 14 octobre 1972, comme Premier ministre du gouvernement républicain du Cambodge, SON Ngoc Thanh partit en exil au Vietnam du Sud. Il fut capturé et emprisonné en 1975 par le Vietnam lors de la prise du pouvoir par les communistes et passa le reste de son temps en prison jusqu'à sa mort le 8 août 1977.

Malgré le ralliement de SON Ngoc Thanh, le mouvement de *Khmer Serei* résista un moment silencieusement à la frontière khméro-thaïe en se divisant en plusieurs groupes. Après la chute de Phnom Penh en 1975, les soldats de la République qui s'enfuirent vers la frontière thaïlandaise y participèrent au mouvement dans le but de lutter contre les Khmers rouges, en recevant l'aide de la Thaïlande⁸¹⁹.

Le 14 janvier 1979, une semaine après la libération de Phnom Penh, la Thaïlande signa un accord avec la Chine selon lequel la Thaïlande apporterait une totale collaboration à la reconstitution de l'armée des Khmers rouges⁸²⁰. Elle reconnaissait également le gouvernement des Khmers rouges comme le seul gouvernement légal du Cambodge. Elle transforma alors le mouvement *Khmer Serei* en groupe de lutte contre le gouvernement de Phnom Penh (gouvernement de HENG Samrin). Le dirigeant d'un groupe de *Khmer Serei*, EAR Nguoung, ex-commerçant de pierres précieuses à Pailin refusa cette arrangement et souhaita se rendre : après un sévère affrontement contre les autorités thaïlandaises qui provoqua une trentaine de morts, il dut s'enfuir au Sri Lanka. La direction de *Khmer Serei* tomba alors dans la main de PRUM Vith, **commandant principal du FNLPK**.

⁸¹⁸ *Ibid.*

⁸¹⁹ HUN Sen, ព័ត៌មាននៃដំណើរការកម្ពុជា ១៩៧៩-១៩៨៩, 2^e édition, Orbrom, Phnom Penh, p. 29.

PAWAKAPAN Puangthong, *Wars, trade and Nationalism in Thai-Cambodian Relations*, 2009, 139 p., p.49.

⁸²⁰ JENNAR Raoul Marc, *Trente ans depuis Pol Pot: Le Cambodge de 1979-2000*, l'Harmattan, Paris, 2010, p. 69.

La transformation de l'objectif des groupes de *Khmer Serei* par les Thaïlandais leur permit de recevoir ouvertement des aides étrangères, thaïlandaises, chinoises, américaines. Le 31 août 1979, certains groupes de *Khmer Serei* et certains réfugiés cambodgiens sur le territoire thaïlandais formèrent à la frontière un mouvement intitulé « Mouvement pour la Libération Nationale du Kampuchea », MOLINAKA ou MOULINAKA, sous la direction de KONG Sileah, un ancien capitaine de la Marine khmère qui avait servi sous le commandement de LON Nol. L'objectif de ce groupe était de lutter contre l'invasion vietnamienne du Cambodge. Après la mort de leur dirigeant, en août 1981⁸²¹ et une reprise en main par le Front de Libération Nationale du Peuple Khmer (FLNPK), les membres de MOULINAKA – pour la plupart des civils du camp de Nong Chan dans la province de Prachinburi contrôlé par MOULINAKA –, se réunirent à l'initiative d'IN Tam, ancien Premier ministre de la République de LON Nol, dans le « Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif » ou « FUNCINPEC », fondé et présidé par le prince NORODOM Sihanouk en mars 1981⁸²².

En octobre 1979, cinq autres groupes de *Khmers Serei* et un nombre important de Khmers réfugiés en Thaïlande formèrent le « Front National de Libération du Peuple Khmer » ou « Front de Libération Nationale du Peuple Khmer » (FLNPK) sous la direction de SON Sann, ancien Ministre du Cambodge qui s'était réfugié en France. Ce mouvement s'opposait à la présence vietnamienne au Cambodge ainsi qu'aux Khmers rouges.

Lors de l'accord de paix de Paris du 23 octobre 1991, ces groupes quittèrent le maquis et participèrent aux élections générales de 1993.

II. La révolte de Samlaut

Samlaut est un district situé au sud-ouest de la province de Battambang à l'extrémité nord de la chaîne des Cardamomes soit à 78 kilomètres au sud-ouest de la ville de Battambang et à une dizaine de kilomètres de la frontière thaïlandaise. La région est formée de deux parties séparées. La partie ouest est une région montagneuse couverte essentiellement par la forêt. C'est une région favorable à la plantation d'arbres fruitiers et à la culture du manioc et du maïs. Le riz n'y est pas une production majeure.

⁸²¹ Quelques documents mentionnent que Kong Sileah est mort en août 1980.

⁸²² HUN Sen, ១០ឆ្នាំនៃដំណើរកម្ពុជា ១៩៧៩-១៩៨៩, 2^e édition, Orbrom Phnom Penh, p. 30-31.

La majorité des habitants appartenait naguère à des minorités qui pratiquaient la culture de riz selon une méthode traditionnelle en terrain non-inondé. La région de l'est a des terres très fertiles propices au développement d'une agriculture variée et à celui de la riziculture⁸²³.

Jusqu'au début des années soixante, le district demeurait géographiquement isolé, la seule voie d'accès étant constituée par la route Battambang-Pailin. Le développement routier, scolaire, médical, etc. sous l'impulsion du *Sangkum* vint mettre fin à cet isolement et commença à transformer profondément la vie de la population⁸²⁴.

Pourtant, en 1967, la révolte des habitants de la campagne du district de Samlaut contre le régime du *Sangkum* fut la manifestation la plus violente depuis l'insurrection anti-française de 1885-1886. Elle constitua aussi une première alerte importante pour le chef de l'État.

1. Les origines de la révolte

Les causes de cette révolte étaient extrêmement complexes. Pour les comprendre il convient d'abord de rappeler que ce district de montagnes et de forêts est considéré comme étant d'administration difficile depuis la période angkorienne (du 8^e au 15^e siècle). « *Les inscriptions rapportent que le roi Jayavarman II (802-834) avait été contraint d'y mater une révolte avant son avènement en 802 AD. Tout au long des siècles les souverains angkoriens, dont Jayavarman VII (1181-1220), eurent à faire avec cette partie turbulente du royaume pour assurer leur autorité. Au 19^e siècle, les envahisseurs siamois de la province ne s'y hasardèrent pas. Quant aux Français, ils se contentèrent, à partir de 1907, d'installer un poste administratif assez symbolique à Pailin, poste qui devait ailleurs être abandonné au Vietminh pendant la première guerre d'Indochine [...]* »⁸²⁵.

Bien avant que la révolte n'éclate, le ressentiment des habitants contre le gouvernement grandissait à cause de plusieurs problèmes non résolus:

⁸²³ Selon notre enquête à Battambang.

⁸²⁴ ANC, B.676 : *Études cambodgiennes*, n° 10, avril-juin 1967, p. 3.

⁸²⁵ ANC, B.676 : *Études cambodgiennes*, No 10, avril-juin 1967, p. 3.

- l'insécurité

Depuis la Seconde Guerre mondiale les régions de Samlaut et de Pailin ont été occupées par les Vietminh⁸²⁶. Les habitants eurent à subir l'insécurité tant de la part des groupes anti-français, qui depuis le début des années 1950 avaient multiplié leurs activités dans le district de Samlaut que des soldats gouvernementaux de LON Nol⁸²⁷.

- la pression du gouvernement sur les minorités

Depuis sa prise du pouvoir, Sihanouk ne s'intéressait pas à la sauvegarde des coutumes anciennes des groupes ethniques au Cambodge. « *Le prince trouve que les seins nus et les ceintures-tabliers des montagnards [...], le port des cylindres d'ivoire qui distendent leur lobes d'oreille ne font pas honneur à un État moderne* »⁸²⁸. En effet, il imposa aux minorités des costumes, des coiffures adoptées de celles des Occidentaux et un nouveau mode de vie. Ces pressions se sont exercées sur les groupes ethniques « Pears » et « Kuoy », habitant à Samlaut et à Krânhoung⁸²⁹, une zone limitrophe de Samlaut, ainsi que sur d'autres groupes de l'Ouest, habitant dans le massif des Cardamomes, et du nord-est du pays. Ils ont continué, en cachette⁸³⁰, à parler leur dialecte et à pratiquer certains rituels. En 1965, le gouverneur de la province de Battambang a rapporté que les Pears étaient complètement assimilés aux Khmers et ne pouvaient plus être distingués, leurs mœurs et coutumes ayant disparu⁸³¹.

- L'immigration des *Khmer Krom*⁸³²

Les premiers colons *Khmer Krom* sont venus à Battambang vers 1926 au rythme de deux ou trois familles par an⁸³³. Ce flux continua jusqu'aux années 1960, à l'exception de la période de la Seconde Guerre mondiale où Battambang était sous l'occupation thaïlandaise⁸³⁴. Dans les années 1940, les colons se regroupèrent dans les communes très fertiles de Reang Kesssey et Bay Damram, à l'est de Samlaut. Ensuite,

⁸²⁶ *Ibid.*

⁸²⁷ KHIEU Samphân, *Réflexion sur une histoire du Cambodge à partir de l'origine jusqu'au Kampuchéa démocratique*, version khmère, Phnom Penh, Reahu, 2007, p.162.

⁸²⁸ MARTIN Marie-Alexandrine, *Le mal cambodgien: histoire d'une société traditionnelle face à ses leaders politiques, 1946-1987*, Hachette, Paris, 1989, 304 p., p. 92.

⁸²⁹ ANC, Fonds de documentation, B.691, Id 6246.

⁸³⁰ MARTIN Marie-Alexandrine, *Le mal cambodgien*, p. 92.

⁸³¹ ANC, Fonds de documentation, B.691, Id 6246.

⁸³² Les Vietnamiens d'origine cambodgienne qui habitent dans la région du delta du Mékong au Vietnam du Sud, en particulier les trois anciennes provinces cambodgiennes de Soctrang, Travinh et Rach Gia. Ces territoires ont été progressivement colonisés par les Vietnamiens aux 17^e et 18^e siècles.

⁸³³ KIERNAN Ben, *The Samlaut rebellion and its aftermath*, p. 33.

⁸³⁴ DELVERT Jean, *Le paysan cambodgien*, p. 637.

beaucoup des nouveaux colons n'ont trouvé aucun terrain disponible et ont été contraints de travailler comme ouvriers agricoles pour les grands propriétaires. La plupart d'entre eux se sont installés le long des berges de la rivière Sangker et dans le district de Maung Russey⁸³⁵.

En 1954, le roi NORODOM Sihanouk fit installer au sud-ouest de la province les agriculteurs du sud-est du pays, ainsi que des *Khmers Krom*.

En 1957, Saigon fit pression sur les *Khmers Krom* du Vietnam transformant les écoles franco-khmères, par exemple à Soc Trang, en établissements vietnamiens. Les *Khmers Krom* ne pouvaient plus apprendre leur langue qu'en cachette dans les « écoles de monastère ». Les traditions culturelles khmères et le bouddhisme furent considérés avec mépris et tournés en dérision par le régime des catholiques Diêm au Vietnam. Les moines et des familles fuirent leur territoire pour se réfugier au Cambodge⁸³⁶.

En 1965, avec l'escalade de la guerre dans le sud du Vietnam, des milliers de familles *Khmers Krom* ont commencé à affluer à travers la frontière. Le gouvernement du *Sangkum* les a accueillis chaleureusement. Dès leur arrivée en territoire du Cambodge, les réfugiés de *Khmer Krom* ont été classés en trois catégories en fonction des intentions qu'ils exprimaient : ceux qui ne désiraient qu'un asile momentané et envisageaient leur retour dès qu'une occasion favorable ; ceux qui souhaitaient se fixer au Cambodge jusqu'au retour de la paix dans leur pays ; et ceux qui désiraient se fixer définitivement au Cambodge et acceptaient de s'implanter sur les terres nouvelles de certaines provinces⁸³⁷ comme à Kampot, Kirirom, Kampong Chhnang (Chriev), Ratanakiri et Battambang. Le plus grand nombre d'entre eux furent réinstallés dans plusieurs régions de la province de Battambang, avec une subvention du gouvernement⁸³⁸. C'est le sud-ouest de la province qui a accueilli un grand nombre des réfugiés, surtout à Samlaut et Andoeuk Hep, commune limitrophe au nord de Samlaut situé actuellement dans le district de Ratanakmondol. En 1966, deux nouveaux centres, Raksmei Sangha et Siha Sangkruos (d'abord nommé Beng Khtum Thmey), situés respectivement à neuf et à dix-sept kilomètres à l'est d'Andoeuk Hep, localité à laquelle ils furent reliés par une nouvelle route ouverte par l'armée, ont été créés. Le premier était pour les colons venus d'autres provinces et le second pour les *Khmers Krom*⁸³⁹. La

⁸³⁵ KIERNAN Ben, *The Samlaut rebellion and its aftermath*, p. 33.

⁸³⁶ MARTIN Marie-Alexandrine, *Le mal cambodgien*, p. 98.

⁸³⁷ ANC, B.676 : *Études cambodgiennes*, n° 10, avril-juin 1967, p. 22.

⁸³⁸ KHIEU Samphân, *Réflexion sur une histoire du Cambodge*, p.162.

⁸³⁹ NORODOM Sihanouk, *Photo souvenir du Cambodge*, p. 228.

même année, un village fut établi à Beng Khtum, à 15 kilomètres à l'est de Samlaut, juste au nord de *stung* Krânhoung, pour accueillir 75 familles de *Khmers Krom* et, en février 1967, 105 autres familles de réfugiés (330 personnes) s'y sont installées. En février 1967, il comptait au moins 600 personnes.⁸⁴⁰ L'armée a contribué au défrichage des terres pour les nouveaux colons et, en mars 1967, des tracteurs et des machines sont arrivés pour faciliter ce travail. Le gouvernement a affecté une maison et 2,5 hectares à chaque famille⁸⁴¹ et les a encouragées à cultiver des haricots et du coton⁸⁴². Le marché, les dispensaires, l'école, la coopérative... étaient à la disposition des collectivités⁸⁴³. La générosité du gouvernement envers ces réfugiés a pu être mal ressentie par les habitants locaux dont beaucoup n'étaient même pas propriétaires de leur terre.

En réalité, certains *Khmers Krom* voulaient rester au Cambodge tandis que d'autres voulaient retourner au Vietnam du Sud après la guerre. Le 5 mars 1968 un groupe de *Khmers Krom* de Beng Khtum demanda à Sihanouk la permission de retourner dans leur patrie après la guerre mais le prince s'y refusa⁸⁴⁴.

- la mise en valeur de la terre

Battambang est la seule province cambodgienne où les concessions faites par les Français ont permis aux entreprises d'établir et de développer des plantations de riz de plusieurs milliers d'hectares, louées, ou cultivées par des ouvriers embauchés. En 1954, le gouvernement royal a repris ces plantations et a demandé aux paysans des districts environnants de vendre leurs terres à l'État ou de travailler comme coolies.

En 1960, des cas d'opposition violente des paysans à cette politique, bientôt calmés par les autorités provinciales, ont été rapportés. Beaucoup de paysans n'ont pas pu bénéficier du développement économique de la région malgré la création en 1965 d'une usine de coton à Andoeuk Hep, au nord de Samlaut (entre les villes de Battambang et de Païlin) et en 1969 d'une raffinerie de sucre à Kampong Kol (dans le district de Banan, à l'est de Samlaut) et bien que, durant la deuxième moitié des années 1960, le nombre de plantations d'arbres fruitiers ait augmenté.

⁸⁴⁰ KIERNAN Ben, *The Samlaut rebellion and its aftermath*, p. 34.

⁸⁴¹ Dans le livre *Photo souvenir du Cambodge : Sangkum Reastr Niyum 1955-1969*, NORODOM Sihanouk mentionne que le terrain attribué à chaque famille était 5 hectares, p. 203.

⁸⁴² KIERNAN Ben, *The Samlaut rebellion and its aftermath*, p. 34.

⁸⁴³ NORODOM Sihanouk, *Photo souvenir du Cambodge*, p. 203 et 227-229.

⁸⁴⁴ KIERNAN Ben, *The Samlaut rebellion and its aftermath*, p. 35.

Pour créer ces deux usines, les habitants, premiers propriétaires de la terre, ont été déplacés vers des régions économiquement défavorisées⁸⁴⁵. De plus, des fonctionnaires corrompus ont prélevé en grande partie la compensation financière qui devait leur être allouée. Enfin, les paysans ont été fréquemment sollicités par le gouvernement à travers l'impôt pour financer le développement de Samlaut⁸⁴⁶.

Pour assurer la production des matières premières, les habitants (environ 14 000 personnes) de la région d'Andoeuk Hep, furent encouragés à planter du coton. En raison du coût élevé des fournitures nécessaires à la culture intensive du coton et du volume du travail à fournir, les paysans choisirent de cultiver de grandes superficies à faible rendement. Ceux-ci n'ont cessé de baisser à cause des mauvaises herbes et des insectes⁸⁴⁷. En 1966, la production atteignait moins du tiers de la production de 1965⁸⁴⁸. Après quatre ou cinq ans, les paysans ont été contraints de trouver de nouveaux champs à planter. Certains ont cherché à prendre de nouvelles terres sur le bord de la forêt et beaucoup de terres cultivées ont été abandonnées. Et certains d'autres ont abandonné la plantation de coton et ont travaillé comme *coolies* dans la plantation des arbres fruitiers⁸⁴⁹ en recevant une indemnité très faible⁸⁵⁰.

Raymond BLANADET a noté que la mobilité continue de la population de la région était l'une des caractéristiques les plus surprenantes⁸⁵¹. Entre 1964 et 1966, la population de la région d'Andoeuk Hep, y compris Pang Rolim et Beng Khtum, a presque doublé passant de 5.158 à 9.341 personnes⁸⁵². Les *Khmers Krom* représentaient environ 2.000 personnes⁸⁵³. Toutefois, la superficie des terres cultivées était presque cinq fois plus vaste, au cours de la même période, de 530 à 2.450 hectares. Cette augmentation était trop dramatique par rapport au nombre de cultivateurs. Ainsi, en 1967-1968, la quantité de terres cultivées dans la région d'Andoeuk Hep a augmenté bien au-delà de la capacité de la population à en prendre soin. De vastes zones de terres ont pratiquement perdu toute valeur⁸⁵⁴.

⁸⁴⁵ TYNER James A., *The killing of Cambodia : geography, genocide and the unmaking of space*, Aldershot, Ashgate, UK, 2008, p.66. KHIEU Samphân, *Réflexion sur une histoire du Cambodge*, p.162.

⁸⁴⁶ KHIEU Samphân, p.162.

⁸⁴⁷ BLANADET Raymond, *Andoeuk Hep*, p. 15-16.

⁸⁴⁸ KIERNAN Ben, *The Samlaut rebellion and its aftermath*, p. 41

⁸⁴⁹ *Ibid.*

⁸⁵⁰ *Ibid.*, p. 35.

⁸⁵¹ BLANADET Raymond, *Andoeuk Hep*.

⁸⁵² *Ibid.*, p. 7.

⁸⁵³ KIERNAN Ben, *The Samlaut rebellion and its aftermath*, p. 35.

⁸⁵⁴ *Ibid.*, p. 41.

Pour ces raisons, presque la moitié des paysans de cette région (42%) étaient endettés de plus de 500 riels (15 dollars américains) parmi lesquels 70,5% devaient plus de 2.000 riels (60 \$)⁸⁵⁵.

Il faut noter que des deux premières cibles des rebelles en avril 1967 furent le poste de garde provincial de Sdau, à l'est d'Andoeuk Hep, à mi-chemin entre Andoeuk Hep et Battambang ainsi que le pont de Chranieng, situé à l'ouest d'Angoeuk Hep. Ces deux régions avaient été colonisées 4 ans auparavant environ mais avaient été confrontées à une très mauvaise récolte de coton en 1966.

En général, les zones autour d'Andoeuk Hep et à proximité de Beng Khtum furent les plus gravement affectées. En 1967, 48% des agriculteurs de ces zones avaient refusé la culture du coton malgré les encouragements du gouvernement qui avait proposé des mesures telles que des taux d'intérêt modérés (1% par mois) et des crédits pour payer certaines nécessités telles que des insecticides⁸⁵⁶.

Ben KIERNAN ajoute que la coopérative OROC sembla avoir été très inefficace car sa direction était ouvertement corrompue. A défaut d'une réorganisation financière qui apparaissait indispensable en 1968-1969, il s'avéra impossible de résoudre le problème de l'endettement de la plupart des paysans.

- L'installation de la Jeunesse Socialiste Royale Khmère (JSRK)

Le 5 septembre 1957, la JSRK dont les membres étaient des fonctionnaires et des étudiants fut créée avec pour mission principale de faire des haies d'honneur lorsque le prince venait inaugurer une réalisation du *Sangkum*. Répondant au nom d'« équipes Samdech Ov » qu'on peut traduire par « équipes du père de l'indépendance », des milliers de JSRK se consacrèrent volontairement aux travaux manuels sur les grands chantiers du royaume⁸⁵⁷ ou à aider les paysans à améliorer notamment les techniques rizicoles.

Dans la province de Battambang, les militaires les employèrent également au profit d'officiers et de mandarins, pour mettre en valeur les terres de ces derniers⁸⁵⁸. En 1965, dans le cadre d'une politique qualifiée « à double canon », un centre agricole de la JSRK fut créé à *stung Krânhoung*⁸⁵⁹ à quelques kilomètres à l'est de Samlaut. En effet,

⁸⁵⁵ *Ibid.*, p. 22.

⁸⁵⁶ KIERNAN Ben, *The Samlaut rebellion and its aftermath*, p. 41.

⁸⁵⁷ Ministère de l'information du gouvernement royal du Cambodge, *Le Cambodge*, p.215.

⁸⁵⁸ MARTIN Marie-Alexandrine, *Le mal cambodgien*, p. 73-74.

⁸⁵⁹ KIERNAN Ben, *The Samlaut rebellion and its aftermath*, p. 42-43.

le gouvernement voulait ainsi à la fois désenclaver les zones frontalières éloignées, apparemment pour aider à prévenir l'expansion territoriale thaïlandaise et en même temps aider et encourager les jeunes gens de la ville à revenir à la campagne. Dans ce centre, 80 jeunes venus de Takeo, Kampot, Kandal et Kampong Speu, ainsi que de Phnom Penh et trois conseillers agronomes, ont travaillé à défricher la forêt et à planter du jute, de l'ail, du coton et du riz. La terre noire dans cette région était très fertile et les récoltes pouvaient produire jusqu'à 3 tonnes à l'hectare.

Mais en novembre 1966, un tiers des jeunes ont abandonné, ceux qui ont décidé de rester étant surtout des enfants de fonctionnaires. En février 1967, la plupart de ces jeunes ont occupé des terres qui appartenaient probablement aux paysans locaux. Ils les ont défrichées et mis en pratique leurs connaissances agricoles. Ils ont aussi construit des maisons simples pour eux-mêmes⁸⁶⁰.

En outre, le centre agricole de la JSRK de *stung* Krânhoung n'était que le commencement d'un projet du gouvernement beaucoup plus intensif impliquant la redistribution des terres dans la région. En 1965, le gouvernement a formé un comité pour établir le centre agricole et a commencé à faire l'arpentage des terres environnantes. À la fin de 1966, après l'élection du gouvernement de LON Nol, le comité a distribué des titres à de nouveaux propriétaires parmi lesquels des officiers supérieurs de l'armée et de la police et des hauts fonctionnaires ainsi que des soldats retraités. Plusieurs milliers de familles paysannes ont été écartées à cette occasion et contraintes de payer un loyer pour la terre qu'elles considéraient comme la leur. Deux délégués ont apparemment été élus et envoyés pour porter leur protestation à la connaissance de Sihanouk. Ils ont été interceptés et liquidés par des agents de LON Nol. Dans ces conditions, des manifestations de masse ont eu lieu contre les autorités à Battambang⁸⁶¹.

Les paysans accusèrent dès lors le centre d'avoir donné les meilleures terres⁸⁶² à la JSRK. Pour Ben Kiernan, « l'installation des JSRK cristallisait les doléances des villageois et c'était un exemple de mauvais traitement officiel. Beaucoup de familles locales en voulaient probablement d'avoir dû acheter ou fabriquer des uniformes pour les membres des JSRK. Il était aussi le symbole le plus évident de la présence du gouvernement dans la région ».

⁸⁶⁰ *Ibid.*, p. 43.

⁸⁶¹ *Ibid.*, p. 44.

⁸⁶² KHIEU Samphân, *Réflexion sur une histoire du Cambodge*, p.162.

Ce fut le centre agricole de la JSRK à *stung* Krânhoung que les rebelles choisirent comme cible de leur première action le 2 avril 1967.

- La corruption et l'occupation des terres par les hommes puissants

Durant les années soixante, en raison de la corruption des officiers gouvernementaux⁸⁶³, des personnages puissants de la province occupèrent volontairement des terres dans le district de Samlaut⁸⁶⁴. La domination croissante des Chinois et d'autres propriétaires, y compris les représentants du gouvernement mécontenta les paysans.

LON Nol, qui avait été plusieurs fois gouverneur de la province de Battambang à la suite de la rétrocession en 1946, considérait la province comme son ancien fief où il possédait beaucoup de parcelles de terrain. En 1966, en tant que chef du gouvernement, il décida d'ouvrir une route qui devait suivre la mise en valeur des terres. On a accordé alors des concessions aux militaires qui songeaient surtout à exploiter le bois, les pierres précieuses, et à cultiver des arbres fruitiers. On a de même distribué des terres à certains personnages qui ont coupé les bois à vendre et ont transformé les terres en concessions⁸⁶⁵.

Personne ne se souciait de savoir si ces terres étaient disponibles ou pas. Lorsque les paysans à qui elles appartenaient de fait puisqu'ils les cultivaient, les ont réclamées, on rejeta leur demande car ils n'avaient pas de titres de propriété⁸⁶⁶.

IN Tam, ministre de l'Intérieur et des Cultes (du 26 décembre 1964 au 24 octobre 1966), était au courant mais il n'intervint pas. « *Il s'agissait d'une duperie : la propriété, instaurée au Cambodge, coexistait avec le système foncier traditionnel qui régissait encore une partie des terres ; la coutume voulait que le roi fût l'unique possesseur du sol, les paysans en avaient l'usufruit, à la condition de le cultiver mais la plupart n'avaient jamais possédé de titres de propriété* »⁸⁶⁷.

Les meilleures terres au sud de Battambang ont ainsi été achetées à des villageois et converties en plantations pour développer l'industrie des fruits, propriétés de Chinois et de Birmans, tandis que les paysans khmers travaillaient comme *coolies* ou ont été poussés de plus en plus loin vers des régions moins favorisées. Parallèlement

⁸⁶³ KIERNAN Ben, *The Samlaut rebellion and its aftermath*, p.39.

⁸⁶⁴ KHIEU Samphân, *Réflexion sur une histoire du Cambodge*, p.162.

⁸⁶⁵ Selon une enquête à Battambang.

⁸⁶⁶ MARTIN Marie-Alexandrine, *Le mal cambodgien*, p. 117.

⁸⁶⁷ *Ibid.*

l'achat et la vente continue des terres à cause de mauvaises cultures ont eu pour conséquences une paupérisation croissante et un conflit de classe qui, bien que limitée au sud de Battambang, n'en fut pas moins intense. Par exemple, dix plantations sur les vingt-deux des régions de Tuk Pous, Chak-Tir et Tuk Vieng appartenaient à des Chinois et six autres étaient détenues par des fonctionnaires⁸⁶⁸. Les « prolétaires ruraux » travaillaient en particulier à Tuk Pous, Chak Tir et Tuk Vieng, tandis que d'autres membres de cette classe « émergente » étaient employés à l'usine de sucre de Kampong Kol, ou dans l'usine d'égrenage du coton de Andoeuk Hep. Achievé en 1965, cette dernière a employé 157 travailleurs et a produit 4.000 tonnes de coton par an. Une ville de près de 1.000 personnes a surgi autour de l'usine. Selon Ben Kiernan, cet environnement socio-économique encapsulé dans la campagne cambodgienne, aurait fourni un terrain fertile au développement d'un mouvement rural de contestation.

Les autorités de la province de Battambang ont de même lésé les paysans par certaines décisions avantageuses pour les plus riches, par exemple, en accordant un monopole ou des droits illimités pour le transport du poisson et d'autres marchandises à Andoeuk Hep et Païlin.

Le problème de la répartition des terres a aussi concerné le district de Païlin. Entre 1964 et 1967, la population y a doublé pour atteindre 11 500 personnes du fait des programmes de réinstallation des réfugiés et d'une immigration de masse⁸⁶⁹. Cet accroissement a accompagné le développement de l'exploitation minière puisque 6% des exploitants des pierres précieuses arrivèrent après 1964.

Les nouveaux habitants étaient venus de toute la province et certains étaient même des jeunes diplômés universitaires qui n'arrivaient pas à trouver un emploi digne de leur formation. L'exploitation des pierres précieuses se faisait sur des terres où l'accès aux cours d'eau et aux canaux était possible mais les Birmans, qui avaient fondé l'extraction des pierres précieuses, avaient monopolisé la terre le long des canaux. C'est ainsi que 10% de terres, possédées par les Birmans, couvraient 50% des meilleures terres pour l'exploitation des pierres précieuses. Ces propriétaires mais d'autres aussi demandaient un quart de la valeur des pierres extraites en échange de l'accès à l'eau⁸⁷⁰. La majorité des mineurs, en particulier les nouveaux arrivants, étaient sérieusement

⁸⁶⁸ BLANADET Raymond, *Andoeuk Hep*, p. 23.

⁸⁶⁹ BLANADET Raymond, *Païlin*, p.353-378.

⁸⁷⁰ BLANADET Raymond, *Andoeuk Hep*, p. 19.

désavantagés⁸⁷¹. Selon Ben Kiernan, cela expliquerait pourquoi les jeunes diplômés, venus à Païlin pour l'extraction des pierres précieuses, ont pris part à la rébellion⁸⁷². Comme la population de la région de Païlin a continué d'augmenter, l'exploitation par les propriétaires est devenue plus aiguë, et les paysans, ainsi que les mineurs et les *coolies*, journaliers dans les mines ont été également très concernés⁸⁷³. En 1967, quand les contestations et les violences débutèrent, certains grands canaux occupés par les Birmans furent en totalité ou en partie convertis en zones publiques.

- La baisse du niveau de vie

Entre 1964 et 1965, la production du riz ayant été favorable grâce à un rendement élevé, le prix baissa. Mais en 1966, la faible récolte⁸⁷⁴ combinée à une réquisition agressive du riz par les forces armées amenèrent les paysans à une situation misérable. De plus, une politique fiscale du *Sangkum* plus pressante qu'auparavant poussa à la hausse les prix des produits de consommation courante vendus à Phnom Penh.

- La collecte des produits agricoles

Dans le cadre de la nouvelle politique économique adoptée par le prince NORODOM Sihanouk, des entreprises d'État avaient été créées, dirigées par de hauts dignitaires du *Sangkum*, ainsi que la Société pour la collecte des produits agricoles (Sorapa) que nous avons précédemment mentionnée. L'objectif principal de cette société était d'assurer la vente du riz et d'en stabiliser le prix. Au départ, la société proposa le plus souvent un prix raisonnable par rapport à celui du marché mais aussi parfois supérieur. La collecte auprès des paysans se faisait sans difficulté.

En 1963, après l'interruption de l'aide américaine, l'Etat tenta d'augmenter les recettes d'exportation de riz en réduisant le prix auquel il l'achetait aux paysans⁸⁷⁵. En 1965, la situation empira car les paysans, mécontents, commencèrent à vendre clandestinement près du quart de leur récolte aux collecteurs communistes –

⁸⁷¹ KIERNAN Ben, *The Samlaut rebellion and its aftermath*, p.40-41.

⁸⁷² *Ibid.*, p.41.

⁸⁷³ BLANADET Raymond, *Païlin*, p. 19. En 1967, quand les contestations et les violences débutèrent, certains grands canaux occupés par les Birmans furent en totalité ou en partie convertis en zones publiques.

⁸⁷⁴ *Réalités Cambodgiennes*, 2 juin 1967, p.10.

⁸⁷⁵ HEDER Stephen, "Kampuchea's Armed Struggle, The Origins of an Independent Revolution", *Bulletin of concerned Asia Scholars*, Vol.11, n° 1, janvier-mars, 1979, p. 8.

essentiellement pour les maquis du Vietnam - qui proposaient un prix plus élevé que celui des collecteurs du gouvernement⁸⁷⁶. En 1966, les organismes officiels ne recueillirent qu'un tiers de la récolte⁸⁷⁷. La quantité totale de riz exporté a été estimée à 300.000 tonnes dont seules 170.000 tonnes ont été vendues légalement. Dès qu'on lui fit le rapport de cette situation, NORODOM Sihanouk se mit très en colère. Ces ventes clandestines réduisaient le montant de l'impôt sur le riz qui constituait alors une des principales sources de revenu national.

Le Premier ministre LON Nol, qui avait été gouverneur de Battambang de 1946 à 1953 et y avait procédé à divers «ratissages» contre les opposants, était conscient de l'influence de la gauche dans les vallées de l'extrémité occidentale de la chaîne des Cardamomes, au sud-ouest de la ville de Battambang. Il considérait surtout Battambang comme la principale source d'approvisionnement en riz du Front national de libération du Sud-Vietnam (FNL ou Viêt-Cong)⁸⁷⁸. Pour ces raisons, c'est d'abord dans la province de Battambang que le gouvernement décida de réagir⁸⁷⁹.

En 1966, LON Nol envoya des équipes de contrôleurs chargés d'enquêter puis de réprimer la fraude dans la province de Battambang. Les méthodes très brutales appliquées par ces équipes qui n'hésitaient pas à arrêter ou à punir les récalcitrants suscitèrent des résistances dans certains villages⁸⁸⁰.

Le 6 janvier 1967, le prince NORODOM Sihanouk partit pour deux mois en France pour recevoir un traitement médical. Cette année-là, la crue du Mékong rendit difficile la récolte du riz. L'armée vint en aide aux paysans et mit en place des organisations spéciales. LON Nol en profita pour constituer, en parallèle, sa propre chaîne de commandement. Il installa son suppléant, Mau Say, vice-premier ministre chargé de l'économie, des finances, de la planification, du travail et de la production (25 octobre 1966- 30 avril 1967)⁸⁸¹, au chef-lieu de la province de Battambang, et progressivement l'armée prit le relais des organisations civiles. En même temps, un nouveau système, plus efficace, de collecte obligatoire du riz, connu sous le nom de « ramassage du paddy », força les agriculteurs à vendre leur riz à la Sorapa à un prix trois fois moins élevé que celui du marché noir⁸⁸².

⁸⁷⁶ SHORT Philip, *Pol Pot : Anatomie d'un cauchemar*, Dencel, p.67.

⁸⁷⁷ KIERNAN Ben, *The Samlaut rebellion and its aftermath*, p.19.

⁸⁷⁸ *Ibid.*, p. 20.

⁸⁷⁹ SHORT Philip, *Pol Pot : Anatomie d'un cauchemar*, p.67.

⁸⁸⁰ *Ibid.*

⁸⁸¹ PUY Kea, *op.cit.*, p.78.

⁸⁸² KIERNAN Ben, *The Samlaut rebellion and its aftermath*, p.19-20.

Cette campagne menée avec le soutien ferme de l'unité de l'armée locale et coordonnée avec l'opération de l'Office Royal de Coopération (OROC)⁸⁸³ engendra un certain nombre d'erreurs tenant au manque de préparation de ses agents et à la pression abusive sur les paysans⁸⁸⁴. Ce fut une des causes de la révolte dans la région.

- La propagande des communistes

Vers la fin de janvier 1967, les forces communistes profitèrent de cette situation. Elles distribuèrent des tracts dans la région sud de la province de Battambang⁸⁸⁵ dans lesquels elles accusèrent l'OROC « d'avoir été créée pour décevoir les habitants », « Sihanouk et LON Nol d'avoir trahi la nation et vendu le pays aux Etats-Unis », « Sihanouk et LON Nol de ne s'être pas intéressés pas aux difficultés des habitants et Sihanouk de dépenser l'argent national pour mener une vie luxueuse en France ». Elles appelèrent les paysans à participer à leur mouvement en leur promettant des positions administratives importantes et la suppression des taxes à tous les niveaux après la victoire⁸⁸⁶.

En mars, lors de manifestations des paysans, dans d'autres tracts distribués dans les villages, les communistes prétendirent que la terre dans la région de *stung Krânhoung* serait réservée pour la création d'une base militaire aérienne américaine⁸⁸⁷.

Certains chercheurs, journalistes de l'époque et le gouvernement considérèrent cette révolte comme la première manifestation de l'organisation et de l'implantation de mouvement de *Khmer Rouge* dans la population et comme le point de départ de la guerre civile cambodgienne, qui a abouti à la victoire des *Khmers Rouges* et à la mise en place du régime du Kampuchéa démocratique. Un des organes d'information du *Sangkum*, *Études Cambodgiennes*, paru en juillet-septembre 1968, affirmait qu'« *inspiré par une idéologie étrangère, le mouvement est dirigé par des éléments d'extrême-gauche chargés de provoquer des soulèvements armés contre le régime de neutralité du Sangkum et de faire basculer le Cambodge dans le camp communiste* »⁸⁸⁸. Mais selon

⁸⁸³ Voir dans le chapitre 5, III, le plan de *Sangkum*.

⁸⁸⁴ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1966 – 1979, *Situation politique du Cambodge, au mois de mars 1967*, liasse 125, n.f.

⁸⁸⁵ Au même moment, des tracts écrits et distribués par les communistes apparurent aussi dans le district de Chriev de la province de Kampong Chhnang et dans le district de Baray de la province de Kampong Thom. La propagande était très intense dans le district de Damber au nord-est des champs de plantation d'hévéas de Chup. Des groupes de 20 à 30 personnes organisaient régulièrement des réunions secrètes dans la forêt.

⁸⁸⁶ KIERNAN Ben, *The Samlaut rebellion and its aftermath*, p.20-21.

⁸⁸⁷ Phnom Penh Presse, 12 avril 1967, p.1.

⁸⁸⁸ ANC, Fond de documentation, B. 676, *Etudes Cambodgiennes*, n° 15, juillet-septembre 1968, p. 40.

ce que les habitants de Samlaut dirent en 1970 et selon les enquêtes effectuées récemment chez les paysans de Samlaut et auprès de ceux de l'ensemble de Battambang, la première rébellion fut le fait des paysans seuls. Marie-Alexandrine MARTIN a aussi affirmé que les paysans n'avaient en aucune façon contesté Sihanouk. Ils ont levé leurs bâtons et les machettes contre les officiers de l'armée qui avaient pris leurs terres⁸⁸⁹ et qui avaient mis beaucoup de pression pour le ramassage du riz. Elle ajoute encore que « Les *Khmers Rouges* n'étaient pas prêts à faire quoi que ce soit à Samlaut; ils ont reconnu avoir été dépassés par le mouvement paysan et avoir apaisé les émeutiers »⁸⁹⁰.

Des historiens affirmèrent encore que le malheur des habitants de Samlaut créé par le gouvernement du prince NORODOM Sihanouk poussa, un peu plus tard, les habitants de Samlaut à participer au mouvement des Khmers Rouges.

Pol Pot, frère numéro un des Khmers rouges, précisera, après avoir pris le pouvoir, que la rébellion ouverte ne s'était produite qu'en janvier 1968 et que l'incident de Samlaut était « prématuré ». Après l'échec final de la révolte en 1967, le parti a tenté de la désavouer, la jugeant comme un acte spontané et manquant d'organisation. Par la suite pourtant, les Khmers Rouges récupérèrent l'affaire à leur profit en faisant débiter leur action sur le terrain à cette révolte de Samlaut.

Dans ce contexte, la révolte de Samlaut en 1967 aurait été à l'initiative des habitants eux-mêmes, et le gouvernement semble avoir trouvé dans les subversions un prétexte pour rendre les communistes responsables des troubles qui avaient secoué le pays. L'intervention des Khmers rouges dans la région fut plus tardive.

2. La révolte des paysans et les réactions du gouvernement

Certaines sources mentionnent que durant les années soixante, plusieurs incidents et manifestations contre les autorités auraient eu lieu dans la province de Battambang⁸⁹¹. Il semble que les autorités de la province les réduisirent au silence. La presse et la radio n'en ont pas rendu compte et les Khmers se montrent très évasifs à ce sujet dans les conversations privées⁸⁹².

⁸⁸⁹ MARTIN Marie-Alexandrine, *Cambodia: A shattered Society*, The regents of the University of California, États-Unis, 1994, 383 p., p.113.

⁸⁹⁰ MARTIN Marie Alexandrine, *Le mal cambodgien*, p. 118.

⁸⁹¹ KIERNAN Ben, *The Samlaut rebellion and its aftermath*, p.44.

⁸⁹² THAIJONGRAK Nathaporn, *Histoire du nord du Cambodge et ses relations avec la Thaïlande pendant la période contemporaine*, p. 293.

Le 16 février 1967, cependant, quelques centaines de personnes manifestèrent à Battambang contre le gouvernement et demandèrent sa démission. Cette action ne fut pas prise au sérieux. Le lendemain, les autorités locales organisèrent une contre-manifestation avec la participation des notables de la province. Ceux-ci auraient été attaqués chez eux et molestés quelques jours plus tard. Au même moment, on a observé que quelques groupes de miliciens des villages de la campagne du sud de Battambang avaient quitté leur domicile avec leurs armes pour se réunir en bandes, et que cinq camions d'exploitations forestières avaient été saisis et incendiés sur la route de Pailin⁸⁹³.

Le 11 mars, une grande manifestation dirigée par KHIEU Samphân et la gauche du *Sangkum* eut lieu à Phnom Penh, demandant la démission du gouvernement de LON Nol. Deux de leurs demandes concernaient le retrait des troupes de Pailin, district limitrophe de Samlaut qui se situe au sud de la province de Battambang⁸⁹⁴, et l'arrêt de la collecte agricole⁸⁹⁵. Ce serait pour cette raison que le 29 mars, Sihanouk accusa KHIEU Samphân, HOU Youn et HU Nim, membres communistes du *Sangkum*, d'avoir encouragé les paysans de Battambang à manifester contre le gouvernement en février. Le lendemain, MAU Say et DOUC Rasy, secrétaire d'Etat du ministère de la Planification, furent censurés par l'Assemblée nationale et forcés à démissionner⁸⁹⁶.

Dans la matinée du 2 avril, la révolte commença avec l'assassinat par plusieurs centaines d'habitants de la région de Samlaut, de deux membres de la commission pour la collecte du riz. Ils volèrent plusieurs fusils. Dans l'après-midi vers 13h30, 200 paysans manifestèrent devant le centre agricole de la JSRK à *stung* Krânhoung et le brûlèrent. Le soir même, deux postes militaires, à Sre Ponlu, à proximité nord de Samlaut, et Ta Sanh, zone d'habitation des minorités au sud-est de Samlaut au long du *stung* Krânhoung, furent détruits et le maire d'un village fut assassiné. Le même jour, les habitants tentèrent d'attaquer une position importante de l'armée à Sre Sdao, situé sur la route vers Battambang, mais ils furent défaits par les gardes provinciaux. À la fin du jour, les révoltés avaient volé 13 fusils et plusieurs gardes provinciaux avaient disparu⁸⁹⁷. Au cours des quatre jours suivants, deux des neufs ponts de la route Battambang-Samlaut, à Krachap et Chranieng Krom, furent brûlés. Cinq gardes et

⁸⁹³ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1966 – 1979, *Situation politique au Cambodge, mois de février 1967*, liasse 125, n.f.

⁸⁹⁴ LEIFER M., « Rebellion or subversion in Cambodia », *Current History*, février 1969, p. 89.

⁸⁹⁵ THAJONGRAK Nathaporn, *op.cit.*, p. 294.

⁸⁹⁶ PUY Kea, *op.cit.*, p.79.

⁸⁹⁷ KIERNAN Ben, *The Samlaut rebellion and its aftermath*, p. 24-25.

quelques officiels de Tasanh furent attaqués ; l'un d'entre eux fut tué. Plusieurs maisons des nouvelles colonies agricoles à Beng Khtum et Chamlang Kuoy furent incendiées⁸⁹⁸.

La réaction gouvernementale fut rapide et brutale. Le lendemain du début de la révolte, accompagné par une vingtaine de collaborateurs civils et militaires, LON Nol, le chef du gouvernement, arriva dans les provinces occidentales pour une inspection. Il décida d'utiliser la force et autorisa l'usage des armes en expliquant que la révolte était provoquée par les Khmers rouges⁸⁹⁹. Des bataillons de parachutistes furent envoyés à Kampong Kou, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de la route nationale numéro 5 entre Battambang et Maung Russey, pour « aider les paysans »⁹⁰⁰ et dans la région de Samlaut et Païlin.

Au cours des « opérations de nettoyage », l'armée et les forces aériennes attaquèrent plusieurs villages, massacrèrent les habitants et incendièrent les maisons⁹⁰¹. Une cachette rebelle, composé de cinq dépôts de ravitaillement et de trois cabanes, fut découverte dans la forêt près de Sre Ponlu ; un rebelle fut tué tandis que 73 autres furent capturés ; et un grand nombre d'armes furent récupérées.

BEN Kiernan mentionne que certains de ceux qui ont été capturés auraient avoué avoir suivi les ordres de leurs « grands chefs » à Phnom Penh, ce qui amènera Sihanouk à accuser KHIEU Samphân, HOU Youn et HU Nim d'avoir fomenté la rébellion⁹⁰².

Début avril, l'Assemblée nationale avait pris l'initiative de voter les pleins pouvoirs au chef de l'État afin de lui permettre de résoudre la crise. Mais le prince sollicita un temps de réflexion avant de les utiliser comme il lui était demandé⁹⁰³.

Pendant les trois semaines de révolte, 200 rebelles furent capturés tandis que 19 furent tués⁹⁰⁴. Selon des enquêtes chez les villageois de Samlaut en 2011, les rebelles capturés furent torturés pendant leur interrogatoire et leurs maisons furent incendiées.

La violence choisie par le gouvernement loin d'apaiser la situation a, au contraire, augmenté les mécontentements et la colère des paysans qui ont trouvé leur maisons brûlées, les membres de leur famille capturés ou tués. Le 20 avril, les rapports militaires indiquèrent que les rebelles qui comptaient environ 500 hommes dont 100

⁸⁹⁸ *Ibid.*, p. 25.

⁸⁹⁹ CORFIELD Justin J., *Khmer Stand Up! A history of the Cambodian government, 1970-1975*, Clayton, Centre of Southeast Asian Studies, Monash University, Victoria, Australia, 1994, p. 44.

⁹⁰⁰ KIERNAN Ben, *The Samlaut rebellion and its aftermath*, p. 25.

⁹⁰¹ Selon notre enquête chez les villageois de Samlaut en 2011. THAIJONGRUK Nathaporn, *Histoire du nord du Cambodge et ses relations avec la Thaïlande pendant la période contemporaine*, p. 295.

⁹⁰² KIERNAN Ben, *The Samlaut rebellion and its aftermath*, p. 25.

⁹⁰³ ANC, B.676 : *Études cambodgiennes*, n° 10, avril-juin 1967, p. 4.

⁹⁰⁴ KIERNAN Ben, *The Samlaut rebellion and its aftermath*, p. 26.

armés s'étaient réfugiés dans une zone de 29 kilomètres carrés au sud de la route principale Battambang-Pailin⁹⁰⁵.

Le 22 avril, NORODOM Sihanouk accusa donc trois députés pro-communistes, KHIEU Samphân, HOU Youn, HU Nim, et les deux ministres CHAU Seng, ministre de l'Economie nationale, et SO Nem, ministre de la Santé, d'être responsables de la révolte à Samlaut en insistant sur la responsabilité des trois premiers. Deux jours après, KHIEU Samphân et HOU Youn disparurent⁹⁰⁶ tandis que HU Nim ne s'enfuira finalement dans la chaîne des Kravanh que le 7 octobre⁹⁰⁷. Ils s'étaient enfuis mais les rumeurs de l'époque annonçaient qu'ils avaient été exécutés sur ordre de Sihanouk.

Le 30 avril 1967, Sihanouk annonça que les Khmers rouges mais aussi les gens ordinaires à Battambang n'étaient pas satisfaits des autorités provinciales dirigées par le gouverneur YEM Monirath. Il décida donc de renvoyer immédiatement les responsables de la province de Battambang⁹⁰⁸. Ce même 30 avril, face à la crise politique et incapable d'enrayer la révolte qui était totalement hors de contrôle, LON Nol démissionna, en tant que Premier ministre, sous prétexte de suivre un traitement médical pour une blessure contractée lors d'un accident de la route le 5 mars. NORODOM Sihanouk, lui-même, prit la place de Premier ministre du Cambodge du 1^{er} mai 1967 jusqu'au 31 janvier 1968.

Durant neuf mois en tant que Premier ministre, NORODOM Sihanouk assouplit les mesures prises par le gouvernement contre les rebelles. Il forma le 1^{er} mai un « Gouvernement exceptionnel pour la sécurité nationale » théoriquement pour trois mois (mais en réalité, ce gouvernement dura jusqu'au 31 janvier 1968)⁹⁰⁹ pour régler le problème de Samlaut. Le prince précisait que « *Ce gouvernement aurait pour tâches urgentes : de mettre fin à la crise politique et à la rébellion de Battambang, remédier au désordre régnant dans l'administration, rechercher une solution au problème préoccupant du déficit budgétaire* »⁹¹⁰. Le gouvernement était constitué principalement de son fidèle PENN Nouth, de trois titulaires du gouvernement de LON Nol et de trois pro-communistes, KEAT Chhon, CHAU Seng et SO Nem ces deux derniers pourtant accusés par le prince d'avoir poussé à des révoltes dans plusieurs endroits du Cambodge y compris à Samlaut.

⁹⁰⁵ *Ibid.*

⁹⁰⁶ *Ibid.*

⁹⁰⁷ PUY Kea, *op.cit.*, p.82.

⁹⁰⁸ KIERNAN Ben, *The Samlaut rebellion and its aftermath*, p.39.

Le 2 mai 1967, Yem Monirath fut remplacé par In Tam. Le premier fut affecté au ministère de la Défense.

⁹⁰⁹ PUY Kea, *op.cit.*, p.79.

⁹¹⁰ ANC, B.676 : *Études cambodgiennes*, n° 10, avril-juin 1967, p. 4.

Le 1^{er} mai, il remplaça le commandant militaire de la région de Battambang, l'accusant d'être trop débonnaire et remplaça YEM Monyrath, gouverneur de la province, accusé de corruption, par IN Tam, ancien gouverneur de la province de Takeo, ancien ministre de l'Intérieur qui deviendra plusieurs fois Premier ministre pendant le régime de la République de LON Nol⁹¹¹.

Le ministre de l'Intérieur, UNG Hong Sath, et IN Tam, nouveau gouverneur de la province de Battambang, reçurent des directives très précises du prince NORODOM Sihanouk pour appliquer une politique d'«apaisement» en particulier par un contact personnel et direct avec la population. Concrètement, cette action se traduisit par des visites à tous les villages, de longues discussions avec les paysans, la participation à la reconstruction des maisons détruites pendant les troubles, la distribution de secours alimentaires, d'ustensiles de ménages, d'instruments de travail, de semences, d'animaux domestiques⁹¹².

Le 4 mai, avec le nouveau gouverneur, NORODOM Sihanouk visita officiellement Samlaut et montra sa volonté de se réconcilier avec les rebelles et les habitants. Environ 3 000 habitants et 2 000 soldats stationnés dans la région de Samlaut furent rassemblés pour l'accueillir et écouter son discours. Il distribua de la nourriture, des vêtements aux habitants et annonça la construction d'une nouvelle route, d'une école, d'un centre de la santé et il promit l'amnistie aux meneurs et aux rebelles qui feraient leur soumission et la libération des rebelles et des prisonniers des provinces de Battambang et de Phnom Penh. Cet événement a été très relaté par la presse de l'époque en même temps qu'étaient expliquées l'importance et la nécessité de la taxation des terres dans les sociétés où existait la propriété privée⁹¹³.

Selon *Études cambodgiennes* d'avril-juin 1967, « ces efforts donnèrent rapidement des résultats. Les dissidents assurés d'être accueillis avec clémence et de pouvoir retrouver immédiatement une vie normale regagnèrent leurs villages [...] ». Mais en réalité, les efforts du gouvernement dirigé par NORODOM Sihanouk n'arrivèrent pas à changer totalement la situation. Le jour d'après la visite de Sihanouk, un sergent et un soldat furent tués à Samlaut. Plusieurs postes militaires furent attaqués.

⁹¹¹ KIERNAN Ben, *The Samlaut rebellion and its aftermath*, p. 28.

⁹¹² ANC, B.676 : *Études cambodgiennes*, n° 10, avril-juin 1967, p. 5.

⁹¹³ Phnom Penh Press, 10 mai 1967, p.1. Dans le système foncier traditionnel du Cambodge, le roi était possesseur de la terre. Dès l'établissement du protectorat sur le Cambodge, les Français changèrent petit à petit cet ancien système. Mais en raison de l'occupation thaïlandaise, les paysans de la province de Battambang ne possédèrent pas leur propre terre jusqu'à la période du *Sangkum* où ce nouveau système fut introduit dans la province.

Beaucoup de villageois quittèrent de plus en plus nombreux leur maison et rejoignirent les Khmers Rouges dans la montagne de Veay Chap, région de forêt très dense à 30 kilomètres au nord-est de Samlaut. Quelques villages comme Snalmone et Russey Preas furent entièrement abandonnés. NORODOM Sihanouk mentionne que des milliers de familles soit plus de 4.000 personnes au total se cachèrent dans la forêt et participèrent à la révolte⁹¹⁴. On chercha en vain un chef local ; une fois cependant, un homme nommé A Kuoy fut mentionné dans les rapports officiels comme le chef de 500 rebelles de la région de Samlaut⁹¹⁵.

Les forces gouvernementales, y compris les soldats, les fonctionnaires et les étudiants originaires de la ville et de la province de Battambang⁹¹⁶, entourèrent la région de mont Veay Chap, empoisonnèrent les sources d'eau et détruisirent les réserves de riz. Vers la mi-mai, la situation des révoltés était devenue très pénible. Le chef de la révolte, sur les conseils de NUON Chea, décida de négocier avec le gouverneur⁹¹⁷.

Le 18 juin⁹¹⁸, NORODOM Sihanouk annonça que la révolte était officiellement terminée et accusa encore une fois les trois députés pro-communistes, KHIEU Samphân, HOU Youn et HU Nim d'en avoir été les responsables⁹¹⁹.

Selon le numéro cité d'*Études cambodgiennes* : « sans effusion de sang, le prince Sihanouk et son gouvernement avaient obtenu un succès remarquable dans une épreuve délicate où la moindre erreur risquait d'avoir des conséquences extrêmement graves »⁹²⁰.

Pourtant, selon Ben KIERNAN, la répression continua agressivement. Tous ceux qui protestaient étaient accusés d'être communistes. NORODOM Sihanouk ordonna personnellement de tuer tous ceux qu'il considérait comme « des hors la loi et des agents de l'étranger qu'on peut abattre à vue »⁹²¹. Ben KIERNAN mentionne qu'« une prime fut offerte pour chaque tête coupée d'un rebelle ou d'un partisan de la gauche envoyée à Phnom Penh. Des camions remplis de têtes humaines furent envoyés de Battambang à la capitale, où l'armée chercha à prouver qu'elle avait étouffé la résistance ». Les avions militaires bombardèrent les villages et la forêt soupçonnée

⁹¹⁴ KIERNAN Ben, *The Samlaut rebellion and its aftermath*, p. 29 et 45.

⁹¹⁵ *Ibid.*, p. 30.

⁹¹⁶ Selon nos enquêtes à Battambang.

⁹¹⁷ KHIEU Samphân, *Réflexion sur une histoire du Cambodge*, p.163-164.

⁹¹⁸ ANC, B.676 : *Études cambodgiennes*, n° 10, avril-juin 1967, p. 5. Mais Khieu Samphân mentionne le 16 juin.

⁹¹⁹ KHIEU Samphân, *Réflexion sur une histoire du Cambodge*, p.163-164.

⁹²⁰ ANC, B.676 : *Études cambodgiennes*, n° 10, avril-juin 1967, p. 5-6.

⁹²¹ *Le dossier Sihanouk*, Coconnier Sablé-sur-Sarthe, 1971, 48 p., p.34.

d'abriter des camps de rebelles. Certains villages comme Beng Khtum, Tvak et Russey Preas furent incendiés par l'armée ; certains autres furent entourés par les forces militaires et les villageois assassinés...⁹²²

En août, sur l'intervention du chef de *Sangha* de la province de Battambang, *Samdech* IV Tuot, certains rebelles dans la région du sud de Battambang retournèrent dans leur village tandis que leur maison étaient reconstruites par les soldats. Et le 15 août 1967, 200 villageois rendirent visite au prince à sa résidence à Chamcar Mon⁹²³. Cette date est considérée comme la fin de la révolte de Samlaut par certains chercheurs.

Pourtant, pendant toute l'année 1968, la répression du gouvernement se poursuivit chez ceux qui ne s'étaient pas soumis et, au moment où le prince Sihanouk envoyait des messages de vœux et des témoignages sur la guerre au Vietnam au tribunal Russel, les paysans étaient enterrés debout avec leurs charrues sur l'emplacement de leurs villages brûlés ou rasés au bulldozer ; des cadavres décapités et sans mains furent trouvés sur les routes du royaume⁹²⁴. Des soulèvements sporadiques et de plus en plus graves contre le gouvernement se poursuivront tout au long des trois années suivantes.

Durant ces années, dans l'ensemble de la province, le contrôle militaire fut assez strict. Les commerçants qui passaient par la région du sud de la province et tous les achats des médicaments et des aliments en grosse quantité furent étroitement surveillés par les soldats. Tous les commerçants du centre-ville furent aussi obligés de coopérer avec les autorités⁹²⁵.

Après 1968 pourtant, l'immigration reprit avec de nouvelles familles venant des autres provinces, celles de Takeo, de Svay Rieng et de Kompong Thom en particulier⁹²⁶, et, en un an, la population agricole dans la région d'Andoeuk Hep s'accrut de 33,2 %. Pour améliorer les conditions d'existence des habitants du sud de la province, beaucoup de constructions furent ordonnées par le chef de l'Etat. À Andoeuk Hep, un petit hôpital (10 lits), un siège de l'administration du district, un hall de marché (avec, tout autour, une soixantaine de boutiques de commerçants, artisans et petits restaurateurs), de nouveaux bâtiments pour l'école primaire, un magasin de coopérative et deux monastères furent construits⁹²⁷. Samlaut fut desservi par une belle route de 32 kilomètres rejoignant, à 43 kilomètres de Battambang, la route nationale allant à Pailin. Un nouveau centre accueillant

⁹²² KIERNAN Ben, *The Samlaut rebellion and its aftermath*, p. 29.

⁹²³ *Ibid.*

⁹²⁴ *Le dossier Sihanouk*, Coconnier Sablé-sur-Sarthe, 1971, 48 p., p.34-35.

⁹²⁵ Selon nos enquêtes à Battambang.

⁹²⁶ ANC, B. 680, *Réalités Cambodgiennes*, 19 décembre 1969.

⁹²⁷ NORODOM Sihanouk, *Photo souvenir du Cambodge*, p. 212-213.

boutiques et habitations neuves, une infirmerie, un bâtiment administratif, le premier bâtiment d'une école primaire, fut également fondé à six kilomètres avant d'arriver à l'ancienne localité de Samlaut.

QUATRIÈME PARTIE

Battambang pendant la guerre civile (1970-1991)

Chapitre 7

La guerre de 1970-1975

La tension provoquée par la présence secrète des troupes nord-vietnamiennes et du Viêt-Cong poussa le gouvernement du Cambodge à renverser le prince NORODOM Sihanouk le 18 mars 1970.

Après le 18 mars, le prince SISOWATH Sirik Matak, Premier vice-président du Conseil des ministres et un des initiateurs du coup d'État, mentionnait ainsi les défauts du régime de Sangkum : « [...] l'ère de l'injustice, de l'oppression, de l'insécurité dans les esprits, du favoritisme sous toutes ses formes, de l'anarchie, imposée par la dictature, voire l'absolutisme de NORODOM Sihanouk est maintenant révolue... les graves erreurs personnelles et politiques commises par NORODOM Sihanouk amenant notre pays au bord du gouffre telles que l'anarchie, les risques d'une guerre civile, l'invasion progressive de notre territoire national par notre ennemi héréditaire, sont connues par vous tous »⁹²⁸.

Pourtant, la destitution de NORODOM Sihanouk et l'établissement du gouvernement pro-américain de la « République Khmère » en octobre 1970 par LON Nol plongea le pays dans la guerre pendant les cinq années suivantes. Le 24 mars 1970, NORODOM Sihanouk, par la radio de Pékin, invita la population cambodgienne à se joindre à la résistance armée avec laquelle, il forma, le 5 mai 1970, un Front Uni National et un Gouvernement en exil, le Gouvernement Royal d'Union Nationale du Kampuchéa (GRUNK), soutenu par la Chine, dans le but de combattre le régime de LON Nol et ses « supporteurs » américains, sud-vietnamiens et thaïlandais⁹²⁹.

⁹²⁸ ANC, B. 680, Une ère nouvelle s'offre à tous, *Réalités cambodgiennes*, 4 avril 1970.

⁹²⁹ Ce gouvernement comprenait de fidèles sihanoukistes et des dirigeants khmers rouges: PENN Nouth, Premier ministre ; SARIN Chhak, Ministre des Affaires étrangères ; CHAU Seng, Ministre des Missions spéciales ; CHAN Youran, Ministre de l'Éducation et de la jeunesse ; NGO Hou, Ministre de la Santé ; THIOUNN Mumm, Ministre de l'Économie et des Finances ; KHIEU Samphân, Ministre de la Défense nationale ; DUONG Sam Ol, Ministre de l'Équipement et de l'Armement ; HOU Nim, Ministre de l'Information ; HUOT Sambath, Ministre des Travaux publics, des Télécommunications et de la Reconstruction ; CHEA San, Ministre de la Justice ; auxquels s'ajoutèrent le 10 juillet, KEAT Chhon, Ministre délégué auprès du Premier ministre et THIOUNN Prasith, Ministre de la Coordination de la lutte et de la libération nationale.

NORODOM Sihanouk précisa la composition du Front Uni National lors d'une interview du 17 juillet 1970 : « *Il y a un tiers de Khmers Rouges et deux tiers de sihanoukistes [...] dans la composition du Front Uni à l'intérieur du Cambodge. Et leurs rapports sont excellents, leurs relations sont excellentes depuis que LON Nol nous a mis ensemble, nous a jetés littéralement les uns dans les bras des autres. Et nous combattons au coude à coude pour faire triompher nos idéaux communs de [...] démocratie populaire, de progressisme, de justice sociale et d'indépendance contre les empires impérialistes* »⁹³⁰.

Après le coup d'État, le territoire contrôlé par le régime de LON Nol se réduisit progressivement⁹³¹. Notamment, dès les premiers mois, les troupes des Viêt-Cong et de Vietnam du Nord s'emparèrent de presque tout le territoire du Cambodge sauf Phnom Penh et les grandes villes. Les provinces du Nord et du Nord-Est (Ratanakiri, Mondolkiri, Kratié, Stung Trèng et Preah Vihear) furent complètement occupées⁹³².

Finalement, pour lutter contre les Viêt-Cong et les troupes du Nord-Vietnam, les Etats-Unis bombardèrent massivement le territoire, causant des centaines milles de morts et beaucoup de dégâts⁹³³. En raison de l'insécurité à la campagne, la moitié de la population se regroupa dans les quelques villes tenues par le pouvoir républicain - 500.000 d'habitants se réfugièrent à Phnom Penh⁹³⁴ -, tandis qu'un certain nombre se joignirent aux Khmers rouges dans le maquis⁹³⁵ renforçant les positions de ces derniers. Pendant les années 1971-1972, les Khmers rouges furent fortement aidés par les forces vietnamiennes dans leurs opérations militaires. Pendant ces deux ans, les Khmers rouges, mieux organisés et très confiants, se renforcèrent en nombre⁹³⁶ si bien qu'en

⁹³⁰ ANC, B. 689, *Lettres ouvertes*.

⁹³¹ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1966 – 1979, *Commentaire sur la situation du Cambodge*, liasse 275, n.f.

⁹³² PUY Kea, *op.cit.*, p 91.

⁹³³ (Voir la carte des zones touchées par le bombardement dans l'annexe). Dès la première moitié de 1973, les avions militaires B-52 des Etats-Unis, à partir des bases en Thaïlande, bombardèrent d'abord le long de la frontière khméro-vietnamienne, puis à l'intérieur du pays. Du 7 mars au 15 août 1973, 40.000 tonnes de bombes écrasèrent chaque mois les campagnes cambodgiennes. Plus de 2,75 millions de tonnes de bombes, plus que le total des bombes utilisées pendant la Seconde Guerre mondiale (160.000 tonnes furent utilisées au Japon entre 1942 et 1945)⁹³³ furent lancés dans 113 716 endroits⁹³³ avant l'interdiction par le congrès des États-Unis du 20 juin 1973 à l'administration de tout bombardement sur le Cambodge au-delà du 15 août.

⁹³⁴ PUY Kea, *op.cit.*, p 105.

⁹³⁵ BÉRÉZIAT Gilbert, *Cambodge 1945-2005: Soixante années d'hypocrisie des grands*, l'Harmattan, Paris, 2009, p. 53.

⁹³⁶ CHANDLER David, *Brother Number One: A Political Biography of POL Pot*, Westview Press, 1992, p.95.

1973, les Khmers rouges étaient en mesure de fonctionner efficacement, sans soutien direct de Nord-Vietnamiens ou de Viêt-Cong.

C'est ainsi que dès avril 1973, les routes principales entre la capitale et les autres grandes villes ont été coupées par les rebelles. Le territoire sous contrôle du gouvernement de LON Nol était alors réduit au tiers du territoire national tandis que les forces rebelles occupaient les deux tiers restants⁹³⁷. Les fronts de combat ne se situaient pas à plus de dix à vingt kilomètres de la capitale, dans toutes les directions. L'armée gouvernementale avait perdu le contrôle de la plupart des campagnes⁹³⁸. Bien que les forces gouvernementales eussent repris une partie du territoire perdu autour de capitale et libéré certains habitants des zones rurales contrôlés par les Khmers rouges, ces derniers sont entrés à Phnom Penh le 17 avril 1975 et ont immédiatement commencé le déplacement forcé des habitants vers la campagne.

I. Battambang : province la plus sûre de l'ensemble du Cambodge

Dans les premières années de la République khmère (1970-1975), deux nouveaux districts ont été créés dans la province de Battambang : Banan et Koas Kralor. La province de Battambang se composa alors de neuf districts : Battambang, Sangker, Maung Russey, Mongkolborey, Sisophon, Ô Chreuv, Preah Net Preah, Banan, Koas Kralor, et deux territoires administratifs : Bak Prea et Lovea⁹³⁹.

C'est que la plus grande partie du territoire de la province de Battambang demeura quant à elle sous le contrôle de l'armée républicaine et connut même une certaine paix⁹⁴⁰ jusqu'au dernier moment du régime de LON Nol⁹⁴¹. Jusqu'en 1974 tout au moins, les rebelles y avaient évité les confrontations à grande échelle avec les forces de LON Nol.

Selon le journal *Reastr Sachak*, la raison de cette situation était que la province de Battambang, sous la gouvernance du commandant SEK Sam Iat, était sérieusement encadrée par des forces militaires disciplinées avec la participation très active des

⁹³⁷ GORDON Bernard K, YOUNG Kathryn, *The Khmer Republic: That Was the Cambodia That Was*, Asian Survey, Vol. 11, No. 1, January 1971, p.39.

⁹³⁸ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1966 – 1979, *Commentaire sur la situation du Cambodge*, liasse 275, n.f.

⁹³⁹ Site internet officiel de la ville de Battambang : http://www.battambangtown.gov.kh/city_info/anzeige/redaktionssystem/main/show.cfm?region_id=27&lang_id=3&id=253&modul_id=5

⁹⁴⁰ Reastr Sachak, No 895, 15 septembre 1972, p.1, 4.

⁹⁴¹ VICKERY Michael, *Cambodia: 1975-1982*, Silkworm Books, Chiang Mai, 1999, p. 108.

habitants de la province au sein de commandos spéciaux⁹⁴². Michael VICKERY mentionne également que le général SEK Sam Iat avait conclu son propre armistice avec les forces communistes, leur vendant ou leur livrant des armes ainsi que leur permettant de s'approvisionner en riz en échange d'une paix formelle et du calme dans la province⁹⁴³, ce que les communistes avaient accepté parce que cela leur permettait de s'approvisionner en carburant, en médicaments et en nourriture (Battambang étant la principale région productrice de riz en ces années troublées)⁹⁴⁴. Car si le riz avait peine à atteindre Phnom-Penh, il s'entassait à Battambang – qui était également, avec les Etats-Unis⁹⁴⁵, la principale pourvoyeuse de riz pour le régime républicain - où il pourrissait sur place⁹⁴⁶.

La province de Battambang a donc connu une situation exceptionnellement calme dans l'ensemble du Cambodge. Et le territoire de Battambang fut d'ailleurs le moins touché par les bombardements massifs.

Comme nous l'avons suggéré, les paysans qui ne voulaient pas cohabiter avec les Khmers rouges affluèrent à Phnom Penh ou à Battambang⁹⁴⁷. Les citoyens de Battambang qui vivaient à Phnom Penh souhaitaient également rentrer à Battambang⁹⁴⁸. La population de la province de Battambang se trouva donc augmentée des réfugiés, principalement des citadins prospères, qui avaient fui de Phnom Penh, Siem Reap et d'autres villes situées près de la zone de combat⁹⁴⁹.

En mars 1975, deux ans après l'interdiction de bombardement sur le territoire du Cambodge par le Congrès national des Etats-Unis, le gouvernement de LON Nol recevait des États-Unis des armes et des munitions par deux voies principales : l'une par la voie aérienne, du cantonnement américain de Rayong (aéroport militaire d'U-Tapao,

⁹⁴² Reastr Sachak, n° 895, 15 septembre 1972, p. 4.

⁹⁴³ VICKERY Michael, *Cambodia: 1975-1982*, p. 108.

⁹⁴⁴ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1966 – 1979, *Visite à Phnom Penh du ministre thaïlandais des affaires étrangères*, liasse 275, n.f.

⁹⁴⁵ BÉRÉZIAT Gilbert, *op.cit.*, p. 66. Dès l'installation du régime de LON Nol, l'approvisionnement en riz de Phnom Penh se dégradait petit à petit. Le gouvernement ne pouvait pas assurer l'exportation du riz selon les accords commerciaux avec le pays socialistes. Il faut noter qu'avant la chute de Phnom Penh en 1975, des milliers de rizières du Cambodge, plus des trois quarts, furent abandonnées. Celles qui restaient cultivées étaient dans les zones contrôlées par les *Khmers rouges* ou par le Viêt-Cong. Bien que la superficie des rizières de Battambang ait diminué, seule la province de Battambang procurait encore du riz au régime républicain.

⁹⁴⁶ BÉRÉZIAT Gilbert, *op.cit.*, p 63.

⁹⁴⁷ LUCIOLI Esmeralda, *Le mur de bambou: Le Cambodge après POL Pot*, Régine Deforges, Paris, 1988, p. 21.

⁹⁴⁸ Enquête auprès de plusieurs citoyens de Battambang ayant vécu à Phnom Penh entre 1970-1975.

⁹⁴⁹ VICKERY Michael, *Cambodia: 1975-1982*, p. 89, 108.

construit par les Américains en Thaïlande), et l'autre par la voie terrestre, via Aranyaprathet et Battambang.

Dans une conférence de presse, du 21 mars 1975, Kukrit PRAMOJ, le Premier ministre thaïlandais (14 mars 1975-20 avril 1976), soutint qu'il avait interdit ces opérations et qu'il ne s'engageait pas dans les affaires intérieures des pays voisins. Pourtant, le 31 mars, les journaux thaïlandais confirmaient la livraison d'armes et de munitions par la voie terrestre Poipet-Battambang, effectués par des transports militaires gouvernementaux thaïlandais⁹⁵⁰.

Pour s'emparer de Phnom Penh, la stratégie des Khmers rouges fut de couper toutes les voies de communication importantes entre Phnom Penh et les provinces riches en produits alimentaires : la route nationale n°5 qui reliait Phnom Penh au « grenier à riz » de Battambang et au lac de Tonlé Sap, tomba finalement sous le contrôle des rebelles en 1975. La voie aérienne demeura le seul moyen de communication entre Phnom Penh et Battambang. Le soutien alimentaire et militaire américain en provenance de Thaïlande en fut considérablement entravé.

II. Battambang dans la lutte entre le gouvernement et ses opposants : la recherche des soutiens et les recrutements de forces militaires

1. Les recrutements

1.1. Les forces gouvernementales

Selon David Chandler, les forces militaires gouvernementales étaient composées principalement des non-communistes urbains, les habitants des villes soutenant en bon nombre la politique gouvernementale. Ces citoyens avaient tendance à penser que la guerre avait été provoquée par l'invasion du pays par les Vietnamiens⁹⁵¹. Cette idée a joué un rôle important dans le contrôle territorial et l'enrôlement dans la guerre civile cambodgienne⁹⁵².

Après le renversement de NORODOM Sihanouk en 1970, le gouvernement de LON Nol a appelé les anciens combattants et les réservistes à participer aux Forces Armées Nationales Khmères (FANK). Il y a également fait intégrer les unités de garde

⁹⁵⁰ PAWAKAPAN Puangthong, *op.cit.*, p.47.

⁹⁵¹ CHANDLER David, *Brother Number One*, p. 93-94.

⁹⁵² ISAACS Arnold R., *Without Honor: Defeat in Vietnam and Cambodia*, Johns Hopkins University Press, Baltimore and London, 1984, p. 204-205.

de la Police nationale du Cambodge et a demandé à tous les hommes âgés de 18 à 45 ans de participer volontairement au service militaire. Le 1^{er} juin 1970, le gouvernement de LON Nol imposa la loi martiale et annonça le 25 juin la mobilisation des hommes, âgés entre 18 et 60 ans, pour le service militaire. Le résultat en fut que les effectifs des FANK atteignirent 150.000-200.000 hommes à la fin de l'année. Une étude statistique en 1971 estimait qu'il y avait encore 140.000 miliciens dans l'ensemble du Cambodge pour la défense des villages⁹⁵³.

Encouragé par les États-Unis, LON Nol organisa deux campagnes militaires en septembre 1970 et en août 1971 du nom de « Chénla » afin de protéger le pays contre l'invasion des Vietnamiens du Nord et des Viêt-Cong. L'objectif principal de l'opération « Chénla II » était notamment de libérer la route nationale n°6 qui relie Phnom Penh à Kampong Thom. Pour ces deux opérations, on recruta des jeunes Cambodgiens dans tout le pays. Ces opérations, notamment l'opération Chen La II, se solda pas une complète débâcle.

En dépit de l'aide américaine le recrutement était sans système de contrôle, sans chef militaire capable, sans formation solide. Les opérations étaient, par conséquent, inefficaces⁹⁵⁴. La corruption, notamment, sévissait au sein des forces armées⁹⁵⁵. Des soldats gouvernementaux ont dû « mendier » pour vivre et nourrir leur famille parce qu'ils ne furent pas payés pendant plusieurs mois par suite de la défaite de Chénla II⁹⁵⁶. Le nombre des « soldats fantômes » augmentait de plus en plus.

Pour remplacer des troupes qui avaient beaucoup souffert des accidents et des désertions, une deuxième campagne de conscription fut lancée en mars 1974. Puisque les hommes âgés entre 18 et 25 ans avaient été déjà recrutés, on a fait appel à ceux entre 25 et 35 ans. Finalement l'âge limite fut relevé jusqu'à 50 ans. En janvier 1975, on ordonna même à la police de recruter des hommes dans les rues, mais sans doute le résultat ne fut-il pas satisfaisant car la plupart d'entre eux furent autorisés à rentrer chez eux.

⁹⁵³ KUBOTA Yuichi, *Territorial Control and Recruitment in the Cambodian Civil War, 1970-75: Case studies in Battambang province*, Department of Political Science, University at Albany (SUNY), 2011, p. 11-12.

⁹⁵⁴ *Ibid.*

⁹⁵⁵ ISAACS Arnold R., *Without Honor: Defeat in Vietnam and Cambodia*, Johns Hopkins University Press, Baltimore and London, 1984, p. 248.

⁹⁵⁶ DEAC Wilfred P., *Road to the Killing Fields: The Cambodia war 1970-1975*, Texas A&M University Press, 1997, p.123 et 135.

1.2. Les forces de Khmers rouges et du FUNK

En 1970, l'influence des Khmers rouges sur la société était limitée en raison de sa forte dépendance envers les forces nord-vietnamiennes. Leur tentative de recruter des jeunes urbains n'avait guère réussi. La majorité des paysans n'étaient eux-mêmes guère attirés par les rebelles dont la force principale reposait surtout sur les paysans de régions rurales éloignées et les minorités ethniques. C'est pourquoi, l'objectif des Khmers rouges entre 1970 et 1971 ne fut pas seulement de renverser le gouvernement de LON Nol mais surtout de renforcer ses soutiens dans la population des campagnes par la collectivisation et l'endoctrinement. À chaque réunion avec les villageois, ils évoquèrent leur mission, tâchèrent de recruter des soldats bénévoles et incitèrent les habitants à ne pas obéir au gouvernement pro-américain de LON Nol⁹⁵⁷. Ils n'oubliaient jamais de mentionner leur loyauté envers NORODOM Sihanouk et leur opposition à la coalition entre LON Nol et les Etats-Unis.

Vers 1972, les militaires gouvernementaux étaient quasiment absents dans les zones contestées⁹⁵⁸. Fin 1972, la résistance contrôlait déjà les trois quarts du pays. Certains estiment que les militants Khmers rouges qui étaient environ 3.000 en 1970 étaient 200.000 environ à la fin de 1972⁹⁵⁹.

Beaucoup de villages, densément peuplée, furent bombardés par les Américains. Dans chaque village il n'y avait que quelques abris situés, soit dans la pagode, soit à côté des chemins. C'était de simples tranchées couvertes de rondins de bois et de terre⁹⁶⁰ creusées par les habitants. Entre janvier et août 1973, environ 300.000 personnes furent tuées ainsi qu'un grand nombre d'animaux domestiques, et de très nombreux villages furent détruits. Cela poussa encore les jeunes à se tourner vers la rébellion. Les villageois qui avaient perdu des membres de leur famille ou dont les maisons avaient été

⁹⁵⁷ CALDWELL Malcolm et TAN Lek, *Cambodia in the Southeast Asian War*, Monthly Review Press, New York, 1973, p.313.

⁹⁵⁸ GORDON Bernard K, YOUNG Kathryn, "The Khmer Republic: That Was the Cambodia That Was", *Asian Survey*, Vol. 11, N° 1, January 1971, p.39; ISAACS Arnold R., *Without Honor: Defeat in Vietnam and Cambodia*, Johns Hopkins University Press, Baltimore and London, 1984, p.208.

⁹⁵⁹ SIMON Sheldon W., *War and Politics in Cambodia*, Duke University Press, North Carolina, 1974, p.21 ; DEAC Wilfred P., *op. cit.*, p.112 ; KIERNAN Ben, *How POL Pot Came to Power: Colonialism, Nationalism, and Communism in Cambodia, 1930-1975*, New Haven, Yale University Press, 2004, p.345.

⁹⁶⁰ THION Serge, *Watching Cambodia: ten paths to enter the Cambodian tangle*, White Lotus, Bangkok, 1993, p. 3.

détruites gardaient effectivement rancune contre les États-Unis et le gouvernement de LON Nol et rejoignaient les rebelles⁹⁶¹.

Afin d'éviter les bombardements des Américains, des villages entiers ont été déplacés par les Khmers rouges non seulement dans ses zones, mais aussi dans les régions de montagne et de jungle reculées où les villageois déplacés ont été forcés de travailler dans des coopératives de 30 à 40 familles. La création de zones autonomes regroupant les nouveaux villages fut aussi un objectif⁹⁶². Les loyers avaient été réduits et l'usure abolie. L'éducation politique fut développée comme un moyen de promouvoir l'adhésion aux associations paysannes et la participation à des coopératives, des équipes de secours mutuels et des syndicats. Enfin, la terre des grands propriétaires, alignés sur le gouvernement, fut confisquée et distribuée aux paysans sans terre.⁹⁶³ Certaines de ces réformes ont eu sans aucun doute un impact significatif sur le soutien populaire aux rebelles.

Les Khmers rouges recrutèrent également les miliciens parmi la population locale, qui effectuaient des tâches économiques, sociales et militaires. Ils étaient agriculteurs pendant la journée et soldats pendant la nuit jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par les jeunes miliciens à plein temps.

Dès 1973 donc, en même temps qu'ils procédaient à une première épuration des éléments sihanoukistes ou jugés trop pro-vietnamiens, les Khmers rouges avaient commencé la collectivisation des populations locales et de leurs terres agricoles dans les zones contrôlées avec l'objectif de produire suffisamment de nourriture pour leurs forces et mettre en place un système socialiste. Il s'agissait d'une « révolution dans la révolution » en quelque sorte. Ils ont aboli la propriété privée et organisé les habitants en groupes pour réaliser des tâches fixées par le parti.⁹⁶⁴ Les résidents locaux de la région contrôlée par les Khmers rouges avaient ainsi expérimenté le changement organisationnel et idéologique même avant 1975. Dans cette situation un grand nombre de villageois se sont échappés de la campagne pour aller grossir la population de Phnom Penh et des centres villes. Le contrôle des Khmers rouge est devenu encore plus

⁹⁶¹ Certains vendirent leurs biens pour prendre le maquis, alors qu'ils étaient parfois même encore endettés. HINTON Alexander Laban, *Why Did They Kill?: Cambodia in the Shadow of Genocide*, University of California Press, Berkeley, 2005, p.57.

⁹⁶² CALDWELL Malcolm et TAN Lek, *op.cit.*, p.350 ; KIERNAN Ben, *How POL Pot...*, *op. cit.*, p.315-316.

⁹⁶³ CALDWELL Malcolm et TAN Lek, *op. cit.*, p.350-352 ; KIERNAN Ben and BOUA Chantou, *Peasants and Politics in Kampuchea, 1942-1981*, Zed Press, the University of Michigan, p.285.

⁹⁶⁴ CHANDLER David, *Brother Number one*, *op. cit.*, p.105.

coercitif en 1974. Les jeunes âgés à partir de 16 ans ont été mobilisés dans les forces armées sous peine de punition en cas de refus⁹⁶⁵.

Dans les régions où LON Nol avait introduit la conscription, les soldats des Khmers rouges étaient tous des bénévoles et leur motivation n'était pas toujours politique. Certains les ont rejoints parce qu'ils aimaient l'idée de devenir soldats, certains voulaient sortir de leurs villages, certains autres ont été taquinés par leur amoureuse ou ont été influencés par des amis qui s'étaient déjà engagés⁹⁶⁶. Les combattants khmers rouges n'étaient pas payés⁹⁶⁷. La promesse d'« un meilleur niveau de vie une fois le capitalisme et l'impérialisme abolis » suffisait.

2. Le cas de la province de Battambang

Nous avons vu que l'histoire de la province de Battambang depuis la Seconde Guerre mondiale avait été marquée par l'installation de forces de guérilla, *Khmers Issarak*, *Khmers Serei*, puis par des conflits sociaux et économiques qui se traduisirent par la révolte à Samlaut en 1967. Pourtant, la province ne fut occupée entièrement par des Khmers rouges qu'en 1975.

C'est qu'une grande partie du territoire fut le lieu d'une concurrence forte entre le gouvernement et les Khmers rouges dans la recherche de soutiens et le recrutement de forces militaires. Chaque district ou sous-district a alors connu une histoire différente qui dépendait de facteurs tels les équilibres militaires locaux et la proximité des bases administratives et/ou militaires des groupes belligérants. Selon une enquête de Yuichi KUBOTA publiée entre 2008 et 2009, trois situations distinctes existaient, avec, d'abord une zone sous influence forte du gouvernement dans la partie nord-ouest du district de Battambang, où était établi le siège de la province ; puis une « zone contestée » entre les forces rebelles et gouvernementales dans la partie Est du district de Banan où les Khmers rouges s'efforçaient de se rapprocher des populations locales en venant fréquemment dans les villages pour s'approvisionner et appeler les villageois à les rejoindre ; enfin, une zone avec présence dominante des Khmers rouges dans la partie ouest de Maung Russey, où les Khmers rouges déplacèrent entièrement ou partiellement la population de certains villages vers leurs implantations dans la forêt⁹⁶⁸.

⁹⁶⁵ KIERNAN Ben, *POL Pot and the Kampuchean Communist Movement*, p.275-276.

⁹⁶⁶ SHORT Philip, *POL Pot: Anatomy of a Nightmare*, p.220.

⁹⁶⁷ CHANDLER David, *Brother Number One*, op. cit., p.97.

⁹⁶⁸ KUBOTA Yuichi, op. cit., p.17-18.

2.1. La partie nord-ouest du district de Battambang⁹⁶⁹

Les villages de la partie nord-ouest du district de Battambang (district de Thmor Kaul actuel) étaient largement contrôlés par les forces de LON Nol. L'armée gouvernementale avait un camp à proximité dont les soldats patrouillaient dans les villages pour protéger les habitants. Les soldats gouvernementaux passaient chez les villageois pendant la journée et aussi la nuit pour la conscription. Selon Yuichi KUBOTA, dans le village de Tumpung Cheung commune de Tameun, par exemple, les hommes âgés de 20 à 50 ans furent mobilisés⁹⁷⁰. Ils devaient rejoindre, non seulement les militaires, mais aussi les milices. *« Ils étaient obligés de se procurer les armes nécessaires (si une famille avait cinq personnes, elle devait acheter cinq armes à feu), et participer à la construction des murs d'enceinte du village. Un habitant mentionna que la relation entre les villageois et les soldats du gouvernement n'était pas si mauvaise parce que les soldats ne contraignaient pas les habitants de la région à offrir des matériaux ni de nourriture et que les soldats étaient souvent originaires de ces même villages »*⁹⁷¹.

Dans le village de Thmey commune de Tameun, le contrôle du gouvernement était particulier. Les forces rebelles n'y sont jamais entrées et les forces gouvernementales n'y ont jamais procédé à la conscription. Les hommes âgés entre 18 et 55 ans ont rejoint la milice du village sous le contrôle du chef de village. Les Khmers rouges n'y sont jamais venus de peur de ne pouvoir s'en échapper parce que ce village était entouré de beaucoup d'autres villages.

Les Khmers rouges entraient plus facilement dans certains villages proches du Tonlé Sap afin de recueillir nourriture et vêtements, faire leur propagande auprès des villageois, combattre les soldats et les miliciens de LON Nol et découvrir les responsables et partisans du gouvernement. La brousse autour du lac leur offrait des cachettes idéales. Parfois, en absence des forces de LON Nol, les Khmers rouges réunissaient les habitants pour leur parler « politique ». Dans un premier temps, leur stratégie était de maintenir une bonne relation avec les villageois. La soumission des villageois au gouvernement provoquait la colère des Khmers rouges qui les considéraient alors comme ennemis et pouvaient brûler leurs maisons, voire les tuer⁹⁷².

⁹⁶⁹ *Ibid.*, p.21-24.

⁹⁷⁰ Enquête de Yuichi KUBOTA, village de Tumpung Cheung, 27 juin 2009.

⁹⁷¹ Enquête de Yuichi KUBOTA, village de Tumpung Cheung, 19 juillet 2009.

⁹⁷² Enquête de Yuichi KUBOTA, village de Tumpung Tboung, 27 juin 2009.

Dans certains villages, les villageois ordinaires étaient dans un dilemme. Dans le village d'Ang Tboung, commune de Tapung, les partisans des rebelles étaient responsables de l'approvisionnement en nourriture des camps rebelles. D'un côté, le village était contrôlé par le gouvernement et de l'autre les Khmers rouges menaçaient chaque fois qu'ils venaient. Et le pire, était que ces malheureux villageois étaient sévèrement punis si le gouvernement ou les Khmers rouges savaient qu'ils aidaient l'un ou l'autre camp. Dix villageois furent ainsi exécutés par les rebelles dans le village d'Ang Tboung⁹⁷³.

Comme dans d'autres régions du Cambodge, les chefs de village ont joué un rôle important dans le recrutement de conscrits ou de miliciens⁹⁷⁴. Ses méthodes pouvaient être différentes. Par exemple, toujours dans le village d'Ang Tboung, le chef du village passait d'une maison à l'autre accompagné de soldats gouvernementaux et si le fils refusait sans aucune raison valable les parents étaient arrêtés et gardés au bureau de la commune⁹⁷⁵. Dans le village de Tumpung Cheung, aucune pression ne s'exerçait sur les villageois. L'autorité n'acceptait que des volontaires persuadés et recrutés lors des réunions tenues dans la salle de la commune⁹⁷⁶. De même, presque tous les hommes de Tumoung Tboung ont rejoint la milice du village après avoir assisté à des réunions locales organisées par les chefs du village et de la commune⁹⁷⁷.

Yuichi KUBOTA conclut que le gouvernement avait probablement organisé le recrutement en deux étapes. Dans un premier temps, les chefs de village dressaient une liste des conscrits potentiels, la transmettaient au camp militaire puis faisaient un appel à volontaires. Dans un second temps, les soldats ou les miliciens du village venaient arrêter les villageois qui tentaient de se soustraire ou de fuir. Personne, en réalité, ne pourrait refuser de rejoindre l'armée si son nom avait été inscrit comme le précisa un villageois. De fait, les hommes qui n'étaient pas « volontaires » étaient inévitablement recrutés⁹⁷⁸. La seule façon d'éviter la conscription était de se cacher dans la forêt⁹⁷⁹ ou de donner de l'argent à l'officier pour se faire libérer. Dans le village de Chrouy Mtes commune de Tameun, dont les hommes s'enfuyaient souvent, les forces

⁹⁷³ Enquête de Yuichi KUBOTA, village d'Ang Tboung, 18 juillet 2009.

⁹⁷⁴ *Ibid.*

⁹⁷⁵ Enquête de Yuichi KUBOTA, village d'Ang Tboung, 19 juillet 2009.

⁹⁷⁶ Enquête de Yuichi KUBOTA, village de Tumpung Tboung, 4 juillet 2009.

⁹⁷⁷ Enquête de Yuichi KUBOTA, village de Tumpung Tboung, 28 juin 2009.

⁹⁷⁸ Enquête de Yuichi KUBOTA, village d'Ang Cheung, 18 juillet, 2009.

⁹⁷⁹ Enquête de Yuichi KUBOTA, village de Thmey, 5 juillet 2009, et village de Ta Sei, commune de Tameun, 11 juillet 2009.

gouvernementales adoptèrent des méthodes plus violentes : les soldats venaient en camions et capturaient les jeunes gens partout où ils les trouvaient⁹⁸⁰.

Pour le gouvernement, les milices villageoises étaient des éléments importants. La plupart des hommes de chaque village, jeunes, vieux, riches ou pauvres, appartenaient à la milice. Par exemple, dans le village de Chrouy Mtes, tous les conscrits qui retournaient au village intégraient immédiatement la milice du village⁹⁸¹. Dans le village d'Ang Cheung, les villageois ont été forcés à acheter des armes, même les plus pauvres qui ont dû vendre leurs vaches⁹⁸². Dans le village d'Ang Tboung, toutes les familles comprenant de jeunes adultes devaient nécessairement les envoyer à la milice sinon ils pouvaient être emprisonnés pour ne pas avoir coopéré⁹⁸³.

Il est évident que les jeunes gens autour de 18 ans ont été la cible des recruteurs du gouvernement et des Khmers rouges. Il était presque impossible d'être neutre. Une expression bien connue chez les Cambodgiens s'applique ici : ils étaient « entre le marteau et l'enclume ».⁹⁸⁴ Mais il semble que beaucoup tentaient davantage d'échapper à la conscription côté gouvernemental que du côté des Khmers rouges⁹⁸⁵. Ceux-ci comprenaient nombre d'enseignants qui inspiraient davantage confiance⁹⁸⁶. Ceux qui rejoignaient les Khmers rouges avaient souvent souffert quant à eux de la politique gouvernementale ou étaient en conflit avec les gens de leurs villages – et désireux d'y retourner pour se venger une fois armés⁹⁸⁷ - voire avec leurs parents⁹⁸⁸. Habituellement, les principaux partisans des Khmers rouges étaient des paysans pauvres.

Un ancien soldat du gouvernement interviewé dans le village de Tumpung Cheung disait qu'il avait quitté l'armée pour rejoindre les Khmers rouges pour sa sécurité parce qu'il était soupçonné d'être un collaborateur de Khmers rouges. Certains ont pu revenir dans leur village d'origine après avoir un temps expérimenté des mauvaises conditions de vie dans la forêt⁹⁸⁹.

Au total, dans le nord-ouest de Battambang, les forces de LON Nol contrôlaient la situation en apparence mais les Khmers rouges aussi étaient aussi très actifs.

⁹⁸⁰ Enquête de Yuichi KUBOTA, village de Chrouy Mtes, 12 juillet 2009.

⁹⁸¹ *Ibid.*

⁹⁸² Enquête de Yuichi KUBOTA, village d'Ang Cheung, 19 juillet, 2009.

⁹⁸³ *Ibid.*

⁹⁸⁴ Enquête de Yuichi KUBOTA, village de Ta Sei, 11 juillet 2009.

⁹⁸⁵ Enquête de Yuichi KUBOTA, village de Tumpung Tboung, 27 juin 2009 et 4 juillet 2009.

⁹⁸⁶ Enquête de Yuichi KUBOTA, village de Thmei, 5 juillet 2009.

⁹⁸⁷ Enquête de Yuichi KUBOTA, village de Tumpung Tboung, 27 juin 2009.

⁹⁸⁸ Enquête de Yuichi KUBOTA, village d'Ang Cheung village, 18-19 juillet 2009.

⁹⁸⁹ Enquête de Yuichi KUBOTA, village de Chrouy Mtes, 12 juillet 2009.

2.2. La partie est du district de Banan

Avant le coup d'État contre le prince NORODOM Sihanouk, les villages situés au nord du district de Banan n'étaient pas touchés par les activités des Khmers rouges. La sécurité s'est détériorée après 1970. Les villageois ont connu des combats violents entre les forces de LON Nol et les Khmers rouges, et la destruction de leurs biens. Ce fut le cas dans le village de Bay Damram commune de Bay Damram, pourtant contrôlé par les forces gouvernementales⁹⁹⁰.

À l'arrivée des Khmers rouges, les villageois s'enfuyaient souvent vers le chef-lieu de Battambang ou dans les forêts⁹⁹¹. Les Khmers rouges entraient dans les villages à la recherche d'approvisionnement ou pour identifier puis rechercher des miliciens et des collaborateurs du gouvernement, y compris les chefs de village et les autres fonctionnaires. Parfois, ils déplaçaient les villageois⁹⁹². Les villageois se rappelaient très bien ces attaques des Khmers rouges, même si celles-ci n'avaient lieu qu'une fois par mois pour obtenir de la nourriture et la faire transporter dans la forêt⁹⁹³.

En général, les Khmers rouges ne pouvaient rester que quelques heures parce que les forces gouvernementales étaient proches⁹⁹⁴. Mais, il y avait aussi dans le district des villages contrôlés par les Khmers rouges comme le village de Doang commune de Chheu Teal.⁹⁹⁵

Les soldats gouvernementaux maintenaient de bonnes relations avec les villageois dans la région afin de faciliter les recrutements⁹⁹⁶. La conscription était établie dans la plupart des villages. Yuichi KUBOTA affirme que la politique de recrutement du gouvernement dans le district de Banan était stricte. Les forces de LON Nol venaient de Phnom Penh et de la ville Battambang pour forcer les villageois, et même les étudiants à s'engager dans l'armée. Dans les villages de Tuol Chranieng et Kampong Chaeng commune de Bay Damram les camions de soldats gouvernementaux venaient prendre des jeunes hommes⁹⁹⁷ mais dans le village de Kampang commune de Kanteu II, un chef de village avait établi des listes de noms des jeunes hommes lui-même sans intervention des soldats.

⁹⁹⁰ Enquête de Yuichi KUBOTA, village de Bay Damram, 11 janvier 2009.

⁹⁹¹ Enquête de Yuichi KUBOTA, village de Kampong Chaeng, 10 janvier 2009.

⁹⁹² Enquête de Yuichi KUBOTA, village de Sdau, 10 janvier 2009.

⁹⁹³ Enquête de Yuichi KUBOTA, village de Tumpung Cheung, 27 juin 2009.

⁹⁹⁴ Enquête de Yuichi KUBOTA, village de Kampong Chaeng, 11 janvier 2009.

⁹⁹⁵ Enquête de Yuichi KUBOTA, village de Doang, 28 décembre 2008.

⁹⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁹⁷ *Ibid.*

Chaque famille devait envoyer un fils à l'armée. Ceux qui avaient refusé de s'enrôler volontairement étaient pris pendant la nuit. En conséquence, beaucoup d'hommes ont tenté d'échapper à la conscription en s'enfuyant dans la forêt et en y restant pendant plusieurs jours...⁹⁹⁸

Les villageois qui n'ont pas été enrôlés par l'armée étaient obligés d'acheter des armes et de rejoindre les milices villageoises. Ils ne pouvaient pas vraiment refuser de coopérer parce qu'ils auraient pu être expulsés du village ou accusés d'être partisans des Khmers rouges⁹⁹⁹. Sous le contrôle du gouvernement central, les chefs de village étaient chargés de déterminer le nombre de miliciens nécessaires pour leurs villages. Dans le village de Bay Damram, au moins un des garçons de chaque famille a dû être envoyé à la milice du village, laquelle comptait plus de 100 personnes, organisées en groupes de 10¹⁰⁰⁰. La plupart des miliciens étaient mal équipés et mal entraînés. Beaucoup d'entre eux s'enfuyaient avec les villageois lorsque les forces des Khmers rouges se présentaient.

Ceux qui participaient volontairement au service militaire gouvernement obéissaient à diverses raisons. Ce pouvait être par ressentiment envers les Khmers rouges qui avaient tué des membres de leur famille ou pour assurer leur sécurité personnelle (les Khmers rouges les soupçonnant d'être collaborateurs du gouvernement ou les Khmers rouges ayant essayé de les éliminer...). Ceux qui tentaient d'échapper à la conscription étaient les riches. Ils étaient fortement effrayés par la perspective du service militaire parce qu'ils savaient que de nombreux soldats gouvernementaux avaient été tués par les Khmers Rouge. Dans la mesure où les conscrits riches étaient libérés à cause de la corruption du comité de la conscription, les pauvres qui n'avaient pas les moyens étaient eux plus largement mobilisés¹⁰⁰¹.

Il existait évidemment des collaborateurs de la résistance dans la région. Une personne interrogée par Yuichi KUBOTA a raconté que son père, un agent du gouvernement à l'époque de *Sangkum Reastr Niyum*, avait gardé un lien secret avec les insurgés sihanoukistes même après la perte de sa position en 1970¹⁰⁰². Pour identifier et chercher les collaborateurs secrets des Khmers rouges dans les villages, le

⁹⁹⁸ KUBOTA Yuichi, *op. cit.*, p.27.

⁹⁹⁹ Enquête de Yuichi KUBOTA, village de Tuol Chranieng, 10 janvier 2009.

¹⁰⁰⁰ Enquête de Yuichi KUBOTA, village de Bay Damram, 11 janvier 2009.

¹⁰⁰¹ Enquête de Yuichi KUBOTA, village de Tuol Chranieng, Kampong Chaeng, Entek Chit, Sdau, Bay Damram, 3 et 10-11 janvier 2009.

¹⁰⁰² Enquête de Yuichi KUBOTA, village d'Entek Chit, 3 janvier 2009.

gouvernement organisait des réseaux parmi les policiers, les militaires et les fonctionnaires locaux¹⁰⁰³.

En réalité, la plupart des villageois ont eu tendance à équilibrer leur participation car obéir aux rebelles signifiait être punis par le gouvernement et inversement. Ils ont donc répondu, en cachette, à ce que les Khmers rouges demandaient, comme leur apporter de la nourriture dans les forêts pendant la nuit¹⁰⁰⁴, et aux forces gouvernementales en leur offrant certains biens ou en leur donnant des informations sur les activités des Khmers rouges¹⁰⁰⁵.

En conclusion, dans l'Est de Banan, l'influence des rebelles dans la région avait tendance à équilibrer celle du gouvernement.

2.3. La partie ouest de Maung Russey

Les enquêtes de Yuichi KUBOTA ont également couvert l'ancien territoire du district de Maung Russey (scindé depuis l'an 2000 par la création du district de Koas Kralor). Dans ce district, certains villages avaient expérimenté la présence des Khmers rouges depuis 1970 et pour éviter des bombardements américains, les Khmers rouges ont déplacé des villageois vers les forêts où ils sont restés environ cinq ans.

Selon ces enquêtes, le déplacement n'était pas nécessairement forcé. Les villageois sont allés volontairement vers la forêt. Là, ils furent relativement à l'abri des destructions de la guerre et il y avait suffisamment de nourriture. Les villageois furent protégés par les forces khmères rouges et les miliciens de ces villages qui étaient eux-mêmes membres des Khmers rouges. Les forces de LON Nol venaient rarement dans ce territoire.¹⁰⁰⁶

Plus de 100 familles résidaient dans la zone boisée. Les Khmers rouges les divisèrent en groupes de 15 pour faciliter et rendre plus efficace le travail agricole et pour renforcer éventuellement leur armée où les jeunes étaient tenus de passer la plupart de leur temps ; en effet, tous les hommes déplacés vers les forêts âgés de 18 à 40 ans ont été enrôlés par les forces des Khmers rouges, les célibataires obligatoirement et les mariés un peu plus tard¹⁰⁰⁷.

¹⁰⁰³ Enquête de Yuichi KUBOTA, village de Banan, 20 décembre 2009.

¹⁰⁰⁴ Enquête de Yuichi KUBOTA, village de Bay Damram, 11 janvier 2009.

¹⁰⁰⁵ Enquête de Yuichi KUBOTA, village de Kampong Chaeng, 11 janvier 2009.

¹⁰⁰⁶ Enquête de Yuichi KUBOTA, village de Krang Svak, 31 mai 2009.

¹⁰⁰⁷ *Ibid.*

Les groupes étaient dirigés par des chefs de commune et de villages qui étaient chargés de persuader les villageois de ne pas abandonner leur responsabilité sans permission. Ces chefs avaient également le droit d'enquêter et d'exécuter ceux qui trahissaient le mouvement *Khmer rouge*.

Dans le village de Krang Svak (commune de Chhnal Moan district de Koas Kralor actuel), par exemple, la population ethnique était plus ou moins contrôlée par les Khmers rouges. Les villageois avaient rejoint ces derniers entre 1970 et 1973 lorsque les forces gouvernementales s'étaient retirées du village. Lorsque les forces armées nationales eurent repris le contrôle de ce dernier, les villageois payèrent de petits impôts mais la conscription n'y fut pas organisée¹⁰⁰⁸ et personne, sauf ceux qui n'ont pas obéi à la règle de l'insurrection, ne fut exécuté jusqu'à 1976.

Les villageois de Chhnal Moan ont également été déplacés par les Khmers rouges après que les forces gouvernementales aient été repoussées. Avant 1970, les rebelles Khmers rouges étaient déjà apparus dans le village. Ils y avaient leurs espions mais les soldats du gouvernement pouvaient aussi passer pour prendre les biens des villageois. Après 1970, les Khmers rouges coopérèrent avec les troupes nord-vietnamiennes dans le but de prendre le contrôle du village¹⁰⁰⁹ dont les habitants se firent immédiatement partisans des Khmers rouges et certains hommes furent sélectionnés pour servir dans l'armée qui était, d'ailleurs, petite et mal équipée¹⁰¹⁰.

De même, une partie de la population du village de Koas Kralor fut-elle déplacée par les Khmers rouges tandis que le reste se réfugiait au centre-ville de Battambang. Le village fut ainsi séparé non pas en fonction des convictions politiques mais plutôt de la chance et de la malchance, de la connaissance de personnes déjà ralliées ou encore de la confiance ou non en les uns et les autres¹⁰¹¹. Cependant, les villageois ont été unanimes à dire que personne ne pouvait refuser de rejoindre les Khmers rouges à moins de s'échapper pendant la nuit pour rejoindre l'armée gouvernementale.

Dans la partie Ouest de Maung Russey, le contrôle des Khmers rouges était ancien et prédominant. Les relations limitées entre le gouvernement et les villageois empêchèrent les forces de LON Nol de procéder à la conscription.

¹⁰⁰⁸ Enquête de Yuichi KUBOTA, village de Krang Svak, 30-31 mai et 7 juin 2009.

¹⁰⁰⁹ Enquête de Yuichi KUBOTA, village de Prey Sen, 20 juin 2009.

¹⁰¹⁰ Enquête de Yuichi KUBOTA, village de Banteay Char, 6 juin 2009; et village de Prey Sen, 20 juin 2009.

¹⁰¹¹ Enquête de Yuichi KUBOTA, village de Kan Tuot commune de Thippedey, 13 juin 2009.

Chapitre 8

Le régime des Khmers rouges (1975-1979)

Le 17 avril 1975, les armées Khmers rouges entraient victorieusement à Phnom Penh. Elles occupèrent une semaine plus tard la province de Battambang. Après avoir pris le pouvoir, les Khmers rouges gouvernèrent le pays sans jamais l'avoir annoncé jusqu'en septembre 1976.

Entre le 17 avril 1975 et janvier 1979, le pays fut soumis au contrôle du parti communiste du Kampuchéa ou *Angkar* (organisation) qui appliquait une politique *maximaliste*, plus extrémiste encore que celle des soviétiques et des maoïstes, visant notamment à purifier le pays de la civilisation urbaine et bourgeoise. À leur victoire, les villes ont été vidées et les habitants ont été envoyés à la campagne. Le régime fut marqué par les crimes commis sous l'autorité de l'État : meurtres, massacres, exécutions, persécutions ethniques et religieuses, famine et travail forcé. Plusieurs lieux, des monastères bouddhiques, des écoles, des grands bâtiments et des grottes furent transformés en centres de sécurité ou d'exécution¹⁰¹². Durant trois ans et huit mois, environ deux millions de personnes sont mortes dans l'ensemble du pays .

I. La division administrative de la province de Battambang et la situation de chaque zone (*damban*)

En janvier 1976, fut promulguée la nouvelle constitution et furent abolies les anciennes provinces. Le pays fut divisé en six zones (*phoum pheak*) et quatre régions autonomes¹⁰¹³ soumises à l'autorité militaire, y compris la capitale du Kampuchéa démocratique. Chaque zone fut divisée en régions, districts et/ou communes. Avant le régime des Khmers rouges, chaque commune se composait de plusieurs villages. À partir de 1977, ces derniers furent remplacés par des coopératives (*sahakor*) qui regroupaient de cent à mille familles selon les régions et qui étaient placées sous la direction d'un secrétaire de commune (*lékha salakhum*). Les habitants des coopératives

¹⁰¹² Voir « les centres de sécurité dans la province de Battambang » dans l'annexe.

¹⁰¹³ Carte du Cambodge pendant le régime du Kampuchéa démocratie en 1976. Dccam et verdict tribunal de Duch, 26 juillet 2010, p. 62.

étaient organisés en groupes composé de dix à quinze familles. Toute propriété privée fut abolie. François PONCHAUD écrit dans l'introduction du livre « Le mur de Bambou : le Cambodge après Pol Pot » : *« Dans ces coopératives, tout était commun : seule la force musculaire du travailleur lui appartenait en propre, encore devait-il la mettre au service du peuple. La propriété privée n'existait plus, non seulement l'argent, dont l'usage fut aboli dès le 17 avril 1975, mais aussi les jardinets qui entouraient les cabanes furent supprimés. Plus d'élevage de volailles ni de porcs pour les besoins familiaux : désormais tout appartenait à la coopérative. Les repas étaient pris en commun, une équipe était préposée à la préparation de la nourriture de l'ensemble. Les enfants mangeaient les premiers, car ils sont l'avenir du peuple, ils n'ont pas eu l'esprit souillé comme leurs parents. Les marmites et les fourneaux individuels furent retirés des maisons, seuls les couverts demeurèrent propriété des individus. La plupart des maisons construites en bois furent démontées et remplacées par des paillotes ou des maisons en bois construites sur le même plan, servant uniquement au repos pendant la nuit ».*

La province de Battambang faisait partie de la zone Nord-ouest (*phoum pheak peayup*) ou zone 560 comme les provinces de Pursat et de l'actuelle Banteay Meanchey. Cette zone nord-ouest était elle-même divisée en sept régions (*damban*). Samlaut, région qui s'était rebellée contre le gouvernement du prince Sihanouk en 1967, fut nommée région numéro un. La province de Battambang (qui comprenait la province de Banteay Meanchey) était divisée en cinq entités numérotées de 1 à 5. Le nombre et le nom de districts n'étaient pas officiellement mentionnés mais certains districts étaient appelés soit par leur nom propre usuel soit par des numéros : *srok* Battambang, *srok* Mongkolborey, *srok* Sangker, *srok* Maung Russey, *srok* Preah Net Preah, *srok* 41, *srok* 42 etc.

La zone Nord-ouest était gouvernée par le comité du parti de la zone qui se composait de trois personnes : un secrétaire, un secrétaire adjoint responsable de la sécurité et un membre responsable de l'économie. Ceux-ci étaient nommés par le comité permanent. Les dirigeants de tous les niveaux étaient principalement nommés par l'organisation supérieure. Les nominations devaient être obligatoirement approuvées par le comité permanent du parti communiste. Les autorités de certains villages de la

zone Nord-ouest pouvaient être des intellectuels, particulièrement avant mi-1977¹⁰¹⁴, et d'autres, des « personnes folles qui ne savaient ni lire ni écrire »¹⁰¹⁵.

Pour assurer le travail agricole qui était la priorité politique du nouveau gouvernement, plusieurs groupes de « force » (*kâng*) furent organisés dans chaque coopérative selon la tranche d'âge de la population. Ces « forces » étaient dirigées par le secrétaire de la commune (*lékha salakhum*). Les adultes furent ainsi répartis en trois groupes :

- Les jeunes, garçons et filles, à partir de douze ans constituaient la « première force » ou « groupe d'élite du travail ». Chaque groupe comprenait dix personnes dirigées par un comité comprenant un président, un vice-président et un secrétaire. Trois groupes formaient une « section », trois sections « une compagnie », trois compagnies un « bataillon », trois bataillons un « régiment » et trois régiments une « brigade ». Ces jeunes formaient les « troupes mobiles » ou en khmer « *kâng chalat* » qui se déplaçaient selon les besoins de travail comme la construction de digues ou de canaux. Souvent, ils vivaient loin de leur famille pendant plusieurs mois.
- Les gens mariés formaient la « seconde force ». En réalité, ils étaient traités comme la première force et, mobilisés selon les besoins très loin du village, séparés de leur époux ou épouse pendant un certain temps.
- La « troisième force » concernait les habitants à partir de cinquante-cinq ans. Ils étaient aussi organisés en groupe de dix et travaillaient principalement dans le village. Les hommes étaient occupés à des travaux légers comme la fabrication des outils agricoles, des nasses, des cordes ou des paniers. Les femmes prenaient soin des petits enfants. Elles les initiaient aux principes révolutionnaires en leur racontant des contes ou des « histoires » héroïques.

Les enfants de six à douze ans étaient eux-mêmes membres de « groupes d'enfants ». Ils vivaient séparément des adultes et allaient à l'« école » en plein air le plus souvent avec comme instituteurs des paysans « révolutionnaires ». Ils n'apprenaient pas à écrire car c'était considéré comme inutile mais apprenaient les « principes » révolutionnaires et à cultiver le riz.

¹⁰¹⁴ VICKERY Michael, *Cambodia: 1975-1982*, p. 56.

¹⁰¹⁵ *Ibid.*, p. 112.

À chaque niveau, l'administration était dirigée par un comité de trois personnes (*kanak*, ou *kena*), généralement membres du parti communiste du Kampuchea, recrutés parmi le « peuple ancien » - nom donné aux habitants des territoires occupés avant le 17 avril 1975 et aux vétérans de la révolution. Les paysans pauvres originaires du lieu ainsi que parfois, mais très rarement, des personnes issues du «nouveau peuple» dirigeaient les sous-districts et les comités villageois.

II. Battambang pendant le régime des Khmers rouges

Comme dans d'autres villes du Cambodge, pendant la première semaine de l'occupation, les habitants de la ville de Battambang furent poussés à quitter la ville car « *les Américains vont bombarder la ville. Dans quelques jours, quand nous aurons nettoyé la ville, vous pourrez revenir* ». Selon les enquêtes, ces gens ne furent pas obligés de s'installer dans un endroit précis. Ils devaient sortir de la ville. Ils ne savaient pas où aller. Alors, ils quittèrent leur maison et leurs biens mobiliers. Les pauvres portaient avec un balluchon sur la tête, les plus fortunés avec leur moyen de transport ou des chariots en emportant des objets précieux qu'ils purent ensuite illégalement échanger contre de la nourriture et des médicaments.

David Chandler avance quatre raisons pour lesquelles les Khmers rouges ont fait évacuer les villes. La première est que le pays manquait sérieusement de riz pour nourrir la population. La deuxième est que diriger des millions de personnes qui étaient contre le communisme n'aurait pas été facile pour les Khmers rouges. La troisième est que les dirigeants du parti communiste du Cambodge avaient peur pour leur propre sécurité. Et la dernière, la plus importante, est que c'était pour attester de la victoire du parti communiste en montrant la supériorité des gens de la campagne sur les gens de la ville¹⁰¹⁶.

Certains habitants de la province de Battambang mentionnèrent qu'en 1975, il était facile de se déplacer, même de s'enfuir d'un site de travail difficile vers un endroit plus facile. La nourriture était encore « suffisante » et n'était pas encore communalisée¹⁰¹⁷.

Les Cambodgiens racontent généralement que tous les intellectuels, anciens fonctionnaires et ceux qui savaient lire et écrire ont dû cacher leur histoire personnelle pour éviter d'être en danger de mort. Quelques centaines de personnes dont la plupart

¹⁰¹⁶ CHANDLER David, *A History of Cambodia*, version khmère, p. 230.

¹⁰¹⁷ VICKERY Michael, *Cambodia: 1975-1982*, p. 108.

étaient des militaires du temps de LON Nol auraient été tuées à Sneung, situé actuellement dans le district de Banan sur la route nationale n° 57 reliant Battambang à Païlin, juste après la victoire des Khmers rouges¹⁰¹⁸. A Phnom Sampeuv également, à environ 25 kilomètres du centre-ville, plusieurs anciens cadres militaires ont été tués et des intellectuels ont disparu les uns après les autres¹⁰¹⁹.

Pendant les huit premiers mois de leur pouvoir, les Khmers rouges déplacèrent beaucoup d'habitants de la zone sud-ouest du Cambodge du « peuple nouveau », nom donné aux habitants occupés après le 17 avril 1975, qu'ils trouvaient surpeuplée et où la terre n'était pas favorable à la riziculture, vers la zone nord-ouest, surtout la province de Battambang¹⁰²⁰.

En mars 1976, le comité de zone a expressément prévu de pouvoir « briser, à l'intérieur et à l'extérieur de leurs rangs »¹⁰²¹ l'opposition dans leurs bases. Le résultat était que les dirigeants de la zone étendirent à beaucoup de responsables l'« initiative de décider les arrestations » et l'autorité de « tuer tous ceux qu'ils voulaient » dans leurs ressorts¹⁰²². À la différence de ce qui se passait à Phnom Penh, les Khmers rouges à Battambang connaissaient les commerçants de riz, les usuriers, les propriétaires des terres et les militaires de la période du *Sangkum* et, particulièrement ceux de l'ancien foyer de révolte de Samlaut, les poursuivaient de leur rancune personnelle. Ils avaient probablement retenu par cœur les noms et les visages de ceux qui avaient été responsables des violences exercées contre eux en 1967-1968¹⁰²³. Une femme qui avait vécu dans le *damban* 4 connaissait un chef de village venant de Samlaut. Elle raconta qu'il était très violent et qu'il traitait mal les peuples nouveaux de son village jusqu'à 1977¹⁰²⁴.

En septembre 1976, le plan de quatre ans, préparé par SALOT Sar et ses collaborateurs depuis mi-1975, qui intéressait tous les domaines a été mis en application. Ce plan obligeait à la création d'un nouveau système administratif de « coopératives » et à l'abolition de la propriété privée. Les dirigeants Khmers rouges exigeaient plus de production de riz dans la province de Battambang¹⁰²⁵. Les habitants

¹⁰¹⁸ *Ibid.*, p.65-66.

¹⁰¹⁹ *Ibid.*, p.122.

¹⁰²⁰ CHANDLER David, *A history of Cambodia*, version khmère, p. 232, 236.

¹⁰²¹ « Smash (people), inside and outside the ranks ».

¹⁰²² Co-procureurs des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens, *Third introductory submission on case 004*, p. 4.

¹⁰²³ VICKERY Michael, *Cambodia: 1975-1982*, p.108.

¹⁰²⁴ *Ibid.*, p.116.

¹⁰²⁵ CHANDLER David, *A history of Cambodia*, version khmère, p. 232, 236.

devaient travailler pour l'intérêt commun à tripler le rendement annuel du riz pour atteindre jusqu'à trois tonnes par hectare. A cette fin (utopique), les mesures appliquées par les Khmers rouges furent alors beaucoup plus dures qu'ailleurs. Les habitants de Battambang devaient travailler de dix à douze heures par jour, douze mois par an et comme des « forçats » pour la construction des canaux et des réservoirs d'eau pour pouvoir récolter de deux à trois fois par an¹⁰²⁶. Leur portion alimentaire fut diminuée. Le « peuple nouveau » fut obligé de transformer la forêt en rizière. L'absence de médicaments, l'insuffisance d'aliments, les conditions de travail, les mauvais traitements et le paludisme causèrent des milliers de morts. Des centaines d'habitants de Battambang s'enfuirent alors en territoire thaïlandais pour se réfugier dans les camps¹⁰²⁷.

Selon des enquêtes, dans le *damban* 3, dès la deuxième année du régime des Khmers rouges, les habitants des groupes du « premier et seconde force » devaient se déplacer et s'installer pendant la saison sèche à Kamping Puoy, situé actuellement dans la commune de Takream, district de Banan à 35 kilomètres du centre-ville, pour creuser à la main un réservoir et construire un barrage. Le réservoir faisait 1.900 mètres de large et 19 kilomètres de long. Pendant la saison des pluies, le bassin pouvait contenir 110.000.000 mètres cubes principalement utilisés pour l'agriculture. Le réservoir de Kamping Puoy était essentiel et est utilisé encore de nos jours. Pour réaliser ce grand réservoir, les gens ont travaillé dix heures et demie par jour (de 6h30 à 11h puis de 13h à 17h et de 19 à 21h) pendant environ deux ans en recevant deux portions de soupe de riz et un verre d'eau par jour. Lors de la première année du travail, des animaux sauvages et des poissons étaient facilement capturés et distribués aux habitants. Mais petit à petit ils se firent rares. Environ dix mille personnes y laissèrent leur vie. Un autre barrage construit par les habitants sur le *Stung* Sangker pendant la saison sèche ne fut jamais mis en eau à cause du courant trop fort pendant la saison des pluies. Dans le *damban* 5, la construction du réservoir d'Ang Trapeang Thmor, situé dans la province actuelle de Banteay Meanchey à 100 kilomètres de Siem Reap, fut un des sites de travail forcé pendant le régime des Khmers rouges.

Beaucoup de survivants racontèrent qu'ils ne mangeaient que de la soupe avec quelques grains de riz pendant le régime des Khmers rouges parmi tant d'autres difficultés rencontrées.

¹⁰²⁶*Ibid.*, p. 227-236.

¹⁰²⁷*Ibid.*, p. 236.

Le *damban* 1, au sud de la province, comprenant les districts de Samlaut, Sangker, Banan et une partie du district de Maung Russey, et le *damban* 4 (comprenant l'autre partie du district de Maung Russey séparé du *damban* 1 par la route nationale numéro 5), étaient constitués des grandes plaines rizicoles, d'arbres fruitiers et de légumes sauvages de la région du sud-ouest. Selon des enquêtes, il y eut là, toutefois, plus de victimes à cause de la faim et de la maladie qu'à cause des exécutions¹⁰²⁸. Des dix mille personnes arrivées en 1975 et destinées à établir de nouveaux villages, il en restait environ trois mille en juin 1977¹⁰²⁹.

Un homme qui avait vécu dans le *damban* 33 de la zone sud-ouest et fut déplacé dans le *damban* 1 a mentionné que les réglementations du *damban* 1 étaient plus strictes que celles qu'il avait connues dans le *damban* 33 mais qu'il n'y avait pas de travail de nuit. L'horaire de travail du village était resté normal, de six heures du matin à midi, de 13 heures à 17 heures. Le soir, au lieu de travailler les gens devaient assister à la réunion politique. En ce qui concerne la nourriture, il n'a pas mentionné que le riz était insuffisant, la faim n'était pas un problème. Il était facile d'attraper des poissons et des anguilles. Dans les villages ou les coopératives distantes de l'eau, un groupe de personnes étaient affecté à la pêche des poissons pour la communauté. Les pêcheurs pouvaient manger ce qu'ils voulaient et ils pouvaient souvent prendre du poisson supplémentaire pour leur famille¹⁰³⁰. Pourtant, il y avait de nombreuses maladies, en particulier des diarrhées.

Près de Maung Russey, la pêche était très bonne mais la distribution n'était pas équitable. Il en allait de même pour le riz. Les exécutions étaient sélectives et relativement rares à Maung Russey de 1975 à mi-1977¹⁰³¹ et cependant Maung Russey était un des très mauvais endroits pour vivre. Le pire moment fut à la fin de 1976 et au début de 1977, juste avant l'arrivée des cadres du sud-ouest en juin 1977 ; la situation alimentaire générale fut particulièrement mauvaise. En 1978, il y eut une amélioration notable dans les rations¹⁰³².

Selon des réfugiés interviewés par Michael Vickery en Thaïlande, onze des douze hommes originaires de Phnom Penh qui avaient été installés dans le *damban* 1 ont été exécutés pour corruption après avoir été nommés chefs de nouveaux villages. La

¹⁰²⁸ *Ibid.*, p.111.

¹⁰²⁹ *Ibid.*

¹⁰³⁰ *Ibid.*, p.112.

¹⁰³¹ *Ibid.*

¹⁰³² *Ibid.*

plupart des cadres des Khmers rouges au niveau de *khum* étaient d'anciens moines. Les autorités de haut niveau du nord-ouest comme Vanh du *damban* 1 et KHEK Ben dans le *damban* 4, avaient l'intention de se révolter peu de temps avant la moitié de 1977¹⁰³³.

Les témoignages à ce sujet sont cependant contrastés, surtout concernant la période de 1975 à la mi-1977. Par exemple, pendant les derniers mois de 1975 et au début de 1976, les autorités de la province de Battambang auraient arrêté de nombreux professionnels et des étudiants d'université et les ont emmenés dans un village spécial, les ont bien nourris et ont demandé leur coopération pour faire des commentaires sur la révolution. Certains d'entre eux ont critiqué le nouveau gouvernement à cause du manque de médicaments appropriés et de la fermeture des écoles et des universités. Ils voulaient que les institutions d'enseignement supérieur rouvrent... Un groupe d'environ vingt personnes qui avaient fait les critiques les plus virulentes ont été ligotées et emmenées mais pas exécutées comme le pensaient leurs camarades. Plus d'un mois plus tard, ils réapparurent sortant d'une peine d'emprisonnement dans des conditions très difficiles. Les autres personnes ont été enfermées dans une prison à Battambang pour subir une période de rééducation plutôt sévère. En avril 1976, plus de quarante d'entre eux ont été libérés. On leur a donné des vêtements noirs et des foulards des Khmers rouges et ils ont été transportés au village de Poy Samrong-Saman¹⁰³⁴.

Certaines personnes expliquent cette relative mansuétude par le fait que beaucoup de hauts cadres de la zone Nord-ouest, y compris dans les *damban* 1, 3 et 4, étant d'anciens enseignants ayant rejoint le mouvement révolutionnaire avant 1970 et éprouvaient donc plus de sympathie pour les citadins et les intellectuels. Un ancien enseignant des mathématiques du lycée Preah Monivong dont la femme était infirmière de l'hôpital central de la province de Battambang qui avait été déplacé et installé dans le village de Ô Srolao du *damban* 3 affirma que bien que sa profession et celle de sa femme fussent connues, ils purent vivre sans danger pendant les trois premières années. Il fut toutefois obligé de travailler en tant que comptable au stockage de riz du village. Un autre diplômé de l'université, habitant dans le *damban* 1, qui était enseignant et fonctionnaire pendant le régime de LON Nol a témoigné également que, malgré son

¹⁰³³ *Ibid.*

¹⁰³⁴ Poy Samrong était un village de la commune de Preah Net Preah, district Preah Net Preah, province de Banteay Meanchey actuel. C'était un village modèle composé de belles maisons sur pilotis où les gens mangeaient dans des salles à manger communes et étaient autorisés à manger trois ou quatre bols de riz par jour parfois accompagnés de poissons. L'objectif de ce village spécial n'a jamais été clair mais il semblerait que les autorités tentèrent ainsi de faciliter l'intégration d'anciens professionnels, ceci jusque vers la mi-1977 où ces projets auraient été abandonnés à l'arrivée des cadres de la zone sud-ouest. VICKERY Michael, *Cambodia: 1975-1982*, p.109.

identité, il ne s'était jamais trouvé en danger. Michael VICKERY a aussi relevé qu'un enseignant dont la profession était connue devait quitter le travail des champs chaque année pour préparer le rapport statistique du district de Mongkolborey et que plusieurs personnes qui ont eu des postes administratifs mineurs devaient savoir lire et écrire¹⁰³⁵.

Certains habitants racontèrent donc que la vie de 1975 à mi-1977 n'était pas trop difficile. Dans certains districts dans le *damban* 1 comme par exemple à Phnom Thippedey, un ancien district de Maung Russey (actuellement district de Koas Kralor), les conditions de vie auraient été aussi bonnes qu'à l'époque du *Sangkum* et du régime de LON Nol. Les médicaments étaient en nombre suffisant et les cadres de *Khmer rouge*¹⁰³⁶ étaient tolérants. Un interviewé qui avait habité dans le *damban* 4 mentionna que l'idéologie des cadres du village où il avait habité était : « manger bien et travailler bien ». Ses conditions de vie n'étaient alors pas très difficiles et il affirma ne pas avoir connu de mauvais cadres Khmers rouges¹⁰³⁷. À Kauk Khmum, un village du *damban* 3, le chef du village, un *achar* bouddhiste, était un homme bon et les chrétiens y vivaient tranquillement¹⁰³⁸.

Un homme qui avait été déplacé en septembre 1976 dans le village de Wat Kor du *damban* 3, village situé à environ cinq kilomètres du centre-ville sur la rive gauche du *stung* Sangker (en quittant la ville vers le sud en direction du Phnom Banan), raconta qu'il y avait beaucoup de nourriture. Lorsque les Khmers rouges ont pris le pouvoir dans la province, chaque famille a déposé le riz et les instruments agricoles qu'elle possédait dans le monastère de Wat Kor. Le riz et les nourritures furent redistribués par les cadres Khmers rouges à chaque famille qui préparait elle-même son repas. Les nouveaux arrivés étaient acceptés et pouvaient s'installer dans le village sous réserve de l'autorisation des cadres Khmers rouges qui se montraient généreux. Les repas pris en commun n'ont commencé qu'à partir d'août 1977.

Il semble toutefois que le village de *wat* Kor ait bénéficié d'un régime spécial parce que certaines personnes importantes y vivaient telles que la mère de NUON Chea¹⁰³⁹. Et selon la rumeur, PENN Nouth, Premier ministre d'avril 1975 à 1976 y

¹⁰³⁵ *Ibid.*, p.56.

¹⁰³⁶ *Ibid.*, p. 113.

¹⁰³⁷ *Ibid.*, p. 91.

¹⁰³⁸ *Ibid.*, p. 120.

¹⁰³⁹ NUON Chea (frère numéro deux, nom de naissance : LAO Kim Lorn ; nom en langue thaïe : Rungloet LAODI) est né le 7 juillet 1926, au village de Wat Kor de la province de Battambang. Ayant fait des études de Droit à l'université Thammasat à Bangkok, où il devint membre du parti communiste thaï, il retourna au Cambodge en 1949 et fut désigné en 1960 comme secrétaire général adjoint du Parti communiste du Kampuchea. Du 25 septembre au 15 octobre 1976, il fut Premier ministre du Kampuchéa

aurait aussi vécu pendant un certain temps¹⁰⁴⁰. Des habitants de Battambang racontèrent que la mère de NUON Chea menait une vie comparable à celle qu'elle avait menée pendant les régimes précédents résidant dans sa propre maison à Wat Kor. Ils ajoutèrent qu'il semblait qu'elle ne savait même pas ce qui se passait dans le reste du Cambodge.

Selon une femme qui était retournée à Wat Kor, son village natal, pendant le régime de Khmers rouges et qui travaillait à la cuisine, Wat Kor était le « quartier modèle » qu'on faisait visiter aux amis étrangers comme les Chinois, les Yougoslaves, et les Bulgares¹⁰⁴¹.

Les industries furent fermées sauf l'usine de jute de Battambang qui fonctionna normalement tout au long de la période¹⁰⁴². Les réponses contrastées des habitants et l'absence de documents ne permettent pas de se faire une idée précise du destin des anciens travailleurs de l'industrie de jute. Certains ouvriers et un comptable de l'usine ont quitté leur maison au début du régime puisqu'ils avaient entendu que les travailleurs de l'usine seraient exécutés.

Selon des enquêtes, les habitants qui travaillaient dans les champs de jute en aval de la ville de Battambang ont souffert surtout de la faim et de la maladie même s'ils étaient des paysans¹⁰⁴³. Employés par l'usine de Battambang, ils ne pouvaient subvenir à leur subsistance. Avant 1975, ils avaient cultivé le jute pour s'assurer un revenu supplémentaire. Lorsqu'ils furent obligés au travail à plein temps, ils dépendirent des distributions de riz dont la quantité diminuait constamment¹⁰⁴⁴.

La condition de vie et la sécurité des habitants de la région du Nord-ouest empirèrent avec l'arrivée des cadres du Sud-ouest (*niredey*), dirigés par Ta Mok¹⁰⁴⁵. Ils

Démocratique et de 1976 à 1979, Président de l'Assemblée nationale et Secrétaire de la zone Est après l'arrestation de SO Phim en 1978.

¹⁰⁴⁰ VICKERY Michael, *Cambodia: 1975-1982*, p. 118.

¹⁰⁴¹ *Ibid.*, p.119.

¹⁰⁴² *Ibid.*, p.117-118.

¹⁰⁴³ *Ibid.*, p.114.

¹⁰⁴⁴ *Ibid.*

¹⁰⁴⁵ « Frère numéro cinq », Ta Mok était originaire de la province de Takéo. Issu d'une riche famille paysanne, il avait fait ses études à l'École supérieure de Pâli, à Phnom Penh. Il était secrétaire adjoint de la zone sud-ouest et devint en 1968 membre des comités militaires permanents du comité central du parti communiste du Kampuchéa. Le 20 mars 1976, il fut nommé premier vice-président de l'Assemblée des représentants du peuple. En 1977, il a pris le commandement en chef de l'armée et après mars 1978, il devint secrétaire du parti de la zone sud-ouest. Avant de diriger les purges dans la zone nord-ouest en juin 1978, il a orchestré de vastes purges dans le district d'Angkor Chey où plus de 30.000 personnes ont été tuées. Après la chute du régime des Khmers rouges, il devint chef militaire suprême des Khmers rouges et dirigea la guérilla de son fief d'Anlong Veng, au nord dans l'actuelle province d'Oddar Meanchey. Il fut le dernier chef de la guérilla à combattre le gouvernement de Phnom Penh jusqu'en février 1999.

mirent en œuvre une vague de purges¹⁰⁴⁶ qui ont secoué la zone nord-ouest entre juin 1977 et juin 1978¹⁰⁴⁷.

En juin 1977, les membres du comité de la zone nord-ouest et le secrétaire du *damban* 1, ROS Mao (alias Say), furent arrêtés¹⁰⁴⁸. Au début d'août 1977, VOM Chet, secrétaire adjoint de la zone fut arrêté et envoyé, le 12 août 1977, à Tuol Sleng ou S-21, à Phnom Penh¹⁰⁴⁹, tandis que MUOL Sambat (alias *Ta* Nhim ou RUOS Nheum ou MOUL Un), secrétaire de la zone nord-ouest était purgé¹⁰⁵⁰ et remplacé par *Ta* Mok¹⁰⁵¹. KUNG Sophal (alias *Ta* Keu), vice-président de la zone nord-ouest fut arrêté et transféré aussi à Tuol Sleng en novembre 1978.

Ta Tith¹⁰⁵², originaire de Takéo, ancien secrétaire du district de Kirivong dans la province de Takéo et beau-frère de *Ta* Mok, occupa la fonction de secrétaire adjoint de la zone nord-ouest. Il fut également placé à la tête du *damban* 1 en tant que secrétaire. En raison de sa relation de parenté avec *Ta* Mok, secrétaire de la zone, *Ta* Tith prenait en charge la zone lorsque *Ta* Mok était absent. Il géra aussi au quotidien les affaires civiles et militaires de cette zone dans laquelle existaient 27 centres de sécurité.

Ta Mok nomma également IM Chaem¹⁰⁵³, une de ses très proches, dans le district de Preah Net Preah, situé actuellement dans la province de Banteay Meanchey. *Ta* Mok communiquait fréquemment avec IM Chaem et lui donnait ses ordres¹⁰⁵⁴. Ils préparèrent ensemble un plan de trois ans pour « résoudre » les problèmes des gens dans ce *damban*¹⁰⁵⁵.

À son arrivée dans le district de Preah Net Preah en tant que secrétaire du district¹⁰⁵⁶, IM Chaem a rencontré son prédécesseur AN Maong, et a obtenu une liste de

¹⁰⁴⁶ VICKERY Michael, *Cambodia: 1975-1982*, p.107.

¹⁰⁴⁷ Co-procureurs des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens, *Third introductory submission on case 004*, p. 3, 16.

¹⁰⁴⁸ Co-procureurs des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens, *Third introductory submission on case 004*, p. 16.

¹⁰⁴⁹ VICKERY Michael, *Cambodia: 1975-1982*, p.119.

¹⁰⁵⁰ Aucun document n'atteste de la date de l'arrestation de MUOL Sambat mais selon la liste des prisonniers de Tuol Slèng, il y a été envoyé vers mi-1978.

¹⁰⁵¹ *The Cambodia Daily*, 17 juin 2011.

¹⁰⁵² Il est actuellement un commerçant ayant pignon sur rue et réside à Phnom Penh.

¹⁰⁵³ Née en 1946 à Takéo, IM Chaem avait été secrétaire adjointe du district de Koh Andet dans la province de Takéo. Elle semble avoir été à la tête du centre de sécurité de Phnom Trayoung, situé dans le district de Preah Net Preah, qui fournissait de la main d'œuvre aux nombreux sites de construction de barrages du district. Depuis juin 2005, elle est maire de la commune de Trapeang Ta, district d'Anlong Veng, province d'Oddar Meanchey.

¹⁰⁵⁴ Co-procureurs des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens, *Third introductory submission on case 004*, p. 16.

¹⁰⁵⁵ *The Cambodia Daily*, 17 juin 2011.

¹⁰⁵⁶ Poste qu'elle occupa jusqu'à la fin du régime.

100.000 noms y compris ceux des cadres du district. Le 28 juin 1977, AN Maong a été arrêté deux jours avant d'autres hauts cadres du *damban* 5 et du district de Preah Net Preah. IM Chaem avait amené avec elle 500 cadres de la zone sud-ouest¹⁰⁵⁷ et les a utilisés pour désarmer les cadres de la zone nord-ouest. Ces derniers furent accusés d'avoir omis de satisfaire aux demandes du centre pour la productivité et l'élimination des ennemis présumés de la révolution. Ils furent donc remplacés par des cadres provenant de la zone sud-ouest¹⁰⁵⁸, fidèles de Ta Mok et considérés comme des modèles pour la refonte de la société cambodgienne selon l'idéologie du Kampuchéa Démocratique¹⁰⁵⁹.

Dans une interview réalisée en 2007 par le Centre de documentation du Cambodge, IM Chaem assura évidemment que ses prédécesseurs étaient en train d'être purgés quand elle est arrivée à Preah Net Preah et que de nombreux autres cadres avaient déjà été arrêtés¹⁰⁶⁰.

Des scénarios identiques se répétèrent dans la province. En août 1977, suite à l'arrivée d'un cadre de la zone sud-ouest à Maung Russey, tous les anciens dirigeants furent exécutés. Dans le district de Battambang du *damban* 4, les cadres de la zone sud-ouest sont arrivés en août 1977 et ont été rejoints par les cadres de la zone ouest autour de février 1978. En avril 1978, les cadres locaux ont soudainement disparu. Dans le district de Sisophon du *damban* 5, les cadres locaux ont tous été purgés et remplacés par les cadres de la zone sud-ouest autour de novembre 1977. Dans la région de Wat Banteay Neang à Mongkolborey, la purge a eu lieu en mars 1978. Des preuves que des faits similaires ont existé dans d'autres parties de la zone nord-ouest ont été fournies.

Durant un an, de la mi-1977 à la mi-1978, les cadres de la zone nord-ouest de tous les niveaux y compris les chefs de village, les chefs de commune, les chefs de district et les responsables des *damban*, et les membres de leur famille¹⁰⁶¹, ont été arrêtés et envoyés dans des centres de travail forcé ou dans des centres de sécurité, tels

¹⁰⁵⁷ Selon des enquêtes et « *The Cambodia Daily* » du 17 juin 2011, les cadres amenés par IM Chaem étaient des jeunes femmes âgées de moins de 20 ans mais avaient toutes été bien formées et inspirées par le leadership de Ta Mok. À leur arrivée dans la zone nord-ouest, elles devinrent chacune chef de village. Et selon Ben KIERNAN, c'est pour cette raison, qu'IM Chaem fut alors connue comme « Mère Chaem ».

¹⁰⁵⁸ *The Cambodia Daily*, 17 juin 2011.

¹⁰⁵⁹ Co-procureurs des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens, *Third introductory submission on case 004*, p. 3.

¹⁰⁶⁰ *The Cambodia Daily*, 17 juin 2011.

¹⁰⁶¹ Co-procureurs des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens, *Third introductory submission on case 004*, p. 16.

que Tuol Slèng ou le S-21¹⁰⁶², la prison du *damban* 5 à Phnom Trayoung¹⁰⁶³, le centre de sécurité Wat Banteay Neang etc.¹⁰⁶⁴, où ils ont été détenus et exécutés¹⁰⁶⁵.

Les gens qui habitaient à Preah Net Preah et dans les autres *damban* ont été forcés de travailler encore plus intensément avec moins de nourriture fournie. Des centaines de milliers de personnes considérées comme des ennemies du régime furent arrêtées et tuées dont les « peuples nouveaux », les cadres locaux, les Cham, les Cambodgiens d'origine vietnamienne, leurs familles et les gens de la zone de l'Est qui avait été soupçonnés d'avoir une relation avec les « traîtres », particulièrement lors de la révolte dirigée par SO Phim¹⁰⁶⁶. Les pro-vietnamiens furent même amenés dans la zone du Nord-ouest dans des camions pour être exécutés¹⁰⁶⁷.

Selon des enquêtes auprès des gens qui avaient vécu à Maung Russey du *damban* 1 et les enquêtes menées par Michael VICKERY, après la révolte de SO Phim vers mi-1978, il y eut en effet des massacres de personnes déplacées de la zone Est dans le district de Maung Russey. Pour la première fois, un grand nombre de personnes ont été exécutées ouvertement dans les champs. La plupart des récits d'exécution en masse datent probablement de l'année 1978¹⁰⁶⁸.

Le *damban* 5 était le district le plus septentrional et le moins développé de la zone. Une grande partie du travail était consacré au développement de nouvelles rizières et de systèmes d'irrigation, tâches des plus ardues. Dans un village près de Teuk Cho, il n'y avait jamais suffisamment de nourriture. Les habitants furent forcés de tirer les charrues à la place des animaux et furent souvent battus par des cadres Khmers rouges.

Dans le district de Phnom Srok, dans l'actuelle province de Banteay Meanchey, certains « peuples nouveaux » furent forcés de défricher les forêts et de construire eux-mêmes les maisons. Selon trois hommes interviewés, de 1975 à mi-1978, les rations

¹⁰⁶² La zone nord-ouest a fourni le plus grand nombre de prisonniers de S-21.

¹⁰⁶³ Le centre de sécurité de Phnom Trayoung était une carrière de pierres, située dans le district de Preah Net Preah de la province de Banteay Meanchey (partie du *damban* 5 de la zone nord-ouest). On estime que jusqu'à 40.000 personnes sont mortes dans ce lieu entre 1977 et 1979. C'était la prison du *damban* 5 où étaient détenus des gens de tout le *damban* et même du *damban* 3.

¹⁰⁶⁴ Co-procureurs des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens, *Third introductory submission on case 004*, p.17-22.

¹⁰⁶⁵ *The Cambodia Daily*, 17 juin 2011.

¹⁰⁶⁶ SO Phim ou frère numéro 18, membre permanent du comité central du Parti communiste du Kampuchéa, était commandant militaire de la zone Est. En mai 1978, il a dirigé une révolte contre l'autorité de POL Pot. La révolte a échoué. SO Phim a été accusé de trahison et acculé au suicide le 3 juin 1978 tandis que ses partisans et ses soldats ont été recherchés et abattus par les cadres de Khmers rouges dans tout le territoire du Cambodge.

¹⁰⁶⁷ Co-procureurs des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens, *Third introductory submission on case 004*, p. 3.

¹⁰⁶⁸ VICKERY Michael, *Cambodia: 1975-1982*, p.112.

alimentaires n'étaient pas mauvaises. Au début, les Khmers rouges ont fourni un peu plus de nourriture mais plus tard de moins en moins. De juin 1978 à l'arrivée des Vietnamiens en janvier 1979, les habitants étaient au bord de la famine même si la production de riz était encore normale. Il n'y eut pas beaucoup d'exécutions en 1975-1978 sauf pour de hauts fonctionnaires et d'étudiants. Et l'arrivée des cadres du sud-ouest en 1977 n'a pas fait beaucoup de différences¹⁰⁶⁹.

Il semble en général que la vie des habitants de la province de Battambang pendant la première année du régime de Kampuchéa démocratique n'ait pas été très dure et que les règlements édictés par les cadres Khmers rouges n'étaient pas très strictement appliqués. La deuxième année fut plus difficile mais, après l'arrivée des cadres de la zone nord-ouest en juin 1977 jusqu'à la chute du régime, la situation devint épouvantable. Selon Michael VICKERY et David CHANDLER, Battambang aurait été la région la plus marquée par des atrocités¹⁰⁷⁰ et où les conditions de vies furent les plus éprouvantes pendant le régime des Khmers rouges¹⁰⁷¹.

En ce qui concerne les exécutions, la nourriture et le travail, l'opinion générale des habitants interviewés ayant vécu dans les cinq *damban* de la province fut que le *damban* 3 connaissaient la meilleure situation tandis qu'elle était mauvaise dans les *damban* et pire dans le *damban* 5.

Toutefois, la réalité était encore plus nuancée. Les chercheurs qui ont recueilli les témoignages de beaucoup d'habitants de Battambang soulignent des différences de conditions de vie entre les villages eux-mêmes.

III. Battambang entre la Thaïlande et le gouvernement du Kampuchéa démocratique

Le 18 juillet 1975, Bangkok annonça officiellement la reconnaissance du gouvernement du Kampuchéa démocratique¹⁰⁷². En octobre, lors de la visite à Bangkok d'IENG Sary, vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Kampuchéa démocratique, le Cambodge et la Thaïlande s'engagèrent à une coopération diplomatique et économique dans le respect de leur souveraineté réciproque. Cependant,

¹⁰⁶⁹ *Ibid.*, p.110, 120.

¹⁰⁷⁰ *Ibid.*, p.108.

¹⁰⁷¹ CHANDLER David, *A history of Cambodia*, version khmère, p. 232.

¹⁰⁷² PAWAKAPAN Puangthong, *op.cit.*, p.49

de telles déclarations restèrent lettre morte dès lors que des incidents se produisirent à la frontière entre les deux forces militaires. Deux raisons principales à cela.

La première résidait dans les contestations territoriales. Dès le 2 mai 1975, les Khmers rouges avaient contesté une perte de territoire à la frontière de la province de Trat pendant le régime de LON Nol. Ils demandèrent à la Thaïlande de se retirer à un kilomètre de la frontière. Quatre jours après cette réclamation, quatre pêcheurs thaïlandais furent arrêtés dans le territoire mentionné et plusieurs pirogues de pêches furent incendiées à la fin du même mois. Vers la mi-juin 1975, plusieurs incidents entre les deux pays eurent encore lieu à Trat et à Poipet. Quelques points de passages frontaliers furent fermés par les autorités thaïlandaises. Et les contentieux frontaliers demeurèrent vifs.

La deuxième tenait à l'installation de *Khmers Serei* à la frontière, en territoire thaïlandais. Il faut mentionner qu'au moment même de la victoire des Khmers rouges, Bangkok soutint les quelques forces des *Khmers Serei* pour contenir d'éventuels débordements des Khmers rouges¹⁰⁷³. Cependant, quand se posa la question du rapprochement entre les deux pays, Chatichai CHOONHAVAN, ministre des Affaires étrangères et futur Premier ministre de Thaïlande (8 août 1988-23 février 1991) argua que « *la force militaire des Khmers Serei, dirigée par In Tam, ancien premier ministre de la République, était la cause principale de la dispute entre le Cambodge et la Thaïlande* »¹⁰⁷⁴. Le Premier ministre Kukrit PRAMOJ ordonna alors à In Tam de quitter le territoire de la Thaïlande afin de montrer au Kampuchéa démocratique sa bonne volonté. Une assemblée générale des partisans de In Tam s'y refusa mais, fin décembre 1975, In Tam, quitta finalement la Thaïlande pour la France¹⁰⁷⁵. Un autre groupe cambodgien anti-communiste s'était installé à Aranyaprathet et franchissait de temps en temps la frontière dans la région de Phnom Malai. Il était dirigé par SEK Sam Iat, ancien Gouverneur de la province de Battambang¹⁰⁷⁶.

En réponse à l'accusation du Premier ministre thaïlandais et du Ministre des affaires étrangères, In Tam avait donné une interview au journal thaïlandais *Prachachat Rai Sapda* dans laquelle il précisait qu'il avait d'abord demandé à Chatichai

¹⁰⁷³ HUN Sen, *Dop Chhnam Nei Damneu Kampuchéa (១០ឆ្នាំនៃដំណើរកម្ពុជា ១៩៧៥-១៩៧៩)* « Dix ans de marche du Kampuchéa », 2e édition, Orbrom, Phnom Penh, p. 29; PAWAKAPAN Puangthong, *op.cit.*, p.49.

¹⁰⁷⁴ *The Nation*, le 28 novembre 1975

¹⁰⁷⁵ PAWAKAPAN Puangthong, *op.cit.*, p.51.

¹⁰⁷⁶ *Bangkok Post*, 29 décembre 1975 et 7 janvier 1976.

CHOONHAVAN de s'installer à Bangkok mais que ce dernier l'avait incité à rester à la frontière. Les incidents auraient, en fait, été provoqués par d'autres groupes cambodgiens soutenus par la Thaïlande et qui franchissaient la frontière soit pour voler les animaux sur le territoire du Cambodge, soit pour apporter une assistance aux Cambodgiens désireux de passer en Thaïlande, moyennant une somme d'argent¹⁰⁷⁷.

Après l'élection d'avril 1976, le nouveau gouvernement thaïlandais de Sényi PRAMOJ (20 avril 1976- 6 octobre 1976) chercha à nouveau à rétablir des relations avec le Kampuchea démocratique. Le territoire de la province de Battambang fut de temps en temps choisi comme lieu pour des rencontres bilatérales entre le gouvernement thaïlandais et celui du Cambodge. En juin 1976, par exemple, Bhichai RATTAKUL, nouveau ministre des Affaires étrangères et ses adjoints rencontrèrent IENG Sary à Sisophon pour discuter des questions de frontière, de commerce, de diplomatie, de la libération des pêcheurs thaïlandais encore détenus et encore du retour de réfugiés cambodgiens tels que SEK Sam Iat et autres anciens officiers de la République...¹⁰⁷⁸ Après la rencontre, en août 1976, on prépara l'installation d'une ambassade du Cambodge à Bangkok. Les échanges économiques à la frontière khméro-thaïlandaise, Poipet, se normalisèrent¹⁰⁷⁹. Mais cette relation fut interrompue par les graves événements de la répression en Thaïlande en septembre-octobre 1976 – avec de nombreuses personnes qui prirent alors le maquis – et le changement de politique intérieure de la Thaïlande quelques mois plus tard en 1977.

Entre janvier et août 1977, les Khmers rouges provoquèrent 400 incidents de la frontière¹⁰⁸⁰. Le plus remarquable eut lieu à Aranyaprathet, le 28 janvier 1977, où 21 Thaïlandais furent tués et plusieurs villages incendiés¹⁰⁸¹. Mais il est difficile d'estimer combien de fois les troupes thaïlandaises et les Khmers anti-communistes, soutenues par les Thaïlandais, sont entrées sur le territoire cambodgien, notamment dans la région du nord-ouest du pays.

Par ailleurs, il faut noter que les Khmers rouges autorisèrent des groupes communistes thaïlandais à s'installer sur le territoire du Cambodge. Par exemple,

¹⁰⁷⁷ Prachachat Rai Sapda, 8 janvier 1976.

¹⁰⁷⁸ AMAE, Asie-Océanie, Cambodge 1966-1979, *Thai foreign Minister's Meeting with IENG Sary*, liasse 275, n.f.

¹⁰⁷⁹ PAWAKAPAN Puangthong, *op.cit.*, p.52.

¹⁰⁸⁰ *Bangkok Post*, 19 août 1977.

¹⁰⁸¹ Ministère des Affaires étrangères, *The massacre of 28 January 1977: Relations between Thailand and Democratic Kampuchea*, Bangkok, 1977.

Angkor Siem, l'un de ces groupes s'était installé à proximité de la province de Surin¹⁰⁸²...

¹⁰⁸² VICKERY Michael, *Cambodia: 1975-1982*, p.101.

Chapitre 9

La période de protectorat vietnamien et les oppositions militaires contre le régime provietnamien (1979-1991)

Dès la prise de Phnom Penh par les Khmers rouges le 17 avril 1975 et la prise de Saigon par les communistes vietnamiens le 30 avril de la même année, les relations entre les deux pays, appuyés chacun par l'un des géants socialistes, la Chine et l'URSS, se tendirent. Ce n'est pas le lieu ici de détailler l'histoire maintenant bien connue de la détérioration de ces relations qui se transforma en guerre ouverte, chacun prétendant que l'un envahissait le territoire de l'autre et les Khmers rouges s'étant notamment mis dans la tête de récupérer le Kampuchea Krom, c'est-à-dire une grande partie du Vietnam du Sud. Dès mai et juin 1975, des combats furent signalés le long de la frontière entre le Vietnam et le Cambodge. Plus tard, le 24 septembre 1977, les troupes khmères rouges dirigé par SUN Sen attaquèrent le village numéro 5 de la province de Tai Ninh et tuèrent trois cents habitants. Le 14 mars 1978, plusieurs villages de la province de Ha Tien furent attaqués et une centaine habitants furent tués. Pour l'année 1978, les sources vietnamiennes font état de 121 villages détruits partiellement ou entièrement, de 257.000 personnes sans abri et de 100.000 hectares de terres cultivables abandonnées en raison des combats¹⁰⁸³. En même temps les troupes des Khmers rouges stationnées dans les régions Ouest, Nord et Est furent l'objet de purges. Après l'échec de la rébellion dans la zone Est contre le centre des Khmers rouges, beaucoup de commandants et des troupes s'enfuirent au Vietnam.

Le gouvernement de Hanoi a pu alors recruter et former une armée contre Pol Pot avec deux groupes des réfugiés cambodgiens. Le premier était constitué de communistes vétérans de la guerre d'Indochine qui s'étaient repliés au Vietnam après les accords de Genève de juillet 1954 et qui y avaient passé plus de vingt ans. Le second était formé de ces anciens cadres Khmers rouges qui s'étaient donc réfugiés au-delà de la frontière vietnamienne en 1977-1978, fuyant les persécutions et les purges opérées par les Khmers rouges à l'intérieur même de leur parti. Le 2 décembre 1978, un Front

¹⁰⁸³ REGAUD Nicolas, *Le Cambodge dans la tourmente : le troisième conflit indochinois 1978-1991*, l'Harmattan, Paris, 1992, p. 28.

d'Union Nationale pour le Salut du Kampuchéa (FUNSK) fut créé à Snuol dans la province de Kratié¹⁰⁸⁴ par des représentants des deux groupes, qui appela le peuple cambodgien à renverser le gouvernement de Phnom Penh. Le président du comité central de l'organisation état HENG Samrin, ex-commandant et commissaire politique de la 4ème Division et membre du Comité central des Khmers rouges de la région de l'Est. Il s'était enfuit au Vietnam en 1978 après avoir participé à un coup d'état raté contre Pol Pot¹⁰⁸⁵. Le FUNSK fut officiellement reconnue par le gouvernement du Vietnam, du Laos et de l'URSS. Le Kampuchéa Démocratique accusa quant à lui le Vietnam de vouloir « *avalier le Cambodge et d'imposer une Fédération Indochinoise dominée par Hanoi* ».

Avec la participation de forces militaires vietnamiennes, le FUNSK, pourvu en armements et matériels militaires vietnamiens, renversa le régime des Khmers rouges en deux mois. L'offensive se déroula à la frontière vietnamienne vers l'ouest du Cambodge sans grandes difficultés en suivant cinq axes majeurs : à l'est, en longeant les routes 14 et 13 en direction de Kratié, au sud-est une première colonne suivant les routes 1 et 7 en direction de Phnom Penh et Kampong Cham, et une autre se dirigeant vers Neak Luong, au Sud par la route 2 en direction de Kampong Som et au nord-est partant du Laos et de province de Gia Lai-Cong Tum en suivant la route 19 qui longe le Mékong en direction de Stung Trèng (Voir la carte 14 dans l'annexe).

Les villes principales de province tombèrent les uns après les autres : Kratié (30 décembre), Stung Trèng (3 janvier), Neak Luong (5 janvier), Kampong Cham (6 janvier), Phnom Penh (7 janvier), puis la région Ouest dont Battambang (13 janvier)¹⁰⁸⁶. Enfin, l'armée vietnamienne atteignit la frontière thaïlandaise le 17 janvier 1979. Les Khmers rouges auraient abandonné aux Vietnamiens 200 véhicules blindés, 300 véhicules de transport de troupes, 300 canons, six chasseurs-bombardiers et deux bombardiers, six vedettes rapides et 30.000 tonnes de munitions etc.¹⁰⁸⁷

Pour répondre à l'accusation des *Khmers rouges* et de la communauté internationale d'avoir envahi le Cambodge et tué environ 14.000 Khmers rouges, le major-général vietnamien, LE Kha Phieu, affirma en juin 1988 que « *pendant la guerre contre Pol Pot de 1977 à 1979, nous avons perdu 30.000 hommes* »¹⁰⁸⁸.

¹⁰⁸⁴ PUY Kea, *op.cit.*, p.123.

¹⁰⁸⁵ REGAUD Nicolas, *op.cit.*, p. 62-63.

¹⁰⁸⁶ *Ibid.*, p. 28-29.

¹⁰⁸⁷ *Le Monde*, 5 mai 1979.

¹⁰⁸⁸ Agence France Presse, 30 juin 1988.

Les forces vietnamiennes avaient gagné la guerre mais elles continuaient à s'installer au Cambodge pour aider à la reconstruction et à la réorganisation administrative d'un pays complètement ruiné, et pour pacifier un territoire en s'adaptant ainsi à un nouveau rôle de force anti-guérilla. Le Cambodge devint ainsi une sorte de territoire occupé par le Vietnam.

Durant les quelques pages suivantes, nous allons traiter de la situation plus générale mais, dans la mesure où le territoire du nord du Cambodge et donc de Battambang se trouvait fortement concerné par les évolutions politiques et militaires, notamment par les relations entre gouvernement de Phnom-Penh et groupes de résistance, et par les relations entre ces derniers, nous avons cru nécessaire d'englober le rappel de ces relations dans notre étude.

I. Le nouveau régime du Cambodge

Le lendemain de la libération de Phnom Penh, un nouveau régime a été proclamé sous le nom de « République Populaire du Kampuchéa (RPK) »¹⁰⁸⁹. Le nouveau gouvernement prit le nom de « Conseil Populaire Révolutionnaire du Kampuchéa (CPRK) ». HENG Samrin devint le chef de l'Etat et le Président du CPRK, HUN Sen¹⁰⁹⁰ était en charge des Affaires étrangères et CHEA Sim du ministère de l'Intérieur. Ces trois personnalités appartenaient aux deuxième groupe des partenaires du FUNSK, ceux qui s'étaient réfugiés au Vietnam en 1977-1979, tandis que PEN Sovann, vice-président et ministre de la Défense, appartenait au premier groupe¹⁰⁹¹, celui des communistes qui avaient gagné le Vietnam après 1954.

Lors d'une visite de PHAM Van Dong, du 18 février 1979, la RPK signa un traité d'amitié et de coopération d'une durée de 25 ans avec le Vietnam. Dans ce traité, le maintien des troupes militaires vietnamiennes dans le but de protéger le Cambodge contre le retour des Khmers rouges se trouvait légalisé¹⁰⁹² ; selon son article 2, les deux parties s'engageaient : « [...] à se prêter mutuellement de tout cœur soutien et aide dans tous les domaines et sous toutes les formes nécessaires en vue de renforcer les capacités de chaque peuple à défendre l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité de

¹⁰⁸⁹ La création de la RPK fut annoncée officiellement le 12 janvier.

¹⁰⁹⁰ Actuellement Premier ministre du Cambodge, HUN Sen est né en 1951 à Kampong Cham. Il servit sous les ordres d'HENG Samrin en tant que commandant d'un régiment dans la zone est et s'est enfui avec HENG Samrin au Vietnam en 1978.

¹⁰⁹¹ FRINGS Viviane, *Le socialisme et le paysan cambodgien : la politique agricole de la République Populaire du Kampuchéa et de l'État du Cambodge*, l'Harmattan, Paris, 1997, p. 14.

¹⁰⁹² HUN Sen, *op.cit.*, p.23-24.

son territoire [...] et à lutter contre toute les visées et actions de sape des forces impérialistes et réactionnaires internationales ».

Lors du quatrième Congrès du 26-29 mai 1981 du Parti révolutionnaire du peuple du Kampuchea, un comité central sous la direction d'un bureau politique et d'un secrétariat fut créé. En juin de la même année, la première réunion de l'Assemblée nationale, élue lors du scrutin national du 1 mai 1981 et dirigé par CHEA Sim, adopta une constitution qui investissait le parti de la « direction directe » de la RPK, et instituait deux organes centraux de gouvernement : le Conseil d'État dont HENG Samrin fut nommé chef et le Conseil des Ministres présidé par PEN Sovan. Ce dernier fut nommé Premier ministre jusqu'à son arrestation par les troupes vietnamiennes le 5 décembre 1981, soupçonné de se rapprocher de Moscou pour accroître sa liberté d'action vis-à-vis de Hanoi¹⁰⁹³. Il fut alors remplacé par HENG Samrin à la direction du Comité central, du Bureau politique et du secrétariat, ainsi qu'à la direction du Conseil d'État, et par CHAN Si, ex-ministre de la Défense, au poste du Premier ministre. Après la mort de ce dernier à Moscou le 31 décembre 1985, le jeune ministre des Affaires étrangères, HUN Sen, fut deux semaines plus tard, nommé Premier ministre du Cambodge. Celui-ci est au pouvoir jusqu'à nos jours.

Le gouvernement de la RPK était guidé par les conseillers militaires et civils vietnamiens. Le régime lui-même obéissait en théorie à des principes typiquement communistes.

Au sein de l'affrontement politique au niveau mondial entre les Etats-Unis, la Chine et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS), le problème du Cambodge se trouva internationalisé. Même si les habitants ont célébré la libération du Cambodge contre le régime assassin des Khmers rouges, le nouveau régime de la République Populaire du Kampuchea (RPK), soutenu par le Vietnam et l'URSS, ne fut pas reconnu par la Chine, les membres de l'Association des Nations de l'Asies du Sud-Est (ANASE), l'ONU et la communauté internationale. Ces derniers n'acceptèrent pas la présence des troupes militaires vietnamiennes dans le pays et soutinrent, parfois très activement, les mouvements anti-gouvernementaux de la RPK au long de la frontière khméro-thaïlandaise (Khmers rouges, FUNCINPEC dirigé par prince NORODOM Sihanouk et FNLPK dirigé par SON Sann).

¹⁰⁹³ PUY Kea, *op.cit.*, p.128-134 ; REGAUD Nicolas, *op.cit.*, p. 62-63.

HUN Sen quant à lui qualifia les dix ans de protectorat vietnamien (1979-1989) de « période de combat et de reconstruction »¹⁰⁹⁴. En effet, le gouvernement devait préserver la paix dans l'ensemble du Cambodge en luttant contre le retour des Khmers rouges et les actions des partisans du prince NORODOM Sihanouk et de SON Sann. De même, tout dans tous les domaines devait être reconstruit tandis que des intellectuels cambodgiens, qui auraient dû être les piliers de la reconstruction du pays, étaient morts ; la population entière était menacée par la famine ; et beaucoup recherchaient encore leur famille.

II. Les groupes anti-gouvernementaux après 1979

1. Les Khmers rouges

À la suite de l'invasion des troupes vietnamiennes, les Khmers rouges annonçaient le 30 janvier 1979 par la radio « la voix du Kampuchea Démocratique », émettant de la Chine du sud, qu'au moins 14.000 hommes étaient morts. Selon une opinion citée par Nicolas REGAUD, l'armée des Khmers rouges forte d'environ 100.000 hommes mais plus probablement de 60.000 hommes en perdit un tiers dès les premiers jours de l'offensive. Un autre tiers déserta tandis que le reste soit environ 25.000 hommes s'enfuyait dans la forêt à la frontière thaïlandaise¹⁰⁹⁵. Lorsque l'armée vietnamienne atteignit la frontière thaïlandaise, le 17 janvier 1979, les éléments Khmers rouges s'étaient dispersés dans les régions difficiles d'accès, dans les massifs montagneux des Cardamomes et de l'Éléphant au sud-ouest du Cambodge, dans la chaîne de Dangrêk au nord et surtout à la frontière thaïlandaise¹⁰⁹⁶.

L'installation auprès de la Thaïlande leur permettait non seulement de se mettre à l'abri des troupes vietnamiennes et celles de la RPK, mais surtout d'entretenir des relations aisées avec leurs grands soutiens, la Chine, les Etats-Unis, l'ANASE, la communauté internationale, et d'autres pays par l'intermédiaire de la Thaïlande.

Bangkok affirmait souvent qu'il ne donnait aucune facilité ni aide aux Khmers rouges tandis que la presse internationale basée en Thaïlande se faisait largement l'écho du contraire. En septembre 1979, l'agence de presse japonaise, Kyodo News, mentionna qu'environ 10.000 soldats des Khmers rouges avaient bénéficié de soins à

¹⁰⁹⁴ HUN Sen, *op.cit.*, p.431.

¹⁰⁹⁵ REGAUD Nicolas, *op.cit.*, p. 31.

¹⁰⁹⁶ THAIJONGRUK Nathaporn, *op.cit.*, p. 441.

Aranyaprathet¹⁰⁹⁷. En novembre, l'Associated Press ajoutait que Pol Pot disposait d'un stock d'armes et de munitions sur le territoire thaïlandais¹⁰⁹⁸. En décembre, un journal anglais montrait la route utilisée en territoire thaïlandais pour le transport des armes et des munitions chinoises pour les Khmers rouges. Il mentionnait encore qu'une partie des armes des Khmers rouges étaient fabriquées aux Etats-Unis et étaient identiques à celles utilisés par les militaires thaïlandaises. Les dirigeants Khmers rouges pouvaient se déplacer librement entre la forêt de la frontière khméro-thaïlandaise et Bangkok par hélicoptère militaire thaïlandais¹⁰⁹⁹. Les diplomates en poste à Bangkok font mention de nombreux rapports au sujet des voyages de Pol Pot dans la capitale thaïlandaise pour des soins médicaux et des visites aux officiers thaïlandais¹¹⁰⁰.

Pendant les premières années, avec l'aide de l'étranger, les Khmers rouges ont pu se renforcer et réorganiser leurs troupes. Mais dès qu'ils reprirent la région minière de Païlin et des territoires forestiers très denses au long de la frontière khméro-thaïe, les commerces de pierre précieuse et des bois avec la Thaïlande constitua pour eux une autre source importante de revenus jusqu'aux années 1990.

2. Le Front National de Libération du Peuple Khmer (FNLPK) de SON Sann

SON Sann, né le 5 octobre 1911 à Phnom Penh, fit des études à Paris et devint vice-gouverneur de la province de Battambang en 1935. Il fonda et gouverna, à partir de 1955, la Banque nationale, puis fut nommé ministre des Finances et Premier ministre du Cambodge de 1968 à 1969. Avant la chute de Phnom Penh en 1975, SON Sann était en France où il fonda alors et dirigea l'Association Générale des Khmers à l'Étranger dans le but de résister et lutter contre le régime des Khmers rouges à Phnom Penh. Les membres de cette association étaient bien entendu des Cambodgiens non-communistes, mais aussi des partisans du prince NORODOM Sihanouk et d'anciens membres du parti Démocrate ou partisans du régime de LON Nol.

En Thaïlande, pour des raisons de sécurité, Bangkok soutenait secrètement le mouvement des anciens groupes de *Khmers Serei*, récemment nommé « *Sereika* » qui luttait contre le gouvernement de POL Pot à partir de Boray dans la province de

¹⁰⁹⁷ FBIS-AP, 19 octobre, p. J2-3

¹⁰⁹⁸ FBIS-AP, 19 novembre, p. K1.

¹⁰⁹⁹ *The Sunday Times*, 9 décembre 1979.

¹¹⁰⁰ SHENON Philip, "POL Pot, the Mass murderer who is still alive and well", *The New York Times*, 6 février 1994.

Chanthaburi, à la frontière khméro-thaïe¹¹⁰¹. Bangkok chercha alors un politicien cambodgien pour diriger les mouvements anti-Khmers rouges.

SON Sann fut recommandé par IM Chhoudeth, ancien colonel de la République khmère qui avait travaillé à l'ambassade du Cambodge à Bangkok avant la chute de Phnom Penh en 1975, qui demeurait en Thaïlande pour organiser un réseau des hommes armés afin de libérer le Cambodge et qui entretenait une relation très étroite avec le général Kriangsak CHAMANAN, Premier ministre de la Thaïlande après le coup d'État d'octobre 1977. C'est au moins qu'affirmaient IM Chhoudeth et IENG Mouly, un membre actif du mouvement depuis les années 1970 qui sera nommé Secrétaire général du FNLPK en 1988. SON Sann quant à lui indiqua que celui qui l'avait introduit à Bangkok était le dirigeant du mouvement *Vietnam Serei*, en lutte contre le gouvernement de Hanoi, LE Quoc Tuy¹¹⁰².

Quoi qu'il en soit, en 1977, Chavalit YONGCHAIYUDH, futur Premier ministre de la Thaïlande (1996-1997), vint à Paris et proposa secrètement à SON Sann la création d'un mouvement anti-Khmers rouges à la frontière khméro-thaïe. On remarque que l'AGKE apportait secrètement un soutien financier au groupe nationaliste « *Sereika* » opérant à la frontière khméro-thaïe, ce qui était sérieusement cachée même aux membres de l'association¹¹⁰³.

Cette même année, SON Sann et TRUONG Mealy, secrétaire général de l'AGKE, tentèrent d'intervenir afin d'unifier les différents groupes de la résistance armée nationale au Cambodge et de leur donner une respectabilité internationale. À la fin de l'année, DIEN Del ou DEL Dévy (son nom de combattant), ancien général de la République, accepta l'invitation de SON Sann à représenter l'association. Il se rendit à la frontière cambodgienne au milieu de l'année 1978 mais ne parvint pas à regrouper les différents groupes de résistance dans une armée mieux organisée. Ces derniers se maintinrent toutefois aussi bien le long de la frontière khméro-thaïe qu'à l'intérieur du Cambodge mais demeuraient constitués de petits groupements de chefs de guerre dépourvus de toute organisation militaire cohérente ou de programme politique¹¹⁰⁴.

¹¹⁰¹ IENG Mouly, *Chivit Leu Phlov Bot Bèn Tov Rok Santipheap* (ជីវិតលើផ្លូវបត់បែនទៅរកសន្តិភាព)

«*La vie sur la route vers la paix*», Phnom Penh, 2013, p. 252-258.

¹¹⁰² *Ibid.*, p. 236.

¹¹⁰³ *Ibid.*, p. 236-237.

¹¹⁰⁴ THAJONGRAK Nathaporn, *op.cit.*, p. 450.

Le 5 janvier 1979, les anciens dirigeants du régime de *Sangkum* et de LON Nol (SON Sann, SIM Var, YEM Sambaur, NHIEK Tioulong, Kimmy, THONN Chai et Thoul) formèrent à Paris un Comité pour le Cambodge Neutre et Indépendant. Ce comité publia une déclaration en six points condamnant les Khmers rouges et l'agression du Vietnam sur le territoire du Cambodge, exhortant à l'application des accords de Genève de 1954, demandant impérativement un cessez-le-feu immédiat au Cambodge et la mise en place d'un gouvernement démocratiquement élu à la suite d'un referendum.

DIEN Del accomplit alors une deuxième mission au Cambodge qui aboutit à la fédération de seize chefs de groupes de résistances¹¹⁰⁵ au sein de Forces Armées Nationales de Libération du Peuple Khmer (FANLPK), créées le 5 mars 1979 et présidées par SON Sann. Ces seize groupes de résistants comprenaient notamment cinq grandes factions (*Baksei Chamkrong*, *Khleang Moeung* (500 hommes), *Kok Sâr*, *Nen Rong*, *Reaksa Sambok*)¹¹⁰⁶ et deux autres groupes identifiables (Cobra et le mouvement Khmer islam). Ils menaient des opérations le plus souvent en bordure du pays mais parfois à l'intérieur (autour du Tonlé Sap notamment). Leurs activités militaires n'étaient pas coordonnées et surtout, ils ne bénéficiaient que d'un soutien extérieur limité.

Ces groupes avaient différentes origines. Ils pouvaient être des membres de l'opposition de droite qui, dans les années 1960, avaient pris les armes afin de lutter contre le régime paternaliste du prince NORODOM Sihanouk ; ce sont ceux qu'on appelait «*Khmers Serei*» ou «*Sereika* ». Des groupes nationalistes actifs s'étaient installés dans la région frontalière autour de Pailin et de Phnom Malai et plusieurs chefs de guerre de cette région devinrent ainsi responsables de la future armée nationaliste. Quelques centaines d'hommes armés menaient des combats intermittents avec les Khmers rouges, surtout destinés à protéger un fructueux trafic de bois et de pierres précieuses avec la Thaïlande. Il y avait aussi le groupe de Cobra qui était un groupe actif dans la zone de Battambang. Ses membres étaient habillés en noir comme les troupes des Khmers rouges et portaient un insigne en forme de serpent. Ils semblent avoir été lourdement armés et ont aidé les réfugiés à fuir en Thaïlande. Enfin, d'autres

¹¹⁰⁵ DIEN Del, IM Chhoudeth, KÉT Réth, SOK Sérei, KRAVANH Phal, Mohakrai, LUCH Phai, TUON Chai, SEN Sonreasmey, SEK Sam Iat, KEO Savuth, CHAY Seila ou MAO Horm, MUON Sophorn, GNÈM Phuong, BEN Vy et SIEM Sam On.

¹¹⁰⁶ Agence de Presse Khmère, n° 18, octobre 1981.

petits groupes armés (de quelques dizaines à quelques centaines d'hommes) opéraient dans les monts Dangrêk et dans la province de Preah Vihear.

Le 9 octobre 1979, dans le village de Sok San sur la montagne de Bantot en territoire cambodgien, en face de la province de Trat de la Thaïlande¹¹⁰⁷, le FNLPK présidé par SON Sann fut officiellement proclamé en présence de la presse internationale, de délégations provinciales khmères et des responsables des groupes de résistance. C'était le neuvième anniversaire de la proclamation par LON Nol de la République du Cambodge en 1970, une date choisie en raison de l'importance symbolique de la rupture majeure avec l'ère du prince NORODOM Sihanouk. Du côté thaïlandais à la frontière, les principaux commandants étaient PRUM Vith et DIEN Del¹¹⁰⁸, assisté par le colonel NGUON Pythureth, ancien ambassadeur du Gouvernement Royal d'Union Nationale du Kampuchéa (GRUNK) du prince NORODOM Sihanouk.

Les trois grands objectifs du Front étaient de libérer le pays de la domination étrangère, d'empêcher le retour au pouvoir des Khmers rouges et de reconstruire le pays.

Les FANLPK réunissaient alors quelques centaines d'hommes, mais manquaient d'armes et de munition. Aussi, en raison de la nécessité de recevoir une assistance militaire extérieure, le deuxième objectif passa-t-il au second plan. Son Sann rencontra secrètement Pol Pot et un accord de non-agression entre les deux parties fut conclu à l'automne 1979, en échange de quoi la Chine s'engageait à fournir des armes aux nationalistes. Une première livraison de matériel consistant en 3.000 armes légères eut lieu en novembre de la même année¹¹⁰⁹.

Fondée en 1979, Ampil, située entre les camps de Ban Sa-Ngae et Phnom Dangrêk à côté du district de Ta Phraya (voir la carte des « camps de la résistance en 1985 »), était une sorte de la ville modèle des nationalistes Khmers qui accueillait plus de 33.000 civils. Elle comprenait quatre hôpitaux, de nombreux établissements scolaires primaires et secondaires et un centre culturel. Elle était proche des centres de formation

¹¹⁰⁷ IENG Mouly, *op.cit.*, p.301.

¹¹⁰⁸ Ancien général du Cambodge des années 1970-1975, Né le 15 mai 1932 au sud du Vietnam, DIEN Del entra à l'Académie militaire de Phnom Penh en 1952, puis à l'École militaire d'administration de Montpellier en 1959. A la victoire des Khmers rouges, il se réfugia aux Etats-Unis puis en France en 1977.

¹¹⁰⁹ REGAUD Nicolas, *op.cit.*, p. 81-82.

du FLNPK pour les médecins, les infirmières, les enseignants et les spécialistes agricoles¹¹¹⁰.

À Paris, l'association AGKE devint le deuxième siège du FNLPK ce qui permettait à SON Sann de prendre de nouvelles initiatives et d'avoir des relations avec ses partisans. En l'absence de SON Sann, lorsqu'il était en mission à Bangkok, à la frontière khméro-thaïe ou à l'étranger, c'est son beau-fils, CHHAY Hanchéng, qui faisait fonction de Secrétaire général de l'AGKE et jouait ainsi un rôle très important non seulement dans l'Association mais aussi dans le FNLPK à Paris¹¹¹¹.

Tout au long de la période 1979-1981, l'activité militaire du FNLPK resta assez limitée, en raison de la nécessité d'organiser et de fédérer des forces disparates, jalouses de leur autorité locale et intéressées par la prise de contrôle des camps de réfugiés à la frontière. En 1980-1981, le FNLPK a tenté de persuader les autres groupes de *Khmers Serei* de le rejoindre et a en partie réussi... Il fallut entraîner les jeunes recrues et pour cela on créa une école d'officier et de sous-officiers en janvier 1981.

Le mouvement souffrait toujours d'une grave pénurie d'armes et de munitions. Ce ne fut qu'en avril¹¹¹² 1981 que le FNLPK reçut une deuxième livraison de 3.000 fusils, venant de Chine puis une troisième en août et septembre 1982, venant de Singapour. Il semble que le Front ait reçu une assistance financière de la CIA qui passa de 2 millions de dollars par an entre 1979 et 1983, à 7 millions de dollars à partir de 1984¹¹¹³.

À la fin de l'année 1981, le FNLPK ou plutôt ses « seigneurs de la guerre » contrôlaient six grands camps de réfugiés, soit plus de 100.000 hommes : les camps de Nong Samet (40.000 réfugiés en 1981), Nong Chan (35.000), Ban Sa-Ngae (11.000), Sok San (9.000) etc¹¹¹⁴. Plus tard, le FNLPK occupa encore deux camps : Samlor Chhnganch et Dangrêk. Mais après la grande attaque de la RPK entre 1984-1985, les réfugiés des camps mentionnés furent déplacés et s'installés dans un grand camp, Site 2¹¹¹⁵.

¹¹¹⁰ BEKAERT Jacques, *Tales of a Divided Nation 1983-1986*, White Lotus, Bangkok, 1997, p. 85-86.

¹¹¹¹ IENG Mouly, *op.cit.*, p.307-309. CHHAY Hanchéng avait remplacé TRUONG Mealy après le ralliement de ce dernier au mouvement du prince NORODOM Sihanouk.

¹¹¹² REGAUD Nicolas, *op.cit.*, p. 84. Mais Justin J. Corfield indique que c'était en juin 1981 (CORFIELD Justin J., *A History of the Cambodian non-Communist Resistance 1975-1983*, Clayton, Victoria: Centre of Southeast Asian Studies, Monash University, 1991 p. 19).

¹¹¹³ *Far Eastern Economic Review*, 28 juin et 25 octobre 1984 ; EMMERSON Donald.K, "The stable war: Cambodia and the great Powers", *Indochina Issues*, décembre 1985.

¹¹¹⁴ IENG Mouly mentionne que les six camps de réfugiés étaient : Ampil, Rithy Sèn, Nong Chan, Ô Bok, Nam Yoeun et Sok San.

¹¹¹⁵ IENG Mouly, *op.cit.*, p.537.

Le contrôle des camps facilitaient le recrutement de forces combattantes pour le FNLPK. Selon des informations recueillies dans ces camps et auprès de divers experts ou diplomates résidant à Bangkok, il semble que le Front disposait d'environ 1.600 hommes armés à la fin de l'année 1979, peu disciplinés et obéissant encore le plus souvent à leurs chefs selon une tradition clientéliste. Il réunit environ 4.500 hommes vers la fin de 1980, 7.000 à la fin de 1981, environ 9.000- 10.000 en 1982, et un nombre maximum de 12-14.000 hommes en armes avec évidemment plusieurs milliers d'autres mobilisables, au milieu de l'année 1984.

Au quatrième trimestre de l'année 1982, le Front essuya un revers majeur. Un commandant du FLNPK, engagé dans le commerce du marché noir fut assassiné. Un conflit interne au FNLPK s'ensuivit et pour le résoudre, DIEN Del, commandant en chef du Front fut déposé. En effet, le problème du Front ne consistait pas seulement dans le manque d'armes mais surtout dans les conflits internes. Ses opérations militaires semblaient limitées mais pas l'engagement de ses membres dans le marché noir à la frontière ni probablement dans les détournements de fonds à l'étranger dont on les soupçonnait¹¹¹⁶.

Malgré tout, avant la création d'une armée sihanoukiste en mai 1981, le FNLPK représentait la seule alternative politico-militaire démocratique entre la RPK et les Khmers rouges.

Il faut noter que dès l'envoi de DIEN Del à la frontière khméro-thaïe en janvier 1979, SON Sann a informé téléphoniquement le prince NORODOM Sihanouk (qui était à Pyongyang) de son intention de créer un front nationaliste en lui demandant de le diriger. Le prince répondit qu'il ne voulait plus s'engager dans les affaires politiques mais qu'il ne s'opposait pas non plus la création du mouvement. Il demanda à SON Sann de ne pas utiliser son nom.

À la création du FANLPK le 5 mars 1979, les membres demandèrent à SON Sann de diriger le mouvement en déclarant cependant ouvertement leur volonté d'avoir l'engagement du prince NORODOM Sihanouk. SON Sann prit presque deux mois avant d'accepter le 29 avril 1979. Il attendait, en fait, la décision du prince. Ce dernier était, au début, hésitant puis il refusa ayant constaté la présence dans le FANLPK des chefs militaires de la République khmère qui l'avait fait tomber en 1970. Il engagea

¹¹¹⁶ STROMSETH Jonathan, *Time on Whose Side in Cambodia*, Bangkok, Thailand: Institute of Security and International Studies, Chulalongkorn University, 1988, p. 11.

alors la création de son propre mouvement¹¹¹⁷. Cela causa du mécontentement chez la plupart des membres de l'AGKE¹¹¹⁸. Quelques membres pro-sihanoukiste de l'association ou ceux qui n'étaient pas satisfaits de la direction de SON Sann se séparèrent du FANLPK et se rangèrent aux côtés du prince¹¹¹⁹.

3. Le Front Uni National pour un Cambodge Indépendant, Neutre, Pacifique et Coopératif (FUNCINPEC) de NORODOM Sihanouk

Le prince NORODOM Sihanouk avait été évacué du Cambodge lors de l'invasion vietnamienne à la fin 1978 et trouvé refuge à Pyongyang en Corée du Nord où il fonda le FUNCINPEC, en mars 1981.

En juillet 1979, il demanda à l'ONU de lui permettre d'exposer son plan pour résoudre le problème du Cambodge. Mais l'ONU refusa. Le prince fut très déçu et proclama, de Pyongyang, le 12 juillet 1979, la création immédiate d'un Front Uni Khmer pour le Salut National (FUKSANA), présidé par lui-même, et d'un Gouvernement Provisoire de l'État du Cambodge Indépendant (GOUPECIN) dans lequel le prince jouera le rôle de ministre des Affaires étrangères. Il proposa à toutes les associations khmères à l'étranger d'y participer et d'envoyer leurs représentants au congrès national qui aurait lieu en France ou aux États-Unis. En même jour, il envoya des messages à ses adversaires. Il demanda à POL Pot, IENG Sary et aux autres dirigeants des Khmers rouges de se retirer en Chine. Il invita les partisans de HENG Samrin à se rendre au Vietnam.

Comme nous l'avons vu, la plupart des membres de l'AGKE à Paris n'étaient pas contents que le prince ait refusé de s'engager avec le mouvement le FANLPK. Ils trouvaient que le plan du prince était un « rêve » parce qu'ils croyaient que les Khmers rouges et les troupes vietnamiennes ne se retireraient que par la force militaire et pas par la voie diplomatique. La réaction des membres de l'AGKE mécontenta en retour le Prince. SON San, ne voulant pas avoir de problème avec le prince, décida finalement d'envoyer TRUONG Mealy, secrétaire général de l'AGKE, au congrès national du GOUPECIN.

En septembre 1979, le congrès eut lieu mais pas en France, ni aux États-Unis comme prévu mais en Corée du Nord. Le projet de création du GOUPECIN et du

¹¹¹⁷ IENG Mouly, *op.cit.*, p. 290.

¹¹¹⁸ *Ibid.*, p. 297.

¹¹¹⁹ *Ibid.*, p. 294, 301.

FUKSANA échoua mais, lors du congrès, une « Confédération des Khmers nationalistes » fut créée avec la participation de certaines associations à l'étranger, sauf l'AGKE. Elle était présidée par le prince. TRUONG Mealy démissionna de sa fonction de secrétaire général de l'AGKE et participa au mouvement pro-sihanoukiste¹¹²⁰.

En 1979, au nom du président de la Confédération des Khmer nationalistes, NORODOM Sihanouk envoya trois lettres au Premier ministre vietnamien, PHAM Van Dong (le 7 octobre, le 23 octobre et le 11 novembre) rappelant la solidarité khméro-vietnamienne pendant la guerre vietnamo-américaine et demandant une négociation bilatérale pour la reconstruction d'un Cambodge libre et neutre. Mais il ne reçut aucune réponse¹¹²¹. Le Prince décida finalement de changer de stratégie et d'abandonner la voie diplomatique ; en décembre 1979, il annonça son intention d'appeler ses partisans à s'engager dans la lutte armée contre l'occupation vietnamienne.

Nicolas REGAUD affirme : « *Pendant longtemps le prince NORODOM Sihanouk ne crut pas à l'utilité d'une résistance armée pour lutter contre l'occupation vietnamienne. Cependant, il apparut peu à peu que les Vietnamiens n'entendaient pas évacuer rapidement le Cambodge au travers de négociations diplomatiques, et les Khmers rouges ainsi que le FNLPK, de par leur nouvelle puissance militaire, renforçaient leur crédibilité politique sur le plan international* »¹¹²².

En mai 1980, le prince informa ses partisans de sa décision de renoncer à présider la Confédération des Khmer nationalistes, ce qui voulait dire également qu'il abandonnait la vie politique. Il donnait quatre causes à cette décision :

- personnellement, il n'avait pas suffisamment de ressources. Il vivait avec l'aide du Président de la Corée du Nord KIM Il Sung ;
- il avait demandé des soutiens pour la Confédération à la France, aux États-Unis et à la Chine, mais n'avait reçu aucune réponse positive ;
- la Thaïlande et la Chine mettaient une condition à leur aide, celle de coopérer avec les Khmers rouges ;
- la Thaïlande ne l'appréciait pas et lui refusait l'entrée sur son territoire¹¹²³.

Un mois plus tard, en juin 1980, le prince changea d'idée et déclara qu'il voulait bien coopérer avec les Khmers rouges, s'ils redevenaient simplement un parti politique

¹¹²⁰ IENG Mouly, *op.cit.*, p.293-301, 321.

¹¹²¹ *Ibid.*, p.293-301, 310-312.

¹¹²² REGAUD Nicolas, *op.cit.*, p. 86.

¹¹²³ IENG Mouly, *op.cit.*, p.344-346.

et renonçaient à représenter le gouvernement, ce que ces derniers ne pouvaient accepter¹¹²⁴.

Après plusieurs demandes chinoises, le prince accepta de rencontrer KHIEU Samphân à Pyongyang le 8 février 1981 en vue de discuter des modalités d'un ralliement. Mais en mars, au lieu d'affirmer sa volonté d'entrer dans une coalition, le prince créa sa propre formation, le Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif (FUNCINPEC), présidé par lui-même, afin de défendre et soutenir sa politique et sa diplomatie dans le monde, par le relais de cellules implantées dans les grands pays occidentaux où résidaient de nombreux Cambodgiens en exil.

Lors de la création de FANLPK, In Tam, ancien Premier ministre de la République de LON Nol et membre fondateur de l'AGKE, fut nommé Chef d'état-major au lieu de Commandant en chef de l'armée comme il l'espérait – ce fut DIEN Del qui fut nommé. Furieux, In Tam accusa SON Sann de n'avoir pas respecté ses promesses et se rangea aux côtés du prince NORODOM Sihanouk¹¹²⁵.

Avec le soutien et l'intervention d'IN Tam, le « Mouvement pour la Libération Nationale du Kampuchea » ou MOULINAKA se fonda au FUNCINPEC qui devint le premier mouvement de résistance se référant officiellement au prince NORODOM Sihanouk. D'autres petits groupes s'unirent au Front tels *Praloen Khmer* (Esprit khmer), *Ontrea Khmau* (Aigle noir) ou *Damrei Sor Phluk Khiev* (l'éléphant blanc à la défense bleue).

Le 1^{er} mai 1981, l'Armée Nationale Sihanoukiste (ANS) fut créée. Elle réunissait quatre groupes de la résistance nationaliste. Le MOULINAKA était composé de 700 hommes armés et de nombreux autres sans arme. Le mouvement *Khleang Moeung* du nom d'un héros légendaire khmer de la période de Longvêk était composé de 550 hommes armés avec une certaine expérience de la guerre de guérilla. Il était dirigé par TOAN Chay, un ancien technicien en aéronautique et était basé à Ô Smach, dans le district de Samrong (province d'Oddar Meanchey) à la frontière thaïlandaise et Sisophon, puis s'est déplacé à Sa-Ngae et dans les montagnes de la province de Preah Vihear. Le « groupe du Nord », *Oddar Tus*, était fort de 570 hommes armés. Il avait à sa tête un ancien député commandant de bataillon qui avait joué un rôle actif dans la région du Nord dès les premiers jours de 1975. Le groupe des *Khmers Angkor* ne comportait pas plus de 160 hommes et était dirigé par IN Sakhan.

¹¹²⁴ *Ibid.*, p.357.

¹¹²⁵ *Ibid.*, p.305-306.

Au total, l'ANS comptait de 1.500 à 2.000 hommes pauvrement armés et contrôlait trois petits camps de réfugiés rassemblant environ 12.000 personnes au nord-ouest du Cambodge. Cela faisait d'elle la plus faible composante de la résistance anti-vietnamienne¹¹²⁶. En 1983, des observateurs indépendants et le prince NORODOM Sihanouk, lui-même, affirmaient que la force de l'ANS était 5.000 hommes armés et 5.000 autres en attente d'armes. La formation des cadres de l'ANS était assurée par deux pays membres de l'ANASE¹¹²⁷.

Après la réorganisation de son armée, le FUNCINPEC établit son camp à Ô Smach qui demeura jusqu'en août 1997 le dernier bastion symbolique des forces du FUNCINPEC. Dans ce bastion, une garde spéciale avait été formée pour protéger le prince au cours de sa visite au Cambodge. Un autre grand camp du Front se situait dans le district de Tatum, province de Surin (Thaïlande), presque totalement inaccessible depuis le Cambodge. Cette localisation très isolée ne permettait pas au Front de contacter facilement la population locale et de recruter des partisans.

Aussi, le FUNCINPEC n'était-il pas très actif dans le domaine de propagande à la différence des Khmers rouges ou du FNLPK qui possédait une radio et un bulletin d'information. Les activités du FUNCINPEC restaient même un mystère pour la plupart des gens.

Durant les deux premières années, l'ANS connut certaines crises.

La première, était celle du commandement. Le prince NORODOM Sihanouk, bien que commandant suprême des forces armées, ne s'intéressait pas directement aux affaires militaires, et In Tam rencontra des difficultés à s'imposer aux autres chefs traditionnels. Il s'opposait ainsi à son chef d'état major, le général TEAP Ben, qui était favorable à une collaboration militaire étroite avec l'Armée Nationale de Libération du Peuple Khmer (ANLPK), le bras armé du FNLPK, et alors commandée par le général SAK Sutsakan. Certains chefs militaires reprochaient également à IN Tam d'être trop indépendant, n'informant même pas le prince NORODOM Sihanouk de ses initiatives¹¹²⁸.

La deuxième difficulté résidait dans le manque de matériel militaire. Vers la fin d'avril 1981, quelques jours avant la création de l'ANS, NORODOM Sihanouk se

¹¹²⁶ REGAUD Nicolas, *op.cit.*, p. 87. En 1981 et 1982, lors d'une attaque importante contre les troupes vietnamiennes, à proximité d'Aranyaprathet et de Samrong, les forces pro-sihanoukistes, d'une capacité militaire limitée, n'ont apparemment pas participé à cette attaque. Elles ont surtout souffert des mines.

¹¹²⁷ BEKAERT Jacques, *op.cit.*, p.46.

¹¹²⁸ REGAUD Nicolas, *op.cit.*, p. 87-88.

trouvait à Pékin pour demander au ministre des Affaires étrangères, HUANG Hua, une assistance matérielle en faveur du MOULINAKA. La Chine accepta à la condition qu'il coopère avec les Khmers rouges au sein d'une large coalition anti-vietnamienne. Le prince se tourna alors vers les Etats-Unis. Mais ces derniers lui proposaient la même condition. Le prince hésitait à coopérer avec les Khmers rouges qu'il avait accusés d'avoir tué son peuple et ses propres enfants devant la communauté internationale. Pourtant, sous la pression de l'ANASE et des Etats-Unis, le prince accepta finalement l'idée d'une coalition souple entre les trois groupes de la résistance (FUNCINPEC, FNLPK et Khmers rouges). C'est ainsi qu'en mai 1981, peu de temps *après* la création officielle de l'ANS, DENG Xiaoping promit d'équiper 3.000 hommes si ceux-ci s'engageaient à combattre les Vietnamiens et non pas les Khmers rouges. La première livraison d'armes chinoise n'eut lieu que presque un an plus tard, au début de l'année 1982. Par la suite, les livraisons d'armes et de munitions chinoises arrivèrent de façon irrégulière.

Un troisième problème était la pénurie de nourriture et de médicaments d'autant que les détournements de l'assistance humanitaire étaient plus limités puisque le FUNCINPEC ne contrôlait que quelques petits camps peu importants. Au début de juin 1983, un officier de l'ANS expliquait : *« nous avons besoin de riz et de médicaments au moins autant que d'armes. Non seulement pour que nous puissions survivre mais aussi pour que nous puissions en emporter à l'intérieur du Cambodge, la population locale étant elle-même si démunie »*¹¹²⁹.

En mai 1983, le prince NORODOM Ranariddh¹¹³⁰ à la demande pressante de son père, dut se rendre à Bangkok pour régler diverses questions : les affaires étrangères du groupe de Sihanouk ; la coordination entre le FUCINPEC et l'ANS ; l'amélioration de la coopération avec les autres membres de la coalition gouvernementale, en particulier avec le FNLPK¹¹³¹ ; la réorganisation des forces armées de l'ANS et renforcer l'unité entre les quatre grands groupes qui la composait et qui conservèrent longtemps une assez grande autonomie d'action avec des rivalités entre eux¹¹³².

¹¹²⁹ *Bangkok Post*, 5 juin 1983.

¹¹³⁰ Le prince NORODOM Ranariddh né le 2 janvier 1944 à Phnom Penh obtint son doctorat en droit public, spécialisé dans le droit de la mer, à l'université d'Aix en Provence où il travaillait comme maître de conférences. Participant à l'élection générale de 1993 comme chef du parti du FUNCINPEC, le prince fut élu co-Premier ministre du Cambodge.

¹¹³¹ BEKAERT Jacques, *op.cit.*, p.43.

¹¹³² REGAUD Nicolas, *op.cit.*, p. 88.

À partir des années 1984-1985, l'ANS fut convenablement réorganisée et équipée. Elle réussit à surmonter ses revers militaires et profita même d'un déclin du FNLPK pour augmenter encore ses forces et devenir la principale force armée nationaliste.

4. Le Gouvernement de Coalition du Kampuchéa Démocratique (GCKD)

Après l'invasion vietnamienne en 1979, les trois groupes anti-gouvernementaux (FNLPK, FUNCINPEC et Khmers rouges) réussirent à se constituer et se renforcèrent petit à petit au long de la frontière khméro-thaïe en recevant les soutiens de Bangkok, de la Chine et de la communauté internationale. Mais les trois groupes ne s'entendaient pas, les deux premiers dénonçant notamment la politique de massacre de masse et pro-communiste des Khmers rouges.

La Chine prit cependant l'initiative du projet d'un front élargi rassemblant toutes les forces cambodgiennes opposées à l'occupation vietnamienne.

Dès janvier 1979, Deng Xiaoping reprocha à IENG Sary, lors d'une visite de ce dernier à Pékin, et à la direction des Khmers rouges de ne pas avoir su manipuler convenablement le prince NORODOM Sihanouk alors qu'ils occupaient le pouvoir. Il conseilla aux Khmers rouges de gagner à nouveau le prince à leur cause afin de constituer un front d'union nationale de lutte contre le Vietnam et le gouvernement de la RPK¹¹³³.

Le 31 du même mois, des Etats-Unis où il se trouvait, DENG Xiaoping invita le prince NORODOM Sihanouk, qui cherchait refuge aux Etats-Unis puis en France sans recevoir de réponse satisfaisante, à redevenir Chef de l'État du Kampuchea démocratique. Le prince refusa cette proposition mais accepta de venir s'installer en Chine en tant que simple particulier¹¹³⁴. Il ira un peu plus tard s'installer à Pyongyang où KIM Il Sung, le président de la Corée du Nord, l'accueillit chaleureusement et lui fit construire un grand palais royal¹¹³⁵.

À la fin de l'année 1980, sous la pression de la Chine et aussi pour conserver le siège du Kampuchea démocratique aux Nations unies, le chef des Khmers rouges POL Pot déclara publiquement que les Khmers rouges étaient disposés à « partager le

¹¹³³ Bangkok Post, 9 juin 1983.

¹¹³⁴ IENG Mouly, *op.cit.*, p.285-286.

¹¹³⁵ *Ibid.*, p.298.

pouvoir » au sein d'une coalition anti-vietnamienne et demanda à SON Sann et au prince de s'allier aux forces du Kampuchea démocratique.

La proposition était, à ce moment-là, impossible à accepter pour le prince. Il rappelait fréquemment sa mise en résidence surveillée pendant trois ans et demi et la disparition de deux de ses fils, de deux beaux-fils et de quatorze de ses petits-enfants¹¹³⁶. Il déclara encore que le retour au pouvoir des Khmers rouges était une menace pour la vie des Cambodgiens¹¹³⁷ et que le colonialisme vietnamien était meilleur pour le peuple khmer qu'un retour au pouvoir des forces des Khmers rouges¹¹³⁸.

SON Sann de son côté considérait les Khmers rouges comme les ennemis numéros un et refusa cette proposition.

Bangkok estimait que sa politique de soutien aux Khmers rouges ne pouvait pas se maintenir longtemps si le prince NORODOM Sihanouk accusait internationalement ceux-ci de crime contre l'humanité. A l'incitation de la Thaïlande, les pays de l'ANASE exhortèrent les Khmers rouges à revoir leur politique envers le FLNPK et le FUNCINPEC. En même temps, l'ONU informa qu'un nouveau comportement des Khmers rouges serait nécessaire si ces derniers voulaient conserver leur siège dans l'organisation.

La Thaïlande et Singapour firent également pression sur SON Sann pour qu'il accepte de rencontrer le prince et des représentants *khmers rouges*¹¹³⁹.

La Chine ne resta pas inactive. En janvier 1981, lors d'une visite à Bangkok, ZHAO Ziyang, Premier ministre de la Chine, proposa¹¹⁴⁰ :

- l'établissement d'un front commun de toutes les factions de la résistance, présidé par NORODOM Sihanouk ou SON Sann ;
- que l'ANASE et les États-Unis aident à mettre sur pied une véritable force non-communiste ;
- que le peuple cambodgien élise ses propres dirigeants lors d'élections libres et décide de son propre système social.

Pour bénéficier du soutien de la Chine et des livraisons d'armes en particulier, SON Sann accepta finalement de coopérer avec les Khmers rouges. Il en fut de même

¹¹³⁶ REGAUD Nicolas, *op.cit.*, p. 88.

¹¹³⁷ *The Southeast Asia Record*, 22-28 février 1980.

¹¹³⁸ KIERNAN Ben, *Kampuchea 1979-1981*, p. 186-188.

¹¹³⁹ CHANDA Nayan, "The road to Singapore", *Far Eastern Economic Review*, 11 septembre 1981.

¹¹⁴⁰ REGAUD Nicolas, *op.cit.*, p. 91.

pour le prince NORODOM Sihanouk qui demanda toutefois que les Khmers rouges soient désarmés en cas de retrait vietnamien. Cette question du rôle politique et militaire des Khmers rouges après un retrait des troupes vietnamiennes fut au cœur des discussions précédant la création du gouvernement de coalition tripartite.

Du 2 au 4 septembre 1981, le prince NORODOM Sihanouk, SON Sann et KHIEU Samphân se réunirent, pour la première fois, à Singapour. La réunion fut un demi-échec. Les trois délégués furent d'accord pour déclarer nécessaire la formation d'un gouvernement de coalition et décidèrent la mise en place d'un comité « *ad hoc* » destiné à négocier sa formation mais ils ne purent pas s'accorder sur l'organisation du gouvernement, et encore moins sur leurs objectifs concernant le « futur Cambodge ». Durant la discussion, SON Sann sollicita l'élimination et le désarmement des Khmers rouges après le retrait des troupes vietnamiennes, ce que la Chine et les Khmers rouges ne pouvaient accepter.

Pour débloquer les négociations, Singapour proposa la formation d'une « coalition souple » où chaque partie conserverait sa propre organisation, son identité, son idéologie, ses forces armées, sa liberté d'action, y compris le droit de recevoir et d'utiliser l'aide internationale qui lui était accordée. Cela revenait à créer un gouvernement institutionnellement divisé, sans grand pouvoir mais susceptible de donner à la communauté internationale l'illusion d'une unité suffisante pour défendre le siège du Kampuchéa démocratique à l'ONU.

Cette proposition fut initialement refusée par les Khmers rouges et la Chine. Mais grâce à l'insistance de la Thaïlande auprès de la Chine, un accord a minima put finalement être trouvé.

Le 22 juin 1982, à Kuala Lumpur, les représentants des trois parties signèrent un accord pour la formation du Gouvernement de Coalition du Kampuchéa Démocratique (GCKD) - gardant ainsi le nom de « Kampuchéa démocratique » du régime des Khmers rouges. Le prince NORODOM Sihanouk en fut nommé Président, KHIEU Samphân, vice-président en charge des Affaires étrangères et SON Sann, Premier ministre.

L'accord prévoyait la création de quatre comités de coordination au sein du gouvernement (finances, défense, culture et enseignement, santé et affaires sociales) dont chacun serait présidé par trois ministres désignés par chacune des trois parties, les décisions éventuelles ne pouvant être prises qu'à l'unanimité¹¹⁴¹. L'accord soutenait la

¹¹⁴¹ REGAUD Nicolas, *op.cit.*, p. 91-92.

résolution de la première conférence internationale sur le Cambodge, tenue à New York, du 13 au 17 juillet 1981, ainsi que les autres résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le Cambodge et appelait à un soutien international.

Les trois parties acceptèrent aussi que leurs forces militaires coopèrent malgré l'absence de fusion et ne s'attaquent pas les unes les autres. Mais en réalité, SON Sann et le prince NORODOM Sihanouk protestèrent souvent parce que leurs soldats étaient attaqués régulièrement par les soldats des Khmers rouges¹¹⁴². À la suite de succès des troupes vietnamiennes et de la RPK, les pays membres de l'ANASE mirent à nouveau la pression sur les membres du GCKD pour qu'ils se renforcent par une meilleure coordination. C'est la raison pour laquelle, en 1986, les Khmers rouges et le prince NORODOM Sihanouk annoncèrent une opération militaire commune.

Bien que le GCKD fonctionnât véritablement peu, la création de cette organisation permit de faire avancer les intérêts de chaque partie cambodgienne et de justifier l'engagement des grands pays à leur côté. L'objectif stratégique de la Chine qui était de rassembler toutes les forces nationalistes cambodgiennes sous son autorité, pour lutter contre le Vietnam, était réalisé. La Thaïlande pouvait utiliser le GCKD comme « couverture » pour continuer ses soutiens au groupe des Khmers rouges en conservant le bénéfice de l'aide internationale.

Quant aux mouvements de résistance non-communistes de SON Sann et du prince NORODOM Sihanouk, ils purent désormais compter sur une assistance militaire de la Chine et financière et d'aide humanitaire de certains pays occidentaux, particulièrement des Etats-Unis. Ces derniers avaient indiqué qu'ils ne fourniraient une assistance qu'à un gouvernement légal et non à un mouvement de guérilla. LEE Kuan Yew, Premier ministre de Singapour jusqu'en 1990 déclara que la Chine, les Etats-Unis, Singapour, la Malaisie et la Thaïlande avaient fourni 1,3 milliard de dollars d'aide au GCKD au cours des années 1980¹¹⁴³.

En tant que président du gouvernement, le prince NORODOM Sihanouk retira beaucoup plus d'avantages parmi les groupes de résistances cambodgiens, et aussi, au niveau international. Il fut reconnu comme le chef d'État légitime bien que privé d'assise territoriale et humaine et de forces armées crédibles et comme l'un des rares capables de faire valoir sa vision du Cambodge aux pays étrangers¹¹⁴⁴.

¹¹⁴² The New York Times, «Sihanouk accuses Khmer Rouge of Attacks», 29 juillet 1985.

¹¹⁴³ RICHARDSON Michael, *International Herald Tribune*, 29 septembre 2000.

¹¹⁴⁴ *Bangkok Post*, « La parole du prince Norodom Ranariddh », 15 août 1983.

Pour les Khmers rouges, le principal avantage était qu'ils furent assurés de conserver leur siège à l'ONU et qu'ils pouvaient tenter de restaurer leur image internationale en s'abritant derrière celle du prince NORODOM Sihanouk.

La formation du GCKD mettait sous pression le gouvernement de la RPK. L'espoir du Vietnam de faire accepter la légitimité du gouvernement de Phnom Penh auprès de la communauté internationale semblait s'être évanoui. Notons que le GCKD reçut le soutien non seulement des pays non-communistes et de la Chine, mais aussi de certains pays socialistes comme la Roumanie et la Corée du Nord. Seule l'Inde avait reconnu le régime de la RPK en juillet 1980.

Cette défaite diplomatique peut être considérée comme une conséquence directe de l'impossibilité vietnamienne à éliminer militairement les forces de résistance. Celles-ci et le gouvernement de Phnom Penh tentèrent pourtant, tout au long des années 1980, de régler la question du Cambodge par la force en attaquant physiquement la guérilla, ses sanctuaires et ses camps de réfugiés¹¹⁴⁵.

III. Les moyens de survie des groupes anti-gouvernementaux

1. L'aide étrangère

1.1. L'aide humanitaire

Vu la pauvreté et la famine qui régnaient au Cambodge après la chute du régime des Khmers rouges, dès août 1979, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), une agence de l'ONU, reçut l'accord du gouvernement vietnamien et celui de HENG Samrin pour entrer dans le pays et aider les Cambodgiens. Mais les dirigeants de Khmers rouges s'opposèrent à cette mesure car cela signifiait la reconnaissance du gouvernement de la RPK alors que pour eux, le Kampuchéa démocratique demeurait le seul gouvernement légitime du Cambodge¹¹⁴⁶.

Dans un premier temps, le gouvernement thaïlandais du général Kriangsak CHAMANAN (11 novembre 1977- 3 mars 1980), croyant que le flux des réfugiés cambodgiens menacerait l'économie et la sécurité du pays, s'y opposa strictement et renvoya des millions de Cambodgiens vers leur pays natal, causant beaucoup de morts et le mécontentement de la communauté internationale. Michael VICKERY mentionne

¹¹⁴⁵ REGAUD Nicolas, *op.cit.*, p. 93.

¹¹⁴⁶ MASON Linda, BROWN Roger, *Rice, Rivalry, and Politics: Managing Cambodian Relief*, University of Notre Dame Press, Notre Dame, p. 12-15.

que les soldats Khmers rouges furent seuls autorisés à se réfugier en Thaïlande¹¹⁴⁷. L'ONU et les organisations non gouvernementales incitèrent la Thaïlande à donner ouvertement un refuge aux Cambodgiens mais Bangkok refusa cette demande¹¹⁴⁸.

Après une réunion entre les dirigeants des Khmers rouges et les représentants de l'UNICEF, à la fin du mois d'octobre 1979, Bangkok déclara finalement qu'il accueillerait les réfugiés cambodgiens si la communauté internationale apportait une aide humanitaire à tous les Cambodgiens y compris aux Khmers rouges¹¹⁴⁹. L'UNICEF, l'UNBRO (United Nations Border Relief Operation ou Opération des Nations Unies pour le secours aux frontières), les organisations non gouvernementales internationales et les agences bénévoles disposant du soutien de la communauté internationale organisèrent effectivement l'aide aux Cambodgiens réfugiés en Thaïlande et à ceux restés sur le territoire cambodgien, essentiellement à la frontière, par l'intermédiaire des autorités thaïlandaises.

Ce ne fut pas une mauvaise opération pour la Thaïlande. L'accueil des réfugiés cambodgiens poussa de plus en plus de Cambodgiens à fuir la famine et à traverser la frontière. Ceci devint un prétexte pour accuser le gouvernement de HENG Samrin d'incompétence et pour stigmatiser l'invasion vietnamienne au Cambodge. Les groupes anti-gouvernementaux, se renforçant rapidement au long de la frontière khméro-thaïe¹¹⁵⁰, furent utilisés comme bases stratégiques.

C'est ainsi qu'une partie de l'aide humanitaire dispensée par les organisations d'assistance aux réfugiés (Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ou UNHCR) et les organisations non gouvernementales caritatives furent détournées par les Khmers rouges pour nourrir et soigner leurs soldats rescapés. Nicolas REGAUD a noté que « *le contrôle politique de ces camps leur permettait de détourner aisément l'assistance humanitaire, et malgré les réticences des organisations, il semble que les pays donateurs aient plus ou moins fermé les yeux sur ce trafic. Il fallait en effet permettre aux Khmers rouges, seule force de résistance crédible à l'époque, de se réorganiser afin de reprendre les combats* »¹¹⁵¹. Selon la presse internationale, les camps des Khmers rouges reçurent mensuellement 2.000 tonnes de riz et de nourriture

¹¹⁴⁷ VICKERY Michael, *Cambodia: 1975-1982*, p. 200.

¹¹⁴⁸ PAWAKAPAN Puangthong, *op.cit.*, p. 63.

¹¹⁴⁹ MASON Linda, BROWN Roger, *op.cit.*, p. 4.

¹¹⁵⁰ Le nombre total des Khmers rouges et des cambodgiens contrôlés par les Khmers rouges était environ 100.000 personnes à la fin de l'année 1979. Selon « The New York Times » publié le 19 février 1987, le nombre des réfugiés cambodgien dans le territoire thaïlandais comptaient environ 250.000 personnes en 1987 dont environ deux tiers ont assisté aux mouvements de résistance.

¹¹⁵¹ REGAUD Nicolas, *op.cit.*, p. 78.

des organisations d'assistance aux réfugiés¹¹⁵². Et 30% des aides humanitaires allèrent au groupe des Khmers rouges au camp secret de Khao Din¹¹⁵³, situé juste au nord du camp ouvert des Khmers rouges de Site 8, près d'Aranyaprathet¹¹⁵⁴. Un document produit par le Service de recherche du Congrès des États-Unis en 1986 a montré le transfert de 85 millions de dollars du gouvernement américain pour les Khmers rouges entre 1980 et 1986, dont 73 millions de dollars a été accordé en 1980 et 1981¹¹⁵⁵.

La plupart des réfugiés à Khao I Dang furent forcés de participer aux combats des Khmers rouges¹¹⁵⁶ jusqu'en 1990¹¹⁵⁷. Il en fut de même pour les camps dirigés par le FNLPK et le FUNCINPEC.

Dans chaque camps, situés à la frontière soit du côté cambodgien soit du côté thaïlandais, sous la direction des Khmers rouges ou du FNLPK ou du FUNCINPEC, les aides humanitaires couvraient totalement le fonctionnement des camps : nourriture (riz, huile, poisson, légume, eau potable...), maison, éducation, service sanitaire et social etc...

Chaque camp était dirigé par une administration divisée en plusieurs secteurs : sanitaire et santé, éducation, culturel et sécurité etc. Les réfugiés étaient représentés par un chef, capable de parler français ou anglais, qui jouait le rôle d'intermédiaire entre les réfugiés et les bénévoles internationaux¹¹⁵⁸.

Il est avéré que l'installation des camps de réfugiés à la frontière khméro-thaï favorisa l'économie thaïlandaise. En général, la nourriture et les objets nécessaires à la vie quotidienne des réfugiés étaient achetés en Thaïlande. L'implantation d'organismes internationaux d'aide aux réfugiés offrait de même des emplois aux habitants de la zone frontalière et stimulaient ainsi le secteur hôtelier. Sept mois après l'invasion vietnamienne, les marchés noirs se développèrent rapidement le long de la frontière, spécialement à Aranyaprathet. Beaucoup de paysans thaïlandais quittèrent leur travail et devinrent commerçants¹¹⁵⁹. Entre 1979 et 1982, l'aide humanitaire pour les réfugiés sur le territoire thaïlandais s'élevait à environ 350 millions de dollars. De plus, 90% de

¹¹⁵² *The London Times*, 8 mai 1980 ; *Far Eastern Economic Review*, 2 novembre 1979, p. 13-15 ; *The Guardian*, 1975-1982, p. 33-35.

¹¹⁵³ PAWAKAPAN Puangthong, *op.cit.*, p.66.

¹¹⁵⁴ *The New York Time*, Refugees moving back to Cambodia, 18 décembre 1989.

¹¹⁵⁵ TERRY Fiona, *Condemned to repeat?: The paradox of humanitarian action*, Cornell University Press, New York, 2002, p.121

¹¹⁵⁶ MASON Linda, BROWN Roger, *op.cit.*, chapitre 4.

¹¹⁵⁷ *The Nation*, 28 mars 1979.

¹¹⁵⁸ *Ibid.*, p.539-540.

¹¹⁵⁹ *The Southeast Asia Record*, 30 novembre- 6 décembre 1979.

l'aide de l'UNBRO d'un montant total de 36 millions de dollars était destinée à aider les 80.000 Thaïlandais, habitant à la frontière qui étaient menacés par l'installation des camps de réfugiés¹¹⁶⁰.

1.2. L'aide militaire

Un an avant la chute du régime des Khmers rouges, la Chine avait apporté son aide, matérielle et technique pour l'aménagement de certains bastions, en principe inattaquables, dans des régions montagneuses du Cambodge près de la frontière thaïlandaise, en particulier dans les Cardamomes.

Après une rencontre les Chinois GENG Biao et HAN Nianlong, IENG Sary et le Premier ministre thaïlandais Kriangsak Jamanandana CHOMANAN à Bangkok le 13 janvier 1979, la Chine agit à titre de commanditaire en offrant secrètement des aides financières de cinq millions de dollars renouvelables dès épuisement, afin d'accélérer la réorganisation des Khmers rouges¹¹⁶¹ en particulier militaire. Cela jusqu'à la création du gouvernement de coalition en juin 1982. De son côté la Thaïlande a servi de canal pour la livraison des armes chinoises et autres biens stratégiques utiles aux trois forces de la résistance.

Quelques années plus tard, pour faciliter la fourniture des armes aux groupes de résistance, la Chine fournit à l'armée thaïlandaise la technologie pour la coproduction des armes. Il faut remarquer que pendant les années d'assistance des Chinois aux groupes de la résistance cambodgienne, l'armée thaïlandaise a également bénéficié gratuitement d'armes chinoises.

L'ancienne base américaine de Takhi, dans la province thaïlandaise de Nakornsawan, devint le centre opérationnel le plus important de la coopération stratégique entre la Chine et la Thaïlande¹¹⁶². Les armes chinoises étaient livrées dans les ports de l'est de la Thaïlande (notamment à Sattahip, dans la province de Chonburi, et à Klong Yai, dans la province de Trat) avant d'être expédiées par la société de transport de l'armée thaïlandaise aux trois groupes anti-gouvernementaux sur la frontière. Les hommes d'affaires sino-thaïlandais et l'armée prenaient soin de fournir

¹¹⁶⁰ MYSLIWIEC Eva, *Punishing the Poor: The international Isolation of Kampuchea*, Oxfam, Oxford, 1988, p. 110.

¹¹⁶¹ REGAUD Nicolas, *op.cit.*, p. 78.

¹¹⁶² JENNAR Raoul Marc, *Les clés du Cambodge. Faits et chiffres, repères historiques et profils cambodgiens, cartes*, Maisonneuve & Larose, Paris, 1995, p. 87.

aussi d'autres biens nécessaires comme de la nourriture et des médicaments¹¹⁶³. Plusieurs observateurs ont souligné que certaines des armes utilisées par les Khmers rouges étaient de fabrication américaine. L'armée thaïlandaise avait reçu beaucoup de matériel militaire quand les Américains étaient basés en Thaïlande lors de la guerre du Vietnam. Un journaliste a même affirmé que les forces armées thaïlandaises avaient fourni des hélicoptères pour que les dirigeants Khmers rouges puissent facilement se déplacer.

Les Cambodgiens qui ont servi de porteurs aux Khmers Rouges dirent que leurs charges comprenaient des fusils AK-47, des roquettes de 40, 60 et 80 millimètres, des mines, des explosifs et du riz. Les fournitures entrèrent au Cambodge à partir de la frontière thaïlandaise le long de deux itinéraires sécurisés: le premier d'un entrepôt de la forêt à Ô Phloeung Chhess situé à 50 ou 65 kilomètres au sud de la ville frontalière de Poipet vers la ville de Battambang ; le second de Chan Kraham à environ 80 kilomètres au nord-est de Poipet près de la province thaïlandaise de Surin vers le sud en direction de Siem Reap¹¹⁶⁴.

Le Général TRANG Cong Man, rédacteur en chef du journal de l'armée vietnamienne *Quan Doi Nhan Dan* indiqua quant à lui, dans une interview à un journaliste français en 1987, que l'aide aux forces de POL Pot parvenait par deux voies principales : la première vers le sud à travers les montagnes de la frontière nord, là où le Cambodge, le Laos et la Thaïlande ont une frontière commune et la seconde vers le nord où on rejoint le port thaïlandais de Trat¹¹⁶⁵.

Les réfugiés cambodgiens attestèrent également du transport d'armes et de ravitaillement vers la frontière cambodgienne: « *les camions transportant des armes sont souvent passés, et ils ont identifié les conducteurs comme étant des Thaïlandais en uniforme* »¹¹⁶⁶. Ils ajoutèrent encore : « *les camions ont été fournis par une unité de l'armée thaïlandaise, responsable des relations avec les forces de la résistance cambodgienne* »¹¹⁶⁷.

Au début de 1985, les forces vietnamiennes ont réussi à détruire l'ensemble des camps des Khmers rouges le long de la frontière khméro-thaïlandaise. Les ministres des

¹¹⁶³ PAWAKAPAN Puangthong, *op.cit.*, p.60.

¹¹⁶⁴ CROISSETTE Barbara, "New Khmer Rouge drive feared as buildup of weapons goes on", *The New York Times*, 1 avril 1988.

¹¹⁶⁵ KAMM Henry, "For Cambodia, still Misery and War", *The New York Times*, 7 juillet 1987.

¹¹⁶⁶ CROISSETTE Barbara, art. cit.

¹¹⁶⁷ ERLANGER Steven, "Hanoi troops foil Khmer Rouge plan", *The New York Times*, 29 novembre 1988.

pays de l'ANASE ont publié une déclaration conjointe exhortant Bangkok à fournir une aide militaire accrue aux forces de résistance khmères. Lors d'une réunion extraordinaire à Bangkok, les ministres des Affaires étrangères de l'ANASE ont appelé les pays amis à soutenir la lutte politique et militaire menée par le GCKD¹¹⁶⁸. En avril 1985, les États-Unis accordèrent une aide financière de cinq millions de dollars et aussi davantage de soutien militaire, de munitions et de fonds au GCKD par l'intermédiaire de la Thaïlande¹¹⁶⁹ et selon l'estimation du ministère des Affaires étrangères thaïlandais en avril 1985, la Chine accentua de même son soutien¹¹⁷⁰. Tony JACKSON, membre du Programme Alimentaire Mondial (PAM ou « World Food Programme » en anglais), qui a visité des camps de réfugiés en Thaïlande de 20 novembre à 22 décembre 1986 affirme qu'environ 300-500 tonnes des matériaux militaires chinois ont été envoyés chaque mois via la Thaïlande à la frontière, principalement aux Khmers rouges¹¹⁷¹.

2. La commerce avec la Thaïlande

Les trois groupes anti-gouvernementaux occupaient presque tout l'espace frontalier du côté cambodgien, limitrophe des provinces thaïlandaises de Surin jusqu'à Trat. C'est une région riche en ressources naturelles et couverte d'une forêt très dense. Parmi les trois groupes, les Khmers rouges contrôlaient les régions les plus boisées du territoire, de la province de Prachinburi¹¹⁷² jusqu'à Trat, et les plus riches en pierres précieuses à Païlin tandis que les groupes de FUNCINPEC et de FNLPK occupaient la zone forestière frontalière de la province de Surin. En plus de l'aide humanitaire des pays étrangers, les ressources tirées de l'exploitation du bois et des pierres précieuses depuis 1981 ont permis aux groupes anti-gouvernementaux, spécialement aux Khmers rouges (avec des dizaines de millions de dollars déposés dans les banques thaïlandaises), de survivre et de combattre le gouvernement cambodgien jusque vers 1996. L'exploitation de ces ressources a connu cependant plusieurs suspensions causées par la fermeture des postes de contrôle frontalier par le gouvernement thaïlandais. Ce fut le cas en 1982-1988 pour des raisons de sécurité propres à la Thaïlande et du 31

¹¹⁶⁸ *The Nation Review*, 25 avril 1985.

¹¹⁶⁹ *Ibid.*

¹¹⁷⁰ *Ibid.*

¹¹⁷¹ JACKSON Tony, *Just waiting to die? Cambodian refugees in Thailand*, Research and Evaluation Unit, Oxfam, juin 1987, p.18.

¹¹⁷² En 1993, la province de Prachinburi fut divisée en deux provinces : Sa Keo et Prachinburi. La province frontalière actuelle du Cambodge est maintenant celle de Sa Keo.

décembre 1992 au mois de septembre 1993 pour boycotter les Khmers rouges qui refusaient de participer à l'élection générale organisée par l'APRONUC¹¹⁷³.

2.1. L'exploitation des pierres précieuses

De 1970 à 1980, l'exploitation des champs miniers de pierres précieuses de Païlin fut mise au sommeil. La région de Païlin fut un important bastion khmer rouge lors de la guerre civile et jouissait d'un statut de quasi-autonomie durant le régime des Khmers rouges. Chassés du pouvoir en 1979, ces derniers s'y replièrent.

Malgré l'insécurité provoquée par les affrontements entre les Khmers rouges et les troupes du gouvernement de HENG Samrin qui menaçaient la région de Païlin, les Khmers rouges permettaient aux Thaïlandais de franchir la frontière pour exploiter les pierres précieuses. Au début de l'année 1981, environ deux mille Thaïlandais avaient, malgré les mines, traversé la frontière dans la zone jouxtant la province de Trat. Au quatrième trimestre de 1981, lors d'une attaque de Païlin par des troupes khméro-vietnamiennes, beaucoup de Thaïlandais furent blessés ou tués¹¹⁷⁴. On peut expliquer cette prise de risque par le fait que le marché thaïlandais des bijoux manquait de saphirs et de rubis de qualité car les gisements des provinces de Chanthaburi et de Trat s'épuisaient - en 1984 de nombreuses entreprises cessèrent leur activité¹¹⁷⁵ - et que les pierres précieuses de Païlin étaient de bien meilleure qualité.

En fait, l'exploitation des mines fut interrompue jusqu'en 1989, c'est-à-dire jusqu'à la réoccupation de cette région par les Khmers rouges et jusqu'au retrait des troupes vietnamiennes du territoire du Cambodge. Certes, après 1981, le conseil des ministres du gouvernement du gouvernement de Phnom-Penh avait décidé d'exploiter les pierres précieuses, en en réservant la concession aux entreprises étrangères, essentiellement thaïlandaises. Le nombre des ouvriers thaïlandais fut toutefois limité à 300, la plupart étant des aventuriers à la recherche de moyens de faire fortune. Pour limiter un afflux illégal de ceux-ci dans la région et maintenir le monopole des militaires sur le commerce des pierres précieuses, le lieutenant général NHEUM Vanda, sous-ministre de la Défense, ministre adjoint de la Planification, vice-président du Comité pour la coopération khméro-thaïlandaise, et vice-président du Comité pour la construction de la frontière, déclara Païlin « zone interdite ». Il imposa également un

¹¹⁷³ SHENON Philip, "POL Pot & Co: The Thai connection- a special report in big treat to Cambodia, Thai still aid Khmers Rouge", *The New York Times*, 19 décembre 1993.

¹¹⁷⁴ *Matichon*, 23 octobre 1981.

¹¹⁷⁵ *Phuchatkarn Raisapda*, 30 novembre-6 décembre 1992, p.1, 2, 19.

contrôle militaire strict sur l'exploitation minière et les exportations des pierres précieuses vers la Thaïlande. Malgré ces mesures, beaucoup de Thaïlandais et de Cambodgiens, et parmi ceux-ci entre 10% et 20% de fonctionnaires de la province de Battambang, qui avaient quitté leur travail, réussirent à accéder à Païlin pour y rechercher des pierres¹¹⁷⁶.

Les projets du gouvernement de HUN Sen furent toutefois contrariés par le retour des Khmers rouges dans la région de Païlin le 22 octobre 1989¹¹⁷⁷. Cette région demeura fermement contrôlée jusqu'en 1996 par le dirigeant numéro trois des Khmers rouges, IENG Sary. Ce dernier et ses partisans acceptèrent de rester en dehors de la lutte entre le PPC, le parti de HUN Sen, et le FUNCINPEC, le parti sihanoukiste, qui sévit au Cambodge après les élections de 1993 et jusqu'en 1997, et, en échange, obtinrent de 1993 à 1996 une quasi-autonomie pour l'exploitation des pierres précieuses et du bois de la région, amassant ainsi des millions de dollars.

Le contrôle très strict de la région minière, notamment au moyen de la vérification des permis et la mise en place de points de contrôle près des mines, n'a pas empêché la venue de 40.000 à 50.000 Thaïlandais. On peut distinguer trois grandes catégories. D'abord des aventuriers à la recherche de pierres précieuses, qui travaillaient pour leur propre compte et qui utilisaient des instruments traditionnels comme la houe et la bêche. Ils payaient hebdomadairement aux soldats khmers rouges, 250 baths¹¹⁷⁸ soit 10 dollars et ils pouvaient chercher des pierres précieuses à l'endroit où ils voulaient à l'exception des terrains déjà concédés aux chercheurs des deuxième et troisième catégories. Parmi les concessionnaires, ceux qui composaient la 2^{ème} catégorie payaient hebdomadairement 5.000 baths soit 200 dollars pour un terrain d'un *Tarang Va*¹¹⁷⁹ et vendaient aux commerçants de Chanthaburi et Trad. Enfin, les grandes entreprises qui avaient normalement leurs propres bijouteries payaient entre 10-20 millions de baths soit 400.000 et 800.000 dollars pour un grand terrain exploité par environ 80 ouvriers pendant six mois¹¹⁸⁰.

Après 1989, sous le contrôle des Khmers rouges, le commerce des pierres précieuses a généré un chiffre d'affaire annuel d'environ 3.000 millions de bahts soit

¹¹⁷⁶ GOTTESMAN Evan, *Cambodia after the Khmer Rouge: inside the Politics of Nation building*, Connecticut: Yale University Press, 2003, p. 297.

¹¹⁷⁷ JENNAR Raoul Marc., *Chroniques cambodgiennes 1990-1994*, L'Harmattan, Paris, 1995, p.17.

¹¹⁷⁸ Entre 1985 et 1996, le taux du baht a été fixé à 25 pour 1 dollar américain.

¹¹⁷⁹ 1 *Tarang Va* (ตารางวา) = 4m²

¹¹⁸⁰ *Phuchatkarn Raisapda*, 30 novembre-6 décembre 1992, p.1, 2, 19 ; *Bangkok Post*, 19 novembre 1992.

120 millions de dollars¹¹⁸¹. Selon le responsable d'une banque thaïlandaise le montant du commerce de pierres précieuses à Chanthaburi s'éleva en 1992 jusqu'à 200-300 millions de baths soit entre 8 millions et 12 millions de dollars par semaine¹¹⁸².

En 1997, la faction de IENG Sary, qui s'était pourtant soumise au gouvernement cambodgien en 1996, continua à vendre des pierres précieuses aux commerçants thaïlandais. Au moins 29 sociétés minières exploitaient la région de Pailin et chacune devait payer 220.000 bahts (8.800 dollars) par mois en échange d'une concession¹¹⁸³.

2.2. L'exploitation forestière

Dès le début des années 1980, se développa le commerce du bois entre les groupes de la résistance et la Thaïlande. En 1982, par exemple, un contrat de concession d'exploitation du bois d'un montant de 2.000 millions de baths soit 80 millions de dollars concernant 650.000 m³ des bois tendres et 350.000 m³ des bois durs, fut signé dans un hôtel à Bangkok entre le représentant de la société d'exploitation forestière thaïlandaise Umphaiphan Kankasét, un proche collaborateur de NORODOM Sihanouk et le ministre de l'Economie du GCKD, BUOR Horl¹¹⁸⁴. L'application de ce contrat fut toutefois suspendue par le gouvernement de Prem TINSULANONDA (3 mars 1980-4 août 1988). Pour des raisons de sécurité, ce dernier refusa d'ouvrir le point de contrôle frontalier pour le transport du bois du Cambodge vers la Thaïlande. Vu la « réaction insolente » du gouvernement thaïlandais, NORODOM Sihanouk, remit lui aussi en cause ce contrat de concession. Pourtant BUOR Horl confirma la participation et le soutien du prince, depuis le début, à ce projet¹¹⁸⁵.

Tout au long du mandat du Premier ministre Prem TINSULANONDA, le commerce entre le Cambodge et la Thaïlande fut mis en sommeil. Mais, en 1988 le gouvernement de Chatichai CHOONHAVAN (4 août 1988-23 février 1991) adopta la nouvelle politique de transformation de l'Indochine « d'une zone de guerre en une zone de commerce » visant à faciliter les échanges commerciaux et à faire de son pays le centre commercial de la région. En même temps, en 1989, à la suite d'une crue qui détruisit des milliers de grumes et complètement un village dans la province de

¹¹⁸¹ *The Nation*, 2 mars 1993.

¹¹⁸² *Prachachat Turakit*, 6-9 décembre 1992, p. 42

¹¹⁸³ *Bangkok Post*, 21 janvier 1997.

¹¹⁸⁴ *The Nation Review*, 1 novembre 1982.

¹¹⁸⁵ *Bangkok Post*, 27 novembre 1982 ; FBIS-AP, 10 décembre 1982, p. H1.

Suradthani, au sud du pays, le gouvernement de Chatichai CHOONHAVAN interdit l'exploitation du bois sur tout le territoire thaïlandais¹¹⁸⁶.

À partir de 1989, les forêts cambodgiennes devinrent ainsi la seule source d'alimentation en bois des entreprises thaïlandaises. C'est la raison pour laquelle, le gouvernement de Chatichai prit une série de mesures pour faciliter le commerce transfrontalier:

- la Thaïlande construisit une route de 12 kilomètres qui rejoignait Païlin et le poste frontalier de «Nonpi», dans la province de Chanthaburi. Cette nouvelle voie de communication facilita non seulement le transport des productions de Païlin, pierres précieuses et bois vers la Thaïlande mais aussi la communication entre la Thaïlande et les Khmers rouges pour le transport des denrées alimentaires, l'armement etc...¹¹⁸⁷ ;
- En 1992, avec l'instauration d'une paix relative, le commerce entre la Thaïlande et les quatre partis cambodgiens (RPK, Khmers rouges, FNLPK et FUNCINPEC) se développa beaucoup. Le gouvernement thaïlandais ouvrit en effet, vingt-sept points de contrôle frontalier temporaire dont 13 étaient justement pour l'importation du bois.

En 1990, les Khmers rouges avaient signé plusieurs contrats de concession avec des sociétés thaïlandaises pour l'exploitation du bois. Six d'entre elles dont une société d'un ministre du gouvernement de Chatichai, reçurent des concessions dans la région de Païlin¹¹⁸⁸. Entre janvier et octobre 1992, 898.000 mètres cubes de bois furent transportés du Cambodge vers la Thaïlande dont 520.000 mètres cubes provenaient de transactions réalisées avec le gouvernement central du Cambodge ; 200.000 mètres cubes venaient de la région contrôlée par les Khmers rouges, 128.000 de la région occupée par le FUNCINPEC et 50.000 mètres cubes de la région dominée par le FNLPK¹¹⁸⁹. La même année, quarante-huit sociétés thaïlandaises d'exploitation forestière déclarèrent avoir investi près de 15.000 millions de baths (600 millions de dollars) dans les concessions de bois pour une exploitation d'une période de trois à cinq ans ; de 3.000 Thaïlandais y travaillaient¹¹⁹⁰.

¹¹⁸⁶ *Phuchatkarn Raisapda*, 30 novembre-6 décembre 1992, p.1, 2, 19

¹¹⁸⁷ *The Nation*, 12 septembre 1990.

¹¹⁸⁸ *Bangkok Post*, 30 juin 1990.

¹¹⁸⁹ *Phuchatkarn Raisapda*, 30 novembre-6 décembre 1992, p.1, 2, 19

¹¹⁹⁰ *Thansetthakij*, 21-24 février 1993, p. 1-2.

Pourtant, l'exploitation forestière et l'extraction des pierres précieuses concédées par les Khmers rouges aux Thaïlandais furent menacées lorsque les premiers refusèrent de respecter l'accord de paix de Paris signé en 1991 et donc de désarmer leurs combattants et de permettre aux habitants dans leur zone de s'inscrire sur les listes électorales pour participer aux élections de mai 1993. Le Conseil de Sécurité des Nations-Unies adopta une résolution datée du 30 novembre 1992 pour soutenir la décision du Conseil National Suprême (CNS)¹¹⁹¹ dirigé par le prince NORODOM Sihanouk d'imposer des sanctions économiques aux Khmers rouges. Le CNS a alors défini un moratoire sur les exportations forestières du Cambodge le 31 décembre 1992. Il a également appelé les pays voisins du Cambodge à empêcher la fourniture de produits pétroliers dans les zones occupées par les Khmers rouges. Le CNS a ensuite annoncé l'interdiction d'exportation des pierres précieuses le 28 février 1993.

Cette décision obligeait le gouvernement thaïlandais à interdire tous les échanges à la frontière avec le Cambodge. En réalité, en dehors de l'interruption des aides humanitaires diverses, la fermeture de la frontière khméro-thaïlandaise ne pénalisa pas les échanges commerciaux des Khmers rouges. Ils avaient déjà reçu l'argent des concessions des entreprises thaïlandais¹¹⁹². Mais cette décision provoqua des difficultés chez les commerçants thaïlandais. C'est pourquoi le gouvernement et les commerçants thaïlandais prirent certaines mesures de sauvegarde :

- bien que l'ONU ait envisagé d'approuver les sanctions économiques contre les Khmers rouges, les autorités et les commerçants thaïlandais continuèrent à favoriser le développement du commerce à la frontière avec le Cambodge. Le gouverneur de Chanthaburi annonça qu'il allait bientôt ouvrir un nouveau point de contrôle temporaire dans le district de Pong Namron et appela à davantage d'investissements pour développer ce marché frontalier de Pong Namron. **L'Association pour le développement économique de Chanthaburi prit des risques de soutenait ce projet et pressa de son côté le gouverneur à le mettre en œuvre dès que possible. Les membres de l'association croyaient que si l'ONU décidait d'interdire le commerce avec les Khmers rouges, ils pourraient avoir plus de poids dans la négociation en présentant un montant des pertes très élevé pour les commerçants thaïlandais et aussi l'économie du pays**¹¹⁹³.

¹¹⁹¹ Le CNS a été créé le 10 septembre 1990 à Jakarta selon la proposition des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. C'était « *le dépositaire de la souveraineté du Cambodge pendant la période de transition* ».

¹¹⁹² *Bangkok Post*, 3 janvier 1992.

¹¹⁹³ *Phuchatkarn Raiwan*, 12 novembre 1992.

- les commerçants établis à la frontière thaïlandaise exhortèrent le ministre des Affaires étrangères, Prasong SOONSIRI, à jouer un plus grand rôle pour convaincre les Khmers rouges de rejoindre le processus de paix. Ils s'engagèrent même à aider le ministre à mener des pourparlers avec les Khmers rouges parce que, disaient-ils, « *nous avons fait du commerce avec les Khmers rouges pendant une longue période et nous pouvons les comprendre* »¹¹⁹⁴.

- un groupe de 48 sociétés d'exploitation forestière et minière demandèrent au gouvernement de Chuan LEEKPAI (23 septembre 1992-13 juillet 1995) de leur permettre de poursuivre leurs activités à la frontière cambodgienne jusqu'à ce que leurs concessions arrivent à échéance dans les trois à cinq ans à venir. Ils firent valoir qu'ils n'avaient encore tiré aucun bénéfice des presque 15 milliards de bahts d'investissement qu'ils avaient faits.

Malgré les pressions, la Thaïlande ne put pas refuser de coopérer avec l'ONU. La date limite de fermeture de la frontière fut fixée au 31 décembre 1992. La Thaïlande mit même en œuvre un embargo pétrolier pour lequel l'ONU n'avait pas encore fixé d'échéances.

En outre, bien que l'ONU n'eût pas encore fixé de date pour un embargo pétrolier contre les Khmers rouges, les responsables thaïlandais le mirent déjà en œuvre.

Cependant, l'application stricte par les autorités frontalières thaïlandaises semble avoir été temporaire. L'agence France-Presse a rapporté, quelques jours après l'embargo, que 140 camions chargés de grosses grumes avaient passé le point de contrôle frontalier de la province de Surin¹¹⁹⁵. Selon certains concessionnaires thaïlandais, les mesures strictes prises par la partie thaïlandaise ne profiteraient qu'aux entreprises japonaises et taïwanaises qui pourraient transporter l'énorme excédent de grumes non débitées à la frontière cambodgienne vers leurs propres scieries de Pursat, Kampong Som et Phnom Penh¹¹⁹⁶. Aussi certaines entreprises thaïlandaises décidèrent-elle de mettre en place des scieries dans les zones contrôlées par les Khmers rouges pour traiter les arbres abattus pour l'exportation¹¹⁹⁷. Les soldats et les policiers thaïlandais auraient aussi aidé le transport de produits pétroliers dans les zones tenues par les Khmers rouges qui jouxtent les provinces de Chanthaburi, Trat et Sisaket¹¹⁹⁸. La même chose s'était produite avec

¹¹⁹⁴ *Bangkok Post*, 17 novembre 1992.

¹¹⁹⁵ *The Nation*, 4 janvier 1993.

¹¹⁹⁶ *Bangkok Post*, 3 janvier 1993.

¹¹⁹⁷ Phuchatkarn Raiwan, 19 novembre 1992, 26 février 1993 ; *The Nation*, 14 mars 1993.

¹¹⁹⁸ *Bangkok Post*, 9 janvier 1993 ; *The Nation*, 26 janvier 1993.

les pierres précieuses dont l'exportation, en raison de leur faible volume, était beaucoup plus facile que celle du bois.

Il était difficile pour l'APRONUC d'empêcher les activités illégales le long de la frontière entre la Thaïlande et la zone contrôlée par les Khmers rouges parce que ces derniers ne lui permettaient pas de surveiller les huit points frontaliers qu'ils contrôlaient et que le gouvernement thaïlandais avait également refusé l'autorisation aux forces de l'APRONUC de patrouiller le long de la frontière du côté thaïlandais¹¹⁹⁹.

Après l'élection de 1993 et le départ des forces de l'APRONUC, l'exploitation des forêts et des pierres précieuses par les Khmers rouges et les Thaïlandais retrouva de nouveau son plein essor malgré la menace des offensives militaires du nouveau gouvernement cambodgien¹²⁰⁰. Notons qu'à la fin de 1997, dans le district de Samlaut contrôlé par IEM Phan et KHE Muth ou *Ta Muth* et son beau-père « *Ta Mok* », chef militaire suprême des Khmers rouges depuis 1979, les troupes gouvernementales de Phnom Penh saisirent 750 millions de bahts soit 22 millions de dollars en espèces provenant des concessions d'exploitation forestière des rebelles¹²⁰¹ (voir le détail dans la partie 5).

IV. Battambang durant le « combat et la reconstruction » (1979-1991)

1. Battambang entre le gouvernement et les anti-gouvernementaux

Dès la fin du mois de janvier 1979, l'armée vietnamienne contrôlait chaque ville provinciale avec la présence d'une à deux brigades sauf la ville de Phnom Penh qui fut surveillée par une division. Les habitants de Battambang ont confirmé la présence des troupes vietnamiennes dans les zones urbaines. Dans chaque commune, elles mettaient en place un groupe de miliciens.

Profitant de la faiblesse des Khmers rouges, les troupes vietnamiennes lancèrent leurs attaques jusqu'à la frontière thaïlandaise.

Dans leur déroute, les Khmers rouges avaient poussé devant eux beaucoup d'habitants surtout originaires de l'ouest du pays. Durant l'année 1979, trois zones de repli qui étaient autant de « fronts » finirent par émerger. La première était située au sud-ouest du Cambodge surtout dans les massifs des Cardamomes, dans les provinces

¹¹⁹⁹ *Bangkok Post*, 24 août 1993.

¹²⁰⁰ *Bangkok Post*, 9 septembre 1993.

¹²⁰¹ *Bangkok Post*, 11 décembre 1997.

de Pursat et de Koh Kong et elle était placée sous le commandement de l'ancien ministre de la Défense, SON Sen. La deuxième était au nord dans les massifs de Dangrêk et était théoriquement dirigée par KHIEU Samphân. La troisième zone, dirigée par POL Pot, était située à l'ouest dans la région de Ban Lem, district de Phnom Preuk, province de Battambang¹²⁰². Dans cette zone, un camp appelé « Bureau 87 », fut construit par l'armée thaïlandaise dans une zone interdite et comprenait des maisons séparées pour POL Pot, son épouse, sa fille et ses proches collaborateurs comme NUON Chea, Son Sen, IENG Sary et KHIEU Samphân¹²⁰³. Il servait également de centre de formation pour les jeunes recrues.

Quelques divisions militaires des Khmers rouges s'installèrent à Tasanh et Samlaut, dans une jungle très dense et difficile à pénétrer, toujours dans la province de Battambang à la frontière thaïlandaise, et à Païlin, la dernière agglomération tenue par ceux-ci. Elles furent finalement vaincues par l'armée vietnamienne durant l'été 1979.

Un observateur occidental, Martial Dassé, décrit la situation des troupes des Khmers rouges au milieu de l'année 1979 : elles étaient au « *creux de la vague* ». [...] *Les Khmers rouges connaissent un moment de désespoir. Les monts des Éléphants sont abandonnés. Malgré une discipline de fer, on voit les soldats vendre leurs armes et les infirmiers s'enfuir avec les rares médicaments pour payer leur passage* »¹²⁰⁴. Dans l'immédiat, les Khmers rouges ne purent mener que quelques petites attaques, ainsi au début de juin 1979¹²⁰⁵, et actions de sabotage de villages emmenant souvent avec eux, au retour dans la forêt, les paysans et de la nourriture.

Après des offensives des troupes vietnamiennes contre les concentrations des Khmers rouges à la frontière thaïlandaise, beaucoup d'habitants amenés de force parvinrent à retourner, entre mars et décembre 1979, vers leur village natal¹²⁰⁶. Ceux qui ne pouvaient pas partir furent accueillis dans les camps de réfugiés dirigés par les Khmers rouges qui recevaient l'aide humanitaire de différents pays et ONG internationales.

En 1980, les Khmers rouges affirmèrent qu'ils avaient reconstitué neuf divisions d'infanterie et qu'ils disposaient d'environ 600.000 combattants armés. Ce nombre est généralement considéré comme exagéré. Plusieurs observateurs estimaient qu'il ne

¹²⁰² REGAUD Nicolas, *op.cit.*, p. 78.

¹²⁰³ SHENON Philip, POL Pot, "the Mass Murderer who is still alive and well", *The New York Times*, 6 février 1994.

¹²⁰⁴ DASSÉ Martial, « Cambodge : la tutelle vietnamienne », *Défense Nationale*, avril 1983, p. 103.

¹²⁰⁵ HUN Sen, *op.cit.*, p. 39.

¹²⁰⁶ *Ibid.*, p. 37-38.

dépassait pas 25.000 à 30.000. Les Khmers rouges se tinrent dans une position de repli tactique et ne firent que défendre leurs positions lorsque les Vietnamiens tentaient de les déloger de leur sanctuaire.

En 1981, les commandos des Khmers rouges et du FNLPK devinrent beaucoup plus actifs le long de la frontière khméro-thaïe, en particulier dans le nord et l'ouest du Cambodge¹²⁰⁷. Les Khmers rouges réussirent en janvier de la même année à reprendre la base de la montagne du Phnom Malai, dans la province de Battambang à environ 20 kilomètres au sud de Poipet et de la route numéro cinq. C'est une région montagneuse d'accès très difficile. Les Khmers rouges la convertirent en un de leurs bastions les plus importants. Y furent implantés plusieurs villages, des bases, des bunkers, des hôpitaux, des prisons, des caches et des entrepôts.

La même année, les Khmers rouges disposaient de troupes de guérilla dans trois zones stratégiques: à l'ouest et à l'est du grand lac Tonlé Sap et à l'est du Mékong¹²⁰⁸. Dans les forêts inondées très denses et difficiles d'accès, les Khmers rouges, s'abritant dans des cabanes construites dans les arbres, ne pouvaient pas être découverts par les troupes gouvernementales malgré des recherches en hélicoptère. Les habitants des berges du Tonlé Sap furent souvent sous la menace des brigands et des opérations militaires des Khmers rouges. Le village de Tapon situé à une dizaine de kilomètres à l'est du centre-ville de Battambang était particulièrement exposé.

Le 9 novembre 1981, l'ensemble de la population du Cambodge fut mobilisée pour la défense du pays. En Battambang, les premières opérations consistèrent à déboiser les approches des villes et villages et à élever des barrières protectrices. C'est ainsi qu'au deuxième trimestre de 1982, des canaux, des digues et des terrassements furent établis autour de la ville de Battambang dans un périmètre de 4 à 5 kilomètres autour du centre-ville. Les forêts, qui pouvaient aider les Khmers rouges à se cacher, au long des zones construites furent détruites. Des tranchées et des postes de garde furent installés auprès des barrières.

De décembre 1981 à avril 1982, comme lors de toutes les saisons sèches désormais, les troupes vietnamiennes et celles de la RPK lancèrent une offensive contre la base de Khmers rouges de Phnom Malai et contre celle du FNLPK de Sok San. Les Khmers rouges lancèrent cependant, en janvier, une puissante contre-attaque qui obligea les Vietnamiens et les soldats gouvernementaux à se retirer temporairement. L'issue des

¹²⁰⁷ KIERNAN Ben, *Kampuchea 1979-1981*, p. 190-193.

¹²⁰⁸ HUN Sen, *op.cit.*, p. 43.

combats fut incertaine ; les troupes de Phnom Penh ne purent réussir à « nettoyer » entièrement le réseau des camps fortifiés, ne prenant que les seules positions composant la première ligne de sécurité du complexe du Phnom Malai¹²⁰⁹.

La base de Sok San, tenue par environ 1.600 nationalistes sous le commandement de PRUM Vith, commandant principal du FNLPK, fut quant à elle bombardée par les troupes khméro-vietnamiennes en mars 1982 entraînant la fuite d'une moitié des troupes de FNLPK en territoire thaïlandais et le retrait en bon ordre du reste. La base fut prise le 17 mars¹²¹⁰ mais le gouvernement de Phnom Penh dont les forces étaient limitées, se trouva dans l'impossibilité d'y maintenir des troupes après la saison sèche, le territoire couvert de forêt dense étant trop isolé et difficile d'accès.

Durant les offensives, la protection de la ville était tellement lâche qu'elle risquait de laisser s'infiltrer des éléments ennemis. Les forces khméro-vietnamiennes durent donc abandonner leurs positions dès le début de la saison des pluies et elles se replièrent derrière un dispositif défensif afin de se préparer à d'éventuels coups de mains des rebelles. Dès lors, les bases furent réoccupées par les forces de la résistance.

Entre 1982 et 1983, les Khmers rouges furent plus actifs à l'intérieur du Cambodge et les forces du FNLPK mirent au point une véritable stratégie de pénétration du pays et de défense des bases frontalières. Au lieu d'attendre le lancement de la nouvelle offensive khméro-vietnamienne de saison sèche, à la fin de 1982, des guérilleros du FNLPK lancèrent de fortes attaques à Choam Ksan (Preah Vihear), Païlin (Battambang), Thmor Puok et Banteay Chhmarr (actuellement Banteay Meanchey). En même temps, des commandos du FNLPK attaquèrent la base militaire khméro-vietnamienne de Bantoat Boros, située à 25 kilomètres à l'est du camp d'Ampil, et la base de Yeang Dangcum, située à 7 kilomètres à l'est du camp du FNLPK de Nong Chan, dans la commune d'Ô Bei Choan (district d'Ô Chreuv dans la province actuelle de Banteay Meanchey). Après deux semaines de violents combats, les deux positions furent prises par le FNLPK¹²¹¹.

Selon IENG Mouly, ce succès impressionnant fut le fruit d'une bonne coopération entre les soldats du FNLPK et les soldats thaïlandais. L'armée thaïlandaise avait répondu rapidement aux demandes d'équipement et de technique offensive du FNLPK. Toutefois, à la suite de la prise des bases militaires khméro-vietnamiennes, la

¹²⁰⁹ REGAUD Nicolas, *op.cit.*, p. 105.

¹²¹⁰ *Ibid.*, p. 106.

¹²¹¹ IENG Mouly, *op.cit.*, p. 456-457.

Thaïlande retira ses armes antichars (Ambrust) provenant de Singapour et diminua ses aides en munitions. Cela causa du mécontentement et du découragement parmi les soldats du FNLPK¹²¹².

Lors d'une contre-offensive en janvier 1983, six mille soldats des troupes khméro-vietnamiennes, bien équipés, réoccupèrent les bases militaires de Bantoat Boros et de Yeang Dangcum¹²¹³ puis établirent en février une barrière stratégique sur une trentaine de kilomètres dans le district de Sisophon afin de protéger la ville contre la pénétration des forces de résistance¹²¹⁴. Au cours de l'offensive de saison sèche de 1982-1983, les troupes khméro-vietnamiennes prirent aussi le camp du FNLPK de Nong Chan (le 1 février 1983), les camps des Khmers rouges à Phnom Chat, Chamcar Kor et Prei Moan¹²¹⁵ à la fin du mois de mars et celui du FUNCINPEC d'Ô Smach le 4 avril¹²¹⁶.

L'état-major des troupes du FNLPK décida alors de poursuivre la stratégie de guérilla à l'intérieur du pays pendant la saison des pluies en trois étapes successives : *« Dans une première étape, les guérilleros devraient pénétrer de 10 à 30 kilomètres derrière les « lignes » ennemies afin d'établir le contact avec les villageois [...] développer le réseau clandestin du Front en lui préparant des agents secrets et des sympathisants afin de fournir des renseignements sur les mouvements de troupes des Vietnamiens ; ce réseau servirait aussi de base logistique, fournirait du ravitaillement et de l'eau. Sur le plan opérationnel, les guérilleros devaient couper les lignes de communication, attaquer des positions isolées, bref, harceler les Vietnamiens afin de les obliger à se terrer sur des positions fixes.*

*En cas de succès de la première étape, une deuxième et troisième phase de pénétration en profondeur (30 à 70 kilomètres et davantage pour la 3^e) pourraient débiter puis se dérouler comme précédemment, en cherchant toutefois à établir des bases secrètes à l'intérieur du pays afin de servir de relais logistique »*¹²¹⁷.

Il semble que cette stratégie obtint quelques succès lors de la saison des pluies en 1983. En tout cas, les autorités de la province de Battambang augmentèrent le nombre des postes de garde au long des barrières autour de la ville, désormais implantés

¹²¹² *Ibid.*, p. 459.

¹²¹³ *Ibid.*, p. 461.

¹²¹⁴ JENNAR Raoul Marc, *Trente ans depuis POL Pot : Le Cambodge de 1979 à 2009*, L'Harmattan, Paris 2010, p. 73.

¹²¹⁵ Phnom Chat et Nong Chan étaient situés dans le territoire du Cambodge à une trentaine de kilomètres au nord de Poipet.

¹²¹⁶ REGAUD Nicolas, *op.cit.*, p. 107; IENG Mouly, *op.cit.*, p. 465.

¹²¹⁷ REGAUD Nicolas, *op. cit.*, p. 108.

à une distance de 100 mètres les uns des autres. Chaque poste était tenu soit par un fonctionnaire ayant reçu une formation militaire soit par un militaire du rang. En vertu d'une circulaire du 21 février 1983 instaurant «un service obligatoire de défense civile du territoire», les habitants autour du poste furent obligés de s'engager de temps en temps dans la protection de la ville. Ces postes furent regroupés autour de quatre groupes de commandement disposant chacun d'un petit bataillon, d'un dépôt de munitions et d'un téléphone réservé à la transmission des informations au poste central qui se situait dans l'enceinte du siège du parti populaire révolutionnaire, à une centaine de mètres au nord de l'actuel Institut français provincial.

À l'ouest de la ville, les postes de garde étaient pris en charge par les officiers civils. Le secteur qui s'étendait du village de Chamcar Chék où se situe la station actuelle de la télévision khmère, et du côté nord de la route nationale n° 5 jusqu'à Pomortrey situé près de Wat Kdol sur la rive ouest du *stung* Sangker, fut pris en charge par tous les officiers du département de l'Education, de la Santé, et de l'Information de la ville de Battambang, sous le commandement de KHUON Chhoeut, directeur adjoint du département de l'Education provinciale qui était aussi secrétaire du parti populaire révolutionnaire. Le poste de commandement se situait à environ 5 kilomètres à l'ouest du centre-ville dans le village de Kap Ko Thmey actuel. En fait, le terrain où fut installé le poste appartenait personnellement à KHUON Chhoeut ; celui-ci indiqua qu'il avait acheté ce terrain justement pour construire le poste et installer la réserve des munitions. Les postes de garde qui s'étendaient du village de Chamcar Chék au sud de la route nationale n° 5 jusqu'à la rive ouest du *stung Sangker* furent quant à eux pris en charge par les officiers d'autres départements ministériels provinciaux (Industrie, des Mines, Energie, Plan, Travaux publics, Transport...).

À l'est de la ville, dont une grande partie est orientée vers le lac Tonlé Sap d'où venaient la plupart des attaques, les postes de garde étaient sérieusement surveillés et mieux équipés, et les gardiens beaucoup plus compétents et plus disciplinés que ceux des deux autres parties. Les postes de garde qui s'étendaient de la rive est du *stung* Sangker jusqu'au rond point « Preap Sar » (ou « pigeon blanc »), près de l'université de Battambang actuelle, étaient sous le commandement du chef de police provinciale avec la participation des policiers de la province. Le poste de commandement se situait au point de rencontre entre la route 700 et le chemin de fer. Les postes qui s'étendaient de Norea, à environ 5 kilomètres au nord du centre-ville jusqu'au rond point « Preap Sar »

étaient sous le commandement du chef militaire de la province de Battambang à partir de l'aéroport provincial transformé en base militaire (voir la carte 22 dans l'annexe).

Dans un périmètre d'environ dix kilomètres autour de la ville, quatre avant-postes étaient constitués chacun d'une dizaine de gardiens, d'un mitrailleur et de munitions. Le premier se situait à Sommanors (Ek Phnom), le deuxième à Ô Khceay, le troisième à Khvèng et le dernier à Ô Sralao.

Ces avant-postes, les postes de garde et les quatre postes de commandement étaient supervisés par le président du comité du parti populaire révolutionnaire provincial¹²¹⁸ et Lim Chhon, maire de la ville de Battambang¹²¹⁹.

En juillet 1983, le GCKD annonça que des soldats vietnamiens s'étaient livrés à des viols et des pillages dans la région nord-ouest du pays. Mais selon des enquêtes menées par Michael VICKERY auprès des réfugiés originaires de la province de Battambang, de tels incidents étaient probablement isolés puis ont été gonflés par la rumeur et l'exagération¹²²⁰. Certains habitants attestèrent de la présence de soldats et de quelques conseillers vietnamiens pour assurer l'administration de la commune mais les conditions de vie étaient normales¹²²¹.

Les troupes khméro-vietnamiennes furent à l'offensive durant la saison sèche 1983-1984. Elles attaquèrent intensivement plusieurs camps établis le long de la frontière khméro-thaïlandaise¹²²² et prioritairement le camp central du FNLPK à Ampil. Après dix jours de combats, elles ne réussirent pas à pénétrer dans ce camp¹²²³.

En janvier 1984, le service militaire obligatoire de deux ans fut instauré¹²²⁴. Dès lors, les jeunes gens devinrent les forces essentielles pour la défense de la province. Selon des enquêtes de Michael VICKERY auprès des jeunes originaires de Battambang, cette obligation fut mal acceptée, ce que corroborait le fait que c'était là une raison

¹²¹⁸ Avant 1984, c'était LAY Samon, 1984-1986, puis KOY Montha et à partir de 1986 KE Kim Yan. Ce dernier servit comme commandant en chef des forces militaires cambodgiennes entre 1999 et 2009 et vice-Premier ministre de 2009 jusqu'à nos jours.

¹²¹⁹ Informations données par KHUON Chhoeut, ancien directeur adjoint du département de l'Education provinciale qui était aussi secrétaire du parti populaire révolutionnaire provinciale du département de l'Education provinciale et ancien-chef du poste de commandement ouest. En 1992, il devint directeur de l'Education provinciale et est en retraite depuis 2004.

¹²²⁰ VICKERY Michael, *Cambodia: 1975-1982*, p. 314-315.

¹²²¹ *Ibid.*, p. 315-316.

¹²²² *Cambodian refugee repartition*, Armed forces information office, Supreme Command Headquarters Bangkok, 1993, p. 17-20.

¹²²³ IENG Mouly, *op.cit.*, p. 475.

¹²²⁴ VICKERY Michael, *Kampuchea: Politics, Economics and Society*, Frances Pinter, Londres, 1986, p.125.

invoquée par ceux qui avaient quitté leur village pour les camps de réfugié de la frontière¹²²⁵.

En 1984, les actions menées par les Khmers rouges et les forces du FNLPK à l'intérieur du pays se firent de plus en plus intenses. Raoul Marc JENNAR a écrit que l'aéroport de Battambang fut même temporairement occupé par les Khmers rouges¹²²⁶. Mais certains anciens hauts fonctionnaires de la province¹²²⁷ et les habitants interviewés confirment que cela ne s'est jamais produit.

Pour établir une défense plus efficace et durable contre les anti-gouvernementaux, le « plan K5 » (voir le détail ci-après) fut adopté. Les routes construites lors de ce plan facilitèrent grandement l'offensive de saison sèche de 1984-1985¹²²⁸. Plusieurs camps furent attaqués par les troupes khméro-vietnamiennes : le camp de Nong Chan à Banteay Meanchey, récemment reconstruit (le 8 novembre 1984), le camp de Nam Yeun près de la frontière laotienne (le 8 décembre), le camp de Sok San (le 11 décembre), les camps d'Ô Ambok ou Santisok et de Nong Samet ou Rithysèn (le 25 décembre).

À partir du 22 décembre 1984, l'offensive dirigée vers les camps d'Ampil fut plus intense. Le 6 janvier 1985, cinq des huit camps furent détruits. Le général DIEN Del ordonna finalement aux troupes du FNLPK de se retirer et d'abandonner les camps d'Ampil le matin du 8 janvier¹²²⁹. Les réfugiés et les soldats des camps du FNLPK fuirent vers le camp nommé « Site 2 », fondé en janvier 1985 lors de l'offensive des troupes khméro-vietnamiennes. Le camp se situait sur le territoire thaïlandais à 70 kilomètres au nord-est d'Aranyaprathet, à environ 4 kilomètres de la frontière¹²³⁰.

À la mi-1985, des bases militaires khméro-vietnamiennes étaient installées tout le long de la frontière sur plus de 300 kilomètres de « système de défense » - plan K5¹²³¹. L'acheminement des produits alimentaires et des munitions entre les groupes de résistance de l'intérieur du pays et ceux de la frontière se fit difficile. Le plus souvent

¹²²⁵ VICKERY Michael, *Cambodia: 1975-1982*, p. 317.

¹²²⁶ JENNAR Raoul Marc, *Trente ans depuis POL Pot*, p.72.

¹²²⁷ KHUON Chhoeut, ancien vice-directeur du département de l'éducation provinciale et ancien chef du poste de commandement ouest de la ville ; LIM Chhon, ancien maire de la ville de Battambang ; YOU Sang, maire-adjoint de la ville de Battambang ; et KONG Yat, directeur du bureau de l'Agriculture du district de Sangker.

¹²²⁸ REGAUD Nicolas, *op.cit.*, p. 126.

¹²²⁹ IENG Mouly, *op.cit.*, p. 481.

¹²³⁰ *Ibid.*, p. 537.

¹²³¹ JENNAR Raoul Marc, *Trente ans depuis POL Pot*, p.75.

l'approvisionnement ne suffisait plus et était complété par des vols de nourriture chez les villageois¹²³².

Au début de l'année 1988, selon la bonne volonté du gouvernement de Phnom Penh et du général Chavalit YONGCHAIYUDH, commandant en chef de l'armée royale thaïlandaise (1986-1990), les troupes khméro-vietnamiennes se retirèrent à 30 kilomètres de la frontière tandis que la Thaïlande réduisait le nombre des soldats déployés au long de la frontière¹²³³.

Le retrait progressif des troupes vietnamiennes du Cambodge donna encore une fois l'espoir aux Khmers rouges de pouvoir s'emparer du pays. Ils refusèrent plusieurs fois de participer aux rencontres quadripartites et tentèrent, en mai 1988, de prendre les provinces autour du grand lac (Battambang, Banteay Meanchey, Siem Reap, Kampong Thom) et de couper les routes nationales n° 4 (Phnom Penh-Kampong Speu-Krong Preah Sihanouk), n° 5 (Phnom Penh-Kampong Chhnang-Pursat-Battambang-Banteay Meanchey-Poipet) et n° 6 (Phnom Penh-Kampong Thom-Siem Reap-Banteay Meanchey). Ces objectifs ne furent pas atteints¹²³⁴ et le 25 novembre 1988 Khieu Samphân fit savoir au prince NORODOM Sihanouk qu'il participerait à la prochaine rencontre¹²³⁵. Après plusieurs entretiens entre Sihanouk et HUN Sen, la tenue d'une conférence internationale à Paris fut décidée pour la fin du mois de juillet 1989. Elle reprit ses travaux le 28 août mais le 30 août, elle fut suspendue. Les quatre parties n'arrivaient pas à se mettre d'accord sur l'organisation du pouvoir pendant la période de transition et NORODOM Sihanouk demandait qu'on n'utilise pas le terme « génocide » à propos des massacres perpétrés par les Khmers rouges.

Du 21 au 26 septembre 1989, 26.000 soldats¹²³⁶ du corps expéditionnaire vietnamien encore présents au Cambodge se retirèrent en présence de plus de 250 journalistes et observateurs étrangers invités par le gouvernement de Phnom Penh¹²³⁷. Un nouveau régime fut proclamé sous le nom d'« État du Cambodge ». Dès lors, les attaques des anti-gouvernementaux redoublèrent dans plusieurs provinces du Cambodge particulièrement autour de Battambang. Ce furent les plus sévères depuis la chute du régime des Khmer rouges. Les régions rurales de la province ont été menacées comme

¹²³² HUN Sen, *op.cit.*, p. 101-103.

¹²³³ *Ibid.*, p. 111.

¹²³⁴ *Ibid.*, p. 109.

¹²³⁵ *Ibid.*, p. 224.

¹²³⁶ Bangkok considérait que 50.000 colons vietnamiens restés encore au Cambodge étaient en fait des soldats camouflés.

¹²³⁷ JENNAR Raoul M., *Chroniques cambodgiennes 1990-1994*, p. 16.

le centre-ville. Pendant la nuit, les Khmers rouges attaquaient les villages et dispersaient des mines anti-personnelles sur les chemins et dans les rizières provoquant beaucoup de morts et de blessés.

Selon KONG Yat, directeur du bureau de l'Agriculture du district de Sangker, un journaliste japonais et un journaliste français, qui avaient tenté de se rendre à Païlin mais en furent empêchés par les autorités, avaient assuré aux membres des comités populaires révolutionnaires que les Khmers rouges prendraient bientôt Païlin. Ceci fut ignoré totalement par les membres des comités.

La dernière semaine du mois d'octobre, les forces sihanoukistes et celles de FNLPK prirent Phnom Srok et Thmar Puok, situés actuellement dans la province de Banteay Meanchey à une vingtaine de kilomètres de la frontière tandis que les Khmers rouges lançaient des offensives à partir de la province de Trat en Thaïlande. Ils s'emparèrent de Païlin et de la partie ouest de la province de Battambang et avancèrent en direction de Battambang. Le 3 novembre, ils étaient à Trèng soit à 50 kilomètres du chef-lieu de Battambang, à mi-chemin entre Battambang et Païlin¹²³⁸. Sur la route nationale n°10 (actuellement route 57), des combats eurent lieu parfois à moins de 40 kilomètres du centre-ville de Battambang¹²³⁹. Le prince NORODOM Ranariddh, au nom de FUNCINPEC, félicita les Khmers rouges pour leur victoire en espérant qu'elle permettrait d'exiger de nouvelles négociations¹²⁴⁰.

En 1990, les groupes de résistance étaient bien présents sur le sol cambodgien. Ils prirent le contrôle de régions entières à l'ouest, qui furent alors divisées en quatre zones, deux « zones rouges » contrôlées par les Khmers rouges, une « zone bleue » par le FNLPK et une « zone blanche » par le FUNCINPEC. La première « zone rouge » autour de Païlin sur 20 kilomètres de profondeur s'étendait depuis la région de Nong Phru, (en face du camp du site 8 situé à vingtaine kilomètres au sud de Poipet) jusqu'à la ville de Koh Kong et englobait la partie ouest des provinces de Banteay Meanchey, Battambang, Pursat et Koh Kong. La deuxième « zone rouge » autour d'Anlong Vég recouvrait la partie nord des provinces d'Oddar Meanchey et de Preah Vihear, entre Samrong et Preah Vihear. La « zone bleue » se situait autour de Thmar Puok dans la province de Banteay Meanchey près du camp du « site 2 » et Taphraya ; la « zone

¹²³⁸ *Ibid.*, p.17.

¹²³⁹ *Ibid.*, p.85.

¹²⁴⁰ La conférence de Paris fut suspendue le 30 août 1989.

blanche » autour de Pongteuk, au nord de Samrong entre la zone rouge et la zone bleue. Cette dernière englobait aussi le camp d'Ampil.

Avec l'accord de l'armée thaïlandaise qui avait donné son appui aux « forces de la coalition », des pistes ou des routes traversant la frontière furent construites. Elles permettaient d'établir une relation permanente entre les localités centrales de ces zones et les bases militaires de la guérilla ainsi qu'avec les camps de réfugiés situés sur le territoire thaïlandais¹²⁴¹. Raoul Marc JENNAR mentionne que « *la localisation de ces zones fournit également aux Khmers rouges la possibilité d'organiser avec leurs alliés non communistes une coopération militaire très souvent observée sur le terrain. Il y a en effet une « zone rouge » à côté de chacune de deux autres zones* »¹²⁴².

Dès le 7 janvier 1990, les combats dans la province de Battambang se firent encore plus intenses. Les Khmers rouges lancèrent de violentes attaques sur la ville¹²⁴³ ravivant le souvenir des horreurs de l'époque où les Khmers rouges étaient au pouvoir. Cela provoqua des craintes en Thaïlande, en Chine et dans les pays occidentaux qui n'avaient plus de prétexte sérieux pour défendre les Khmers rouges après le retrait total des troupes vietnamiennes du Cambodge. « *La question commence à se poser de savoir si le gouvernement de HUN Sen que les Occidentaux ont contribué à affaiblir par tous les moyens, va être capable d'empêcher les Khmers rouges de s'emparer d'une grande ville du pays (Battambang)* »¹²⁴⁴.

Encore une fois, pour lutter contre les Khmers rouges, le gouvernement de Phnom Penh dut affecter près de 40% de ses moyens financiers à la défense¹²⁴⁵. Plusieurs militaires cambodgiens furent envoyés à Battambang sous le commandement de Ke Kim Yan. Phnom Penh demanda également l'aide des Vietnamiens. Le 9 février, une force d'intervention rapide vietnamienne fut créée et s'engagea dans la défense de Battambang où les combats n'avaient pas cessé depuis le début janvier¹²⁴⁶. En même temps, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité commencèrent à formuler un plan de paix pour le Cambodge et le 12 février, l'ONU décida de créer une « force opérationnelle » pour préparer une éventuelle opération au Cambodge¹²⁴⁷.

¹²⁴¹ JENNAR Raoul Marc, *Chroniques cambodgiennes 1990-1994*, p.153-154.

¹²⁴² *Ibid.*, p. 154.

¹²⁴³ *Ibid.*, p. 18.

¹²⁴⁴ JENNAR Raoul Marc, *Trente ans depuis POL Pot*, p. 88.

¹²⁴⁵ *Ibid.*

¹²⁴⁶ JENNAR Raoul Marc, *Chroniques cambodgiennes 1990-1994*, p. 19.

¹²⁴⁷ *Ibid.*, p. 133.

Les offensives et contre-offensives qui avaient lieu sans cesse depuis la mi-janvier devinrent de plus en plus violentes entre le 8 et le 25 avril¹²⁴⁸. Battambang fut menacé par les Khmers rouges et Sisophon par le FNLPK¹²⁴⁹. Les Etats-Unis annoncèrent le 3 mai que les Khmers rouges avaient reçu une grande quantité d'armes de la Chine. Pourtant, « *les Khmers rouge n'ont enregistré aucun gain et, au contraire, ont subi des pertes sérieuses en hommes, en matériel et en territoire contrôlé* »¹²⁵⁰ selon Raoul Marc JENNAR. Le gouvernement de Phnom Penh revendiqua le succès, réoccupant une grande partie du terrain tenu par la résistance nationaliste et chassant NORODOM Sihanouk par de violents bombardements du « territoire libéré » du village de Siripheap où il avait décidé de s'installer définitivement Siripheap depuis février. Ces affrontements firent beaucoup de morts et de blessés¹²⁵¹.

Le 15 juillet, un train de la ligne Battambang-Phnom Penh fut attaqué dans le district de Tuk Phos, province de Kampong Chhnang tandis que la route nationale n° 5, liant Poipet, Sisophon, Battambang et Phnom Penh, était aussi menacée par les Khmers rouges et les troupes du FNLPK. De temps en temps, ces derniers attaquaient les voitures ou les autocars provoquant des morts et des blessés¹²⁵². Entre le 17 et le 20 septembre, les Khmers rouges bombardèrent Trèng, à 50 kilomètres de Battambang et Kamping Puoy, à environ 35 kilomètres de Battambang, provoquant 2 morts et 5 blessés¹²⁵³ tandis que Svay Chék, du district de Thmor Puok dans la province de Banteay Meanchey était bombardée par le FNLPK pendant une heure¹²⁵⁴.

Le 27 septembre quand les combats s'intensifièrent provoquant beaucoup de dégâts, de morts et de blessé, le CICR fut autorisé, pour la première fois après onze ans d'attente, à mener des activités de secours médical à Mongkolborei province de Banteay Meanchey et dans la province de Battambang et son centre-ville¹²⁵⁵. Le gouvernement de Phnom Penh montra encore sa volonté d'ouverture en autorisant la réinstallation de l'Alliance Française de Phnom Penh le 1^{er} octobre 1990¹²⁵⁶.

¹²⁴⁸ *Ibid.*, p. 19, 169.

¹²⁴⁹ *Ibid.*, p. 86.

¹²⁵⁰ *Ibid.*, p. 169.

¹²⁵¹ *Ibid.* ; REGAUD Nicolas, *op.cit.*, p. 365.

¹²⁵² JENNAR Raoul Marc, *Chroniques cambodgiennes 1990-1994*, p. 85, 89.

¹²⁵³ *Ibid.*, p. 87.

¹²⁵⁴ *Ibid.*, p. 88.

¹²⁵⁵ *Ibid.*, p. 65, 90.

¹²⁵⁶ *Ibid.*, p. 65.

Au début de 1991, l'URSS déclara qu'elle allait mettre fin à son aide au gouvernement de Phnom Penh¹²⁵⁷ tandis que les Khmers rouges bombardaient fortement la ville de Battambang. Sur le marché « Phsar Thmey », situé à environ deux kilomètres à l'est de la statue de Ta Dambang Krânhoung, 17 personnes furent tuées¹²⁵⁸. Les abris établis dans les villages et dans certaines maisons de Battambang étaient souvent de simples tranchées couvertes de rondins de bois et de terre. Ces abris rappelaient l'ambiance des années soixante-dix lorsque les bombardements américains s'abattaient sur presque tout le pays. Pour des raisons de sécurité, des habitants de la province quittèrent leurs maisons, d'autres se réinstallèrent dans le centre-ville tandis que certains allèrent à Phnom Penh, dans les camps de réfugiés ou à l'étranger. Par exemple, **ma famille a déménagé de srok Sangker pour s'installer dans la ville de Battambang** tandis que plusieurs de leurs amis et parents qui étaient commerçants et fonctionnaires se rendirent à Phnom Penh ou à l'étranger.

En mars 1991, le gouvernement de Phnom Penh tenta de reprendre les régions contrôlées par le FNLPK et les Khmers rouges, Thmor Puok et Païlin. Il souhaitait interrompre ou réduire l'exploitation de bois et surtout des pierres précieuses dans la région de Païlin et son commerce qui rapportaient des ressources considérables aux Khmers rouges. Phnom Penh engagea des milliers de soldats soutenus par de nombreux chars T-54, une artillerie abondante, des avions de combats et des hélicoptères¹²⁵⁹. Le 16 mars l'offensive débuta autour de Thmor Puok. Pour résister, les forces de Khmers rouges et celles du FNLPK se rejoignirent. Dès le 25 mars, le gouvernement engagea exceptionnellement son aviation à Païlin. Après plusieurs semaines de combats parfois très violents, qui provoquèrent beaucoup de dégâts et la fuite de 186.000 habitants des zones de combats, y compris des mineurs thaïlandais et birmans, le gouvernement de Phnom Penh ne parvint pas à s'emparer de Païlin mais il reprit un grand nombre de petits villages¹²⁶⁰. Bien que les Khmers rouges aient continué leurs offensives très profondément à l'intérieur du pays grâce à l'amélioration constante de leur système logistique, HUN Sen annonça le succès de Phnom Penh et la faiblesse de ses adversaires¹²⁶¹.

¹²⁵⁷ ROWLEY Kelvin, *Second life, second Death: the Khmer rouge after 1978*, Swinburne University of Technology, p. 201-225, p. 209

¹²⁵⁸ CHANDLER David, *A History of Cambodia*, version khmère, p. 255.

¹²⁵⁹ REGAUD Nicolas, *op.cit.*, p. 377.

¹²⁶⁰ JENNAR Raoul Marc, *Chroniques cambodgiennes 1990-1994*, p. 67 ; REGAUD Nicolas, *op.cit.*, p. 377.

¹²⁶¹ REGAUD Nicolas, *op.cit.*, p. 378.

Le 22 avril, la France, l'Indonésie et le secrétaire général de l'ONU lancèrent un appel à un cessez-le-feu à partir du 1^{er} mai. Lors d'une rencontre avec le premier ministre thaïlandais Anand PANYARACHUN le 26 avril à Bangkok, KHIEU Samphân, NORODOM Ranariddh et SON Sann acceptèrent cet appel. HUN Sen y répondit aussi positivement¹²⁶². Lors d'une rencontre entre les représentants de ces quatre factions à Jakarta du 2 au 4 mai, NORODOM Sihanouk prit l'initiative de proposer à HUN Sen un règlement de la composition du CNS en se nommant lui-même comme président et HUN Sen comme vice-président¹²⁶³. Cette initiative fut refusée par les Khmers rouges et ils menacèrent de reprendre le combat. A la suite des rencontres du 1 au 3 juin, un accord sur la présidence du CNS et sur la prolongation du cessez-le-feu fut trouvé mais les Khmers rouges le rejetèrent et lancèrent d'importants combats autour la région de Pailin à partir du 4 juin. Malgré tout, NORODOM Sihanouk confirma qu'il se rendrait à Phnom Penh à la proposition de HUN Sen¹²⁶⁴.

Du 24 au 26 juin, sous la pression de la Chine, les Khmers rouges participèrent à la rencontre des quatre factions à Pattaya¹²⁶⁵. Ils signèrent un cessez-le-feu inconditionnel et illimité à compter du 24 juin, qui mettait fin à l'assistance militaire étrangère et maintenait l'existence de deux gouvernements, le CNS et l'Etat du Cambodge jusqu'à l'élection. Le CNS fut établi à Phnom Penh où chaque délégation fut protégée par ses propres forces dans l'enceinte de leur résidence¹²⁶⁶. Plusieurs rencontres qui suivirent aboutirent finalement aux accords de paix de Paris signés le 23 octobre 1991. Ces accords établissaient surtout la fin des combats et des ingérences étrangères et prévoyaient l'organisation d'élections libres et équitables en présence de l'Autorité Provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC). Ces accords permirent aux Cambodgiens d'espérer vivre en paix et apportèrent la sécurité aux habitants de la région du nord-Ouest.

2. Le plan K5

À la suite des attaques de commandos des Khmers rouges et du FNLPK à la fin de 1981, le Vietnam et le gouvernement de Phnom Penh adoptèrent des mesures successives de protection et organisèrent la participation des Cambodgiens à la défense

¹²⁶² JENNAR Raoul Marc, *Chroniques cambodgiennes 1990-1994*, p. 67.

¹²⁶³ REGAUD Nicolas, *op.cit*, p. 378.

¹²⁶⁴ JENNAR Raoul Marc, *Chroniques cambodgiennes 1990-1994*, p. 68.

¹²⁶⁵ *Ibid.*, p. 68.

¹²⁶⁶ JENNAR Raoul Marc, *Trente ans depuis POL Pot*, p. 91.

du pays. Ils tentèrent d'éliminer les bases militaires de la résistance établies à la frontière et de repousser les réfugiés en Thaïlande mais aussi d'empêcher de nouvelles infiltrations en territoire cambodgien en « fermant » la frontière. Le renforcement du régime et l'efficacité de la lutte antiguérilla passa ensuite par une meilleure organisation des milices locales et par un plus grand contrôle politique des villages et des zones rurales. Il fallut enfin renforcer les forces armées de la RPK afin qu'elles prennent progressivement le relais de l'armée vietnamienne¹²⁶⁷.

Dans ces conditions, « le plan K5 » ou « *Phèn Ka Kor pram* » en khmer, projeté par le général LE Duc Anh, commandant en chef des troupes vietnamiennes au Cambodge depuis mars 1981¹²⁶⁸ fut finalement accepté par le gouvernement de Phnom Penh le 12 juillet 1984¹²⁶⁹ et mis en application à partir du 28 septembre 1984¹²⁷⁰. « K5 » représente la première lettre de l'alphabet khmer « ក៏ », initiale des cinq mots du plan « Kèn-Kamleang -Kap chhkar prei-Kapea Promdèn-Kampuchéa (កែន-កម្លាំង-កាប់ធ្លា ព្រៃ-ការពារព្រៃដែន-កម្ពុជា) ou « Ramassage des forces pour déboiser les forêts pour la protection du Cambodge ».

Le plan prévoyait plusieurs types de travaux:

- la construction des nouvelles routes « stratégiques » dans les régions frontalières pour permettre ainsi aux convois militaires et aux moyens lourds (blindés et artillerie) d'atteindre rapidement les zones de conflit ;
- la construction de palissades de trois mètres de haut autour de certaines villes et de nombreux villages menacés notamment dans les provinces frontalières de Battambang, Oddar Meanchey et Pursat mais aussi à l'intérieur du pays dans les provinces de Siem Reap, Kampong Thom, Kampong Chhnang et Kampong Speu ;
- la déforestation des zones sensibles le long des routes, des voies ferrées des lacs et des rivières ;

¹²⁶⁷ REGAUD Nicolas, *op.cit.*, 1992, p. 125.

¹²⁶⁸ PEN Sovann, NEANG Savun, *Pen Sovann: Chiveak Provat Sangkhéb et Buppahét Cheat Meatophum* (ប៊ែន សុវណ្ណៈនិងប្រវត្តិសង្ខេប និងបុព្វហេតុជាតិមាតុភូមិកម្ពុជា; « Pen Sovann: brève biographie et les affaires de la patrie du Cambodge »), États-Unis, 2002, p.197.

¹²⁶⁹ HUN Sen, *op.cit.*, p. 82.

¹²⁷⁰ JENNAR Raoul Marc, *Trente ans depuis POL Pot*, p. 74.

- la construction d'« un système de défense », souvent connu sous le nom de « mur de bambou », longeant les 829 kilomètres de la frontière khméro-thaïlandaise, une sorte de deuxième « muraille de Chine » ou « muraille de Longvêk ». Ce mur se situait à environ 450 mètres de la frontière thaïlandaise et était large de quelques centaines de mètres à quelques kilomètres à l'intérieur du Cambodge. Il était constitué successivement d'un fossé piégé d'une profondeur de 2,5 mètres et large de 3 mètres, d'une autre petite digue puis d'un autre fossé piégé et d'une haute digue de 3 mètres dont le versant oriental en direction du Cambodge était miné et rempli de bambous. Enfin, cette construction était entourée de part et d'autre de larges bandes parfois larges de 2 kilomètres, souvent minées. L'ensemble devait être surveillé par des fortins disposés à intervalle régulier. Une route devait encore doubler cette construction, afin de permettre d'envoyer rapidement des troupes combattre les infiltrations éventuelles...¹²⁷¹ (Voir le figure 10 « schéma du mur de Bambou »).

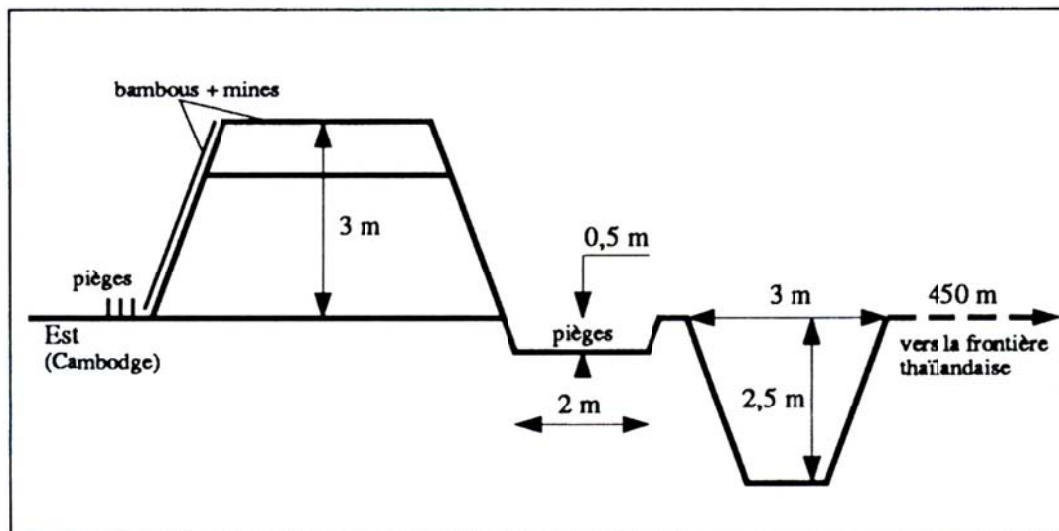


Figure 10 : Le « mur de bambou » à la frontière khméro-thaïlandaise¹²⁷²

La mobilisation des forces concernaient non seulement ceux qui habitaient dans les provinces impliquées dont Battambang et Oddar Meanchey, mais aussi l'ensemble du pays. Chaque province, les départements ministériels de la Défense, des Finances et

¹²⁷¹ REGAUD Nicolas, *op.cit.*, p. 126-127.

¹²⁷² *Ibid.*, p. 127.

des Communications devaient fournir des travailleurs pour « K5 ». En principe, on ne mobilisait que les hommes volontaires âgés de 17 à 45 ans. Selon le quota fixé proportionnellement à la population de chaque village, des femmes et des adolescents furent aussi recrutés. Des milliers de personnes par province furent mobilisées deux à trois fois par an pour une période de trois à six mois¹²⁷³.

Selon une enquête d'Esmeralda LUCIOLLI auprès des habitants de Battambang, les travailleurs étaient réquisitionnés par tirage au sort ou par désignation par le chef villageois. TOUCH Sareun, un jeune homme originaire de Kokos¹²⁷⁴ à Battambang, raconte que « *un matin, l'ordre de mission est arrivé au village. Le chef du village a reçu l'ordre du chef du district de réquisitionner la population. Il fallait cinquante personnes. On a tiré au sort. Mon nom était parmi les premiers. Nous avons dû partir le jour même* »¹²⁷⁵. Et NONG Ros, une jeune fille de dix-neuf ans, originaire du village de Kapeu¹²⁷⁶ à Battambang qui a été réquisitionnée en novembre 1985 raconte que « *le chef de village m'a désignée pour aller travailler sur le chantier de Bo Pailin. Nous étions cinquante hommes et trente femmes du village. Il a fallu partir immédiatement. Nous ne savions pas, au début, où nous allions* »¹²⁷⁷. Un employé du service du commerce de la province de Battambang ajoute : « *Nous étions vingt dans notre bureau. Six personnes partaient lors de chaque départ à la frontière. Nous étions assignés à Sok San. Moi-même, je suis parti pendant trois mois. Je m'occupais de l'entrepôt de nourriture et de matériel* »¹²⁷⁸.

Il était possible de se soustraire à la réquisition. Souvent les gens de Battambang devaient payer 2.000 riels (environ 300 dollars) au chef du village ou trouver un remplaçant pour la même somme¹²⁷⁹. L'intervention de hauts fonctionnaires ou de membres du comité populaire révolutionnaire pouvait aussi être efficace. Certaines personnes déclarèrent être gravement malade ou avoir des problèmes psychologiques. Certaines femmes déclarèrent être enceintes pour ne pas partir¹²⁸⁰.

¹²⁷³ LUCIOLLI Esmeralda, *op.cit.*, p.108.

¹²⁷⁴ LUCIOLLI Esmeralda ne mentionne pas dans quel district se situe « Ko Kos » mais il apparaît actuellement que « Ko Kos » est une commune du district de Maung Russey de la province de Battambang.

¹²⁷⁵ LUCIOLLI Esmeralda, *op.cit.*, p.108.

¹²⁷⁶ LUCIOLLI Esmeralda ne mentionne pas dans quel district se situe « Kapeu » mais il apparaît actuellement que « Kapeu » est un village de la commune de Phnom Sampeuv, district de Banan, à environ 35 kilomètres de Battambang.

¹²⁷⁷ LUCIOLLI Esmeralda, *op.cit.*, p.109.

¹²⁷⁸ *Ibid.*

¹²⁷⁹ *Ibid.*

¹²⁸⁰ *Ibid.*, p.112.

Le départ vers les chantiers de travail avait lieu généralement dans les 48 heures. Il arrivait parfois qu'il était reporté sans explication.

Pour nourrir les travailleurs, un impôt spécial nommé « contribution volontaire pour la défense de la patrie », fut levé par le gouvernement. Chaque famille devait obligatoirement donner de l'argent ou de la nourriture (une certaine quantité de riz, des poissons, de légumes, etc...). Souvent on demandait aux travailleurs d'emporter avec eux de la nourriture pour les premiers jours. Selon le témoignage de Thory, une jeune femme de Battambang, « *le chef du village avait annoncé aux « volontaires » qu'ils devaient emporter de la nourriture pour quinze jours* »¹²⁸¹.

Pour transporter les travailleurs vers les chantiers, les camions disponibles furent réquisitionnés. Les travailleurs devaient marcher encore quelques jours pour parvenir aux chantiers. Sitha qui a été choisi pour travailler dans un chantier à Battambang raconte que « *[...] une fois arrivés près de la frontière, il fallait continuer à pied. Nous avons marché pendant deux jours avant d'atteindre le chantier* »¹²⁸².

La condition de vie des travailleurs étaient dures. Le travail commençait tôt le matin et se terminait tard le soir avec une courte pause à midi. Les abris et la nourriture n'étaient pas préparés pour les accueillir. Certains travailleurs dormaient dans leur propre hamac, d'autres par terre sur un morceau de toile en plastique ou sur la terre brute. Chaque groupe de travail était surveillé soit par les soldats vietnamiens soit par les travailleurs armés. Ceux qui essayaient de fuir, étaient souvent abattus sur place ou emmenés en prison à Battambang¹²⁸³. Mais beaucoup préférèrent tout de même rejoindre les camps des réfugiés¹²⁸⁴.

À la mi-1985, 45% soit plus de 300 kilomètres du système de défense avaient été construits. Il fut totalement achevé en 1987. Dès lors, le nombre de civils affectés à K5 diminua fortement.

Cette construction coûta des milliers de morts principalement à cause des mines, du paludisme et de la faim. Le nombre exact des victimes ne peut pas être arrêté mais selon l'estimation d'Esmeralda LUCIOLLI, de septembre 1984 à juillet 1989, soit 35 mois d'application du plan K5, il y aurait eu 59.000 morts. CHEA Thong, vice-ministre de la Santé, après avoir visité les opérations du plan K5 en cours dans la province de

¹²⁸¹ *Ibid.*, p.114.

¹²⁸² *Ibid.*, p.113.

¹²⁸³ *Ibid.*, p.113-117.

¹²⁸⁴ VICKERY Michael, *Cambodia: 1975-1982*, p. 317.

Battambang à la fin de 1984 estimait que « sur 2 956 travailleurs, 32 sont morts, 745 sont hospitalisés. 602 sont malades, soit 46% des effectifs engagés »¹²⁸⁵. Certains journalistes et chercheurs considèrent qu'il s'agit là d'un nouveau génocide¹²⁸⁶. Pourtant, les officiers cambodgiens et vietnamiens ont prétendu que ce travail n'était pas forcé mais constituait une contribution volontaire à la défense de la patrie nécessaire pour empêcher le retour au pouvoir de POL Pot et de ses tueurs.

Pour Raoul Marc JENNAR, « le succès de l'opération K5, s'il n'est pas total, contrarie cependant les opérations des commandos du GCKD. Alors que le retrait progressif du contingent vietnamien devient une réalité, cette ligne de défense permet à la RPK de disposer du temps nécessaire pour consolider un régime livré de plus en plus à lui-même. [...] L'effort national qu'a présenté l'opération K5 a permis à la RPK d'incarner la légitimité du combat contre le retour des Khmers rouges »¹²⁸⁷. Pour Nicolas REGAUD « l'efficacité du plan K5 ne fut pas aussi grande qu'escomptée »¹²⁸⁸.

Dans un discours à Sisophon, ITH Leua, le gouverneur de la province de Banteay Meanchey, déclarait en 1989 : « Le mur de bambou n'est pas suffisamment efficace et n'a guère contribué à mettre fin aux incursions armées »¹²⁸⁹.

3. Battambang lors de la reconstruction

À la suite de la défaite des Khmers rouges en 1979, le gouvernement de HENG Samrin permit aux habitants de retourner dans leur région d'origine. L'année 1979 fut donc marquée par les déplacements de la presque totalité d'un peuple à la recherche de ses proches disparus ou d'un lieu nouveau pour s'établir¹²⁹⁰. En janvier, sur la route de Battambang à Pursat, les citadins, les paysans et aussi des milliers de survivants évacués de la zone de l'Est¹²⁹¹ commencèrent leur voyage de retour vers leur village natal¹²⁹². Un flux de gens se dirigea aussi vers des camps de réfugiés sur la frontière thaïlandaise. Michael VICKERY mentionne que presque tous ces réfugiés étaient originaires de la

¹²⁸⁵ JENNAR Raoul Marc, *Trente ans depuis POL Pot*, p. 74.

¹²⁸⁶ LUCIOLLI Esmeralda, *op.cit.*, p.118 ; PAQUET Philippe, « Un nouveau génocide », *La libre Belgique*, 26 mai 1986.

¹²⁸⁷ JENNAR Raoul Marc, *Trente ans depuis POL Pot*, p. 76.

¹²⁸⁸ REGAUD Nicolas, *op.cit.*, p.133.

¹²⁸⁹ ERLANGER Steven, "For Khmer Rouge, There's Gold in the Ruby Mines", *The New York Times*, 19 août 1989.

¹²⁹⁰ SCHIER Peter, « Cambodge 1979-1989: rechercher la vérité et la paix », *Politique étrangère*, n° 4, 1989, p.669-678, p. 672.

¹²⁹¹ Selon les habitants de Battambang, à l'arrivée des cadres de Khmers rouge du sud-ouest en 1977, ils amenèrent avec eux beaucoup d'habitants de la région de l'est et de sud-ouest du pays vers la province de Battambang afin d'assurer la riziculture.

¹²⁹² VICKERY Michael, *Cambodia: 1975-1982*, p. 220.

région nord-ouest du pays et la plupart de Battambang, une région qu'ils pouvaient atteindre en voyageant à pied, en charrette¹²⁹³ ou à vélo. Ces moyens rudimentaires de transports avaient été récupérés dans les coopératives établies par les Khmers rouges et désertées lors de leur retraite.

Même si le voyage n'était pas officiellement offert, le train Battambang-Phnom Penh-Battambang était généralement gratuit. Il était aussi possible de voyager dans les convois de camions en payant le chauffeur¹²⁹⁴.

Les communications entre Phnom Penh et Battambang étaient rendues difficiles à la fois à cause des incidents provoqués par les Khmers rouges et par le mauvais état des routes, notamment de la route nationale n° 5, et des ponts, souvent détruits. Le voyage Battambang-Phnom Penh prenait plus de deux jours et parfois beaucoup plus pendant la saison des pluies. Ce mauvais état des routes facilita les actions de sabotages dans le nord, en particulier entre Sisophon et Siem Reap. Presque chaque nuit les Khmers rouges ou les soldats du FNLPK posaient des mines qui devaient être neutralisées chaque matin pour que le trafic puisse reprendre. C'est la raison pour laquelle des soldats vietnamiens patrouillaient constamment, accompagnés de quelques Cambodgiens, chaque pont étant gardé par une unité permanente vietnamienne¹²⁹⁵.

Bien que le droit de propriété privée ne fût pas encore accordé par l'Etat, les Cambodgiens purent s'installer dans l'endroit de leur choix. En 1979, la plupart des écoles, des grands bâtiments et des monastères de la province furent occupés par les habitants mais ils durent s'engager à les quitter dès que possible.

Durant la première moitié des années 1980, les soins médicaux étaient quasiment inexistant dans le pays. Certains habitants de la province de Battambang se rendirent dans les camps de réfugiés pour y trouver un traitement médical¹²⁹⁶.

L'électricité et l'eau potable n'existaient qu'au centre-ville mais de manière limitée. Exceptionnellement, les hauts fonctionnaires ou les membres du comité populaire révolutionnaire provincial qui habitaient un village limitrophe de la ville pouvaient accéder à l'électricité. Pour leur usage quotidien en eau, les habitants allèrent à la rivière et essayaient alors de creuser des puits ou des étangs. Certains villageois qui parvinrent à obtenir de l'eau en creusant de grands puits ou en utilisant des pompes, vendirent l'eau en l'apportant par de petites citernes.

¹²⁹³ *Ibid.*, p. 225.

¹²⁹⁴ *Ibid.*, p. 230, 246.

¹²⁹⁵ *Ibid.*, p. 248, 257.

¹²⁹⁶ *Ibid.*, p. 248, 316.

Pour symboliser les efforts de la reconstruction et le chemin vers la paix de la province, KOY Montha ou KOY Mean, président du comité populaire révolutionnaire provincial, fit construire, après une visite en URSS, un monument blanc d'une hauteur de 22,40 mètres en 1984, en s'inspirant du monument des conquérants de l'espace de Moscou. Ce monument fut édifié au rond-point où s'élevait la statue de Ta Dambang Krânhoung détruite par les Khmers rouges¹²⁹⁷.

3.1. La reconstruction de la société

Selon d'anciens fonctionnaires affectés à la réorganisation de la province de Battambang, le nouveau gouvernement de la RPK désigna KONG Sam Ol¹²⁹⁸ et un groupe de spécialistes vietnamiens pour réorganiser l'administration de la province. Ils reprécisèrent les divisions administratives, chaque secteur étant dirigé par un « comité populaire révolutionnaire » et ils relancèrent les activités du secteur public donnant la priorité à l'agriculture, l'éducation, la santé et l'information. Une partie de l'actuel lycée Preah Monivong¹²⁹⁹ fut utilisée comme département de l'Agriculture - où travaillait KONG Sam Ol et son équipe - tandis que les spécialistes vietnamiens s'installaient au siège du parti populaire révolutionnaire, aujourd'hui siège du parti du peuple cambodgien.

Le nouveau gouvernement fit appel à ceux qui avaient de l'instruction. Peu importait le diplôme obtenu avant le régime des Khmers rouges, tous ceux qui savaient lire et écrire ou ceux qui avaient des connaissances jugées suffisantes furent invités à s'engager dans la campagne de reconstruction. Selon les habitants de Battambang, l'État lança le recrutement des fonctionnaires par tous les moyens possibles, même les plus rudimentaires: des panneaux d'information en bois écrits avec du charbon ou des hauts-parleurs juchés sur des charrettes tirés par des chevaux qui passaient dans les villages. Encore après la fin de la période de recrutement, certains intellectuels retrouvés par les

¹²⁹⁷ La tête de l'ancienne statue de Ta Dambang Krânhoung se trouve actuellement au musée de la province de Battambang.

¹²⁹⁸ Ingénieur agronome éduqué aux Etats-Unis et qui avait travaillé dans le ministère de l'Agriculture sous les régimes de Sihanouk et de LON Nol, Kong Sam Ol devint vice-ministre de l'Agriculture à partir d'octobre 1979, et ministre de juin 1981 à mars 1986. Remplacé par SAY Chhum, ancien cadre khmer rouge, il devint ministre attaché au Conseil des ministres chargé des affaires agricoles, puis vice-Premier ministre à partir de novembre 1987 et continua à superviser l'élaboration des politiques agricoles. De 1998 à 2003, KONG Sam Ol était ministre du Palais royal. De 2003 à nos jours, il est vice-Premier ministre et ministre du Palais royal.

¹²⁹⁹ Une autre partie du lycée fut utilisée comme orphelinat.

autorités étaient encouragés avec insistance à s'engager tant les besoins étaient importants.

En groupe d'environ cent personnes, les nouveaux fonctionnaires devaient obligatoirement assister à une formation idéologique pendant un mois à l'école idéologique située près de l'actuel marché Beung Chhouk - lequel n'existait pas encore - puis dès la fin de 1979, au collège de SO Heu.

Durant la présence des Vietnamiens dans le pays, des formations étaient offertes aux fonctionnaires. Ces derniers furent aussi encouragés à aller continuer leurs études soit à Phnom Penh soit dans certains pays étrangers comme le Vietnam, l'URSS, l'Allemagne, etc.

Comme dans le reste du Cambodge, chaque haut fonctionnaire avait droit à un logement gratuit. Les compartiments coloniaux du centre-ville furent attribués par zones à chacun des départements administratifs pour leurs fonctionnaires. Puisque le nombre de logements était limité, la distribution fut décidée conjointement par le comité populaire révolutionnaire et le syndicat du département créé pour aider les fonctionnaires en difficulté. La priorité fut accordée aux fonctionnaires qui ne disposaient pas encore d'habitation convenable ou qui habitaient dans un monastère ou une école et à ceux qui résidaient hors de la ville.

Les fonctionnaires étaient payés avec une ration de riz (entre 400 et 700 grammes par jour selon la fonction et 200 grammes pour les autres membres de la famille) et occasionnellement de poisson sec, de viande, d'autres nourritures, de savons et des vêtements... Le 20 mars 1980, un premier lot de riels du Kampuchéa (*Kampuchéan riel*), imprimés à Moscou, fut mis en circulation via les achats du gouvernement, notamment de riz aux paysans, et les salaires des fonctionnaires¹³⁰⁰. Le salaire mensuel le plus bas d'un travailleur ordinaire était de 65 riels. Les enseignants touchaient de 90 à 120 riels, les pharmaciens et les médecins 135 riels et plus¹³⁰¹. Les distributions alimentaires prirent alors fin et tous les employés eurent le droit d'acheter des quantités déterminées de produits subventionnés sur le marché de l'État, lequel était situé dans les locaux du département du Commerce au nord du marché central. Selon d'anciens fonctionnaires de Battambang, le salaire était suffisant pour garantir une vie

¹³⁰⁰ GARDÈRE Jean-Daniel, *Monnaie et souveraineté : éléments pour une histoire économique, politique et monétaire du Cambodge*, Banque nationale du Cambodge, Phnom Penh, 2009, p. 404.

¹³⁰¹ VICKERY Michael, *Cambodia: 1975-1982*, p. 246.

convenable au début mais d'une l'année sur l'autre, la valeur du riel diminuait¹³⁰² et le salaire ne permit plus de subvenir aux besoins élémentaires.

Selon KHUON Chhoeut, l'ancien directeur du département de l'Education de la province, chaque département provincial avait un partenaire au Vietnam. Le partenaire du département de l'Education de Battambang était celui des provinces de Quang Nam et Da Nang dans le Vietnam central. De temps en temps, les représentants de ces deux provinces vietnamiennes visitaient la province de Battambang. Ces partenariats jouaient un rôle de soutien très important par l'apport d'équipements et de matériel pédagogique.

3.1.A. La division et l'organisation administrative

La division administrative du pays et de la province de Battambang durant le gouvernement de la RPK fut calquée sur celle d'avant le régime des Khmers rouges. Le pays fut divisé en provinces, et chaque province en districts, communes et villages. Il fallut toutefois attendre que les trois premiers échelons administratifs fussent recréés avant de refonder les villages.

En 1979 et comme pendant le régime de LON Nol, la province de Battambang fut constituée de neuf districts : Battambang (Thmor Kol actuel), Sangker, Maung Russey, Mongkolborey, Sisophon, Ô Chreuv, Preah Net Preah, Banan et Koas Kralor. En l'absence de documents officiels, les autorités ont confié le soin de redéfinir les limites des districts et des villages à d'anciens habitants qui connaissaient bien la géographie et l'administration de la région. Parmi ceux-ci, les plus capables et ceux de meilleure réputation furent encouragés à travailler dans l'administration du district ou de la commune. Dans celle-ci, le personnel était constitué de trois à cinq fonctionnaires.

L'administration provinciale n'était pas placée sous l'autorité du ministère de l'Intérieur comme pendant le régime de LON Nol ou du *Sangkum* mais sous celle du Conseil des ministres¹³⁰³. Et chaque niveau de hiérarchie administrative était dirigé par un « comité populaire révolutionnaire »¹³⁰⁴ constitué d'un président et de quelques membres. Selon d'anciens membres des comités encore vivants, les premiers présidents et membres du comité de la province et du district étaient des personnes qui avaient

¹³⁰² GARDÈRE Jean-Daniel, *op.cit.*, p. 428 : Mis en circulation le 20 mars 1980, la valeur de « Kampuchean riel » a été fixée à 4 riels pour 1 dollar. Il passa à 7 **entre 1984 et janvier 1986, 30 de 1984 jusqu'en septembre 1987**, et 100 en octobre 1988. À cette date le flottement s'imposait. Il a été d'abord « contrôlé » par l'Etat autour de 142 pour un dollar. En 1990, le taux était de 2.000 riels pour un dollar et 4.000 riels en 2015.

¹³⁰³ VICKERY Michael, *Kampuchea: Politics, Economics and Society*, p. 106.

¹³⁰⁴ *Ibid.*, p. 109.

participé à la libération du pays et avaient été désignées par le comité central. Le président du comité populaire révolutionnaire de la province de Battambang de 1979 à 1984 était LAY Samon, un vétéran du Vietnam¹³⁰⁵.

A la mi-1981, les membres du comité populaire révolutionnaire de chaque niveau administratif furent pour la première fois élus. Les membres du comité de la commune et du village furent élus directement dans la commune et le village tandis que les membres du comité des deux niveaux supérieurs furent élus par les représentants des niveaux inférieurs¹³⁰⁶. Les candidats au niveau du district furent nommés conjointement par le comité central, le comité provincial et les comités de base¹³⁰⁷. Selon d'anciens hauts fonctionnaires de la province de Battambang, les candidats furent choisis parmi l'équipe de base du parti en fonction de cinq critères importants : être aimé des habitants d'alentour, avoir une idée de la solidarité nationale et internationale et notamment ne pas détester les Vietnamiens, être actif, honnête et sincère à la patrie et avoir une biographie claire et correcte. L'élection fut organisée par le comité populaire révolutionnaire de la commune ou du village concerné, à la manière d'une réunion pendant laquelle les électeurs donnèrent leur point de vue sur chaque candidat. Une fois la décision prise, de longs rapports furent envoyés aux comités populaires révolutionnaires supérieurs pour solliciter leur accord.

En 1986, certaines modifications eurent lieu dans le découpage administratif de la province. Il se composa d'un chef-lieu et de douze districts: Maung Russey, Sangker, Banan, Ek Phnom, Battambang (Thmor Kol actuel), Ratanakmondol, Mongkolborey, Sisophon, Preah Net Preah, Thmor Puok, Phnom Srok et Bovel.

En 1988, les districts de Mongkolborey, Thmor Puok, Sisophon, Preah Net Preah et Phnom Srok, furent retirés de la province de Battambang pour rejoindre la nouvelle province de Banteay Meanchey.

Toutefois, de 1979 à 1989, à chaque niveau administratif, notamment de la province et du district, des agents civils vietnamiens dénommés « conseillers vietnamiens » étaient placés auprès des officiels cambodgiens dont chacun avait un interprète. Ces experts dans la gestion psychologique et stratégique, civile et militaire, étaient en réalité les vrais décideurs de la gestion de l'administration. Ils avaient construit entre eux un réseau assez dense et difficile à comprendre. Les ordres étaient

¹³⁰⁵ *Ibid.*, p. 109, 189.

¹³⁰⁶ *Ibid.*, p. 109.

¹³⁰⁷ *Ibid.*, p. 107.

généralement transmis oralement, raison pour laquelle les chercheurs n'arrivèrent pas à cerner facilement le pouvoir et l'autorité des conseillers vietnamiens à partir des documents écrits.

Au niveau provincial, les experts étaient assez nombreux et étaient présents dans chaque domaine. Au niveau des districts, les conseillers vietnamiens étaient peu nombreux mais néanmoins influents. Dans le district de Maung Russey, par exemple, ils étaient au nombre de deux, un pour l'armée et un pour « conseiller » le chef du district dans tous les domaines. Les conseillers s'installaient en général entre six mois et deux ans maximum. S'ils étaient l'objet de critiques de la part du président du comité populaire révolutionnaire du district (chef du district) ou de celui de la province, ils étaient remplacés. Mais ces cas étaient très rares. À l'inverse, si le chef du district était l'objet de beaucoup de critiques de la part des conseillers vietnamiens, il pouvait également être remplacé.

3.2. Le développement de l'agriculture

L'arrivée des Vietnamiens au mois de janvier 1979 se produisit lors de la récolte du riz. Les habitants de la province de Battambang ont raconté qu'une partie seulement de la rizière avait été récoltée tandis qu'une grande partie avait été incendié par les Khmers rouges lors de leur retraite. De plus, l'essentiel du riz récolté par chaque coopérative fut saisi par les Khmers rouges. Aussi le peu qui restait fut-il rapidement pris par les habitants. La famine gagna donc l'ensemble du pays¹³⁰⁸. L'Etat tenta d'assurer en premier lieu la distribution des vêtements et du riz importés du Vietnam et le développement agricole fut considéré comme prioritaire.

Développer l'agriculture, notamment la riziculture, représentait un lourd défi car les outils agricoles, les semences du riz, le bétail, les techniques agricoles, la main d'œuvre, les moyens de transport et de communication tout cela manquait cruellement. De plus, des centaines d'hectares de terres agricoles riches de la province de Battambang avaient été retirées de la production à cause de l'installation des mines terrestres.

¹³⁰⁸ SCHIER Peter, « Cambodge 1979-1989: rechercher la vérité et la paix », *Politique étrangère*, n° 4, 1989, p.669-678, p. 671 : L'invasion vietnamienne mit en point final aux exécutions collectives et aux meurtres gratuits du régime de POL Pot. Malgré cela, on peut déplorer plus de 100 000 morts non naturelles pour l'année 1979 dans l'ensemble du Cambodge principalement en raison de la faim, des privations et de la maladie.

Durant les premiers mois de 1979, plusieurs mesures furent donc prises par l'État et appliquées dans la province de Battambang sous la direction de KONG Sam Ol.

Un département de l'agriculture fut d'abord établi dans chaque commune avec un conseiller spécialisé. Pour la recherche des semences, KONG Sam Ol désigna KONG Yat, membre du conseil populaire révolutionnaire du district de Sangker et responsable du bureau de l'agriculture. Celui-ci s'installa temporairement à Koknimit dans le district d'Ô Chreuv dans la province de Banteay Meanchey, à proximité de Poipet sur la frontière khméro-thaïlandais actuelle. Il put acheter clandestinement du riz non décortiqué de Thaïlande. Ces semences ont ensuite été redistribuées gratuitement aux paysans. Les autorités de la province ont également opéré des échanges de riz décortiqué donné par le Vietnam contre du riz non décortiqué des villageois.

Pour faire face à la pénurie des biens de production, le gouvernement de Phnom Penh a réorganisé dès le mois de février 1979 les *krom sammaki*, les « coopératives de production » qui regroupaient entre 12 et 50 familles. Il encouragea les paysans à mettre en commun les moyens de production qui restaient afin de pouvoir reprendre la culture. Selon les habitants de Battambang, certaines familles des villages encore bien dotés en équipements et qui possédaient des animaux ou du matériel agricole ont dû rejoindre une coopérative qui connaissait des pénuries.

Vivianne FRINGS écrit qu' « *en 1979 des millions de paysans commencèrent à travailler dans les groupes de solidarité. [...] Jusqu'au milieu de l'année 1982, les documents du parti et du gouvernement ne mentionnèrent qu'un type de groupes de solidarité. Cependant, il apparaît clairement que peu d'entre les groupes correspondaient au modèle que le PPRK (Parti Populaire Révolutionnaire du Kampuchea) et ses conseillers vietnamiens voulaient promouvoir, et qu'il existait en fait différents types de groupes de solidarité. À partir d'octobre 1982, les déclarations officielles commencèrent à mentionner trois niveaux de krom sammaki (coopérative). Le premier niveau était constitué par les groupes qui respectaient plus ou moins les directives de 1980, alors que les deuxième et troisième niveaux représentaient des niveaux inférieurs de collectivisation* »¹³⁰⁹.

Dans la province de Battambang, les paysans cultivaient les terres de *chamcar* individuellement et les rizières collectivement¹³¹⁰ parmi lesquelles 79,9% étaient

¹³⁰⁹ FRINGS Viviane, *op.cit.*, p. 50.

¹³¹⁰ *Ibid.*, p. 51.

cultivées par des groupes de troisième niveau, 20% de deuxième et 0,1% de premier. Ce 0,1% de *krom sammaki* de niveau 1 s'explique de plusieurs façons. En premier lieu, Battambang étant la province la plus riche du pays, on y était moins enclin à collaborer à des projets d'intérêt commun que dans les régions écartées et relativement pauvres étaient généralement. La seconde raison tient aux considérations politiques des cadres locaux et provinciaux. Battambang se situait à proximité de la frontière thaïlandaise. « *Du fait des activités de guérilla dans cette province, on aurait pu s'attendre à ce que les responsables locaux fussent plus politisés que dans d'autres provinces. Cependant en raison de la proximité des camps de réfugiés, ils devaient être prudents et s'efforcer de ne pas s'aliéner la population afin de prévenir un exode de personnes désenchantées vers les camps de la résistance sur la frontière* »¹³¹¹. Enfin des habitants de la province de Battambang trouvaient injuste le travail collectif dans la mesure où la production devait être divisée selon le nombre des membres de la famille mais certaines familles ne participaient guère au travail collectif et reçurent quand même une part de la production¹³¹² contrairement à ce que prescrivait un mémorandum du 22 février 1979 précisant que les habitants devaient recevoir une part de la production proportionnelle à leur travail¹³¹³.

Pour faire avancer la collectivisation de l'agriculture le gouvernement de la RPK créa, dès 1984, des « villages modèles » destinés à « *servir de modèles aux autres villages et à être un champ d'expérimentation pour les principes essentiels de la gestion socialistes* ». En 1986, la province de Battambang était au troisième rang pour le nombre de villages modèles dans le pays tandis que Kampong Cham était au premier et Kandal au deuxième. Le *krom sammaki* numéro 27 du village Riem Koun, commune de Kear, district de Maung Russey, situé au bord de la route nationale n° 5 à 2 kilomètres du centre d'agglomération du district, était un *krom sammaki* au niveau 1 et fut considéré comme un modèle pour tous les autres *krom sammaki* de la province de Battambang... cependant, comme la collectivisation connut peu de succès dans la province, on peut estimer que le critère principal pour être considéré comme un village modèle était plutôt le volume de la production du village¹³¹⁴.

¹³¹¹ *Ibid.*, p. 83-87.

¹³¹² *Ibid.*, p. 32.

¹³¹³ *Ibid.*

¹³¹⁴ *Ibid.*, p. 63-65, 127-128.

Durant les années 1980, la production de riz connut une progression remarquable¹³¹⁵ malgré l'échec de la politique de collectivisation agricole de la RPK¹³¹⁶. La récolte dans la province de Battambang revint à la normale dès 1980. Après avoir visité les provinces de Battambang et de Siem Reap pendant le deuxième et le troisième trimestre de 1981, les responsables de la FAO et de l'UNICEF se sont dit impressionnés par la qualité des cultures et ont commencé à réviser à la baisse leur estimation des besoins du Cambodge en aide alimentaire pour 1982¹³¹⁷.

Par une nouvelle loi du 11 février 1989, la Constitution a été modifiée, reconnaissant officiellement que « *les citoyens ont plein droit de gérer et d'utiliser les terres et ont le droit d'héritier des terres données par l'État pour fin d'habitation et d'exploitation* ». Toutefois, l'article 14 de la Constitution qui stipulait que toutes les terres étaient propriétés de l'État ne fut pas modifié¹³¹⁸. Dès lors, la politique du travail collectif a pris fin. Le régime de propriété foncière envisagé par le gouvernement de l'État du Cambodge était donc un régime similaire à celui traditionnellement pratiqué dans le Cambodge pré-colonial selon lequel toutes les terres appartenaient au roi, les paysans ayant un droit d'usufruit sur les terres qu'ils cultivaient. Selon des habitants de la province de Battambang, la terre agricole fut redistribuée aux paysans. Ceux qui habitaient autour du centre-ville auraient reçu un *rai* (40 m sur 40 m soit 1.600 m²) par famille ; à Ô Dambang, district de Sangker à environ 10 kilomètres du centre-ville, 1 hectare (100mx100m soit 10.000 m²) ; et un peu loin, par exemple à Ô Taki, district de Battambang (Thmor Kol actuel) environ 3 à 4 hectares.

3.2.A. L'éducation

La refondation du système éducatif moderne, qui avait été supprimé par les Khmers rouges pendant la période de 1975 à 1979, était une des promesses du FUNSK depuis sa création à la fin de 1978¹³¹⁹.

La RPK a élaboré un projet éducatif se voulant en conformité avec le principe pédagogique socialiste de jonction des connaissances générales avec la pratique, de l'apprentissage avec la production et de l'école avec la société. Plus concrètement, l'objectif était d'assurer la scolarisation de tous les enfants d'âge scolaire et d'éliminer

¹³¹⁵ *Ibid.*, p. 144.

¹³¹⁶ *Ibid.*, p. 119.

¹³¹⁷ VICKERY Michael, *Cambodia: 1975-1982*, p. 254.

¹³¹⁸ FRINGS Viviane, *op.cit.*, p. 145.

¹³¹⁹ VICKERY Michael, *Kampuchea: Politics, Economics and Society*, p. 154.

l'analphabétisme¹³²⁰. Les enfants pouvaient aller à l'école dès l'âge de 6 ans. L'éducation devait s'étendre de la maternelle à l'enseignement supérieur et comprendre des programmes d'alphabétisation des adultes et de formation des enseignants. Le programme des études générales ne comptait que dix ans (4 ans pour le primaire, 3 ans pour le collège et 3 ans pour le lycée). Dès la deuxième moitié des années 1980, l'enseignement de certaines langues étrangères comme le vietnamien, le russe et l'allemand fut introduit dans les programmes.

Dès que la sécurité le permit, en 1979, les anciens enseignants furent encouragés à se signaler pour être affectés à une école. Un slogan était bien connu au début des années 1980 : « Ceux qui savent plus enseignent à ceux qui savent moins et ceux qui savent moins enseignent à ceux qui ne savent rien ».

Au début, la plupart des enseignants n'étaient donc pas des professionnels. Certains enseignants vinrent de Phnom Penh mais la plupart étaient d'anciens enseignants voire des personnes qui savaient lire et écrire. Dès 1979, une formation à l'idéologie et à la pédagogie, pendant une période d'une à douze semaines, fut obligatoire. Pendant les vacances, ils devaient aussi assister à une formation d'un à deux mois.

Des cours réguliers furent aussi instaurés pour les enseignants pour leur permettre de passer de niveau 1 (primaire) à un niveau 2 (collège) après un an de formation (+ trois années supplémentaires de formation appliquée). De même pour accéder au niveau 3 (lycée) (suivi de trois à quatre années de formation appliquée). Les premiers nouveaux enseignants de niveau 3 formés de cette manière terminèrent leur cursus en 1985. Avant cette date, tous les enseignants de niveau 3 étaient des survivants qui avaient été formés avant 1975¹³²¹.

Chaque province fut dotée d'une école pour la formation des enseignants de niveau 1. Il y avait sept centres pédagogiques régionaux pour la formation des enseignants plus avancés et le centre pour la région nord-ouest se trouvait dans le centre-ville de Battambang à l'école pédagogique régionale actuelle.

Les enseignements maternel et primaire furent rapidement rétablis dans le centre-ville de Battambang et alentours. Les classes maternelles pour les enfants âgés de trois ans furent établies soit par l'Etat pour les écoles des grandes agglomérations de la province soit souvent par la communauté dans la plupart des villages moyennant une

¹³²⁰ *Ibid.*, p. 154.

¹³²¹ *Ibid.*, p. 156.

cotisation volontaire des habitants, ou encore par l'usine et même par certains services publics. Par exemple, l'usine de jute et le département de la Communication provinciale créèrent leur propre école maternelle pour les enfants du personnel. Certaines anciennes écoles du centre-ville de Battambang furent rouvertes tandis que certaines autres furent occupées comme bureaux pour les nouvelles administrations ou envahies par les habitants qui ne trouvaient pas encore un logement convenable. La première école primaire de Battambang rouverte fut l'école Svay Por, actuellement « école 2 Thnou » ou du « 2 décembre ». Au début de 1979, dans les écoles de banlieue, les cours se déroulaient sous les arbres, sous les maisons sur pilotis ou dans les monastères. Le département de l'Education coopéra avec les villageois pour construire de nouvelles écoles. Avec la participation des habitants de tous les niveaux et les élèves, plusieurs écoles furent reconstruites. Mes deux grandes sœurs et mes parents qui habitaient dans le village de Wat Tamim, commune d'Ô Dambang I, district de Sangker à environ 4 kilomètres au sud du centre-ville m'ont signalé que le professeur leur demandait souvent d'apporter de chez eux des matériaux pour la construction de l'école par exemple de la paille, des feuilles de cocotier, des bambous etc. On utilisait du charbon de bois pour écrire sur le tableau qui était une planche en bois. Les sacs de ciment en papier furent même collectés dans la rue pour servir de feuilles. Durant les premières années de la RPK, les livres et les crayons furent offerts par le Vietnam.

A l'école primaire, les enseignants faisaient apprendre principalement à compter et à écrire et à lire le khmer.

Il fallut attendre environ deux ans avant que le premier collège ne soit rouvert dans le centre-ville de Battambang. Les adultes et les gens âgés qui souhaitaient faire des études furent chaleureusement accueillis dans l'école complémentaire qui ouvrit ses portes trois ou quatre ans après la déroute des Khmers rouges. Cette école se trouvait dans la rue numéro 2 dans l'école chinoise « Lean Huor » actuel.

Les hommes âgés qui travaillaient à plein temps mais souhaitaient savoir lire et écrire pouvaient assister au cours du soir dans leur village.

Malgré les efforts menés par l'État et les habitants de Battambang, l'enseignement, notamment dans les banlieues et dans la campagne, était souvent interrompu à cause de l'insécurité provoquée par les Khmers rouges et les troupes de résistance. KHUON Chhoeut mentionne que les écoles du district de Ratanakmondol furent souvent incendiées par les Khmers rouges. Lors des bombardements menés par les Khmers rouges au début de 1991, j'avais six ans et j'étais en première année à

l'école primaire. Mon école du village de Wat Tamin fut fermée pendant plusieurs mois. Je dus alors venir temporairement faire mon apprentissage dans le centre-ville à l'école 2 Thnou.

3.3. L'économie

Avant la victoire en 1975, les Khmers rouges avaient prévu la création d'une monnaie « révolutionnaire ». À la réunion des cadres civils et militaires du 20-25 mai 1975 on mit en tête de la déclaration en 8 points l'élimination des marchés et de la monnaie. Des échanges, notamment de nourriture et de médicaments contre de l'or ou des bijoux eurent lieu secrètement entre les habitants, pendant le régime de Khmers rouges.

Malgré son idéologie collectiviste, la RPK desserra l'étreinte totalitaire sur les individus et tantôt réintroduisit tantôt toléra quelques libertés économiques de base. Des échanges reprurent rapidement en recourant au troc de l'or contre du riz.

Les habitants de Battambang racontent qu'à la suite de la défaite des Khmers rouges, ils purent rapidement trouver les marchandises nécessaires, importés clandestinement de la Thaïlande, et vendues sur les marchés du centre-ville et dans les grandes agglomérations tandis que la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande était officiellement fermée.

Dès la réouverture de la frontière thaïlandaise en septembre 1979, la RPK accepta de considérer les échanges avec la Thaïlande comme un élément essentiel pour la renaissance économique du Cambodge. Des centaines de milliers de Cambodgiens s'approvisionnèrent à la frontière, particulièrement à Poipet et à Aranyaprathet où se situait sans doute le plus grand marché en plein air du monde¹³²² et un dépôt central pour les marchandises de Thaïlande. La décision des organisations internationales de distribuer du riz aux réfugiés de la frontière a en outre encouragé ce commerce. Bien que les voies de circulation normales du Cambodge vers l'ouest aient été fermées, les marchandises thaïlandaises pouvaient être souvent transportées à Battambang selon des itinéraires insolites¹³²³. L'activité des marchés de Battambang, de Sisophon et plus loin vers le nord-ouest, du commerce transfrontalier avec la Thaïlande, était très intense¹³²⁴.

¹³²² SHOWCROSS William, *The Quality of Mercy. Cambodia, Holocaust and Modern Conscience*, Apornart Press, Bangkok, 1984, p. 89.

¹³²³ VICKERY Michael, *Kampuchea: Politics, Economics and Society*, p.129.

¹³²⁴ VICKERY Michael, *Cambodia: 1975-1982*, p. 257.

En effet, les marchés de la province de Battambang devinrent des points stratégiques de connexion et de commerce entre la Thaïlande, Phnom Penh et le Vietnam. Le bath thaïlandais devint d'usage très courant pour les échanges dans la province.

Les habitants de Battambang employèrent jusqu'à nos jours le terme « *Ei wan rot pon* » ou « produits clandestins » pour nommer les produits importés de Thaïlande pendant la période de la RPK. Pourtant, le gouvernement de Phnom Penh ne considéra pas ce commerce comme clandestin ou de marché noir. Il n'y eut même aucune tentative pour l'entraver. L'achat et la vente furent librement autorisés jusqu'en 1983 et ne furent même pas taxés¹³²⁵.

Bien que la nouvelle monnaie, le « riel », apparut le 20 mars 1980, était acceptée par la population et utilisée sur les marchés, les salaires payés en riels par le gouvernement étaient trop faibles pour permettre beaucoup d'achats. En effet, l'utilisation du riz, de l'or et du bath thaïlandais était encore très courante dans les échanges de la province de Battambang. L'instabilité du riel cambodgien durant les années 1980 à 1990 permit jusqu'à nos jours au bath thaïlandais d'être la monnaie courante en Battambang tandis que le reste du pays était envahi par le dollar.

¹³²⁵ VICKERY Michael, *Kampuchea: Politics, Economics and Society*, p.129, 317.

CINQUIÈME PARTIE

Battambang de 1991 à nos jours

Chapitre 10

Battambang avant l'intégration totale des Khmers rouges (1991-1998)

À la suite du retrait des militaires vietnamiens du Cambodge en 1989 et de la période menant aux accords de paix de Paris d'octobre 1991, les *Khmers rouges* ont élargi leur domaine de compétence territoriale vers le nord et le nord-ouest du pays notamment dans la région de Pailin¹³²⁶. À Phnom Penh, une transformation eut lieu au sein du parti révolutionnaire du peuple du Kampuchéa. Cinq jours avant la signature de l'accord de paix, le parti changea de nom et de politique. Il se baptisa désormais « Parti du peuple cambodgien » (PPC) et adhéra au système de la démocratie pluraliste, de l'économie de marché et des droits de l'Homme.

Conformément aux accords de Paris, un gouvernement provisoire fut créé à Phnom Penh. Il était composé des représentants des quatre partis qui formèrent un Conseil National Suprême (CNS) présidé par le prince NORODOM Sihanouk, de retour au Cambodge le 14 novembre 1991, après douze années d'exil.

Le 27 novembre, KHIEU Samphân et SON Sen, dirigeants des Khmers rouges et membres du CNS, revinrent également à Phnom Penh. Ils furent menacés lors d'incidents très violents durant une manifestation, laquelle était menée par le PPC selon certaines rumeurs. Ils purent s'échapper après l'intervention de HUN Sen et des troupes stationnées à Phnom Penh.

SON Sann revint à Phnom Penh en décembre 1991 et transforma le FLNPK en Parti libéral démocratique et bouddhiste (PLDB) afin de préparer les élections qui devaient se tenir sous l'égide de l'APRONUC tandis que le FUNCINPEC se transformait en parti politique royaliste présidé par le prince NORODOM Ranariddh.

Le 13 décembre 1991, les dirigeants Khmers rouges se réunirent près de Pailin afin d'évaluer l'application des accords de paix. Le mois de janvier 1992 fut marqué par des violations du cessez-le feu par les Khmers rouges qui causèrent une vingtaine de

¹³²⁶ CARL Grundy-Warr, *Khmer rouge territoriality in pre-and post-election Cambodia*, IBRU Boundary and Security Bulletin, octobre 1994, p. 87-88.

morts¹³²⁷. Ils demandaient que le CNS soit le seul organe légitime et le centre du pouvoir comme les accords de paix le prévoyaient. En réalité le CNS était juste un organe symbolique. Le gouvernement de Phnom Penh aurait dû accorder plus de pouvoir au CNS et à son président, et faire de Phnom Penh un endroit neutre sous la gouvernance du CNS. À la fin du mois de janvier, la mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge (MIPRENUC) fut autorisée par les Khmers rouges à s'installer à Païlin mais elle y disposait d'une liberté très limitée¹³²⁸. Au début de février, les dirigeants des Khmers rouges se réunirent encore une fois à Païlin. POL Pot espérait que les accords de Paris ne seraient pas respectés tandis que KHIEU Samphân exprima les préoccupations des Khmers rouges quant à l'application des grands objectifs du processus de paix. Les Khmers rouges décidèrent finalement de refuser l'accès de la MIPRENUC aux zones sous leur contrôle ainsi que de fournir des cartes des champs de mines et de permettre à la MIPRENUC de survoler leurs zones, ce qui causa le mécontentement du général Michel LORIDON, commandant de la force de la MIPRENUC.

Lors d'une visite à Païlin le 27 février 1992, NORODOM Sihanouk demanda que soient respectés les accords mais SON Sen répondit que la MIPRENUC n'avait qu'un mandat limité et qu'il fallait attendre l'autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC) pour ouvrir l'accès à l'ONU de zones contrôlées par les Khmers rouges. Le conseil de sécurité de l'ONU adopta, le lendemain, le plan de mise en œuvre des accords de Paris précisant que le cessez-le-feu devait être total à partir du 31 mai 1992 et l'élection avoir lieu avant la fin de mai 1993¹³²⁹. Les Khmers rouges décidèrent, le même jour, lors d'un congrès près de Païlin de ne pas appliquer les accords de Paris et lancèrent leurs attaques les plus importantes depuis la signature des accords de Paris.

I. Battambang avant l'élection

1. Les menaces des Khmers rouges

Malgré la signature des accords de Paris, les Khmers rouges ne cessèrent jamais leurs activités de piraterie à l'encontre des habitants, notamment autour du grand lac. Les actes de piraterie augmentèrent même dans la mesure où le transport des

¹³²⁷ JENNAR Raoul M., *Chroniques cambodgiennes 1990-1994*, p. 215.

¹³²⁸ JENNAR Raoul M., *Chroniques cambodgiennes 1990-1994*, p. 215.

¹³²⁹ JENNAR Raoul M., *Chroniques cambodgiennes 1990-1994*, p. 216.

aliments et des munitions de la frontière vers les bases khmères rouges à l'intérieur du pays était de plus en plus difficile. Au début de 1992, les bataillons 302 et 304 de la division 948 des Khmers rouges basés dans le district d'Ek Phnom commencèrent même la perception de taxes sur la récolte de paddy à raison d'un sac par hectare¹³³⁰.

Le 30 mars 1992, eut lieu le premier rapatriement de réfugiés prévu par les accords de paix de Paris. 526 réfugiés du camp de Site 2 furent déplacés vers le centre de réception de Sisophon avant d'être dispersés dans le pays. Les deuxième et troisième trimestres de l'année 1992 et le premier trimestre de 1993 furent marqués par la fermeture de certains camps de réfugiés Site K (Khmers rouges) et Sok San (FNLPK) le 2 octobre, Ô Trav (Khmers rouges) le 19 octobre, site B (FUNCINPEC) le 29 décembre et site 8 (Khmers rouges) le 22 janvier etc.¹³³¹. Soixante pour cent des rapatriés choisirent de s'installer dans la province de Battambang et Banteay Meanchey¹³³². La fermeture des camps et les rapatriements s'accompagnèrent du transfert au gouvernement de Phnom Penh des aides humanitaires jusque-là gérées par les Khmers rouges.

Les Khmers rouges continuaient cependant de bénéficier du commerce transfrontalier avec la Thaïlande en particulier de celui des pierres précieuses et du bois. Ils lancèrent régulièrement des attaques au nord-ouest et au nord du pays dans plusieurs provinces : les 5-6 mai 1992 à Kampong Thom, le 30 mai à Pailin, les 14-16 juillet à Preah Vihear etc.

À la fin de 1992, les Khmers rouges organisèrent une offensive puissante pour déplacer la ligne de front dans le district de Bovel, précipitant la fuite de milliers de villageois¹³³³. Même après la fin de cette offensive, les combats et les guérillas se poursuivirent.

Au mois de décembre, des militaires de l'APRONUC furent à plusieurs reprises capturés par les Khmers rouges puis relâchés le lendemain. Le 22 décembre, le conseil de sécurité de l'ONU condamna ces actions. Le même jour, les combats menés par les Khmers rouges redoublèrent d'intensité dans le nord-ouest du pays¹³³⁴.

¹³³⁰ ASHLEY David, *The Nature and causes of human rights violations in Battambang province, Propaganda, politics and violence in Cambodia: Democratic transition under United Nations Peace-keeping*, An East Gate Books, Routledge, USA, 1996, p. 180.

¹³³¹ JENNAR Raoul M., *Chroniques cambodgiennes 1990-1994*, p. 221-223.

¹³³² HENSENGERTH Olivier, *Transition of Cambodia: War and peace, 1954 to the present*, Université Duisburg Essen, octobre 2008, p.38.

¹³³³ ASHLEY David, *op.cit.*, p. 162.

¹³³⁴ JENNAR Raoul Marc, *Chroniques cambodgiennes 1990-1994*, p. 217-222.

Les Khmers rouges ne s'étaient pas fait enregistrer comme parti politique le 28 janvier 1993, dernier délai pour le faire. Ils considéraient que les élections étaient « un complot occidental pour les éliminer et une farce destinée à légitimer le gouvernement de l'État du Cambodge »¹³³⁵. Dès lors, la stratégie de base et la tactique des Khmers rouges opérant dans les zones de Battambang n'étaient pas très différentes de celles qu'ils avaient utilisées durant les années antérieures aux accords de Paris. Les confrontations d'artillerie dans les districts de Bovel et Ratanakmondol ont continué plus ou moins régulièrement. Dans le district de Maung Russey, les guérillas contre les autorités locales, au niveau du village, de la commune ou parfois du district étaient intenses. L'activité de guérilla affecta aussi les districts de Sangker et Ek Phnom et toucha même occasionnellement la ville de Battambang. Par exemple, pendant la nuit du 12 mars 1993, les Khmers rouges kidnappèrent autant de fonctionnaires qu'ils purent trouver dans la commune de Tapon dans le district de Sangker, située près du Grand lac. Le 4 avril, une quarantaine de Khmers rouges de la division 36 bloquèrent la route nationale n° 5 et arrêtèrent tous les passagers. Les civils furent libérés mais quatre hommes présentés comme des militaires ou des policiers, furent emmenés ligotés vers la zone contrôlée par les Khmers rouges. Le destin de ces officiers est incertain mais selon une déclaration de Phnom Penh, au moins un d'entre eux aurait été tué. Le 5 mai, deux semaines avant l'élection, une centaine de Khmers rouges de la même division attaqua un train au sud de Maung Russey. Après avoir arrêté le train avec une mine anti-personnelle, ils tirèrent des grenades propulsées puis mitraillèrent sans discernement à l'arme automatique l'intérieur des wagons faisant au moins 19 tués et 80 blessés parmi les voyageurs¹³³⁶.

Le 1^{er} février, les troupes de l'Etat du Cambodge tentèrent de prendre Païlin, mais leur action fut arrêtée sur ordre de HUN Sen à la suite de fortes pressions de l'APRONUC.

2. Les violences et l'élection

En dehors des menaces incessantes des Khmers rouges et de l'insécurité provoquée par des inconnus, Battambang était une des provinces les plus touchées¹³³⁷

¹³³⁵ JENNAR Raoul Marc, *Chroniques cambodgiennes 1990-1994*, p. 223.

¹³³⁶ ASHLEY David, *op.cit.*, p. 162-165.

JENNAR Raoul M., *Chroniques cambodgiennes 1990-1994*, p. 225.

¹³³⁷ Une autre province qui subissait autant de violences était Siem Reap.

par les violences physiques contre les partis de l'opposition, FUNCINPEC et PDLB¹³³⁸. Dès la mi-avril 1992, presque deux mois après la fixation de la date de l'élection au Cambodge par l'ONU, on remarquait que les activistes des partis d'opposition étaient sérieusement surveillés par le PPC. En général, il leur fut gentiment demandé d'arrêter leurs activités et d'intégrer le PPC. Mais quand cela ne suffisait pas, les pressions s'accroissaient. S'ils refusaient encore, ils risquaient d'être éliminés¹³³⁹. D'un jour à l'autre, les violences se firent de plus en plus intenses. Entre novembre 1992 et janvier 1993, plusieurs attaques à la grenade et des tirs devant les locaux des partis d'opposition, dans tous les districts de la province de Battambang, firent trois morts dont un garçon de 12 ans¹³⁴⁰.

Lorsque le bureau du procureur spécial a été mis en place en janvier 1993, le responsable de l'APRONUC, Yasushi AKASHI aurait pu utiliser ses pouvoirs pour déplacer UNG Sami, neveu de Chea Sim¹³⁴¹, de son poste de chef de l'administration de la province. L'APRONUC révéla qu'il y avait des preuves d'implication d'UNG Sami dans une série d'attaques contre les partis d'opposition dans la province. Cependant, un porte-parole du gouvernement de Phnom Penh, en réponse à cette menace, déclara que si l'APRONUC insistait dans ses accusations contre UNG Sami, il devait aussi demander la démission du Premier ministre HUN Sen et le gouvernement de l'Etat du Cambodge ne coopérerait plus avec l'APRONUC¹³⁴². Le 18 janvier 1993, NORODOM Ranariddh mit en cause HUN Sen, CHEA Sim et UNG Sami et organisa une marche de protestation des familles des victimes de violences politiques¹³⁴³. Vers la même époque, l'APRONUC a également commencé à déployer sa propre police, homologue de la police de l'Etat du Cambodge, autour des bureaux des partis politiques considérés comme particulièrement à risque¹³⁴⁴, telles que ceux de FUNCINPEC et ceux du Parti libéral démocratique et bouddhiste de Son Sann.

Dès lors, les vagues de panique et de violence diminuèrent quelque peu. Elles reprirent lors de la campagne électorale officielle et immédiatement après le vote lorsque la popularité du FUNCINPEC avait été clairement démontrée. Au moins six activistes du parti de l'opposition furent assassinés dans la province.

¹³³⁸ ASHLEY David, *op.cit.*, p. 169.

¹³³⁹ ASHLEY David, *op.cit.*, p. 168-172.

¹³⁴⁰ ASHLEY David, *op.cit.*, p. 170, 181.

¹³⁴¹ Chea Sim était Président de l'Assemblée nationale de 1981 à 1998 (vice-président de juin à octobre 1993) et chef de l'Etat par intérim (avril 1992-juin 1993).

¹³⁴² The Phnom Penh Post, 15-28 janvier 1993, p. 6.

¹³⁴³ JENNAR Raoul Marc, *Chroniques cambodgiennes 1990-1994*, p. 223.

¹³⁴⁴ ASHLEY David, *op.cit.*, p. 170, 181.

Plusieurs facteurs ont été évoqués pour expliquer cette recrudescence de violence propre à Battambang.

Le premier est lié à l'histoire de la province et aux activités des Khmers rouges déjà décrites. Dans les années 1990 mais aussi auparavant, les habitants étaient soumis à des niveaux élevés de violence. À la suite de cette histoire et de la décision des Khmers rouges de ne pas procéder à un désarmement, l'armée gouvernementale a continué à être l'organe de l'Etat le plus puissant dans la province et à posséder un soutien politique illimité aux niveaux provincial et central. À Battambang, à la différence d'autres provinces du Cambodge, les FARC (Forces armées royales du Cambodge) plutôt que la police ou l'administration, était le responsable principal de la sécurité politique. La combinaison d'un niveau élevé d'activité militaire, une histoire de conflit politique violent, la présence d'armées extrêmement puissantes et une administration dirigée par un officier supérieur permettent d'expliquer pourquoi la province de Battambang a connu plus de violences physiques contre les partis de l'opposition que les autres régions¹³⁴⁵.

Le deuxième facteur était de nature politique. La violence constituait le moyen de fortifier un système de pouvoir monopolistique menacé par la libéralisation économique de la fin des années 1980 et la libéralisation politique qui avait commencé à toucher les provinces environ un an après les accords de Paris. Avant la fin de 1992, les libertés d'information, d'expression et d'association étaient strictement contrôlées. La population connaissait les limites à ne pas franchir en politique et très peu cherchait à les contester. La violence politique était quasiment absente. Mais, l'histoire des activités d'opposition, la proximité avec la Thaïlande et les conséquences de l'ouverture aux idées et au commerce extérieur ainsi que les activités légitimes des partis d'opposition qui s'accroissent rapidement dans la province de Battambang dès septembre rendent difficile un quelconque contrôle par le PPC au pouvoir. Par exemple, c'est dans la ville de Battambang et le district de Sangker où l'activité légale de l'opposition était dynamique que la violence était la plus forte¹³⁴⁶.

En troisième lieu, Battambang élisait 8 députés sur les 120 qui siégeaient à l'Assemblée nationale. Le grand nombre de réfugiés rapatriés qui s'installèrent à Battambang soutenaient plutôt les partis d'opposition avec lesquels ils avaient noué de très proches relations dans les camps de réfugiés de la frontière khméro-thaïlandaise.

¹³⁴⁵ ASHLEY David, *op.cit.*, p. 169.

¹³⁴⁶ *Ibid.*

Cependant, l'APRONUC ne put jamais obtenir l'accès à quelque document interne du PPC dans la province de Battambang. On ne put pas savoir comment les actes de violence politique avaient été organisés. Dans de nombreux cas, les auteurs ne purent être identifiés. Et les pressions de l'APRONUC sur le PPC, seul au pouvoir, étaient quasiment sans effet.

II. Battambang et la rivalité entre PPC et FUNCINPEC (1993-1998)

En dépit du climat de violence politique et des menaces des Khmers rouges, 89,56% des électeurs enregistrés votèrent massivement du 23 au 25 mai 1993. Malgré sa prédominance militaire, administrative et policière, le PPC n'arriva qu'en deuxième position avec 38,2% des voix et 51 sièges à l'Assemblée tandis que le FUNCINPEC obtenait 45,7% des voix et 58 sièges, le parti démocratique libéral bouddhique (PDLB) de SON Sann 3,81% et 10 sièges et le MOULINAKA 1,37% et 1 siège. Les Khmers rouges reconnurent rapidement le résultat tandis que HUN Sen le refusa dénonçant la fraude électorale et la perfidie de l'APRONUC. Très réticent, HUN Sen accepta cependant la formation d'un gouvernement provisoire présidé par NORODOM Sihanouk. Le 24 septembre 1993, l'Assemblée décida de rétablir la monarchie. NORODOM Sihanouk redevint donc roi du Cambodge. Après de subtiles négociations, NORODOM Ranariddh accepta d'être premier Premier ministre et HUN Sen deuxième Premier ministre. Toute l'administration fut doublonnée.

Les Khmers rouges qui n'avaient pas de postes dans l'administration continuèrent de provoquer des incidents dans le pays. Le 14 octobre, ils firent ainsi sauter quatre ponts sur la route nationale n° 5¹³⁴⁷.

Dans la province de Battambang, le FUNCINPEC obtint la majorité. Des 8 sièges dévolus à la province, le FUNCINPEC en obtint 4, le PPC 3 et le PLDB 1¹³⁴⁸. Pourtant, UNG Sami conserva sa position de gouverneur.

Lors du retrait de l'APRONUC du Cambodge vers la fin de novembre 1993, les Khmers rouges disposaient de 15.000 hommes. Ils contrôlaient près du sixième du pays dans les régions nord et nord-ouest dont une partie de l'ouest de la province de Battambang. Ils y avaient conclu des accords rentables d'exploitation du bois et des

¹³⁴⁷ JENNAR Raoul Marc, *Chroniques cambodgiennes 1990-1994*, p.483.

¹³⁴⁸ JENNAR Raoul Marc, *Chroniques cambodgiennes 1990-1994*, p.475.

pierres précieuses avec des entrepreneurs thaïlandais. Les Khmers rouges disposaient d'armes achetées à des chefs militaires thaïlandais locaux¹³⁴⁹.

Au début de 1994, Phnom Penh lança des offensives contre les Khmers rouges à la fois sur Anlong Vêng, une de leurs bases logistiques et quartier général de *Ta Mok*, commandant en chef des troupes khmères rouges, et sur Païlin, centre principal des revenus des Khmers rouges contrôlé par un ancien vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Kampuchéa démocratique, le dirigeant numéro trois, IENG Sary. Au début du mois de février, les soldats gouvernementaux réussirent à prendre Anlong Vêng. *Ta Mok* et ses troupes se retirèrent à Trapeang Kul, non loin du lieu où se rencontrent les frontières de la Thaïlande, du Cambodge et du Lao et le 24 février, elles reprirent Anlong Vêng.

Vers la mi-mars, les troupes gouvernementales s'emparèrent de Païlin¹³⁵⁰. Avec 3.000 soldats, IENG Sary reprit Païlin le 19 avril. Durant cette contre-attaque, les soldats de IENG Sary voulurent pousser leur avantage et prendre la ville de Battambang. Ils réussirent à repousser l'armée royale cambodgienne au long de la route 10¹³⁵¹, menant à Phnom Sampeuv près de la périphérie de la ville de Battambang, prenant Trèng, s'emparant de la base logistique de l'armée gouvernementale pour tout le district de Ratanakmondol et menaçant donc le centre-ville de Battambang. Les Khmers rouges occupèrent ainsi une zone qui était restée hors de leur contrôle militaire depuis les 15 ans qu'ils avaient été chassés du pouvoir par les Vietnamiens. Plus au nord, ils attaquèrent et terrorisèrent indistinctement les villages, causant le déplacement de plus de 60.000 personnes¹³⁵². Le gouverneur de la province, des dizaines d'officiers et certains habitants s'enfuirent vers Phnom Penh¹³⁵³. Les autres ainsi que les citadins se mirent à réparer ou reconstruire les tranchées qui avaient été comblées de terre ou utilisées comme espaces de stockage.

À la fin du mois d'avril, une « marche pour la paix » vers Païlin fut organisée par les moines bouddhiques. Durant un échange de tirs entre les soldats gouvernementaux et les Khmers rouges, un moine et une nonne furent tués. Les Khmers

¹³⁴⁹ RICHER Philippe, *Le Cambodge de 1945 à nos jours*, Science Po. Les presses, 2^e édition, Paris, 2009, p. 99.

¹³⁵⁰ BÉRÉZIAT Gilbert, *Cambodge 1945-2005: soixante années d'hypocrisie des grands*, l'Harmattan, Paris, 2009, p.241-242.

¹³⁵¹ Actuellement route nationale n° 57.

¹³⁵² ROWLEY Kelvin, *Second Life, second Death: the Khmer rouge after 1978*, Swinburne University of Technology, p. 215 ; JENNAR Raoul Marc, *Chroniques cambodgiennes 1990-1994*, p. 486.

¹³⁵³ CARL Grundy-Warr, "Khmer rouge Territoriality in pre-and post-Election Cambodia", *IBRU Boundary and Security Bulletin*, octobre 1994, p. 91.

rouges capturèrent six Occidentaux et trois Cambodgiens qui furent libérés six heures plus tard¹³⁵⁴.

Ce succès des Khmers rouges, même provisoire et fragile, poussa le gouvernement de Phnom Penh à accuser la Thaïlande d'avoir accordé des facilités aux Khmers rouges¹³⁵⁵.

Phnom Penh tenta de négocier avec les Khmers rouges mais ces derniers refusèrent. Le 7 juillet 1994, l'Assemblée nationale décida de les mettre hors-la-loi et de leur interdire toute forme de participation au gouvernement. Cette loi prévoyait d'offrir une période d'amnistie de six mois aux soldats khmers rouges de rang inférieur qui décidaient de quitter leur vie de guérillero. Elle autorisa aussi le roi à accorder l'amnistie à tout membre khmer rouge à tout moment¹³⁵⁶. La nouvelle loi poussa des milliers de khmers rouges à désertir. Quand ceux-ci augmentèrent en nombre, les troupes des khmers rouges fidèles redoublèrent de violence : massacre de travailleurs du bois, de certains étrangers et attaques des postes militaires gouvernementaux, etc.¹³⁵⁷.

Au début de 1996, POL Pot tenta une reprise en main idéologique et un retour au collectivisme provoquant un fort mécontentement chez certains cadres khmers rouges. Divisés après l'élection¹³⁵⁸, plusieurs chefs d'unité étaient prêts à négocier avec le gouvernement¹³⁵⁹. Ce fut l'occasion pour le FUNCINPEC et le PPC d'attirer certains d'entre eux et de lancer une négociation avec des chefs khmers rouges. Le prince NORODOM Ranariddh, Premier ministre et chef du FUNCINPEC, désigna TEA Chamrath, co-ministre de la Défense, HO Sok, secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur, SEREY Kosal, vice-gouverneur de la province de Battambang et le général NHIEK Bun Chhay, vice-chef d'état-major de l'armée royale du FUNCINPEC. À partir de juin, ils négocièrent avec Sun Su, le commandant de la 519^e division khmère rouge basée dans la province de Banteay Meanchey, et entreprirent d'intenses discussions avec les officiers supérieurs khmers rouges les plus importants : Y Chhean, le commandant de la 415^e division basée à Païlin, et SOK Pheap, le commandant de la

¹³⁵⁴ JENNAR Raoul M., *Chroniques...*, op.cit., p. 486.

¹³⁵⁵ *Ibid.* ; RICHER Philippe, *Le Cambodge de 1945 à nos jours*. Des chefs militaires thaïlandais locaux n'hésitaient pas à vendre des armes aux Khmers rouges qui disposaient des revenus procurés par la vente des pierres précieuses et le trafic de bois à grande échelle avec des sociétés thaïlandaises.

¹³⁵⁶ CARL Grundy-Warr, *Khmer rouge territoriality in pre-and post-election Cambodia*, IBRU Boundary and Security Bulletin, octobre 1994, p. 90.

¹³⁵⁷ CHANDLER David, *A History of Cambodia* (version khmère), p. 262.

¹³⁵⁸ *Ibid.*

¹³⁵⁹ JENNAR Raoul Marc, *Trente ans depuis POL Pot*, p.127.

division 450 basée à Malai¹³⁶⁰. Cette mission secrète ne réussit pas totalement, Y Chhean ayant conclu un accord avec le PPC lors d'une rencontre avec Tea Banh, co-ministre de la Défense du côté PPC, le 15 juin 1996 à Rayon en Thaïlande¹³⁶¹.

Considérant les visées autonomistes de IENG Sary, le haut commandement khmer rouge tenta de réorganiser son dispositif militaire. Ta Mok devait rester le maître du secteur nord tandis que la zone ouest devait être divisée en deux secteurs : le premier, le plus au nord, incluant Phnom Malai serait sous le commandement de NY Korn et le second plus au sud couvrant Païlin et Koh Kong serait placé sous le contrôle de NUON Chea¹³⁶². La base d'Anlong Veng intensifia ses efforts pour reprendre le contrôle de Païlin¹³⁶³. Lorsque IENG Sary refusa, POL Pot déclara via la radio khmère rouge le 7 août 1996 que IENG Sary était vendu à l'Alliance (la France, l'Australie, les Etats-Unis) et au Vietnam. La radio ajoutait que IENG Sary devait être sévèrement puni parce qu'il était, en réalité, un traître à la nation¹³⁶⁴.

IENG Sary parvint à convaincre Y Chhean et SOK Pheap de ne pas obéir à POL Pot et de ne pas rallier les forces gouvernementales. Il créa alors une troisième force politique, le Mouvement national d'union démocratique (MNUD), conservant ainsi Païlin comme un territoire autonome.

Selon Raoul JENNAR « *HUN Sen, averti des approches du FUNCINPEC et ayant lui-même conclu un accord avec Y Chhean, perçoit immédiatement un double danger. Une région autonome conforterait la partition du pays et priverait l'État des richesses naturelles qu'elle contient. Une coalition NORODOM Ranariddh-SAM Rainsy-IENG Sary pourrait renvoyer le PPC dans l'opposition. Il lui faut tout à la fois éviter de contrarier la formidable partition des Khmers rouges qui se prépare et les ralliements possibles, ce qui interdit tout rejet d'IENG Sary, mais en même temps empêcher la réalisation du projet de troisième force politique autonome et décourager la formation d'une coalition anti-PPC* »¹³⁶⁵.

HUN Sen rétablit le dialogue interrompu depuis mars 1996 avec NORODOM Ranariddh et aboutit à un nouveau règlement : « *les négociations avec les Khmers*

¹³⁶⁰ *Ibid.*

¹³⁶¹ *Ibid.* et p. 183.

¹³⁶² BÉRÉZIAT Gilbert, *op. cit.*, p.242.

¹³⁶³ ROWLEY Kelvin, *op. cit.*, p. 215.

¹³⁶⁴ *Ibid.*

¹³⁶⁵ JENNAR Raoul Marc, *Trente ans depuis POL Pot*, p.128.

rouges de l'ouest cambodgien sont couvertes par un accord gouvernemental, même si, sur le terrain, elles sont conduites par les deux grands partis »¹³⁶⁶.

NORODOM Ranariddh viola le nouveau règlement et rencontra IENG Sary secrètement¹³⁶⁷. En août 1996, IENG Sary et ses 3.000 partisans basés à Pailin et à Phnom Malai, se soumirent. IENG Sary fut amnistié par le roi à la demande conjointe des deux Premiers ministres. Il fut autorisé à s'installer à Pailin avec ses milliers de partisans¹³⁶⁸. Ce ralliement fut annoncé officiellement lors d'une conférence de presse du 9 septembre 1996¹³⁶⁹.

À la fin du mois de septembre, NUON Chea et SON Sen ordonnèrent à NY Korn, commandant du front 250 composé de 4 divisions basées entre Phnom Malai et Pailin, à Ta Muth¹³⁷⁰, commandant d'une division basée à Samlaut, et IEM Phan, chef de guérilla à Samlaut d'attaquer simultanément Pailin¹³⁷¹. Y Chhean, chef militaire de Pailin, informé de ce projet, envoya rapidement des troupes pour s'assurer de Samlaut et couper les communications radio de Ta Muth et NY Korn¹³⁷². Après une courte offensive, NY Korn et IEM Phan furent capturés tandis que NUON Chea et SON Sen s'enfuyaient en Thaïlande, protégés par une entreprise forestière thaïlandaise depuis longtemps associée aux Khmers rouges¹³⁷³. Pendant ce temps, les troupes de Ta Muth s'approchèrent de Pailin. Faute de nourriture, mal équipées, mal planifiées et sans contact radio pour savoir ce qui se passait, ces soldats furent finalement capturés et emprisonnés à Pailin¹³⁷⁴. En octobre, Ta Muth s'enfuit vers le nord et rejoignit le front 250 entre Malai et Pailin. Lorsqu'IEM Phan a promis de rallier avec IENG Sary, il fut

¹³⁶⁶ *Ibid.*

¹³⁶⁷ *Ibid.*

¹³⁶⁸ CHANDLER David, *A History...*, p. 263.

¹³⁶⁹ ROWLEY Kelvin, *op. cit.*, p. 216.

¹³⁷⁰ *The Phnom Penh Post*, « The Tas take sides: Ta Muth fights on... », 24 octobre 1999. KHE Muth ou MEAS Muth ou Ta Muth était le beau-fils de Ta Mok. En 1973, il était secrétaire du parti communiste du Kampuchéa dans sa région natale, district de Tram Kak, province de Takeo, région idéologiquement avancée. Il fut promu secrétaire adjoint de l'une des régions de la zone, et commandant de l'armée de guérilla de la zone sud-ouest, Division 3. La division dirigée par Ta Muth a été l'une de celles qui s'était avancée vers l'aéroport de Pochentong lors de la prise de Phnom Penh en avril 1975. Immédiatement après la chute de Phnom Penh, Ta Muth a été envoyé à Kampong Som et nommé commandant de la Marine démocratique du Kampuchéa. Après la mort de sa femme, Khom, en 1977 qui l'avait remplacé comme secrétaire de Tram Kak, Ta Muth devint en même temps commandant de la Division 3 de la zone sud-ouest et de la Marine et aussi secrétaire de Kampong Som. Les déplacements de Ta Muth après l'invasion vietnamienne en 1979 sont incertains mais finalement il a fini à Samlaut. À un moment donné, ses fonctions comprenaient le transport des fonds provenant de l'exploitation forestière et des pierres précieuses vers les banques thaïlandaises à Chanthaburi et Aranyaprathet. Il a été rétrogradé en 1992 pour corruption, et, apparemment, n'a pas exercé de fonction officielle depuis.

¹³⁷¹ *Ibid.* ; JENNAR Raoul Marc, *Trente ans depuis POL Pot*, p. 128-129.

¹³⁷² *The Phnom Penh Post*, 24 octobre 1997, art. cit.

¹³⁷³ JENNAR Raoul Marc, *Trente ans depuis POL Pot*, p. 128-129.

¹³⁷⁴ *The Phnom Penh Post*, art. cit.

autorisé à revenir pour négocier le ralliement avec ses camarades dans Samlaut. Mais IEM Phan ne l'a pas fait et a rompu avec IENG Sary¹³⁷⁵.

Fin octobre 1996, Y Chhean et SOK Pheap tentèrent de désarmer les fronts 250 et 909 de NY Korn, Ta Muth et IEM Phan mais ils échouèrent. Y Chhean et SOK Pheap se rendirent alors à Phnom Penh et firent acte d'allégeance à NORODOM Ranariddh¹³⁷⁶. Vu le rapprochement entre Païlin et le FUNCINPEC, les commandants des fronts 250 et 909, introduits par KEO Pong, se préparèrent quant à eux à un autre ralliement cette fois en direction du PPC¹³⁷⁷ en se rendant à Phnom Penh pour rencontrer HUN Sen. Les chefs de ces derniers fronts annoncèrent qu'ils avaient refusé d'adhérer au MNUD de IENG Sary et qu'ils apportaient leur appui au PPC¹³⁷⁸. Ils demandèrent l'intégration immédiate de leurs troupes dans les FARC. Le 2 novembre, eut lieu la cérémonie de ralliement des fronts 250 et 909. IEM Phan et Ta Muth furent nommés commandants de division de l'armée royale du Cambodge à Samlaut¹³⁷⁹.

Le même jour, HUN Sen condamna IENG Sary et « les mauvais politiciens » qui avaient retardé l'intégration des troupes du MNUD dans les FARC et encouragé le MNUD à marchander avec le gouvernement comme s'ils voulaient créer « une armée et une police tripartite ou quadripartite »¹³⁸⁰. IENG Sary répondit rapidement et donna son accord à l'intégration des divisions 415 et 450 du MNUD ; celles-ci furent intégrées aux FARC, les 6 et 7 novembre¹³⁸¹. Le même mois, toutes les unités des Khmers rouges basées de Samrong à Koh Kong rallièrent le gouvernement de Phnom Penh¹³⁸². Les troubles causés par les Khmers rouges dans la province de Battambang depuis la chute du régime du Kampuchea démocratique cessèrent.

¹³⁷⁵ *The Phnom Penh Post*, 10 octobre 1997, "The tangled roots of the Samlot rebellion".

¹³⁷⁶ JENNAR Raoul Marc, *Trente ans depuis POL Pot*, p. 129.

¹³⁷⁷ *The Phnom Penh Post*, 10 octobre 1997, "The tangled roots of the Samlot rebellion".

¹³⁷⁸ JENNAR Raoul Marc, *Trente ans depuis POL Pot*, p. 129.

¹³⁷⁹ *The Cambodia Daily*, 9 février 1999, "Samlaut defectors welcomed once again" ; *The Phnom Penh Post*, 26 septembre 1997, « Samlaut erupts, refugees flee ».

¹³⁸⁰ JENNAR Raoul Marc, *Trente ans depuis POL Pot*, p. 128-129. Le projet d'une armée ou gouvernement quadripartite associant les Khmers rouges, le FUNCINPEC, le FNLPK et le PPC était une vieille idée de NORODOM Sihanouk qui a toujours considéré que c'était la seule formule de paix possible.

¹³⁸¹ JENNAR Raoul Marc, *Trente ans depuis POL Pot*, p. 128-129.

¹³⁸² *Ibid.*, p. 129-130.

1. Samlaut : enjeu des rivalités

Alors que les combats entre les Khmers rouges et les troupes gouvernementales dans la province de Battambang avaient cessé, les violences à l'intérieur des FARC entre les partisans du PPC et ceux du FUNCINPEC commencèrent.

Dès le ralliement de la dernière faction des Khmers rouges en novembre 1996, les affrontements au sein des FARC se traduisirent par plusieurs petits incidents dans la province de Battambang. Au mois de décembre 1996, les tensions entre les deux parties s'intensifièrent avec l'annulation d'une visite du premier Premier ministre, NORODOM Ranariddh prévue le 23 décembre 1996, suite au refus des commandants pro-PPC de la province d'assurer sa sécurité.

À Samlaut, *Ta Muth* et IEM Phan qui avaient rallié le PPC ne lui restèrent pas fidèles très longtemps. Ils devinrent un des enjeux principaux de la compétition entre le FUNCINPEC et le PPC. Selon IENG Sary, ces deux personnages restaient liés aux Khmers rouges non ralliés d'Anlong Vég, notamment *Ta Muth*, beau-fils de *Ta Mok*¹³⁸³. Leur ralliement au PPC se serait expliqué par leur volonté de continuer à occuper légalement Samlaut où ils s'enrichissaient grâce aux concessions forestières accordées aux entreprises thaïlandaises. Mais dès leur ralliement, le gouvernement, plutôt les autorités pro-PPC, avait saisi une grande partie du magot de IEM Phan, ne laissant à ce dernier que trop peu¹³⁸⁴. Il prétendit même que le gouvernement de Phnom Penh avait saisi tout l'argent soit 750 millions de bahts en espèces, l'équivalent de 22 millions de dollars, provenant des concessions d'exploitation forestière¹³⁸⁵.

Selon PHAN Sophal, chef du district de Samlaut, cité par IEM Phan lui-même, les compagnies de bois thaïlandaises avaient payé 170 millions de bath (environ 5 millions de dollars) à l'unité 909 pour l'année 1997. Les autorités pro-PPC du district auraient pris cet agent et auraient donné une somme de 10.000 bath (400 dollars) à chaque famille pour que les villageois aident à couper le bois dans leur section¹³⁸⁶. Mais les anciens cadres khmers rouges de Samlaut présentent une autre version¹³⁸⁷. Les

¹³⁸³ On ne peut pas prouver qu'il ait gardé le contact avec son premier beau-père, *Ta Mok*, après qu'il s'est remarié – un an après la mort de sa femme. On a peu entendu parler de *Ta Muth* jusqu'à la scission de Pailin par IENG Sary en 1996. *The Phnom Penh Post*, « The Tas take sides: *Ta Muth* fights on... », 24 octobre 1999.

¹³⁸⁴ *The Phnom Penh Post*, 10 octobre 1997, The tangled roots of the Samlaut rebellion.

¹³⁸⁵ Bangkok Post, 11 décembre 1997.

The Phnom Penh Post, 10 octobre 1997, The tangled roots of the Samlaut rebellion.

¹³⁸⁶ *The Phnom Penh Post*, 10 octobre 1997: The tangled roots of the Samlaut rebellion.

¹³⁸⁷ Ce sont des Khmers rouges qui avaient décidé de quitter Samlaut et basaient à la maison de SEREY Kosal, vice-gouverneur du FUNCINPEC de la province de Battambang, en février 1997.

autorités pro-PPC de la région de Samlaut auraient forcé les villageois à rejoindre le PPC et auraient fourni 10.000 baths (400 dollars) aux familles qui soutenaient le PPC, prélevés sur les bénéfices de l'exploitation forestière. Environ 20% des familles refusèrent cet argent¹³⁸⁸. Alors, les autorités les considérèrent comme des opposants.

Les anciens cadres khmers rouges ajoutèrent encore que le 2 janvier 1997 la décision d'exécuter les dirigeants d'opposition avait été prise. En tout cas, le PPC accusa les opposants de Samlaut d'être alignés sur ceux de la base d'Anlong Veng qui étaient encore fidèles à POL Pot et qui voulaient reprendre la région de Samlaut¹³⁸⁹. Environ 200 Khmers rouges de Samlaut s'enfuirent dans la forêt et vers le centre-ville de Battambang où ils furent accueillis par SEREY Kosal, vice-gouverneur du FUNCINPEC de la province de Battambang¹³⁹⁰.

Le 9 février, sept camions grumiers selon HUL Savoan, commandant militaire du PPC de la province de Battambang¹³⁹¹, transportèrent environ 200 soldats armés, fidèles au PPC, dans la direction de Samlaut. Les soldats affirmèrent qu'ils n'étaient là que pour transporter des grumes, construire une route à Samlaut et aider ses habitants¹³⁹². Lorsque les « opposants » au PPC dans la région de Samlaut furent menacés par la pression des autorités locales pro-PPC, SEREY Kosal, pour attirer l'attention et le soutien des opposants au PPC, prétendit que le déplacement des troupes vers Samlaut n'avait pas été autorisé. Il ordonna ainsi aux troupes qui lui étaient restées fidèles de s'opposer à ce déplacement dans le district de Maung Russey. Il précisa aux soldats qu'ils ne seraient pas autorisés à revenir s'ils décidaient de continuer vers Samlaut¹³⁹³. Lorsque SEREY Kosal fit confisquer les camions et désarmer les soldats, les combats débutèrent.

Plus de 500 soldats de l'ancien FNLPK dits « khmers bleus », ralliés au FUNCINPEC, qui étaient basés à Thmar Puok et Nimith dans la province limitrophe de Banteay Meanchey, se déplacèrent à 100 kilomètres au sud pour prendre leurs positions dans le nord de Battambang et ainsi apporter un soutien aux soldats de SEREY Kosal. Cela poussa le gouvernement à fermer la route nationale n° 5 le 14 février¹³⁹⁴. Les

¹³⁸⁸ The Phnom Penh Post, 21 février 1997: Factional fighting jolts the northwest.

¹³⁸⁹ The Phnom Penh Post, 21 février 1997, "Factional fighting jolts the northwest".

¹³⁹⁰ Ibid. La maison de SEREY Kosal, située au centre-ville de Battambang, constituait un siège militaire gardée par un transporteur de troupes blindé, des mitrailleuses, près de 60 partisans de FUNCINPEC et les anciens soldats khmers rouges de Samlaut.

¹³⁹¹ Ibid.

¹³⁹² Ibid.

¹³⁹³ Ibid.

¹³⁹⁴ Ibid.

communes de Phnom Thippedey et Koas Kralor du district de Maung Russey, devinrent des champs de bataille. Le même jour, les tensions dans la ville de Battambang atteignirent un sommet quand 20 à 30 policiers FUNCINPEC prirent le bureau central de la police de Battambang, tirant dans la cour de la police et confisquant des armes. Une confrontation majeure fut évitée car il y avait peu de policiers du PPC dans l'enceinte du bureau¹³⁹⁵.

Selon IM Chu, policier de la province de Battambang, « au début, seuls les chefs de police étaient divisés, mais après cet incident, les policiers de rangs inférieurs se divisèrent selon les lignes politiques »¹³⁹⁶.

Le nombre de personnes tuées ou blessées dans les combats est inconnu mais SEREY Kosal et VORN Chhun Ly, chef de la police de la province de Battambang, affirmèrent que 10 de leurs soldats furent tués¹³⁹⁷ mais certains n'avaient pas été tués dans la bataille. Quatre soldats faisant partie d'une unité dirigée par un officier PPC dans le district de Ratanakmondol, furent abattus sur la route nationale n°10 (route 57 actuelle) lors de leur retour à la base de Sdao en moto. Le major KEO Panharith a été tué sur la route de *phnom Thippedey*¹³⁹⁸. Pour SEREY Kosal, il s'agissait d'assassinats. Il demanda à Phnom Penh qu'on arrête les auteurs de ces crimes¹³⁹⁹. Le commandant militaire PPC de la province, HUL Savoan a prétendu qu'il n'avait pas ordonné à ses troupes d'attaquer les soldats du FUNCINPEC et que « les milices locales avaient lancé leur propre action »¹⁴⁰⁰. Il accusa les soldats du FUNCINPEC d'avoir provoqué les affrontements militaires, ajoutant que le FUNCINPEC voulait une domination totale, pas seulement un pouvoir partagé¹⁴⁰¹.

Quant au PPC, les responsables prétendirent avoir perdu beaucoup de soldats. Les organismes d'aide ainsi que les militaires ont estimé le nombre des tués et des blessés à au moins 21 personnes. Au cours des affrontements, les ambulances portaient de Sisophon¹⁴⁰².

Le chef d'État-major général des FARC, le général PPC KE Kim Yan et son adjoint, le général FUNCINPEC NHIEK Bun Chhay se rendirent à Battambang suivis peu après des deux ministres de la Défense, TEA Banh (PPC) et TEA Chamrath

¹³⁹⁵ *Ibid.*

¹³⁹⁶ *Ibid.*

¹³⁹⁷ Ils ne furent cependant pas tous tués dans la bataille...

¹³⁹⁸ *The Phnom Penh Post*, 21 février 1997, "Factional fighting jolts the northwest".

¹³⁹⁹ *Ibid.*

¹⁴⁰⁰ *Ibid.*

¹⁴⁰¹ *Ibid.*

¹⁴⁰² *Ibid.*

(FUNCINPEC), pour y tenir des réunions d'urgence. Les négociations aboutirent à un accord au terme duquel toutes les troupes se retirèrent sur leur base de départ. Mais les soldats des deux factions continuèrent à tenir leurs positions. SEREY Kosal a alors menacé d'isoler la province de Battambang du pouvoir central de Phnom Penh¹⁴⁰³.

Le 16 février, le gouverneur PPC de la province de Battambang, UNG Sami, les vices- gouverneurs de la province et les deux commandants militaires furent rappelés à Phnom Penh¹⁴⁰⁴. Selon des rumeurs, UNG Sami et SEREY Kosal et les deux commandants militaires, HUL Savoan et KLA Chan Sovanarith, furent démissionnés¹⁴⁰⁵. Mais, le premier Premier ministre, NORODOM Ranariddh et son chef de cabinet, But LY Thuch, affirmèrent qu'ils avaient été simplement rappelés à Phnom Penh temporairement. SEREY Kosal fut même promu envoyé spécial de NORODOM Ranariddh et autorisé à voyager à Battambang¹⁴⁰⁶. Durant leur absence, NAM Tum second vice-gouverneur du PPC et SOUZA Garaya, troisième vice-gouverneur du FUNCINPEC prirent en charge les affaires de la province de Battambang¹⁴⁰⁷.

Le conflit s'est apaisé mais les déplacements de troupes militaires ont continué. Pendant la nuit du 16 février, les réserves pro-PPC se sont mises en route sur la route nationale n°5 à la rencontre de troupes pro-PPC afin de protester. NAM Tum, vice-gouverneur PPC de la province de Battambang déclara que ce mouvement de troupes avait pour objet de défendre la ville¹⁴⁰⁸. Cette tension a affaibli la relation, déjà très fragile, entre le FUNCINPEC et le PPC dans la province.

2. L'effet du « coup d'Etat » de juillet 1997 dans la province de Battambang

Craignant une trahison, POL Pot lança une nouvelle purge parmi les dirigeants khmers rouges en juin 1997. Ses troupes arrêtaient KHIEU Samphân (mais celui-ci fut relâché quelques jours plus tard) et assassinèrent SON Sen, son épouse et sa famille. Elles tentèrent également d'assassiner Ta Mok qui, le 4 juillet, avait accepté de s'allier avec NORODOM Ranariddh¹⁴⁰⁹.

¹⁴⁰³ Peou Sorpong, *HUN Sen's Pre-emptive Coup, Causes and consequences*, Southeast Asian Affairs, 1998, p. 88.

¹⁴⁰⁴ *The Phnom Penh Post*, 21 février 1997, "PMs move to quell northwest strife".

¹⁴⁰⁵ *Ibid.*

¹⁴⁰⁶ *Ibid.*

¹⁴⁰⁷ *Ibid.*

¹⁴⁰⁸ *Ibid.*

¹⁴⁰⁹ ROWLEY Kelvin, *op.cit.*, p. 217.

HUN Sen accusa alors le FUNCINPEC de transporter des soldats khmers rouges de leur siège d'Anlong Veng vers Phnom Penh et de cacher un grand nombre de Khmers rouges à la base du FUNCINPEC près de l'aéroport, à Tang Krorsing. NORODOM Ranariddh alimenta cette accusation en engageant des négociations maladroites et désespérées avec KHIEU Samphân pour qu'il rejoigne les forces du FUNCINPEC.

La crise de la coalition a été portée jusqu'à l'extrême et a mené aux événements des 5 et 6 juillet qui se sont conclus par la fuite de NORODOM Ranariddh et son remplacement en tant que premier Premier ministre du Cambodge par UNG Huot, ministre des Affaires étrangères du FUNCINPEC. Cet événement, considéré par certains chercheurs comme un « coup d'État » organisé par HUN Sen qui, lui, parle seulement de « coup de force », a aussi eu des conséquences dans la province de Battambang¹⁴¹⁰.

Au premier jour, le 5 juillet, le général SEREY Kosal se fit conduire à l'aéroport de Phnom-Penh-Pochentong avec une importante garde armée. Il a pris l'avion en direction de Battambang pour y organiser une contre-attaque mais son avion fut assailli quand il a atterri à l'aéroport de Veal Bèk Chan (Battambang). SEREY Kosal échappa de justesse à la capture en marchant des jours et des nuits à travers champs vers la frontière khméro-thaïlandaise où il a été pris en charge par les forces loyales au général LAY Virak, un autre commandant loyal du FUNCINPEC et emmené à Ô Smach puis à Bangkok¹⁴¹¹.

À la mi-août 1997, IEM Phan et Ta Muth ont conduit un petit groupe au combat contre les forces gouvernementales pour le contrôle de la région de Samlaut¹⁴¹² afin à la fois de préserver leurs intérêts dans l'exploitation forestière et pour montrer leur soutien au Prince NORODOM Ranariddh¹⁴¹³. IEM Phan a annoncé qu'il n'avait jamais fait confiance au PPC et qu'il avait caché des armes et des munitions dans la forêt au cours de l'année précédente¹⁴¹⁴. Selon PHAN Sophal, chef du district de Samlaut, les combats ont éclaté le 12 août peu de temps après une rencontre entre Ta Muth, IEM Phan, les

¹⁴¹⁰ À Ô Smach, NHIEK Bun Chhay, chef d'état-major de l'armée royale du FUNCINPEC qui avait quitté Phnom Penh lors des événements du 5-6 juillet, a dirigé un groupe de résistance.

¹⁴¹¹ *The Phnom Penh Post*, 10 octobre 1997, "IENG Saryjuggles Samlaut players".

¹⁴¹² *The Phnom Penh Post*, 24 octobre 1997, "The Tas take sides : Ta Muth fights on... »; *The Cambodia Daily*, 9 février 1999, "Samlaut defectors welcomed once again".

¹⁴¹³ *The Cambodia Daily*, *ibid.*

¹⁴¹⁴ *The Phnom Penh Post*, 10 octobre 1997, "The tangled of the Samlaut rebellion".

dirigeants des Khmers rouges à Anlong Vég et ceux de la résistance du FUNCINPEC¹⁴¹⁵.

Le gouvernement a mobilisé des troupes dans de nombreuses parties du pays, de Battambang à Koh Kong, dans cette bataille pour le contrôle de Samlaut¹⁴¹⁶. Bien que l'armée gouvernementale ait refusé de divulguer son niveau de force, les analystes militaires occidentaux l'estimèrent à environ 4.000 hommes¹⁴¹⁷.

Le 12 septembre, le vice-gouverneur du FUNCINPEC de la province de Battambang, SOUZA Garaya, rencontra les représentants de Ta Muth et de IEM Phan à Trat, province thaïlandaise voisine de Samlaut. Il leur demanda d'arrêter les combats. Mais le lendemain, IEM Phan s'empara de Samlaut¹⁴¹⁸.

Le 17 septembre Ta Muth et IEM Phan demandèrent à Païlin de servir d'intermédiaire pour organiser des pourparlers avec l'armée royale du Cambodge¹⁴¹⁹ tout en continuant le combat.

IENG Sary croyait que « si les négociations entre Samlaut et le gouvernement via son intervention étaient un succès, la difficulté ne durerait pas longtemps. Si la guerre continue dans l'avenir, il y aura des problèmes pour tout le monde »¹⁴²⁰. En effet, IENG Sary répondit donc positivement à cette demande et contacta le gouvernement de Phnom Penh.

En attendant la réponse de Phnom Penh, les rebelles furent renforcés par les Khmers rouges intransigeants d'Anlong Vég¹⁴²¹ et par les troupes FUNCINPEC basées à Ô Smach, à environ 200 kilomètres de Samlaut. Selon l'armée royale et les observateurs militaires étrangers, les forces de la résistance ont alors atteint jusqu'à environ 1.000 hommes. Selon un analyste militaire occidental, 80 à 90% des troupes de la résistance étaient venues d'Anlong Vég et de Ô Smach tandis que KO Chhea, commandant adjoint des militaires de la région 5¹⁴²², affirma avoir disposé de 300

¹⁴¹⁵ *Ibid.*

¹⁴¹⁶ *The Phnom Penh Post*, 24 octobre 1997, "DNUM inches toward Samlaut fracas".

¹⁴¹⁷ *Ibid.*

¹⁴¹⁸ *The Phnom Penh Post*, 26 septembre 1997, "Samlaut erupts, refugees flee".

¹⁴¹⁹ *The Phnom Penh Post*, 10 octobre 1997, "IENG Sary juggles Samlaut players".

¹⁴²⁰ *Ibid.*

¹⁴²¹ Cela explique la relation très étroite entre Samlaut et Anlong Vég, ce que IENG Sary avait déjà relevé lors du ralliement de Ta Muth et IEM Phan à la fin de 1996.

¹⁴²² La région couvre les provinces de Battambang, Pursat, Banteay Meanchey et Païlin et le siège en est à Battambang.

hommes¹⁴²³. IEM Phan mentionna quant à lui que la résistance à Samlaut était composée de 3 782 soldats et de 16 892 civils¹⁴²⁴.

Selon le général Chea Saran, commandant des opérations militaires du ministère de la Défense, la base des troupes de la résistance fut installée à Peam Ta, sur une crête de montagne marquant la frontière, à 15 kilomètres au sud-est de la ville de Samlaut. Cette base fut créée et dirigée par NHIEK Bun Chhay et SEREY Kosal. SEREY Kosal, qui avait fini par se retrouver à Ô Smach et Bangkok après les 5 et 6 juillet 1997¹⁴²⁵ espérait utiliser Samlaut comme base pour entreprendre des actions à Koh Kong, Kampot, Kampong Speu, Kampong Som, Pursat, Battambang et Banteay Meanchey, puis dans tout le Cambodge¹⁴²⁶.

Le 21 septembre, les troupes de résistance annoncèrent par la radio d'Anlong Vég qu'elles avaient pris Samlaut¹⁴²⁷.

En même temps, Phnom Penh, préoccupé par les liens possibles entre Samlaut, la résistance du FUNCINPEC à Ô Smach et le MNUD à Païlin, croyait que si le MNUD rejoignait les troupes de résistance, la guerre civile serait encore plus difficile à résoudre. Alors, Phnom Penh envoya le ministre de la Défense THEA Banh négocier avec IENG Sary le 25 septembre 1997¹⁴²⁸.

IENG Sary expliqua qu'il voulait être neutre et souhaitait ne pas recourir aux armes pour résoudre le problème. Mais il ajouta : « Si Samlaut nous attaque, nous allons rejoindre le gouvernement et Samlaut fera face à la difficulté. Nos troupes n'ont pas besoin de se joindre au gouvernement pour repousser une attaque, mais si nous ne pouvons pas protéger Païlin nous demanderons de l'aide »¹⁴²⁹. Tout en refusant de donner des chiffres, IENG Sary affirma qu'il avait assez d'hommes, d'armes et de munitions pour repousser toutes les attaques contre Païlin venant de n'importe qui¹⁴³⁰.

Le 25 septembre, jour de la rencontre entre TEA Banh et IENG Sary, TEA Banh se déclara, lui aussi, favorable à la négociation. Il essaya d'organiser une rencontre avec les troupes de la résistance de Samlaut mais aucun calendrier de négociation ne put être arrêté. Déjà, IENG Sary, basé à Païlin, ne pouvait plus contacter les chefs des rebelles à

¹⁴²³ *The Phnom Penh Post*, 24 octobre 1997, "DNUM inches toward Samlaut fracas".

¹⁴²⁴ *Kyodo News International*, 15 février 1999, "Former Khmer rouge reintegrated into Cambodia army".

¹⁴²⁵ *The Phnom Penh Post*, 24 octobre 1997, "DNUM inches toward Samlaut fracas".

¹⁴²⁶ *The Phnom Penh Post*, 10 octobre 1997, "IENG Sary juggles Samlaut players". *The Cambodia Daily*, 3 décembre 1998, "Amnistied general returns to Phnom Penh".

¹⁴²⁷ *The Phnom Penh Post*, 26 septembre 1997, "Samlaut erupts, refugees flee".

¹⁴²⁸ *The Phnom Penh Post*, 10 octobre 1997, "IENG Sary juggles Samlaut players".

¹⁴²⁹ *Ibid.*

¹⁴³⁰ *Ibid.*

Samlaut et pensait qu'il serait difficile de négocier avec les dirigeants de Samlaut puisqu'ils s'estimaient plus forts que le gouvernement¹⁴³¹.

Durant les deux dernières semaines du mois septembre et la première semaine du mois octobre, les forces gouvernementales se replièrent d'environ 20 kilomètres¹⁴³². Mais les commandants de l'armée gouvernementale nièrent avoir perdu du terrain tout en admettant qu'ils craignaient la menace que faisait peser les troupes de Samlaut sur les routes nationales n° 5 et 10 de la province de Battambang¹⁴³³.

Lorsque les combats entre les troupes gouvernementales et les Khmers rouges à Samlaut s'intensifièrent, les forces loyales au gouverneur de Pailin, Y Chhean, ancien chef militaire des Khmers rouges de Pailin, garantirent la sécurité de la voie de ravitaillement entre la Thaïlande et Samlaut et permirent à la fois de resserrer le cordon autour de l'enclave de la résistance au sud et de renforcer ses propres défenses.

Selon Chea Saran, NHIEK Bun Chhay, qui avait repris son rôle de chef militaire de la résistance du FUNCINPEC, proposa, dans une déclaration le 8 octobre : la réintégration du prince NORODOM Ranariddh comme premier Premier ministre et président du FUNCINPEC ; la garantie de la sécurité pour les exilés ; la supervision des élections de 1998 par l'ONU et l'ANASE et le respect des accords de Paris et du résultat de l'élection de 1993¹⁴³⁴. Le gouvernement douta de sa sincérité et *il (Nhiek ou le gouvernement ?) continua le combat*¹⁴³⁵.

Dès 14 octobre, 200 soldats fidèles à Y Chhean furent déployés à la frontière entre *phnom Tatai* et *phnom Tabat*¹⁴³⁶.

Selon CHEA Saran et SAM Bith, anciens khmers rouges et conseillers des FARC de Phnom Penh, les troupes gouvernementales approchèrent, les 20 et 21 octobre, de la base de Peam Ta sans rencontrer de grande résistance. Les troupes de l'opposition s'étaient retirées et cachées à la frontière de la province de Battambang et de Pursat non loin de la Thaïlande. Le paludisme¹⁴³⁷ et les mines antipersonnel étaient les obstacles les plus dangereux pour les troupes gouvernementales mais selon SAM Bith, cela ne les empêcha pas d'avancer¹⁴³⁸. SEREY Kosal a précisé que « Samlaut est trente fois plus grand que Ô Smach, mais les conditions géographiques font qu'il n'est

¹⁴³¹ *Ibid.*

¹⁴³² *Ibid.*

¹⁴³³ *Ibid.*

¹⁴³⁴ *The Phnom Penh Post*, 24 octobre 1997, "DNUM inches toward Samlaut fracas".

¹⁴³⁵ *Ibid.*

¹⁴³⁶ *Ibid.*

¹⁴³⁷ *The Phnom Penh Post*, 26 septembre 1997, "Samlaut erupts, refugees flees".

¹⁴³⁸ *The Phnom Penh Post*, 24 octobre 1997, "DNUM inches toward Samlaut fracas".

pas nécessaire d'avoir beaucoup d'hommes pour la défendre. Les troupes gouvernementales ne peuvent pas venir ici et y rester. Avec seuls quelques miliciens, on peut tuer leurs hommes (du gouvernement). Maintenant, j'ai demandé qu'on improvise la fabrication de mines et cinq cents sont posées par jour. Elles sont très efficaces. Une mine peut tuer quarante hommes. Les troupes gouvernementales n'ont pas réussi à entrer. Ils sont venus, ont été défaits et se sont retirés »¹⁴³⁹.

Quand la région de Samlaut fut devenue encore une fois un champ de bataille la destruction des villages¹⁴⁴⁰ a poussé les habitants à fuir et à chercher un abri sur le territoire thaïlandais. Selon les autorités thaïlandaises, d'août à octobre 1997, entre 40.000 et 50.000 Cambodgiens ont été accueillis dans les trois camps de réfugiés de la province de Trat, non loin de la région de Samlaut¹⁴⁴¹.

Les rebelles menés par *Ta Muth* et IEM Phan, ainsi que par le chef de la résistance militaire du FUNCINPEC NHIEK Bun Chhay dans Ô Smach, ne menèrent à aucun résultat¹⁴⁴². Les combats se sont calmés après le retour au Cambodge du prince NORODOM Ranariddh le 30 mars 1998¹⁴⁴³ pour participer à l'élection de juillet 1998. *Ta Muth* et IEM Phan ne purent lancer que des petites attaques avant l'élection de juillet 1998¹⁴⁴⁴. Depuis que la saison des pluies avait commencé, les deux belligérants ont été séparés par les hautes eaux du *stung* Kranhoung¹⁴⁴⁵.

Lorsque HUN Sen et le prince NORODOM Ranariddh se mirent d'accord pour former un gouvernement de coalition, les dirigeants de la résistance décidèrent finalement d'intégrer le gouvernement de Phnom Penh.

Au début de décembre 1998, après avoir bénéficié d'une amnistie royale, SEREY Kosal revint à Phnom Penh¹⁴⁴⁶. Il reçut plusieurs propositions de postes importants dans le gouvernement de coalition tandis que l'accord entre les huit commandants des rebelles et le gouvernement aboutissait à la paix, le 4 décembre 1998. Le gouverneur de Battambang, UNG Samy, et le chef de la police, CHAN Kosal,

¹⁴³⁹ *The Phnom Penh Post*, 10 octobre 1997, "IENG Sary juggles Samlaut players".

¹⁴⁴⁰ *The Cambodia Daily*, 23 décembre 1998, "Tenuous peace sets refugee families on road back to Samlaut".

¹⁴⁴¹ *The Phnom Penh Post*, 26 septembre 1997, "Samlaut erupts, refugees flees"; *Id.*, 24 octobre 1997, "DNUM inches toward Samlaut fracas"; *Id.*, 10 octobre 1997, "IENG Sary juggles Samlaut players".

¹⁴⁴² *The Phnom Penh Post*, 24 octobre 1997, "DNUM inches toward Samlaut fracas".

¹⁴⁴³ PUY Kea, *op.cit.*, p. 187.

¹⁴⁴⁴ *The Cambodia Daily*, 2 juin 1998, "Samlaut Hard-liners resisting"; *Id.*, 23 décembre 1998, "Tenuous peace sets refugee families on road back to Samlaut".

¹⁴⁴⁵ *The Cambodia Daily*, 23 décembre 1998, "Tenuous peace sets refugee families on road back to Samlaut".

¹⁴⁴⁶ *The Cambodia Daily*, 3 décembre 1998, "Amnistied general returns to Phnom Penh".

participèrent plusieurs fois vers la mi-décembre à une réunion avec les commandants des rebelles, *Ta Muth* et IEM Phan, pour organiser le retour de la région au contrôle civil¹⁴⁴⁷.

Au début de 1999, NHIEK Bun Chhay revint à son tour à Phnom Penh et fut nommé deuxième vice-président du Sénat. IEM Phan, *Ta Muth* et environ 2.400 Khmers rouges et leurs familles furent accueillis officiellement le 8 février 1999 à Tasanh¹⁴⁴⁸ par des délégués gouvernementaux dirigés par SAR Kheng, vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur. Lors de l'opération de ralliement, SAR Kheng déclara que le gouvernement était prêt à redonner aux transfuges les rangs et positions qu'ils avaient abandonnés en 1997¹⁴⁴⁹. Il souligna qu'une telle action pouvait mettre fin aux malheurs du passé et empêcher le retour du régime sanglant des Khmers rouges¹⁴⁵⁰.

Dès décembre, les réfugiés qui avaient fui Samlaut en 1997 pour les camps de réfugiés situés sur le territoire thaïlandais commencèrent à revenir à Samlaut¹⁴⁵¹. Les derniers réfugiés au nombre d'environ 14.000 furent rapatriés cinq jours après la cérémonie officielle de ralliement¹⁴⁵².

L'insécurité causée par les groupes de résistance et les Khmers rouges dans l'ensemble du Cambodge cessa finalement lorsque toutes les factions eurent rallié le gouvernement de Phnom Penh et que Ta Mok, le dernier dirigeant des Khmers rouges, fut capturé le 6 mars 1999, presque vingt ans après que les Khmers rouges aient été chassés du pouvoir.

¹⁴⁴⁷ *The Cambodia Daily*, 23 décembre 1998, "Tenuous peace sets refugee families on road back to Samlaut".

¹⁴⁴⁸ *Tasanh* était l'ancienne ville de première ligne des Khmers rouges en résistance ; elle se situait dans le district de Samlaut à environ 65 kilomètres au sud-ouest de la ville de Battambang près de la province de Pursat et à 15 kilomètres de la frontière thaïlandaise.

¹⁴⁴⁹ *The Cambodia Daily*, 9 février 1999, "Samlaut defectors welcomed once again".

¹⁴⁵⁰ *Ibid.*

¹⁴⁵¹ *The Cambodia Daily*, 23 décembre 1998, "Tenuous peace sets refugee families on road back to Samlaut".

¹⁴⁵² *The Cambodia Daily*, 9 février 1999, "Samlaut defectors welcomed once again".

Chapitre 11

Battambang à nos jours

I. La division administrative

Jusqu'en 1993, la province de Battambang était divisée en sept districts avec un chef-lieu « *Ti ruom khèt* Battambang » lui-même divisé en dix *Sangkat*. La province comprenait alors 53 communes. Après la promulgation de la nouvelle constitution en septembre 1993, le nom du chef-lieu de « *Ti ruom khèt* Battambang » devint le « district de Svay Por » et les dix *Sangkat* devinrent des communes. Le « district de Battambang » fut employé pour appeler l'ancien district de Bovel, situé au nord du centre-ville. La province comprend désormais huit districts et 47 communes.

Dès le ralliement de IENG Sary et de ses partisans en août 1996, Païlin fut séparé de la province de Battambang et devint une municipalité. Selon des accords passés entre le gouvernement et IENG Sary, Y Chhean en devint gouverneur tandis que IENG Vuth, le seul fils de Ieng SARY, fut nommé vice-gouverneur¹⁴⁵³.

À la suite de l'intégration de toutes les forces des khmers rouges au début de 1999, une grande partie du territoire du nord-ouest qu'ils contrôlaient fut rattachée à la province de Battambang formant quatre nouveaux districts : Samlaut, Kamreang, Phnom Preuk et Sampeuv Loun.

En 2000, une partie du district de Maung Russey fut scindée afin de créer un nouveau district, celui de Koas Kralor qui comprenait six communes. Le district de Svay Por (centre-ville) a repris le nom de district de Battambang et l'ancien district de Battambang (1993-2000) qui se trouve à l'ouest du centre-ville est devenu le district de Thmor Kol. La province de Battambang comprenait alors treize districts, 96 communes et 741 villages et une population de 988.510 habitants soit 191.317 familles.

En janvier 2009, cinq mois après la 4^e élection universelle du Cambodge, le district de Battambang a été transformé à la municipalité de Battambang composant de 10 *sangkat*. Un nouveau district, ancien territoire des Khmers rouges, de « Rukhakiri », situé entre Maung Russey et Koas Kralor, a été créé et comprend cinq communes. Depuis lors, la province de Battambang comprend treize districts et une municipalité,

¹⁴⁵³ L'ensemble du territoire de Païlin est devenu une province en 2008.

dix *sangkat*, 92 communes, et 799 villages pour une population de 1.071.209 habitants soit 218.843 familles¹⁴⁵⁴.

II. La vie politique et les personnages puissants

1. L'élection de 1993

À la suite de l'accord de paix de Paris du 23 octobre 1991, l'APRONUC s'est installée au Cambodge de la fin février 1992 à septembre 1993 pour maintenir de la paix du Cambodge et organiser une élection. Les Khmers rouges refusèrent d'en participer et interdirent les habitants de leurs zones occupées à participer à l'élection. Parmi les 4.267.192 électeurs inscrits de l'ensemble du Cambodge, 313.819 personnes étaient de la province de Battambang. Seul 252.831 personnes ont voté lors du scrutin organisé et supervisé par l'APRONUC dans la province qui s'est déroulé du 23 au 25 mai 1993 avec la participation de 20 partis politiques.

Quatre partis ont été élus dans l'ensemble du Cambodge et trois partis partageaient les 8 sièges dévolus à la province de Battambang : le FUNCINPEC obtenait la majorité avec 48,13% des voix et 4 sièges tandis que le PPC obtenait 31,33% et 3 sièges et le PDLB 6,61% et 1 siège.

2. L'élection de 1998

À l'élection législative du 26 juillet 1998 avec la participation de 39 partis, 98,32% des habitants qui avaient droit de vote ont enregistré, parmi lesquels 93,74% votèrent. Le PPC a remporté 39,29 % des voix, et obtenu 64 sièges sur les 122 qui composaient l'Assemblée nationale tandis que le FUNCINPEC a obtenu 30,07% des voix et 43 sièges et le parti SAM Rainsy (PSR)¹⁴⁵⁵ 13,54% et 15 sièges. Le PDLB était dissolu en 1997 à cause de la rivalité entre le président du parti Son Sann et son vice-

¹⁴⁵⁴ Kana kammaka reapcham ka bos chhnnot khèt, (គណៈកម្មការរៀបចំការបោះឆ្នោតខេត្ត) « comité provincial électoral », *Sannibat boksarob kanga boschnot chreuh tain damnangreas nitikal ti 5 chhnam 2013 roibos khèt Battambang* (សន្និបាតបូកសរុបការបោះឆ្នោតជ្រើសតាំងតំណាងរាស្ត្រនីតិកាលទី៥ឆ្នាំ២០១៣របស់ខេត្តបាត់ដំបង) « Conférence d'examen d'élection des représentants du 5^e mandat l'an 2013 de la province de Battambang », Battambang, 02 septembre 2013, p. 4.

¹⁴⁵⁵ Fondé en 1995 sous le nom de Parti National Khmer, le parti a pris le nom de « Parti SAM Rainsy » trois ans plus tard. Ce parti est présidé par SAM Rainsy, né le 10 mars 1949 de SAM Sary, membre du gouvernement du *Sangkum* qui avait été accusé par le prince NORODOM Sihanouk d'avoir trahi la nation par la participation au complot de Bangkok en janvier 1959 (voir « les *Khmers Serei* » dans la partie 3 de la thèse). SAM Rainsy a grandi en France et a retourné au Cambodge en 1992. Lors de son retour, il a adhéré au FUNCINPEC, et a été élu député de la province de Siem Reap en 1993. Il a été nommé ministre des Finances. À la suite de la perte de son poste lors d'un remaniement ministériel en octobre 1994, SAM Rainsy a fondé son propre parti politique.

président IENG Mouly. SON Sann a fondé un autre parti « Parti de SON Sann » tandis que IENG Mouly a fondé le Parti libéral bouddhiste. Les deux n'ont pas gagné aucun siège dans l'ensemble du pays lors de l'élection en 1998.

Dans la province de Battambang, il n'y avait que 8 partis politiques qui étaient présents. 92% des électeurs enregistrés, comptant 310.952 personnes, votèrent. Le PPC obtint la majorité 107.825 voix contre 82.653 voix pour le FUNCINPEC et 64.249 voix pour le PSR. Toutefois des 8 sièges dévolus à la province, le PPC et le FUNCINPEC obtinrent également 3 sièges et le PSR 2 sièges¹⁴⁵⁶.

Le PPC a obtenu la majorité absolue dans 3 districts (Banan, Bovel et Ratanakmondol), et la majorité dans presque tous les autres districts sauf que Phnom Preuk, Sampeuv Loun, ancien territoire des Khmers rouges et le centre-ville de Battambang où le PSR a gagné la majorité. Le FUNCINPEC était au deuxième rang pour presque tous les districts sauf qu'au ancien territoire des Khmers rouges de Sampeuv Loun et Phnom Preuk où il était le 3^e.

3. L'élection de 2003

Le nombre des électeurs inscrits s'élevait jusqu'à 6.314.834 personnes qui était environ un million de plus comparé à l'élection précédente. Mais seulement 5.277.494 sont allés voter au 27 juillet 2003. Parmi les 23 partis, il n'y avait que 3 partis qui ont obtenu des sièges dans l'Assemblée nationale : le PPC 47,35% et 73 sièges sur les 123, le PSR 21,87% et 24 sièges, et le FUNCINPEC 20,75% et 26 sièges. Le FUNCINPEC poursuivait sa chute et se retrouvait talonné par le PSR qui, à cause du scrutin par circonscriptions a eu 2 députés de moins que le FUNCINPEC alors qu'il disposa de 55.000 électeurs de plus.

Toutefois, le PPC manquait de 9 sièges pour avoir la majorité des deux tiers qui lui aurait permis de gouverner seul. Après un an des tractations, un gouvernement de coalition entre le PPC et le FUNCINPEC a été formé le 4 juillet 2004.

Dans la province de Battambang, il n'y avait que 16 partis politiques qui étaient présents dans l'élection. 416.763 habitants ont été inscrits et 332.546 sont allés voter. Le PPC a gagné la majorité dans tous les districts (47,78% et 5 sièges parmi les 8) tandis que le FUNCINPEC a perdu une moitié de soutien comparé à l'élection précédente (14,16% et 1 siège). Le PSR a obtenu 26,55% et 2 sièges.

¹⁴⁵⁶ JENNAR Raoul Marc, *Chroniques cambodgiennes 1990-1994*, p.475.

Dans les districts de Phnom Preuk et Sampeuv Loun où le PSR avait été le plus populaire en 1998, le PPC a obtenu de voix deux fois plus nombreuse. Au centre-ville de Battambang le PSR se retrouvait talonné par le PPC, soit 1.726 voix moins nombreuse.

4. L'élection de 2008

En novembre 2006, le prince NORODOM Ranariddh a quitté le FUNCINPEC et fondé un nouveau parti « le Parti de NORODOM Ranariddh » ou le PNR créant une alliance avec trois autres partis (le FUNCINPEC, le PSR et le Parti des droits de l'homme (PDH)¹⁴⁵⁷). Ces quatre partis avaient espéré de renverser le pouvoir du PPC.

En 2008, le nombre des électeurs enregistrés s'éleva à 8.126.529 personnes dont 75,71% sont allés voter le 27 juillet 2008 pour 11 partis politiques. Des élections très attendues viraient la victoire écrasante du PPC. Il obtenait 58,11% de voix et 90 sièges sur 123 qui composaient l'Assemblée nationale. Le FUNCINPEC obtenait seulement 5,05% et 2 sièges tandis que le PNR obtenait 5,62% et 2 sièges. Le PSR gardait presque le même résultat, 21,91% et 26 sièges. Et le nouveau parti du PDH obtenait 6,62% et 3 sièges. Ce résultat permettait au PPC de former seul le gouvernement.

À Battambang, 68,97% des 585.118 habitants inscrites sont allés voter avec la présence de 10 partis politiques. La victoire triomphale du PPC dans tous les districts de la province de Battambang lui permettait d'occuper 6 sièges (parmi les 8 pour la province) avec le soutien de 60,06% des électeurs. Le FUNCINPEC, le PNR et le PDH n'obtenaient aucun siège tandis que le PSR obtenait 21,33% et 2 sièges.

5. L'élection de 2013

Les élections de 2013 avaient lieu le 28 juillet 2013 avec la participation de 8 partis politiques. 9.673.453 habitants se sont inscrits mais il y avait seulement 6.735.244 qui ont voté. Il n'y avait que partis politiques qui partageaient les 123 sièges dans l'Assemblée nationale. Le Parti du Sauvetage National du Cambodge ou Parti du Salut National du Cambodge (PSNC), fondé en juillet 2012, est un parti coalition entre le

¹⁴⁵⁷ Le PDH est fondé le 22 juillet 2007 par KEM Sokha, ancien président du centre cambodgien des droits de l'homme, une organisation non gouvernementale qui avait organisé des forums et des conférences dans les campagnes où les villageois pouvaient faire part de leurs griefs contre le pouvoir en place. Le parti fut dirigé par un comité de direction dont ses membres furent élus lors d'une convention. Il comprenait KEM Sokha, SON Sobert, fils de SON Sann, KEO Rémy, ancien député de Phnom Penh du PSR lors de l'élection en 2003 et PEN Sovan, ancien premier ministre de la République populaire du Kampuchea de juin à décembre 1981.

PSR et le PDH. Il obtenait 2.946.176 de voix soit 44,34% et 55 sièges. Toutefois, il ne pouvait pas renverser le PPC malgré que la popularité de ce dernier ait baissé. Le PPC recevait 3.235.969 de voix soit 49,36% et 68 sièges étant suffisants pour former tout seul le gouvernement¹⁴⁵⁸.

Dans la province de Battambang où 60,35% de 706.874 électeurs inscrits ont voté, le PPC a gardé la majorité dans tous les districts sauf qu'au centre-ville où il recevait 4.044 voix moins nombreux que le PSNC. Il obtenait 52,43% de voix et 5 sièges tandis que le PSNC obtenait 38,09% et 3 sièges.

6. Les personnages puissants de la province

La figure politique prééminente de la province est SAR Kheng, ministre de l'Intérieur et vice-Premier ministre depuis 1994 et un des membres les plus puissants du PPC¹⁴⁵⁹ dont il est le président pour la province de Battambang. Il est entré dans le réseau de clientèle de CHEA Sim¹⁴⁶⁰ par sa femme qui est la sœur de ce dernier¹⁴⁶¹. On y trouve aussi, outre UNG Sami, gouverneur de la province de Battambang de 1993 à 1998, neveu de CHEA Sim, PRACH Chan, successeur de NOW Sam¹⁴⁶² depuis mars 2001 et ancien directeur général du département de l'administration de l'Intérieur et proche collaborateur de SAR Kheng¹⁴⁶³ et SAR Khet, commissaire de la police provinciale depuis 2004 qui est un neveu de SAR Kheng.

III. Le développement social et économique de la province

En avril 1999, le Cambodge devint membre de l'ASEAN. Le gouvernement et les autorités de la province de Battambang lancèrent plusieurs plans de développement pour promouvoir la province de Battambang comme centre du commerce et des

¹⁴⁵⁸ Le 2 mars 2006, l'Assemblée nationale a modifié la Constitution afin de réduire la quantité de parlementaires requis pour former un gouvernement de deux tiers à 50 pour cent plus un.

¹⁴⁵⁹ 4^e homme du PPC, après CHEA Sim, HENG Samrin et HUN Sen, SAR Kheng apparaissait dans la population comme le candidat le plus raisonnable du PPC à la position du Premier ministre lors de l'élection de 2013, lorsque le courant de « changement du Premier ministre » a été évoqué par les partis d'opposition.

¹⁴⁶⁰ Chea Sim était président du PPC, président de l'Assemblée nationale de 1981 à 1998 et président du Sénat depuis 1999.

¹⁴⁶¹ Voir MIKAELIAN Grégory, « Pour une relecture du jeu politique cambodgien: le cas du Cambodge de la reconstruction (1993-2005) », in FOREST Alain (ed.), *Le Cambodge contemporain*, IRASEC-Les Indes savantes, Paris, 2008, p. 141-188.

¹⁴⁶² En mars 2001, NOW Sam fut démissionné sans claire explication de SAR Kheng. Selon un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, qui a parlé sous condition d'anonymat, NOW Sam était soupçonné d'être impliqué dans l'exploitation forestière non autorisée et l'exploitation minière dans l'ancien territoire des Khmers rouges à Samlaut.

¹⁴⁶³ *The Cambodia Daily*, 20 mai 2014, "Fight to save B'bang heritage finds new allies".

investissements de la région ouest du Cambodge, les provinces de Pursat, Banteay Meanchey et Pailin devenant de ce point de vue des territoires subordonnés.

Sous le gouverneur PRACH Chan (2001-3 février 2014), la province de Battambang connut trois plans de développement provincial : un plan à court terme de 3 ans, un plan à moyen terme de 5 ans de développement des infrastructures spécialement des routes et depuis 2010 un plan de développement de long terme sur 20 ans dont la préparation s'est faite avec une ONG allemande.

Pour mettre en œuvre ce projet, la première décision a été de diviser la province de Battambang en plusieurs zones de développement : une zone agricole, une zone industrielle et une zone résidentielle. On peut dire qu'actuellement la province de Battambang est une des provinces stratégiquement les plus importantes du Cambodge notamment pour la relation commerciale avec la Thaïlande. Chaque année, le gouvernement dépense plus de 7.000 millions de riels (environ 1,75 million de dollars) pour sa gestion.

1. La ville de Battambang aujourd'hui

Depuis l'époque du *Sangkum*, la superficie de la ville de Battambang a quadruplé et sa densité a beaucoup augmenté. La plupart des compartiments coloniaux ont été scindés et sont occupés par deux propriétaires différents dont quelques-uns ne sont pas Chinois. Les cours sont envahies par des constructions. Les accès arrière sont devenus des rues principales.

Il y a actuellement quatre grands marchés : *Phsar* Nat au centre, *Phsar* Leu au sud, *Phsar* Thmey à l'est et *Phsar* Boeung Chhouk à l'ouest. Récemment, quelques supermarchés et centres commerciaux sont apparus. On retrouve aussi dans le centre-ville des restaurants européens et des restaurants de chaînes internationales.

Le pont situé devant l'hôtel de ville ou ancienne maison du seigneur gouverneur n'est plus ouvert à la circulation en raison de son mauvais état. Mais plusieurs nouveaux ponts ont été construits pendant les années 2000. Par exemple, le pont Pigeaud a été remplacé par un pont en béton.

Sur les deux rives, des jardins très fréquentés ont été construits dont un sur la rive est nommé jardin de SAR Kheng.

Plusieurs anciens bâtiments comme la prison provinciale, le département de l'éducation provinciale (ancienne école du groupe centre pendant la période du protectorat), le siège du PPC du centre-ville de Battambang à côté de la poste, le

département de l'Agriculture au rond-point de Ta Dambang Krânhoung, le foyer des enseignants français pendant le *Sangkum* à côté de la place de Yuvan... ont été démolis et remplacés par des compartiments modernes.

Avec le soutien de la municipalité, l'agence de développement allemande GTZ a identifié et répertorié plus de 800 bâtiments classés comme patrimoine à protéger dans la zone centrale de la ville. Un petit nombre de ces bâtiments datent des années 1800 lorsque la province était sous contrôle siamois, les autres sont de l'époque coloniale et du *Sangkum*. Toutefois ils ne sont pas protégés par la loi. Les autorités de la province délivrent seulement une autorisation aux propriétaires qui désirent modifier les extérieurs. Malgré cela, ils sont menacés par l'urbanisation et la modernisation. Au début de l'année 2014, les autorités ont annoncé leur intention de demander le label de site du patrimoine mondial de l'UNESCO pour la ville de Battambang. Anne LEMESTRE, la représentante de l'UNESCO au Cambodge entend soutenir cette idée¹⁴⁶⁴.

Battambang a gagné la compétition de la ville la plus belle et la plus propre du Cambodge depuis trois années consécutives (2013-2014-2015). Ceci est important pour l'attraction des touristes et la conservation de l'environnement. Par ailleurs, Battambang est le centre de l'éducation régionale. Elle rassemble une université publique (université de Battambang), plusieurs universités privées, une école pédagogique régionale pour former les enseignants de la maternelle jusqu'au collège, une école technique régionale de formation aux soins médicaux, une école régionale de technologie, trois lycées et plusieurs collèges, des écoles primaires et maternelles, ainsi que plusieurs instituts de langues étrangères dont l'Institut français.

Le 1^{er} juin 2013, un deuxième bureau de délivrance de passeports a été installé à Battambang. Selon un communiqué du ministère de l'Intérieur, cette décision vise à faciliter l'obtention de ce document pour les populations de la région. Elles n'auront plus besoin de se déplacer à Phnom Penh. Cette décision est intervenue alors que des discussions étaient en cours entre la Thaïlande et le Cambodge pour limiter l'émigration illégale. Il est à noter que des embouteillages énormes ont eu lieu à Poipet, car pour la première fois, les agents de l'immigration thaïlandais ont exigé la présentation de passeports pour les Cambodgiens voulant rentrer en Thaïlande.

¹⁴⁶⁴ *The Cambodia Daily*, 20 mai 2014, "Fight to save B'bang heritage finds new allies".

2. Samlaut

Pendant la guerre civile, la région de Samlaut fit l'objet d'une exploitation effrénée des pierres précieuses qui a également laissé beaucoup de trous béants dans la forêt.

Le 1^{er} novembre 1993, un décret royal a créé la « zone protégée de Samlaut » sur une superficie de 60 000 hectares. Cette zone est située à l'extrémité nord de la chaîne des Cardamomes, l'une des régions naturelles d'Asie du Sud-Est les plus importantes pour la biodiversité. Elle abrite plusieurs espèces d'une faune en voie de disparition tels les éléphants asiatiques, l'ours noir asiatique, les macaques à queue de cochon, les gibbons à bonnet, les bucérotidés (*bucerotidae*) et les pangolins. Cette zone est aussi un des bassins versants les plus importants du Cambodge, offrant l'eau et des ressources naturelles à presque un million d'habitants des provinces de Battambang et de Pailin.

En 2003, Madox Jolie PITT (MJP), un programme de développement et de conservation communautaire du couple comédien américain, Angelina JOLIE et Brad PITT, fut mis en place dans le district de Samlaut, visant à fournir un soutien direct aux villages de la région, notamment à la construction des routes, à la protection de la faune en voie de disparition et à la protection de l'habitat. En partenariat avec le ministère de l'Environnement, le département de la police des frontières terrestres et la gendarmerie royale khmère, le programme a élaboré un plan de mise en œuvre qui comprenait le recrutement, la formation et le soutien d'une équipe de la conservation et de l'exécution de la faune composée de 30 Cambodgiens. Le travail de cette équipe est d'opérer à l'intérieur du parc afin de stopper efficacement l'empiètement illégal sur les terres, l'exploitation du bois et le braconnage, et d'éduquer les communautés à la gestion du milieu naturel.

Le 3 octobre 2006, une coopération entre la zone protégée de Samlaut et le parc national américain de Sequoia et Kings Canyon fut mise en place afin de protéger et développer le zone protégé de Samlaut¹⁴⁶⁵.

Cependant une importante minorité de personnes à Samlaut ne sont pas du tout satisfaites de ces actions de conservation surtout quand on les empêche de collecter les produits de la forêt¹⁴⁶⁶.

¹⁴⁶⁵ Sister Park agreement between Samlaut multiple use area and Sequoia and Kings Canyon National parks, 3 octobre 2006.

¹⁴⁶⁶ BOURDIER Frédéric, CHEA Bunnary, TAING Sok Penh, *Malaria and population dynamics in Cambodia Ethnographic investigations in three remote areas (Pailin, Samlaut and Trapaeng Prasat)*, Institut de recherche pour le développement, Phnom Penh-Marseille, 2010, p. 80.

3. Le développement des infrastructures

3.1. Les voies de communication

3.1.A. La voie ferrée

3.1.A.1. Le chemin de fer

Le chemin de fer a été rétabli dans les années 1980 entre Phnom Penh et Battambang, et entre Battambang et Sisophon en 1991 (en amont de Mongkolborey) afin de faciliter le retour des réfugiés cambodgiens en Thaïlande. Depuis lors, le train circule à peu près régulièrement entre Battambang et Phnom Penh, bien que pendant longtemps, il fût l'objet des exactions des khmers rouges. En 1995, la France et la Banque asiatique de Développement (BAD) ont participé au financement de la rénovation du réseau avec une aide de 2 et 4 millions de dollars respectivement.

Dès 2008, la circulation de train a été réduite du service quotidien au service hebdomadaire en raison du manque de fonds pour maintenir les voies et du matériel roulant. Le 18 février 2008, la BAD a approuvé un prêt concessionnel au Cambodge pour améliorer les voies sur une distance de 652 kilomètres (Phnom Penh-Sihanoukville et Phnom Penh-Sisophon) et pour construire la voie de 48 kilomètres reliant Sisophon et Poipet. La BAD estime que la mise en œuvre complète de la ligne de chemin de fer peut augmenter la capacité de transport de 600.000 tonnes à 3,6 millions de tonnes par an dans 15 ans. Le coût du transport diminuerait d'environ 35%.

Au début de 2009, le dernier service ferroviaire régulier au Cambodge entre Phnom Penh et Battambang a été entièrement suspendu. À la fin de 2009, un accord entre le gouvernement cambodgien et des sociétés privées a été signé, visant à remettre en état les 652 kilomètres du réseau ferré en service selon le projet de liaison de transport Europe-Asie¹⁴⁶⁷ unissant Singapour, la Malaisie, la Thaïlande, le Cambodge, le Vietnam, la Chine et plusieurs autres pays.

Selon un récent rapport du ministère des Travaux publics et des transports, la voie ferrée d'une longueur de 386 kilomètres reliant Phnom Penh à Poipet a été remise en état à 32% en 2013¹⁴⁶⁸.

Lorsque le projet de construction de chemin de fer sera terminé, il constituera la ligne principale des échanges entre le Cambodge et la Thaïlande. La province de

¹⁴⁶⁷ Le projet de liaisons de transport Europe-Asie est une entreprise commune de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE-ONU) et de la commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). Ce projet concerne 18 pays de la région eurasiatique et leurs liaisons ferroviaires et routières.

¹⁴⁶⁸ AKP, 23 août 2013

Battambang ne peut que tirer bénéfice d'une liaison plus rapide avec la Thaïlande, Phnom Penh et le port maritime de Sihanoukville.

3.1.A.2. *Le train de bambou*

Au début des années 1970, le train de bambou ou *norry*, une forme originale de transport ferroviaire local, fut utilisé dans la province de Battambang. Il s'agit d'un genre de draisine constituée d'une plate-forme de bambou de 2,5 mètres sur 4 à peu près (voir l'image dans l'annexe) qui chemine sur les voies ferrées des environs de Battambang.

Les premiers modèles apparus au début des années 1970 permettaient au personnel chargé d'entretenir les voies ferrées de se déplacer. Ces engins n'avaient pas de moteurs et leurs utilisateurs les propulsaient en utilisant de longues perches de bambou. Dans les années 1980, ils servirent à amener les soldats vietnamiens et leurs alliés vers le front. C'est à ce moment que les villageois, pour pallier le mauvais état du réseau routier, commencèrent eux-mêmes à assembler leurs premiers *norry*.

Aujourd'hui, les moteurs de bateaux ont supplanté les perches de bambou pour faire avancer les engins. Et le système de freinage au pied est réduit. Chacun d'entre eux, suivant ses dimensions peut transporter jusqu'à une quinzaine de personnes ou jusqu'à 1,5 tonne de marchandises à une vitesse maximale d'environ 40 km/h.

Ils ont d'autres particularités spectaculaires notamment celle de pouvoir être démontés rapidement. La voie étant unique, les trains de bambou doivent être suffisamment légers pour pouvoir être démontés en moins de deux minutes s'ils croisent un train ou un autre train de bambou. L'usage veut alors que le moins chargé des deux cède la place.

L'arrêt de circulation de train entre Phnom Penh et Battambang en 2009 a renforcé la place des trains de bambou dans le transport des marchandises et des passagers. À ces derniers s'est rajoutée une clientèle de touristes de plus en plus nombreuse, désireuse de découvrir ce mode de transport original notamment dans le district de Sangker de la gare d'Ô Dambang à la gare d'Ô Sralao, avec la distance d'environ 8 km.

3.1.B. La route

Un effort a été fait pour relier les différents districts de la province par la route. Le district de Samlaut, qui était inaccessible, est maintenant relié au centre-ville par une route en asphalt. On peut facilement aller jusqu'à Tasanh et à la frontière thaïlandaise. Selon les autorités provinciales, la construction et l'amélioration des routes du district de Thmor Kol jusqu'à la frontière thaïlandaise et du district de Kamreang jusqu'à Païlin qui ont été commencées en 2010 avec le budget provincial sont terminées.

Dans le contexte de la création de la communauté économique de l'ANASE en décembre 2015, la route nationale n° 5, passant par Battambang, est en train d'être réparée et agrandie pour relier au mieux Bangkok à Phnom Penh et à Hochiminhville.

La chaîne des Cardamomes constitue un obstacle à la construction de routes reliant directement Battambang aux ports de Koh Kong et Sihanoukville. Le projet de construction lancé par le prince NORODOM Sihanouk à l'époque du gouvernement du *Sangkum* n'est pas encore été repris¹⁴⁶⁹. Pour accéder à la mer à partir de Battambang, il faut donc passer par Phnom Penh ce qui augmente la distance d'environ 512 km pour le trajet Battambang-Sihanoukville et d'environ 562 km pour Battambang-Koh Kong. L'économie de la province de Battambang ne profite donc pas de l'avantage d'un coût plus bas du transport maritime mais elle pourrait profiter d'un développement du tourisme éco-responsable qui pourrait être développé dans les Cardamomes.

3.1.C. Le transport par eau

Bien que les trajets Battambang-Phnom Penh et Battambang-Siem Reap prennent moins de temps grâce à un réseau routier en bon état, le trajet en bateau, même moins rapide, est un autre choix pour les touristes et le transport des productions diverses non périssables notamment pendant la saison de pluie.

3.3.A. La voie aérienne

Le Cambodge dispose de plusieurs aéroports dont trois internationaux : Phnom Penh, Siem Reap et Sihanoukville. En raison de la politique de l'« Open Sky » du gouvernement du Cambodge, le nombre de compagnies aériennes internationales desservant le pays augmente. Pourtant, l'aéroport domestique de Battambang est

¹⁴⁶⁹ Si le projet de *Sangkum* réalise, Battambang se trouve à environ 288 km de Koh Kong et à 437 km de Sihanoukville.

toujours en reconstruction et n'accueille pas de services réguliers. La date de réouverture n'est pas encore fixée.

3.4. L'électricité et l'eau potable

3.4.A. L'électricité

Comme nous l'avons vu, ce ne fut qu'à partir de l'arrivée des Français en 1907 que les usines de l'électricité, d'eau potable et les glaciers furent installées dans le chef-lieu de Battambang. Même si ces services étaient très limités, la vie des habitants du centre-ville en fut facilitée.

L'accès au service d'électricité au Cambodge y compris pour les habitants de la province de Battambang est relativement faible surtout pour la population des zones rurales soit 80,5% de la population totale du Cambodge. Les rapports annuels des autorités d'électricité du Cambodge mentionnèrent qu'en 2008, 82,53% des habitants urbains avaient accès à l'électricité mais seulement 9,31% des ruraux. Ceux-ci pour la plupart utilisent encore la lampe à kérosène et des batteries.

Le gouvernement cambodgien a défini une « stratégie du secteur de l'énergie du Cambodge 2001-2005 » pour améliorer la distribution de l'électricité auprès des ruraux. Il a construit des centrales électriques et lancé des câblages entre Phnom Penh et d'autres provinces. Il a installé des connexions électriques avec des centrales du Vietnam et de la Thaïlande. Les provinces frontalières de la Thaïlande utilisent principalement l'électricité venue du pays voisin.

En 2005, la province de Battambang avait un potentiel de production d'électricité estimé à 1 950 KVA mais la quantité produite n'était que de 475 KVA. Aussi la production hydro-électrique, par exemple avec la construction en cours de deux stations d'hydroélectricité la province de Battambang et avec des investissements en provenance de la Chine pour la plupart des projets, est-elle l'une des priorités du plan de développement de l'énergie et de la vente d'électricité.

3.4.B. L'eau potable

En 2005, la province de Battambang a une production de 3.700 mètres cubes d'eau par jour pour alimenter les habitants du centre-ville d'environ 250.000 personnes. Le mètre cube d'eau potable coûtait 1.400 riels (0,35 dollars). Les habitants à la banlieue continuent essentiellement à utiliser l'eau des sources naturelles comme la pluie, les étangs, les puits, la rivière et le lac pour leur consommation.

Avec les 3,4 millions de dollars prêtés par la BAD en 2005, il a été possible d'améliorer la production et la distribution¹⁴⁷⁰.

4. Le développement agricole et agro-industriel

Les recherches scientifiques du Bureau de promotion des petites et moyennes entreprises de la Thaïlande indiquaient (en 2010) que la province de Battambang est la province la plus favorable du Cambodge pour l'investissement dans le domaine agricole.

Dans la région frontalière khméro-thaïlandaise constituée par les quatre districts, ancien territoire occupé par les Khmers rouges jusqu'en 1999 (Sampeuv Loun, Phnom Preuk, Kamreang et Samlaut), les grandes terres des responsables gouvernementaux y compris celles des anciens chefs militaires des Khmers rouges peuvent générer un revenu substantiel en produits agricoles. Un grand nombre de ces vastes domaines frontaliers sont loués par les agriculteurs dont la plupart sont des Thaïlandais. Des joint-ventures sont également conclus entre des commerçants thaïlandais et cambodgiens pour l'achat de produits agricoles, la construction d'entrepôts et d'usines de séchage des produits.

Le travail agricole est assuré par une main d'œuvre cambodgienne venant de partout dans le Cambodge dont la plupart sont des habitants locaux. Leur salaire est en général trois fois moins élevé que ceux des Thaïlandais (entre 1,51 et 1,67 dollars américains en novembre 2009). C'est la raison pour laquelle la province de Battambang est devenue une zone de production agricole pour l'exportation vers la Thaïlande.

Une grande variété de cultures est produite dans la province comme le maïs, les haricots, la canne à sucre, le jute, les patates douces, les fruits divers et les légumes. Malgré tout, le riz reste toujours la première production nécessaire pour nourrir le pays et qui peut être exportée vers la Thaïlande le Vietnam ainsi qu'aux Etats-Unis avec une exonération de taxe. Depuis 2005, 36 tonnes de riz sont exportées par mois¹⁴⁷¹.

En 2014, les grands commerçants du riz de la province de Battambang ont créé une banque de riz, présidée par *Oknha* PHOU Puy, commerçant de riz bien connu dans la province. La banque a une capacité de stockage de 70.000 à 100.000 tonnes. Elle a

¹⁴⁷⁰ *Battambang khnong damnak kal Aphiwat (បាត់ដំបងក្នុងរយៈពេលអភិវឌ្ឍន៍)* «Battambang durant la période du développement», Hôtel de Ville de Battambang, 2005, p.16.

¹⁴⁷¹ *Ibid.*, p. 34.

des installations pour le pesage, le séchage, l'emballage et le stockage. Elle fournit également des services communs tels que l'achat et la mise en gage mais aussi la mise en relation des agriculteurs, des clients, des meuniers et des exportateurs. Elle joue également un rôle important en garantissant la qualité et la quantité de riz à exporter¹⁴⁷².

Le développement agricole et agro-industriel dans la province de Battambang est largement soutenu par l'étranger. Avec les dons des Cambodgiens du pays et de ceux de l'étranger, de la JICA (*Japan International Cooperation Agency*), le bassin et le barrage khmer rouge de Kamping Puoy, source d'irrigation la plus importante pour l'agriculture de la province, a été réparé. En 2005, la province avait un potentiel d'irrigation de 55.000 hectares pendant la saison des pluies et de 4.500 hectares pendant la saison sèche¹⁴⁷³.

À la fin de 2008, le gouvernement de la Corée du Sud soutenait le secteur privé conduit par « The MH Bio-energy Group of South Korea » afin de lancer des investissements d'environ 40 millions de dollars dans la production de biocarburants ou d'éthanol, avec pour matière première, le manioc cru cultivé dans les provinces de Kampong Cham et de Battambang.

Le gouvernement du Koweït prête au gouvernement du Cambodge environ 546 millions de dollars américains pour une assistance technique à la production d'hydroélectricité, d'irrigation et de construction de routes. Avec cette contribution, Koweït a reçu la concession des terres pour l'agriculture à long terme qui est celle de la province de Battambang.

5. Le tourisme

En 2008, le Cambodge a accueilli 2.125.465 de touristes qui ont généré plus de 1.595 millions de dollars pour le revenu national. Chaque année le nombre de touristes augmente progressivement. Même si la province de Battambang n'est pas la destination touristique principale, son histoire unique et ses sites touristiques variés attirent désormais l'attention des touristes. Depuis la récente reconstruction de la route Siem Reap-Poipet, de nombreux voyageurs font un détour par Battambang. En 2008, à Battambang, il y avait 20 hôtels, 14 chambres d'hôtes et 8 maisons qui accueillaient des touristes étrangers. Durant ces sept dernières années plusieurs hôtels et différents types

¹⁴⁷² AKP, 1 septembre 2014, « Cambodia rice bank opens ».

¹⁴⁷³ *Battambang khnong damnak kal Aphiwat...*, p.17, 34.

d'hébergement ont été construits dans le centre-ville mais aussi partout dans la province.

La ville coloniale qui se trouve au centre-ville, les pagodes, certaines vieilles maisons et des constructions de la période du seigneur-gouverneur sont les sites les plus attirants. Dans le centre-ville, le musée provincial accueille quotidiennement des visiteurs. Autour de la ville s'élèvent quelques temples angkoriens. Plusieurs sites naturels sont actuellement accessibles : Kamping Puoy (réservoir d'eau principal, construit pendant le régime de POL Pot qui contient des histoires de la vie horrible des habitants de Battambang), Phnom Sampeuv, Sek Sork, *stung* Krânhoung, le sanctuaire d'oiseaux situé dans la réserve de biosphère du Tonlé Sap à Prek Torl...etc.

Il est projeté de transformer l'ancienne résidence du seigneur gouverneur, actuellement l'hôtel de ville, en musée et la rue n°1 en « Pub street » destinée à attirer les touristes avec des restaurants internationaux, des bars et une activité nocturne.

6. La relation avec la Thaïlande

Aujourd'hui même, Battambang garde une relation très proche avec la Thaïlande utile à son développement économique et ses échanges. Non seulement, avec ses caractéristiques particulières, Battambang attire les investissements thaïlandais spécialement dans le domaine agricole mais la province est un marché important pour la distribution des produits thaïlandais.

Et, puisque la qualité du traitement médical à Phnom Penh est assez limitée, les riches de la province de Battambang vont plutôt à l'hôpital en Thaïlande.

3.5. Un marché important pour des produits thaïlandais

Les produits thaïlandais sont beaucoup plus attractifs que les produits concurrents y compris les produits locaux. En ce qui concerne la demande de produits et de services, la province de Battambang et son territoire subordonné c'est-à-dire toute la région limitrophe de la Thaïlande (Banteay Meanchey, Pursat, Pailin et Siem Reap) s'adresse prioritairement à la Thaïlande à la différence du reste du Cambodge. Plusieurs raisons expliquent cela.

- La relation très proche et très ancienne avec la Thaïlande a permis aux habitants de Battambang d'être habitués aux produits thaïlandais d'autant que beaucoup d'habitants de Battambang ont travaillé en Thaïlande. La plupart des

Cambodgiens ont plus de confiance dans la qualité des produits provenant directement de Thaïlande que ceux provenant indirectement des entreprises de Phnom Penh.

- Certains habitants de la province de Battambang peuvent communiquer en thaï.
- Les programmes de la télévision thaïlandaise sont très populaires ainsi que les spots publicitaires des produits thaïlandais qui attirent facilement les téléspectateurs de Battambang.
- Le bath thaïlandais peut circuler librement partout dans la province.
- Les prix des produits importés de Thaïlande sont beaucoup plus raisonnables que ceux provenant d'autres pays comme le Vietnam, la Chine, la Malaisie, la Corée...etc. La faible distance d'acheminement et l'inefficacité des douaniers cambodgiens poussent la plupart des commerçants de Battambang à importer par eux-mêmes des produits thaïlandais divers soit de Bangkok soit des marchés frontaliers comme celui de Rongkleu, à Aranyaprathet.

En général, le commerce global du Cambodge se concentre dans Phnom Penh, le centre de distribution principal. Mais, pour la province de Battambang, Phnom Penh n'est que l'intermédiaire pour des échanges de produits avec d'autres pays que la Thaïlande avec laquelle la province de Battambang et son territoire procèdent plutôt à des échanges directs, le marché de la frontière étant le principal lieu des échanges commerciaux. Les commerçants thaïlandais ont également bien compris que Battambang pouvait servir de terrain d'expérimentation pour lancer des produits vers le reste du Cambodge.

3.6. La coopération entre le Cambodge et la Thaïlande dans le développement des zones frontalières

Pour promouvoir des investissements et des échanges entre le Cambodge et la Thaïlande, les représentants du gouvernement de la province de Battambang et les forces de sécurité de la Thaïlande et celles du Cambodge se rencontrent souvent pour coopérer dans le développement des zones frontalières et aussi pour définir des réglementations.

Ces pourparlers aboutirent à plusieurs résultats :

- les gouvernements cambodgien et thaïlandais investirent pour le développement des territoires frontaliers khméro-thaïlandais. Trois districts de la province de Battambang, Sampeuv Loun (attaché à la province de Sakeo), Phnom Preuk (attaché au village de Saptari et Suon Som), Kamreang (attaché à Lèm) ont été transformés au terrain de stationnement des camions pour transférer les marchandises.
- Les tracteurs, les camions et les voitures de la province thaïe de Chanthaburi ont été permis de circuler dans un rayon de 30 kilomètres à l'intérieur de la province de Battambang en payant un frais d'entrée variable selon les différentes catégories de voiture.
- Les nouvelles routes frontalières de la Thaïlande et celles du Cambodge ont été construites.

3.7. Les points d'échanges

Battambang partage un long territoire frontalier avec la Thaïlande, du district de Sampeuv Loun jusqu'au district de Samlaut, d'une distance d'environ 120 kilomètres dans lequel plusieurs points de passage permettent des échanges commerciaux et des passages de main d'œuvre de journaliers cambodgiens. Les points de passages qui se trouvent dans les provinces limitrophes de Pailin ou Banteay Meanchey (Poipet) ne sont pas très éloignés de la province de Battambang.

Les voies routières sont alors des itinéraires très importants et les plus pratiques pour la communication et pour des échanges commerciaux frontaliers entre la Thaïlande et la province de Battambang. La durée du transport des productions ne dépasse pas une journée et le coût est moins élevé que par d'autres moyens de communication et aussi par rapport aux autres provinces du Cambodge.

La route nationale n° 5 qui est la route principale, traverse la province de Battambang et relie Phnom Penh à Poipet et Aranyaprathet dans la province de Sakeo en Thaïlande. La route traverse les provinces de Kandal, Kampong Chhnang, Pursat, Battambang, Banteay Meanchey sur une distance totale de 407 kilomètres. Il faut environ 5 heures et demi à 7 heures et demi de route pour la parcourir. Battambang est à 291 kilomètres de Phnom Penh et Battambang à 116 kilomètre d'Aranyaprathet (la distance de Battambang à Bangkok est de 274 kilomètres). Cette route est en bon état et Poipet constitue le point frontalier le plus important entre le Cambodge et la Thaïlande.

Des échanges entre Battambang et la Thaïlande peuvent également se faire par le point de passage permanent de Ban Phakat-Païlin, à 93 kilomètres du centre-ville de Battambang. La route Battambang-Païlin, réparée en 2000, est en bon état.

La province de Battambang est également reliée à la Thaïlande par cinq points de passage frontaliers importants vers la province de Chanthaburi et celle de Sraokeo dont deux sont permanents et trois provisoires:

- Le point de passage permanent de Chrok Dong relie le village de Kamreang, district de Kamreang, province de Battambang au village de Lèm ou « marché frontalier khméro-thaïlandais du village de Lèm », district de Thepnimit. Celui-ci se trouve à 32 kilomètres du district de Poong Namron du côté thaïlandais et à 105 kilomètres du centre-ville de Battambang. Ce point de passage est une autre voie d'échange entre le Cambodge et la Thaïlande.
- Le point de passage de Kilomètre 13 ou Phnom Dei, situé dans le district de Sampeuv Loun du côté du Cambodge et Sraokeo en Thaïlande, était le point de passage provisoire. Dès janvier 2015, il est devenu un passage permanent.
- Le point de passage provisoire de 400 relie le village de Svay Véng du district de Kamreang au village de Boeung Chanang Lang, commune de Thepnimit au district de Poong Namron. Ce point n'est pas ouvert aux échanges de marchandises. Il est aménagé pour le passage de la main d'œuvre journalière cambodgienne qui se rend en Thaïlande pour y travailler dans les rizières.
- Le point de passage provisoire de Au Romduon relie le district de Phnom Preuk, province de Battambang au village de Saptari, commune de Thung Khanan, district de Soy Khanan, province de Chanthaburi de la Thaïlande. Ce point de passage est assez large et c'est un autre lieu des échanges de marchandises entre les deux pays. Il est à 92 kilomètres du centre-ville de Battambang qui est la route de communication la plus courte entre la frontière thaïlandaise et le centre-ville de Battambang. Pourtant, la route est assez petite et il y a de nombreux obstacles durant la saison des pluies. Les frais de transport sont d'environ 1.000 baths soit 33 dollars américains par tonne.
- Le point de passage provisoire de Au Anluok relie le village de Sain Kasey du district de Phnom Preuk et le village de Suon Som, commune Saton, district de Soydao de la Thaïlande. Ce point de passage n'est pas la voie des échanges des marchandises mais il est ouvert aux gens cambodgiens pour qu'ils puissent

accéder au marché frontalier des produits thaïlandais nécessaires à la vie quotidienne¹⁴⁷⁴.

Dans l'avenir, il est probable que la liaison entre la Thaïlande et la province de Battambang deviendra encore plus pratique et moins chère, quand la connexion du chemin de fer entre Poipet et Aranyaprathet, de 48 kilomètres, sera terminée.

¹⁴⁷⁴ Battambang khnong damnak kal Aphiwat (បាត់ដំបងក្នុងដំណាក់កាលអភិវឌ្ឍន៍) « Battambang durant la période du développement », hôtel de ville de Battambang, 2005, p.15. ; Sumnakngan sungseum visakit khanat klang leh khanat yom (สำนักงานส่งเสริมวิสาหกิจขนาดกลางและขนาดย่อม) « Agence de promotion des petites et moyennes entreprises », Pratabang : sakhyapaap khong changvat Pratabang (พระตะบอง: ศักยภาพของจังหวัดพระตะบอง) « Battambang : La potentialité de la province de Battambang », p.4.

CONCLUSION

En raison de sa richesse en pierres précieuses, poissons, productions forestières et de la richesse de sa terre qui favorisait les productions agricoles et notamment la riziculture, la province de Battambang a été depuis le XVIII^e siècle un enjeu de la rivalité entre le Cambodge et le Siam.

Les caractéristiques géographiques et climatiques privilégiées de la province de Battambang ont été favorables à l'habitation depuis l'époque préhistorique. Lors des guerres des XV^e-XVIII^e siècles entre le Cambodge et le Siam, la province était le lieu de passage des armées siamoises. Et durant la période des seigneurs gouverneurs, Battambang fut le lieu d'installation de ces mêmes armées engagées dans la guerre contre les Vietnamiens. Après la guerre, certaines troupes ne quittèrent pas le territoire de Battambang. La richesse de la terre permettait aux habitants de gagner leur vie facilement et d'avoir un niveau de vie élevé. Pour cette raison, Battambang fut successivement un carrefour d'immigrants des autres provinces cambodgiennes et aussi de ceux venus des pays limitrophes comme les Chams, les Birmans, les Laotiens, les Thaïlandais et les Vietnamiens. L'intégration de ces peuples a enrichi le caractère multiculturel de la société de la province.

Les descendants des seigneurs gouverneurs qui ont quitté la Thaïlande en 1907 considéraient le territoire de Battambang comme la propriété de leurs ancêtres. Avant et après la Seconde Guerre mondiale, ils se sont engagés activement dans la revendication de ce territoire et ont donné leur appui aux groupes nationalistes khmers anti-français des « Khmers Issarak ». Durant la guerre, lorsque la province fut cédée à la Thaïlande, ils sont retournés à Battambang pour occuper des positions importantes dans l'administration et le commerce et mener une vie de privilégiés. Ainsi, NUON Chea qui a quitté Battambang pour la Thaïlande après la rétrocession en 1946, est-il retourné au Cambodge pour devenir plus tard un des principaux dirigeants pendant le régime des Khmers rouges.

Lors des rétrocessions de la province en 1907 et 1946, les habitants de la province qui étaient considérés aussi comme de nationalité « thaïlandaise » furent accueillis ouvertement sur le territoire thaïlandais. Certains ont donc quitté Battambang

et ont choisi la nationalité thaïlandaise mais ils sont restés attachés au territoire natal. Beaucoup ont quitté Battambang en y laissant derrière eux leur parenté. Et de nos jours, le voyage Bangkok-Battambang pour rendre visite à la famille est fréquent. Parfois, les gens, aujourd'hui de nationalité thaïlandaise, viennent à Battambang pour rechercher des membres de leur famille.

Battambang était une sorte d'espace métis qui reçut l'influence des deux côtés : du Cambodge en tant qu'une de ses provinces et de la Thaïlande en tant qu'ancien territoire annexé et récente province limitrophe. Les traits communs fondamentaux des cultures khmère et thaïe peuvent rendre difficile, au regard extérieur, l'identification ce qui relève de l'une et de l'autre, d'autant que les relations économiques, religieuses et éducatives entre le Cambodge et la Thaïlande sont toujours restées actives. Et pourtant, il y a bien une originalité et une spécificité de ce territoire.

Plusieurs réformes menées par les Thaïlandais, puis par les Français et les Cambodgiens pour intégrer la province dans l'ensemble du pays (Thaïlande entre 1941 et 1946 ; Cambodge entre 1907 et 1941 puis depuis 1946) expliquent l'origine des spécificités et des divergences de la province et son développement particulier dans tous les domaines.

Pour ces raisons, les Cambodgiens et les Thaïlandais ne sont pas surpris de trouver actuellement un grand nombre d'habitants de Battambang, des seniors comme des juniors qui se considèrent eux-mêmes comme des vrais khmers mais parlent couramment le thaï, préfèrent les chaînes de télévisions thaïlandaises et les produits thaïlandais. Ils gardent une relation très étroite avec Bangkok et ont une vision très particulière du reste du Cambodge. Que le bath thaïlandais puisse circuler parallèlement avec le riel cambodgien sur les marchés et dans les commerces de la province ne les étonne pas.

L'histoire particulière forgée par plusieurs séparations d'avec le Cambodge, joue certainement un rôle dans le fait que les habitants de la province semblent plus indépendants, plus solidaires et plus actifs dans le développement de la province que ceux du reste du pays pour leur propre province. Depuis la période du seigneur gouverneur, on a observé que les riches et les grands hommes prennent souvent l'initiative et engagent leur propre fortune dans le soutien à l'éducation, à la construction des écoles, aux monastères, et pour l'amélioration des infrastructures.

Lors des périodes de revendication territoriale par les autorités thaïlandaises, les habitants de la province ont été utilisés comme catalyseurs pour protester contre le

gouvernement central du Cambodge. Son territoire, surtout le long de la frontière, a été utilisé comme fief des forces de résistance.

Dans la période contemporaine de l'histoire du Cambodge, Battambang fut une province active dans l'organisation des contestations et le renforcement des groupes de résistance contre le gouvernement central de Phnom Penh. C'est ainsi qu'y furent développées la croisade pour l'indépendance du pays, l'installation des *Khmers Serei*, la révolte de Samlaut durant le *Sangkum*, l'installation d'une base importante des Khmers rouges avant la victoire en 1975, l'installation des Khmers rouges et des groupes de résistances non-communiste de NORODOM Sihanouk et ceux de SON Sann pour lutter contre le gouvernement pro-vietnamien de HENG Samrin, et la révolte de Samlaut en 1997 contre le gouvernement central lors de la fuite du premier Premier ministre NORODOM Ranariddh.

Cette forte activité centrifuge pourrait s'expliquer par la caractéristique géographique de la province, l'intervention des pays étrangers, notamment de la Thaïlande et aussi par la familiarisation des habitants eux-mêmes avec la contestation et les affaires politiques nationales.

Par ailleurs, dans les anciens territoires des Khmers rouges comme Samlaut, Pailin, Kamreang, Phnom Preuk, et Sampeuv Loun, les influences des anciens dirigeants des Khmers rouges sont demeurées fortes. Lorsque Y Chhean a été mis à la retraite à l'âge de 63 ans de sa position de gouverneur de la province de Pailin, à la fin mai 2014 et fut nommé, à la place, directeur du conseil provincial¹⁴⁷⁵, environ 1.000 habitants des habitants de Pailin ont protesté devant sa maison le 8 octobre et lui ont demandé de rester le gouverneur de la province. Cette protestation s'est terminée quand Y Chhean a expliqué lui-même son nouveau rôle dans le gouvernement et a promis qu'il ne quitterait pas ses partisans¹⁴⁷⁶.

Dans le contexte politique actuel, la province de Battambang est supervisée par le 4^e homme le plus puissance du PPC et vice-premier ministre, ministre de l'Intérieur SAR Kheng. Un réseau de clientèle s'est construit autour de lui.

En octobre 2003, le sommet annuel de l'ANASE à Bali a conduit les États membres à mettre en place une Communauté de l'ANASE. L'entrée en vigueur de cette communauté prévue initialement en 2020 a été avancée à 2015 lors du sommet annuel de l'ANASE qui s'est tenu à Singapour en novembre 2007. La communauté repose sur

¹⁴⁷⁵ The Cambodia Daily, 30 mai 2014.

¹⁴⁷⁶ The Cambodia Daily, 10 octobre 2014.

trois piliers : la Communauté économique, la Communauté politique et sécuritaire et la Communauté socioculturelle de l'ANASE. Ce projet promeut une atmosphère d'amitié entre les pays membres dans le but d'une coopération dans le développement et une vie commune harmonieuse.

La question de la bonne coopération avec la Thaïlande a été rapidement critiquée dans la société cambodgienne car les rancœurs contre les Thaïlandais sont difficiles à négliger et la question de Preah Vihear pas encore résolue. De plus, à la suite du coup d'État de mai 2014, le gouvernement militaire thaïlandais a renvoyé de son territoire 660 000 illégaux cambodgiens causant une tension entre les deux pays. Lors de la 9^e rencontre bilatérale du 16 janvier 2015 à Siem Reap, le Cambodge et la Thaïlande se sont mis d'accord sur plusieurs conditions pour que les Cambodgiens puissent aller travailler légalement dans le territoire thaïlandais – il s'agissait donc d'assurer la paix, la croissance économique, les connexions internationales et la prospérité de la future communauté d'ANASE¹⁴⁷⁷ selon les vœux de celle-ci.

Dans ce contexte, Phnom Penh porte beaucoup d'attention au développement de la province de Battambang dans tous les domaines. En effet, elle est le centre de la région nord-ouest du pays et l'intermédiaire pour le commerce entre le Cambodge et la Thaïlande. Le chemin de fer Poipet-Battambang-Phnom Penh et la route nationale numéro 5, en cours de modernisation, constitueront les axes futurs de transport des pays membres de l'ANASE : ils permettront une liaison privilégiée de Battambang à Phnom Penh et de Battambang aux pays de l'Asie du Sud-est particulièrement la Thaïlande et le Vietnam. On peut souhaiter que la province de Battambang jouera, dans ce nouveau contexte, un rôle positif et essentiel pour que le Cambodge cesse d'être victime des ambitions de ses voisins mais tire au contraire pleinement profit de cette proximité.

¹⁴⁷⁷ La RFI, 16 janvier 2015.

Bibliographie

Archives

Archives Nationales d’Outre Mer, Aix en Provence (ANOM)

Indochine, Fond du Haut Commissariat de France pour l’Indochine (INDO)
Haut Commissariat de l’Indochine (HCI)
HCI 117, HCI 118, HCI 145, HCI 343, HCI 352, HCI 447, HCI 743, HCI 744, HCI 864,
Rapport mensuel mois de mai 1954, novembre 1954- janvier 1955, février 1955,
Services du conseiller diplomatique (CD)
CD 8, CD9, CD12, CD 13, CD14, CD15, CD17, CD18, CD21, CD32, CD36, CD38, CD39, CD107, CD147,
Services du conseiller politique (Conspol)
Conspol 88, Conspol 93, Conspol 95, Conspol 96, Conspol 110, Conspol 111, Conspol 116, Conspol 528, Conspol 529,
Service de Protection du Corps Expéditionnaire (SPCE)
SPCE 104
Plan : PL00486, PL 1745

Archives du Ministère des Affaires Etrangères, Paris (AMAE)

Série correspondance Politique, Siam, Carton 6, 8 et 22.
Asie-Océanie
Cambodge 1954-1965 : liasse 7, liasse 9, liasse 8, liasse 11, liasse 12, liasse 13, liasse 18, liasse 51, liasse 54, liasse 74, liasse 75, liasse 76
Cambodge 1965-1979 : liasse 122, liasse 272, liasse 274, liasse 275
Thaïlande 1944-1945 : liasse 59, liasse 60, liasse 63
Thaïlande 1944-1955 : liasse 141
Thaïlande 1954-1967 : liasse 122, liasse 141, liasse 144
Thaïlande 1965-1979 : liasse 272
Thaïlande 1966-1979 : liasse 125, liasse 272

Archives des Missions des Affaires Étrangères

Archives Nationales du Cambodge (ANC)

Fond de documentation :
B.56, B.102, B.103, B. 113, B.177, B.216, B.314, B.317, B.318, B. 319, B.321, B. 322, B. 327, B. 339, B.370, B.438, B.604, B.607, B.609, B. 664, B. 665, B. 673 (Id. 5777), B. 674, B. 675, B.676, B. 680, B. 684, B. 689, B. 690, B.691, B.698
B. 691: (Id. 6209, Id. 6215, Id. 6246, Id. 6285 et Id. 6298).

Résident supérieur du Cambodge 1863-1954
13234, 17578, 20276, 23551, 27502.

Agence Khmère Presse
B. 26

Archives nationales de la Thaïlande à Bangkok (ANTB)

Ministère des Affaires étrangères

Fond 71.2.3

(2) มร. 15-3/10, (2) มร. 15-3/16, (2) มร. 15-3/100, (2) มร. 15-3/116.

ศบ/15.3/16, ศบ/15.3/22, ศบ/15.3/28, (2) ศบ/15.3/71 boîte 6, ศบ/15.3/78,

(3) มท 0201.2.1.14/16, มท. 0201.2.1.14/8, มท 0201.2.1.14/9, (3) มท5.8/8, มท-5.8/11.

(3) สร0201.9/7 boîte 2, (3) สร 0201.9/8 dossier 1, (3) สร. 0201.9/3 ปึก 1

Document de presse

Agence de Presse Khmère, n° 18, octobre 1981.

Agence France Presse, 30 juin 1988.

Agence Khmère Presse, 11 juillet 1965.

Bangkok Post :

27 novembre 1982.

5 juin 1983, 9 juin 1983, 15 août 1983.

8 août 1985.

30 juin 1990.

3 janvier 1992, 17 novembre 1992, 19 novembre 1992.

3 janvier 1993, 9 janvier 1993, 24 août 1993, 9 septembre 1993.

21 janvier 1997, 11 décembre 1997.

Far Eastern Economic Review, 2 novembre 1979, p. 13-15, 28 juin et 25 octobre 1984

FBIS-AP, 19 octobre, 1979, p. J2-3, 19 novembre 1979, p. K, 10 décembre 1982, p. H1.

Humanité, vendredi 22 août 1997.

Kampuchea Démocratique, novembre 1982

Kyodo news international, 15 février 1999

Thai Ekkarad, paru entre 29 mars-15 mai 1941.

Le monde, 5 mai 1979.

Matichon, 23 octobre 1981.

Phnom Penh Press, 01 janvier 1967, 12 avril 1967, 10 mai 1967,

Phuchatkarn Raisapda, 30 novembre-6 décembre 1992, p.1, 2, 19.

Phuchatkarn Raiwan, 12 novembre 1992, 19 novembre 1992, 26 février 1993.

Prachachat Turakit, 6-9 décembre 1992, p. 42.

Sayam Rath, 5 août 1988.

Thansetthakij, 21-24 février 1993, p. 1-2.

The Cambodia Daily : 2 juin 1998, 3 décembre 1998, 23 décembre 1998, 9 février 1999,

14 mars 2001, 17 juin 2011, 20 mai 2014.

The Guardian 1975-1982, p. 33-35.

The London Times, 20 mars 1980, 8 mai 1980.

The Nation Review, 1 novembre 1982, 12 février 1985, 25 avril 1985.

The Nation, 28 mars 1979, 12 septembre 1990, 29 octobre 1990, 4 janvier 1993, 26

janvier 1993, 2 mars 1993, 14 mars 1993.

The New York Time, 29 juillet 1985, 7 juillet 1987, 1 avril 1988, 29 novembre 1988, 18 décembre 1989

The Phnom Penh Post, 15-28 janvier 1993, 21 février 1997, 26 septembre 1997, 10 octobre 1997, 24 octobre 1997, 24 octobre 1999.

The Southeast Asia Record, 30 novembre- 6 décembre 1979, 22-28 février 1980.

The Sunday Times, le 9 décembre 1979.
Westview Press, 1992, p.95.

Enquêtes

Enquête faisait par KHUON Vichheka : Battambang, Sangker, Samlaut, Pailin

Enquête faisant par Yuichi Kubota :

- village d'Ang Cheung village, 18-19 juillet 2009.
- village d'Enteak Chit, 3 janvier 2009.
- village de Banan, 20 décembre 2009.
- village de Banteay Char, 6 juin 2009
- village de Bay Damram, 11 janvier 2009.
- village de Chrouy Mtes, 12 juillet 2009.
- village de Doang, 28 décembre 2008.
- village de Kampong Chaeng, 10-11 janvier 2009.
- village de Kan Tuot, 13 juin 2009.
- village de Krang Svat, 30-31 mai et 7 juin, 21 juin 2009.
- village de Prey Sen, 20 juin 2009.
- village de Sdau, 10 janvier 2009.
- village de Ta Sei, 11 juillet 2009.
- village de Thmei, 5 juillet 2009
- village de Toul Chranieng, 10 janvier 2009.
- village de Tumpung Cheung, 19 juillet 2009.
- village de Tumpung Cheung, 27 juin 2009.
- village de Tumpung Tbound, 27-28 juin, 4 juillet 2009.

Rapport d'enquête sur les monastères dans la province de Battambang faisait par le
Département de la culture et des beaux-arts de la province de Battambang en 2000.

Sites internet

<http://www.justicepourleCambodge.org>

<http://www.eccc.gov.kh>

http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/34/22&Lang=F

http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/35/6&Lang=F

Site internet officiel de la ville de Battambang :

<http://www.battambangtown.gov.kh/>

www.ubb.edu.kh

Site web de l'Association d'Echanges et de Formation pour les Etudes khmères :
aefek.free.fr/iso_album/pann_ynh.pdf.

Sources imprimées et Ouvrages

Académie scientifique de l'URSS, *Histoire du Cambodge, Naouka*, URSS, 1985.

ARCHIMBAUD Léon, *le retour au Cambodge d'Angkor et de Battambang*, Paris, La revue du pacifique, N° 9, Année 1, 15 janvier 1930.

ASHLEY David, *The Nature and causes of human rights violations in Battambang province*, Propaganda, politics and violence in Cambodia: Democratic transition under United Nations Peace-keeping, An East Gate Books, Routledge, USA, 1996, p.159-182.

AYMONIER Etienne, *Les provinces siamoises*, Ernes Leroux, Paris, 1901, 481p.

BAKAERT Jacques, *Tales of a divided nation 1983-1986*, White lotus, Bangkok 1997.

BARRON John, PAUL Anthony, *Murder of a gentle land: The untold story of communist genocide in Cambodia*, Reader's Digest Press, États-unis, 1977, 240p.

BARTH M. Auguste., *Inscriptions Sanscrites du Cambodge, Extrait des notices et extraits des manuscrits de la bibliothèque nationale*, tome XXVII, 1^{ère} partie, Paris, 628p.

BÉRÉZIAT Gilbert, *Cambodge 1945-2005: Soixante années d'hypocrisie des grands*, l'Harmattan, Paris, 2009, 274p.

BERNARD F., *L'exploration de l'Indochine et la délimitation de la frontière Franco-siamoise*, 15 mars 1909. (CAOM, BR 11.965 C).

BLANADET Raymond, *Andoeuk Hep ou le destin d'un front pionnier au Cambodge*, Extrait de la revue "Les Cahiers d'outre-mer", Tome XXIV, No 94, 1971, 26p.

BLANADET Raymond, *Païlin : une région du Cambodge en voie de mutation*, extrait de la revue « Les Cahiers d'outre mer », Tome XXIII, 1970, No 92, 28p.

BLANADET Raymond, *Païlin... Pays des pierres précieuses*, Paris, 1968.

BONTÉ Christine Le, *Le Cambodge contemporain : Quelles perspectives de développement compte tenu de la situation politique et économique actuelle ?*, L'Harmattan, Paris, 2007, 239p.

BOULANGIER Edgar, *Un hiver au Cambodge: Chasses au tigre, à l'éléphant et au buffle sauvage : souvenirs d'une mission officielle remplie en 1880-1881*, Alfred Mame et fils, Tours, 1887.

BOURDIER Frédéric, CHEA Bunnary, TAING Sok Penh, *Malaria and population dynamics in Cambodia Ethnographic investigations in three remote areas (Païlin, Samlaut and Trapaeng Prasat)*, Institut de recherché pour le développement, Phnom Penh-Marseille, 2010, 173p.

BUAKAMSRI Thibodi, *Eakkasarn Maha Borot Khmer* : Kaan suk sa ngan prawattisastr samay mai khong kampucha (เอกสารมหาบุรุษเขมร : การศึกษางานเขียนประวัติศาสตร์สมัยใหม่ของกัมพูชา) « *Eakkasarn Maha Borot Khmer* : une étude d'une écriture historique moderne du Cambodge ». Mémoire de Master, Chulalongkorn University, Bangkok, 2004.

CALDWELL Malcolm et TAN Lek, *Cambodia in the Southeast Asian War*, Monthly Review Press, New York, 1973, 446p.

Capitaine Tixier, *Note sur l'orographie de l'Indochine française*, Commission de délimitation entre l'Indochine et le Siam, 11 décembre 1909. (CAOM, BR 11.964 C).

- CARL Grundy-Warr, *Khmer rouge territoriality in pre-and post-election Cambodia*, IBRU Boundary and Security Bulletin, octobre 1994, 6p.
- Chambres Extraordinaires au sein des Tribunaux Cambodgiens, *Samnum Roeung 001 : Quan Gec Eav (Duch)*, Phnom Penh, 26 juillet 2010, 444p.
- CHANDLER David, *A history of Cambodia, version khmère*, CKS, 2^e édition, Phnom Penh, 2005, 318p.
- CHANDLER David, *Brother Number One: A Political Biography of Pol Pot*, Westview Press, 1992, 254p.
- CHANSONGSENG Virasak, *Chao Phraya Aphaipubhet (Chhum) Chao Muang Phratabang Kon Sudthai Tai Pokkhong Siam « Chao Phraya Aphaipubhet (Chhum) dernier seigneur de Battambang sous la période saïmoise »*, Yipsi group, Bangkok, 2014, 208p.
- Chansons de l'armée thaïlandaise*, tome 2 .
- Chao Phraya Kathathorn Thoranin, *Chronologies de Muang Battambang* (écrit pour le roi Chulalongkorn), publié par Loeum Aphaivong, l'année de la chèvre 2462 (avril 1919-avril 1920), nombre p.
- CHAU Seng, The development of education in Cambodia, *Kambuja*, Phnom Penh, 3 juin 1965.
- CHEVEY PIERRE, LE POULAIN F., *La pêche dans les eaux douces du Cambodge*, Gouvernement Général de l'Indochine, Saigon, 1940.
- COOK Susan E., *Genocide in Cambodia and Rwanda: New Perspectives*, New Brunswick, New Jersey, 2006, 320p.
- Co-procureurs des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens, *Third introductory submission on case 004,41p*.
- CORFIELD Justin J., *A history of the Cambodian non-Communist resistance 1975-1983*, Centre of Southeast Asian Studies, Monash University, Clayton, Victoria, Australia, 1991.
- CORFIELD Justin J., *Khmer Stand Up!. A history of the Cambodian government, 1970-1975*, Centre of Southeast Asian Studies, Monash University, Clayton, Victory, Australia, 1994.
- Council for the development of Cambodia, *Prime investment information in Cambodia (Province-cities)*, 2005.
- CROCHET Soizick, *Le Cambodge*, Paris, Kartala, 1997.
- DAM Chhourn, *Essai sur les recherches archéologiques de la province de Battambang, préhistoire et époque préangkorienne*, Paris, 1973, 334p.

DE CARNE Louis, *Voyage en Indochine et dans l'empire chinois. L'exploitation du Mékong par la mission E.Doudart de Lagrée-F.Ganier*, Genève, Olizane, 2003.

De FEO Agnès, *Les Chams, l'Islam et la revendication identitaire : des origines de l'islamisation au radicalisme islamique actuel*, mémoire DEA soutenu à EPHE en 2004.

DEAC Wilfred P., *Road to the Killing Fields: The Cambodia war 1970-1975*, Texas A&M University Press, 1997, 328p.

DELVERT Jean, *Le Cambodge*, Paris, Presses universitaires de France, 1998, 128p.

DELVERT Jean, *Le paysan cambodgien*, Paris, L'Harmattan, 1994, 740 p.

DESSE Martial, *Cambodge : la tutelle vietnamienne*, Défense Nationale, avril 1983.

DIEP Sophâl, *របបសង្គមរាស្ត្រនិយម: ពីមហាជ័យជំនះឈានទៅដល់វិបត្តិ និងការដួលរលំ « Sangkum Reastr Niyum : d'une victoire à la crise et la chute »*, 2^e édition, Sok Leap, Phnom Penh, 2009, 397p.

DUKE Pensri Suvanij, *Les relations entre la France et la Thaïlande (Siam) au XIX^e siècle d'après les archives des Affaires Etrangères à Paris*, Paris, 1955, 671p.

Ecole Français d'extrême Orient, *Cahier de l'école d'extrême orient*, Hanoi, 1934-1943.

EDWARD Penny, *Cambodge: the cultivation of a nation 1860-1945*, University of Hawaii Press, Hanolulu, 2007, 392p.

EMMERSON Donald.K., *The stable war: Cambodia and the great powers, Indochina Issues*, décembre 1985.

ENG Soth, *Chronologies khmers*, Ministère de l'éducation, 2009, tome 6.

ERLANGER Steven, For Khmer Rouge, There's Gold in the Ruby Mines, *The New York Times*, 19 août 1989.

EVAN Gottesman, *Cambodia after the Khmer Rouge: inside the politics of nation building*, Yale Univesity Press, Connecticut, 2003.

FILOZ A.A.H., *Cambodge et Siam, Voyage et séjour aux ruines des monuments khmers*, Thonon, imprimerie A. Dubouloz, 1874, 190p.

FOREST Alain, *Cambodge contemporain*, IRASEC-les indes savantes, Paris, 2008, 525p.

FOREST Alain, *Le Cambodge et la colonisation française : histoire d'une colonisation sans heurts (1897-1920)*, Paris, L' Harmattan, 1980, 542p.

FOREST Alain, *Le culte des génies protecteurs au Cambodge. Analyse et traduction d'un corpus de textes sur les neak ta*, Paris, L'Harmattan, 1992.

FRINGS Viviane, *Le socialisme et le paysan cambodgien : la politique agricole de la République Populaire du Kampuchea et de l'État du Cambodge*, l'Harmattan, Paris, 1997, 188p.

GARAVAGLIA Gian Luciano, *Les relations entre le Cambodge et la Thaïlande de 1953 à 1970 : La neutralité khmère, une arme face à l'impérialisme siamois?*, Paris, 2007, nombre p.

GARDÈRE Jean-Daniel, *Monnaie et souveraineté : éléments pour une histoire économique, politique et monétaire du Cambodge*, Banque nationale du Cambodge, Phnom Penh, 2009, 636p.

GLECH Guy, *Le Siam et ses relations avec la France*, Thèse de doctorat soutenue à la Faculté de Droit de l'Université de Paris, 15 mars 1947, nombre p.

GOMANE Jean-Pierre, *L'exploration du Mékong. La mission Ernest Doudart de Lagrée-Francis Ganier (1866-1868)*, Paris, L'Harmattan, 1994.

GORDON Bernard K, YOUNG Kathryn, *The Khmer Republic: That Was the Cambodia That Was*, Asian Survey, Vol. 11, No. 1, January 1971.

Gouvernement Général de l'Indochine, Inspecteur Générale des Travaux Publics, *Chemin de fer de Phnom Penh à Battambang, commencement des travaux*, Hanoi, Imprimé d'Extrême Orient, 1929.

Gouvernement Général de l'Indochine, Inspecteur Générale des Travaux Publics, *Chemin de fer de Phnom Penh à Battambang et Mongkolborey. Cambodge : Inauguration de la chemin de la section Phnom Penh-Pursat*, Phnom Penh, Imprimé du Protectorat, 1932.

GROSLIER Bernard Philippe, *Mélange sur l'archéologie du Cambodge (1949-1986)*, Paris, EFEO, 1998, 295p.

GROSLIER George, *Objets anciens trouvés au Cambodge*, Angers, 1916.

GUÉRET Daniel, Dominique-Pierre, *Cambodge*, Imprimerie nationale, Paris, 2009, 366p.

HEDER Stephen, *Kampuchea's Armed Struggle, The origins of an Independent revolution*, Bulletin of concerned Asian Scholars, Vol 11, No 1, janvier-mars 1979, 22p.

HENSENGERTH Olivier, *Transition of Cambodia: War and peace, 1954 to the present*, Université Duisburg Essen, octobre 2008, 77p.

HINTON Alexander, *Why Did They Kill? Cambodia in the Shadow of Genocide*, University of California Press, Berkeley, 2005, 360p.

HOOD, ALBIN, *The Path to Cambodia's Present*, p.xxix.

- HUN Sen, *Dop Chhnam Nei Damneu Kampuchéa (១០ឆ្នាំនៃដំណើរកម្ពុជា ១៩៧៩-១៩៨៩)* « *Dix ans du demarche du Kampuchéa* », 2^e édition, Orbrom, Phnom Penh, 499p.
- IENG Mouly, *Chivit Leu Phlov Bot Bèn Tov Rok Santipheap (ជីវិតលើផ្លូវបត់បែនទៅរកសន្តិភាព)* « *La vie sur la tourance vers la paix* », Phnom Penh, 2013, p. 229.
- ISAACS Arnold R., *Without Honor: Defeat in Vietnam and Cambodia*, Johns Hopkins University Press, Baltimore and London, 1984, 559p.
- JACKSON Tony, *Just waiting to die? Cambodian refugees in Thailand*, Reseach and Evaluation Unit, Oxfam, juin 1987, 41p.
- JACQUES Claude, LAFOND Philippe, *The Khmer Empire Cities and Sanctuaries from the 5th to the 13th century*, Bangkok, 2007, 279p.
- JENNAR Raoul M., *Chroniques cambodgiennes 1990-1994*, L'Harmattan, Paris, 1995, 525p.
- JENNAR Raoul Marc, *Les clés du Cambodge. Faits et chiffres, repères historiques et profils cambodgiens, cartes*, Maisonneuve&Larose, Paris, 1995.
- JENNAR Raoul Marc, *Trente ans depuis Pol Pot : Le Cambodge de 1979 à 2009*, L'Harmattan, Paris 2010, 332p.
- JONE Robert B., *Thai titles and ranks: including a translation of Traditions of royal lineage in Siam by King Chulalongkorn*, Cornell University, Ithaca, 1971, nombre p.
- JOTTRAND Emile, *Indochine et japon, journal de voyage...*, Plon-Nourrit et Cie, 2^e édition, Paris, 1909, 348p.
- KASETRASIRI Chanvit, *de Siam au Thaïlande : quelle importance de ce nom ?*, version thaï, art et culture-Matichon, Bangkok, 2005.
- KHIEU Samphân, *Réflexion sur une histoire du Cambodge à partir de l'origine jusqu'au Kampuchéa démocratique*, version khmère, Phnom Penh, Reahu, 2007.
- KHIN Sok, *Le Cambodge entre le Siam et le Vietnam (1775-1860)*, Thèse de docteur d'Etat, Paris, 1987.
- KHING Hoc Dy, *Contes et légendes du pays khmer*, Paris, Puf, 1989.
- KHING Hoc Dy, *Mealibot Aksongsil khmère satvat ti 20 (មាលីបទអ្សរសិល្ប៍ខ្មែរសតវត្សទី ២០)* « *Littérature khmère du XX^e siècle* », Angkor, Phnom Penh, 2002.
- KHOEUN Nuoun, *Coup d'état, 1932, de Siam à la Thaïlande*, Phnom Penh, 1971.
- KHUON Vichheka, *l'histoire de Battambang entre le Cambodge et la Thaïlande, 1939-1969*, mémoire de master 2 soutenu à l'université Paris Diderot en juin 2009.

KIERNAN Ben and BOUA Chantou, *Peasants and Politics in Kampuchea, 1942-1981*, Zed Press, the University of Muchigan, 401p.

KIERNAN Ben, *How Pol Pot came to power: colonialism, nationalism, and communism in Cambodia, 1930-1975 (version khmère)*, SPK, 1992.

KIERNAN Ben, *How Pol Pot came to power: colonialism, nationalism, and communism in Cambodia, 1930-1975*, New Haven, Yale University Press, 2004, 430p.

KIERNAN Ben, *Kampuchea 1979-1981. National Rehabilitation in the Eye of an International Storm*, Southeast Asian Affairs, 1982.

KIERNAN Ben, *Pol Pot and the Kampuchean Communist Movement*,

KIERNAN Ben, *The Samlaut Rebellion and its aftermath, 1967-1970: The origins of Cambodia's liberation movement*, Première partie, Centre of Southeast Asian studies, Université de Monash, Melbourne, 1976?, 45p.

Kromyuthaseuksa Thahan Kong Banchakarn Thahan Soungsud Krasuong Kalahom (กรมยุทธศึกษาทหาร กองบัญชาการทหารสูงสุด กระทรวงกลาโหม) « Ministère de l'intérieur », Prawatisat Karnsongkhram Khorng Thai Nai Maha Asia Borapha (ประวัติศาสตร์การสงครามของไทยในสงครามมหาเอเชียบูรพา) « *Histoire de guerre de la Thaïlande durant la guerre de l'Asie de l'Est* », Bangkok, 1997.

KUBOTA Yuichi, *Territorial Control and Recruitment in the Cambodian Civil War, 1970-75: Case studies in Battambang province*, Department of Political Science, University at Albany (SUNY), 2011.

La revue royale, เรื่องลดฐานะและจัดตั้งอำเภอ ในจังหวัดพระตะบอง, 28 septembre 1943, Vol. 60, No 51, p.3054-3055.

La revue royale, พระราชกฤษฎีกา จัดตั้งเทศบาลเมืองพระตะบอง จังหวัดพระตะบอง พุทธศักราช 2485, Vol. 59, 24 novembre 1942, p. 2254-2258.

La revue royale, พระราชบัญญัติเปลี่ยนแปลงเขตต์จังหวัดนครจำปาศักดิ์ จังหวัดพิบูลสงคราม และจังหวัดพระตะบอง พุทธศักราช ๒๔๘๔, Vol 58, 30 décembre 1941, p. 1920-1922.

LAFONT P.B, *Initiation à la péninsule indochinoise*, Paris, L'Harmattan, 1996.

LAFONT P.B, *Péninsule Indochinoise. Etudes urbaines*, Paris, L'Harmattan, 1991.

Le dossier Sihanouk, Coconnier Sablé-sur-Sarthe, 1971, 48p.

Le Ministère de l'information du gouvernement royal du Cambodge, *Cambodge*, Phnom Penh, 1962, 307p.

LEMIRE Charles, *Exposé chronologique des relations du Cambodge avec le Siam, l'Annam et la France*, Libraire, Paris, 1879.

Les soins du service local de l'enseignement, *Monographie de Battambang et Siem Reap*, Phnom Penh, 2^e édition, Imprimerie Royale, 1936.

LOCH Chhanchhai, *Chronique des vice-rois de Battambang (XVIII^e-XXI^e siècles) : du régent Bê de Battambang à la famille Aphaiwong du Siam*, Péninsule, numéro 68, 2014, p.9-104.

LOIACONO Luciano, Battambang, *Paysages en Bataille. Recomposition du paysage de la province de Battambang, de l'Indépendance à nos jours, 1953-1993*, Paris, 1993, nombre p.

LUCIOLLI Esmeralda, *Le mur de bambou: Le Cambodge après Pol Pot*, Régine Deforges, Paris, 1988, 313p.

LY Daravuth, MUAN Ingrid, *Cultures of Independence: An Introduction to Cambodian Arts and culture in the 1950's and 1960's*, Reyum, Phnom Penh, 2002.

M. Leifer, *Rebellion or subversion in Cambodia*, Current history, février 1969.

MARTIN Marie Alexandrine, *Le mal cambodgien. Histoire d'une société traditionnelle face à ses leaders politiques, 1946-1987*, Hachette, Paris, 1989, 304p.

MARTIN Marie-Alexandrine, *Cambodia: A shattered Society*, The regents of the University of California, États-Unis, 1994, 383p.

MASON Linda, BROWN Roger, *Rice, Rivalry, and Politics: Managing Cambodian Relief*, University of Notre Dame Press, Notre Dame, 256p.

MERCIER-BERNADET Fabienne, *Thaïlande-Le conflit franco-thaïlandais (Juin 1940-Mai 1941), une manipulation japonaise?*, *Revue historique des armées*, n°223, 2001.

Ministère de l'éducation, *Monographie de Battambang et Siem Reap*, Phnom Penh, les soins du service local de l'enseignement, 1936.

Ministère de l'information du Cambodge, *Battambang et son passé*, Phnom Penh, 1968, 45p.

Ministère de l'information du gouvernement royale du Cambodge, *Cambodge*, Phnom Penh, 1962, 308p.

Ministère des affaires étrangères, *Convention de paix entre la France et la Thaïlande*, Bangkok, 1984.

Ministry of Foreign Affairs, *Documents on the Kampuchean Problem 1979-1985*, Department of Political Affairs, Bangkok, 1985.

Morm Luang JUMSAI Manich, *History of Thailand and Cambodia, from the days of Angkor to the present*, Bangkok, Chalermmit, 1970, 226p.

MOUHOT Henri, *Voyages dans les Royaumes de Siam, de Cambodge, de Laos et autres parties centrales de l'Indochine : La découverte d'Angkor*, Genève, Olizane, 1999, 321p.

- MOURER Cécile, MOURER Roland, *La coupe à pied annuaire de Laang Spean, Phnom Teak Trang, Province de Battambang, Cambodge*, Bulletin de la Société Préhistorique Française, tome 68, 1971, nombre p.
- MOURER Cécile, MOURER Roland, *Note Préliminaire sur la Présence d'une Industrie Préhistorique dans la Grotte de Laang Spean, Province de Battambang, Cambodge*, VIIIth Congress of Anthropological and Ethnological Sciences.
- MOURER Cécile, MOURER Roland, THOMMERET Yolande, *Premières datations absolues de l'habitat préhistorique de la grotte de Laang Spean, province de Battambang (Cambodge)*, Paris, 1970.
- MYSLIWIEC Eva, *Punishing the Poor: The international Isolation of Kampuchea*, Oxfam, Oxford, 1988, 108p.
- NAYAN Chanda, *The road to Singapore*, Far Eastern Economic Review, 11 septembre 1981.
- NORODOM Sihanouk et JELDRES Julio A., *Memoirs of his majesty King Norodom Sihanouk*,
- NORODOM Sihanouk, *Cambodge Sangkum Reastr Niyum: Education*, 1970
- NORODOM Sihanouk, *Photo souvenir du Cambodge : Sangkum Reastr Niyum 1955-1969, agriculture*, Vol 2, Rama Printing, Phnom Penh, 246p.
- NORODOM Sihanouk, *Prisonnier des Khmers Rouges*, Paris, Hachette, 1986.
- NORODOM Sihanouk, *Raja Sakammapheap Doeumbey Èkreach Boribo Nei Kampuchea (រាជសកម្មភាពដើម្បីឯករាជ្យប្រហែលនៃកម្ពុជា)* « la croisade royale pour l'indépendance du Cambodge » 1940-1950, 2^e édition, Phnom Penh, 2005.
- O'REILLY J.W. Dougald, DRIESCH VON Den Angela, VOEUN Vuthy, *Archaeology and Archaeozoology of Phum Snay: A late Prehistoric Cemetery in North-western Cambodia*, Asian Perspectives: the Journal of Archaeology for Asia and the Pacific, n° 2, vol 45, 2006.
- PAVIE August, *Excursion dans le Cambodge et le royaume de Siam*, Impr. du gouvernement de Saïgon, 1884, 165 p.
- PAWAKAPAN Puangthong, *Wars, trade and Nationalism in Thai-Cambodian Relations*, 2009, 139p.
- PEN Sovann, NEANG Savun, *Pen Sovann: Chiveak Provat Sangkhéb et Buppahét Cheat Meatophum (ប៉េន សុវណ្ណៈជីវប្រវត្តិសង្គ័ប និងបុព្វហេតុជាតិមាតុភូមិកម្ពុជា)* « Pen Sovann: brève biographie et les affaires du patrie du Cambodge », États-Unis, 2002, 291p.
- PEOU Sorpong, *Hun Sen's pre-emptive coup, Causes and consequences*, Southeast Asian Affairs, 1998, p.86-102

PEOU Sorpong, *Hun Sen's pre-emptive coup, Causes and consequences*, Southeast Asian Affairs, 1998, p. 86-102.

Phan Ek JULAJARITH Saeng (พันเอกแสง จุลจาริตต์), *Krom Rodfai Kup Seuk Korani Piphat Indochine Frungsed Lek Songkhram Maha Asia Borapha*, (กรมรถไฟกับศึกกรณีพิพาทอินโดจีนฝรั่งเศส และ สงครามมหาเอเชียบูรพา) «Commission de la voie terrestre et la guerre de l'Indochine française, et la guerre de l'Asie de l'Est, Bangkok, 334p

PONCHAUD François, *Battambang*, Battambang, 2005.

PONCHAUD François, *La cathédrale de la rizière : 450 ans d'histoire de l'église au Cambodge*, Le Sarment FAYARD, Paris, 1990, 234p.

PONCHAUD François, *La cathédrale de la rizière : 450 ans d'histoire de l'église au Cambodge*, Le Sarment-FAYARD, Paris, 1990, 237p.

PONCHAUD François, *Une brève histoire du Cambodge*, Nantes, Siloe, 2007.

PRESCHEZ Philippes, *Revue Française de Science Politique : Le Cambodge depuis 1941, Etat des travaux*, Presse Universitaire de France, Vol. 11, N°14, décembre 1961.

PUY Kea, *Ratha Pibal Kampuchea pi chhnam 1945 dol chhnam 2010* (រដ្ឋាភិបាលកម្ពុជាពីឆ្នាំ ១៩៤៥ ដល់ ២០១០) «Gouvernement du Cambodge de 1945 à 2010 », 2^e édition, Reahouk, Phnom Penh, 2010, 308p.

REGAUD Nicolas, *Le Cambodge dans la tourmente : le troisième conflit indochinois 1978-1991*, l'Harmattan, Paris, 1992, 438p.

RET Jean-françois, Schmitt Claude, *Thaïlande : l'histoire s'accélère*, Lausanne, Alfred Eibel, 1977

RICHARDSON Michael, *International Herald Tribune*, 29 September 2000.

RICHER Philippe, *Le Cambodge de 1945 à nos jours*, Science Po. Les presses, 2^e édition, Paris, 2009, 213p.

ROS Chantrabot, *Pravattisastr Khmaer- Histoire du Cambodge : partie légendaire et lapidaire*, L'Harmattan, Paris, 2000, 250p.

ROSS Helen Grant, *Battambang- Le Bâton Perdu-Histoire d'une ville*, 3D graphics publishing, Phnom Penh, 2003, 59p.

ROSS Helen Grant, COLLINS Darryl, *Building Cambodia*.

ROT Troeung, *Status of the Flooded Forest in Fishing Lot #2, Battambang Province*, Fishery Officer and Counterpart of MRC/DoF/Danida Fisheries Program in Cambodia of Battambang Province, 2001.

ROWLEY Kelvin, *Second life, second Death: the Khmer rouge after 1978*, Swinburne University of Technology, p. 201-225

- SAKOU Samoth, *Hommes et histoires du Cambodge*, Angkor, Phnom Penh, 2012, 331p.
- SAM Yang, *Battambang as a tributary state: religion and society, A paper Presented at the International Conference on Khmer Study*, 26-30 August 1996, nombre p.
- SANTISO Elphie, *Battambang et le Tonlé Sap dans les relations franco-siamoises de 1867 à 1907*, Paris, 2005, nombre p.
- SARIN Chhak, *La stabilisation de la frontière. La collaboration franco-siamoise*, thèse de droit, vol.2, Paris, 1966, nombre p.
- SCALABRINO Camille, KIERNAN Ben, HEDER Steve, VICKERY Michael, BROCHEUX Pierre, LUGUERN Joël, ORIEUX Marie-Claire, RUSTENHOLZ Alain, THION Serge, *Cambodge, Histoire et enjeux : 1944-1985*, Asie'Debat-2, Paris, L'Harmattan, 1985.
- SCHIER Peter, *Cambodge 1979-1989: rechercher la vérité et la paix*, Politique étrangère No 4, 1989, p.669-678
- SHENON Philip, *Pol Pot&Co: The Thai connection- a special report in big treat to Cambodia, Thai still aid Khmers Rouge*, The New York Times, 19 décembre 1993.
- SHORT Philip, *Pol Pot : Anatomie d'un cauchemar*, Dencel, Royaume Uni, 608p.
- SHOWCROSS William, *The quality of mercy. Cambodia, Holocaust and modern conscience*, Apsornsart Press, Bangkok, 1984.
- SIMON Sheldon W., *War and Politics in Cambodia*, Duke University Press, North Carolina, 1974, 178p.
- SONG Sophy, *Ka rachhana Lum Or Neung Sthapatyakam Nei Preah Vihara Ampi Chheu : Kar Bèng Chèck Phnèk Teang Lai Teuv Tam Prophét*, (ការវិធានបំអធិន័ស្តាបត្យកម្មនៃព្រះវិហារអំពីឈើ:ការបែងចែកផ្នែកទាំងឡាយនៅតាមប្រភេទ) « *La décoration et l'architecture de Vihara en bois : La distinction des différentes catégories* », 2005, Phnom Penh.
- SORN Samnang, *L'évolution de la société cambodgienne entre les deux guerres mondiales (1919-1939)*, thèse de doctorat soutenue à l'université Paris7- Denis Diderot, Octobre 1995, nombre p.
- SOUTY Patrick, *La guerre du pacifique, 7 juillet 1937-2 septembre 1945 : l'Asie du Sud-est au centre des enjeux*, Presse universitaire de Lyon, 1995, 179p.
- STROMSETH Jonathan, *Time on Whose Side in Cambodia*, Institute of Security and International Studies, Chulalongkorn University, Bangkok, 1988.
- Sumnakngan sungseum visakit khanat klang leh khanat yom (สำนักงานส่งเสริมวิสาหกิจขนาดกลางและขนาดย่อม) « *Agence de promotion des petites et moyens entreprise* », Pratabang :sakhypaap khong changvat Pratabang (พระตะบอง: ศักยภาพของจังหวัดพระตะบอง) « *Battambang : La potentialité de la province de Battambang* », 15p.

- TAUCH Chhuong, *Battambang Samai Lok Machas* (បាត់ដំបងសម័យលោកម្ចាស់)
« *Battambang pendant la période du Seigneur gouverneur* », Majjhamandal ekasār srāv
srāj qāryadharm khmaer, Phnom Penh, 1994.
- TERRY Fiona, *Condemned to repeat?: The paradox of humanitarian action*, Cornell
University Press, New York, 2002, 282p.
- THAIJONGRUK Nathaporn, *Histoire du nord du Cambodge et ses relations avec la
Thaïlande pendant la période contemporaine*, thèse soutenue le 29 novembre 2013,
Université Paris Diderot.
- THIERRY Solange, *Les Khmers*, Kailash, Paris, 1996.
- THION Serge, *Watching Cambodia: ten paths to enter the Cambodian tangle*, White
Lotus, Bangkok, 1993, 290p.
- TOP Chansorithy, *Les pagodes anciennes de la période du Seigneur à Battambang
(1795-1907)*, mémoire de la licence de l'archéologie soutenu à l'université royal des
beaux-arts, Phnom Penh, 2008, nombre p.
- TOP Tan Lieang, *Essaie sur l'histoire de l'administration de la province de
Battambang de 1907 jusqu'à présent*, Battambang, 2008, nombre p.
- TYNER James A., *The killing of Cambodia: geography, genocide and the unmaking of
space*, Aldershot, Ashgate, UK, 2008.
- University of Moral and Political Sciences, *Three seals law*, Bangkok, 2004, nombre p.
- VAN ZALINGE Nicolaas, *Data Requirements for Fisheries Management in the Tonle
Sap*, MRC Fisheries Program, Phnom Penh.
- VICKERY Michael, *Cambodia: 1975-1982*, Silkworm Books, Chiang Mai, 1999, 361p.
- VICKERY Michael, *Kampuchea: Politics, Economics and Society*, Frances Pinter,
Londres, 1986, 211p.
- VONG Sotheara, NOP Sokha, *histoire khmère pour l'année de fondation*, université
royale de Phnom Penh, Phnom Penh, 2012, 311p.
- WEBER Olivier, *Les impunis. Cambodge : un voyage dans la banalité du Mal*, Robert
Laffont, Paris, 2013, 244p.
- Y SACHS Moshe, *Worldmark encyclopedia of the nations*, Worldmark Press, New
York, 3e édition, 1967.
- YI Tan Kim Pho, *Le Cambodge des Khmers rouges: chronique de la vie quotidienne :
récit de Yi Tan Kim Pho*, l'Harmattan, Paris, 1990, 314p.
- Battambang khnong damnak kal Aphiwat* (បាត់ដំបងក្នុងដំណាក់កាលអភិវឌ្ឍន៍) « *Battambang
durant la période du développement* », hôtel de ville de Battambang, 2005, 56p.

Kana kammaka reapcham ka bos chhnot khèt, (គណៈកម្មការរៀបចំការបោះឆ្នោត
ខេត្ត) « comité provincial électoral », *Sannibat boksarob kanga boschhnot chreuh tain
damnangreas nitikal ti 5 chhnam 2013 roibos khèt Battambang* (សន្និបាតបូកសរុប
ការងារបោះឆ្នោតជ្រើសតាំងតំណាងរាស្ត្រនីតិកាលទី៥ឆ្នាំ២០១៣របស់ខេត្តបាត់
ដំបង) « *Conférence d'examen d'élection des représentants du 5^e mandat, l'an 2013 de
la province de Battambang* », Battambang, 02 septembre 2013, 21p.

*Plan d'action du 8^e gouvernement Sangkum présidé par Son Altesse Royale Samdech
Preah Norodom Sihanouk Upayuvareach*, 76p.

ARK Research.

Base Ulysse des Archives Nationales d'Outre Mer de la France.

Circulaire 04/90 CNFS.